

TABLE DES MATIÈRES

GUIDE DU DÉPOSANT DU PCT – LA PHASE INTERNATIONALE	Paragraphes
CHAPITRE 1: LE PRÉSENT GUIDE ET SES ANNEXES	1.001 – 1.008
Introduction	
CHAPITRE 2: QU'EST-CE QUE LE PCT?	2.001 – 2.002
CHAPITRE 3: "LA PHASE INTERNATIONALE" ET "LA PHASE NATIONALE" DE LA PROCÉDURE SELON LE PCT	3.001 – 3.005
CHAPITRE 4: UTILITÉ DU PCT POUR LES DÉPOSANTS	4.001 – 4.026
Les brevets régionaux par la voie PCT	4.022 – 4.026
CHAPITRE 5: DÉPÔT D'UNE DEMANDE INTERNATIONALE	5.001 – 5.199
Généralités	5.001 – 5.014
La requête	5.015 – 5.093
<i>Cadre n° I: Titre de l'invention</i>	5.019
<i>Cadre n°s II et III: Déposants; inventeurs</i>	5.020 – 5.039
<i>Cadre n° IV: Mandataire ou représentant commun</i>	5.041 – 5.051
<i>Cadre n° V: Désignation d'États</i>	5.052 – 5.056A
<i>Cadre n° VI: Revendication de priorité et restauration du droit de priorité</i>	5.057 – 5.071
<i>Cadre n° VII: Administration chargée de la recherche internationale</i>	5.072 – 5.073D
<i>Cadre n° VIII: Déclarations</i>	5.074 – 5.083A
<i>Cadre n° IX: Bordereau</i>	5.084 – 5.087
<i>Cadre n° X: Signature du déposant ou du mandataire</i>	5.088 – 5.091
<i>Notes relatives au formulaire de requête</i>	5.092
<i>Feuille de calcul des taxes</i>	5.093
La description	5.094 – 5.111
Les revendications	5.112 – 5.127
Les dessins	5.128 – 5.163
L'abrégé	5.164 – 5.174
Autres conditions de forme	5.175 – 5.183
Taxes	5.184 – 5.199
CHAPITRE 6: TRAITEMENT DE LA DEMANDE INTERNATIONALE PAR L'OFFICE RÉCEPTEUR	6.001 – 6.060
Généralités	6.001 – 6.004
Date du dépôt international	6.005 – 6.012
Traduction des demandes internationales	6.013 – 6.023
Correction d'irrégularités et incorporation par renvoi d'éléments ou de parties manquant(e)s ou d'éléments ou de parties correct(e)s dans le contexte d'éléments ou de parties indûment déposé(e)s . . .	6.024 – 6.056
Exemplaire original et copie de recherche	6.057 – 6.060

CHAPITRE 7:	LA PROCÉDURE DE RECHERCHE INTERNATIONALE : TRAITEMENT DE LA DEMANDE INTERNATIONALE PAR L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE	7.001 – 7.032
	Généralités	7.001 – 7.004B
	Listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés	7.005 – 7.012
	Limitations relatives à la recherche internationale.	7.013 – 7.014
	Unité de l'invention	7.015 – 7.021
	Titre et abrégé	7.022
	Rapport de recherche internationale	7.023 – 7.026
	Opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale.	7.027 – 7.032
CHAPITRE 8:	RECHERCHE INTERNATIONALE SUPPLÉMENTAIRE	8.001 – 8.053
	Généralités	8.001 – 8.005
	Demande de recherche supplémentaire	8.006 – 8.028
	Cadre n° I: Identification de la demande internationale	8.013 – 8.014
	Cadre n° II: Déposant.	8.015 – 8.017
	Cadre n° III: Mandataire ou représentant commun.	8.018 – 8.022
	Cadre n° IV: Base de la recherche internationale supplémentaire	8.023 – 8.024
	Cadre n° V: Bordereau	8.025
	Cadre n° VI: Signature du déposant, du mandataire ou du représentant commun	8.026
	Notes relatives au formulaire de demande de recherche supplémentaire.	8.027
	Feuille de calcul des taxes	8.028
	Taxes.	8.029 – 8.032
	Traitement de la demande de recherche supplémentaire par le Bureau international	8.033 – 8.038
	Procédure concernant la recherche internationale supplémentaire	8.039 – 8.053
CHAPITRE 9:	PUBLICATION INTERNATIONALE, MODIFICATION DES REVENDICATIONS ET AUTRES OPÉRATIONS ENTRANT DANS LE CADRE DU TRAITEMENT DE LA DEMANDE INTERNATIONALE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL	9.001 – 9.029
	Généralités	9.001 – 9.003
	Modification des revendications en vertu de l'article 19	9.004 – 9.011
	Publication internationale	9.012 – 9.027
	Communication de copies aux offices désignés	9.028 – 9.029
CHAPITRE 10:	EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL EN VERTU DU CHAPITRE II DU PCT	10.001 – 10.083
	Généralités	10.001 – 10.003
	Présentation d'une demande d'examen préliminaire international.	10.004 – 10.010
	Traduction de la demande internationale aux fins de l'examen préliminaire international	10.011
	La demande d'examen préliminaire international	10.012 – 10.034
	Cadre n° I: Identification de la demande internationale	10.014 – 10.016
	Cadre n° II: Déposant(s).	10.017 – 10.018A
	Cadre n° III: Mandataire ou représentant commun	10.019 – 10.023

<i>Cadre n° IV: Base de l'examen préliminaire international (Déclaration concernant les modifications et indication de la langue aux fins de l'examen préliminaire international)</i>	10.024 – 10.028
<i>Cadre n° V: Élection d'États</i>	10.029
<i>Cadre n° VI: Bordereau</i>	10.030
<i>Cadre n° VII: Signature du déposant, du mandataire ou du représentant commun</i>	10.031 – 10.032
<i>Notes relatives au formulaire de demande d'examen préliminaire international</i>	10.033
<i>Feuille de calcul des taxes</i>	10.034
Taxes	10.035 – 10.043
Traitement de la demande d'examen préliminaire international	10.044 – 10.050
L'examen préliminaire international	10.051 – 10.073
Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT)	10.074 – 10.083
CHAPITRE 11: QUESTIONS DIVERSES CONCERNANT LA PHASE INTERNATIONALE	11.001 – 11.117
Représentation par des mandataires et des représentants communs	11.001 – 11.014
Correspondance avec le déposant	11.015 – 11.017
Changements relatifs au déposant, à l'inventeur, au mandataire ou au représentant commun	11.018 – 11.022
Décès du déposant ou de l'inventeur	11.023 – 11.026
Le déposant n'est pas disponible pour signer la demande internationale ou d'autres documents ou ne souhaite pas le faire	11.027
Rectification d'erreurs évidentes	11.033 – 11.044
Modification des revendications, de la description et des dessins . . .	11.045 – 11.047A
Retraits	11.048 – 11.061
Calcul des délais	11.062
Perturbations dans le service postal	11.063 – 11.064
Excuse de retard dans l'observation de délais	11.065– 11.065C
Dépôt de lettres et de documents	11.066 – 11.071
Caractère confidentiel des demandes internationales	11.072 – 11.074
Références à du matériel biologique déposé	11.075 – 11.087
Exigences en ce qui concerne le listage des séquences	11.088
Extension de demandes internationales à des États successeurs d'anciens États contractants	11.089 – 11.093
Signalement de disponibilité aux fins de licence	11.102 – 11.108
Observations par les tiers	11.109 – 11.117

INDEX**ANNEXES**

A	Liste des États contractants
B	Informations générales sur les États contractants et les organisations intergouvernementales
C	Offices récepteurs
D	Administrations chargées de la recherche internationale
SISA	Administrations chargées de la recherche internationale (Recherche supplémentaire)
E	Administrations chargées de l'examen préliminaire international
K	Noms de pays et codes à deux lettres correspondants
L	Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : <ul style="list-style-type: none">– Exigences des offices désignés (et élus)– Liste des institutions de dépôt

CHAPITRE 1

LE PRÉSENT GUIDE ET SES ANNEXES

INTRODUCTION

1.001. La présente partie du Guide du déposant du PCT (le *guide*) contient des informations générales sur le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) à l'intention de tous ceux qui s'intéressent au dépôt de demandes internationales de brevets, notamment des informations concernant la "phase internationale" de la procédure selon le PCT. Elle est complétée par un certain nombre d'annexes contenant des informations plus détaillées; lorsque le mot "annexe" suivi d'une lettre majuscule est utilisé dans le *guide*, il s'agit d'une référence à une annexe du guide. Une deuxième partie contient des informations générales sur la "phase nationale" de la procédure selon le PCT, à savoir la procédure au sein des offices désignés (ou élus). On entend par office désigné (ou élu) l'office des brevets national ou régional d'un État ou agissant pour un État partie au PCT ("État contractant") qui est désigné (ou élu) dans une demande internationale. Cette deuxième partie relative à la phase nationale indique aussi les formalités à remplir auprès de chacun de ces offices dans leurs chapitres nationaux respectifs. Depuis 2006, le *guide* peut être consulté uniquement sur l'Internet à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/pct/fr>. Les utilisateurs du *guide* ont aussi à leur disposition un service d'actualisation par courrier électronique, qui leur envoie chaque semaine une communication leur indiquant les informations qui ont été mises à jour dans le *guide* cette semaine-là.

1.002. Dans le texte du *guide*, le mot "article" désigne les articles du PCT, le mot "règle", les règles de son règlement d'exécution et le mot "instruction", les instructions administratives du PCT. Toute mention d'un "paragraphe" renvoie au texte de la phase internationale ou de la phase nationale du *guide*.

1.003. Bien que les informations qu'il renferme soient assez exhaustives, il faut tenir compte du fait que le présent *guide* condense et interprète des règles énoncées dans des textes officiels plus détaillés, notamment dans le texte du PCT proprement dit et dans le règlement d'exécution de ce traité; ce sont ces textes qui font foi en cas de divergence avec le présent *guide*. La consultation de ces textes est indispensable pour disposer de renseignements complets.

1.004. Étant donné que le texte du PCT et de son règlement d'exécution est parfois assez complexe et que la rédaction et le dépôt des demandes de brevet sont des opérations complexes, il est vivement conseillé aux futurs déposants, s'ils ne sont pas eux-mêmes spécialistes du droit des brevets, de consulter des conseils en propriété industrielle ou des agents de brevets et d'avoir recours aux services de ces experts.

1.005. Des versions à jour du traité et de son règlement d'exécution peuvent être consultées ou téléchargées sur la page "Ressources PCT" à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/pct/fr/texts/index.html>. Les versions du PCT et du règlement d'exécution sont également disponibles en allemand, en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en japonais, en portugais et en russe.

Des brochures contenant le texte du PCT et de son règlement d'exécution dans un grand nombre des langues indiquées ci-dessus, peuvent être commandées auprès du Bureau international sous le numéro de publication de l'OMPI 274 à l'adresse indiquée dans l'annexe B (IB), ou par courrier électronique à l'adresse suivante : publications.mail@ompi.int, ou encore auprès de la librairie électronique à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/publications/fr>. Les commandes de publications doivent également indiquer la langue souhaitée. Les utilisateurs du PCT peuvent consulter les demandes internationales publiées sur PATENTSCOPE à l'adresse suivante : <https://patentscope.wipo.int/search/fr/search.jsf>. Il leur est aussi recommandé de consulter les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* qui contiennent des notifications et des informations de caractère général. L'adhésion de nouveaux États contractants, les modifications de taxes et autres renseignements y sont rapidement publiés. Une collection complète des *Notifications officielles (Gazette du PCT)* de 1998 à ce jour est disponible sous forme électronique sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/official_notices/index.html.

1.006. L'information la plus récente sur le PCT pourra être trouvée dans le bulletin *PCT Newsletter*, une publication mensuelle. Outre qu'il aborde des questions telles que les nouvelles adhésions au PCT et les changements en ce qui concerne les exigences des offices et des administrations, le bulletin *PCT Newsletter* contient aussi la liste des États contractants du PCT, les rapports des réunions internationales concernant le PCT, les modifications du règlement d'exécution du PCT,

les changements apportés aux formulaires du PCT, les statistiques relatives au dépôt de demandes internationales, des conseils pratiques aux utilisateurs du PCT, des informations sur les séminaires prévus du PCT et des tableaux des taxes au titre du PCT. Le bulletin *PCT Newsletter* est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/pct/en/newslett/>. Cette page Internet contient également une collection se prêtant à la recherche de tous les "Practical Advice" publiés depuis 1994, ainsi que tous les numéros du bulletin *PCT Newsletter* qui peuvent aussi faire l'objet d'une recherche intégrale depuis le numéro de janvier 1994. Outre le texte intégral en anglais, des extraits du bulletin *PCT Newsletter* sont également disponibles en chinois (<https://www.wipo.int/pct/zh/newslett/index.html>), japonais (<https://www.wipo.int/pct/ja/newslett/index.html>) et coréen (<https://www.wipo.int/pct/ko/newslett/>).

1.007. Il est recommandé aux personnes qui souhaiteraient obtenir plus de détails sur les origines et l'historique du PCT de consulter les "Actes de la Conférence diplomatique de Washington sur le Traité de coopération en matière de brevets, 1970", qui est disponible, en anglais, sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/pct/en/texts/washington.html>.

1.008. D'autres renseignements utiles pourront être trouvés dans les Instructions administratives du PCT (disponibles à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/pct/fr/texts/index.html>), dans les Directives à l'usage des offices récepteurs du PCT, et dans les Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT (toutes deux disponibles à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/pct/fr/texts/gdlines.html>).

Toutefois, les instructions et ces directives s'adressent essentiellement aux administrations exécutant les diverses tâches qui leur sont confiées par le PCT. Dans la mesure où elles présentent de l'intérêt pour les déposants, elles sont dûment intégrées dans les notes de certains formulaires du PCT et dans le texte du présent *guide*.

CHAPITRE 2

QU'EST-CE QUE LE PCT?

2.001. Le Traité de coopération en matière de brevets ou “PCT” est un traité multilatéral qui a été conclu en 1970 à Washington et qui est entré en vigueur en 1978. Il est administré par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), dont le siège est à Genève (Suisse).

2.002. Le PCT facilite l'obtention de la protection des inventions lorsqu'elle est demandée soit dans tous les États contractants, soit dans un ou plusieurs d'entre eux (voir l'annexe A). Il prévoit le dépôt d'une seule demande de brevet (“la demande internationale”) produisant ses effets dans plusieurs États et évitant d'avoir à déposer plusieurs demandes distinctes, nationales ou régionales, de brevet. En sus des désignations des États contractants du PCT aux fins de l'obtention de brevets nationaux et de titres analogues, une demande internationale comporte des désignations pour des brevets régionaux en ce qui concerne des États parties à l'un des traités de brevets régionaux suivants : le Protocole relatif aux brevets et aux dessins et modèles industriels dans le cadre de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) (ci-après dénommé “le Protocole de Harare de l'ARIPO”), la Convention sur le brevet eurasiatique, la Convention sur le brevet européen et l'Accord instituant l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (ci-après dénommé “l'Accord de l'OAPI”). Le PCT ne supprime pas la nécessité de procéder à l'instruction de la demande internationale lors de la phase nationale au sein des offices nationaux ou régionaux, mais facilite cette instruction sur plusieurs points importants en vertu des procédures appliquées à l'ensemble des demandes internationales au cours de la phase internationale de l'instruction. En effet, le contrôle des formalités, la recherche internationale, la recherche internationale supplémentaire facultative et l'examen préliminaire international, également facultatif, effectués durant la phase internationale, ainsi que l'ajournement automatique de la procédure nationale qui s'ensuit, font que le déposant dispose de davantage de temps et de meilleurs éléments d'appréciation pour décider du maintien ou non de sa demande et dans quels pays.

CHAPITRE 3

“LA PHASE INTERNATIONALE” ET “LA PHASE NATIONALE” DE LA PROCÉDURE SELON LE PCT

3.001. La procédure selon le PCT comprend deux phases principales. Elle commence par le dépôt d'une demande internationale et se termine (en cas d'issue favorable pour le déposant) par la délivrance de plusieurs brevets nationaux ou régionaux : d'où les expressions “phase internationale” et “phase nationale”. (L'expression “phase nationale” est utilisée même si l'office au sein duquel elle a lieu est un office régional.) Les expressions “phase internationale” et “phase nationale” ne figurent pas dans le PCT. Mais ce sont des expressions commodes et succinctes, qui sont maintenant couramment employées et qui ont donc été retenues dans le présent *guide*.

3.002. La phase internationale, qui est le sujet de la présente partie du *guide*, se compose de cinq étapes. Les trois premières sont automatiques pour toutes les demandes internationales et les deux dernières sont facultatives. Les trois premières étapes comprennent le dépôt d'une demande internationale par le déposant et le traitement de cette demande par l'“office récepteur” (voir l'annexe C), l'établissement du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite par l'une des “administrations chargées de la recherche internationale” (voir l'annexe D), et la publication de la demande internationale avec le rapport de recherche internationale par le Bureau international de l'OMPI (ci-après dénommé “le Bureau international”). La quatrième étape comprend l'établissement d'un rapport de recherche internationale supplémentaire qui peut être effectué par une ou plusieurs administrations chargées de la recherche internationale (autre que celle qui a effectué la recherche internationale principale) entraînant l'établissement d'un rapport de recherche internationale supplémentaire (voir l'annexe SISA). Ci-après, une référence à la “recherche internationale (principale)” ne comprend pas à elle seule une référence à la “recherche internationale supplémentaire”, et une référence au “rapport de recherche internationale” ne comprend pas à elle seule une référence au “rapport de recherche internationale supplémentaire”, sauf indication contraire. La troisième étape comprend la communication de la demande internationale publiée et du rapport de recherche internationale et, le cas échéant, du rapport de recherche internationale supplémentaire, ainsi que du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre I du PCT), par le Bureau international aux offices nationaux (ou régionaux) (les “offices désignés”) auxquels le déposant demande la délivrance d'un brevet sur la base de sa demande internationale. La communication est effectuée par le Bureau international sur requête de l'office désigné.

3.003. La cinquième étape, facultative, concerne ce que l'on appelle l'examen préliminaire international (selon le chapitre II du PCT) et s'achève par l'établissement du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) par l'une des “administrations chargées de l'examen préliminaire international” (voir l'annexe E). Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) analyse si l'invention remplit les critères généraux de brevetabilité. Il est communiqué, avec la demande internationale publiée, le rapport de recherche internationale et tout rapport de recherche internationale supplémentaire, aux offices nationaux (ou régionaux) (les “offices élus”) auxquels le déposant demande la délivrance d'un brevet sur la base de sa demande internationale. La communication est effectuée par le Bureau international sur requête de l'office élu. L'examen préliminaire international est effectué sous réserve que certaines conditions soient remplies et certaines formalités accomplies; celles-ci sont exposées dans le détail au paragraphe 10.004.

3.004. À l'issue de la phase internationale, d'autres démarches doivent être accomplies auprès et au sein de chacun des offices nationaux (ou régionaux) auxquels le déposant demande la délivrance d'un brevet sur la base de sa demande internationale. Le déposant doit notamment payer à ces offices les taxes nationales (ou régionales) prescrites, leur remettre toutes les traductions requises et désigner, le cas échéant, un représentant (mandataire). Il existe des délais dans lesquels ces démarches doivent être accomplies pour que la demande entre dans la phase nationale (voir les paragraphes 4.014 à 4.016, 5.005 et 5.006). Si elles ne sont pas accomplies dans le délai applicable, la demande internationale peut cesser de produire ses effets dans tout État où le délai n'a pas été respecté. Les offices nationaux (ou régionaux) examinent alors la demande, puis délivrent ou refusent le brevet national (ou régional) sur la base de leur législation nationale. (Dans le PCT et dans le présent *guide*, toute référence à la “législation nationale” s'entend aussi comme une référence à un traité régional comme le Protocole de Harare de l'ARIPO, la Convention sur le brevet eurasiatique, la Convention sur le brevet européen et l'Accord de l'OAPI – voir le paragraphe 2.002.) Ces procédures devant les offices nationaux (ou régionaux) constituent ce que l'on appelle généralement “la phase nationale” de la procédure selon le PCT et sont traitées dans cette partie du *guide*.

3.005. C'est au déposant qu'il appartient de décider d'aborder ou non – et, dans l'affirmative, à quel moment – la phase nationale auprès de chaque office national (ou régional). La phase internationale continue, pour tout État particulier, jusqu'à l'entrée dans la phase nationale auprès de l'office national (ou régional) intéressé ou jusqu'à l'expiration du délai applicable pour l'ouverture de cette phase auprès dudit office. Étant donné que la phase nationale peut être abordée auprès de différents offices à des moments différents, la demande internationale peut, simultanément, se trouver dans la phase internationale pour certains États et dans la phase nationale pour d'autres. Lorsque le traitement ou l'examen de la demande a commencé, au niveau de la phase nationale, auprès d'un office particulier, toute démarche accomplie à l'égard de la demande internationale restant dans la phase internationale est sans effet sur la procédure auprès de cet office.

CHAPITRE 4

UTILITÉ DU PCT POUR LES DÉPOSANTS

4.001. L'utilisation du PCT se traduit par une économie d'efforts – temps, travail – pour toute personne ou entreprise ("le déposant") qui souhaite faire protéger une invention dans plusieurs pays.

4.002. En outre, l'utilisation du PCT aide le déposant à prendre des décisions sur l'instruction de la demande auprès des différents offices nationaux de brevets durant la phase nationale.

4.003. Les économies précitées tiennent essentiellement au fait que, dans le cadre du PCT, le déposant ne dépose qu'une seule demande – la demande internationale – en un seul endroit, en une seule langue, et, initialement, pour une seule série de taxes, et que cette demande internationale produit les mêmes effets que les demandes nationales ou régionales qui, sans le PCT, devraient être déposées séparément pour chaque pays ou chaque région.

4.004. L'aide apportée au déposant dans l'instruction de la demande durant la phase nationale résulte de "l'avis" qui lui est donné dans le rapport de recherche internationale, rapport qui est établi pour chaque demande, selon des normes d'un niveau élevé définies à l'échelon international, par l'un des offices de brevets qui ont une grande expérience de l'examen des demandes de brevet et qui ont été spécialement nommés à cet effet. La liste de ces offices figure à l'annexe D ("Administrations chargées de la recherche internationale"). Le déposant peut aussi disposer d'un avis détaillé grâce à l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale, qui constitue une opinion préliminaire non contraignante sur la question de savoir si l'invention revendiquée semble nouvelle, impliquer une activité inventive et susceptible d'application industrielle.

4.005. Si le déposant en fait la demande (voir le formulaire PCT/IB/375), une recherche internationale supplémentaire peut être effectuée par une ou plusieurs administrations chargées de la recherche internationale (voir l'annexe SISA) autre que celle qui effectuait la recherche internationale principale. Le rapport de recherche internationale supplémentaire (voir le formulaire PCT/SISA/501) ainsi obtenu donnera au déposant une vue d'ensemble plus exhaustive de l'état de la technique pertinent et lui permettra de mieux évaluer les chances qu'il a d'obtenir la protection conférée par un brevet pour son invention (voir le chapitre 8).

4.006. Lorsque le déposant dépose une demande selon le chapitre II, l'examen préliminaire international est effectué sur la base du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite établis par l'administration chargée de la recherche internationale; il s'achève par le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT). Les offices habilités à établir de tels rapports sont expressément nommés aux fins de procéder à l'examen préliminaire international; ils figurent dans l'annexe E ("Administrations chargées de l'examen préliminaire international"). Il convient de noter que les offices qui figurent dans l'annexe E sont identiques à ceux qui figurent dans l'annexe D ("Administrations chargées de la recherche internationale") dans la mesure où pour être nommé administration chargée de la recherche internationale, un office doit également être nommé administration chargée de l'examen préliminaire international et *vice versa*. Le déposant a aussi intérêt à présenter une demande d'examen préliminaire international parce qu'il a ainsi la possibilité de dialoguer avec l'examineur de l'administration chargée de l'examen préliminaire international et de modifier éventuellement la demande internationale en vue d'influer sur le contenu du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT).

4.007. Les avantages offerts par le PCT sont exposés ci-après de façon plus détaillée.

4.008. Le simple dépôt d'une demande internationale selon le PCT produit les mêmes effets que ceux que l'on obtient, en dehors du PCT, en déposant autant de demandes qu'il y a de pays ou de régions où l'on souhaite une protection.

4.009. Le dépôt d'une demande internationale s'effectue dans une des langues acceptées par l'office auprès duquel la demande est déposée; pour de nombreux déposants, ce sera la langue ou l'une des langues utilisées par l'office national ou régional des brevets de leur pays ou agissant pour ce dernier.

4.010. La demande internationale est déposée en un seul endroit, généralement auprès de l'office national des brevets du pays du déposant ou auprès d'un office régional des brevets agissant pour le pays du déposant, ou elle peut être déposée directement auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur selon le PCT.

4.011. La demande internationale doit être déposée sous une forme déterminée qui doit être acceptée par tous les offices désignés aux fins de la phase nationale, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de se conformer à des exigences de forme très différentes les unes des autres dans les nombreux pays où l'on peut souhaiter obtenir une protection.

4.012. Les taxes internationales qui doivent être acquittées pour le dépôt d'une demande internationale peuvent être payées en une seule fois, auprès d'un seul office et en une seule monnaie. Les frais et les complications possibles qu'entraîne le paiement, au moment du dépôt, de plusieurs taxes dans plusieurs pays, et généralement en plusieurs monnaies, sont ainsi évités.

4.013. Avant de faire l'effort de travail et d'engager les dépenses qu'impliquent l'établissement des traductions, le paiement des taxes nationales ou régionales et la désignation de mandataires dans les divers pays, le déposant est en mesure d'approfondir davantage sa réflexion qu'il ne le peut lorsqu'il n'utilise pas le PCT, non seulement parce qu'il dispose de plus de temps mais aussi parce que le rapport de recherche internationale, l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale, le(s) rapports de recherche internationale supplémentaire et le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) lui apportent de solides éléments d'appréciation pour évaluer les chances qu'il a d'obtenir la protection qu'il souhaite. Par ailleurs, un brevet délivré ultérieurement par les offices désignés ou élus peut fournir au déposant un point d'appui plus solide que s'il ne disposait pas aussi du rapport de recherche internationale, de l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale, du(des) rapport(s) de recherche internationale supplémentaire et du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT). En outre, comme le déposant dispose de plus de temps pour prendre ses décisions, il est mieux en mesure d'apprécier la valeur technique et l'intérêt économique de la protection conférée par un brevet et de choisir les pays dans lesquels il veut continuer à solliciter la protection de son invention. Il en résulte d'importantes économies, tant en matière de coûts de traduction que de coûts de dépôt, qui ne sont pas à engager pour les pays qui ne présentent plus d'intérêt pour le déposant.

4.014. Si une demande internationale est déposée dans une langue qui n'est pas à la fois une langue acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale, et une langue de publication, la demande doit être traduite dans une langue appropriée à bref délai après le dépôt, mais toutes les traductions exigées par les offices des pays, ou par les offices agissant pour les pays, dans lesquels le déposant souhaite en fin de compte obtenir une protection peuvent être établies bien plus tard seulement. Au lieu de devoir être déposées au cours du délai de priorité de 12 mois, les traductions ne sont généralement exigées qu'à l'expiration du délai auquel il est fait référence au paragraphe 4.016.

4.015. De la même façon, les taxes payables aux offices nationaux ou régionaux de brevets deviennent exigibles à une date postérieure à celle qui serait applicable en l'absence du PCT – et seulement au cas où le déposant décide d'entamer la procédure de traitement de sa demande internationale auprès de l'office national ou régional de brevets. Généralement, ces taxes nationales ou régionales doivent être acquittées dans le même délai que celui auquel il est fait référence au paragraphe 4.016.

4.016. Depuis le 1^{er} avril 2002, le délai applicable pour l'ouverture de la phase nationale est de 30 mois à compter de la date de priorité (voire plus tard dans certains cas) pour tous les offices à l'exception de ceux pour lesquels l'ancien délai de 20 mois reste applicable à moins que le déposant n'ait présenté une demande d'examen préliminaire international avant l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité, auquel cas le délai de 30 mois (voire plus tard dans certains cas) s'appliquera aussi. Pour être informé régulièrement sur les délais applicables, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)*, au bulletin *PCT Newsletter* et aux chapitres nationaux pertinents; un tableau récapitulatif est également disponible, en anglais, sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/time_limits.html.

4.017. Un rapport de recherche internationale (et tout rapport de recherche internationale supplémentaire) qui est favorable renforce la position du déposant vis-à-vis des divers offices nationaux ou régionaux de brevets et les arguments qu'il peut avancer en faveur de la délivrance d'un brevet par ces offices peuvent même être plus convaincants.

4.018. Cela est encore plus vrai dans le cas d'un rapport préliminaire international sur la brevetabilité selon le chapitre I ou II favorable puisque ce rapport contient beaucoup plus d'éléments d'appréciation que le rapport de recherche internationale pour se prononcer sur les chances d'obtenir des brevets.

4.019. Si le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale sont partiellement favorables et partiellement défavorables, le déposant peut modifier ses revendications de façon à ne maintenir que celles qui ont des chances de lui valoir la délivrance d'un brevet. Si le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite sont défavorables et que, de ce fait, le déposant décide de ne pas poursuivre ses démarches, il économise les frais de traitement de la demande dans les divers pays. Il en va de même pour le(s) rapport(s) de recherche internationale supplémentaire.

4.020. Le paragraphe précédent est également valable dans le cas des rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité établis selon le chapitre II du PCT.

4.021. D'autres avantages considérables résultant de l'utilisation de la voie PCT sont mentionnés dans la présente partie du guide. Il s'agit notamment des économies réalisées en relation avec la procédure auprès des offices désignés (par exemple, il n'est pas nécessaire de fournir à chaque office des dessins originaux ou des copies certifiées conformes de la demande établissant la priorité; par ailleurs, les taxes nationales appliquées par plusieurs pays et par l'Office européen des brevets sont réduites, etc.).

LES BREVETS RÉGIONAUX PAR LA VOIE PCT

4.022. L'utilisation combinée du système du PCT et des systèmes régionaux offre d'importants avantages supplémentaires aux déposants qui souhaitent protéger leurs inventions dans les pays qui sont parties à la fois à l'un des différents traités de brevets régionaux (voir le paragraphe 2.002) et au PCT. Non seulement le PCT est entièrement compatible avec les systèmes de brevets régionaux, mais le déposant a également la possibilité de combiner avantageusement l'utilisation des deux sortes de systèmes, quel que soit le pays dans lequel ce dernier procède au dépôt. Les paragraphes qui suivent traitent de l'utilisation combinée du PCT et des systèmes de brevets régionaux permettant d'obtenir des brevets par la voie PCT, à savoir le Protocole de Harare de l'ARIPO, la Convention sur le brevet eurasien, la Convention sur le brevet européen et l'Accord de l'OAPI, par la "voie ARIPO-PCT", la "voie Eurasie-PCT", la "voie Euro-PCT" et la "voie OAPI-PCT", respectivement. Dans le cas de la Convention sur le brevet européen, il est également possible d'obtenir des brevets en combinant l'utilisation de cette Convention et du PCT dans les États qui peuvent faire l'objet de l'extension ou de la validation d'un brevet européen – voir le paragraphe 4.026.

4.023. Les déposants qui déposent une demande PCT et qui souhaitent bénéficier de la protection dans des pays parties à l'un des traités de brevets régionaux pourront, en déposant leur demande PCT, par exemple auprès de l'Office des brevets du Japon (JPO) ou de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique, obtenir l'effet d'un dépôt simultané auprès de chaque office régional en question en vue d'obtenir un brevet régional. Dans ce cas, le déposant peut, avant de prendre une mesure quelconque en dehors de son pays, attendre en toute sécurité que les résultats de la procédure de recherche PCT (et, éventuellement, de l'examen préliminaire international) soient connus et tirer pleinement parti du délai prolongé (voir le paragraphe 5.005) à l'expiration duquel il devra remettre une traduction de la demande PCT, si celle-ci n'a pas été déposée dans l'une des langues officielles de l'office régional (voir les différents chapitres nationaux), et, le cas échéant, désigner un mandataire aux fins de la procédure devant cet office.

4.024. Un déposant peut déposer une demande PCT auprès de son propre office national en qualité d'office récepteur, même à la fin de l'année de priorité, et peut encore obtenir immédiatement l'effet automatique de dépôt auprès de chaque office régional concerné. Un autre avantage tient à ce que, au moment du dépôt de la demande PCT, le déposant ne paie qu'une seule série initiale de taxes. Les quatre désignations régionales qui sont actuellement possibles couvrent plus de 50 États contractants du PCT. Au contraire, si le déposant choisit de déposer séparément des demandes de brevets régionaux sur la base de sa première demande auprès de son office national, il devra, avant la fin de l'année de priorité, respecter toutes les conditions prescrites par chacun des traités régionaux quant aux formalités, aux taxes et à la désignation de mandataires.

4.025. On peut tirer des avantages similaires d'une utilisation des voies "ARIPO-PCT", "Eurasie-PCT", "Euro-PCT" et "OAPI-PCT" en sens inverse. En d'autres termes, un national d'un État partie à l'un des traités de brevets régionaux ou de l'un des États qui peut faire l'objet de l'extension d'un brevet européen (voir le paragraphe 4.026) peut, plutôt que déposer séparément des demandes de brevet auprès de son office régional et, par exemple, auprès de l'Office des brevets du Japon (JPO) et l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique, choisir de déposer, sur la base d'une demande nationale ou, en tant que première demande, une demande internationale selon le PCT contenant la

désignation de tous les États contractants du PCT en vue de l'obtention, lorsque cela est possible, de brevets régionaux et nationaux.

4.026. La “voie Euro-PCT” offre un avantage supplémentaire en ce sens qu'elle peut permettre de tirer parti, si cela est possible, de la procédure d’“extension ou validation des brevets européens”. Des accords relatifs à l'extension ou la validation de la protection conférée par les brevets européens ont été conclus entre l'Organisation européenne des brevets et quelques États qui ne sont pas encore parties à la Convention sur le brevet européen. Pour autant que la demande internationale contienne une désignation aux fins d'un brevet national de l'État en question et également une désignation aux fins d'un brevet européen, le déposant peut bénéficier de la voie Euro-PCT en vue d'étendre à ou de valider dans cet État un brevet européen obtenu postérieurement sur la base de la demande internationale (voir le paragraphe 5.054 et l'annexe B (EP), ainsi que le résumé du chapitre national (EP)).

CHAPITRE 5

DÉPÔT D'UNE DEMANDE INTERNATIONALE

GÉNÉRALITÉS

- Article 2.vii)
3.1) 5.001. **Qu'est-ce qu'une demande internationale?** Une demande est "internationale" lorsqu'elle est déposée en vertu du PCT et en se référant au PCT. Le dépôt de la demande internationale est la première étape en vue de l'obtention d'un brevet dans ou pour un État partie au PCT : "dans" cet État lorsque l'on souhaite obtenir un brevet national, "pour" cet État lorsque l'on souhaite obtenir un brevet régional (ARIPO, eurasien, européen ou OAPI).
- Article 2.i) et ii)
3.1) 5.002. **Quel peut être l'objet d'une demande internationale?** Une demande internationale doit être une demande de protection d'une invention. Le PCT vise le dépôt de demandes de brevets d'invention, de certificats d'auteur d'invention, de certificats d'utilité, de modèles d'utilité et de divers types de brevets d'addition et de certificats additionnels (voir l'article 2.i)). Une demande internationale ne peut donc pas être valablement déposée pour certaines autres formes de droits de propriété industrielle qui n'entrent pas dans le cadre des "inventions", par exemple les dessins ou modèles purement ornementaux.
- Article 4.1)ii)
11.3)
64.4)
Règle 4.9 5.003. **Quels sont les principaux effets d'une demande internationale?** Toute demande internationale a deux effets principaux. L'un d'eux est, d'une manière générale, le même que celui d'un dépôt national (ou régional). Cet effet se produit à la date attribuée comme date du dépôt international (voir le paragraphe 6.005). Il est valable dans ou pour les "États désignés", c'est-à-dire les États dans ou pour lesquels le déposant souhaite obtenir un brevet en déposant une demande internationale. Pour l'effet des demandes internationales sur l'état de la technique aux États-Unis d'Amérique, voir le chapitre national (US).
- Article 31.1)
31.4)a) 5.004. Les États désignés pour lesquels un examen préliminaire international a été demandé par le déposant sont dénommés, dans la terminologie du PCT, "États élus".
- Article 22.1)
23.1) 5.005. Sous réserve de ce qui est dit au paragraphe suivant, l'autre effet principal d'une demande internationale est que, normalement, aucun office désigné ne peut traiter ni examiner la demande internationale avant l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité (pour la définition de la "date de priorité", voir le paragraphe 5.058) et que toute taxe due à un office désigné ainsi que toute traduction de la demande internationale devant être remise à un office désigné ne devront être respectivement payée et remise qu'à l'expiration de ce délai de 30 mois. En ce qui concerne certains offices désignés (actuellement deux), le délai applicable est l'ancien délai de 20 mois (pour le Luxembourg) ou 21 mois (pour la République-Unie de Tanzanie) et non pas le délai de 30 mois car, en raison de l'incompatibilité, pour le moment, de la disposition du PCT telle que modifiée (article 22.1) du PCT) avec la législation nationale pertinente, ces offices ont fait une déclaration d'incompatibilité qui restera en vigueur jusqu'à son retrait par les offices respectifs. En outre, certains autres offices désignés ont fixé des délais qui expirent même plus tard que 30 mois (pour plus de précisions, voir le paragraphe 4.016 et les chapitres nationaux (résumés)). Cet effet de la demande internationale est normalement désigné comme l'effet de "suspension" de la procédure d'examen et de délivrance du brevet devant les offices nationaux (ou régionaux).
- Article 39.1)
40.1) 5.006. Si un examen préliminaire international a été demandé avant l'expiration d'un délai de 19 mois à compter de la date de priorité, l'effet de suspension à l'égard de tout État dont l'office désigné a notifié au Bureau international que le délai de 30 mois prévu à l'article 22.1), entré en vigueur le 1^{er} avril 2002, est incompatible avec la législation nationale appliquée par cet office, est plus long de 10 mois – c'est-à-dire que les taxes dues à un office élu et l'éventuelle traduction de la demande internationale ne seront exigibles qu'à l'expiration du trentième mois à compter de la date de priorité. (Pour de plus amples détails, voir la partie relative à la phase nationale et les chapitres nationaux. Certains offices appliquent des délais plus longs.)

- Article 8
11.4) 5.007. Une demande internationale à laquelle a été attribuée une date de dépôt international est considérée comme ayant la valeur d'un "dépôt national régulier" au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et peut, par conséquent, être invoquée à l'appui d'une revendication de priorité dans une demande nationale ou régionale ou bien dans une autre demande internationale déposée ultérieurement dans les délais et suivant les conditions prévus par ladite convention.
- Article 10
Règle 19.1.a)
19.2. 5.008. **Où la demande internationale doit-elle être déposée?** Les annexes B indiquent, pour chaque État contractant, l'administration auprès de laquelle les déposants nationaux de cet État ou domiciliés dans cet État peuvent déposer des demandes internationales. Dans la terminologie du PCT, ces administrations sont dénommées "offices récepteurs" (parce qu'elles reçoivent les demandes internationales). On trouvera aux annexes B une liste donnant les noms et adresses complets, les numéros de téléphone, de télécopieur ou de téléimprimeur et, le cas échéant, les adresses électronique ou Internet de ces offices, et, à l'annexe C, une liste des conditions fixées par chaque office récepteur. Lorsque plusieurs déposants ne sont pas tous des nationaux du même État contractant ou n'ont pas tous leur domicile dans cet État, tout office récepteur d'un État contractant ou agissant pour cet État, dont l'un au moins des déposants a la nationalité ou dans lequel l'un au moins de ceux-ci a son domicile, est compétent pour recevoir une demande internationale émanant de ces déposants. Au choix du déposant, la demande internationale peut aussi être déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur quel que soit l'État contractant dans lequel le déposant a son domicile ou dont il a la nationalité. En cas de pluralité de déposants, la demande internationale peut être déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur si au moins l'un des déposants a son domicile dans un État contractant ou a la nationalité d'un tel État. Les nationaux d'États qui sont parties au PCT et aussi au Protocole de Harare de l'ARIPO, à la Convention sur le brevet eurasien, à la Convention sur le brevet européen ou à l'Accord instituant l'OAPI ou les personnes qui y ont leur domicile ont généralement aussi la possibilité de déposer une demande internationale auprès de l'Office de l'ARIPO, l'Office eurasien des brevets, l'Office européen des brevets ou l'Office de l'OAPI respectivement. Il est de la responsabilité du déposant de respecter toutes prescriptions relatives à la défense nationale applicables en vertu de la législation nationale. En ce qui concerne les mesures susceptibles d'être appliquées par les offices récepteurs en relation avec des prescriptions de ce genre, voir le paragraphe 6.010.
- Article 31.2)a)
Règle 18.1
54 5.009. Les déposants peuvent avoir le choix entre plusieurs offices récepteurs, par exemple, lorsqu'il y a plusieurs déposants qui ne sont pas tous nationaux du même État contractant ou domiciliés dans cet État, ou lorsqu'un seul déposant est le national de plusieurs États contractants ou domicilié dans plusieurs de ces États.
- Article 3.2)
7 5.010. **Quels sont les éléments de la demande internationale?** Toute demande internationale doit contenir les éléments suivants : une requête, une description, une ou plusieurs revendications, un ou plusieurs dessins (lorsque des dessins sont nécessaires à l'intelligence de l'invention), et un abrégé. Des renseignements détaillés sont donnés ci-après pour chacun de ces éléments.
- Instruction 207.a) 5.011. **Quel est l'ordre des éléments de la demande internationale?** Les éléments de la demande internationale doivent être placés dans l'ordre suivant : requête, description, revendication(s), abrégé, dessin(s) (s'il y en a). Pour les demandes contenant des listages des séquences, voir ci-dessous.
- Règle 11.7.a)
Instruction 207.b) 5.012. **Comment les feuilles de la demande internationale doivent-elles être numérotées?** Toutes les feuilles de la demande internationale doivent faire l'objet d'une pagination continue en chiffres arabes en utilisant trois ou, lorsque la demande internationale contient un listage des séquences en format paginé (sur papier ou sous forme fichier(s) image), quatre séries de numérotation distinctes, la première s'appliquant à la requête, la deuxième à la partie comprenant la description, la ou les revendications et l'abrégé (voir le paragraphe 5.106), la troisième aux dessins (voir le paragraphe 5.140), et la dernière à la partie de la description, le cas échéant, réservée au listage des séquences (voir le paragraphe 5.099).

Article 3.4)i)
Règle 12.1.a)
12.1.c)
48.3.b)

5.013. Quelle langue faut-il utiliser dans la demande internationale? La langue dans laquelle une demande internationale doit être déposée dépend de l'office récepteur. Certains offices récepteurs autorisent le déposant à choisir entre deux langues ou plus. La langue ou les langues qui peuvent être utilisées pour le dépôt d'une demande internationale auprès d'un office récepteur donné sont indiquées à l'annexe C. Si la demande internationale est déposée dans une langue autre que l'allemand, l'anglais, l'arabe, le chinois, le coréen, l'espagnol, le français, le japonais, le portugais ou le russe (c'est-à-dire les langues dans lesquelles les demandes internationales peuvent être publiées – voir les paragraphes 9.017 à 9.020) ou si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale (voir le paragraphe 7.002 et l'annexe D), une traduction de la demande internationale devra être remise aux fins de la recherche internationale ou de la publication internationale. Une traduction peut aussi être exigée aux fins de la recherche internationale supplémentaire si ni la langue dans laquelle la demande internationale est déposée ou publiée ni celle dans laquelle la traduction est remise aux fins de la recherche internationale principale n'est acceptée par l'administration qui effectuera la recherche internationale supplémentaire (voir l'annexe SISA). Par ailleurs, une traduction peut aussi être exigée aux fins de l'examen préliminaire international si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée ou publiée n'est pas acceptée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui doit effectuer l'examen préliminaire international (voir l'annexe E)). Les exigences relatives aux langues et à la remise de traductions font l'objet de plus de précisions dans les paragraphes 6.013 à 6.020, 8.012, 9.017 à 9.019 et 10.011. Dans la plupart des cas, ces exigences fonctionnent de telle sorte qu'une seule traduction est nécessaire aux fins du traitement de la demande durant la phase internationale. Normalement, tous les éléments de la demande internationale doivent être rédigés dans la même langue. Toutefois, la requête doit être rédigée dans une langue de publication que l'office récepteur accepte à cette fin (voir l'annexe C), les textes des dessins (le cas échéant) et l'abrégé pouvant être rédigés dans la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée (voir les paragraphes 6.018 et 6.019).

Règle 19.4.a)ii)

5.014. En ce qui concerne le cas où une demande internationale n'est pas déposée dans une langue acceptée par l'office récepteur auprès duquel elle a été déposée, voir le paragraphe 6.034.

LA REQUÊTE

Règle 3.1
3.2
3.4
4
89ter
Instruction 102

5.015. Quelle doit être la forme de la requête? Lorsque la demande internationale est déposée sur papier, la requête doit être établie sur un formulaire imprimé (formulaire PCT/RO/101) qu'il convient de remplir avec toutes les indications requises ou être présentée sous la forme d'un imprimé d'ordinateur conforme aux instructions administratives. Un spécimen rempli et un exemplaire vierge du formulaire PCT/RO/101 sont disponibles à l'adresse Internet indiquée ci-dessous. Les futurs déposants peuvent aussi obtenir, gratuitement, des exemplaires du formulaire de requête imprimé auprès des offices récepteurs où ils envisagent de déposer leurs demandes internationales ou auprès du Bureau international. Afin de faciliter la préparation de la requête, le Bureau international a établi des versions téléchargeables en PDF (*portable document format*) sur son site Internet. Ces versions peuvent être téléchargées sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/pct/en/forms/> et remplies à l'aide d'un ordinateur, ou imprimées et remplies à l'aide d'une machine à écrire. La requête – et les instructions pour remplir la version prête à être remplie – est également disponible sur ce site.

Article 4.1)
43
44
45
Règle 3
4.1
4.9.a)
4.10
4.11

5.016. La requête contient une pétition tendant à ce que la demande internationale soit traitée conformément au PCT et doit contenir aussi certaines indications. Elle doit comporter le titre de l'invention. Elle doit identifier le déposant, (normalement) l'inventeur, et le mandataire (le cas échéant). Le dépôt d'une requête vaut désignation de tous les États contractants liés par le PCT à la date du dépôt international aux fins de la délivrance de tout titre de protection disponible et de brevets régionaux et nationaux. La requête doit aussi comporter, le cas échéant, une revendication de

4.14bis
4.15

priorité, l'indication du choix du déposant en ce qui concerne l'administration chargée de la recherche internationale compétente ainsi que la mention d'une recherche antérieure internationale, de type international ou autre. La requête doit être signée. On trouvera ci-après des renseignements détaillés concernant la façon de remplir chaque cadre du formulaire de requête. Pour la langue de la requête, voir le paragraphe 5.013.

Instruction 109

5.017. Il est recommandé que le déposant indique, le cas échéant, dans la case prévue à cet effet sur la première feuille du formulaire de requête, la référence de son dossier, qui ne doit pas comporter plus de 25 caractères. La référence d'un dossier peut être composée soit de lettres de l'alphabet latin soit de chiffres arabes, soit des deux. Le trait d'union ("—") peut être utilisé comme séparateur entre des caractères alphanumériques. L'office récepteur, le Bureau international, l'administration chargée de la recherche internationale et l'administration chargée de l'examen préliminaire international utiliseront la référence du dossier dans toute correspondance avec le déposant (voir aussi les paragraphes 5.105, 5.129, 10.015 et 11.071 pour l'indication des références de dossier d'autres éléments de la demande internationale ou de documents y relatifs).

Règle 11.9.d)

5.018. **Conditions matérielles.** Tout texte figurant dans la requête doit être établi en caractères dont les majuscules ont au moins 0,21 cm de haut.

CADRE N° I : TITRE DE L'INVENTION

Règle 4.3
5.1.a)

5.019. **Quelles sont les prescriptions concernant le titre de l'invention?** Le titre de l'invention doit être bref (de préférence de deux à sept mots lorsqu'il est établi ou traduit en anglais) et précis. Le déposant doit indiquer le même titre dans le cadre n° I de la requête et au début de la description (voir le paragraphe 5.094).

CADRES N°s II ET III : DÉPOSANTS; INVENTEURS

Article 9.1)
9.3)
Règle 18.1
18.3

5.020. **Qui peut déposer une demande internationale?** Toute personne domiciliée dans un État contractant et tout national d'un tel État peuvent déposer une demande internationale. Lorsqu'il y a plusieurs déposants, l'un d'eux au moins doit être domicilié dans un État contractant ou être le national d'un tel État. La liste des États contractants figure à l'annexe A. En ce qui concerne les questions de domicile et de nationalité, voir le paragraphe 5.023.

5.021. *[Supprimé]*

Article 9.3)
Instruction 203.b)

5.022. Dans toute demande internationale, il est possible d'indiquer des déposants qui ne sont pas les mêmes selon les différents États désignés. Il convient toutefois de noter que lorsque plusieurs titres de protection sont disponibles en ce qui concerne un État contractant (voir le paragraphe 5.055 et l'annexe B), il n'est pas possible d'indiquer des déposants différents pour différents titres de protection; lorsqu'un État est désigné aux fins de l'obtention d'un brevet national et régional, il faut indiquer le même ou les mêmes déposants.

Règle 18.1

5.023. **Comment le domicile et la nationalité sont-ils déterminés?** La détermination du domicile ou de la nationalité du déposant d'un État contractant dépend de la législation nationale de cet État et est tranchée par l'office récepteur. Néanmoins, de toute façon, la possession d'un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux dans un État contractant est considérée comme constituant domicile dans cet État, et une personne morale constituée conformément à la législation d'un État contractant est considérée comme ayant la nationalité de cet État. Lorsqu'il s'agira de déterminer le domicile ou la nationalité du déposant en relation avec une demande internationale déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur, le Bureau international demandera à l'office national de l'État contractant intéressé ou à l'office national agissant pour ce dernier de trancher et informera le déposant de sa demande. Le déposant pourra présenter ses arguments sur la question de son domicile ou de sa nationalité directement auprès de cet office national, qui se prononcera à bref délai.

Règle 4.5

5.024. **Comment le déposant doit-il être identifié?** Le déposant doit être identifié en indiquant son nom et son adresse et en cochant l'une des cases situées à

proximité, à savoir la case “Cette personne est aussi inventeur” dans le cadre n° II ou la case “déposant et inventeur” dans le cadre n° III si le déposant est aussi l’inventeur ou l’un des inventeurs, ou encore la case “déposant seulement” s’il n’est pas aussi l’inventeur ou l’un des inventeurs. Dans le cas d’une société ou autre personne morale (c’est-à-dire une personne autre que physique), il faut cocher la case “déposant seulement”. Lorsque le déposant est inscrit auprès de l’office récepteur, on peut aussi faire figurer dans le cadre n° II ou III le numéro ou une autre indication sous laquelle le déposant est inscrit. La nationalité et le domicile du déposant doivent aussi être indiqués (voir le paragraphe 5.031). S’agissant de l’identification de l’inventeur, voir le paragraphe 5.035. Pour tout changement ultérieur concernant la personne, le nom et l’adresse du déposant, voir les paragraphes 11.018 à 11.022.

Règle 4.4.a)
4.19.a)

5.025. Comment les noms doivent-ils être indiqués dans la requête? Les personnes physiques doivent être nommées par leurs patronymes suivis de leurs prénoms. Les grades universitaires, les titres ou autres indications qui ne font pas partie du nom de la personne doivent être omis. Le patronyme doit, de préférence, être indiqué en lettres majuscules (voir un spécimen rempli du formulaire de requête à l’adresse indiquée au paragraphe 5.015).

Règle 4.4.b)

5.026. Les personnes morales doivent être nommées par leurs désignations officielles complètes (de préférence, en lettres majuscules).

Règle 4.4.c)

5.027. Comment les adresses doivent-elles être indiquées dans la requête? Les adresses doivent être indiquées selon les exigences en vue d’une distribution postale rapide à l’adresse indiquée et doivent comprendre toutes les unités administratives pertinentes jusque et y compris le numéro de la maison (s’il y en a un). Elles doivent comprendre aussi le nom du pays.

Règle 4.4.c)

5.028. Quand est-il recommandé de mentionner un numéro de téléphone, un numéro de télécopieur ou une adresse électronique? Il est recommandé de mentionner le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et l’adresse électronique du déposant qui est nommé en premier lieu dans la requête, en l’absence de désignation d’un mandataire ou d’un représentant commun dans le cadre n° IV (voir les paragraphes 5.041 à 5.051). Toute adresse électronique qui sera fournie ne sera utilisée que pour les communications qui auraient pu se tenir par téléphone, à moins que le déposant n’ait autorisé soit l’envoi, au préalable, à l’adresse électronique ainsi mentionnée, des copies des notifications par courrier électronique suivies des notifications sur papier ou l’envoi des notifications exclusivement par courrier électronique (voir ci-dessous).

5.029. Lorsque le déposant a autorisé soit l’envoi au préalable des copies des notifications par courrier électronique ou l’envoi des notifications exclusivement par courrier électronique, en cochant la case correspondante dans le cadre n° II du formulaire de requête, l’office récepteur, l’administration chargée de la recherche internationale (aussi en sa qualité d’administration chargée de la recherche supplémentaire), le Bureau international et l’administration chargée de l’examen préliminaire international peuvent, si ces administrations le souhaitent, adresser au déposant de telles notifications établies en relation avec la demande internationale, évitant ainsi des délais postaux ou de traitement. Les détails concernant quelles administrations enverront des notifications par courrier électronique figurent dans l’annexe B. Si une notification par courrier électronique est suivie de l’envoi de la version papier officielle de la notification considérée, seule la version papier sera considérée comme la copie authentique faisant foi de la notification concernée et seule la date d’expédition figurant sur ce document sera le point de départ de tout délai au sens de la règle 80. Lorsque le déposant demande l’envoi des notifications exclusivement par courrier électronique, la date d’expédition figurant sur la copie électronique sera le point de départ de tout délai au sens de la règle 80. Il est important de noter qu’il relève exclusivement de la responsabilité du déposant de mettre à jour les données concernant toute adresse électronique et de s’assurer que les courriers électroniques entrants ne sont pas bloqués pour quelque raison que ce soit du côté du destinataire. Tout changement relatif à l’adresse électronique mentionnée dans la requête doit faire l’objet

d'une requête en enregistrement d'un changement selon la règle 92*bis* adressée, de préférence, directement au Bureau international (voir les paragraphes 11.018 à 11.022).

Règle 4.4.d)

5.030. Une adresse spéciale peut-elle être indiquée pour l'envoi de la correspondance? Une seule adresse doit être indiquée pour chaque déposant dans le cadre n° II ou III. Toutefois, si aucun mandataire, ou représentant commun, n'a été désigné dans le cadre n° IV de la requête, une adresse spéciale à laquelle la correspondance doit être envoyée peut y être indiquée. Lorsqu'un déposant est indiqué dans le cadre n° IV en qualité de représentant commun, une adresse pour la correspondance peut être indiquée dans ce cadre (voir les paragraphes 5.047 et 5.051) autre que l'adresse mentionnée pour ce déposant dans le cadre n° II ou III.

Article 9.1)
Règle 18
19

5.031. Pourquoi et comment la nationalité et le domicile du déposant doivent-ils être indiqués dans la requête? Une telle indication est nécessaire afin de déterminer si le déposant a qualité pour déposer une demande internationale et aussi pour déterminer la compétence de l'office récepteur. Elle doit comporter le nom du pays dont le déposant est ressortissant et celui du pays où il a son domicile. Lorsque le pays du domicile n'est pas indiqué expressément mais qu'un pays est mentionné dans l'adresse, il sera supposé que le pays du domicile est celui cité dans l'adresse. En ce qui concerne la procédure à suivre lorsqu'une demande internationale est déposée auprès d'un office récepteur "non compétent", voir le paragraphe 6.035. Pour la façon d'indiquer les noms de pays, voir le paragraphe 5.033.

Règle 26.2*bis*(b)

5.032. Faut-il fournir les indications pour tous les déposants? S'il y a plusieurs déposants, il est conseillé de fournir les indications visées dans les paragraphes 5.024 à 5.031 pour tous les déposants. Toutefois, lorsque l'adresse, la nationalité et le domicile ont été indiqués pour au moins un déposant habilité à déposer la demande internationale auprès de l'office récepteur, cet office n'invitera pas le déposant à fournir les indications manquantes pour un quelconque autre déposant.

Instruction 115

5.033. Comment les noms d'États doivent-ils être indiqués? Tout État doit être nommé soit par son titre complet, soit par un titre abrégé, soit encore par le code à deux lettres correspondant ou encore en combinant titre et code. Ce principe vaut pour tous les cadres de la requête où ces noms doivent être mentionnés. On trouvera à l'annexe K une liste complète des noms abrégés et des codes à deux lettres dont l'utilisation est acceptée pour désigner des pays, des territoires et des organisations intergouvernementales (et leurs offices) dans les documents relatifs aux demandes internationales déposées selon le PCT. La liste est telle qu'elle figure dans la Norme ST.3 de l'OMPI qui est publiée dans le *Manuel de l'OMPI sur l'information et la documentation en matière de propriété industrielle* et qui est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-03-01.pdf>.

5.034. S'il y a plusieurs déposants, lequel doit être nommé en premier lieu? Il est recommandé de mentionner en premier lieu le nom du déposant qui représentera tous les déposants et à qui les notifications devront être envoyées, étant donné qu'il sera considéré comme le représentant commun de tous les déposants si aucun mandataire commun ou représentant commun n'est désigné et si le déposant est habilité à déposer une demande internationale auprès de l'office récepteur (voir le paragraphe 5.048). Toutefois, si un mandataire commun représentant tous les déposants ou un représentant commun est indiqué dans le cadre n° IV de la requête, les notifications seront envoyées à ce mandataire commun ou à ce représentant commun (voir les paragraphes 11.015 à 11.017).

Article 4.1)v)
4.4)
Règle 4.1.a)iv)
4.6

5.035. Quand et comment l'inventeur doit-il être désigné? Lorsque la personne indiquée comme déposant dans le cadre n° II est aussi l'inventeur, il suffit de cocher la case "Cette personne est aussi inventeur". Il n'est pas nécessaire d'indiquer de nouveau le nom et l'adresse de l'inventeur dans le cadre n° III. Lorsque l'inventeur est désigné dans le cadre n° III, la case "déposant et inventeur" doit être cochée si l'inventeur est aussi déposant; la case "inventeur seulement" doit être cochée si l'inventeur n'est pas également déposant. Si l'inventeur n'est pas le même pour tous les États désignés, voir le paragraphe 5.038. Si l'inventeur est décédé, voir les paragraphes 11.023 à 11.026.

Article 4.4)
Règle 4.1.c)i)

5.036. Lorsque l'inventeur n'est pas à la fois déposant, la case "inventeur seulement" doit être cochée et ses nom et adresse indiqués dans l'un des sous-cadres du cadre n° III. Le nom et l'adresse de l'inventeur peuvent ne pas figurer dans la requête lorsque la législation nationale d'aucun État désigné n'exige la communication du nom de l'inventeur lors du dépôt d'une demande nationale. Les annexes B énoncent, pour chaque État contractant ou organisation intergouvernementale, quelles sont les prescriptions en la matière. Toutefois, à moins que des raisons particulières n'empêchent d'indiquer le nom et l'adresse de l'inventeur, il est recommandé de donner toujours ces indications dans la requête étant donné que cette information est généralement requise durant la phase nationale.

Règle 4.4

5.037. S'agissant de l'indication du nom et de l'adresse de l'inventeur, ce qui est énoncé à cet égard aux paragraphes 5.025 et 5.027 concernant le déposant est également applicable. Il n'est pas nécessaire de mentionner le pays où l'inventeur est domicilié ou dont il est ressortissant à moins que l'intéressé soit aussi déposant. Pour tout changement ultérieur concernant la personne, le nom ou l'adresse de l'inventeur, voir les paragraphes 11.018 et 11.020.

Règle 4.6.c)

5.038. **Que faut-il faire si les inventeurs ne sont pas les mêmes pour tous les États désignés?** Le PCT permet d'indiquer différents inventeurs pour différents États désignés lorsque les exigences des législations nationales des États désignés diffèrent en la matière. Pour ce qui est de la façon de mentionner pour quels États désignés la personne citée est inventeur, voir le point 1.iii) du cadre supplémentaire du formulaire de requête (voir un spécimen rempli du formulaire de requête à l'adresse indiquée au paragraphe 5.015). Lorsque tous les inventeurs sont les mêmes pour tous les États désignés, et tel est le cas d'ordinaire, il n'est pas nécessaire de porter une indication particulière dans le cadre supplémentaire.

5.039. **S'il y a plusieurs déposants, comment identifier les États désignés pour lesquels ils sont déposants?** On trouvera aux paragraphes 5.052 à 5.054 des renseignements détaillés concernant la désignation des États en général. Au bas du cadre n° II et de chaque sous-cadre du cadre n° III, se trouvent deux cases (voir un spécimen rempli du formulaire de requête à l'adresse indiquée au paragraphe 5.015). Une (et une seule) de ces cases doit être cochée pour le déposant indiqué dans le cadre n° II et pour chaque autre déposant, le cas échéant. Aucune ne doit être cochée si la personne indiquée dans l'un quelconque des sous-cadres du cadre n° III est "inventeur seulement". On trouvera ci-après des explications, présentées séparément pour le cadre n° II et le cadre n° III, concernant ces deux cases.

– CADRE N° II :

☐ tous les États désignés"

Cette case doit être cochée si la personne indiquée dans le cadre n° II est déposant et a qualité pour l'être en ce qui concerne tous les États désignés.

☐ les États indiqués dans le cadre supplémentaire"

Cette case doit être cochée uniquement dans des cas spéciaux lorsque le déposant n'est pas déposant pour tous les États désignés : Lorsque, par exemple, il y a trois déposants et qu'ils sont tous déposants pour des États différents, les États pour lesquels la personne indiquée dans le cadre n° II est déposant doivent être mentionnés dans le cadre supplémentaire du formulaire de requête (voir l'explication donnée ci-dessous en liaison avec les sous-cadres du cadre n° III pour les deux autres déposants en pareil cas). On trouvera dans ce cadre supplémentaire lui-même, au point 1.ii), des explications détaillées concernant la façon dont il doit être utilisé (voir un spécimen rempli du formulaire de requête à l'adresse indiquée au paragraphe 5.015).

– CADRE N° III :

☐ tous les États désignés"

Cette case doit être cochée si la personne indiquée dans le sous-cadre comme “déposant et inventeur” ou comme “déposant seulement” est déposant et a qualité pour l’être en ce qui concerne tous les États désignés.

☐ les États indiqués dans le cadre supplémentaire”

Cette case doit être cochée uniquement dans des cas spéciaux lorsque le déposant n’est pas déposant pour tous les États désignés : Lorsque, par exemple, il y a trois déposants et qu’ils sont tous déposants pour des États différents, les États pour lesquels chacun des deux autres déposants indiqués dans un sous-cadre du cadre n° III est “déposant et inventeur” ou “déposant seulement” doivent être mentionnés dans le cadre supplémentaire du formulaire de requête (voir l’explication donnée plus haut en liaison avec les sous-cadres du cadre n° II pour le premier déposant). On trouvera dans ce cadre supplémentaire lui-même, au point 1.ii), des explications détaillées concernant la façon dont il doit être utilisé (voir un spécimen rempli du formulaire de requête à l’adresse indiquée au paragraphe 5.015).

5.040. [Supprimé]

CADRE N° IV : MANDATAIRE OU REPRÉSENTANT COMMUN

Article 27.7)
49
Règle 2.2
90.1

5.041. **Le déposant doit-il se faire représenter par un mandataire devant l’office récepteur, le Bureau international et les autres administrations internationales selon le PCT?** L’annexe C indique, pour chaque office récepteur, si le déposant doit se faire représenter par un mandataire. Comme on l’a déjà fait observer (voir le paragraphe 1.004), il est extrêmement important que la demande internationale soit soigneusement préparée et que son instruction s’effectue dans les meilleures conditions; c’est pourquoi, il est en tout cas très vivement conseillé aux déposants de faire appel à un spécialiste, conseil en propriété industrielle ou agent de brevets.

Article 49
Règle 83.1bis
Instruction 106

5.042. **Qui peut être nommé mandataire?** Toute personne pouvant être mandataire auprès de l’office qui agit en tant qu’office récepteur (voir l’annexe C) peut être désignée comme mandataire en ce qui concerne toute demande internationale déposée auprès de cet office. Lorsque la demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu’office récepteur, toute personne qui a le droit d’exercer auprès de l’office national (ou régional) d’un État contractant, ou de l’office agissant pour un tel État, dans lequel le déposant (ou, s’il y a plusieurs déposants, l’un des déposants) est domicilié ou dont il est le national, a le droit d’être désignée comme mandataire (voir l’annexe C). Un mandataire désigné qui est habilité à représenter le déposant auprès de l’office récepteur a aussi automatiquement le droit d’exercer auprès du Bureau international ainsi que de l’administration chargée de la recherche internationale et de l’administration chargée de l’examen préliminaire international.

Article 4.1)iii)
Règle 4.1.a)iii)
4.7
90.3

5.043. **Comment un mandataire doit-il être désigné?** Sous réserve du paragraphe 5.044, un mandataire peut être désigné dans le cadre n° IV de la requête (voir un spécimen rempli du formulaire de requête à l’adresse indiquée au paragraphe 5.015) si la demande internationale est signée par le déposant (voir aussi les paragraphes 5.088 et 5.089). Dans les autres cas, la désignation du mandataire doit figurer dans un document distinct (“pouvoir”) signé par le déposant. L’indication dans le cadre n° IV de la requête ou dans le pouvoir doit comporter le nom et l’adresse du mandataire comme indiqué aux paragraphes 5.025 à 5.028. Il est recommandé d’indiquer aussi le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et/ou le courrier électronique du mandataire. Lorsque le mandataire est inscrit auprès de l’office récepteur, on peut aussi faire figurer le numéro ou une autre indication sous laquelle le déposant est inscrit. Lorsqu’il y a plusieurs déposants, un mandataire les représentant tous peut être désigné comme tel dans la requête ou par un pouvoir distinct ou par ces deux moyens combinés, pour autant que tous les déposants aient signé soit la requête, soit un pouvoir distinct. Des modèles de pouvoirs sont disponibles en format PDF, prêts à être remplis, sur le site Internet de l’OMPI à l’adresse suivante : <https://www.wipo.int/pct/fr/forms/pa/index.htm>. Le pouvoir distinct doit être remis à l’office récepteur ou au Bureau international ou, si la désignation a été faite expressément aux fins de la procédure au sein de l’administration chargée de la recherche internationale ou de l’administration chargée de l’examen préliminaire

international, à l'administration intéressée (voir le paragraphe 5.045). Lorsqu'un pouvoir général autorise un mandataire à représenter le déposant devant l'office qui exerce les fonctions d'office récepteur et lorsque ce pouvoir général comprend le dépôt de demandes internationales, une copie du pouvoir général initialement remis à l'office récepteur doit accompagner chaque demande internationale pour laquelle la désignation faite dans le pouvoir général doit être exercée, sauf si l'office récepteur concerné a renoncé à cette exigence (voir le paragraphe 5.044), et cette copie doit être mentionnée dans le cadre n° IX de la requête. Il est à noter que les pouvoirs généraux doivent être déposés auprès de l'office récepteur (non pas auprès du Bureau international, sauf lorsque la demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur) ou, si la désignation a été faite expressément aux fins de la procédure au sein de l'administration chargée de la recherche internationale ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, auprès de l'administration intéressée (voir le paragraphe 5.045).

Règle 90.4.d)
et (e)
90.5.c)
et (d)

5.044. Tout office récepteur, toute administration chargée de la recherche internationale, toute administration chargée de l'examen préliminaire international et le Bureau international peuvent renoncer à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit leur être remis. Tout office récepteur, toute administration chargée de la recherche internationale et toute administration chargée de l'examen préliminaire international peuvent renoncer à l'exigence selon laquelle une copie du pouvoir général doit être jointe à la requête, à la demande d'examen préliminaire international ou à une déclaration séparée. L'office récepteur ou l'administration peut renoncer à ces exigences en général ou uniquement dans certains cas. Dans les cas où l'une ou l'autre de ces renonciations est applicable, aucun pouvoir distinct ou aucune copie d'un pouvoir général ne doit être fourni(e) par le déposant. Ces renonciations et les conditions y relatives sont publiées dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* (voir aussi les annexes C, D et e). Il convient de noter qu'un pouvoir distinct ou une copie d'un pouvoir général doit, en tout état de cause, être fourni pour tout retrait, même si cette exigence a été levée dans d'autres cas. Toute renonciation décidée par un office récepteur s'applique uniquement à l'égard de cet office et pas nécessairement à l'égard d'autres administrations participant à la procédure selon le PCT. En ce qui concerne les exigences relatives à la signature, voir les paragraphes 5.088 à 5.091; pour les dispositions spéciales relatives aux retraits, voir les paragraphes 11.048 à 11.061.

Règle 90.1.d)ii)
90.6.b)

5.045. D'autres mandataires peuvent être désignés à tout moment pour représenter le déposant soit généralement, soit spécialement auprès de l'administration chargée de la recherche internationale ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, et un mandataire désigné à des fins générales peut, sauf indication contraire consignée dans le document contenant sa désignation, désigner des mandataires secondaires pour représenter le déposant. La désignation d'un nouveau mandataire est considérée comme révoquant toute désignation antérieure de mandataires, sauf indication contraire consignée dans le pouvoir contenant la désignation du nouveau mandataire.

Article 27.7)
Règle 4.7
90.3

5.046. Si la représentation devant l'office récepteur par un mandataire est obligatoire (voir le paragraphe 5.041), il est conseillé d'avoir désigné ce mandataire au moment où la demande internationale est déposée afin qu'il soit sûr que l'office récepteur accepte de traiter la demande. La pratique de l'office récepteur concernant la façon dont il applique la règle exigeant qu'un mandataire soit désigné est en général la même que celle suivie pour les demandes nationales (ou régionales). Si la désignation d'un mandataire n'est pas obligatoire, elle peut être faite soit au moment du dépôt de la demande internationale, soit ultérieurement.

5.047. **La personne qui signe la requête pour un déposant qui est une société est-elle considérée comme un mandataire?** La réponse dépend de la nature de l'autorisation d'agir pour le déposant qui est une société – c'est-à-dire, de la question de savoir si la personne signe au nom d'un déposant qui est une société ou en tant que mandataire désigné. Si le nom de cette personne est indiqué dans le cadre n° IV et que la case "mandataire" est cochée, la personne sera considérée comme un mandataire et un pouvoir pourra être exigé. Si le déposant qui est une société est indiqué dans ce cadre et que la case "représentant commun" est cochée, la personne qui signe ne sera

pas considérée comme un mandataire. Le simple fait qu'une personne est indiquée comme représentant commun dans l'adresse à laquelle envoyer la correspondance destinée à la personne morale (voir le paragraphe 5.051) ne signifie pas que cette personne sera considérée comme un mandataire.

Règle 2.2bis
90.2

5.048. En cas de pluralité de déposants, l'un d'eux peut-il les représenter tous comme représentant commun? Si un mandataire commun n'est pas désigné par l'ensemble des déposants, l'un d'entre eux peut être désigné par les autres comme représentant commun de tous les déposants (voir le paragraphe 11.005). Si ni un mandataire commun ni un représentant commun n'est désigné, le déposant qui est nommé en premier lieu et qui a le droit de déposer une demande internationale auprès de l'office récepteur intéressé est automatiquement considéré comme étant le représentant commun de tous les déposants (voir le paragraphe 11.006).

5.049. On trouvera dans les paragraphes 11.001 à 11.014 une explication plus détaillée des dispositions relatives aux mandataires et aux représentants communs.

5.050. Lorsque le mandataire ou le représentant commun ont autorisé soit l'envoi au préalable des copies des notifications par courrier électronique ou l'envoi des notifications exclusivement par courrier électronique en cochant la case correspondante dans le cadre n° IV du formulaire de requête, l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale (également agissant en tant qu'administration chargée de la recherche supplémentaire), le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international peuvent, si ces administrations le souhaitent, adresser au mandataire ou au représentant commun à l'adresse électronique indiquée, de telles notifications établies en relation avec la demande internationale, évitant ainsi des délais postaux ou de traitement. Lorsqu'une adresse électronique est mentionnée en ce qui concerne tant le déposant que le mandataire ou le représentant commun, le Bureau international adressera tout courrier électronique uniquement à l'attention du mandataire désigné ou du représentant commun désigné (voir également le paragraphe 5.029).

Règle 4.4.d)
Instruction 108

5.051. Quand et comment une adresse spéciale pour la correspondance peut-elle être donnée? La correspondance est envoyée au mandataire ou au représentant commun désigné, le cas échéant. Si aucun mandataire ni représentant commun n'est désigné, la correspondance sera envoyée à l'adresse – indiquée dans le cadre n° II ou III – du déposant (s'il n'y a qu'une seule personne indiquée comme déposant) ou du déposant considéré comme le représentant commun (s'il y a plusieurs personnes indiquées comme déposants) (voir les paragraphes 5.048 et 11.006). Cependant, si le ou les déposants souhaitent que la correspondance soit envoyée à une adresse différente, dans ce cas, il faut indiquer cette adresse dans le cadre n° IV, en lieu et place de l'indication d'un mandataire ou d'un représentant commun. C'est dans ce cas, et seulement dans ce cas, qu'il y a lieu de cocher la dernière case du cadre n° IV (c'est-à-dire que la dernière case ne doit pas être cochée si l'une des cases "mandataire" ou "représentant commun" a été cochée).

CADRE N° V : DÉSIGNATION D'ÉTATS

Article 4.1)ii)
11.1)iii)b)
Règle 4.9.a)

5.052. Qu'est-ce que la désignation d'États? La désignation d'États est le fait d'indiquer des États contractants dans lesquels ou pour lesquels le déposant peut demander la protection de son invention. Pour les demandes internationales déposées après le 1^{er} janvier 2004, le dépôt de la requête vaut automatiquement :

- i) désignation de tous les États contractants qui sont liés par le traité à la date du dépôt international;
- ii) indication du fait que la demande internationale doit être traitée, à l'égard de chaque État désigné auquel l'article 43 ou 44 s'applique, comme une demande tendant à la délivrance de tout titre de protection disponible au moyen de la désignation de cet État; et
- iii) indication du fait que la demande internationale doit être traitée, à l'égard de chaque État désigné auquel l'article 45.1) s'applique, comme une demande

tendant à la délivrance d'un brevet régional et, sauf si l'article 45.2) s'applique, d'un brevet national.

Cela est aussi valable lorsque le déposant n'utilise pas le formulaire de requête PCT/RO/101 établi le 1^{er} janvier 2004 ou après cette date, ou lorsque la date du dépôt international devient, après modification, le 1^{er} janvier 2004 ou une date ultérieure.

Règle 4.9.b)

5.053. Une exception à la règle de la désignation automatique et générale est constituée par l'Allemagne, le Japon et la République de Corée, qui peuvent ne pas être désignées. La raison de cette exception est que ces quatre États ont notifié au Bureau international que la législation nationale appliquée par leurs offices désignés contient des dispositions selon lesquelles le dépôt d'une demande internationale contenant la désignation de cet État et revendiquant la priorité d'une demande nationale antérieure produisant ses effets dans ce même État a pour résultat que cette demande nationale antérieure cesse de produire ses effets. Par conséquent, les cases peuvent être cochées lorsque le déposant souhaite éviter toute perte non désirée de la demande nationale antérieure. D'autres précisions sur cette question et les conditions particulières qui peuvent s'appliquer figurent dans l'annexe B relative à ces États.

5.054. **La procédure d'extension ou de validation des effets d'un brevet européen à un pays ayant conclu un accord d'extension ou de validation avec l'Organisation européenne des brevets est-elle possible sur la base du dépôt d'une demande internationale?** Les effets d'un brevet européen délivré sur la base d'une demande internationale peuvent, si les conditions requises sont remplies, être étendus à ou validés dans un État ayant conclu un accord d'extension ou de validation avec l'Organisation européenne des brevets. La procédure passe par le dépôt d'une demande internationale puisque le dépôt de la requête vaut désignation de tous les États, y compris la désignation de l'Office européen des brevets et la désignation, pour un brevet national, de tous les États ayant conclu un accord d'extension ou de validation qui sont aussi des États contractants du PCT. On trouvera à l'annexe B (EP) des informations quant aux États auxquels les effets des brevets européens peuvent ainsi être étendus. Des informations détaillées sur la procédure applicable, y compris les mesures à prendre lors de l'ouverture de la phase nationale ainsi que les taxes à payer, ont été publiées dans le *Journal officiel de l'Office européen des brevets* (n° 1–2/1994, pages 75 à 88, n° 11/1997, pages 538 à 542 et 2/2015, A18-A20); voir aussi le résumé du chapitre national (EP).

Article 4.1)ii)

4.3)

43

44

Règle 4.1.b)iii)

4.11

49bis.1

5.055. **Est-il possible de choisir un autre titre de protection que le brevet et, si oui, comment?** Ainsi qu'il est indiqué dans le paragraphe 5.052, le dépôt de la requête vaut indication du fait que la demande internationale doit être traitée, à l'égard de chaque État désigné auquel l'article 43 ou 44 s'applique, comme une demande tendant à la délivrance de tout titre de protection disponible au moyen de la désignation de cet État. On citera à titre d'exemple de ces titres de protection le certificat d'auteur d'invention, le certificat d'utilité, le modèle d'utilité, le *petty patent*, le brevet d'addition, le certificat d'addition ou le certificat d'auteur d'invention additionnel. Il n'est pas possible, durant la phase internationale, d'indiquer le titre de protection souhaité pour un office désigné déterminé. Tout choix du titre de protection souhaité ne peut être indiqué qu'au moment de l'ouverture de la phase nationale auprès des offices désignés respectifs. Toutefois, il convient de noter qu'il est possible de retirer un certain titre de protection pour un État désigné. Les annexes B indiquent, pour chaque État contractant, les titres de protection qui peuvent être demandés.

5.056. **Est-il nécessaire d'incorporer dans la demande internationale des indications sur le titre principal ou la demande principale?** Lorsque, au moment de l'ouverture de la phase nationale, un titre additionnel (brevet, certificat, certificat d'auteur d'invention) est demandé ou lorsque le déposant souhaite que la demande internationale soit traitée comme une demande de *continuation* ou de *continuation-in-part*, le déposant doit indiquer cette information et la demande principale ou le titre principal à la suite du nom de l'État désigné dans le cadre supplémentaire (voir le point 2 ou 3 de ce cadre).

Règle 26quater
Instruction 317bis
419bis

5.056A. **Est-il possible de corriger ou d'ajouter toute indication concernant un renvoi à la continuation ou la continuation-in-part, la demande principale ou le**

titre principal présente dans le formulaire de demande? Le déposant peut corriger ou ajouter à la requête toute indication visée à la règle 4.11 par communication soumise au Bureau international dans un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, étant entendu que toute communication qui parvient au Bureau international après l'expiration de ce délai est réputée avoir été reçue le dernier jour de ce délai si elle lui parvient avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale. Le Bureau international notifie au déposant toute indication corrigée ou ajoutée selon la règle 26^{quater}.1. Si une communication selon la règle 26^{quater}.1 est soumise par le déposant à l'office récepteur, ce dernier inscrit la date de réception sur la communication et la transmet à bref délai au Bureau international. La communication est réputée avoir été reçue par le Bureau international à la date indiquée. Dans le cas où une correction ou addition d'une indication visée à la règle 4.11 n'est pas reçue dans les délais impartis, le Bureau international informera le déposant qu'une telle indication ou correction doit être soumise directement à l'office ou aux offices désigné(s) concerné(s).

CADRE N° VI : REVENDICATION DE PRIORITÉ ET RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ

Article 8.1)
Règle 4.1.b)i)
4.10

5.057. Comment revendiquer la priorité d'une demande antérieure? Toute demande internationale peut comporter une déclaration revendiquant la priorité d'une ou de plusieurs demandes antérieures déposées dans ou pour tout pays partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ou dans ou pour tout membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui n'est pas partie à ladite Convention (voir https://www.wipo.int/pct/en/texts/pdf/pct_paris_wto.pdf). Une demande antérieure tendant à obtenir un brevet régional (ARIPO, eurasien, européen, OAPI ou de toute autre organisation régionale analogue délivrant des brevets régionaux et lorsque au moins l'un des pays parties à ce traité de brevet régional est partie aussi à la Convention de Paris ou est Membre de l'OMC) ou une demande internationale antérieure peuvent aussi servir de base pour une revendication de priorité. Toute revendication de priorité doit être faite dans la requête. La revendication de priorité doit contenir les indications nécessaires permettant à la demande antérieure d'être identifiée de manière unique. Si la demande antérieure était une demande nationale, ladite revendication doit indiquer le pays dans lequel cette demande a été déposée, ainsi que la date et le numéro de ce dépôt. Lorsque la demande antérieure était une demande régionale, ladite revendication doit indiquer l'office auprès duquel cette demande a été déposée; c'est seulement dans le cas où les pays parties au traité régional sur les brevets sous lequel la demande antérieure a été déposée ne sont pas tous parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (la Convention de Paris) ou sont aussi membres de l'OMC que la revendication de priorité doit indiquer au moins un pays partie à la Convention de Paris ou au moins un membre de l'OMC pour lequel cette demande antérieure régionale a été déposée. Lorsque la demande antérieure était une demande internationale, la revendication de priorité doit indiquer l'office récepteur auprès duquel elle a été déposée. Le code à deux lettres (voir l'annexe K et le paragraphe 5.033) peut être utilisé pour désigner le pays ou, s'il y a lieu, l'office de dépôt. Sous réserve de certaines conditions, on peut corriger et ajouter des revendications de priorité, après le dépôt de la demande internationale, au moyen d'une communication soumise à l'office récepteur ou au Bureau international (voir les paragraphes 6.038 à 6.044).

Article 2.xi)

5.058. Que signifie "date de priorité"? Lorsque la demande internationale comporte une revendication de priorité, on entend par "date de priorité" la date de dépôt de la demande dont la priorité est revendiquée. Lorsque la demande internationale ne comporte pas une telle revendication, on entend par "date de priorité" la date de dépôt de la demande internationale. Lorsque la demande internationale comporte plusieurs revendications de priorité, on entend par "date de priorité" la date de dépôt de la demande la plus ancienne dont la priorité est revendiquée.

Règle 2.4
80.5

5.059. Que signifie "délai de priorité"? Par "délai de priorité" on entend la période de 12 mois à compter de la date du dépôt de la demande antérieure dont la priorité est revendiquée dans la demande internationale. Le jour du dépôt n'est pas compris dans le délai. Sous réserve des informations mentionnées ci-dessous, aux fins de valablement revendiquer la priorité d'une demande antérieure, une demande

internationale doit toujours être déposée dans le délai de priorité; dans le cas contraire le droit de revendiquer la priorité est perdu. Il convient cependant de noter que dans certains cas (voir les règles 2.4.b) et 80.5), le délai de priorité peut expirer le jour suivant. En outre, il convient de noter que lorsque la demande internationale est certes déposée après l'expiration du délai de priorité mais dans un certain délai, il est possible, sous certaines conditions, de demander la restauration du droit de priorité (voir les paragraphes 5.062 à 5.069); toutefois cette possibilité ne s'applique pas à tous les États contractants.

Article 8.1), et (2)a)
11.3)
11.4)
Règle 4.10

5.060. Quels sont les principes régissant le droit de priorité pour les demandes internationales? Le PCT n'apporte aucun changement aux dispositions qui régissent le droit de priorité et qui figurent à l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle; les membres de l'OMC doivent appliquer l'article 4 de la Convention de Paris conformément à l'article 2.1 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC). Étant donné qu'une demande internationale a les effets d'un dépôt national régulier dans chaque État désigné, elle peut revendiquer la priorité d'une autre demande, et servir de base à une revendication de priorité dans une demande ultérieure, tout comme un dépôt national régulier. S'agissant des procédures du PCT, la revendication de priorité est particulièrement importante parce qu'elle établit une date de priorité aux fins du calcul des délais selon le PCT. Toutefois, la validité d'une revendication de priorité n'est pas déterminée lors de la phase internationale (bien que la question soit prise en considération aux fins de l'établissement des rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité (chapitre I ou II du PCT)). Également, une revendication de priorité, sous réserve de la possibilité de correction (voir les paragraphes 6.038 à 6.044), sera considérée comme n'ayant pas été présentée, aux fins de la procédure prévue par le PCT, si la demande dont la priorité est revendiquée n'a pas été déposée dans un pays partie à la Convention de Paris ou dans un membre de l'OMC, si la demande internationale a été déposée plus de deux mois après l'expiration du délai de priorité (voir les paragraphes 5.062 et 6.038) ou si la revendication de priorité n'inclut pas les indications requises concernant la date à laquelle la demande antérieure a été déposée et le pays dans lequel ou l'office, selon le cas, auprès duquel cette même demande a été déposée.

Instruction 110

5.061. Comment les dates doivent-elles être indiquées dans la revendication de priorité? Chaque date figurant dans la demande internationale ou utilisée dans la correspondance doit être indiquée par le quantième, en chiffres arabes, le nom du mois puis l'année en chiffres arabes, dans cet ordre. Dans la requête, à côté, au-dessous ou au-dessus de cette indication, il convient d'indiquer la date de nouveau, entre parenthèses, en numéros de deux chiffres arabes pour le jour et le mois et en numéro de quatre chiffres arabes pour l'année et dans l'ordre suivant : quantième, mois et année, séparés par un point, une barre oblique ou un tiret, par exemple : "20 mars 2006 (20.03.2006)" ou "20 mars 2006 (20/03/2006)" ou "20 mars 2006 (20-03-2006)".

Règle 26bis.3

5.062. Quelles sont les conséquences si la demande internationale est déposée après l'expiration du délai de priorité? Lorsque la date de dépôt international d'une demande internationale est postérieure à la date d'expiration du délai de priorité (voir le paragraphe 5.059) mais s'inscrit dans un délai de deux mois à compter de cette date, la revendication de priorité ne sera pas considérée comme nulle aux fins de la procédure prévue par le PCT, qu'une requête en restauration du droit de priorité soit ou non présentée (voir ci-dessous), ou si tel est le cas, qu'elle soit acceptée ou refusée par l'office récepteur. Lorsque la revendication de priorité en cause est la seule ou la plus ancienne revendiquée dans la demande internationale, elle continue de servir de base aux fins du calcul de tous les délais pendant la phase internationale. Toutefois, il convient de noter que le fait que la revendication de priorité soit conservée dans la demande internationale ne signifie en aucune manière que sa validité est garantie aux fins de la phase nationale.

S'agissant d'une telle revendication de priorité, le déposant peut présenter une requête en restauration du droit de priorité auprès de l'office récepteur (voir les paragraphes suivants concernant la procédure relative à la restauration du droit de priorité). Toutefois, conformément à la règle 26bis.3.j), plusieurs offices récepteurs ont informé le

Bureau international de l'incompatibilité des dispositions régissant de telles requêtes afin de restaurer le droit de priorité avec leur législation nationale. En conséquence, ces offices récepteurs n'appliquent pas ces dispositions et n'acceptent pas de telles requêtes. Une liste des offices qui n'acceptent pas les requêtes selon la règle 26bis.3.a) est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/reservations/res_incomp.html#R_26bis_3_j. Dans la mesure du possible, si le déposant est conscient de la nécessité de présenter une requête en restauration du droit de priorité avant le dépôt, il devrait considérer le fait de déposer sa demande internationale auprès d'un office récepteur compétent qui accepte le dépôt de telles requêtes en restauration du droit de priorité. À titre d'exemple, l'office récepteur du Bureau international accepte le dépôt de telles requêtes en restauration et il est compétent pour toutes les demandes internationales déposées par un national ou un résident d'un État contractant du PCT. Si la nécessité de présenter une requête en restauration du droit de priorité n'apparaît que postérieurement au dépôt de la demande internationale, le déposant peut demander à l'office récepteur de transmettre la demande internationale à l'office récepteur du Bureau international en vertu de la règle 19.4.a)iii).

Règle 26bis.3.e) 5.063. **Quel est le délai pour présenter une requête en restauration du droit de priorité?** Le délai pour se conformer aux conditions requises pour présenter une requête en restauration du droit de priorité est de deux mois à compter de la date d'expiration du délai de priorité. Si l'office récepteur exige qu'une déclaration ou d'autres preuves à l'appui de l'exposé des motifs pour lesquels la demande internationale n'a pas été déposée dans le délai de priorité lui soient fournies (voir le paragraphe 5.064), il doit accorder au déposant un délai raisonnable en l'espèce afin de lui permettre de satisfaire à cette exigence.

Règle 4.1.c)v)
26bis.1.a)
26bis.3 5.064. **Comment présenter une requête en restauration du droit de priorité auprès de l'office récepteur?** Le cadre n° VI du formulaire de requête prévoit la possibilité pour le déposant de requérir la restauration du droit de priorité, une telle possibilité figure également dans le logiciel PCT-SAFE et dans ePCT. Il suffit au déposant d'ajouter l'indication, dans le cas de multiples revendications de priorité, établissant avec clarté la revendication de priorité pour laquelle la requête en restauration est présentée. La requête en restauration du droit de priorité peut également être présentée séparément du formulaire de requête au moyen d'une lettre adressée à l'office récepteur.

Afin d'assurer une issue favorable à la requête en restauration du droit de priorité, les conditions suivantes doivent être remplies :

- la demande internationale doit contenir la revendication de priorité d'une demande antérieure. De plus, cette demande internationale doit avoir été déposée dans un délai de deux mois à compter de la date d'expiration du délai de priorité. Lorsque, à la date du dépôt international, la demande internationale ne contient pas la revendication de priorité d'une demande antérieure, une telle revendication de priorité doit être ajoutée, en vertu de la règle 26bis.1.a) (voir les paragraphes 6.038 à 6.040) dans un délai de deux mois à compter de la date d'expiration du délai de priorité (voir les règles 26bis.3.c) et e);
- la requête en restauration doit exposer les motifs pour lesquels la demande internationale n'a pas été déposée dans le délai de priorité. Cet exposé des motifs doit être fourni sous forme d'un document distinct accompagnant la requête en restauration qui figure dans le formulaire de requête, il peut également être fourni ultérieurement dans le délai prescrit par la règle 26bis.3.e). L'exposé des motifs doit tenir compte du critère de restauration que le déposant entend satisfaire parmi ceux appliqués par l'office récepteur à de telles requêtes (voir l'annexe C et le paragraphe 5.065);
- une taxe pour requête en restauration, requise le cas échéant, doit être acquittée avant l'expiration du délai prescrit par la règle 26bis.3.e) (voir l'annexe C relative à l'office récepteur considéré pour savoir si celui-ci requiert le paiement d'une taxe pour la restauration du droit de priorité); le délai pour le paiement de la taxe

peut être prorogé d'une période de deux mois au maximum à compter de l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 26bis.3.e) (règle 26bis.3.d));

- si elles sont exigées par l'office récepteur, une déclaration ou d'autres preuves à l'appui de l'exposé des motifs doivent de préférence être fournies avec la requête en restauration mais elles peuvent aussi être remises séparément de celle-ci, sur invitation de l'office récepteur (règle 26bis.3.f)) (en ce qui concerne le délai applicable, voir le paragraphe 5.063).

Règle 26bis.3.a)
49ter.1.a)
et (b)

5.065. Quels sont les critères de restauration appliqués par l'office récepteur? Il existe deux critères possibles de restauration : soit la demande internationale n'a pas été déposée dans le délai de priorité bien que la diligence requise ait été exercée, soit le fait que la demande internationale n'ait pas été déposée dans le délai de priorité n'était pas intentionnel. Tous les offices auxquels ces règles s'appliquent (voir le paragraphe 5.062) doivent appliquer au moins l'un de ces critères. Si un office récepteur le souhaite, il peut appliquer les deux critères de restauration et laisser au déposant le choix du critère à appliquer aux cas particuliers, étant observé qu'il sera plus avantageux pour le déposant d'obtenir une décision positive de l'office récepteur sur la base du critère le plus rigoureux de la "diligence requise" dans la mesure où une telle décision positive aura en général une large portée sur l'ensemble des États désignés, contrairement à une décision fondée sur le critère moins strict du "caractère non intentionnel" dont la portée sera plus limitée. En outre, un office récepteur est libre d'appliquer, sur requête du déposant, en premier lieu le critère de la "diligence requise" puis, si l'office récepteur considère que les conditions requises pour l'application de ce critère ne sont pas remplies, le critère du "caractère non intentionnel".

Règle 26bis.3.f)

5.066. Que doit-on inclure dans l'exposé des motifs qui vient étayer la requête en restauration du droit de priorité et quels renseignements supplémentaires peuvent-ils être exigés à l'appui d'une requête en restauration du droit de priorité ? L'exposé des motifs doit indiquer les raisons pour lesquelles la demande internationale n'a pas été déposée dans le délai de priorité. Il doit résumer tous les faits et circonstances pertinents susceptibles de permettre à l'office récepteur de déterminer si le fait que la demande internationale n'a pas été déposée dans le délai de priorité est survenu bien que la diligence requise ait été exercée en l'espèce ou si ce manquement n'était pas intentionnel. En vertu de la règle 26bis.3.f), les offices récepteurs peuvent exiger qu'une déclaration ou d'autres preuves à l'appui de l'exposé des motifs soient remises ou, dans l'hypothèse où des preuves auraient déjà été remises, que des preuves additionnelles soient fournies. Lorsque l'exposé des motifs et, le cas échéant, toute déclaration ou autres preuves à l'appui d'une requête en restauration du droit de priorité sont soumis, le déposant doit tenir compte du fait que, d'une manière générale, tous ces documents seront mis à la disposition du public par le Bureau international sur PATENTSCOPE après la publication internationale de la demande internationale (voir le paragraphe 5.067 pour les exceptions). Tout renseignement d'ordre privé ou confidentiel qui n'est pas nécessaire à l'appui de la requête en restauration elle-même, devrait de préférence être omis.

Règle 26bis.3.h-bis)

5.067. Le déposant peut-il exiger que certains documents relatifs à une requête en restauration du droit de priorité ne soient pas remis au Bureau international ? Généralement, les offices récepteurs transmettent au Bureau international tous les documents reçus dans le cadre d'une requête en restauration du droit de priorité. Cependant, le déposant peut adresser à l'office récepteur une requête motivée visant à ne pas transmettre au Bureau international certains documents ou parties de documents relatifs à une telle requête en restauration. Les offices récepteurs peuvent aussi prendre contact avec le déposant directement lorsque de tels documents sont identifiés afin d'inviter le déposant à présenter une requête en exclusion motivée. Si, à la demande du déposant, l'office récepteur constate qu'un certain document ne sert manifestement pas à informer le public sur la demande internationale tandis que sa publication ou le fait que le public y ait accès porterait clairement atteinte aux intérêts personnels ou économiques d'une personne donnée et que l'intérêt du public à avoir accès à ce document ou à une partie de ce document ne prévaut pas, l'office récepteur ne transmettra pas ce document ou une partie de ce document au Bureau international. Les déposants doivent tenir compte du fait que si des informations essentielles, nécessaires pour établir que le critère de "diligence requise" a été satisfait, ne sont pas

transmises et, dès lors, ne sont pas mises à la disposition des offices désignés (ou élus), il est très probable que la requête en restauration du droit de priorité du déposant sera réexaminée pendant la phase nationale, et qu'ils seront tenus de fournir à nouveau des informations semblables aux offices désignés (ou élus).

Règle 26bis.3.g)

5.068. Existe-t-il une possibilité de dialoguer avec l'office récepteur dans le cas où celui-ci envisage de rejeter la requête en restauration du droit de priorité?

Si l'office récepteur envisage de rejeter la requête en restauration du droit de priorité, il doit notifier au déposant son intention. Le déposant dispose alors de la possibilité de présenter ses observations sur le rejet envisagé dans un délai raisonnable précisé dans la notification du rejet ainsi envisagé (formulaire PCT/RO/158). Il convient de noter qu'en pratique, cette notification peut être envoyée en même temps qu'une invitation à remettre une déclaration ou d'autres preuves.

Règle 49ter.1

5.069. Quels sont les effets d'une décision de l'office récepteur à l'égard des offices désignés?

Une décision de l'office récepteur de restaurer le droit de priorité fondée sur le critère de la "diligence requise", en règle générale, produira ses effets dans tous les États désignés, sauf si l'office désigné a notifié l'incompatibilité de ces dispositions avec sa législation nationale, selon la règle 49ter.1.g). Une décision de l'office récepteur de restaurer le droit de priorité fondée sur le critère du "caractère non intentionnel" produira ses effets seulement dans les États désignés dont les législations nationales prévoient la restauration du droit de priorité sur le fondement de ce critère ou d'un critère qui, du point de vue des déposants, est plus favorable. Une décision de l'office récepteur de refuser de restaurer le droit de priorité peut en tout état de cause être revue et contredite par un office désigné, sauf si, en vertu de la règle 49ter.1.g), il a notifié l'incompatibilité de ces dispositions avec sa législation nationale de sorte que la restauration n'est pas possible sous sa juridiction.

Par ailleurs, l'office désigné peut réexaminer une décision positive de restauration du droit de priorité dans certaines situations limitées, notamment s'il a des doutes quant au fait qu'une des exigences requises pour la restauration a été satisfaite. Aucun réexamen pour des motifs purement formel n'est permis, par exemple, le motif selon lequel la taxe en restauration pourrait ne pas avoir été acquittée.

Règle 4.1.c)ii)
17.1
17.2.a)
Instruction 411

5.070. Quand et à qui le document de priorité doit-il être remis?

Avant l'expiration de 16 mois à compter de la date de priorité (ou, quand le déposant demande le traitement anticipé selon l'article 23.2), avant que cette demande ne soit faite), il doit remettre, soit au Bureau international, soit à l'office récepteur, une copie certifiée conforme de la demande antérieure (que ce soit une demande nationale, régionale ou internationale), à moins qu'il n'en ait déjà été déposé une auprès de l'office récepteur avec la demande internationale; toute copie certifiée conforme parvenant au Bureau international après l'expiration d'un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, mais avant la date de publication internationale, sera considérée avoir été reçue par le Bureau international le dernier jour de ce délai de 16 mois. Cette copie doit être certifiée conforme par l'administration auprès de laquelle la demande antérieure a été déposée. Lorsque cette administration est le même office que l'office récepteur, le déposant peut, au lieu de remettre la copie certifiée conforme, demander à cette administration, avant l'expiration d'un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, d'établir et de transmettre cette copie au Bureau international; en pareil cas, il convient de payer au moment où la demande de transmission est faite la taxe habituellement perçue par cet office; la solution la plus simple pour le déposant consiste à faire cette requête au moment du dépôt de la demande internationale en cochant, dans le cadre n° VI du formulaire de requête PCT/RO/101, la case prévue à cet effet. De plus, lorsque le document de priorité est accessible au Bureau international auprès d'une bibliothèque numérique, conformément à la règle 17.1.b-bis) et à l'instruction 715.a), le déposant peut, avant la date de la publication internationale, demander au Bureau international de se procurer le document de priorité auprès de la bibliothèque numérique (voir le paragraphe 5.070B). Le Bureau international n'exige pas de taxe pour ce service. La solution la plus simple pour le déposant consiste à présenter cette requête auprès du Bureau international au moment du dépôt de la demande internationale en cochant, dans le cadre n° VI, la case prévue à cet effet.

5.070A. Comment saurai-je si ma demande antérieure est accessible auprès d'une bibliothèque numérique dans le système du PCT? La seule "bibliothèque numérique" accessible dans le système du PCT est le service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ("DAS"). Il permet l'accès aux demandes antérieures déposées auprès de l'office récepteur du Bureau international ainsi que celles déposées auprès d'un certain nombre d'offices nationaux pour une utilisation en tant que documents de priorité. Toutefois, contrairement à certains systèmes d'échange bilatéral de documents de priorité entre les offices nationaux, la demande antérieure est uniquement disponible si le déposant a effectué des démarches spécifiques pour que le document soit disponible, telles que décrites dans les paragraphes ci-dessous.

5.070B. Quelles démarches doivent être entreprises afin que le Bureau international puisse se procurer le document de priorité auprès d'une bibliothèque numérique, en particulier via le service d'accès numérique aux documents de priorité? Les démarches que le déposant doit entreprendre afin que la demande antérieure soit accessible au Bureau international sont exposées sur le site du service d'accès numérique aux documents de priorité à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/das/fr/description.html> et sur les sites individuels des offices participants (voir la liste à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html). Le déposant reçoit un code d'accès après avoir complété ces étapes. Il doit cocher les cases prévues à cet effet dans le cadre n° VI, et indiquer le code d'accès pour chaque document de priorité, ou présenter au Bureau international une demande écrite contenant ces informations.

5.070C. Quelles démarches doivent être entreprises lorsque la demande antérieure qui doit être accessible via le service d'accès numérique aux documents de priorité est une demande internationale? Les déposants peuvent également revendiquer la priorité d'une demande internationale lors du dépôt d'une demande de brevet auprès d'un autre office (un office de second dépôt). Si la demande internationale a été déposée auprès de l'office récepteur du Bureau international, le déposant peut envoyer une lettre à cet office à l'effet de demander que le document soit rendu accessible via le service d'accès numérique aux documents de priorité, et ensuite demander que l'office de second dépôt retire ce document directement dudit service. Pour les demandes internationales déposées auprès d'autres offices récepteurs, il convient de vérifier la liste des offices à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html afin de déterminer si tel office participant mettra les demandes internationales déposées auprès de son office récepteur à disposition pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, en plus des demandes nationales.

5.070D. Le Bureau international notifie au déposant la date à laquelle le document de priorité a été reçu. Tout office désigné qui en fait la demande expresse reçoit du Bureau international une copie du document de priorité. À condition que le déposant ait soit remis une copie certifiée conforme, soit demandé la transmission d'une copie et payé la taxe nécessaire comme indiqué plus haut, aucun office désigné ne peut demander au déposant lui-même de remettre une copie certifiée conforme de la demande antérieure. Si aucun de ces actes n'a été accompli, et à moins que la demande antérieure n'ait été déposée auprès de l'office désigné en tant qu'office national ou si le document de priorité est accessible à l'office désigné auprès d'une bibliothèque numérique, tout office désigné peut ignorer la revendication de priorité mais pas avant d'avoir donné au déposant la possibilité de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce. S'agissant de l'obligation pour le déposant de remettre une copie simple (non certifiée conforme) du document de priorité aux offices désignés (y compris une copie du certificat de priorité), voir le paragraphe 5.009 de la partie relative à la phase nationale et les chapitres nationaux pertinents.

Règle 17.2.b)

5.071. Pour tous renseignements concernant la remise de copies du document de priorité après la publication internationale, voir le paragraphe 9.023.

CADRE N° VII : ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE

Règle 4.1.b)iv)
4.14bis

5.072. Le déposant doit-il indiquer l'administration chargée de la recherche internationale qu'il choisit? Lorsque plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont compétentes pour procéder à la recherche internationale, le déposant doit indiquer l'administration qu'il choisit, à l'endroit approprié du cadre n° VII. Pour des renseignements sur les administrations chargées de la recherche internationale qui sont compétentes, voir l'annexe C et le paragraphe 7.002.

Règle 4.1.b)ii)
4.12
12bis
16.3
23bis
41.1

5.073. Peut-on demander à l'administration chargée de la recherche internationale de prendre en considération les résultats d'une recherche antérieure? Lorsque le déposant demande à l'administration chargée de la recherche internationale, dans le cadre de la recherche internationale, de prendre en considération les résultats d'une recherche internationale, de type international ou recherche nationale effectuée antérieurement (règle 4.12) et qu'il s'est conformé aux prescriptions de la règle 12bis.1, l'administration chargée de la recherche internationale, dans toute la mesure possible, prend en considération les résultats de la recherche antérieure si elle a été effectuée par le même office que celui qui agit en qualité d'administration chargée de la recherche internationale (règle 41.1.i)). En revanche, si la recherche antérieure a été effectuée par une autre administration chargée de la recherche internationale ou par un autre office national (ou régional), l'administration chargée de la recherche internationale peut prendre en considération les résultats de la recherche antérieure, sans toutefois y être tenue (règle 41.1.ii)). Lorsque l'administration chargée de la recherche internationale prend en considération les résultats de la recherche antérieure, elle rembourse la taxe de recherche dans la mesure et aux conditions définies par l'accord prévu selon l'article 16.3)b) (règle 16.3). Les administrations chargées de la recherche internationale sont libres de décider de l'étendue et des conditions de remboursement de la taxe de recherche. Pour le texte complet des accords selon l'article 16.3)b), voir https://www.wipo.int/pct/fr/access/isa_ipea_agreements.html (voir également le paragraphe 5.198).

Le point 1 dans la Suite du cadre n° VII du formulaire de requête prévoit la possibilité pour le déposant de demander à l'administration chargée de la recherche internationale de prendre en considération les résultats d'une recherche antérieure, une telle possibilité figure également dans le logiciel PCT-SAFE et ePCT. Il suffit au déposant de cocher la case prévue à cet effet sous le point 1 dans la Suite du cadre n° VII et d'identifier la demande antérieure (qu'elle soit nationale, régionale ou internationale), pour laquelle la recherche antérieure a été effectuée, en mentionnant la date de dépôt, le numéro de dépôt et le pays de dépôt.

Règle 12bis.1.a)

D'une manière générale, lorsque le déposant a demandé à l'administration chargée de la recherche internationale de prendre en considération les résultats d'une recherche antérieure, il doit remettre à l'office récepteur, en même temps que la demande internationale, une copie des résultats de la recherche antérieure. Toutefois, le déposant n'est pas tenu de remettre une copie des résultats de la recherche antérieure dans les cas suivants :

Règle 12bis.1.c)

- lorsque la recherche antérieure a été effectuée par la même administration chargée de la recherche internationale ou par l'office qui agit en qualité d'administration chargée de la recherche internationale;

Règle 12bis.1.b)

- lorsque la recherche antérieure n'a pas été effectuée par l'administration chargée de la recherche internationale indiquée dans le cadre n° VII du formulaire de requête mais par le même office que celui qui agit en qualité d'office récepteur; dans ce cas, le déposant peut demander à l'office récepteur qu'il prépare et transmette une copie des résultats de la recherche antérieure directement à l'administration chargée de la recherche internationale en cochant la case prévue à cet effet sous le point 1 dans la Suite du cadre n° VII du formulaire de requête. Cette demande peut être soumise au paiement d'une taxe;

Règle 12bis.1.d)

- lorsque, bien qu'une recherche antérieure n'ait pas été effectuée par l'office récepteur ou l'administration chargée de la recherche internationale, une copie

des résultats de la recherche antérieure est disponible pour cet office ou cette administration chargée de la recherche internationale sous une forme et d'une manière qu'il ou elle accepte, par exemple à partir d'une bibliothèque numérique, et que le déposant l'a indiqué sous le point 1 dans la Suite du cadre n° VII du formulaire de requête.

Lorsque le déposant demande que les résultats de plusieurs recherches antérieures soient pris en considération, les indications mentionnées ci-dessus doivent être précisées pour ce qui concerne chaque recherche antérieure. Par ailleurs, lorsque le déposant demande à l'administration chargée de la recherche internationale de prendre en considération les résultats de plus d'une recherche antérieure, des copies de la page de la requête contenant la Suite du cadre n° VII, "Utilisation des résultats d'une recherche et d'un classement antérieurs", doivent être faites autant de fois que cela est nécessaire et marquées comme feuille annexe ("Suite du cadre n° VII, point 1") pour permettre au déposant de se conformer aux exigences sur ce point et fournir les indications requises pour ce qui concerne chaque demande antérieure.

Règle 4.12
12bis.2

5.073A. L'administration chargée de la recherche internationale peut-elle demander au déposant de fournir d'autres documents relatifs à une recherche antérieure que ceux transmis par l'office récepteur? Sauf lorsque le déposant s'est conformé aux exigences à cet égard, l'administration chargée de la recherche internationale peut inviter le déposant (formulaire PCT/ISA/238) à lui remettre une copie de la demande antérieure, lorsqu'elle est requise, une traduction de cette demande antérieure dans une langue que cette administration accepte; lorsqu'elle est requise, une traduction des résultats de la recherche antérieure dans une langue que cette administration accepte et une copie de tout document cité dans les résultats de la recherche antérieure. Cependant, l'administration chargée de la recherche internationale peut renoncer à exiger la fourniture de tels documents dans les cas suivants :

- Règle 12bis.2.b) – lorsque la recherche antérieure a été effectuée par la même administration chargée de la recherche internationale ou par l'office qui agit en qualité d'administration chargée de la recherche internationale;
- Règle 12bis.2.c) – lorsque le déposant a coché la case contenue sous le point 1 dans la Suite du cadre n° VII du formulaire de requête relative à la déclaration selon laquelle la demande internationale est identique, ou pratiquement identique, à la demande antérieure pour laquelle la recherche antérieure a été effectuée sauf qu'elle est déposée dans une langue différente, l'administration chargée de la recherche internationale peut renoncer à exiger la remise d'une copie de la demande antérieure ou d'une traduction de cette dernière;
- Règle 12bis.2.b) – lorsqu'une copie de la demande antérieure, de tout document cité dans les résultats de la recherche antérieure, lorsqu'une traduction de la demande antérieure ou des résultats de la recherche antérieure sont disponibles pour l'administration chargée de la recherche internationale sous une forme et d'une manière qu'elle accepte, et que le déposant l'a indiqué en cochant la case prévue à cet effet sous le point 1 dans la Suite du cadre n° VII du formulaire de requête.

Règle 23bis.2.a)
41.2

5.073B. L'office récepteur transmettra-t-il également les résultats d'une recherche et d'un classement antérieurs à l'administration chargée de la recherche internationale lorsque le déposant n'a pas demandé la prise en considération des résultats d'une recherche antérieure? Lorsque la demande internationale revendique la priorité d'une demande antérieure et que le déposant n'a rien indiqué sous le point 1 dans la Suite du cadre n° VII du formulaire de requête, l'office récepteur est cependant tenu de transmettre à l'administration chargée de la recherche internationale une copie des résultats de la recherche et du classement antérieurs (à moins que l'administration chargée de la recherche internationale ne dispose déjà d'une telle copie) si la demande antérieure a été déposée auprès du même office national ou régional que celui qui agit en qualité d'office récepteur, et cet office a effectué la recherche à l'égard de la demande antérieure. L'office récepteur peut transmettre une copie des résultats de la recherche et du classement antérieurs si la demande antérieure a été déposée auprès d'un office différent de celui qui agit en qualité d'office

récepteur, mais que les résultats de cette recherche et de ce classement antérieurs sont néanmoins à la disposition de l'office récepteur. L'office récepteur est seulement tenu de transmettre tous les résultats de la recherche et du classement antérieurs dont il dispose au moment du dépôt de la demande internationale.

Règle 23bis.2.e)

Certains offices ont notifié au Bureau international (voir https://www.wipo.int/pct/fr/texts/reservations/res_incomp.html) que la transmission de copies de résultats d'une recherche et d'un classement antérieurs sans l'autorisation du déposant n'était pas compatible avec leur législation nationale. Par conséquent, lorsque la demande internationale est déposée auprès d'un office récepteur qui a adressé une notification correspondante au Bureau international, le déposant peut toutefois autoriser l'office récepteur de transmettre les résultats de la recherche et du classement antérieurs à l'administration chargée de la recherche internationale en cochant la première case sous le point 2.3 dans la Suite du cadre n° VII du formulaire de requête. Seules les demandes internationales déposées auprès des offices récepteurs suivants sont concernées par cette situation : l'Office australien des brevets, l'Office de la propriété industrielle (Tchéquie), l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour, l'Office des brevets d'Israël, l'Office des brevets du Japon (JPO), l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO), l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH), l'Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO), l'Office norvégien de la propriété industrielle et l'Office suédois [de la propriété intellectuelle \(PRV\)](#).

Lorsque la recherche antérieure concerne une demande internationale et que la recherche antérieure a été effectuée par une administration chargée de la recherche internationale différente de celle indiquée dans le cadre n° VII du formulaire de requête, le déposant peut autoriser l'office récepteur à transmettre les résultats de la recherche et du classement antérieurs à l'administration chargée de la recherche internationale indiquée dans le cadre n° VII du formulaire de requête en cochant la deuxième case sous le point 2.3 dans la Suite du cadre n° VII du formulaire de requête.

Règle 23bis.2.b)

5.073C. Le déposant peut-il demander à l'office récepteur de ne pas transmettre les résultats de la recherche antérieure à l'administration chargée de la recherche internationale? Certains offices ont notifié au Bureau international (voir https://www.wipo.int/pct/fr/texts/reservations/res_incomp.html) qu'ils pouvaient, sur requête du déposant, décider de ne pas transmettre les résultats d'une recherche antérieure à l'administration chargée de la recherche internationale. Lorsque la demande internationale est déposée auprès d'un office qui a adressé une notification en ce sens au Bureau international, à savoir l'Office allemand des brevets et des marques, l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH) et l'Office suédois [de la propriété intellectuelle \(PRV\)](#), le déposant peut demander à l'office de ne pas transmettre les résultats de la recherche antérieure à l'administration chargée de la recherche internationale, en cochant la case sous le point 2.2 dans la Suite du cadre n° VII du formulaire de requête.

Règle 41.2

5.073D. L'administration chargée de la recherche internationale prendra-t-elle en considération les résultats d'une recherche antérieure si le déposant n'a pas présenté une requête selon la règle 4.12? Lorsque la demande internationale revendique la priorité d'une demande antérieure à l'égard de laquelle la recherche antérieure a été effectuée par le même office qui agit en tant qu'administration chargée de la recherche internationale, l'administration est tenue de prendre en considération les résultats d'une recherche antérieure dans le cadre de la recherche internationale. Lorsque l'office récepteur a transmis à l'administration chargée de la recherche internationale une copie des résultats de toute recherche ou de tout classement effectués antérieurement, ou lorsqu'une telle copie est à la disposition de l'administration chargée de la recherche internationale, par exemple auprès d'une bibliothèque numérique, l'administration chargée de la recherche internationale peut prendre en considération ces résultats dans le cadre de la recherche internationale.

CADRE N° VIII : DÉCLARATIONS

5.074. À quelles déclarations peut-on se référer dans le cadre n° VIII et quelles déclarations peut-on inclure dans les cadres n°s VIII.i) à v)? Le déposant

peut, aux fins de la législation applicable dans un ou plusieurs offices désignés, inclure l'une quelconque des déclarations suivantes en vertu de la règle 4.17:

- Règle 4.17.i)
51bis.1.a)i) – Cadre n° VIII.i) : déclaration relative à l'identité de l'inventeur (il n'est pas nécessaire de faire une telle déclaration dans le cadre n° VIII.i si le nom et l'adresse de l'inventeur sont indiqués dans la requête, c'est-à-dire en général dans les cadres n°s II ou III).
- Règle 4.17.ii)
51bis.1.a)ii) – Cadre n° VIII.ii) : déclaration relative au droit du déposant, à la date du dépôt international, de demander et d'obtenir un brevet (cette déclaration ne s'applique pas dans les cas où les droits du déposant ont seulement été acquis après la date du dépôt international).
- Règle 4.17.iii)
51bis.1.a)iii) – Cadre n° VIII.iii) : déclaration relative au droit du déposant, à la date du dépôt international, de revendiquer la priorité de la demande antérieure (cette déclaration ne s'applique pas dans les cas où les droits du déposant ont seulement été acquis après la date du dépôt international).
- Règle 4.17.iv)
51bis.1.a)iv) – Cadre n° VIII.iv) : déclaration relative à la qualité d'inventeur (seulement aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique) (il peut être opportun de soumettre une déclaration relative à la qualité d'inventeur pendant la phase internationale puisqu'il est parfois plus difficile de joindre les inventeurs au moment de la phase nationale).
- Règle 4.17.v)
51bis.1.a)v) – Cadre n° VIII.v) : déclaration relative à des divulgations non opposables ou à des exceptions au défaut de nouveauté.

Règle 4.17
51bis.1
51bis.2

5.075. À quelle fin servent ces déclarations? L'objectif des déclarations visées à la règle 4.17 est de permettre au déposant de satisfaire pendant la phase internationale à certaines exigences des offices désignés lors de la phase nationale, telles qu'énoncées à la règle 51bis.1. Les législations nationales d'un grand nombre d'offices désignés exigent du déposant qu'il remette pendant la phase nationale des documents ou des preuves relatifs à certaines questions, comme par exemple le droit du déposant de demander et d'obtenir un brevet. En remettant les déclarations visées à la règle 4.17 pendant la phase internationale, le déposant ne sera généralement pas dans l'obligation de présenter aux offices désignés qui l'exigent des documents ou des preuves relatifs aux questions couvertes par ces déclarations. Par exemple, lorsque le déposant remet une déclaration visée à la règle 4.17.ii) pendant la phase internationale, il n'a en général pas besoin de présenter pendant la phase nationale aux offices désignés qui l'exigent selon leurs législations nationales d'autres documents ou preuves relatifs au droit du déposant de demander et obtenir un brevet (par exemple, un acte de cession de l'inventeur au déposant) (voir aussi le paragraphe 5.081). Il n'est pas exigé dans le cadre de la procédure selon le PCT que les déclarations soient fournies pendant la phase internationale, mais si tel est le cas, elles doivent l'être au moyen du libellé standard (voir les paragraphes 5.076 à 5.078). Aucune autre déclaration ne peut figurer dans les cadres n°s VIII.i) à v).

Règle 4.17
Instruction 211
212
213
214
215

5.076. Comment doivent être présentées les déclarations dans la requête? Chaque déclaration est faite sur la feuille appropriée (cadre n° VIII.i) à v)); "une feuille annexe de déclaration" (suite du cadre n° VIII.i) à v)) est utilisée pour le cas où l'une des déclarations ne tient pas sur la feuille correspondante. Les déclarations doivent utiliser le libellé standard donné aux instructions 211 à 215. Sauf pour la déclaration relative à la qualité d'inventeur aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique (voir le paragraphe 5.077), le déposant doit choisir les points et les éléments du libellé standard qui s'appliquent et les placer dans l'ordre approprié, en tenant compte des faits relatifs au dossier, de la chronologie des événements, etc. Des indications détaillées permettant de faire ces déclarations figurent dans les notes relatives au formulaire de requête. Si aucune déclaration n'est faite, il n'y a pas lieu d'inclure les feuilles des déclarations dans la requête.

Règle 4.17.iv)
Instruction 214.a)
et (b)

5.077. Le texte de la déclaration relative à la qualité d'inventeur aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique seulement est pré-imprimé dans le cadre n° VIII.iv) du formulaire de requête puisque ce texte doit être utilisé tel qu'il apparaît à l'instruction 214, aucune partie ne pouvant être omise ou présentée dans un ordre différent de celui utilisé dans le formulaire. Quand cette déclaration est faite après

la date de dépôt international, le numéro de la demande internationale PCT doit être ajouté dans la déclaration dans l'espace prévu à cet effet. De plus, lorsqu'il y a plusieurs inventeurs, tous doivent signer et dater une déclaration complète où sont mentionnés tous les inventeurs, même s'ils ne signent pas la même (copie de la) déclaration, et le nom, le domicile et l'adresse doivent être fournis pour chaque inventeur.

Règle 51bis.2

5.078. Doit-on toujours utiliser les libellés standards des déclarations? Le libellé standard devrait toujours être utilisé, sinon les offices désignés peuvent demander au déposant de fournir une nouvelle déclaration ou une autre preuve durant la phase nationale. On notera que, même si une déclaration n'a pas été faite en utilisant le libellé standard, le Bureau international la publiera néanmoins. Il sera alors du ressort de chaque office désigné concerné de déterminer s'il peut ou non accepter la déclaration; en d'autres termes, le déposant n'aura aucune garantie qu'un office l'acceptera. Si les circonstances d'un cas particulier sont telles que le libellé standard en vertu de la règle 4.17 n'est pas applicable, le déposant devrait plutôt envisager de satisfaire aux exigences durant la phase nationale.

Règle 4.17.iv)
Instruction 214.a)
et (b)

5.079. Une déclaration en vertu de la règle 4.17 doit-elle être signée? Seule la déclaration relative à la qualité d'inventeur (seulement aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique) doit être signée et datée par tous les inventeurs. Aucune autre déclaration ne doit être signée.

Règle 51bis.2

5.080. Tous les offices désignés acceptent-ils des déclarations faites en vertu de la règle 4.17 en conformité avec la législation nationale applicable? Tous les offices désignés ayant des exigences nationales particulières acceptées en vertu de la procédure selon le PCT acceptent ces déclarations. Pour plus de précisions sur les États qui requièrent des informations plus approfondies dans chacune des déclarations, voir "exigences particulières de l'office" dans le chapitre national correspondant (résumé) de l'office désigné concerné, et la phase nationale, paragraphes 5.003 à 5.005.

Règle 51bis.2

5.081. Les Offices désignés exigent-ils des preuves supplémentaires pendant la phase nationale? Lorsque la déclaration en question est l'une des déclarations visées à la règle 4.17.i) à iv), l'office désigné ne peut exiger de document ou de preuve relative à l'objet d'une telle déclaration, à moins qu'il puisse raisonnablement douter de la véracité de cette déclaration. Lorsque la déclaration en question est la déclaration visée à la règle 4.17.v), l'office désigné aux fins duquel la déclaration est faite est libre toutefois d'exiger des documents ou des preuves supplémentaires : à cet égard, il ne faut pas oublier que la question des divulgations non opposables et des exceptions au défaut de nouveauté est une question qui touche à la brevetabilité. Il convient de noter que le fait qu'une déclaration soit faite ne confirme pas en soi l'objet de cette déclaration : la décision en cette matière est prise par les offices désignés en conformité avec la législation nationale applicable.

Règle 48.2.a)x)
48.2.b)iv)

5.082. Comment les offices désignés reçoivent-ils les déclarations les concernant? Toutes les déclarations feront partie de la demande internationale publiée (voir le paragraphe 9.015) et ne seront donc pas communiquées séparément aux offices désignés concernés.

5.083. À quelle fin utilise-t-on les cases du cadre n° VIII? Les cases du cadre n° VIII doivent être remplies par le déposant afin de permettre à l'office récepteur de vérifier que la ou les déclarations concernées correspondent à celles faites dans les cadres n° VIII.i) à v).

Si le déposant choisit de ne faire aucune déclaration à la date du dépôt de la demande internationale ou si les déclarations ne sont pas encore disponibles à la date du dépôt, la requête ne doit pas contenir les feuilles facultatives pour déclarations et rien ne doit être coché dans les cases figurant au cadre n° VIII.

Règle 26ter.1

5.083A. Une déclaration mentionnée à la règle 4.17 peut-elle être corrigée ou ajoutée durant la phase internationale? Une déclaration peut être corrigée, ou une nouvelle déclaration (manquante) ajoutée, par une communication remise au Bureau international. Pour de plus amples détails, voir les paragraphes 6.045 à 6.050. Il

convient de noter, cependant, qu'une déclaration ne peut être retirée une fois qu'elle a été déposée.

CADRE N° IX : BORDEREAU

Règle 3.3
Instruction 313

5.084. **Quel est l'objet du bordereau?** Il convient que le déposant remplisse le cadre n° IX afin de permettre à l'office récepteur de vérifier si aucun document constituant ou accompagnant la demande internationale ne manque et, en particulier, de contrôler si la demande internationale telle qu'elle est déposée contient réellement le nombre de feuilles sous forme papier indiqué aux points a) à f).

5.085. Il convient d'indiquer le nombre effectif des feuilles de chaque élément de la demande internationale ainsi que leur nombre total (pour la numérotation des feuilles, voir le paragraphe 5.012). S'agissant des feuilles de la requête, elles sont au moins au nombre de quatre (la "première feuille", la "deuxième feuille", la "troisième feuille" et la "dernière feuille"). Il peut y en avoir davantage si une ou plusieurs feuilles facultatives sont utilisées (la "feuille annexe" concernant le cadre n° III, la "feuille supplémentaire", la "feuille de déclaration" ou la "feuille annexe de déclaration").

Article 27.2)
Règle 13bis
51bis.1
Instruction 209

5.086. Pour plus de précisions concernant la façon de remplir le cadre n° IX et les types d'éléments qu'il peut être nécessaire de déposer conjointement avec la demande internationale, voir les notes relatives au formulaire de requête. Voir aussi les chapitres nationaux pour avoir des détails relatifs à certaines questions concernant les offices désignés.

Règle 3.3.a)iii)
8.2
Instruction 201

5.087. Le déposant doit en outre indiquer dans le cadre n° IX le numéro de la figure des dessins (le cas échéant) qui est proposée pour accompagner l'abrégi lors de la publication (voir le paragraphe 5.170) et de préférence également la langue de dépôt de la demande internationale.

CADRE N° X : SIGNATURE DU DÉPOSANT OU DU MANDATAIRE

Article 14.1)a)i)
Règle 4.1.d)
4.15
26.2bis(a)
51bis.1.a)vi)
90.3

5.088. **Qui doit signer la demande internationale et quand?** La demande internationale doit être signée dans le cadre n° X de la requête par le déposant ou, lorsqu'il y en a plusieurs, par tous les déposants. Toutefois, s'il y a plusieurs déposants, l'office récepteur n'invitera pas le déposant à fournir les signatures qui manquent lorsque la requête est signée par au moins l'un des déposants. Il convient cependant de noter que, dans ce cas, tout office désigné peut, conformément à la législation nationale applicable, exiger la confirmation de la demande internationale au moyen de la signature de tout déposant pour l'État désigné qui n'a pas signé la requête. À certaines conditions, indiquées au paragraphe 5.089, la requête peut être signée par le mandataire au lieu du ou des déposants.

Règle 2.1
4.1.d)
4.15
90.3
90.4
90.5

5.089. **La demande internationale peut-elle être signée par un mandataire?** La demande internationale peut être signée par un mandataire mais le déposant doit alors désigner ce mandataire dans un pouvoir distinct signé par lui. Le pouvoir doit être remis à l'office récepteur à moins que celui-ci n'ait renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis (voir les paragraphes 5.041 à 5.051 et 11.001 à 11.014). Lorsqu'il y a plusieurs déposants, la requête peut être signée par un mandataire au nom d'eux tous ou de certains d'entre eux seulement; en pareil cas, le mandataire doit être désigné dans un ou plusieurs pouvoirs signés par les déposants au nom desquels il a signé la demande. Lorsqu'un pouvoir désignant un mandataire qui signe une demande internationale fait défaut et que l'office récepteur exige qu'un pouvoir lui soit remis, la signature est considérée comme manquante jusqu'à ce que le pouvoir soit présenté. Pour le cas d'un pouvoir général, voir les paragraphes 5.043 et 11.009.

5.090. **Comment la demande internationale doit-elle être signée?** La signature doit être indélébile, de couleur foncée (portée de préférence à l'encre noire), de sorte qu'elle ressorte clairement sur une photocopie. Il convient d'indiquer (de préférence en caractères dactylographiques) le nom de chaque signataire à côté de la signature. Lorsque telle ou telle personne physique signe au nom d'une personne morale, il convient d'indiquer aussi la qualité de ce signataire.

Règle 2.3

5.091. **Quand faut-il ou quand peut-on utiliser un sceau au lieu d'une signature?** Dans les demandes internationales déposées auprès de l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) en tant qu'office récepteur, un sceau peut être utilisé au lieu de la signature. Dans le cas des demandes internationales déposées en anglais auprès de l'Office des brevets du Japon (JPO) en tant qu'office récepteur et pour lesquelles l'Office européen des brevets a été choisi par le déposant en tant qu'administration chargée de la recherche internationale, il convient d'utiliser la signature au lieu du sceau. Dans les demandes internationales déposées auprès de l'Office coréen de la propriété intellectuelle, un sceau peut être utilisé au lieu de la signature.

NOTES RELATIVES AU FORMULAIRE DE REQUÊTE

5.092. **Que sont les notes relatives au formulaire de requête?** Les notes relatives au formulaire de requête sont destinées à faciliter l'utilisation de ce formulaire. Elles mentionnent, pour chaque cadre de celui-ci, les indications requises et la façon de les donner. Toutefois, il n'est pas nécessaire de les présenter conjointement avec la requête, et elles ne doivent pas être numérotées comme si elles faisaient partie de celle-ci.

FEUILLE DE CALCUL DES TAXES

5.093. **Qu'est-ce que la feuille de calcul des taxes?** La feuille de calcul des taxes vise à aider le déposant à calculer le montant total des taxes à payer à l'office récepteur. Cette feuille est généralement jointe au formulaire de requête, que le déposant obtient auprès dudit office. Toutefois, elle ne fait pas partie du formulaire, n'est pas considérée comme une feuille de la requête, et son utilisation n'est pas obligatoire. Néanmoins, il est vivement recommandé au déposant de la remplir et de la présenter à l'office récepteur. Cela aidera celui-ci à vérifier les calculs et à y déceler une erreur éventuelle. Lorsque plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont compétentes pour procéder à la recherche internationale (voir le paragraphe 7.002), l'administration qui a été choisie par le déposant et qui est indiquée dans le cadre n° VII du formulaire de requête (voir le paragraphe 5.072) devra aussi être indiquée dans la feuille de calcul des taxes avec le montant de la taxe de recherche applicable (voir le paragraphe 5.187). Pour plus de précisions concernant la façon de remplir cette feuille, voir les notes relatives à la feuille de calcul des taxes. Pour tous renseignements concernant le paiement des taxes en général, voir les paragraphes 5.184 à 5.199.

LA DESCRIPTION

Article 5
11.1)iii)d)
Règle 5
Instruction 204

5.094. **Comment la description doit-elle être rédigée?** La description doit exposer l'invention d'une manière suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter. Elle doit commencer par indiquer le titre de l'invention tel qu'il figure dans le cadre n° I de la requête. La règle 5 comporte des dispositions détaillées sur la manière de rédiger la description, qui est généralement subdivisée en six parties dont les titres respectifs devraient être les suivants : "Domaine technique", "Technique antérieure", "Exposé de l'invention", "Description sommaire des dessins", "Meilleure manière de réaliser l'invention" ou, le cas échéant (voir le paragraphe 5.096), "Manière(s) de réaliser l'invention", "Possibilités d'application industrielle", et le cas échéant, "Listage des séquences" et "Texte libre du listage des séquences".

5.095. Les indications détaillées requises pour exposer l'invention de manière qu'un homme du métier puisse l'exécuter dépendent de la pratique suivie par les offices nationaux. Il est donc recommandé de tenir dûment compte de telle ou telle pratique nationale (par exemple, au Japon et aux États-Unis d'Amérique) lorsque l'on rédige la description. Cela peut permettre de ne pas avoir à modifier la description au cours de la phase nationale (voir le paragraphe 5.111 ci-dessous).

Règle 5.1.a)v)

5.096. Ce qui est énoncé dans le paragraphe 5.095 s'applique également à la nécessité d'indiquer la "meilleure manière de réaliser l'invention". Si un ou au moins des offices désignés exige cette indication de la "meilleure manière" (par exemple, l'Office

des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique), cette indication doit figurer dans la description.

5.097. Une description rédigée en tenant dûment compte de ce qui est mentionné dans les paragraphes 5.094 à 5.096 sera acceptée par tous les offices désignés. Sa rédaction exigera peut-être plus de soin que celle d'une demande de brevet national mais certainement moins de travail que la rédaction de demandes multiples, qui est nécessaire lorsque la voie du PCT n'est pas utilisée pour le dépôt dans plusieurs pays.

5.098. Les exigences relatives à l'unité de l'invention sont traitées, en rapport avec les revendications, dans les paragraphes 5.114 à 5.123.

5.099. **Quelles exigences particulières s'appliquent à la partie de la description réservée au listage des séquences de nucléotides et d'acides aminés?** Lorsque la demande internationale contient la divulgation d'une séquence de nucléotides ou d'acides aminés, la description doit contenir un listage de la séquence qui soit conforme à la norme prévue à l'annexe C des instructions administratives (Norme relative à la présentation du listage des séquences de nucléotides et d'acides aminés dans les demandes internationales de brevet déposées selon le PCT) et qui soit présenté en tant que partie séparée de la description selon cette norme. La "partie de la description réservée au listage des séquences" doit s'intituler "Listage des séquences". Lorsque la partie de la description réservée au listage des séquences contient du texte libre, la partie principale de la description doit, sous le titre "Texte libre du listage des séquences", répéter le texte libre contenu dans le listage des séquences. Pour de plus amples renseignements concernant les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés, y compris ceux fournis aux fins de la recherche internationale, voir ci-dessous et les paragraphes 7.005 à 7.012.

5.100. **Comment déposer une demande internationale contenant un listage des séquences?** Une demande internationale qui contient un listage des séquences peut être déposée sur papier ou sous forme électronique. Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique, la partie de la description réservée au listage des séquences doit également être déposée sous forme électronique. La demande internationale doit être déposée dans un format de document électronique et par des moyens de transmission acceptés par l'office récepteur aux fins du dépôt de demandes internationales sous forme électronique (Annexe F). Le listage des séquences doit de préférence être déposé dans un format texte préparé conformément au paragraphe 40 de l'annexe C des instructions administratives (format texte selon la norme de l'annexe C/ST.25). Cela signifie concrètement le listage des séquences actuellement généré par le logiciel "Patentln" ou "BiSSAP" (soit un fichier ".txt" ou ".app" – selon la version du logiciel utilisée (voir le paragraphe 5.104) sans conversion dans un format PDF ou tout autre format. Des listages des séquences dans un tel format texte peuvent également être utilisés aux fins de la recherche internationale. Lorsque la demande internationale est déposée sur papier, la partie de la description réservée au listage des séquences doit également être déposée sur papier conformément à l'annexe C des instructions administratives. Lorsque la demande internationale est déposée sur papier, une copie du listage des séquences sous forme électronique (fichier texte selon la norme de l'annexe C/ST.25) ainsi que la déclaration requise doivent accompagner la demande internationale mais uniquement aux fins de la recherche internationale selon la règle 13ter (voir le paragraphe 5.102).

5.101. **Comment est calculée la taxe internationale de dépôt en cas de dépôt d'un listage des séquences?** Pour les demandes internationales déposées sur papier, la taxe par page est calculée de la même manière que pour la partie principale de la description. Pour les demandes internationales déposées en format électronique, ce calcul dépend de la fourniture ou non du listage des séquences dans le format texte ST. 25/Annexe C mentionné aux paragraphes 5.099 et 5.100 ci-dessus. Si le listage des séquences a été fourni dans ce format, aucune taxe par page n'est due au titre du listage des séquences. En revanche, pour un listage des séquences fourni en format paginé (par exemple sur papier ou sous forme de fichier(s) image) ou si le listage des séquences figure dans la description au lieu de figurer dans une partie distincte de la description comme un fichier séparé réservé au listage des séquences, les feuilles du listage des séquences sont prises en compte dans le calcul de la taxe internationale de

Règle 5.2
13ter.1
Instruction 204
208
513

Règle 13ter
Instruction 208
702
Annexe F des
Instructions
administratives

Règle 13ter.1
Barème des taxes
Instruction 707
Annexe C des
instructions
administratives

dépôt. Dans tous les cas, les tableaux relatifs au listage des séquences font intégralement partie de la description et les feuilles qui contiennent lesdits tableaux sont comptées comme pages de la description prises en compte aux fins du calcul de la taxe internationale de dépôt, quel que soit le format dans lequel elles ont été fournies.

Règle 13^{ter}
Annexe C des
instructions
administratives

5.102. Comment doit procéder le déposant lorsque la demande contenant un listage des séquences est déposée sur papier et qu'une copie du listage des séquences doit être fourni en format texte selon la norme de l'annexe C/ST.25 exclusivement aux fins de la recherche internationale? Il est recommandé de fournir un tel listage dans le format prescrit (voir l'annexe C des instructions administratives), sur un support électronique, conjointement avec la déclaration selon laquelle "les informations enregistrées sous forme électronique fournies en vertu de la règle 13^{ter} sont identiques à celles du listage des séquences figurant dans la demande internationale déposée sur papier", à l'office récepteur avec la demande internationale, au lieu d'attendre que l'administration invite le déposant à le faire, afin d'éviter de devoir acquitter une taxe pour remise tardive. L'office récepteur ajoutera le support électronique, qui ne fait pas partie de la demande internationale, à la copie de la demande internationale transmise par ses soins à l'administration.

5.103. Tous les offices récepteurs acceptent-ils le dépôt des listages des séquences sous forme électronique? L'annexe C précise pour chaque office récepteur s'il est disposé à accepter le dépôt des listages des séquences sous forme électronique. Dès lors que la demande internationale et le listage des séquences qui figure dans la description doivent tous deux être déposés soit sous forme électronique, soit sur papier, seuls les offices qui sont disposés à accepter le dépôt de demandes internationales sous forme électronique accepteront les listages déposés dans ce format (voir le paragraphe 5.100).

5.104. Est-ce que le Bureau international recommande certains logiciels pour la préparation des listages des séquences en format électronique? Le listage des séquences sous forme électronique doit de préférence être créé au moyen d'un formulaire spécialisé tel que "BiSSAP" (disponible gratuitement sur le site Internet de l'Office européen des brevets à l'adresse suivante : https://www.epo.org/applying/online-services/online-filing/auxiliary/bissap_fr.html) ou "PatentIn" (disponible gratuitement, en anglais sur le site Internet de l'Office des brevets des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) à l'adresse suivante : <https://www.uspto.gov/patents-getting-started/patent-basics/types-patent-applications/utility-patent/checker/patentin>).

Règle 11
Instruction 109

5.105. Quelles sont les conditions matérielles applicables à la description? La règle 11 énonce les conditions matérielles auxquelles doit satisfaire une demande internationale. Le papier doit être de format A4, blanc et durable. Les marges minimales des feuilles doivent être les suivantes : 2 cm pour celles du haut, du bas et de droite, et 2,5 cm pour celle de gauche. Les marges ne devraient pas dépasser 3 cm pour celles du bas et de droite, et 4 cm pour celles du haut et de gauche. Ces marges doivent être totalement vierges; toutefois, le déposant peut indiquer une référence de dossier, qui ne doit pas comporter plus de 25 caractères, dans le coin gauche de la marge du haut, non au-delà de 1,5 cm à partir du haut de la feuille. La référence d'un dossier peut être composée soit de lettres de l'alphabet latin soit de chiffres arabes, soit des deux. Le trait d'union (" – ") peut être utilisé comme séparateur entre des caractères alphanumériques. Tout texte figurant dans la description doit être établi en caractères dont les majuscules ont au moins 0,28 cm de haut.

Règle 11.7
11.8
11.9
Instruction 207

5.106. Comment les pages et les lignes doivent-elles être numérotées? Le numéro de page doit être placé en milieu de ligne, en haut ou en bas de la feuille, mais pas dans la marge de 2 cm (autrement dit, si un numéro de page est placé en haut de la feuille, il doit se trouver en-dessous de la marge de 2 cm, ou au-dessus de celle-ci s'il est placé en bas de la feuille). Il est vivement recommandé de numéroté chaque feuille de 5 en 5 lignes, les numéros devant apparaître dans la moitié de droite de la marge de gauche. La description et la partie de la description réservée au listage des séquences, déposée sur papier ou sous forme fichier(s) image, doivent être dactylographiées ou imprimées. L'interligne doit être de 1½ et une encre de couleur foncée et indélébile doit

être utilisée de façon à permettre la reproduction directe. Les majuscules des caractères doivent avoir au moins 0,28 cm de haut.

Règle 11.9.b)
11.10.b)

5.107. Comment les formules chimiques ou mathématiques doivent-elles être présentées? La description, les revendications et l'abrégé peuvent contenir des formules chimiques ou mathématiques. Ces formules peuvent être manuscrites ou dessinées si c'est nécessaire mais il est alors recommandé de s'aider des moyens appropriés tels que pochoir ou décalcomanie. On peut, pour des raisons pratiques, réunir ces formules sur une ou plusieurs feuilles dans la description et les paginer avec celle-ci. Il est recommandé, en pareil cas, de désigner chaque formule par un signe de référence et la description devra alors comporter des renvois à de telles formules chaque fois que ce sera nécessaire. Les formules chimiques ou mathématiques peuvent aussi être groupées et placées à la suite des revendications, comme des dessins. En pareil cas, elles doivent être dessinées de façon à répondre aux exigences concernant les dessins et les feuilles sur lesquelles elles figurent doivent être numérotées comme des feuilles de dessin (voir le paragraphe 5.157).

Règle 11.9.b)
11.9.d)
11.13.h)

5.108. Les formules chimiques ou mathématiques doivent utiliser les symboles généralement en usage et être dessinées de manière à ne prêter à aucune ambiguïté. Les chiffres, lettres et signes non dactylographiés doivent être lisibles et de forme identique dans les diverses formules, quelle que soit la pièce de la demande internationale dans laquelle ils apparaissent. Lorsqu'elles apparaissent dans le texte de la demande internationale, les formules chimiques ou mathématiques doivent comporter des symboles dont les majuscules ont au moins 0,28 cm de haut. Lorsqu'elles apparaissent sur des feuilles de dessin, ces symboles doivent avoir au moins 0,32 cm de haut. Tous les symboles mathématiques utilisés dans une formule figurant dans une description ou sur des feuilles de dessin doivent être explicités dans la description, à moins que le contexte n'indique clairement leur signification. Dans tous les cas, les symboles mathématiques utilisés peuvent être répertoriés dans une liste.

Règle 11.10.c) et d)

5.109. Comment les tableaux doivent-ils être présentés? Pour plus de commodité, on peut réunir les tableaux sur une ou plusieurs feuilles de la description paginées avec celle-ci. Lorsque deux ou plusieurs tableaux sont nécessaires, chacun doit être identifié par un nombre en chiffres romains indépendamment de la pagination de la description ou des dessins ou de la numérotation de la figure, ou bien par une lettre majuscule, ou encore par un titre indiquant son contenu ou par un autre moyen. Chaque ligne et chaque colonne d'un tableau doivent commencer par une mention indiquant ce qu'elles représentent et, si nécessaire, les unités employées. Autant que possible, tous les tableaux doivent être placés verticalement sur les feuilles. Lorsque les tableaux ne peuvent pas être présentés verticalement d'une manière satisfaisante, ils peuvent être disposés horizontalement, leur partie supérieure étant placée sur le côté gauche de la feuille.

Règle 91

5.110. Comment les erreurs évidentes contenues dans la description peuvent-elles être rectifiées? La procédure de rectification d'erreurs évidentes est expliquée aux paragraphes 11.033 à 11.044. L'omission d'une feuille entière de la description n'est pas rectifiable sans que cela ait une incidence sur la date du dépôt international (voir les paragraphes 6.025 et 6.026). Les changements autres que la rectification d'erreurs évidentes sont réputés être des modifications (voir le paragraphe 5.111).

Article 28
34.2)b)
41.1)
Règle 52
78

5.111. La description peut-elle être modifiée au cours de la phase internationale? La description peut être modifiée au cours de la phase internationale uniquement si le déposant présente une demande d'examen préliminaire international (voir le paragraphe 10.001). La description peut aussi être modifiée au cours de la phase nationale auprès de chaque office désigné ou élu (voir la partie relative à la phase nationale). Des dispositions différentes s'appliquent à la modification des revendications lors de la phase internationale – voir le paragraphe 5.127.

LES REVENDICATIONS

Article 6
11.1)iii)e)

5.112. Comment les revendications doivent-elles être rédigées? La ou les revendications doivent "définir l'objet de la protection demandée". Les revendications

- Règle 6.1
6.2
6.3
6.4
- doivent être claires et concises. Elles doivent se fonder entièrement sur la description. La règle 6 comporte des dispositions détaillées en ce qui concerne le nombre et la numérotation des revendications, la mesure dans laquelle une revendication peut comporter des références à d'autres parties de la demande internationale, la manière de rédiger les revendications, et les revendications dépendantes. En ce qui concerne la manière de rédiger les revendications, celles-ci doivent, chaque fois que cela est approprié, comporter deux parties distinctes, à savoir un préambule sur l'état de la technique et l'indication des caractéristiques techniques pour lesquelles la protection est demandée ("la partie caractérisante").
- Règle 6.4.a)
- 5.113. En principe, selon le PCT, toute revendication dépendante qui se réfère à plus d'une autre revendication ("revendication dépendante multiple") ne doit se référer à ces autres revendications que dans le cadre d'une alternative et les revendications dépendantes multiples ne peuvent servir de base à aucune autre revendication dépendante multiple. Toutefois, la plupart des législations nationales des États contractants permettent de rédiger les revendications d'une manière différente de celle qui est prévue dans la phrase précédente et, en principe, le PCT également. Pour les États désignés où cette manière différente de rédiger les revendications n'est pas autorisée, le déposant doit décider du style de rédaction à adopter. Si les revendications sont rédigées de cette manière différente, il est possible qu'il faille les modifier au cours de la phase nationale dans les États qui n'autorisent pas cette manière différente de les rédiger. En outre, les offices nationaux de ces États, lorsqu'ils agissent en qualité d'administration chargée de la recherche internationale, peuvent indiquer, selon l'article 17.2)b) qu'une recherche significative ne pourra pas être effectuée si les revendications sont rédigées de cette manière différente (voir le paragraphe 7.014).
- Article 3.4)iii)
Règle 13
45bis.6.a)
- 5.114. **Qu'entend-on par l'exigence d'"unité de l'invention"?** Une demande internationale doit être rédigée de sorte que les revendications portent sur une seule invention ou sur une pluralité d'inventions liées entre elles de telle façon qu'elles ne forment qu'un seul concept inventif général. Ce principe est régi par l'article 3.4)iii) et par la règle 13. Ni l'office récepteur ni le Bureau international ne vérifient l'observation de cette exigence, mais celle-ci est vérifiée par l'administration chargée de la recherche internationale et est importante dans la procédure devant cette administration (voir les paragraphes 7.015 à 7.021), l'administration spécifiée pour la recherche supplémentaire (voir le paragraphe 8.044) et l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir le paragraphe 10.072); elle peut entrer en ligne de compte au cours de la phase nationale devant les offices désignés et élus. Étant donné que des recherches et des examens séparés sont requis pour des inventions nettement différentes, des taxes supplémentaires sont exigibles si la recherche internationale ou l'examen préliminaire international doit porter sur plusieurs inventions (ou sur plusieurs groupes d'inventions liées entre elles comme il vient d'être indiqué). (Pour connaître l'incidence de la question de l'unité de l'invention sur la recherche internationale supplémentaire, voir le paragraphe 8.043).
- Règle 13.2
13.3
Instruction 206
- 5.115. **Comment est-il satisfait à l'exigence d'unité de l'invention?** Il n'y a unité de l'invention que s'il existe entre les inventions revendiquées une "relation technique" portant sur un ou plusieurs éléments techniques particuliers identiques ou correspondants. L'expression "éléments techniques particuliers" s'entend des éléments techniques qui déterminent une contribution de chacune des inventions revendiquées, considérée comme un tout, par rapport à l'état de la technique. Pour déterminer si plusieurs inventions sont liées entre elles de telle sorte qu'elles ne forment qu'un seul concept inventif général, il est indifférent que les inventions fassent l'objet de revendications distinctes ou soient présentées comme des variantes dans le cadre d'une seule et même revendication. Une décision initiale concluant à l'unité de l'invention, fondée sur l'hypothèse que les revendications n'empiètent pas sur l'état de la technique, sera prise avant que soit effectuée la recherche sur l'état de la technique mais pourra être reconsidérée en fonction des résultats de la recherche. On trouvera à l'annexe B des instructions administratives des critères détaillés régissant la méthode à suivre pour apprécier si une demande internationale satisfait à l'exigence d'unité de l'invention selon la règle 13. Les paragraphes qui suivent résument quelques-uns des

critères les plus importants exposés dans cette annexe. On trouvera ci-après des explications détaillées pour trois cas particuliers d'application :

- i) combinaisons de différentes catégories de revendications (produit, procédé, utilisation, et appareil ou moyen, par exemple),
- ii) application de la “doctrine Markush”,
- iii) présence de produits intermédiaires et finals.

5.116. Différentes catégories de revendications peuvent-elles être combinées dans une demande internationale? La méthode d'appréciation de l'unité de l'invention exposée dans la règle 13 doit être interprétée comme permettant, en particulier, de faire figurer dans une même demande internationale l'une quelconque des combinaisons suivantes de revendications de catégories différentes :

- i) outre une revendication indépendante concernant un produit donné, une revendication indépendante concernant un procédé spécialement conçu pour la fabrication dudit produit et une revendication indépendante concernant une utilisation dudit produit, ou
- ii) outre une revendication indépendante concernant un procédé donné, une revendication indépendante concernant un appareil ou moyen spécialement conçu pour la mise en œuvre dudit procédé, ou
- iii) outre une revendication indépendante concernant un produit donné, une revendication indépendante concernant un procédé spécialement conçu pour la fabrication dudit produit et une revendication indépendante concernant un appareil ou moyen spécialement conçu pour la mise en œuvre dudit procédé,

étant entendu qu'un procédé est spécialement conçu pour la fabrication d'un produit s'il aboutit intrinsèquement à l'obtention du produit et qu'un appareil ou un moyen est spécialement conçu pour la mise en œuvre d'un procédé si sa contribution par rapport à l'état de la technique correspond à la contribution du procédé par rapport à l'état de la technique.

5.117. Un appareil ou un moyen doit être considéré comme “spécialement conçu pour la mise en œuvre” d'un procédé revendiqué si sa contribution par rapport à l'état de la technique correspond à la contribution du procédé par rapport à l'état de la technique. Par conséquent, il ne serait pas suffisant que l'appareil ou que le moyen soit simplement susceptible de servir à mettre en œuvre le procédé revendiqué.

5.118. Que permet l'application de la “doctrine Markush”? La règle 13.2 régit aussi l'application de la doctrine Markush dans le cadre de laquelle une seule revendication définit des variantes d'une invention – application courante dans le cas de la rédaction de revendications pour les inventions relevant du domaine de la chimie. Dans ce cas particulier, la condition relative à l'existence d'une relation technique et à la présence d'éléments techniques particuliers identiques ou correspondants énoncée dans la règle 13.2 est considérée comme remplie lorsque les variantes sont de nature analogue.

5.119. Lorsqu'il s'agit de grouper, selon la pratique découlant de l'application de la doctrine Markush, des variantes de composés chimiques, ces variantes sont considérées comme ayant un caractère analogue si elles répondent aux critères suivants :

- i) toutes les variantes ont une propriété ou une activité commune, et
- ii)
 - a) il existe une structure commune, c'est-à-dire que toutes les variantes ont en commun un élément structurel important, ou bien,
 - b) lorsque la structure commune ne peut constituer l'élément unificateur, toutes les variantes appartiennent à une classe reconnue de composés chimiques dans le domaine dont relève l'invention.

5.120. Face à des variantes, s'il est possible de démontrer qu'au moins une variante de type Markush n'est pas nouvelle par rapport à l'état de la technique,

l'examineur reviendra sur la question de l'unité de l'invention. Cela ne signifie pas nécessairement qu'une objection pour défaut d'unité sera élevée.

5.121. Peut-on revendiquer à la fois des produits intermédiaires et des produits finals? La règle 13.2 s'applique aussi au cas des produits intermédiaires et des produits finals. L'expression "intermédiaires" désigne les produits intermédiaires ou de départ. Ces produits ont pour caractéristique qu'ils peuvent servir à obtenir des produits finals au moyen d'une modification physique ou chimique dans laquelle le produit intermédiaire en cause perd son identité. On doit considérer qu'il y a unité de l'invention par rapport à des produits intermédiaires et finals, lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

- i) les produits intermédiaire et final ont le même élément structurel essentiel, c'est-à-dire que :
 - a) les structures chimiques fondamentales des produits intermédiaire et final sont identiques, ou
 - b) les structures chimiques des deux produits sont étroitement liées sur le plan technique, le produit intermédiaire introduisant un élément structurel essentiel dans le produit final, et
- ii) les produits intermédiaire et final sont techniquement interdépendants, ce qui signifie que le produit final est obtenu directement à partir du produit intermédiaire ou en est séparé par un petit nombre de produits intermédiaires contenant tous le même élément structurel essentiel.

5.122. On peut aussi considérer qu'il y a unité de l'invention entre des produits intermédiaires et finals dont les structures ne sont pas connues, par exemple entre un produit intermédiaire ayant une structure connue et un produit final dont la structure n'est pas connue ou entre un produit intermédiaire et un produit final dont les structures ne sont pas connues. Pour qu'il soit satisfait à l'exigence d'unité de l'invention dans ces cas, il faut que suffisamment d'éléments soient réunis pour permettre de conclure que les produits intermédiaires et finals sont étroitement liés sur le plan technique comme c'est le cas, par exemple, lorsque le produit intermédiaire contient le même élément essentiel que le produit final ou introduit un élément essentiel dans le produit final.

Article 2.x)
27.1)
Règle 13

5.123. Une demande internationale qui est conforme aux prescriptions concernant l'unité de l'invention qui sont énoncées à la règle 13 doit être acceptée par tous les offices désignés et élus étant donné qu'en vertu de l'article 27.1) aucune législation nationale (telle que définie à l'article 2.x)) ne peut exiger que la demande internationale satisfasse, quant à son contenu, à des exigences différentes de celles qui sont prévues dans le PCT ou à des exigences supplémentaires.

Règle 11
11.4.a)

5.124. Quelles sont les conditions matérielles applicables aux revendications? Les conditions matérielles sont les mêmes que celles exposées brièvement au paragraphe 5.105 pour la description. Il convient de noter que les revendications doivent commencer sur une nouvelle feuille.

Règle 11.10.c)

5.125. Les revendications peuvent-elles comporter des tableaux? Les revendications peuvent comporter des tableaux si leur objet le rend souhaitable. Dans ce cas, les tableaux doivent être insérés dans le texte de la revendication considérée; ils ne doivent pas être joints en annexe aux revendications et il ne doit pas être fait référence aux tableaux contenus dans la description (voir le paragraphe 5.109).

Règle 91

5.126. Comment les erreurs évidentes contenues dans les revendications peuvent-elles être rectifiées? La procédure de rectification d'erreurs évidentes est expliquée aux paragraphes 11.033 à 11.044. L'omission d'une feuille entière des revendications n'est pas rectifiable sans que cela ait une incidence sur la date du dépôt international (voir les paragraphes 6.025 et 6.026). Il est recommandé de présenter une demande de rectification d'erreurs évidentes contenues dans les revendications uniquement lorsque de telles erreurs peuvent avoir une incidence sur la recherche internationale; sinon, il convient de faire la rectification en modifiant les revendications (voir le paragraphe 5.127).

- Article 19
28
34.2)b)
41.1)
- 5.127. Les revendications peuvent-elles être modifiées au cours de la phase internationale?** Oui, les revendications peuvent être modifiées en vertu de l'article 19 après réception du rapport de recherche internationale (voir les paragraphes 9.004 à 9.011); elles peuvent aussi être modifiées au cours de l'examen préliminaire international si le déposant a présenté une demande d'examen de ce type (voir les paragraphes 10.024 et 10.067) et au cours de la phase nationale.

LES DESSINS

- Article 3.2)
7
Règle 7.1
- 5.128. Quand est-il nécessaire d'inclure des dessins dans la demande internationale?** La demande internationale doit comporter des dessins lorsqu'ils sont nécessaires à l'intelligence de l'invention. Toutefois, si l'invention est d'une nature telle qu'elle peut être illustrée par des dessins, même s'ils ne sont pas nécessaires à son intelligence, le déposant peut inclure de tels dessins et tout office désigné peut exiger que le déposant lui en fournisse durant la phase nationale.
- Règle 7.1
- 5.129.** Les vues en perspective, les vues éclatées, les coupes et vues en coupe, les détails avec changement d'échelle sont considérés comme des dessins. Sont aussi considérés comme des dessins les schémas d'étapes de processus et les diagrammes tels que schémas fonctionnels et représentations graphiques d'un phénomène déterminé exprimant les relations qui existent entre deux ou plusieurs grandeurs.
- Règle 11.10
- 5.130.** Lorsque des formules chimiques ou mathématiques et des tableaux figurent dans la description, les revendications ou l'abrégé, ils ne sont pas considérés comme des dessins et par conséquent, ne sont pas assujettis aux mêmes exigences que les dessins (voir les paragraphes 5.131 à 5.133). Ces graphismes peuvent néanmoins être présentés comme des dessins, auquel cas ils sont assujettis aux mêmes exigences que les dessins.
- Règle 11.10
11.11
11.13
- 5.131. Comment les dessins doivent-ils être présentés?** Les dessins doivent être présentés sur une ou plusieurs feuilles séparées. Ils ne peuvent pas être inclus dans la description, dans les revendications ou dans l'abrégé. Ils ne doivent pas contenir de textes, à l'exception d'un mot ou de mots isolés lorsque cela est absolument nécessaire. Les règles 11.10 à 11.13 contiennent des prescriptions détaillées concernant d'autres conditions matérielles applicables aux dessins. Tout dessin répondant à ces conditions doit être accepté lors de la phase nationale par les offices désignés. De nouveaux dessins exécutés selon les normes nationales ne doivent pas être requis au cours de la phase nationale si les dessins fournis conjointement avec la demande internationale sont conformes à la règle 11. Une référence de dossier peut être indiquée sur chaque feuille des dessins comme pour la description (voir le paragraphe 5.105).
- Règle 11.2.a)
- 5.132.** Les dessins doivent être présentés de manière à pouvoir être reproduits directement par le moyen de la photographie, de procédés électrostatiques, de l'offset et du microfilm, en nombre indéterminé d'exemplaires.
- Règle 11.2.a)-(c)
11.3
11.5
11.6.c)
11.12
- 5.133.** Les dessins doivent être réalisés sur des feuilles de format A4 (29,7 cm x 21 cm) de papier flexible, fort, blanc, lisse, non brillant et durable. Aucune feuille ne doit être froissée ni déchirée; aucune feuille ne doit être pliée. Aucune feuille ne doit être gommée plus qu'il n'est raisonnable ni contenir de corrections, de surcharges ni d'interlinéations. Un côté seulement de chaque feuille doit être utilisé. La surface utilisable des feuilles (qui doivent être de format A4) ne peut pas excéder 26,2 cm x 17,0 cm. Les feuilles ne doivent pas contenir de cadre entourant la surface utilisable. Les marges minimales à respecter doivent être les suivantes : marges du haut et de gauche : 2,5 cm; marge de droite : 1,5 cm; marge du bas : 1,0 cm.
- Règle 11.10.d)
11.13.j)
- 5.134. Les figures des dessins doivent-elles être présentées d'une façon particulière?** Les figures des dessins doivent toutes être regroupées sur une ou plusieurs feuilles, chacune étant clairement séparée des autres mais sans place perdue. Les figures ne doivent toutefois pas être séparées par des traits.
- Règle 11.10.d)
11.13.j)
- 5.135.** Autant que possible, toutes les figures des dessins doivent être placées verticalement sur les feuilles. Lorsque les dessins ne peuvent pas être présentés verticalement d'une manière satisfaisante, ils peuvent être disposés horizontalement,

leur partie supérieure étant placée sur le côté gauche de la feuille. Par conséquent, si une figure est plus large que haute, elle peut être disposée de telle façon que le bas soit parallèle et contigu au bord droit de la feuille. En pareil cas, si d'autres figures sont dessinées sur la même feuille, elles doivent être disposées de la même façon afin que toutes les figures d'une même feuille soient placées dans le même sens. Des considérations semblables s'appliquent aux tableaux et aux formules mathématiques (voir les paragraphes 5.107 et 5.109).

5.136. Les dessins doivent contenir autant de figures qu'il est nécessaire pour illustrer convenablement l'invention revendiquée. Les vues peuvent être planes, en élévation, en coupe ou en perspective; les vues de détail de certaines parties ou éléments peuvent être agrandies si c'est nécessaire. Il est permis de recourir à des vues éclatées, les différentes parties de la même figure étant réunies par une accolade, afin de montrer les rapports ou l'ordre d'assemblage des différents éléments. Une figure ne doit pas être placée sur ou dans le contour d'une autre figure.

5.137. Dans le cas où une invention se rapporte à des perfectionnements de détail de dispositifs ou de machines existants, il peut s'avérer opportun d'indiquer, au moyen d'une figure d'ensemble, où le perfectionnement se situe sur le dispositif ou la machine, ceci afin d'assurer une compréhension immédiate des dessins. Si, par exemple, l'invention porte sur la fixation d'une membrane élastique dans une pompe à membrane, une figure (la première, généralement) peut représenter l'ensemble de la pompe, améliorée par l'invention, dont les détails seront donnés dans les autres figures. Il serait, par contre, inutile de représenter la machine complète comportant cette membrane, par exemple l'automobile dans laquelle la pompe à membrane assure la circulation du carburant.

5.138. Il suffira de choisir les vues les plus représentatives et comportant le minimum de parties cachées, de façon à définir l'objet complètement et sans ambiguïté au moyen d'un nombre de vues aussi réduit que possible. Dans ce but, il suffira parfois de remplacer les différentes vues d'un objet par une seule vue en perspective. On choisira la vue la plus simple compatible avec le résultat recherché.

Règle 11.13.i)

5.139. Lorsque des figures apparaissant sur deux feuilles ou plus constituent une seule figure complète, elles doivent être présentées de telle sorte que l'on puisse assembler la figure complète sans cacher aucune partie d'aucune desdites figures. Le raccordement entre les figures partielles placées sur des feuilles séparées doit toujours pouvoir être effectué bord à bord, c'est-à-dire qu'aucune de ces figures ne doit contenir d'élément contenu dans une autre. Une figure très longue peut être découpée en plusieurs parties placées les unes au-dessus des autres sur une seule feuille. Cependant, le raccordement entre les différentes parties doit être clair et ne pas prêter à confusion. Il est par conséquent recommandé d'ajouter une figure à plus petite échelle représentant le résultat de la réunion des figures partielles et l'emplacement de chaque partie.

Règle 11.7
Instruction 207.b)

5.140. **Comment les dessins doivent-ils être numérotés?** Toutes les feuilles des dessins doivent être numérotées en milieu de ligne, en haut ou en bas de chaque feuille, mais pas dans la marge (pour les feuilles de la description, voir le paragraphe 5.106), à l'aide de chiffres plus gros que ceux utilisés comme signes de référence afin d'éviter de les confondre. Pour les dessins, une série distincte de numérotation doit être utilisée (voir le paragraphe 5.012). Le numéro de chaque feuille des dessins doit consister en deux chiffres arabes séparés par un trait oblique, le premier étant le numéro de la feuille et le second étant le nombre total des feuilles de dessins. On pourrait, par exemple, porter la mention "2/5" s'il s'agit de la deuxième feuille de dessin d'un dossier qui en comporte cinq, ou la mention "1/1" s'il s'agit d'une feuille unique.

Règle 11.13.k)
49.5.f)

5.141. Les différentes figures contenues dans les feuilles de dessins doivent être numérotées consécutivement et indépendamment de la numérotation des feuilles, en chiffres arabes, et si possible dans l'ordre où elles apparaissent. Le numéro des figures doit être précédé de l'expression "Fig.", quelle que soit la langue de la demande internationale. Lorsqu'une seule figure suffit à illustrer l'invention revendiquée, elle n'est pas numérotée et l'abréviation "Fig." n'est pas portée. Les chiffres et les lettres

identifiant les figures doivent être simples et clairs et ne doivent pas être combinés à des parenthèses, des cercles ou des guillemets, sauf pour ce qui concerne les figures partielles destinées à constituer une figure d'ensemble, qu'elles soient sur une ou plusieurs feuilles. Dans ce cas, la figure d'ensemble peut être identifiée par le même numéro suivi d'une lettre majuscule (par exemple, Fig. 7B).

5.142. Les différentes figures doivent de préférence être disposées, autant que possible, sur chaque feuille dans l'ordre numérique croissant, de la gauche vers la droite et du haut vers le bas. Si, dans un ensemble de deux figures, l'une illustre à plus grande échelle un détail de l'autre, chaque figure doit être numérotée séparément et si possible consécutivement.

Règle 11.13

5.143. **Comment les dessins doivent-ils être exécutés?** Les dessins doivent être exécutés en lignes et traits durables, noirs, uniformément épais et bien délimités. En tout cas, l'épaisseur des lignes et des traits doit tenir compte de l'échelle des dessins, de leur nature, de leur exécution et de leur parfaite lisibilité ainsi que de celles des reproductions de ces dessins. Toutes les lignes des dessins doivent normalement être tracées à l'aide d'instruments de dessin technique, à l'exception de ceux qui par leur nature ne se prêtent pas à l'utilisation de tels instruments, comme, par exemple, les diagrammes irréguliers, les structures ornementales et les lignes de référence courbes (voir le paragraphe 5.145).

5.144. **Des traits d'épaisseurs différentes peuvent-ils être utilisés dans le même dessin?** Des traits et des lignes d'épaisseurs différentes peuvent être utilisés dans le même dessin lorsque les épaisseurs différentes ont des significations différentes. On peut, par exemple, utiliser

- un trait épais continu pour les pourtours et pour souligner les vues et les vues en coupe;
- un trait fin continu pour les lignes de référence (voir le paragraphe 5.145 pour plus de précisions), les hachures, pour souligner les parties d'éléments contigus, pour les lignes fictives d'intersection de plans reliés par des pourtours courbes ou arrondis;
- un trait fin continu tracé à la main pour délimiter des vues, des coupes partielles ou des vues interrompues;
- une ligne fine composée de petits tirets pour les pourtours et contours cachés;
- une ligne fine pointillée pour les axes et les plans de symétrie, les positions extrêmes d'éléments mobiles devant une vue en coupe;
- une ligne fine se terminant par deux lignes épaisses pour les bords des vues en coupe.

5.145. **Comment les lignes de référence doivent-elles être indiquées?** Ces lignes, qui relient le signe de référence (par exemple, des chiffres de référence) au détail désigné, peuvent être droites ou courbes mais elles doivent être aussi courtes que possible. Elles doivent partir du voisinage immédiat du signe de référence et aboutir à l'élément désigné. On peut omettre les lignes de référence pour certains signes de référence. Les signes de référence de ce type, qui ne sont raccordés à rien, indiqueront alors la surface ou la coupe sur laquelle ils sont placés. En pareil cas, le signe de référence peut être souligné afin d'indiquer clairement que la ligne n'a pas été omise par erreur. Les lignes de référence doivent être tracées de la même façon que les lignes du dessin (voir le paragraphe 5.143).

5.146. L'emploi de flèches à l'extrémité des lignes de référence est autorisé à condition que leur signification soit claire. Ces flèches peuvent en effet signifier plusieurs choses :

- i) une flèche qui ne touche à rien désigne l'ensemble vers lequel elle est dirigée;
- ii) une flèche qui touche un trait désigne la surface matérialisée par ce trait vue dans le sens de la flèche;
- iii) les flèches peuvent aussi être utilisées dans les cas appropriés pour indiquer la direction d'un mouvement.

- Règle 11.13.b) 5.147. **Comment les vues en coupe doivent-elles être présentées?** Dans les vues en coupe, certaines conditions doivent être respectées pour ce qui concerne l'indication et la manière d'identifier les figures concernées ainsi que la manière dont celles-ci doivent être présentées, comme cela est expliqué en détail aux paragraphes 5.148 et 5.149.
- 5.148. Lorsqu'une figure est la coupe d'une autre figure, cette dernière doit indiquer la position de la coupe et peut indiquer le sens d'observation par des flèches situées à chaque extrémité. De plus, afin que chaque vue en coupe puisse être identifiée rapidement, surtout lorsque plusieurs coupes sont pratiquées sur une même figure, on procédera au marquage de chaque extrémité de la trace du plan de coupe sur le diagramme à l'aide d'un même nombre en chiffres arabes ou romains que la figure où la coupe est illustrée. Une vue en coupe représente la partie d'un objet située derrière une surface sécante. Dans les dessins industriels, la vue en coupe représente la partie de l'objet située en arrière de la surface sécante par rapport à l'observateur. Les surfaces sécantes sont généralement planes et si elles ne le sont pas, elles doivent être définies avec précision. Les vues en coupe doivent toujours suivre la surface sécante, quelle qu'elle soit.
- 5.149. Une coupe doit être disposée et dessinée comme une vue normale dont les parties vues en coupe sont hachurées de traits obliques et parallèles, espacés régulièrement, l'intervalle entre ces traits étant choisi en fonction de l'étendue de la surface à hachurer. Les hachures ne doivent pas gêner la lecture des signes de référence et des lignes de référence. En conséquence, s'il n'est pas possible de placer les références en dehors de la zone hachurée, les hachures peuvent être interrompues à l'endroit où l'on place les signes de référence. On pourra donner à certains types de hachures une signification conventionnelle. Les hachures doivent faire un angle assez ouvert avec les axes ou les lignes principales de contour, de préférence de 45°. Les différentes parties d'une coupe du même objet doivent être hachurées de la même façon. Les hachures d'éléments différents juxtaposés doivent faire des angles différents. Pour les grandes surfaces, on peut limiter les hachures à un liseré bordant le contour de la zone que l'on veut hachurer.
- Règle 11.13.c) 5.150. **Quelle devrait être l'échelle des figures des dessins?** L'échelle de la figure doit être telle qu'on puisse en distinguer clairement tous les éléments essentiels après réduction linéaire aux deux tiers. Dans les cas exceptionnels, lorsque c'est nécessaire, l'échelle du dessin peut être représentée graphiquement. Les indications telles que "grandeur nature" ou "échelle 1/2" ne sont pas admises sur les dessins ni dans la description car elles perdent leur signification lorsque le dessin est reproduit à un format différent.
- Règle 11.13.g) 5.151. Chaque élément de chaque figure doit être en proportion de chacun des autres éléments de la figure, sauf lorsque l'utilisation d'une proportion différente est indispensable pour la clarté de la figure. Au lieu de recourir à une différence de proportions dans une figure pour lui donner la clarté nécessaire, on devrait de préférence présenter une figure supplémentaire illustrant à plus grande échelle le détail de la figure initiale. En pareil cas, il est recommandé d'entourer sur la première figure, par un cercle en traits mixtes ou fins, le détail agrandi représenté sur la deuxième figure afin de mettre son emplacement en évidence, sans obscurcir la figure.
- Règle 11.13.e) 5.152. **Comment les chiffres, lettres, signes de référence et indications de ce type devraient-ils être présentés et appliqués aux dessins?** Les chiffres, lettres et signes de référence et toutes les indications figurant sur les feuilles de dessins comme la numérotation des figures, celle des feuilles de dessins, les textes qui peuvent y être tolérés, les chiffres de graduation d'une échelle, etc., doivent être simples et clairs et ne doivent pas être combinés à des parenthèses, des guillemets, des cercles ou des contours quelconques. Les symboles représentant les minutes, les secondes ou les degrés sont admis. Les chiffres, lettres et signes de référence doivent être tous disposés dans le même sens que le diagramme afin qu'il ne soit pas nécessaire de faire pivoter la feuille. Il est souhaitable que ces chiffres, lettres et signes de référence ne soient pas placés dans les zones fermées et complexes des dessins où ils affecteraient la compréhension complète de ceux-ci. Pour cette raison les chiffres, lettres et signes de référence ne devraient que rarement chevaucher les lignes ou se confondre avec.

En règle générale, les chiffres, lettres et signes de référence devraient être placés aussi près que possible de l'élément auquel ils se réfèrent.

Règle 11.13.h) 5.153. La hauteur des chiffres et des lettres utilisés sur les dessins ne doit pas être inférieure à 0,32 cm afin que ces caractères restent facilement lisibles après réduction aux deux tiers. C'est l'alphabet latin qui doit être utilisé normalement pour les lettres. L'alphabet grec sera cependant accepté lorsqu'il est usuel, par exemple pour indiquer les angles, les longueurs d'onde, etc.

Règle 11.13.l) 5.154. Les signes de référence doivent être utilisés de manière homogène dans la description, les revendications et les dessins. En particulier, des signes de référence non mentionnés dans la description ne doivent pas apparaître dans les dessins et vice versa. Les éléments d'un dessin ne doivent pas être désignés par une référence lorsqu'ils n'ont pas été eux-mêmes décrits. Cette situation peut se présenter à la suite de modifications de la description ayant entraîné la suppression de pages ou de paragraphes entiers. Une solution consiste alors à supprimer sur le dessin les signes de référence supprimés dans la description. Si, pour une raison quelconque, une figure est supprimée, il convient aussi de supprimer tous les signes de référence se rapportant seulement à cette figure et apparaissant dans la description et les revendications.

Règle 11.13.m) 5.155. Les signes de référence des mêmes éléments doivent être identiques dans toute la demande internationale. Cependant, lorsque l'invention revendiquée est décrite selon plusieurs variantes ou plusieurs modes de réalisation, avec des références à des figures particulières, et lorsque chaque variante contient des éléments caractéristiques dont la fonction est identique ou fondamentalement identique, on pourra, à condition de le signaler dans la description, utiliser pour ces éléments des numéros de référence constitués par le numéro de la figure à laquelle ils se rapportent suivi du numéro de l'élément, qui est le même pour toutes les variantes, de façon à former un nombre unique; par exemple l'élément commun "15" serait désigné par la référence "115" dans la figure 1 et par la référence "215" dans la figure 2. Ce système offre l'avantage de désigner du même coup un élément particulier et la figure sur laquelle il convient de le considérer. Il peut aussi faciliter la lecture de dossiers complexes comprenant de nombreuses pages de dessin. Au lieu de placer le numéro d'une figure devant le signe de référence commun, on peut, lorsque les différentes variantes ou les différents modes de réalisation sont décrits en rapport avec des groupes particuliers de figures, placer devant ce signe de référence le numéro de la variante ou du mode de réalisation particulier auquel il se rapporte; ce système devra être expliqué dans la description s'il est utilisé.

Règle 11.11 5.156. **Les dessins peuvent-ils contenir du texte?** Les dessins ne doivent pas contenir de textes, à l'exception d'un mot ou de mots isolés – lorsque cela est absolument nécessaire – tels que "eau", "vapeur", "ouvert", "fermé", "coupe suivant AB" et, pour les schémas de circuits électriques, les diagrammes d'installations schématiques et les diagrammes schématisant les étapes d'un processus, de quelques mots clés indispensables à leur intelligence. Il convient d'éviter d'intégrer une quantité importante de texte dans les dessins car cela peut poser des problèmes non seulement de compréhension mais aussi de traduction. Chaque mot utilisé doit être placé de manière que, s'il est traduit, sa traduction puisse être collée sur lui sans cacher une seule ligne des dessins.

Règle 10.1.d) et (e) 5.157. **Des symboles peuvent-ils être utilisés dans les dessins?** Les dispositifs connus peuvent être schématisés par des symboles usuels auxquels une signification conventionnelle est universellement reconnue dans la branche, pourvu qu'aucun détail supplémentaire ne soit indispensable à la compréhension de l'objet de l'invention revendiquée. D'autres signes et symboles peuvent être employés à condition de ne pas être de nature à engendrer une confusion avec des symboles conventionnels existants, d'être facilement identifiables, c'est-à-dire simples, et enfin d'être clairement explicités dans le texte de la description. Différents types de hachures peuvent aussi avoir différentes significations conventionnelles quant à la nature d'une matière vue en coupe.

5.158. **L'utilisation d'ombres est-elle permise?** Des ombres peuvent être utilisées dans les figures à condition qu'elles facilitent la compréhension de ces

dernières et qu'elles n'entravent pas leur lisibilité. On peut, par exemple, utiliser des ombres pour indiquer la forme d'éléments sphériques, cylindriques ou coniques, etc. On peut aussi les utiliser sur des parties plates. Leur utilisation est permise dans le cas de parties montrées en perspective mais pas pour les vues en coupe. Seules des lignes espacées peuvent être utilisées, pas des surfaces entièrement noircies. Ces lignes doivent être fines, en aussi petit nombre que possible et elles doivent se distinguer du reste des dessins.

5.159. Une photographie ou un dessin en couleurs peuvent-ils être présentés? Le PCT ne contient aucune disposition concernant les photographies ou les dessins en couleurs. Néanmoins, ils peuvent être présentés lorsque toute représentation par un dessin en noir et blanc est impossible (par exemple, dans le cas de structures cristallines). Lorsque, exceptionnellement, des photographies et/ou des dessins en couleurs sont présentés, ils doivent figurer sur des feuilles de format A4 et respecter les marges minimales (voir le paragraphe 5.133). Même si l'office récepteur n'exigera pas nécessairement des feuilles de remplacement lorsque des photographies et/ou des dessins en couleurs sont présentés, à des fins de publication internationale, toutes les images seront converties en noir et blanc (non en échelle de gris). En conséquence, des détails risquent de ne plus être visibles, ce qui pourrait avoir une incidence sur la divulgation de l'invention dans la demande internationale et affecter le traitement de la demande internationale dans la phase internationale et la phase nationale. Le logiciel de dépôt accepté par certains offices récepteurs permet d'identifier de manière spécifique que des photographies et/ou des dessins en couleurs font partie de la demande internationale. Dans ce cas, une notification est alors générée sur la page de couverture de la demande internationale publiée de façon à indiquer que les dessins originaux sont disponibles dans PATENTSCOPE, ce qui peut faciliter le traitement au niveau de la phase nationale dans les offices où les dessins en couleurs sont acceptés. Toutefois, cela ne dispense pas de la nécessité de fournir des dessins en noir et blanc réel aux autres offices, le cas échéant, représentant les images en couleurs sans ajouter d'objet.

Règle 11.13.n)

5.160. Un index énumérant tous les signes de référence utilisés dans les dessins peut-il être inclus dans la description? Dans le cas de demandes internationales traitant de sujets complexes et comportant de nombreux dessins, on pourra joindre à la fin de la description, en tant que partie de celle-ci, une feuille séparée comportant un index énumérant tous les signes de référence. Cet index peut revêtir toute forme appropriée et contenir tous les signes de référence accompagnés de la désignation des éléments auxquels ils se rapportent. Ce système peut avoir l'avantage de permettre de se reporter plus facilement à la signification des différents signes de référence employés et de faciliter ainsi la compréhension des dessins.

Règle 91

5.161. Comment les erreurs évidentes contenues dans les dessins peuvent-elles être rectifiées? La procédure de rectification d'erreurs évidentes est expliquée aux paragraphes 11.033 à 11.044. L'omission d'une feuille entière des dessins n'est pas rectifiable sans que cela ait une incidence sur la date du dépôt international (voir les paragraphes 6.025.i)b) et 6.026). Tous changements autres que la rectification d'erreurs évidentes sont réputés être des modifications (voir le paragraphe 5.162).

Article 28
34.2)b)
41.1)

5.162. Les dessins peuvent-ils être modifiés pendant la phase internationale? Les dessins peuvent être modifiés pendant la phase internationale uniquement si le déposant a présenté une demande d'examen préliminaire international (voir le paragraphe 10.001). Ils peuvent l'être aussi au cours de la phase nationale.

5.163. Pour ce qui concerne la figure, ou exceptionnellement, les figures, qui devraient accompagner l'abrégé, voir le paragraphe 5.171.

L'ABRÉGÉ

Article 3.3)
Règle 8.3

5.164. À quoi sert l'abrégé? L'abrégé sert d'instrument de sélection aux fins de la recherche dans le domaine technique particulier et aide en particulier le scientifique, l'ingénieur ou le chercheur quant à la question de savoir s'il y a lieu de consulter la demande internationale elle-même. Il sert exclusivement à des fins d'information

technique; il ne peut être pris en considération pour aucune autre fin, notamment pour apprécier l'étendue de la protection demandée.

Règle 8.1.a)

5.165. **Que doit contenir normalement l'abrégé?** L'abrégé doit comprendre un résumé de ce qui est exposé dans la description, les revendications et tous dessins. Il doit indiquer le domaine technique auquel appartient l'invention et doit être rédigé de manière à permettre une claire compréhension du problème technique, de l'essence de la solution de ce problème par le moyen de l'invention et de l'usage principal ou des usages principaux de l'invention. Le cas échéant, il doit également contenir la formule chimique qui, parmi toutes les formules figurant dans la demande internationale, caractérise le mieux l'invention. L'abrégé devrait porter essentiellement sur ce qui est nouveau dans le domaine technique auquel l'invention appartient. La norme ST.12/A de l'OMPI fournit des conseils plus détaillés à ce sujet.

5.166. Si la nature de l'invention est celle d'une modification d'un appareillage, d'un procédé, d'un produit ou d'une composition, l'abrégé doit avoir trait à l'exposé technique de la modification. Si l'invention est de nature fondamentale, il se peut que l'ensemble de l'exposé technique présente un caractère nouveau dans le cadre de la technique considérée et l'abrégé dans ce cas doit se rapporter à l'ensemble de l'exposé. Si une demande internationale qui se rapporte à un produit, en particulier à un composé ou à une composition, contient également une description substantielle de la méthode de préparation ou de l'utilisation de ce produit, celle-ci doit également être traitée dans l'abrégé. Si l'exposé comprend des variantes, l'abrégé doit avoir trait à la variante préférée et identifier les autres variantes dans la mesure où cette identification peut être effectuée succinctement; si cela s'avère impossible, l'abrégé doit mentionner l'existence de ces autres variantes et préciser si celles-ci diffèrent de façon notable de la variante préférée.

5.167. Lorsqu'il y a lieu, et à condition que la demande internationale contienne l'information nécessaire, l'abrégé doit comporter au moins les éléments suivants :

- 1) si l'invention est une machine, un appareillage ou un système, sa structure et son fonctionnement;
- 2) si l'invention est un article, sa méthode de fabrication;
- 3) si l'invention est un composé chimique, son identité et sa préparation;
- 4) si l'invention est un mélange, ses ingrédients;
- 5) si l'invention est un procédé, ses étapes.

Les détails mécaniques ainsi que les détails de conception ne doivent pas figurer dans l'abrégé.

Règle 8.1.a)ii)

5.168. En ce qui concerne plus particulièrement les inventions de caractère chimique relatives à des composés ou à des compositions, l'abrégé doit mettre en évidence la nature générale du composé ou de la composition ainsi que leur utilisation, par exemple : "les composés appartiennent à la catégorie des alkyl benzène sulfonyl urées, utiles à titre d'antidiabétiques assimilables par voie orale". L'illustration d'une catégorie à l'aide d'un exemple doit faire appel à un exemple typique. En ce qui concerne les procédés, l'abrégé doit mettre en évidence le type de réaction, les réactifs et les conditions de mise en œuvre du procédé, illustrés de façon générale par un exemple unique. Chaque fois que cela s'avère possible, l'abrégé doit indiquer la formule chimique qui, parmi les formules contenues dans la demande internationale, caractérise le mieux l'invention.

Règle 8.1.c)

5.169. L'abrégé ne doit pas contenir de déclarations relatives aux avantages ou à la valeur prétendue de l'invention revendiquée ou se rapportant à des applications de caractère spéculatif de l'invention.

Règle 8.1.b)

5.169A. **Quelle doit être la longueur de l'abrégé?** L'abrégé doit être aussi concis que l'exposé le permet. Il convient de ne pas utiliser d'expressions implicites telles que "la présente divulgation concerne", "l'invention définie par la présente divulgation" et "la présente invention a trait à". Si l'abrégé est rédigé en anglais, il doit de préférence

comporter 50 à 150 mots. Il en va de même pour la traduction en anglais, lorsque l'abrégé est rédigé dans une langue autre que l'anglais.

Afin de guider les déposants pour la préparation des abrégés rédigés dans des langues autres que l'anglais, le Bureau international a analysé les abrégés d'anciennes demandes internationales. Cette analyse a donné les résultats suivants: en moyenne, si l'abrégé rédigé dans l'une des langues de publication ci-après se situe dans la fourchette correspondante de nombre de mots ou de caractères, sa traduction en anglais comportera vraisemblablement de 50 à 150 mots: allemand, 40 à 120 mots; arabe, 35 à 110 mots; chinois, 80 à 240 caractères; coréen, 30 à 130 mots; espagnol, 50 à 150 mots; français, 50 à 150 mots; japonais, 100 à 300 caractères; portugais, 50 à 150 mots; et russe, 35 à 110 mots.

Règle 3.3.a)iii)
8.2

5.170. Quand devrait-on proposer de faire publier une figure avec l'abrégé? Lorsque la demande internationale contient des dessins, le déposant devrait indiquer dans le bordereau de la requête le numéro de la figure des dessins qu'il propose de faire publier avec l'abrégé.

5.171. La figure illustrant l'abrégé doit être celle qui caractérise le mieux l'invention revendiquée et doit être choisie parmi les dessins qui accompagnent la demande internationale. En général, une seule figure devrait être indiquée. L'abrégé peut exceptionnellement être illustré par plus d'une figure lorsqu'il est impossible de communiquer autrement les informations nécessaires. Il convient d'éviter de sélectionner une figure contenant une quantité importante de texte car cela peut poser des problèmes de lecture lorsque le texte est réduit à la taille du dessin de la page de couverture qui doit accompagner l'abrégé. En outre, une quantité importante de texte dans la figure qui doit accompagner l'abrégé risque de nuire à la compréhension de l'invention, étant donné que le texte traduit dans une figure est placé au-dessous ou à côté du dessin. Si aucune figure n'est jugée utile à la compréhension de l'abrégé, point n'est besoin d'en indiquer dans le bordereau. La ou les figures accompagnant l'abrégé au moment de la publication de la demande internationale ne doivent pas figurer dans l'abrégé.

Règle 8.1.d)

5.171A. L'abrégé doit-il contenir des signes de référence? L'abrégé doit être clair et facile à comprendre. Lorsque la demande internationale contient des dessins, chacune des principales caractéristiques techniques mentionnées dans l'abrégé et illustrées par un dessin doit être suivie d'un signe de référence figurant entre parenthèses. Les signes de référence utilisés dans l'abrégé doivent correspondre à ceux mentionnés dans les figures pertinentes.

Instruction 207
Règle 11

5.172. Comment l'abrégé doit-il être présenté? L'abrégé doit être présenté sur une feuille séparée qui doit apparaître après les revendications et être numérotée en conséquence (voir le paragraphe 5.012). Il doit être conforme aux mêmes conditions matérielles que celles qui sont applicables à la description (voir le paragraphe 5.105).

Article 14.1)a)iv)
et (b)
Règle 26.2
38.2
38.3

5.173. Que se passe-t-il lorsque l'abrégé est manquant ou défectueux? Lorsque l'office récepteur constate que l'abrégé est manquant, il invite le déposant à le fournir dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation à corriger. La demande internationale peut être considérée comme retirée si aucun abrégé n'est fourni à l'office récepteur dans le délai fixé. Lorsque l'office récepteur n'a pas invité le déposant à fournir un abrégé, celui-ci est établi par l'administration chargée de la recherche internationale. Il en va de même lorsque l'abrégé n'est pas conforme aux prescriptions énoncées succinctement dans les paragraphes qui précèdent (voir aussi le paragraphe 7.022). Lorsque l'abrégé est établi par ladite administration, le déposant peut présenter ses commentaires au sujet de cet abrégé dans un délai d'un mois à compter de la date de l'expédition du rapport de recherche internationale.

Règle 38.3

5.174. Un abrégé peut-il être corrigé même s'il a déjà été approuvé par l'administration chargée de la recherche internationale? Le déposant peut, jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date d'expédition du rapport de recherche internationale, présenter à l'administration chargée de la recherche internationale des propositions de modification de l'abrégé. Il appartient à l'administration de décider s'il y a lieu de modifier l'abrégé en conséquence.

AUTRES CONDITIONS DE FORME

Article 21.6)
Règle 9

5.175. Quelles sont les autres conditions de forme applicables à la demande internationale? La demande internationale ne doit pas contenir d'éléments contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, de déclarations dénigrantes, ni d'éléments manifestement non pertinents ou superflus en l'espèce.

Lorsque l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou le Bureau international observe que la demande internationale ne répond pas aux prescriptions de la règle 9, l'office ou l'administration peut proposer au déposant de la corriger en conséquence. En ce qui concerne la procédure à suivre pour corriger une irrégularité en vertu de la règle 9, voir le paragraphe 6.052.

Règle 10

5.176. Il existe un certain nombre de prescriptions relatives à la terminologie technique et aux signes à utiliser (système métrique, etc.). Ces dispositions figurent dans la règle 10. L'utilisation de cette terminologie technique prescrite sera acceptée par tous les offices désignés.

Article 3.4)ii)
14.1)a)v)
Règle 11

5.177. La demande internationale doit remplir certaines conditions matérielles, telles que celles qui concernent les possibilités de reproduction, le papier à utiliser, le mode d'écriture des textes (généralement dactylographiés ou imprimés), etc. Ces conditions sont exposées en détail dans la règle 11. Elles sont, en général, très semblables à celles appliquées par les principaux offices de brevets pour les demandes nationales (et par l'Office eurasien des brevets et l'Office européen des brevets pour les demandes de brevets eurasiennes et européennes, respectivement).

Règle 4.16

5.178. Lorsqu'un nom ou une adresse sont écrits en caractères autres que latins (par exemple, en caractères chinois, cyrilliques ou japonais), ils doivent être translittérés ou traduits en anglais. Pour de plus amples détails, voir la règle 4.16.

Règle 11.1.a)
et (b)
21

5.179. En combien d'exemplaires la demande internationale doit-elle être déposée? La demande internationale, et, le cas échéant, la traduction de la demande internationale, doit être déposée en un, deux ou trois exemplaires, selon les conditions fixées par l'office récepteur. On trouvera à l'annexe C les renseignements pertinents à cet égard. Voir également la règle 21.

Article 12
Règle 21.1
22.1.a)
23.1.a)
Instruction 305

5.180. Il convient de noter que, finalement, chaque demande internationale doit exister en trois exemplaires: l'un de ces exemplaires ("la copie pour l'office récepteur") est conservé par l'office récepteur, un autre ("l'exemplaire original") est transmis par l'office récepteur au Bureau international et conservé par ce dernier, et le troisième ("la copie de recherche") est transmis par l'office récepteur à l'administration compétente chargée de la recherche internationale et conservé par cette dernière. Si le déposant fournit un nombre d'exemplaires inférieur à celui qui est requis (voir le paragraphe 5.179), l'office récepteur a la responsabilité de la préparation des exemplaires supplémentaires et peut percevoir une taxe du déposant.

Règle 12
12.3
21.1
22.1.a)
23.1.a)
Instruction 305bis

5.181. Lorsque la demande internationale a été déposée dans une langue qui est acceptée par l'office récepteur mais pas par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale, le déposant doit remettre une traduction de la demande internationale (voir les paragraphes 6.013 à 6.020 pour avoir des précisions). Dans ce cas, l'office récepteur transmet au Bureau international une copie de la demande internationale dans la langue de dépôt (l'"exemplaire original") et conserve une copie (la "copie pour l'office récepteur"). Lorsque l'office récepteur reçoit la traduction de la demande internationale, il en transmet une copie au Bureau international (l'"exemplaire original – traduction (règle 12.3)"), en conserve une copie pour ses dossiers (la "copie pour l'office récepteur – traduction (règle 12.3)") et transmet la troisième copie avec une copie de la requête (la "copie de recherche – traduction (règle 12.3)") à l'administration chargée de la recherche internationale. Si la traduction est remise par le déposant dans un nombre d'exemplaires inférieur à celui requis (voir le paragraphe 5.179), l'office récepteur est responsable de la préparation des copies supplémentaires et il peut percevoir une taxe du déposant.

Règle 12.4
21.1
22.1.a)
Instruction 305bis

5.182. Lorsque la demande internationale a été déposée dans une langue qui est acceptée par l'office récepteur et par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale, mais qui n'est pas également dans une langue de publication, le déposant doit remettre une traduction de la demande internationale (voir les paragraphes 6.013 à 6.023 pour plus de précisions). Dans ce cas, l'office récepteur transmet au Bureau international une copie de la demande internationale dans la langue de dépôt (l'"exemplaire original"), une copie à l'administration chargée de la recherche internationale (la "copie de recherche") et en conserve une copie (la "copie pour l'office récepteur"). Lorsque l'office récepteur reçoit la traduction de la demande internationale, il en transmet une copie au Bureau international (l'"exemplaire original – traduction (règle 12.4)") et en conserve une copie pour ses dossiers (la "copie pour l'office récepteur – traduction (règle 12.4)"). Aucune copie de la traduction de la demande internationale ne sera transmise en conséquence à l'administration chargée de la recherche internationale par l'office récepteur. Si la traduction est déposée par un déposant dans un nombre d'exemplaires inférieur à celui requis (voir le paragraphe 5.179), l'office récepteur est responsable de la préparation des copies supplémentaires et il peut percevoir une taxe du déposant.

Règle 62.1.i)
Instruction 420

5.183. Lorsque l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne fait pas partie du même office national ou de la même organisation intergouvernementale que l'administration chargée de la recherche internationale, le Bureau international adresse, à bref délai après avoir reçu le rapport de recherche internationale ou, si la demande d'examen préliminaire internationale a été reçue après le rapport de recherche internationale, à bref délai après avoir reçu la demande d'examen, une copie de la demande internationale et du rapport de recherche internationale accompagnées d'une copie de l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Dans le cas où ni la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée ni la langue dans laquelle la demande internationale est publiée est acceptée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui doit effectuer l'examen préliminaire international, le déposant doit remettre avec la demande d'examen une traduction de la demande internationale dans une langue qui soit à la fois une langue acceptée par ladite administration et une langue de publication. Cette traduction n'est pas requise dans le cas où l'administration chargée de la recherche internationale et l'administration chargée de l'examen préliminaire international font partie du même office national ou de la même organisation intergouvernementale. Dans les cas où, au lieu du rapport de recherche internationale, il est établi une déclaration en vertu de l'article 17.2)a), les références faites au rapport de recherche internationale dans les phrases qui précèdent s'appliquent à ladite déclaration.

TAXES

Article 3.4)iv)

5.184. **Quelles sont les taxes à acquitter pour une demande internationale?**
Chaque demande internationale donne lieu au paiement de trois catégories de taxes.

Règle 14

i) La "taxe de transmission" est perçue au profit de l'office récepteur, qui en fixe le montant, pour l'exécution des tâches qui lui incombent en ce qui concerne la réception et la vérification de la demande internationale et la transmission de copies de cette demande au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale.

Règle 16.1

ii) La "taxe de recherche" est perçue au profit de l'administration chargée de la recherche internationale, qui en fixe le montant, pour l'exécution de la recherche internationale ainsi que l'établissement du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite.

Règle 15.1
96

iii) La "taxe internationale de dépôt", dont le montant est fixé dans le barème de taxes joint en annexe au règlement d'exécution du PCT, est perçue au profit du Bureau international pour l'exécution de diverses tâches, dont la publication de la demande internationale et, le cas échéant, l'établissement au nom de l'administration chargée de la recherche internationale du rapport préliminaire

international sur la brevetabilité (chapitre I du PCT) ainsi que la communication de notifications diverses au déposant, à l'office récepteur, à l'administration chargée de la recherche internationale, à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, ainsi qu'aux offices désignés et élus.

Règle 14.1.a)
15.1
16.1.b)

5.185. À qui les taxes doivent-elles être payées? Les trois catégories de taxes mentionnées au paragraphe 5.184 doivent être payées à l'office récepteur où est déposée la demande internationale. L'office récepteur transfère ensuite la *taxe internationale de dépôt au Bureau international et la taxe de recherche* à l'administration chargée de la recherche internationale ou, conformément à l'Annexe G des instructions administratives, au Bureau international pour un transfert ultérieur à l'office bénéficiaire.

Règle 14.1.b)
15.2
16.1.b)

5.186. En quelle monnaie les taxes doivent-elles être payées? Généralement, les taxes visées au paragraphe 5.184 doivent être payées dans la monnaie du pays où l'office récepteur a son siège. On trouvera à l'annexe C, et, pour la taxe de recherche, à l'annexe D, des renseignements complets à ce sujet.

Règle 14.1.b)
15.2
16.1.a)

5.187. Quel est le montant des taxes? L'annexe C et, pour la taxe de recherche, l'annexe D indiquent le montant des taxes visées au paragraphe 5.184. Lorsque le déposant a le choix entre plusieurs administrations chargées de la recherche internationale (voir le paragraphe 7.002), le montant de la taxe de recherche dépend de l'administration choisie et indiquée dans le cadre n° VII du formulaire de requête (voir les paragraphes 5.072 et 5.093) et dans la feuille de calcul des taxes (voir le paragraphe 5.093). Pour de plus amples détails sur la méthode de calcul de la taxe pour les listages de séquences, voir le paragraphe 5.101.

5.188. Quelles sont les réductions applicables en matière de taxes? Un déposant qui est une personne physique et qui est ressortissant d'un État et domicilié dans un État qui figure sur la liste des États où le produit intérieur brut par habitant est inférieur à 25.000 dollars des États-Unis (déterminé d'après les données les plus récentes publiées par l'Organisation des Nations Unies) concernant le produit intérieur brut moyen par habitant sur 10 ans, exprimé en dollars des États-Unis constants par rapport à 2005) et dont les ressortissants et les résidents qui sont des personnes physiques ont déposé moins de 10 demandes internationales par an (pour un million de personnes) ou moins de 50 demandes internationales par an (en chiffres absolus) d'après les données les plus récentes publiées par le Bureau international concernant le nombre moyen de dépôts annuels sur cinq ans, a droit, conformément au point 5 du barème de taxes à une réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt. En outre, un déposant qui a droit à la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt n'aura pas à acquitter la taxe de transmission en ce qui concerne une demande internationale déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur. Il en va de même (réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt et pas de taxe de transmission à acquitter si le dépôt a lieu auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur) pour un déposant, qu'il s'agisse d'une personne physique ou non, qui est ressortissant d'un État et domicilié dans un État, qui figure sur la liste des États classés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés. (Une liste des États, dont les ressortissants et les résidents remplissent les conditions pour pouvoir prétendre à cette réduction de taxe, figure à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/en/fees/fee_reduction_july.pdf). Il convient toutefois de noter que cette réduction de taxe s'applique uniquement lorsque, au moment du dépôt de la demande internationale, le déposant ou tous les déposants sont les seuls et véritables titulaires de la demande et ne sont pas dans l'obligation de céder, octroyer, transférer ou concéder sous licence les droits découlant de l'invention à une autre partie qui ne remplit pas les conditions pour pouvoir prétendre à cette réduction de taxe. S'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à l'un ou l'autre de ces critères. Lorsque le déposant ou tous les déposants ont droit à la réduction, cette réduction s'applique sur la base du nom, de la nationalité et du domicile indiqués dans les cadres n° II et III de la requête, aucune demande particulière n'étant nécessaire. La réduction des taxes s'appliquera même si l'un ou plusieurs des déposants ne viennent pas d'États contractants du PCT, à condition que chacun d'eux réponde aux critères mentionnés ci-dessus et qu'au moins l'un d'eux soit ressortissant d'un État contractant du PCT, et domicilié dans un tel État, et ait donc le droit de déposer une demande

internationale. Des informations relatives aux États contractants du PCT dont les ressortissants, et les personnes qui y sont domiciliées, peuvent bénéficier de cette réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt figurent dans ces annexes C, et plus particulièrement dans l'annexe C(IB). Pour ce qui concerne d'autres États, il conviendra de s'adresser au Bureau international. Il convient de noter que, lorsque la réduction au titre du dépôt électronique d'une demande internationale et la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt s'appliquent toutes les deux, la réduction de 90% est calculée après la réduction au titre du dépôt électronique de la demande internationale.

5.189. Une personne qui dépose une demande internationale a droit à une réduction de la taxe internationale de dépôt, à condition que la demande internationale soit déposée sous forme électronique auprès d'un office récepteur qui est disposé à accepter le dépôt de demandes internationales sous forme électronique et conformément à la septième partie et à l'annexe F des instructions administratives ou à la norme commune de base.

Règle 89bis
89ter
Instruction 702
707

La réduction est de 100 francs suisses ou son équivalent lorsque la requête et le texte de la description, des revendications et de l'abrégé ne sont pas en format à codage de caractères; de 200 francs suisses ou son équivalent lorsque la requête est en format à codage de caractères et le texte de la description, des revendications et de l'abrégé n'est pas en format à codage de caractères, et de 300 francs suisses ou son équivalent lorsque la requête et le texte de la description, des revendications et de l'abrégé est en format à codage de caractères.

5.190. Une réduction de 75% est applicable, sous certaines conditions, à la taxe de recherche internationale et à la taxe d'examen préliminaire payables à l'Office autrichien des brevets, à l'Office européen des brevets (OEB) et à l'Office espagnol des brevets et des marques. (voir les annexes D et E).

Règle 14
15.3
16.1.f)

5.191. **À quel moment les taxes sont-elles dues?** Toutes les taxes mentionnées au paragraphe 5.184 peuvent être payées en même temps et aucun problème ne se pose si elles sont acquittées au moment du dépôt de la demande internationale auprès de l'office récepteur. Néanmoins, toutes les taxes peuvent être payées dans un délai allant jusqu'à un mois à compter de la date de réception de la demande internationale par l'office récepteur. Les dates auxquelles les paiements sont réputés avoir été reçus sont déterminées par l'office récepteur. Ce dernier applique les mêmes règles que celles correspondant aux paiements relatifs aux demandes nationales.

Règle 15.3
16.1.f)

5.192. **Que se passe-t-il si le montant des taxes est modifié?** Lorsqu'il y a modification du montant de la taxe internationale de dépôt ou de la taxe de recherche, exprimé dans la monnaie dans laquelle la taxe en question est exigible, le nouveau montant doit être acquitté à compter de la date de son entrée en vigueur. Toutefois, lorsque le montant de la taxe change entre la date à laquelle la demande internationale a été reçue et la date du paiement, le montant dû est le montant applicable à la date de réception de la demande internationale. Ce système permet au déposant d'acquitter toutes les taxes relatives à la demande internationale, dans ce délai d'un mois, sur la base des montants applicables à la date à laquelle la demande a été déposée auprès de l'office récepteur.

Règle 16bis.1
16bis.2

5.193. **Qu'advient-il si les taxes ne sont pas payées ou ne sont pas intégralement payées?** Si le déposant n'acquitte pas, en temps voulu, tout ou partie des taxes, l'office récepteur invite le déposant à verser l'impayé ainsi qu'une taxe pour paiement tardif dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation. Si le déposant acquitte l'impayé (y compris la taxe pour paiement tardif) indiqué dans l'invitation, le défaut de paiement est sans conséquence pour la demande internationale. La taxe pour paiement tardif s'élève à 50% de la fraction impayée ou, si ce pourcentage est inférieur à la taxe de transmission, à un montant égal à celle-ci; mais le montant de la taxe pour paiement tardif ne peut pas être supérieur à 50% de la taxe internationale de dépôt visée au point 1 du barème de taxes, compte non tenu de la taxe perçue par feuille lorsque la demande internationale comporte plus de 30 feuilles (voir l'annexe C).

5.194. Lorsque, dans le délai dans lequel elles sont dues, le déposant n'a pas payé les taxes ou toutes les taxes, tout paiement relatif au montant manquant doit être

considéré comme ayant été reçu dans le délai dans lequel ces taxes sont dues si le paiement est reçu par l'office récepteur avant que ce dernier n'envoie l'invitation (mentionnée au paragraphe précédent) à payer le montant manquant.

Article 14.3)
Règle 16bis.1.c)
27.1
29.1
Instruction 321

5.195. Si la taxe de transmission, la taxe internationale de dépôt et la taxe de recherche ne sont pas payées dans la monnaie prescrite et dans les délais prescrits, y compris le délai fixé dans l'invitation envoyée par l'office récepteur pour que l'impayé soit acquitté avec la taxe pour paiement tardif (voir le paragraphe 5.193), la demande internationale est considérée comme retirée et l'office récepteur en informe le déposant à bref délai. Toutefois, tout paiement doit être considéré comme ayant été reçu avant l'expiration du délai applicable s'il est reçu par l'office récepteur avant que ce dernier ne fasse la déclaration applicable, en vertu de l'article 14.3), selon laquelle la demande internationale est considérée comme retirée.

5.196. Si le montant payé ne couvre pas la taxe de transmission (le cas échéant), la taxe internationale de dépôt et la taxe de recherche (le cas échéant) la somme payée est affectée selon les indications du déposant ou, en l'absence de telles indications, selon les prescriptions des instructions administratives, par l'office récepteur, qui en informe le déposant à bref délai.

Règle 15.4
16.2

5.197. **Dans quels cas les taxes sont-elles remboursées?** Le PCT ne comporte pas de règle mentionnant la possibilité de demander le remboursement de la taxe de transmission. La taxe de recherche et la taxe internationale de dépôt sont remboursées si, pour des raisons de sécurité nationale, la demande internationale n'est pas traitée comme telle ou si l'office récepteur refuse d'accorder une date de dépôt international en vertu de l'article 11.1) à la demande internationale. Cela est généralement le cas lorsque la demande internationale présente certaines irrégularités (voir le paragraphe 6.005). L'office récepteur rembourse aussi la taxe internationale de dépôt ou la taxe de recherche au déposant si la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée avant que l'exemplaire original soit transmis au Bureau international ou que la copie de recherche soit transmise à l'administration chargée de la recherche internationale, selon le cas.

Règle 16.3
41.1

5.198. La plupart des administrations chargées de la recherche internationale remboursent la totalité ou une partie de la taxe de recherche si la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée après que la copie de recherche a été transmise mais avant que la recherche internationale n'ait commencé (voir l'annexe D). Lorsque, selon la règle 41.1)i) ou selon la règle 41.1)ii), l'administration chargée de la recherche internationale doit ou peut prendre en considération les résultats d'une recherche antérieure (voir également le paragraphe 5.073), en vertu de la règle 16.3, l'administration chargée de la recherche internationale rembourse la taxe de recherche dans la mesure et aux conditions définies par l'accord prévu selon l'article 16.3)b). Les administrations chargées de la recherche internationale sont libres de décider de l'étendue et des conditions de remboursement de la taxe de recherche internationale.

5.199. Pour les remboursements et les réductions de taxes lors de la phase nationale, voir le paragraphe 4.007 de la partie relative à la phase nationale et les chapitres nationaux (résumés).

CHAPITRE 6

TRAITEMENT DE LA DEMANDE INTERNATIONALE PAR L'OFFICE RÉCEPTEUR

GÉNÉRALITÉS

6.001. Quelles sont les principales étapes de la procédure au sein de l'office récepteur? Les principales étapes de la procédure de traitement d'une demande internationale au sein de l'office récepteur sont les suivantes:

- | | |
|--|---|
| Article 10 | i) l'office récepteur reçoit la demande internationale et les taxes y relatives; |
| Article 11.1)
14.1)a) | ii) l'office récepteur vérifie la demande internationale pour déterminer si elle remplit les conditions prescrites par le PCT en ce qui concerne la langue, la forme et le contenu des demandes internationales (les vérifications opérées par l'office récepteur portent sur la forme de la demande et non sur le fond de l'invention); |
| Article 11.2)a)
14.1)b)
Règle 20.1
20.3
26.1 | iii) lorsque les vérifications opérées par l'office récepteur révèlent que la demande internationale ne remplit pas certaines conditions (taxes, langue, forme ou contenu), l'office invite le déposant à faire les corrections nécessaires; |
| Article 11.1)
11.2)b)
Règle 20.2 | iv) lorsque – éventuellement après correction (voir les paragraphes 6.024 à 6.053) – les vérifications opérées par l'office récepteur montrent que la demande internationale remplit les conditions prescrites à cet effet par le PCT, l'office récepteur accorde à la demande internationale une date de dépôt international; |
| Article 12
Règle 22
23 | v) l'office récepteur transmet des copies de la demande internationale, de sa traduction, le cas échéant, et d'autres documents y relatifs à l'administration chargée de la recherche internationale et au Bureau international afin qu'ils puissent accomplir les tâches qui leur incombent dans le traitement ultérieur de la demande internationale. |

6.002. [Supprimé]

6.003. Comment la demande internationale parvient-elle à l'office récepteur? La demande internationale peut être déposée à l'office récepteur ou lui être expédiée par la poste. Elle peut aussi être déposée par d'autres moyens de communication rapide, notamment au moyen d'un télécopieur, sous réserve que l'office récepteur mette l'équipement correspondant à la disposition des déposants et que l'original soit remis dans un délai de 14 jours si ledit office l'exige (voir les annexes B). Les exigences relatives au dépôt de la demande internationale et de tous documents ultérieurs au moyen d'un télécopieur sont exposées de façon plus détaillée aux paragraphes 11.067 à 11.070.

6.004. La demande internationale est-elle traitée comme confidentielle par l'office récepteur? Oui. Les tiers n'ont pas accès à la demande internationale, si ce n'est à la demande du déposant ou avec son autorisation, avant la date de la publication internationale. Toutefois, les offices désignés sont autorisés à publier le fait qu'ils ont été désignés ainsi qu'une quantité limitée de données bibliographiques. Pour plus de précisions quant au caractère confidentiel, voir l'article 30 et les paragraphes 11.072 à 11.074.

DATE DU DÉPÔT INTERNATIONAL

6.005. Quelles conditions la demande internationale doit-elle remplir pour qu'une date de dépôt international puisse être attribuée? L'office récepteur doit attribuer une date de dépôt international à la demande internationale s'il constate que les conditions suivantes sont remplies:

- i) le déposant n'est pas dépourvu manifestement, pour des raisons de domicile ou de nationalité, du droit de déposer une demande internationale auprès de l'office récepteur (voir les paragraphes 5.008, 5.020 et 5.023);

- ii) la demande internationale est rédigée dans la langue prescrite (voir le paragraphe 6.006);
- iii) la demande internationale comporte au moins les éléments suivants:
 - a) une indication selon laquelle elle a été déposée à titre de demande internationale,
 - b) une requête qui vaut désignation d'un État contractant lié par le PCT à la date du dépôt international (en vertu de la règle 4.9.a) – voir le paragraphe 5.052),
 - c) le nom du déposant (à cet effet, il suffit d'indiquer le nom du déposant de manière à permettre d'en établir l'identité, même si ce nom est mal orthographié, si les prénoms ne sont pas complets ou, dans le cas d'une personne morale, si l'indication du nom est abrégée ou incomplète),
 - d) une partie qui, à première vue, semble constituer une description,
 - e) une partie qui, à première vue, semble constituer une ou des revendications.

Article 11.1)ii)
et (iii)
Règle 12.1
20.1.c)
et (d)

6.006. Aux fins de l'attribution d'une date de dépôt international, l'exigence selon laquelle la demande internationale doit être rédigée dans une langue prescrite est remplie dans la plupart des offices récepteurs si la description et les revendications (mais non nécessairement les autres éléments de la demande internationale) sont rédigées dans une langue acceptée par l'office récepteur en vertu de la règle 12.1.a) et c) (voir la règle 20.1.c) et le paragraphe 5.013). Si tel ou tel autre élément de la demande internationale n'est pas rédigé dans une langue acceptée par l'office récepteur, il peut être corrigé ultérieurement sans que cela ait une incidence sur la date du dépôt international (voir les paragraphes 6.032 et 6.034). Le déposant doit fournir une traduction en ce qui concerne toute demande internationale qui est déposée dans une langue qui n'est pas une langue acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale, ou une langue de publication (voir les paragraphes 6.013 à 6.020). Toutefois, dans certains offices, la règle 20.1.c) est incompatible avec la législation nationale applicable. Tant que cette incompatibilité durera, cette règle ne s'appliquera pas à ces offices; tous les éléments d'une demande internationale déposée auprès d'eux en tant qu'office récepteur doivent donc remplir les conditions de la règle 12.1 en ce qui concerne les langues avant qu'une date de dépôt international puisse être attribuée (voir l'annexe C pour plus de précisions).

6.007. *[Supprimé]*

Article 11.1)
11.2)b)
Règle 20.1
20.2

6.008. **Quelle sera la date attribuée comme date du dépôt international?** La réponse à cette question est subordonnée au fait de savoir si les conditions à observer pour qu'une date de dépôt international puisse être attribuée (voir le paragraphe 6.005) ont été remplies à la date à laquelle la demande internationale a été reçue, ou, en vertu de la règle 20.6, est considérée comme ayant été reçue (voir les paragraphes 6.026 à 6.031) par l'office récepteur ou – à la suite de la correction d'irrégularités en relation avec ces conditions – à une date ultérieure. Dans le premier cas, la date du dépôt international sera la date à laquelle l'office récepteur a reçu la demande internationale; dans le second cas, ce sera la date à laquelle la correction est parvenue audit office. Toute correction doit bien entendu répondre à certaines conditions, et doit notamment être déposée dans certains délais. On trouvera des précisions à ce sujet au paragraphe 6.025. Pour ce qui concerne le cas où toutes les feuilles appartenant à une même demande internationale ne sont pas reçues le même jour par l'office récepteur, voir le paragraphe 6.026.

Article 11.3)
11.4)
14.3)
Règle 27

6.009. **Le fait que les taxes ne soient pas payées ou ne le soient qu'en partie ou encore qu'elles ne soient pas payées dans les délais prescrits a-t-il une incidence sur la date du dépôt international?** Non, cela est sans incidence, toutefois, ces irrégularités pourront finalement conduire l'office récepteur à déclarer que la demande internationale est considérée comme retirée (voir les paragraphes 5.195 et 5.196). Bien qu'une demande internationale qui n'a pas obtenu de date de dépôt international et une demande internationale considérée comme retirée ne puissent ni

l'une ni l'autre continuer à suivre la procédure de la phase internationale, une demande internationale qui remplit les conditions nécessaires pour obtenir une date de dépôt international peut être invoquée comme demande fondant une priorité dans le cadre de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (si les conditions fixées par cette convention sont remplies) même si cette demande est considérée comme retirée selon le PCT (pour défaut de paiement des taxes ou pour d'autres raisons).

Article 27.8)
Règle 22.1
Instruction 330

6.010. L'office récepteur peut-il refuser de traiter une demande internationale en tant que telle pour des raisons de défense nationale? Chaque État contractant a la faculté d'appliquer les mesures qu'il juge nécessaires pour préserver sa défense nationale. Par exemple, chaque office récepteur a le droit de ne pas traiter une demande internationale en tant que telle et de ne pas transmettre l'exemplaire original au Bureau international et la copie de recherche à l'administration chargée de la recherche internationale. Le Bureau international ne vérifiera pas si les prescriptions relatives à la défense nationale sont respectées lorsque la demande internationale est déposée auprès de lui agissant en tant qu'office récepteur; c'est au déposant qu'il incombe de le faire. Lorsqu'une date de dépôt international a été attribuée mais que des considérations de défense nationale empêchent la transmission de l'exemplaire original, l'office récepteur doit faire la déclaration correspondante au Bureau international avant l'expiration d'un délai de 13 mois, ou de 17 mois au maximum, à compter de la date de priorité.

Règle 20.2
20.4.i)
20.5.c)
[20.5bis.c\)](#)
22.1
29.1.ii)

6.011. Comment le déposant sait-il que sa demande a reçu une date de dépôt international ou qu'elle n'est pas traitée comme une demande internationale ou qu'elle est considérée comme ayant été retirée? Lorsque l'office récepteur attribue une date de dépôt international à la demande internationale, il notifie à bref délai au déposant cette date et le numéro de la demande internationale; s'il décide que la demande internationale ne doit pas être traitée comme une demande internationale (parce qu'il constate un défaut de conformité avec l'article 11, ou parce que des considérations relatives à la défense nationale empêchent la demande internationale d'être traitée comme telle) ou doit être considérée comme retirée, il le notifie à bref délai au déposant.

Article 14.4)
Règle 29.3
29.4
30.1
82ter.1
Instruction 312

6.012. Une date de dépôt international déjà attribuée peut-elle être retirée? Si, après avoir attribué une date de dépôt international, l'office récepteur constate que cette date n'aurait pas dû être attribuée, la demande internationale est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare puis en informe à bref délai le déposant. Si le Bureau international ou l'administration chargée de la recherche internationale estime qu'une date de dépôt international n'aurait pas dû être attribuée, il ou elle porte les faits pertinents à l'attention de l'office récepteur. Pour être valable, cette constatation doit toutefois être faite dans les quatre mois à compter de la date du dépôt international et doit être précédée d'une notification au déposant de l'intention de faire la déclaration qui devrait, le cas échéant, aussi comprendre une invitation confirmant l'incorporation d'éléments manquants en vertu de la règle 20.6.a). Le déposant peut présenter ses observations dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, le cas échéant, confirmer l'incorporation par référence d'éléments manquants. Pour la rectification d'erreurs commises par l'office récepteur concernant la date de dépôt international attribuée, voir la règle 82ter.1 et le paragraphe 6.028 de la partie relative à la phase nationale.

TRADUCTION DES DEMANDES INTERNATIONALES

Règle 12.1

6.013. Dans quel cas une traduction de la demande internationale est-elle requise? Tout office récepteur doit accepter, pour le dépôt des demandes internationales, au moins une langue qui est à la fois une langue de publication et une langue acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale ou, le cas échéant, par au moins une des administrations chargées de la recherche internationale compétentes pour effectuer la recherche internationale à l'égard des demandes internationales déposées auprès de cet office récepteur. De plus, tout office récepteur peut accepter une ou plusieurs autres langues pour le dépôt des demandes internationales. Une traduction de la demande internationale est requise lorsque la

langue dans laquelle la demande internationale est déposée est une langue qui n'est pas une langue de publication ou une langue acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale.

Règle 12.3

6.014. Quelles sont les exigences en matière de traduction si la demande internationale est déposée dans une langue qui n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale? Lorsque la langue dans laquelle est déposée la demande internationale n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale, le déposant doit remettre à l'office récepteur une traduction de la demande internationale dans une langue qui est à la fois une langue acceptée par cette administration et une langue de publication. De plus, à moins que la demande internationale n'ait été déposée dans une langue de publication (voir le paragraphe 9.017), la langue dans laquelle la demande internationale est traduite doit également être une langue dans laquelle les demandes internationales peuvent être déposées auprès de l'office récepteur concerné. Aucune traduction n'est requise en ce qui concerne toute partie de la description réservée au listage des séquences qui est conforme à la norme prévue à l'annexe C des instructions administratives. (En ce qui concerne la traduction de la requête, voir le paragraphe 6.019.)

6.015. La traduction de la demande internationale doit être remise à l'office récepteur dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la demande internationale a été reçue par cet office. Lorsque, au moment où l'office récepteur notifie au déposant le numéro de la demande internationale et la date de dépôt international, le déposant n'a pas remis la traduction requise, l'office récepteur, de préférence en même temps qu'il envoie cette notification, invite le déposant à remettre la traduction requise soit dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la demande internationale a été reçue par l'office récepteur, soit, dans le cas où la traduction requise n'est pas remise dans ce délai, à la remettre et à payer, le cas échéant, la taxe pour remise tardive (voir le paragraphe 6.017), dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation ou de deux mois à compter de la date de réception de la demande internationale par l'office récepteur, le délai qui expire en dernier étant applicable.

6.016. Lorsque l'office récepteur a adressé au déposant une invitation à remettre la traduction et, le cas échéant, à acquitter la taxe pour remise tardive, et que le déposant n'a pas remis la traduction et n'a pas acquitté la taxe dans le délai applicable, la demande internationale est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare. Toutefois, toute traduction et tout paiement reçus par l'office récepteur avant que cet office ait fait la déclaration selon laquelle la demande internationale est considérée comme retirée et avant l'expiration d'un délai de 15 mois à compter de la date de priorité, sont considérés comme reçus avant l'expiration de ce délai.

Règle 12.3.e)

6.017. La taxe pour remise tardive que tout office récepteur est autorisé à percevoir pour les traductions qui sont remises après l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la demande internationale est reçue par l'office récepteur, est égale à 25% de la taxe internationale de dépôt visée au point 1 du barème de taxes, compte non tenu de la taxe perçue par feuille lorsque la demande internationale comporte plus de 30 feuilles.

Règle 26.3ter(a)

6.018. Quelles sont les exigences en matière de traduction si l'abrégé ou le texte contenu dans les dessins de la demande internationale est rédigé dans une langue qui est différente de la langue de la description et des revendications? Si l'abrégé ou le texte contenu dans les dessins de la demande internationale est rédigé dans une langue qui est différente de la langue de la description et des revendications, l'office récepteur invite le déposant à remettre une traduction de l'abrégé ou du texte contenu dans les dessins dans la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée. Toutefois, une telle invitation ne sera pas envoyée si l'abrégé ou le texte contenu dans les dessins est rédigé dans la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée ou si une traduction de la demande internationale est requise parce que la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale.

Règle 12.1.c)
26.3ter(c)

6.019. **Quelles sont les exigences en matière de traduction si la requête est déposée dans une langue qui n'est pas une langue de publication acceptée par l'office récepteur pour le dépôt de la requête?** Quelle que soit la langue dans laquelle la description et les revendications sont déposées, la requête doit toujours être déposée dans une langue de publication acceptée par l'office récepteur pour le dépôt de la requête. Si la requête est présentée dans une langue qui ne remplit pas cette condition, l'office récepteur invite le déposant à déposer une traduction qui soit conforme à cette exigence.

Règle 12.4
48.3

6.020. **Quelles sont les exigences en matière de traduction si la demande internationale est déposée dans une langue qui est acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale mais qui n'est pas une langue de publication?** Si la demande internationale est déposée dans une langue qui n'est pas une langue de publication mais qui est une langue acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale, le déposant doit fournir à l'office récepteur une traduction de la demande internationale dans une langue de publication acceptée à cette fin par l'office récepteur. Aucune traduction n'est exigée de la partie de la description réservée aux listages des séquences conforme à la norme prévue dans l'annexe C des instructions administratives. (Concernant la traduction de la requête, voir le paragraphe 6.019).

6.021. La traduction de la demande internationale doit être remise à l'office récepteur dans un délai de 14 mois à compter de la date de priorité. Lorsque le déposant n'a pas remis la traduction requise dans le délai applicable, l'office récepteur invite le déposant à remettre la traduction requise, et à acquitter, le cas échéant, la taxe pour remise tardive (voir le paragraphe 6.023) dans un délai de 16 mois à compter de la date de priorité.

6.022. Lorsque l'office récepteur a envoyé au déposant une invitation à remettre la traduction et, le cas échéant, à payer la taxe de remise tardive, et que le déposant n'a pas fait le nécessaire dans le délai applicable, la demande internationale est considérée comme retirée et l'office récepteur communique ce fait au déposant. Toutefois, toute traduction et tout paiement qui sont reçus par l'office récepteur avant que cet office fasse la déclaration selon laquelle la demande internationale est considérée comme retirée, et avant l'expiration du délai de 17 mois à compter de la date de priorité, seront considérés comme ayant été reçus avant l'expiration du délai applicable.

6.023. La taxe pour remise tardive que tout office récepteur peut percevoir pour obtenir des traductions qui sont remises après l'expiration du délai de 14 mois à compter de la date de priorité, est égale à 25% de la taxe internationale de dépôt visée au point 1 du barème de taxes, compte non tenu de la taxe perçue par feuille lorsque la demande internationale comporte plus de 30 feuilles.

CORRECTION D'IRRÉGULARITÉS ET INCORPORATION PAR RENVOI D'ÉLÉMENTS OU DE PARTIES MANQUANT(E)S OU D'ÉLÉMENTS OU DE PARTIES CORRECT(E)S DANS LE CONTEXTE D'ÉLÉMENTS OU DE PARTIES INDUMENT DÉPOSÉ(E)S

6.024. **Quelles irrégularités de la demande internationale est-il possible de corriger et dans quels délais?** On tentera, dans les paragraphes qui suivent, de répondre de manière générale à ces questions en se fondant sur les cas d'irrégularités possibles les plus typiques.

6.025. Quelles sont les irrégularités qui influent sur la date du dépôt international?

i) Si l'office récepteur constate que la demande internationale ne remplit pas les conditions pour l'attribution d'une date de dépôt international – en d'autres termes:

a) que le déposant est dépourvu manifestement, pour des raisons de domicile et de nationalité, du droit de déposer une demande internationale auprès de l'office récepteur (mais voir aussi les paragraphes 6.035 et 6.036);

Article 11.1)i)

- Article 11.1)iii)a) b) que la demande internationale ne comporte pas une indication selon laquelle elle a été déposée à titre de demande internationale;
- Article 11.1)iii)b) c) que la demande internationale ne contient pas une requête valant désignation de tous les États contractants liés par le PCT à la date du dépôt international (en vertu de la règle 4.9.a) – voir le paragraphe 5.052);
- Article 11.1)iii)c) d) que la demande internationale ne contient pas le nom du déposant ou ne contient pas au moins les indications minimales concernant le nom du déposant (qui sont précisées au paragraphe 6.005.iii)c));
- Article 11.1)iii)d) et (e) e) que la demande internationale ne contient pas une partie qui, à première vue, semble constituer une description et une partie qui, à première vue, semble constituer une ou des revendications;
- Article 11.1)ii)
Règle 19.4
20.3
20.6
20.7
- l'office récepteur invite le déposant à corriger l'irrégularité. Le délai dans lequel la correction doit être déposée est de deux mois à compter de la date de l'invitation à corriger. Si l'irrégularité est corrigée dans le délai imparti, la date à laquelle la correction est reçue devient la date du dépôt international; dans le cas contraire, la demande n'est pas traitée comme une demande internationale (mais voir aussi les paragraphes 6.035 et 6.036 en relation avec le domicile et la nationalité du déposant et les paragraphes 6.013 à 6.020 pour les demandes déposées dans une langue qui est acceptée par l'office récepteur mais qui n'est pas à la fois une langue acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale qui doit effectuer la recherche internationale et une langue de publication). Sinon, lorsque le défaut concerne le point i)e) ci-dessus, l'office récepteur invite le déposant à confirmer en vertu de la règle 20.6 que l'élément manquant concerné est incorporé par renvoi conformément à la règle 4.18 (voir les paragraphes 6.027 à 6.031), auquel cas il est possible de maintenir la date antérieure comme date du dépôt international. Lorsque les éléments requis de la demande internationale ne sont pas rédigés dans une langue acceptée par l'office récepteur, ce dernier transmet la demande internationale au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur en vertu de la règle 19.4 (il convient de noter que le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur est prêt à accepter les demandes internationales déposées dans n'importe quelle langue; voir le paragraphe 6.034 et l'annexe C).
- Article 14.2)
Règle 20.5
20.5bis
20.7
- ii) Si l'office récepteur constate que des parties de la description, des revendications, tout ou partie des dessins sont, ou semblent être, **manquant(e)s ou que la description, les revendications, des parties de la description ou des revendications, tout ou partie des dessins ont ou semblent avoir été indûment déposé(e)s**, il le notifie au déposant et l'invite à corriger l'irrégularité, ou, le cas échéant, à confirmer en vertu de la règle 20.6 que la partie manquante **ou l'élément ou la partie correct(e) concerné(e) est incorporé(e)** par renvoi conformément à la règle 4.18 (voir les paragraphes 6.027 à 6.031 pour de plus amples détails). Le délai dans lequel ces parties manquantes **ou éléments ou parties correct(e)s** doivent être **remis(es)** est de deux mois à compter de la date de l'invitation. S'il n'y a pas une telle invitation et si le déposant s'en aperçoit et désire corriger de sa propre initiative cette irrégularité, cela est également permis dans un délai de deux mois à compter de la date de la première réception de documents par l'office récepteur. Si les parties manquantes **ou les éléments ou parties correct(e)s sont remis(es)** dans ce délai, la date de leur réception devient la date du dépôt international, à moins que le déposant ne puisse confirmer en vertu de la règle 20.6 que la partie manquante **ou l'élément ou la partie correct(e) concerné(e) est incorporé(e)** par renvoi conformément à la règle 4.18 (voir les paragraphes 6.027 à 6.031), auquel cas il est possible de maintenir la date antérieure comme date du dépôt international. Lorsque des dessins manquants mentionnés dans la demande internationale sont remis après le délai, toutes les références aux dessins dans la demande internationale sont considérées comme inexistantes et la date du dépôt international reste la date attribuée initialement. Il convient toutefois de noter que, lorsque la date du dépôt international est corrigée à une date ultérieure, toute revendication de priorité sera considérée comme nulle, aux fins de la procédure prévue par le PCT, si la date de dépôt international attribuée tombe en dehors de la période de deux

mois qui suit l'expiration de la période de priorité de la revendication de priorité concernée (voir les paragraphes 5.060 et 6.038).

Règle 20.5.e)
20.5bis.e)

- iii) Lorsque la date du dépôt international a été corrigée, le déposant peut, dans une communication adressée à l'office récepteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la notification relative à des **éléments ou des parties remis(es) ultérieurement** (formulaire PCT/RO/126), demander qu'il ne soit pas tenu compte de la partie manquante **ou de l'élément ou de la partie correct(e)** afin de conserver la date à laquelle les documents ont été initialement reçus comme date du dépôt international et, le cas échéant, garder la revendication de priorité (règle 20.5.e) ou 20.5bis(e)). **Le déposant sera informé de la décision prise par l'office récepteur concernant le rétablissement de la date du dépôt international (formulaire PCT/RO/129).**

Règle 20.3.b)
20.5.b), c) et d)
20.5bis.b),
c) et d)
20.7

6.026. **Que se passe-t-il si toutes les feuilles de la demande internationale ne sont pas reçues le même jour?** La réception de feuilles supplémentaires après qu'une invitation à corriger a été envoyée en vertu de l'article 11.2a) ou 14.2) (voir le paragraphe 6.025) entraîne généralement l'attribution de la date de réception de ces feuilles supplémentaires comme date du dépôt international, à condition qu'elles soient reçues dans le délai applicable en vertu de la règle 20.7, et à moins que le déposant ne puisse inclure ces pages remises postérieurement par la biais de l'incorporation par renvoi (voir les paragraphes 6.027 à 6.031). Si aucune invitation à corriger n'a été envoyée mais que toutes les feuilles se rapportant à ce qui est supposé constituer une même demande internationale (hormis l'abrégé) ne sont pas reçues le même jour par l'office récepteur, et que le déposant n'a pas confirmé l'incorporation par renvoi de ces feuilles remises postérieurement, l'office corrige la requête en indiquant sur celle-ci la date de réception des documents complétant la demande internationale, et cette dernière date est attribuée comme date du dépôt international, à condition que les feuilles ultérieures aient été reçues dans les deux mois à compter de la date à laquelle des feuilles ont été reçues pour la première fois. Chaque feuille porte la date à laquelle elle a été effectivement reçue. **Dans le cas où ces feuilles remises postérieurement sont destinées à corriger des feuilles indûment déposées et le déposant n'a pas confirmé l'incorporation par renvoi de ces feuilles remises postérieurement, les feuilles indûment déposées concernées sont retirées de la demande.** Le fait que l'abrégé manque ou qu'il a été reçu en retard n'entraîne pas la correction de la date apposée sur la requête ou l'attribution d'une date de dépôt international postérieure.

Règle 19.4.a)iii)
20.3
20.5
20.5bis
20.8

6.027. **Des pages manquantes ou correctes peuvent-elles être ajoutées à une demande internationale sans affecter la date du dépôt international?** Cela est possible sous certaines conditions, mais la date du dépôt international en résultant ne sera pas reconnue par certains États contractants (voir le paragraphe 6.031). En vertu de la règle 4.18, lorsqu'un élément de la demande internationale mentionné à l'article 11.1)iii)d) ou e) ou une partie de la description, des revendications ou des dessins mentionnés à la règle 20.5.a), **ou un élément ou une partie de la description, des revendications ou des dessins mentionnés à la règle 20.5)bis.a)** n'est pas par ailleurs contenu(e) dans la demande internationale mais est complètement contenu(e) dans la demande antérieure dont la priorité est revendiquée à la date à laquelle un ou plusieurs éléments mentionnés à l'article 11.1)iii) ont été **initialement** reçus par l'office récepteur, il est possible d'incorporer par renvoi ces éléments ou parties **manquant(e)s ou correct(e)s** dans la demande internationale. Une telle incorporation par renvoi aura **pour effet** que les éléments ou les parties qui ont été **incorporé(e)s** par renvoi seront **considéré(e)s** comme ayant été **reçu(e)s** à la date à laquelle un ou plusieurs éléments mentionnés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus. En conséquence, la date du dépôt international sera la date à laquelle un ou plusieurs éléments mentionnés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus (sous réserve que les autres exigences de l'article 11 soient satisfaites). Ces procédures ne s'appliquent pas **aux pages manquantes si l'office récepteur a notifié au Bureau international, conformément à la règle 20.8.a), que l'une quelconque des règles 20.3.a)ii) et b)ii), 20.5.a)ii) et d), et 20.6 n'est pas compatible avec sa législation nationale. Par ailleurs, ces procédures ne s'appliquent pas aux pages correctes si l'office récepteur a notifié au Bureau international, conformément à la règle 20.8.a-bis), que l'une quelconque des règles 20.5bis.a)ii) et d) n'est pas compatible avec sa législation nationale.** Un tel office

récepteur par voie de conséquence n'invitera ni n'acceptera une confirmation de l'incorporation par renvoi. Au lieu de cela, l'office récepteur appliquera la procédure de correction telle que décrite ci-dessus (voir le paragraphe 6.025). Une liste des offices ayant notifié le Bureau international selon la règle 20.8.a) et/ou 20.8.a-bis) et qui n'acceptent **donc** pas l'incorporation par renvoi d'éléments ou de parties **manquant(e)s ou correct(e)s** peut être consultée sur le site internet de l'OMPI à l'adresse www.wipo.int/pct/fr/texts/reservations/res_incomp.html. Si le besoin d'incorporer certains éléments ou parties **manquant(e)s ou correct(e)s** devient apparent après que la demande internationale a été déposée, le déposant peut demander à l'office récepteur de transmettre ladite demande internationale à l'office récepteur du Bureau international en vertu de la règle 19.4.a)iii), ce dernier acceptant l'incorporation par renvoi d'éléments ou de parties **manquant(e)s ou correct(e)s**.

Règle 4.18
20.6

6.028. Comment incorporer par renvoi les éléments ou les parties **manquant(e)s ou correct(e)s dans la demande internationale?** Une déclaration d'incorporation par renvoi mentionnée à la règle 4.18 doit avoir été incluse dans la demande internationale à la date à laquelle un ou plusieurs éléments mentionnés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur. Une telle déclaration est automatiquement incluse si le formulaire PCT/RO/101 est utilisé sous forme papier ou électronique. Si une telle déclaration n'est pas contenue dans la requête au moment du dépôt, elle ne peut être ajoutée à la requête que si elle était par ailleurs contenue dans, ou remise avec, la demande internationale à la date du dépôt. Par ailleurs, une ou plusieurs priorités de demandes antérieures qui contiennent complètement l'élément ou la partie **manquant(e) ou correct(e)** doivent avoir été revendiquées dans la demande internationale à la date du dépôt. Il n'est à cet effet pas suffisant d'ajouter de telles revendications de priorité en vertu de la règle 26bis.1.a). Si ces exigences sont satisfaites, le déposant doit confirmer l'incorporation par renvoi en adressant une communication écrite à l'office récepteur dans le délai indiqué ci-dessous. Une telle communication doit être accompagnée :

- de la ou des feuilles dans lesquelles figure l'intégralité de l'élément ou de la partie tel qu'il ou elle apparaît dans la demande antérieure;
- si le déposant ne s'est pas encore conformé aux dispositions de la règle 17.1.a), b) ou b-bis, d'une copie de la demande antérieure telle que déposée;
- lorsque la règle 20.6.a)iii) s'applique, de la ou des traductions de la demande antérieure; et
- dans le cas d'une partie manquante ou correcte, d'une indication de l'endroit où cette partie figure dans la demande antérieure et, le cas échéant, dans toute traduction de la demande antérieure.

Il convient de noter que lorsqu'une demande internationale contient déjà une description complète et des revendications complètes, ou ce qui à première vue en a les apparences, et que le déposant demande l'incorporation par renvoi de la description ou des revendications telles qu'elles figurent dans la demande antérieure comme une "partie manquante", l'office récepteur peut, en fonction de sa pratique, soit considérer que la description et les revendications contenues dans la demande antérieure sont admissibles comme "parties manquantes" soit considérer qu'elles ne sont pas admissibles comme "parties manquantes". Lorsque l'office récepteur considère que la description et les revendications contenues dans la demande antérieure ne sont pas admissibles comme "parties manquantes" compte tenu du fait que la demande internationale contient déjà une description complète et des revendications complètes, soit il informe le déposant de la constatation négative soit il décide de transmettre la demande internationale au Bureau international en vertu de la règle 19.4.a)iii). Pour plus de détails, voir le paragraphe 205G des Directives à l'usage des offices récepteurs du PCT : <https://www.wipo.int/pct/fr/texts/ro/ro205g.html>.

Règle 20.7

6.029. Quel est le délai pour confirmer l'incorporation par renvoi d'éléments ou de parties **manquant(e)s ou correct(e)s?** Lorsqu'aucune invitation à remettre des éléments ou des parties **manquant(e)s ou correct(e)s** n'est envoyée par l'office récepteur (formulaire PCT/RO/103 ou PCT/RO/107), le délai pour confirmer est de deux mois à compter de la date à laquelle les documents ont été initialement reçus par l'office récepteur. Lorsqu'une telle invitation est faite, le délai pour confirmer est de deux mois

à compter de la date de cette invitation. Si le délai expire après l'expiration de 12 mois à compter de la date de la demande la plus ancienne, dont la priorité est revendiquée, l'office récepteur porte ce fait à l'attention du déposant (de façon à l'avertir que, si les éléments ou les parties **manquant(e)s ou correct(e)s** ne sont pas **confirmé(e)s** comme ayant été **incorporé(e)s** par renvoi et que la date du dépôt international est donc corrigée à une date postérieure à l'expiration de la période de priorité, la correction de la date du dépôt international peut **entraîner** la perte du droit de priorité ; la même chose s'applique, même si les éléments ou les parties **manquant(e)s ou correct(e)s** sont **confirmé(e)s** comme ayant été **incorporé(e)s** par renvoi, pour les États qui n'appliquent pas les dispositions relatives à l'incorporation par renvoi (voir le paragraphe 6.031). Pour ce qui concerne les éléments manquants, lorsque le déposant n'a pas remis de correction en vertu de l'article 11.2) ou de communication en vertu de la règle 20.6.a) confirmant l'incorporation par renvoi d'éléments manquants visés à l'article 11.1)iii)d) ou e) avant l'expiration de ce délai de deux mois, toute correction ou communication reçue par l'office récepteur après l'expiration de ce délai, mais avant que l'office n'envoie la notification selon la règle 20.4.i) au déposant (formulaire PCT/RO/104), est considérée comme ayant été reçue dans le délai (règle 20.7.b)).

Règle 20.5bis.d)
Instruction 309.b)iv)

6.029A. Qu'advient-il de l'élément ou de la partie indûment déposé(e) si l'incorporation par renvoi de l'élément ou de la partie correct(e) est confirmée? Si un élément ou une partie correct(e) est considéré(e) comme étant contenu(e) dans la demande internationale présumée à la date à laquelle un ou plusieurs éléments en vertu de l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur selon la règle 20.6.b), l'élément ou la partie indûment déposé(e) concerné(e) sera conservé(e) dans la demande. L'office récepteur marquera ces feuilles indûment déposées comme "INDÛMENT DÉPOSÉ (RÈGLE 20.5bis)" et transférera ces feuilles à la fin de l'élément correspondant de la demande internationale présumée. L'office récepteur transmettra ces feuilles indûment déposées au Bureau international et celles-ci seront publiées comme partie de la demande internationale.

Règle 20.3.b)i)
20.4
20.5.c)
20.5.e)
20.5bis.c)
20.5bis.e)

6.030. Quelles sont les conséquences si les exigences de l'incorporation par renvoi ne sont pas satisfaites? Si **toutes les** exigences pour l'incorporation par renvoi **ne sont pas satisfaites** (par exemple, si un élément ou une partie **manquant(e) ou correct(e)** n'est pas entièrement contenu(e) dans la demande antérieure), la demande internationale se verra attribuer une date de dépôt international ultérieure (c'est-à-dire la date de réception de cet élément ou partie **manquant(e) ou correct(e)**, sous réserve que toutes les autres exigences de l'article 11.1) sont par ailleurs satisfaites à cette date) (voir les paragraphes 6.025 et 6.026). Le déposant **a** cependant **la possibilité de demander que la partie manquante ou l'élément ou la partie correct(e) soit ignoré(e)** conformément à la règle 20.5.e) ou 20.5bis.e) (voir paragraphe 6.025.iii)). Dans ce cas, la date du dépôt international sera rétablie et la partie manquante ou l'élément ou la partie correct(e) sera considéré(e) comme n'ayant pas été soumis(e).

Règle 20.8.c)
82ter.1

6.031. Quels sont les effets pour les offices désignés ou élus d'une incorporation réussie d'éléments ou de parties **manquant(e)s ou correct(e)s?** Dans la plupart des États contractants, les éléments manquants ou les parties manquantes sont traité(e)s comme si ces éléments ou parties étaient contenu(e)s dans la demande internationale telle qu'initialement déposée. Les offices désignés et élus peuvent, dans certaines limites, revoir les décisions des offices récepteurs **ayant autorisé** l'incorporation par renvoi (règle 82ter.1.b)). Si l'office désigné ou élu constate que : le déposant n'a pas respecté l'obligation de remettre le document de priorité; la déclaration d'incorporation était manquante ou non présentée avec la requête; la communication écrite confirmant l'incorporation par renvoi n'a pas été envoyée; la traduction requise n'a pas été fournie; ou l'élément ou la partie en question n'était pas entièrement **contenu(e)** dans le document de priorité; alors l'office désigné ou élu peut traiter la demande internationale comme si la date du dépôt international avait été accordée sur la base de la date à laquelle les pages contenant les éléments ou les parties **manquant(e)s ou correct(e)s** ont été remises, mais seulement après avoir donné au déposant l'occasion soit de se prononcer sur ce point, soit de requérir **qu'au moins les parties manquantes ou les éléments ou parties correct(e)s remis(es) soient ignoré(e)s**, conformément à la règle 82ter.1.d).

Cependant, les offices désignés qui ont présenté des notifications d'incompatibilité en vertu de la règle 20.8.b) *et/ou b-bis*), peuvent traiter la demande internationale comme si la date du dépôt international avait été accordée sur la base de la date à laquelle les pages contenant les éléments ou parties *manquant(e)s ou correct(e)s* ont été remises, mais là encore seulement après avoir donné au déposant la possibilité soit de se prononcer sur ce point soit de requérir *qu'au moins* les parties manquantes *ou les éléments ou parties correct(e)s remis(es) soient ignoré(e)s*, conformément à la règle 20.8.c).

6.032. Quelles sont les irrégularités qui n'influent pas sur la date du dépôt international? Si l'office récepteur constate que :

- | | |
|---|--|
| Article 14.1)a)i)
Règle 2.3
4.1.d)
4.15 | i) la demande internationale n'est pas signée (ou, dans les cas visés au paragraphe 5.091, ne porte pas de sceau; voir aussi le paragraphe 11.027 pour les cas où un déposant refuse de signer ou pour les cas où il n'est pas possible de le trouver ou d'entrer en rapport avec lui); |
| Article 14.1)a)ii)
Règle 4.4
4.5 | ii) la demande internationale ne comporte pas le nom du déposant de la façon prescrite (autre que celles qui sont mentionnées au paragraphe 6.005.iii)c), auquel cas il convient de se reporter au paragraphe 6.025.i)d)) ou les indications prescrites au sujet d'au moins l'un des déposants – ces indications sont précisées dans les règles 4.4 et 4.5 et comprennent notamment l'adresse, le domicile et la nationalité du déposant; |
| Article 14.1)a)iii)
Règle 4.3 | iii) la demande internationale ne comporte pas de titre (c'est-à-dire un titre pour l'invention dont la protection est demandée); |
| Article 14.1)a)iv)
Règle 8 | iv) la demande internationale ne comporte pas d'abrégé; |
| Article 14.1)a)v)
Règle 11
26.3 | v) la demande internationale et, le cas échéant, la traduction de la demande internationale ne remplit pas, dans la mesure prévue par le règlement d'exécution, les conditions matérielles prescrites qui sont exposées en détail dans la règle 11 (il convient d'en vérifier l'observation uniquement dans la mesure où elles doivent être remplies aux fins d'une publication internationale raisonnablement uniforme, et aucune demande internationale ne sera considérée comme retirée pour défaut d'observation de ces conditions si elle remplit ces dernières dans la mesure nécessaire aux fins d'une publication raisonnablement uniforme); |
| Article 3.4)i)
Règle 12.1
26.3ter(a) | vi) tel ou tel élément de la demande internationale, autre que la description et les revendications, n'est pas rédigé dans une langue admise (voir les paragraphes 5.013, 6.005.ii) et 6.006); |
| Article 14.1)b)
Règle 26.1
26.2
26.2bis(b)
26.3ter(b)
26.5
26.1 | l'office récepteur invite le déposant à corriger l'irrégularité (toutefois, en ce qui concerne les demandes internationales qui sont déposées dans une langue qui est acceptée par l'office récepteur mais qui nécessitent une traduction, voir les paragraphes 6.013 à 6.020). Le délai dans lequel la correction doit être déposée est de deux mois à compter de la date de l'invitation. Si l'irrégularité est corrigée dans le délai imparti (toute prorogation incluse – voir le paragraphe 6.037), la date du dépôt international reste celle à laquelle la demande internationale est parvenue à l'office récepteur; sinon, la demande internationale est considérée comme retirée. Toutefois, dans certains offices, les dispositions de la règle 26.3ter.a) concernant la correction d'éléments qui ne sont pas rédigés dans une langue admise sont incompatibles avec la législation nationale applicable. Tant que cette incompatibilité subsistera, cette règle ne s'appliquera pas à ces offices; tous les éléments d'une demande internationale déposée auprès de ces offices en tant qu'office récepteur doivent donc remplir les conditions énoncées à la règle 12.1 en ce qui concerne les langues avant qu'une date de dépôt international puisse être attribuée (voir aussi le paragraphe 6.006 et, pour plus de précisions, l'annexe C). |

6.033. [Supprimé]

6.034. Que se passe-t-il si la demande est déposée dans une langue qui n'est pas acceptée par l'office récepteur? Si la demande internationale est déposée dans une langue qui n'est pas acceptée par l'office national (ou régional) auprès duquel elle

est déposée, mais que cette demande est rédigée dans une langue acceptée par le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur, cette demande internationale sera réputée avoir été reçue par cet office pour le compte du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur. En fait, le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur accepte les demandes internationales déposées dans n'importe quelle langue (voir l'annexe C). En pareil cas, l'office national (régional) concerné tamponnera la date de réception sur la demande internationale qui sera transmise à bref délai au Bureau international (sauf si des prescriptions relatives à la défense nationale y font obstacle). L'office national (régional) peut subordonner cette transmission au paiement d'une taxe égale à la taxe de transmission (voir le paragraphe 5.184.i) et l'annexe C), mais il remboursera au déposant les autres taxes payées et les taxes exigibles devront être payées au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur (voir l'annexe C). La demande internationale ainsi transmise sera réputée avoir été reçue par le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur à la date de sa réception par l'office national (ou régional), sauf que pour le calcul des délais applicables au paiement des taxes exigibles par l'office récepteur compétent lors du dépôt de la demande internationale, la date de réception de la demande internationale sera considérée comme étant la date à laquelle le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur a effectivement reçu la demande internationale.

Règle 19.4.a)i),
(b) et (c)

6.035. Que se passe-t-il si le déposant est domicilié dans un État contractant ou est le national d'un tel État mais dépose la demande auprès d'un office récepteur "non compétent"? Si la demande internationale est déposée par erreur auprès d'un office national (ou régional) qui agit en tant qu'office récepteur en vertu du traité par un déposant qui est domicilié dans un État contractant ou est le national d'un tel État, mais si cet office n'est pas compétent en vertu de la règle 19.1 ou 19.2 (au vu du domicile ou de la nationalité du déposant) pour recevoir la demande internationale, cette demande sera considérée comme ayant été reçue par l'office auprès duquel elle a été déposée pour le compte du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur (voir les paragraphes 5.008 et 5.009). Dans ce cas, l'office national (ou régional) intéressé tamponnera la date sur la demande internationale, qui sera transmise à bref délai au Bureau international (sauf si des prescriptions relatives à la défense nationale y font obstacle). L'office national peut subordonner cette transmission au paiement d'une taxe égale à la taxe de transmission (voir le paragraphe 5.184.i) et l'annexe C), mais les autres taxes payées seront remboursées par l'office national au déposant et les taxes exigibles devront être payées au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur (voir l'annexe C (IB)). La demande internationale ainsi transmise sera réputée avoir été reçue par le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur à la date de sa réception par l'office national (ou régional) sauf que pour le calcul des délais applicables au paiement des taxes exigibles lors du dépôt de la demande internationale, la date de réception de la demande internationale sera considérée comme étant la date à laquelle le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur a effectivement reçu la demande internationale.

Article 11.1)i)
14.1)a)ii)
Règle 4.5
Instruction 329

6.036. Le déposant peut-il corriger les indications de domicile et de nationalité? Si les indications de domicile et de nationalité du déposant qui figurent dans la requête n'étaient pas le droit de celui-ci de déposer une demande internationale (voir les paragraphes 5.020, 5.023 et 6.005.i)), c'est-à-dire si le déposant ne semble pas (ou, en cas de pluralité de déposants, si aucun de ces déposants ne semble) être domicilié dans un État contractant ou avoir la nationalité d'un tel État, il existe une présomption d'irrégularité selon l'article 11.1)i) et l'office récepteur envoie donc une invitation à corriger cette irrégularité (voir le paragraphe 6.025.i)a)). En pareil cas, il est possible que le déposant soit en mesure d'établir qu'il avait, à la date à laquelle la demande internationale a été effectivement reçue par l'office récepteur, le droit de déposer une demande internationale auprès de cet office. Le déposant doit alors présenter à ce dernier les preuves correspondantes, et proposer conjointement une correction des indications au sujet de son domicile ou de sa nationalité. Si l'office récepteur est convaincu, au vu de ces preuves, du droit du déposant de déposer la demande internationale, l'invitation à corriger l'irrégularité selon l'article 11.1)i) est considérée comme une invitation à corriger une irrégularité selon l'article 14.1)a)ii) et la règle 4.5 dans les indications prescrites au sujet du domicile ou de la nationalité du

déposant, et les indications peuvent être corrigées en conséquence. Si cette correction est apportée, aucune irrégularité n'est réputée exister selon l'article 11.1)i), et l'irrégularité n'empêche donc pas l'attribution de la date à laquelle la demande internationale a été effectivement reçue comme date du dépôt international. Il convient toutefois de noter que l'Office des brevets et des marques des États-Unis agissant en tant qu'office récepteur a indiqué qu'il n'appliquera pas la procédure évoquée ci-dessus.

Règle 26.2

6.037. Des délais pour corriger certains défauts peuvent-ils être prorogés?

Le délai de deux mois pour la correction d'irrégularités en vertu de l'article 14.1) (voir le paragraphe 6.032) peut être prorogé par ledit office. Celui-ci peut proroger le délai d'office ou sur demande du déposant, à tout moment – même après que le délai fixé dans l'invitation est arrivé à expiration – avant qu'une décision soit prise sur le point de savoir si le déposant a présenté la correction dans le délai imparti et si la demande internationale ainsi corrigée doit être ou non considérée comme retirée. En revanche, les délais fixés par l'office récepteur en vertu de l'article 11 ou de l'article 14.2) pour la correction d'irrégularités (voir le paragraphe 6.025) et en vertu de la règle 16*bis* pour le paiement des taxes non payées ou non intégralement payées (voir les paragraphes 5.193 et 5.195) ne peuvent pas être prorogés.

Règle 26*bis*.1.a)
26*bis*.2.b)

6.038. Les irrégularités que présentent les revendications de priorité peuvent-elles être corrigées?

Il est possible de corriger une revendication de priorité contenant une irrégularité et d'ajouter une revendication de priorité manquante en soumettant une communication à l'office récepteur ou au Bureau international. Le délai applicable à la correction ou à l'adjonction d'une revendication de priorité est de 16 mois à compter de la date de priorité ou, au cas où la correction ou l'adjonction entraînerait une modification de la date de priorité, 16 mois à compter de la date de priorité ainsi modifiée, le délai de 16 mois qui expire en premier devant être appliqué, étant entendu qu'une communication visant à corriger ou à ajouter une revendication de priorité peut être soumise dans tous les cas jusqu'à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date du dépôt international. Toute correction de revendication de priorité reçue avant que l'office récepteur ou le Bureau international, selon le cas, ne déclare nulle la revendication de priorité (voir le paragraphe 6.043) et pas plus tard qu'un mois après l'expiration du délai applicable, est considérée reçue avant l'expiration du délai applicable. La correction d'une revendication de priorité peut comporter la modification, l'adjonction ou la suppression de toute indication relative à cette revendication.

6.039. Lorsque le déposant a présenté une demande de publication anticipée de la demande internationale, toute communication visant à corriger ou à ajouter une revendication de priorité reçue par l'office récepteur ou par le Bureau international après la présentation de cette demande sera considérée comme n'ayant pas été reçue, à moins que la demande de publication anticipée soit retirée avant que la préparation technique de la publication internationale ait été achevée.

Règle 26*bis*.1.c)

6.040. Lorsque la correction ou l'adjonction d'une revendication de priorité entraîne une modification de la date de priorité, tout délai calculé à partir de la date de priorité précédemment applicable qui n'a pas encore expiré est calculé à partir de la date de priorité ainsi modifiée.

Règle 26*bis*.2

6.041. Le déposant peut-il être invité à corriger des irrégularités dans une revendication de priorité? Lorsque l'office récepteur ou, à défaut, le Bureau international, constate vis-à-vis d'une revendication de priorité :

- i) que la demande internationale a une date de dépôt international postérieure à la date d'expiration de la période de priorité et qu'aucune requête en restauration du droit de priorité n'a été présentée;
- ii) que la revendication de priorité ne satisfait pas aux conditions énoncées à la règle 4.10 (voir le paragraphe 5.057); ou
- iii) que l'une quelconque des indications figurant dans une revendication de priorité n'est pas identique à l'indication correspondante figurant dans le document de priorité;

l'office récepteur ou le Bureau international, selon le cas, invite le déposant à corriger la revendication de priorité.

- Règle 26bis.2.a)
26bis.3 6.042. Lorsque l'irrégularité réside dans le fait que la date de dépôt international tombe en dehors de la période de priorité mais dans le délai de deux mois à compter de la date d'expiration de ladite période, l'office récepteur informe également le déposant de la possibilité de déposer une requête en restauration du droit de priorité selon la règle 26bis.3 (voir les paragraphes 5.062 à 5.069), sauf si l'office récepteur a notifié le Bureau international en vertu de la règle 26bis.3.j) de l'incompatibilité de la règle 26bis.3.a) à i) avec sa législation nationale applicable.
- Règle 26bis.2.c) 6.043. Si, en réponse à l'invitation de l'office récepteur ou du Bureau international, le déposant ne corrige pas la revendication de priorité avant l'expiration du délai applicable, cette revendication de priorité est, aux fins de la procédure prévue par le traité, considérée comme nulle et l'office récepteur ou le Bureau international, selon le cas, le déclare et en informe le déposant. Toutefois, une revendication de priorité n'est pas considérée comme nulle seulement parce que l'indication du numéro de la demande antérieure est manquante, parce qu'une indication figurant dans la revendication de priorité n'est pas identique à l'indication correspondante figurant dans le document de priorité, ou parce que la date de dépôt international de la demande internationale est postérieure à la date d'expiration du délai de priorité, sous réserve que cette date de dépôt international tombe dans un délai de deux mois à compter de cette date d'expiration.
- Règle 26bis.2.d)
26bis.2.e) 6.044. Lorsque l'office récepteur ou le Bureau international a fait une déclaration selon laquelle une revendication de priorité est considérée comme nulle aux fins de la procédure prévue par le PCT, ou lorsque la revendication de priorité n'est pas considérée comme nulle seulement car la règle 26bis.2.c) s'applique (voir la dernière phrase du paragraphe 6.043), le Bureau international va publier avec la demande internationale des renseignements concernant la revendication de priorité, avec toute information remise par le déposant concernant cette revendication de priorité qui est reçue par le Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale. Si le déposant souhaite corriger ou ajouter une revendication de priorité mais que le délai pour se faire selon la règle 26bis.1 a déjà expiré, le déposant peut, avant l'expiration de 30 mois à compter de la date de priorité et sous réserve du paiement d'une taxe spéciale (voir l'instruction 113.c) des instructions administratives), demander au Bureau international de publier cette information.
- Règle 26ter.1 6.045. **Des irrégularités dans des déclarations visées à la règle 4.17 peuvent-elles être corrigées? Des déclarations peuvent-elles être ajoutées?** Toute déclaration défectueuse peut être corrigée et toute nouvelle déclaration (manquante) peut être ajoutée par communication soumise au Bureau international par le déposant, soit en réponse à une invitation à corriger (voir le paragraphe 6.046) soit de sa propre initiative. Le délai imparti pour corriger ou ajouter une déclaration est de 16 mois à compter de la date de priorité. Toute correction ou adjonction qui parvient au Bureau international après l'expiration de ce délai est réputée avoir été reçue le dernier jour de ce délai si elle parvient au Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale.
- Règle 26ter.2.a) 6.046. **Quelles sont les irrégularités dans des déclarations faites en vertu de la règle 4.17 pour lesquelles le déposant peut être invité à remettre une correction?** Lorsque l'office récepteur ou le Bureau international juge qu'une déclaration contenue dans la requête se révèle être défectueuse ou incomplète, l'office récepteur ou le Bureau international, selon le cas, peut inviter le déposant à corriger ladite déclaration dans le délai visé au paragraphe 6.045. Les types d'irrégularités qui peuvent aboutir à une invitation sont, par exemple, le fait qu'une déclaration ne contienne par le libellé standard prescrit, ou que les espaces vierges n'ont pas été remplis avec des noms, des dates, etc., par ailleurs, en ce qui concerne la déclaration relative à la qualité d'inventeur aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique, le fait qu'elle ne soit pas signée comme exigé.
- Instruction 216
317 6.047. **Comment présenter une correction ou une adjonction d'une déclaration visée à la règle 4.17?** Toute correction ou adjonction d'une déclaration

doit être faite au moyen d'une communication comprenant la déclaration corrigée ou ajoutée, elle-même accompagnée d'une lettre expliquant la correction ou l'adjonction. Une telle communication est remise directement au Bureau international dans tous les cas, même si cette communication est une réponse à une invitation envoyée par l'office récepteur. Néanmoins, toute communication remise à l'office récepteur se verra apposer une date par cet office et sera transmise au Bureau international.

Instruction 214.c) 6.048. Dans le cas d'une déclaration corrigée, le déposant doit remettre une feuille de remplacement, en utilisant le cadre approprié (parmi les cadres n^{os} VIII.i) à v)). Dans le cas d'une adjonction de déclaration, le déposant peut soit utiliser le cadre approprié mentionné ci-dessus soit utiliser une feuille de papier vierge. Toute déclaration corrigée ou ajoutée relative à la qualité d'inventeur aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique doit être signée et datée par l'inventeur et doit être intitulée "Déclaration additionnelle relative à la qualité d'inventeur (règles 4.17.iv) et 51*bis*.1.a)iv))".

Règle 48.2.b)iv) 6.049. **Qu'advient-il lorsque le déposant ne corrige pas une déclaration visée à la règle 4.17?** Le Bureau international publiera les déclarations, soit telles que déposées initialement, soit telles que corrigées, qu'elles soient ou non conformes à la règle 4.17. Par ailleurs, une indication selon laquelle des déclarations ont été faites seront incluses sur la page de couverture de la demande internationale publiée.

Règle 26*ter*.1
Instruction 419.c) 6.050. **Qu'advient-il lorsque le Bureau international reçoit une correction ou une adjonction d'une déclaration visée à la règle 4.17 après le délai applicable?** Lorsque le Bureau international reçoit une correction ou une adjonction d'une déclaration après le délai applicable (voir le paragraphe 6.045), il en avisera le déposant. Il ne publie pas cette déclaration, ou ne la communique pas aux offices désignés, mais informe le déposant qu'une telle déclaration devrait être remise directement par lui à l'office ou aux offices désignés concernés. Dans le cas d'une déclaration relative à la qualité d'inventeur signée par au moins un des inventeurs, le Bureau international retournera la déclaration au déposant.

Règle 28 6.051. **L'office récepteur est-il la seule administration qui puisse, au cours de la phase internationale, relever certaines des irrégularités précitées?** Si le Bureau international est d'avis que la demande internationale n'est pas signée par au moins l'un des déposants conformément au règlement d'exécution ou qu'elle ne comporte pas le nom du déposant de la manière prescrite ni les indications prescrites au sujet d'au moins un des déposants, ou encore qu'elle ne remplit pas, dans la mesure prévue par le règlement d'exécution, les conditions matérielles prescrites, il en informe l'office récepteur. Sauf s'il ne partage pas cet avis, ledit office doit alors inviter le déposant à corriger l'irrégularité dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation (voir le paragraphe 6.032).

Règle 26.4
92.1 6.052. **Comment une correction doit-elle être présentée?** La correction devra être généralement présentée sous la forme d'une ou de plusieurs feuilles de remplacement contenant la correction accompagnée(s) d'une lettre. La lettre accompagnant une feuille de remplacement doit expliquer les différences entre la feuille de remplacement et la feuille remplacée. Il n'est possible d'apporter une correction par lettre sans l'accompagner de feuilles de remplacement que pour les corrections de la requête si la correction est de nature à pouvoir être reportée sur la requête ou toute autre partie de l'exemplaire original sans porter atteinte à la clarté et à la possibilité de reproduction directe de la feuille sur laquelle la correction doit être reportée. Pour la signature et d'autres prescriptions concernant ces lettres, voir la règle 92.1.

6.053. **Une correction entraîne-t-elle le paiement d'une taxe?** Il n'est perçu aucune taxe à l'occasion de la demande de correction ni pour effectuer la correction en cause. Aucune taxe n'est perçue non plus pour la prorogation d'un délai imparti pour la correction (voir le paragraphe 6.037).

6.054. **Le déposant peut-il faire appel d'une décision défavorable de l'office récepteur ou déposer une requête contre une telle décision?** Le PCT ne prévoit expressément aucune procédure d'appel ni de requête pendant la phase internationale. Toutefois, l'expérience a montré que les offices récepteurs reconsidèrent sur requête leurs décisions et que certains tribunaux nationaux ou chambres de recours ont accepté des appels interjetés contre des décisions prises par des offices nationaux (ou

régionaux) en leur qualité d'office récepteur. Néanmoins, même lorsque le déposant réussit à obtenir une révision en sa faveur de la décision de l'office récepteur, cette dernière possibilité peut rester sans effet dans les États désignés dans la demande internationale, notamment lorsque le déposant n'a pas accompli les actes prescrits en vertu de l'article 22.1), 39.1)a) ou 25 dans le délai applicable.

Article 25
Règle 29.1
51

6.055. Le PCT prévoit la révision, par les offices désignés, de toute décision de l'office récepteur tendant à refuser d'attribuer une date de dépôt international ou à déclarer que la demande internationale est considérée comme retirée. (Pour plus de précisions concernant la procédure, y compris le délai dans lequel demander cette révision, voir les paragraphes 6.018 à 6.021 de la partie relative à la phase nationale).

Article 24.2)
48.2)
Règle 82*bis*

6.056. **L'inobservation d'un délai lors de la procédure devant l'office récepteur ou d'un délai imparti pour remettre des documents à cet office peut-elle être excusée?** Le PCT énonce que tout État contractant doit, pour ce qui le concerne, excuser pour des motifs admis par sa législation nationale tout retard dans l'observation d'un délai. Par ailleurs, tout État contractant peut, pour ce qui le concerne, excuser pour d'autres motifs tout retard dans l'observation d'un délai. Enfin, tout office désigné peut maintenir les effets d'une demande internationale (voir les paragraphes 5.003 à 5.007), même lorsqu'il est constaté que la décision de l'office récepteur selon laquelle la demande internationale, ou la désignation de l'État intéressé, est considérée comme retirée est juste. (Pour plus de détails, voir le paragraphe 6.021 de la partie relative à la phase nationale).

EXEMPLAIRE ORIGINAL ET COPIE DE RECHERCHE

Article 12.2)
12.3)
22.1)
24.1)ii)
et (iii)
Règle 22.1
22.3

6.057. **Comment l'exemplaire original parvient-il au Bureau international? Qu'advient-il s'il ne parvient pas au Bureau international dans le délai prescrit?**

L'"exemplaire original" (voir le paragraphe 5.180), qui est d'ailleurs considéré aux fins de la procédure prévue par le PCT, comme l'exemplaire authentique de la demande internationale, doit parvenir au Bureau international dans un délai voulu car, si le Bureau ne reçoit pas l'exemplaire original dans le délai prescrit, la demande internationale sera considérée comme retirée. Toutefois, aucune demande internationale ne sera considérée en pareil cas comme retirée si le déposant n'a pas été préalablement informé (voir le paragraphe 6.058). Si l'exemplaire original n'a pas été transmis, le déposant n'est pas pour autant dispensé de l'obligation d'entamer, dans le délai applicable, la phase nationale devant les offices désignés (voir les paragraphes 6.022 à 6.027 de la partie relative à la phase nationale).

Règle 20.2.c)
22.1.e)

6.058. **Comment le Bureau international surveille-t-il la réception de l'exemplaire original?** Lorsqu'il a été informé par l'office récepteur du numéro de la demande internationale et de la date du dépôt international, le Bureau international surveille la réception de l'exemplaire original. Si le Bureau international n'a pas reçu l'exemplaire original dans un délai de 13 mois à compter de la date de priorité, il demande instamment à l'office récepteur de le lui transmettre. S'il n'a toujours pas reçu l'exemplaire original un mois plus tard, le Bureau international le notifie au déposant. Le déposant peut alors demander à l'office récepteur de transmettre l'exemplaire original ou d'établir – gratuitement – une copie certifiée conforme de la demande internationale qu'il peut transmettre lui-même au Bureau international. Ce n'est qu'après l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification précitée envoyée par le Bureau international au déposant que le Bureau international peut constater qu'aucun exemplaire original n'a été reçu dans le délai prescrit. Ainsi le déposant, avant de risquer de perdre ses droits, est-il toujours averti et a-t-il toujours la possibilité de se charger lui-même de transmettre l'exemplaire original. L'établissement d'une copie certifiée conforme de la demande internationale doit être gratuit en pareil cas et ne peut être refusé que dans certaines circonstances (par exemple lorsque des considérations relatives à la défense nationale interdisent de traiter la demande internationale en tant que telle; pour plus de précisions, voir la règle 22.1.e)).

Article 12.1)
Règle 12.1.c)
23.1
25.1

6.059. **Comment la copie de recherche parvient-elle à l'administration chargée de la recherche internationale?** La copie de recherche (voir le paragraphe 5.180) est transmise par l'office récepteur à l'administration chargée de la recherche internationale. La copie de recherche est transmise uniquement si la taxe de

recherche internationale a été payée intégralement à l'office récepteur (voir les paragraphes 5.184.ii), 5.193, 5.195 et 5.198), et, lorsque la demande internationale a été déposée dans une langue qui n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale, seulement après que la traduction requise ait été remise (voir le paragraphe 5.181). Le déposant a donc intérêt à payer rapidement la taxe de recherche et, le cas échéant, à remettre la traduction à bref délai afin d'éviter tout retard dans l'établissement du rapport de recherche internationale. L'administration chargée de la recherche internationale notifie au Bureau international, au déposant et à l'office récepteur la réception de la copie de recherche et la date de cette réception.

Règle 21.2

6.060. **Le déposant peut-il obtenir des copies certifiées conformes de la demande internationale?** Contre paiement d'une taxe, l'office récepteur doit remettre au déposant, sur demande, des copies certifiées conformes de la demande internationale, telle qu'elle a été déposée, ainsi que de toutes corrections y relatives. La copie certifiée conforme de la demande internationale est le document de priorité lorsque le déposant revendique la priorité de cette demande internationale. En ce qui concerne les copies de documents de priorité auxquels il est fait référence dans la demande internationale, voir le paragraphe 5.070.

CHAPITRE 7

THE INTERNATIONAL SEARCH PROCEDURE: PROCESSING OF THE INTERNATIONAL APPLICATION BY THE INTERNATIONAL SEARCHING AUTHORITY

GÉNÉRALITÉS

Article 15
18
Règle 43
43bis.1

7.001. Quelles sont les principales étapes de la procédure au sein de l'administration chargée de la recherche internationale? Les principales étapes de la procédure que doit suivre toute demande internationale au sein de l'administration chargée de la recherche internationale sont les suivantes :

- i) exécution de la recherche internationale,
- ii) établissement du rapport de recherche internationale, et
- iii) établissement de l'opinion écrite.

Article 16
Règle 4.14bis
35

7.002. Quelle est l'administration compétente chargée de la recherche internationale? Chaque office récepteur (sauf le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur – voir le paragraphe 5.008) indique une ou plusieurs administrations chargées de la recherche internationale qui sont compétentes pour procéder aux recherches internationales à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office. Pour certains offices récepteurs, différentes administrations chargées de la recherche internationale sont compétentes selon la langue dans laquelle la demande internationale est déposée ou, lorsque la demande internationale est déposée dans une langue qui est acceptée par l'office récepteur mais pas par l'administration chargée de la recherche internationale, dans la langue dans laquelle la demande est traduite. Lorsque l'office récepteur indique plusieurs administrations chargées de la recherche internationale comme compétentes, le déposant peut choisir entre celles-ci (sous réserve de toute restriction éventuelle en ce qui concerne la langue). L'annexe C indique quelle est ou quelles sont la ou les administrations chargées de la recherche internationale désignées comme compétentes par les différents offices récepteurs ainsi que les langues dans lesquelles ces administrations acceptent de procéder à la recherche internationale à l'égard des demandes internationales déposées auprès de ces offices. Lorsque la demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur, l'administration ou les administrations chargées de la recherche internationale compétentes sont celles qui auraient été compétentes si la demande internationale avait été déposée auprès d'un office national (ou régional) compétent agissant en tant qu'office récepteur. La liste de toutes les langues acceptées aux fins de la recherche par chaque administration chargée de la recherche internationale figure à l'annexe D. Lorsque plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont compétentes pour procéder à la recherche internationale, le déposant doit indiquer l'administration de son choix dans le formulaire de requête (voir le paragraphe 5.072) et devrait aussi mentionner cette administration dans la feuille de calcul des taxes (voir les paragraphes 5.093 et 5.187). Enfin, dans le cadre des accords respectifs concernant les fonctions de certains offices agissant en qualité d'administrations chargées de la recherche internationale, ces administrations peuvent prévoir de limiter leur compétence en ce qui concerne certaines demandes internationales. Les textes consolidés de ces accords sont disponibles, sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/access/isa_ipea_agreements.html. Pour plus de précisions, voir l'annexe D.

7.002A. Le déposant peut-il présenter des commentaires sur les résultats d'une recherche antérieure à l'administration chargée de la recherche internationale? Lorsqu'une demande internationale revendique la priorité d'une demande antérieure qui a déjà fait l'objet d'une recherche par le même office que celui qui agit en tant qu'administration chargée de la recherche internationale, certaines administrations chargées de la recherche internationale ont indiqué leur intention de prendre en considération les commentaires présentés par les déposants, en réponse

aux résultats d'une recherche antérieure qui concerne la demande prioritaire, lorsqu'elles effectuent la recherche internationale. Les déposants qui souhaitent que leurs commentaires soient pris en considération doivent les présenter à l'office récepteur avec la demande internationale, généralement en cochant dans le cadre n° IX le point "autres éléments" et en précisant "Commentaires informels sur les résultats d'une recherche antérieure". Ces commentaires informels sont ensuite transmis à l'administration chargée de la recherche internationale et au Bureau international avec la copie de recherche et l'exemplaire original. Les commentaires informels sur les résultats d'une recherche antérieure sont publiés dans PATENTSCOPE (pour plus de détails sur les administrations chargées de la recherche internationale qui offrent ce service, consulter l'annexe D).

Article 15.4)
Règle 33

7.003. Quel est l'objet de la recherche internationale? La recherche internationale a pour objet de découvrir l'état de la technique pertinent. L'"état de la technique" comprend tout ce qui a été rendu accessible au public en tous lieux du monde par une divulgation écrite (y compris des dessins et autres illustrations); il est "pertinent" en ce qui concerne la demande internationale s'il peut aider à déterminer si l'invention dont la protection est demandée est nouvelle ou non, si elle implique ou non une activité inventive (c'est-à-dire si elle est évidente ou non) et si la mise à la disposition du public a eu lieu avant la date du dépôt international (pour plus de précisions, voir la règle 33). La recherche internationale s'effectue sur la base des revendications, compte dûment tenu de la description et des dessins (le cas échéant) contenus dans la demande internationale. Les résultats de la recherche internationale sont indiqués dans le rapport de recherche internationale (voir les paragraphes 7.023 à 7.026).

Article 15.4)
Règle 34.1

7.004. Quels sont les documents consultés par l'administration chargée de la recherche internationale? L'administration chargée de la recherche internationale doit s'efforcer de découvrir l'état de la technique pertinent dans toute la mesure où ses moyens le lui permettent et doit, en tout cas, consulter la "documentation minimale". En gros, celle-ci comprend les documents de brevet publiés après 1919 par la France, par l'Allemagne de 1920 à 1945 et par la République fédérale d'Allemagne depuis 1945, par le Japon (pour les administrations chargées de la recherche internationale autres que l'Office des brevets du Japon (JPO), uniquement ceux dont les abrégés anglais sont généralement disponibles), par la République populaire de Chine (pour les administrations chargées de la recherche internationale autres que l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), uniquement ceux dont les abrégés anglais sont généralement disponibles), par la République de Corée (pour les administrations chargées de la recherche internationale autres que l'Office coréen de la propriété intellectuelle, uniquement ceux dont les abrégés anglais sont généralement disponibles), par l'ex-Union soviétique et maintenant par la Fédération de Russie (pour les administrations chargées de la recherche internationale autres que le Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie), uniquement ceux dont les abrégés anglais sont généralement disponibles), par la Suisse (à l'exception des documents rédigés en italien), par le Royaume-Uni, par les États-Unis d'Amérique, par l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), par l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO), par l'Office eurasiatique des brevets et par l'Office européen des brevets; les demandes internationales (PCT) publiées et, à partir de diverses dates, quelque 135 revues techniques. Il convient cependant de souligner que lorsque l'administration chargée de la recherche internationale dispose d'une documentation plus complète que la "documentation minimale", elle est tenue de consulter aussi cette documentation complémentaire dans la mesure où ses moyens le lui permettent.

Règle 20.5
20.5bis

7.004A. Qu'advient-il si la demande internationale contient des parties manquantes ou des éléments ou parties correct(e)s remis(es) ultérieurement? La recherche internationale est en général réalisée sur la base de la demande contenant les parties manquantes ou les éléments ou parties correct(e)s. Dans le cas d'une incorporation par renvoi d'éléments ou de parties correct(e)s, bien que les éléments ou parties indûment déposés(e)s soient conservés(e)s dans la demande internationale conformément à la règle 20.5bis.d), ceux/celles-ci ne seront pas pris(es) en compte dans la recherche internationale.

Règle 20.5.c), d)
20.5bis.c), d)
40bis.1

7.004B. Cependant, si la notification de l'inclusion ou de l'incorporation par renvoi de parties manquantes ou d'éléments ou parties correct(e)s intervient une fois que l'administration chargée de la recherche internationale a commencé la rédaction du rapport de recherche internationale, l'administration en question peut inviter le déposant à payer une taxe supplémentaire à cet effet. L'invitation invite le déposant à payer la taxe supplémentaire dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation et indique le montant de cette taxe à payer. Le déposant sera tenu de s'acquitter de cette taxe supplémentaire directement à l'administration chargée de la recherche internationale. Si cette taxe supplémentaire n'a pas été payée dans les délais, l'administration chargée de la recherche internationale rédigera le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite sans prendre en compte les parties manquantes ou les éléments ou parties correct(e)s.

LISTAGE DES SÉQUENCES DE NUCLÉOTIDES OU D'ACIDES AMINÉS

Règle 5.2
13ter.1
Instruction 208
513.a)

7.005. Quelles sont les exigences particulières applicables dans le cadre de la recherche internationale en ce qui concerne le listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés? Lorsque l'administration chargée de la recherche internationale constate qu'une demande internationale contient la divulgation d'une ou de plusieurs séquences de nucléotides ou d'acides aminés et que le listage de telles séquences, conforme à la norme prévue dans l'annexe C des instructions administratives (voir le paragraphe 5.099), n'a pas encore été remis (soit en tant que partie de la demande internationale soit séparément aux fins de la recherche internationale – voir les paragraphes 5.100 et 5.102), elle peut inviter le déposant à fournir un listage conforme à cette norme et, à payer, le cas échéant, une taxe pour remise tardive. Le listage exigé par l'administration chargée de la recherche internationale est destiné à la recherche internationale; l'application des exigences prévues par la législation nationale en liaison avec la divulgation des inventions comportant un listage des séquences relève de la phase nationale.

Règle 13ter.1.a)
13ter.1.b)
Instruction 208

7.006. Toutes les administrations chargées de la recherche internationale exigent-elles qu'un listage des séquences leur soit fourni sous forme électronique? Toutes les administrations chargées de la recherche internationale opérationnelles exigent du déposant qu'il leur fournisse le listage de séquences sous forme électronique tel le fichier texte selon la norme de l'annexe C/ST.25 aux fins de la recherche internationale. Si l'administration chargée de la recherche internationale constate que le déposant n'a pas déjà fourni un listage des séquences sous forme électronique conforme à la norme prévue dans l'annexe C des instructions administratives, elle peut inviter le déposant à lui fournir un listage sous cette forme et, à payer, le cas échéant, une taxe pour remise tardive (voir le paragraphe 5.102).

Instruction 208
Annexe C des
instructions
administratives

7.007. Sous quels formats électroniques des listages des séquences peuvent-ils être acceptés? Le paragraphe 40 de l'annexe C des instructions administratives exige que la copie imprimable du listage des séquences doit figurer tout entière dans un seul fichier électronique sur un support électronique admis par l'administration compétente. Le fichier doit être codé comme fichier texte selon la page de code IBM 437, la page de code IBM 932 (les deux étant des normes *de facto* pour les ordinateurs personnels) ou une page de code compatible qui représente le listage des séquences sans qu'aucun autre code ne soit inclus (IBM est une marque enregistrée de la société International Business Machines, des États-Unis d'Amérique). Une page de code compatible, qui serait requise par exemple pour les caractères japonais, chinois, cyrilliques, arabes, grecs ou hébraïques, est une page de code qui attribue les lettres de l'alphabet romain et les chiffres aux mêmes positions hexadécimales que les pages de code indiquées.

7.008. Est-ce que le Bureau international recommande un logiciel pour la préparation des listages des séquences en format électronique? Le listage électronique devrait, de préférence, être créé par un logiciel spécialisé tel que "PatentIn" (voir le paragraphe 5.104).

Annex F,
Appendice IV, 2.(f)

7.009. Sur la disquette ou sur tout autre support électronique admis par l'administration compétente chargée de la recherche internationale doit être apposée

des instructions
administratives

une étiquette fixe portant les indications manuscrites (en majuscules d'imprimerie) ou dactylographiées suivantes : le nom du déposant, le titre de l'invention, un numéro de référence, la date à laquelle les données ont été enregistrées, le système d'exploitation informatique et le nom de l'administration compétente. Si la disquette ou tout autre support électronique admis par l'administration compétente est fourni après la date de dépôt de la demande, cette date et le numéro de la demande doivent aussi figurer sur les étiquettes.

Règle 13ter.1.a)
13ter.1.b)
13ter.1.c)
13ter.1.d)

7.010. Quelle est la procédure à suivre pour fournir un listage des séquences après avoir été invité à le faire? L'invitation par laquelle l'administration chargée de la recherche internationale demande la fourniture d'un listage des séquences conforme à la norme prévue dans l'annexe C des instructions administratives (voir les paragraphes 7.005 à 7.008) indiquera un délai de réponse. La fourniture d'un listage des séquences en réponse à une invitation peut être subordonnée par l'administration chargée de la recherche internationale au paiement d'une taxe pour remise tardive. Le montant de la taxe pour remise tardive est déterminé par l'administration chargée de la recherche internationale mais ne peut excéder 25% de la taxe internationale de dépôt visée au point 1 du barème de taxes (non compris toute taxe pour chaque feuille de la demande internationale à compter de la trente et unième). Tout listage des séquences fourni par le déposant doit être accompagné d'une déclaration selon laquelle le listage n'inclut pas d'éléments allant au-delà de la divulgation faite dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée. Si le déposant ne respecte pas le délai indiqué, la recherche effectuée par l'administration chargée de la recherche internationale peut être limitée (voir le paragraphe 7.013).

Règle 13ter.1.e)

7.011. Un listage des séquences fourni à l'administration chargée de la recherche internationale fait-il partie de la demande internationale? En général, un listage des séquences, fourni séparément à l'administration chargée de la recherche internationale selon la règle 13ter, est utilisé seulement pour les besoins de la recherche internationale et ne fait pas partie de la demande internationale. Toutefois, une fois la demande internationale publiée, tout listage des séquences est mis à disposition par le Bureau international sur le site PATENTSCOPE aux fins de l'accès au dossier par les tiers (<https://www.wipo.int/patentscope/fr/>).

Règle 13ter.2

7.012. Un listage des séquences fourni à l'administration chargée de la recherche internationale remplira-t-il aussi des conditions imposées par l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou, pendant la phase nationale, par un office désigné? Des exigences identiques à celles qui s'appliquent en ce qui concerne les listages des séquences aux fins de la recherche internationale s'appliquent pendant l'examen préliminaire international (voir le paragraphe 10.063). L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut, par exemple, inviter le déposant à lui fournir, aux fins de l'examen préliminaire international, un listage des séquences électronique conforme à la norme prévue dans l'annexe C des instructions administratives. Quant aux offices désignés, aucun ne peut exiger du déposant qu'il lui fournisse un listage des séquences autre que des listages conforme à la norme prévue dans l'annexe C des instructions administratives. Si un office désigné constate qu'un listage des séquences n'est pas conforme à la norme prévue dans les instructions administratives ou ne sont pas présentés sous une forme électronique prévue dans les instructions administratives, il peut inviter le déposant à fournir un listage conforme aux prescriptions requises (voir les chapitres nationaux).

LIMITATIONS RELATIVES À LA RECHERCHE INTERNATIONALE

Article 17.2)a)i)
et (b)
Règle 13ter.1.d)
39.1

7.013. L'administration chargée de la recherche internationale peut-elle refuser de faire des recherches sur certains objets? L'administration chargée de la recherche internationale n'est pas tenue de procéder à une recherche internationale lorsque les revendications concernent l'un des objets suivants :

- i) théories scientifiques et mathématiques;

- ii) variétés végétales, races animales, procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux autres que procédés microbiologiques et produits obtenus par ces procédés;
- iii) plans, principes ou méthodes en vue de faire des affaires, de réaliser des actions purement intellectuelles ou de jouer;
- iv) méthodes de traitement du corps humain ou animal par la chirurgie ou la thérapie, ainsi que méthodes de diagnostic (toutefois, l'Office suédois des brevets est prêt à procéder à la recherche internationale pour les méthodes de diagnostic);
- v) simples présentations d'informations;
- vi) programmes d'ordinateurs dans la mesure où ladite administration n'est pas outillée pour procéder à la recherche de l'état de la technique au sujet de tels programmes.

Toutefois, certaines administrations chargées de la recherche internationale procèdent, dans la pratique, à des recherches dans ces domaines dans des proportions variables – par exemple, plusieurs administrations chargées de la recherche internationale procèdent à des recherches sur des objets qui font normalement l'objet d'une recherche dans le cadre de la procédure nationale (ou régionale) (voir l'annexe D pour plus de précisions). En outre, dans la mesure où une recherche significative ne peut pas être réalisée, l'administration chargée de la recherche internationale n'est pas tenue de procéder à la recherche à l'égard de la demande internationale en cause dans certains cas, lorsqu'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés conforme à la norme ou sous forme électronique n'est pas fourni (voir les paragraphes 7.005 à 7.012). Si l'administration chargée de la recherche internationale n'est pas tenue de procéder à la recherche pour une quelconque des revendications, elle peut déclarer qu'elle n'établira pas de rapport de recherche internationale. À noter cependant que l'absence de rapport de recherche internationale en pareil cas n'a, en soi, aucune incidence sur la validité de la demande internationale et que celle-ci continue d'être traitée et est notamment communiquée aux offices désignés. En ce qui concerne la possibilité pour l'administration chargée de la recherche internationale de limiter sa compétence, voir le paragraphe 7.002.

Article 17.2)a)ii)
et (b)
Règle 6.4.a)

7.014. L'administration chargée de la recherche internationale peut-elle refuser de procéder à la recherche internationale pour les demandes internationales qui manquent de clarté ou ont d'autres défauts? Si l'administration chargée de la recherche internationale estime que la description, les revendications ou les dessins ne remplissent pas les conditions prescrites dans une mesure telle qu'une recherche internationale significative ne peut pas être effectuée, elle peut déclarer qu'elle n'établira pas de rapport de recherche (une telle déclaration peut aussi être faite pour quelques-unes des revendications seulement). Ce cas peut se présenter en particulier lorsque la description ou les revendications manquent de clarté. L'absence de rapport de recherche internationale n'a en soi aucune incidence sur la validité de la demande internationale et celle-ci continue d'être traitée et est notamment communiquée aux offices désignés. Lorsque seules certaines revendications sont jugées "impropres à la recherche", l'administration chargée de la recherche internationale ne les soumet pas à la recherche mais fait porter celle-ci sur le reste de la demande internationale; dès lors, l'administration établit un rapport partiel de recherche internationale concernant les revendications recherchées. Ce rapport partiel de recherche internationale contient également une déclaration au titre de l'article 17.2.b), selon laquelle certaines revendications sont jugées "impropres à la recherche". Il peut également en aller ainsi pour les revendications dépendantes multiples qui ne sont pas rédigées de la manière prévue aux deuxième et troisième phrases de la règle 6.4.a) (voir le paragraphe 5.113).

UNITÉ DE L'INVENTION

Article 17.3)a)
Règle 13

7.015. Quelle est la raison d'être de "l'exigence d'unité de l'invention"? La taxe de recherche (voir le paragraphe 5.184.ii) et l'annexe D) est destinée à rémunérer

l'administration chargée de la recherche internationale pour la recherche internationale à laquelle elle procède sur la demande internationale, mais uniquement lorsque cette dernière satisfait à "l'exigence d'unité de l'invention". Autrement dit, la demande internationale doit porter sur une seule invention ou sur une pluralité d'inventions liées entre elles de telle sorte qu'elles ne forment qu'un seul concept inventif général (l'exigence d'unité de l'invention est expliquée de façon détaillée aux paragraphes 5.114 à 5.123).

Article 17.3)a)
Règle 13
40.1
40.2.a)
et (b)
40.2.e)

7.016. Qu'arrive-t-il lorsque l'administration chargée de la recherche internationale estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention? Si l'administration chargée de la recherche internationale estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention, elle invite le déposant à payer des taxes additionnelles, en motivant son point de vue et en indiquant le nombre de taxes additionnelles à acquitter. L'invitation invitera aussi le déposant à acquitter, le cas échéant, la taxe de réserve visée à la règle 40.2.e), en indiquant le montant à payer. Ces taxes additionnelles sont payées directement à l'administration chargée de la recherche internationale dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation. L'annexe D indique le montant de la taxe de recherche additionnelle perçue pour une invention supplémentaire par chaque administration chargée de la recherche internationale.

7.017. Lorsque l'administration chargée de la recherche internationale invite le déposant à acquitter des taxes additionnelles, elle peut joindre à l'invitation les résultats d'une recherche internationale partielle limitée à l'invention mentionnée en premier dans les revendications (les revendications pertinentes sont indiquées dans l'invitation). Les résultats de cette recherche partielle figureront dans le rapport de recherche internationale lorsqu'il sera établi, avec les résultats de la recherche relative à toute autre invention pour laquelle le déposant acquitte des taxes additionnelles dans le délai fixé dans l'invitation.

Article 17.3)a)
Règle 13

7.018. L'administration chargée de la recherche internationale établit en tout cas le rapport de recherche internationale sur les parties de la demande internationale qui ont trait à l'"invention principale", c'est-à-dire l'invention (ou le groupe d'inventions liées entre elles de telle sorte qu'elles ne forment qu'un seul concept inventif général) dont il est fait mention en premier lieu dans les revendications. De plus, l'administration chargée de la recherche internationale établit le rapport de recherche internationale sur toute invention (ou tout groupe d'inventions liées entre elles de telle sorte qu'elles ne forment qu'un seul concept inventif général) pour laquelle (ou lequel) le déposant a acquitté la taxe additionnelle dans le délai fixé dans l'invitation.

Règle 40.2.c)
et (d)

7.019. Le déposant peut-il émettre une réserve en ce qui concerne le paiement des taxes additionnelles? Oui, tout déposant peut payer la taxe additionnelle sous réserve, c'est-à-dire en y joignant une déclaration motivée tendant à démontrer que la demande internationale remplit l'exigence d'unité de l'invention ou que le nombre des taxes additionnelles demandées est excessif. Un organe de réexamen constitué dans le cadre de l'administration chargée de la recherche internationale examine la réserve et se prononce à son sujet. Dans la mesure où la réserve du déposant est jugée justifiée, la taxe additionnelle est remboursée en totalité ou en partie. Sur requête du déposant, le texte de sa réserve et celui de la décision y relative sont notifiés aux offices désignés avec le rapport de recherche internationale.

Règle 40.1
40.2.e)

7.020. Lorsque le déposant paie une taxe additionnelle sous réserve, l'administration chargée de la recherche internationale peut aussi exiger du déposant le paiement d'une taxe d'examen de la réserve ("taxe de réserve"). Des précisions sur la taxe de réserve perçue le cas échéant par les administrations chargées de la recherche internationale figurent à l'annexe D. Si le déposant n'a pas acquitté, le cas échéant, la taxe de réserve dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation à payer des taxes additionnelles, la réserve est considérée comme n'ayant pas été présentée et l'administration chargée de la recherche internationale le déclare.

Article 17.3)b)

7.021. Qu'arrive-t-il si le déposant n'acquitte pas les taxes additionnelles comme il a été invité à le faire? Lorsque le déposant ne paie pas dans le délai prescrit toutes les taxes additionnelles fixées par l'administration chargée de la recherche

internationale mais n'en paie qu'une partie ou n'en paie aucune, l'administration ne fait pas de recherche pour certaines parties de la demande internationale. L'absence de rapport de recherche internationale pour ces parties de la demande internationale n'a en soi aucune incidence sur la validité de la demande internationale et celle-ci continue d'être traitée compte tenu de toutes les revendications; elle est notamment communiquée aux offices désignés. Toutefois, la législation nationale de tout État désigné peut prévoir que les parties de la demande internationale qui n'ont pas fait l'objet d'une recherche sont considérées comme retirées pour ce qui concerne les effets dans cet État à moins qu'une taxe particulière ne soit payée par le déposant à l'office national dudit État. Seuls quelques offices appliquent ce genre de dispositions. Pour plus de précisions concernant ces taxes particulières, se reporter aux chapitres nationaux correspondants.

TITRE ET ABRÉGÉ

Règle 37
38
44.2

7.022. Qu'arrive-t-il si l'administration chargée de la recherche internationale constate que le titre de l'invention ou l'abrégé est manquant ou défectueux? En pareil cas, et dans certaines circonstances, c'est en définitive l'administration chargée de la recherche internationale qui établit le titre ou l'abrégé correct. Pour plus de précisions, voir les règles 37, 38 et 44.2, ainsi que le paragraphe 5.173.

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Article 18.1)
Règle 42

7.023. Quand le rapport de recherche internationale doit-il être établi? Le rapport de recherche internationale doit être établi dans un délai de trois mois à compter de la réception de la copie de recherche par l'administration chargée de la recherche internationale (voir le paragraphe 6.059) ou dans un délai de neuf mois à compter de la date de priorité, le délai qui expire en dernier lieu étant appliqué.

Règle 43

7.024. Quel est le contenu du rapport de recherche internationale? Le rapport de recherche internationale contient, notamment, les citations des documents considérés comme pertinents, le classement de l'objet de l'invention (selon la classification internationale des brevets), l'indication des domaines sur lesquels la recherche a porté (ces domaines étant désignés par leur symbole de classification) ainsi que de toute base de données électronique sur laquelle la recherche a aussi porté (avec, lorsque cela est réalisable, les termes de recherche utilisés). Les citations particulièrement pertinentes sont indiquées spécialement. Les citations qui ne sont pas pertinentes à l'égard de toutes les revendications doivent être indiquées en relation avec celle ou celles des revendications qu'elles concernent. Si certains passages seulement du document cité sont pertinents ou particulièrement pertinents, ces passages sont signalés – par exemple par l'indication de la page, de la colonne ou des lignes où figure le passage considéré. Il importe de noter que le rapport de recherche internationale ne doit contenir aucune manifestation d'opinion, ni raisonnement, argument ou explication de quelque sorte que ce soit. Pour plus de précisions, voir la règle 43.

Article 18.2)
Règle 44.1

7.025. Comment le déposant et le Bureau international reçoivent-ils le rapport de recherche internationale? L'administration chargée de la recherche internationale transmet, le même jour, au déposant et au Bureau international une copie du rapport de recherche internationale (ou, lorsque celui-ci n'a pas été établi, de la déclaration indiquant cet état de fait; voir les paragraphes 7.013 et 7.014) et de l'opinion écrite qu'elle a établie. Le Bureau international publie le rapport de recherche internationale avec la demande internationale publiée (voir le paragraphe 9.015) et en envoie une copie aux offices désignés.

7.025A. Le déposant peut-il répondre au rapport de recherche internationale? Le règlement d'exécution ne prévoit pas expressément la possibilité pour le déposant de répondre au rapport de recherche internationale, étant toutefois observé que, après réception du rapport de recherche internationale, le déposant dispose, en vertu de l'article 19, d'une possibilité de modifier les revendications de la demande internationale (voir les paragraphes 9.004 à 9.011). Pour la possibilité de répondre à l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale, voir le paragraphe 7.030.

Article 20.3)
Règle 44.3

7.026. Comment le déposant peut-il se procurer des copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale? Le déposant peut se procurer des copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale en les demandant à l'administration chargée de la recherche internationale. Toutefois, certaines administrations chargées de la recherche internationale transmettent automatiquement et gratuitement ces copies au déposant en même temps que le rapport de recherche internationale. L'annexe D indique ces administrations chargées de la recherche internationale et, pour les autres administrations, les taxes qu'elles perçoivent pour fournir des copies sur demande.

OPINION ÉCRITE ÉTABLIE PAR L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE

Règle 43bis.1.a)

7.027. Qu'est-ce que l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale? L'administration chargée de la recherche internationale établira, en même temps que le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2.a), une opinion écrite préliminaire non contraignante sur la question de savoir si l'invention revendiquée semble nouvelle, impliquer une activité inventive et susceptible d'application industrielle; la portée de cette opinion sera comparable à celle de l'opinion écrite établie par l'administration chargée de l'examen préliminaire international au cours de cet examen.

Règle 44.1

7.028. La date applicable pour la détermination de l'état de la technique aux fins de l'établissement de l'opinion écrite est la date du dépôt international ou, lorsque la priorité d'une demande antérieure est revendiquée, la date de priorité – cette date est différente de celle qui est utilisée aux fins de l'établissement du rapport de recherche internationale mais correspond à la date utilisée aux fins de l'examen préliminaire international. L'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale est établie dans la langue dans laquelle le rapport de recherche internationale est établi et est communiquée au déposant et au Bureau international avec le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2.a) (voir le paragraphe 7.025). L'opinion écrite est mise à la disposition du public sur PATENTSCOPE le même jour que la demande internationale est publiée, à moins qu'elle ne soit pas encore disponible au Bureau international.

Article 18.1)
Règle 42

7.029. Quand l'opinion écrite doit-elle être établie? L'administration chargée de la recherche internationale doit, en principe, établir le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite dans un délai de trois mois à compter de la réception de la copie de recherche que lui a envoyée l'office récepteur ou dans un délai de neuf mois à compter de la date de priorité, le délai qui expire le plus tard étant appliqué.

7.030. Le déposant peut-il répondre à l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale? Même si aucune disposition particulière permettant au déposant de formuler des observations sur l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale ne figure dans le règlement d'exécution, conformément à la décision de l'assemblée du PCT, le déposant peut présenter au Bureau international des observations de manière informelle. Ces observations informelles visent à donner au déposant la possibilité de réfuter l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale au cas où l'examen préliminaire international ne serait pas demandé. Il n'existe aucune limite en termes de nombre de mots pour ce qui concerne les observations informelles. Lorsque des observations informelles sont soumises au Bureau international, elles doivent être clairement identifiées en tant que telles. Les observations informelles sont mises à la disposition du public sur PATENTSCOPE à compter de la date de la publication internationale. Il est recommandé de soumettre les observations informelles avant l'expiration d'un délai de 28 mois à compter de la date de priorité de manière à ce qu'elles soient mises à disposition des offices désignés lors de l'ouverture de la phase nationale. Toute observation informelle reçue après un délai de 30 mois à compter de la date de priorité est conservée dans les dossiers du Bureau international sans être transmise aux offices désignés. Pour ce qui concerne la langue des observations informelles, la pratique du Bureau international est d'accepter et de communiquer aux offices désignés des observations informelles rédigées dans n'importe quelle langue.

Toute réponse formelle à l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale doit être communiquée directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu de l'article 34, dans le cadre de la procédure prévue dans le chapitre II. Si une demande d'examen est présentée, les observations informelles déposées dans le cadre du chapitre I ne sont pas transmises aux offices désignés, en revanche, elles sont mises à la disposition du public sur PATENTSCOPE.

Règle 44bis

7.031. Quelle relation y-a-t'il entre l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale et le rapport préliminaire international (IPRP) (Chapitre I)? Lorsqu'aucun rapport d'examen préliminaire international n'a été ou ne sera établi, l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale servira de fondement au rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre I) établi par le Bureau international, au nom de l'administration chargée de la recherche internationale; ce rapport sera communiqué à tous les offices désignés, avec les observations informelles formulées par le déposant. Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre I) est mis à la disposition du public sur PATENTSCOPE pour consultation après l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité.

Règle 43bis.1.c)
66.1bis

7.032. Lorsqu'une demande d'examen préliminaire international est présentée en relation avec une demande internationale, l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale sera, en général, utilisée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international comme sa propre première opinion écrite, sauf notification contraire de cette administration au Bureau international.

CHAPITRE 8

RECHERCHE INTERNATIONALE SUPPLÉMENTAIRE

GÉNÉRALITÉS

Règle 45bis

8.001. Qu'est-ce qu'une recherche internationale supplémentaire? Le système de recherche internationale supplémentaire permet au déposant de demander, en plus de la recherche internationale effectuée en vertu de l'article 15.1) (la "recherche internationale principale", telle qu'expliquée au chapitre 7), une ou plusieurs recherches internationales supplémentaires qui seront effectuées chacune par une administration chargée de la recherche internationale (l'"administration indiquée pour la recherche supplémentaire") autre que l'administration chargée de la recherche internationale qui effectue la recherche internationale principale.

8.002. Quels sont pour le déposant les avantages de la recherche internationale supplémentaire? Demander une recherche internationale supplémentaire réduit les risques de citation d'éléments nouveaux de l'état de la technique lors de la phase nationale. La diversité croissante de l'état de la technique dans différentes langues et différents domaines techniques signifie que l'administration effectuant la recherche internationale principale n'est pas toujours en mesure de découvrir tout l'état de la technique pertinent. Demander une ou plusieurs recherches internationales supplémentaires, dès le début de la procédure d'analyse du brevet, permet d'étendre la portée de la recherche, tant du point de vue linguistique que technique. De plus, il est aussi ainsi possible de voir la recherche supplémentaire effectuée par un état où il y a de fortes probabilités d'entrer en phase nationale ultérieurement.

Règle 45bis.1.e)
45bis.9.b)

8.003. Auprès de quelles administrations une recherche internationale supplémentaire peut-elle être demandée? Seule une administration chargée de la recherche internationale ayant indiqué qu'elle était disposée à effectuer des recherches internationales supplémentaires (voir l'annexe SISA) et qui n'est pas l'administration en charge de la recherche internationale principale, peut effectuer la recherche internationale supplémentaire.

Règle 45bis.9.a)
et (c)

8.004. Chaque administration offre-t-elle le même service de recherche internationale supplémentaire? Les administrations disposées à offrir des recherches internationales supplémentaires peuvent prescrire toutes limitations et conditions liées à ce service dans leur accord avec le Bureau international (voir https://www.wipo.int/pct/fr/access/isa_ipea_agreements.html). Ces limitations peuvent comprendre des limitations relatives à l'objet à l'égard duquel les recherches supplémentaires seront effectuées, en sus de celles qui seraient applicables à la recherche internationale principale (voir les paragraphes 7.013 et 7.014), ainsi que des limitations quant au nombre total de recherches internationales supplémentaires qui seront effectuées pendant une période donnée (voir l'annexe SISA).

Règle 45bis.1.a)
45bis.1.e)i)

8.005. Quand doit-on déposer une demande de recherche internationale supplémentaire? Dans la plupart des cas, les demandes de recherche supplémentaire seront déposées lorsque le déposant aura reçu le rapport de recherche internationale principal. En tout état de cause, le déposant doit déposer cette demande de recherche internationale supplémentaire avant l'expiration d'un délai de 22 mois à compter de la date de priorité. Si la demande est reçue après l'expiration de ce délai, elle sera réputée n'avoir pas été présentée et il n'y a aucune disposition pour proroger ce délai.

DEMANDE DE RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE

Règle 45bis.1.b)
Instruction 102.f)
et (g)

8.006. Comment doit-on déposer une demande de recherche supplémentaire? Afin de faciliter la préparation d'une demande de recherche supplémentaire, le Bureau international a mis à disposition le formulaire PCT/IB/375 "Demande de recherche supplémentaire", dans un format PDF prêt à être rempli, sur le site Internet de l'OMPI (les instructions pour remplir et sauvegarder ce formulaire prêt à être rempli sont également disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.wipo.int/pct/fr/forms/instructions.htm>). Il convient de remplir ce formulaire conformément aux indications données dans les notes y relatives. Bien que l'usage de ce formulaire soit facultatif, il est néanmoins hautement recommandé. Il est par ailleurs recommandé de soumettre le formulaire au Bureau international par le biais d'ePCT.

- Règle 45bis.1.a) 8.007. Si le déposant souhaite plus d'une recherche internationale supplémentaire (pour une même demande internationale), une demande séparée, de préférence en utilisant le formulaire PCT/IB/375, doit être présentée pour chaque recherche internationale supplémentaire demandée.
- Règle 45bis.1.b) 8.008. **Où doit-on déposer une demande de recherche supplémentaire?** Une demande de recherche supplémentaire doit être déposée auprès du Bureau international et non auprès de l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire. Le Bureau international transmettra la demande à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire une fois qu'il aura vérifié que toutes les exigences formelles ont été satisfaites.
- Règle 92.2.d) 8.009. **En quelle langue la demande de recherche supplémentaire doit être déposée?** La demande de recherche supplémentaire doit être déposée soit en anglais soit en français.
- Instruction 104
- Règle 92.2.d) 8.010. **Quelle est la langue de correspondance avec le Bureau international vis-à-vis de cette recherche internationale supplémentaire?** Toute correspondance entre le déposant et le Bureau international doit être en anglais ou français, au choix du déposant, sous réserve que cette correspondance soit dans la même langue que la demande internationale – si cette dernière avait été déposée en anglais ou en français. Cependant, les communications du déposant au Bureau international par le biais d'ePCT peuvent également être dans la langue de publication de la demande internationale.
- Instruction 104
- Règle 45bis.1.b)ii) 8.011. **Comment doit être identifiée l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire?** L'administration indiquée pour la recherche supplémentaire doit être identifiée par l'indication du nom ou du code à deux lettres de l'administration mentionnée en haut de la première feuille du formulaire de demande de recherche supplémentaire (PCT/IB/375).
- Règle 13ter.1 8.012. **Quels documents, autres que la demande de recherche supplémentaire, doivent être remis?** Lorsque ni la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée, ni celle dans laquelle une traduction (le cas échéant) a été remise aux fins de la recherche internationale principale ou de la publication internationale, n'est acceptée par l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, une traduction de la demande internationale dans une langue acceptée par cette administration doit être remise avec la demande de recherche supplémentaire. Lorsque la demande contient la divulgation d'une ou plusieurs séquences de nucléotides ou d'acides aminés, le déposant, si cela est requis par l'administration, doit, de préférence, fournir au Bureau international une copie du listage des séquences sous forme électronique (conforme à la norme figurant à l'annexe C des instructions administratives), avec la demande de recherche supplémentaire.
- 45bis.1.c)

Cadre n° I : Identification de la demande internationale

- Règle 45bis.1.b)i) 8.013. **Comment la demande internationale doit être identifiée?** Le déposant doit clairement identifier la demande internationale par son numéro de demande internationale, sa date de dépôt international (pour le format des dates, voir le paragraphe 5.061) et son titre, dans le cadre n° I prévu à cet effet. Si l'administration chargée de la recherche internationale a établi un nouveau titre, celui-ci doit être indiqué.
- Instruction 109 8.014. Lorsque la demande internationale revendique la priorité de plusieurs demandes antérieures, la date de dépôt de la plus ancienne demande dont la priorité est revendiquée doit être indiquée en tant que date de priorité. Une référence ne dépassant pas 25 caractères peut aussi être indiquée, si le déposant le souhaite (voir le paragraphe 5.017).
- 110

Cadre n° II : Déposant

Règle 45bis.1.b)i)

8.015. Comment le déposant doit être identifié? Le déposant doit être identifié par l'indication de son nom et de son adresse au cadre n° II. Les exigences pour l'indication du nom et de l'adresse du déposant sont les mêmes que celles qui s'appliquent au formulaire de requête (PCT/RO/101) (voir les paragraphes 5.025 à 5.034).

8.016. Lorsqu'il y a plusieurs déposants, il est suffisant de donner les indications pour un seul déposant aux fins de la demande de recherche internationale supplémentaire. Il est recommandé d'indiquer le déposant appelé à représenter l'ensemble des déposants, c'est-à-dire celui devant recevoir les notifications. Si un mandataire ou un représentant commun est indiqué au cadre n° III de la demande, toute notification sera envoyée à ce mandataire ou ce représentant commun (voir aussi les paragraphes 11.015 à 11.017).

Règle 4.4.c)

8.017. Comment le déposant peut-il recevoir des notifications par courrier électronique? Si, en cochant la case correspondante au cadre n° II du formulaire de demande de recherche supplémentaire, le déposant a autorisé soit l'envoi au préalable de copies de notifications par courrier électronique ou l'envoi de notifications exclusivement par courrier électronique, le Bureau international et l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, s'ils le souhaitent, enverront au déposant de telles notifications, évitant ainsi des délais postaux ou de traitement. Lorsque l'autorisation d'utiliser le courrier électronique est également donnée par le mandataire ou le représentant commun, le Bureau international et l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire adresseront tout courrier électronique uniquement à l'attention du mandataire désigné ou du représentant commun désigné (voir le paragraphe 8.018). Il convient de noter que toutes les administrations n'enverront pas ces notifications par courrier électronique (voir l'annexe B). Si une notification par courrier électronique est suivie de l'envoi de la version papier officielle, seule la version papier sera considérée comme la copie authentique faisant foi de la notification concernée et seule la date d'expédition figurant sur ce document sera le point de départ de tout délai au sens de la règle 80. Lorsque le déposant demande l'envoi de notifications exclusivement par courrier électronique, la date d'expédition figurant sur la copie électronique sera le point de départ de tout délai au sens de la règle 80. Il relève exclusivement de la responsabilité du déposant de mettre à jour les données concernant toute adresse électronique et de s'assurer que les courriers électroniques entrants ne sont pas bloqués pour quelque raison que ce soit du côté du destinataire. Tout changement relatif à l'adresse électronique mentionnée doit faire l'objet d'une requête en enregistrement d'un changement selon la règle 92bis adressée, de préférence, directement au Bureau international.

Cadre n° III : Mandataire ou représentant commun

Règle 45bis.1.b)i)

90.1
90.2
90.4
90.5

8.018. Comment est désigné un mandataire aux fins de la procédure devant l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire? La désignation d'un mandataire pour représenter le déposant aux fins des procédures pendant la phase internationale, qui inclut la procédure devant l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, peut être faite au cadre n° IV du formulaire de requête (PCT/RO/101) ou au moyen d'un pouvoir distinct remis à l'office récepteur (voir aussi les paragraphes 5.041 à 5.046 et 11.001 à 11.014).

8.019. Toutefois, lorsqu'un mandataire est désigné spécialement pour la procédure devant l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, cela doit être indiqué au cadre n° III du formulaire de demande de recherche supplémentaire et le formulaire doit être signé par le déposant.

8.020. La désignation d'un mandataire peut aussi être faite au moyen d'un pouvoir distinct signé par le déposant. Les indications au cadre n° III ou dans un pouvoir distinct doivent comporter le nom et l'adresse de ce mandataire (voir les paragraphes 5.025 à 5.029). Il est recommandé de donner les numéros de téléphone et de télécopie ou l'adresse électronique du mandataire. Il est également recommandé, lorsque le mandataire est inscrit auprès de l'office agissant en tant qu'administration indiquée pour

la recherche supplémentaire, de donner le numéro sous lequel, ou toute autre indication sous laquelle, le mandataire est inscrit. Des modèles de pouvoirs sont disponibles dans un format PDF prêt à être rempli sur le site Internet de l'OMPI. Tout pouvoir distinct doit être remis à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire si la désignation a été faite spécialement pour la procédure devant cette administration. Lorsqu'un pouvoir général autorise un mandataire à représenter le déposant devant l'office, agissant en tant qu'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, et que la désignation a été faite spécialement pour la procédure devant cette administration, le pouvoir général doit être déposé auprès de ladite administration. L'administration indiquée pour la recherche supplémentaire peut renoncer à l'exigence de recevoir un pouvoir distinct ou une copie du pouvoir général (voir l'annexe SISA).

Règle 4.4.c)

8.021. Comment est-il possible pour un mandataire de recevoir des notifications par courrier électronique? Si la case du cadre n° III, indiquant que soit l'envoi au préalable de copies de notifications par courrier électronique ou l'envoi de notifications par courrier électronique exclusivement est autorisé, est cochée, le Bureau international et l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, s'ils le souhaitent, envoient de telles notifications au mandataire ou au représentant commun, à l'adresse électronique indiquée, évitant ainsi des délais postaux ou de traitement (voir le paragraphe 8.017).

Instruction 108

8.022. Qu'est-ce que l'adresse pour la correspondance? Lorsqu'un mandataire est désigné spécialement pour la procédure devant l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, toutes les notifications de cette administration seront adressées uniquement à ce mandataire. Sinon, la correspondance sera envoyée au mandataire désigné précédemment ou au représentant commun, selon le cas. Cependant, lorsqu'aucun mandataire ni représentant commun n'est désigné et que le déposant souhaite que la correspondance soit envoyée à une adresse différente de celle indiquée au cadre n° II, il peut indiquer cette adresse au cadre n° III. C'est dans ce cas qu'il y a lieu de cocher la dernière case du cadre n° III. Toutefois, la dernière case ne doit pas être cochée si l'une des cases "mandataire" ou "représentant commun", au cadre n° III, a été cochée.

Cadre n° IV : Base de la recherche internationale supplémentaire

Règle 45bis.1.b)iii)

8.023. Où la langue, aux fins de la recherche internationale supplémentaire, doit-elle être indiquée? Le déposant doit indiquer au cadre n° IV la langue aux fins de la recherche internationale supplémentaire, et préciser si cette langue est celle de la demande internationale telle que initialement déposée, ou de toute traduction remise à l'office récepteur en vertu de la règle 12.3 ou 12.4. Lorsque ni la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée, ni la langue dans laquelle une traduction (le cas échéant) a été remise en vertu de la règle 12.3 ou 12.4, n'est acceptée par l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, une traduction de la demande internationale, dans une langue acceptée par cette administration, doit être remise avec la demande de recherche supplémentaire. Dans ce cas, il convient de cocher la dernière case concernant la langue. Quand plus d'une situation parmi celles décrites ci-dessus se présente, le déposant peut indiquer, en cochant la case appropriée pour la langue, quelle version sert de base à la recherche internationale supplémentaire.

Règle 45bis.1.d)
45bis.5.d)

8.024. Quand et comment le déposant peut-il sélectionner certaines inventions à rechercher? Lorsque l'administration chargée de la recherche internationale a estimé que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention, le déposant peut choisir dans cette pluralité d'inventions, celle qu'il souhaite voir rechercher par l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire. S'il souhaite que la recherche internationale supplémentaire soit limitée à une invention, autre que l'invention principale visée à l'article 17.3a), il peut indiquer ce souhait en cochant la dernière case du cadre n° IV du formulaire de demande de recherche supplémentaire, et doit indiquer les numéros des revendications qui portent sur cette invention dans l'espace prévu à cet effet. Lorsque le rapport de recherche internationale peut être consulté par l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire avant qu'elle ne commence la recherche internationale supplémentaire, cette administration

peut cependant exclure de la recherche toute revendication qui n'a pas fait l'objet de la recherche internationale principale.

Cadre n° V : Bordereau

8.025. À quoi sert le bordereau? Le cadre n° V doit être rempli par le déposant afin de permettre au Bureau international de vérifier si, avec la demande de recherche supplémentaire, tous les documents nécessaires sont joints et, en particulier, de vérifier si une traduction de la demande internationale et un listage des séquences, lorsqu'ils ont été indiqués dans les cases appropriées, ont réellement été reçus.

Cadre n° VI : Signature du déposant, du mandataire ou du représentant commun

Règle 90.3.a)
92.1

8.026. Qui doit signer la demande de recherche supplémentaire? La demande de recherche supplémentaire doit être signée par l'un des déposants ou par le mandataire désigné. Il convient cependant de noter que des signatures additionnelles peuvent être requises en cas de retrait de la demande de recherche supplémentaire (voir les paragraphes 11.048 à 11.061).

Notes relatives au formulaire de demande de recherche supplémentaire

8.027. Que sont les notes relatives au formulaire de demande de recherche supplémentaire? Les notes relatives au formulaire de demande de recherche supplémentaire sont destinées à faciliter l'utilisation de ce formulaire. Elles précisent, en regard de chaque cadre dudit formulaire, les indications qui sont exigées et comment elles doivent être mentionnées. Les notes ne sont pas à remettre avec la demande de recherche supplémentaire.

Feuille de calcul des taxes

8.028. Qu'est-ce que la feuille de calcul des taxes? La feuille de calcul des taxes a pour objet d'aider le déposant à calculer le montant total des taxes payables au Bureau international. Cette feuille est habituellement annexée au formulaire de demande de recherche supplémentaire (voir 8.006). Il est vivement recommandé au déposant de remplir cette feuille de calcul des taxes et de la remettre au Bureau international. Cela permettra au Bureau international de vérifier les calculs de taxes et de détecter toute erreur. Les notes relatives à la feuille de calcul des taxes fournissent des détails pour remplir cette feuille. Pour de plus amples informations concernant le paiement de taxes d'une manière générale, voir les paragraphes 5.184 à 5.199.

TAXES

Règle 45bis.2.a)
45bis.3.a)

8.029. Quelles taxes doivent être payées par le déposant? Deux sortes de taxes doivent être acquittées concernant la recherche internationale supplémentaire :

- i) la taxe de recherche supplémentaire qui revient à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire; et
- ii) la taxe de traitement de la recherche supplémentaire qui revient au Bureau international.

La taxe de recherche supplémentaire exigée par chaque administration varie, elle est déterminée par l'administration dans son accord avec le Bureau international (voir https://www.wipo.int/pct/fr/access/isa_ipea_agreements.html et l'annexe SISA). La taxe de traitement de la recherche supplémentaire est fixée par l'Assemblée du PCT dans le barème des taxes annexé au Règlement d'exécution du PCT.

8.029A. Une réduction en matière de taxes est-elle applicable? Un déposant qui est une personne physique et qui est ressortissant d'un État et domicilié dans un État qui figure sur la liste des États où le produit intérieur brut par habitant est inférieur à 25.000 dollars des États-Unis (déterminé d'après les données les plus récentes publiées par l'Organisation des Nations Unies) concernant le produit intérieur brut moyen par habitant sur 10 ans, exprimé en dollars des États-Unis constants par rapport à 2005) et dont les ressortissants et les résidents qui sont des personnes physiques ont déposé moins de 10 demandes internationales par an (pour un million de personnes)

ou moins de 50 demandes internationales par an (en chiffres absolus) d'après les données les plus récentes publiées par le Bureau international concernant le nombre moyen de dépôts annuels sur cinq ans, ou un déposant, personne physique ou non, qui est ressortissant d'un État et domicilié dans un État qui figure sur la liste des États classés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés, a droit, conformément au point 5 du barème de taxes, à une réduction de 90% de la taxe de traitement de la recherche supplémentaire. (Une liste des États, dont les ressortissants et les résidents remplissent les conditions pour pouvoir prétendre à cette réduction de taxe, figure à l'adresse suivante: https://www.wipo.int/pct/en/fees/fee_reduction_july.pdf). Il convient toutefois de noter que cette réduction de taxe s'applique uniquement lorsque, au moment du dépôt de la demande internationale supplémentaire, le déposant ou tous les déposants sont les seuls et véritables titulaires de la demande et ne sont pas dans l'obligation de céder, octroyer, transférer ou concéder sous licence les droits découlant de l'invention à une autre partie qui ne remplit pas les conditions pour pouvoir prétendre à cette réduction de taxe. S'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à l'un ou l'autre de ces critères. Lorsque le déposant ou tous les déposants ont droit à la réduction de la taxe de traitement de la recherche supplémentaire, cette réduction s'applique sur la base du nom, de la nationalité et du domicile indiqués dans le cadre n° II de la demande de recherche supplémentaire, aucune demande particulière n'étant nécessaire.

Règle 45bis.2.b)
et (c)
45bis.3.b)
et (c)
45bis.4.c)
et (d)

8.030. À quel moment ces taxes doivent-elles être payées? La taxe de recherche supplémentaire et la taxe de traitement de la recherche supplémentaire doivent être payées au Bureau international dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande de recherche supplémentaire. Si les taxes ne sont pas intégralement payées dans le délai prescrit, une taxe pour paiement tardif est exigée (voir le formulaire PCT/IB/377). Si les taxes demeurent impayées, le Bureau international considère la demande de recherche supplémentaire comme n'ayant pas été présentée.

8.031. En quelles monnaies les taxes dues au titre de la recherche internationale supplémentaire doivent-elles être payées? Le paiement des taxes est accepté seulement en francs suisses. Le montant dû est le montant applicable à la date du paiement.

Règle 45bis.2.d)
45bis.3.d)
et (e)

8.032. Des taxes acquittées peuvent-elles être remboursées dans certains cas? Si la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée ou si la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée avant que le Bureau international n'ait transmis les documents pertinents à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, le Bureau international rembourse au déposant à la fois la taxe de recherche supplémentaire et la taxe de traitement de la recherche supplémentaire. Si la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée avant que l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire n'ait commencé la recherche, cette administration rembourse la taxe de recherche supplémentaire au déposant en vertu de son accord avec le Bureau international (voir le paragraphe 8.029).

TRAITEMENT DE LA DEMANDE DE RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

Règle 45bis.1.e)

8.033. Que vérifie le Bureau international à réception d'une demande de recherche supplémentaire? À réception d'une demande de recherche supplémentaire, le Bureau international vérifie si la demande a été reçue dans le délai applicable, soit avant l'expiration d'un délai de 22 mois à compter de la date de priorité. Il vérifie que l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire est compétente pour effectuer celle-ci, soit une administration internationale disposée à effectuer des recherches internationales supplémentaires qui est différente de l'administration chargée de la recherche internationale qui a effectué la recherche internationale principale. Si ces conditions ne sont pas satisfaites, le Bureau international déclare que la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée et notifie

ce fait au déposant au moyen du formulaire PCT/IB/379 (voir également les paragraphes 8.003 à 8.005).

Règle 45bis.4.a) 8.034. **Que se passe-t-il si la demande de recherche supplémentaire présente d'autres irrégularités?** Le Bureau international vérifie alors si la demande de recherche supplémentaire mentionne clairement le nom et l'adresse d'au moins un déposant et du mandataire, le cas échéant, le titre de l'invention, la date de dépôt international et le numéro de la demande internationale. Il vérifie également si une traduction de la demande internationale est nécessaire afin d'effectuer la recherche internationale supplémentaire, et le cas échéant, si cette traduction a été fournie. Si l'une quelconque de ces conditions n'a pas été satisfaite, il invite le déposant à corriger cette irrégularité dans le délai d'un mois à compter de la date de l'invitation au moyen du formulaire PCT/IB/378 (voir également les paragraphes 8.013 à 8.016, 8.018 à 8.020, et 8.023).

Règle 45bis.4.b) et (c) 8.035. **Que se passe-t-il lorsque les taxes ne sont pas acquittées ou ne le sont que partiellement?** Le Bureau international vérifie également que la taxe de recherche supplémentaire et la taxe de traitement de la recherche supplémentaire ont été entièrement acquittées. Si tel n'est pas le cas, et que le délai d'un mois n'a pas expiré, il invite le déposant à payer le montant requis afin de couvrir ces taxes, au moyen du formulaire PCT/IB/376. Lorsque le délai d'un mois a d'ores et déjà expiré, le Bureau international envoie le formulaire PCT/IB/377 invitant le déposant à payer le montant dû, ainsi qu'une taxe pour paiement tardif d'un montant équivalent à 50% de la taxe de traitement de la recherche supplémentaire, dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation (voir également les paragraphes 8.029 et 8.030).

Règle 45bis.4.d) 8.036. Si le déposant ne corrige pas les irrégularités relevées, ou s'il ne paye pas entièrement les taxes requises avant l'expiration des délais prescrits, respectivement, la demande de recherche supplémentaire est réputée ne pas avoir été présentée et le Bureau international fait une déclaration à cet effet et la notifie au déposant au moyen du formulaire PCT/IB/379.

Règle 45bis.4.e) 8.037. **Quand le Bureau international transmet-il les documents pertinents à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire?** Une fois qu'il a constaté que toutes les conditions mentionnées ci-dessus ont été remplies (voir les paragraphes 8.033 à 8.035), le Bureau international transmet les documents pertinents (voir le paragraphe 8.038) à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire à bref délai après la réception du rapport de recherche internationale, ou après l'expiration d'un délai de 17 mois à compter de la date de priorité, le délai qui expire en premier lieu s'appliquant. Si certains documents ne sont pas encore disponibles dans le délai mentionné ci-dessus, il les transmet à bref délai une fois qu'ils ont été reçus.

Règle 45bis.4.e) et (f) 8.038. **Quels sont les documents transmis par le Bureau international à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire?** Le Bureau international transmet à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, le cas échéant, une copie de chacun des documents suivants :

- i) la demande de recherche supplémentaire,
- ii) la demande internationale,
- iii) une copie sous forme électronique du listage des séquences également fourni,
- iv) toute traduction remise aux fins de la recherche internationale supplémentaire,
- v) le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite (y compris une traduction en anglais),
- vi) toute invitation par l'administration chargée de la recherche internationale à payer des taxes additionnelles relatives à l'absence d'unité de l'invention, et
- vii) toute réserve formulée par le déposant à l'encontre de l'opinion de l'administration chargée de la recherche internationale relative à l'unité de l'invention et la décision de cette administration sur cette question.

PROCÉDURE CONCERNANT LA RECHERCHE INTERNATIONALE SUPPLÉMENTAIRE

- Règle 45bis.5.a) 8.039. **Quand l'administration commence-t-elle la recherche internationale supplémentaire?** À réception des documents pertinents en provenance du Bureau international, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire commence sans délai la recherche internationale supplémentaire (voir le paragraphe 8.037). Toutefois, si, à réception des documents considérés, le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite ne sont pas encore disponibles, l'administration peut différer le commencement de la recherche jusqu'à la réception de ces documents. En tout état de cause, la recherche internationale supplémentaire doit commencer sans délai après l'expiration d'un délai de 22 mois à compter de la date de priorité, quel que soit le retard dans la réception du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite. L'absence de ces documents est mentionnée dans le rapport de recherche internationale supplémentaire.
- Règle 13ter.1
45bis.4.e)
45bis.5.c) 8.040. **Quels documents le déposant peut-il remettre directement à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire?** Le déposant doit remettre tous les documents exigés au Bureau international avec la demande de recherche supplémentaire (voir le paragraphe 8.012). Le Bureau international transmet ces documents, ainsi que l'ensemble des autres documents pertinents, à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire (voir le paragraphe 8.038). Les modifications déposées en vertu de l'article 19 ou de l'article 34 ne sont pas prises en compte. Toutefois, si le déposant n'a pas fourni au Bureau international une copie du listage des séquences sous forme électronique (format selon la norme de l'annexe C/ST.25) avec la demande de recherche supplémentaire (voir le paragraphe 8.012), il est invité par l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire à lui remettre une telle copie. Le non respect de cette exigence peut entraîner la conséquence suivante, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire n'effectue la recherche internationale supplémentaire que dans la mesure où une recherche significative peut être réalisée en l'absence du listage des séquences (voir également les paragraphes 7.005 à 7.012 pour des informations plus détaillées).
- Règle 45bis.5.g)
et (h)
45bis.9 8.041. **Quelles sont les conséquences lorsque l'administration constate que la recherche internationale supplémentaire est exclue en raison d'une limitation ou d'une condition?** Si l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire constate que la réalisation de la recherche supplémentaire est entièrement exclue en raison d'une limitation ou d'une condition fixée dans son accord avec le Bureau international (voir https://www.wipo.int/pct/fr/access/isa_ipea_agreements.html), autre qu'une limitation en vertu de l'article 17.2), elle déclare que la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée et en informe à bref délai le déposant et le Bureau international. Si, toutefois, l'administration constate que la réalisation de la recherche n'est pas entièrement exclue, celle-ci peut limiter la recherche à certaines revendications uniquement et indiquera ce fait dans le rapport de recherche internationale supplémentaire.
- Article 17.2)a)
Règle 45bis.5 8.042. **L'administration peut-elle refuser de procéder à la recherche de certaines revendications?** Dans certain cas, l'administration n'est pas tenue de procéder à une recherche supplémentaire en ce qui concerne certaines ou toutes les revendications contenues dans la demande internationale. Cela concerne les objets au sujet desquels l'administration n'est pas tenue d'effectuer la recherche internationale principale et les revendications qui n'ont pas fait l'objet d'une recherche par l'administration chargée de la recherche principale. Si l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire constate qu'elle n'est pas tenue de procéder à la recherche d'une quelconque des revendications, elle déclare qu'aucun rapport de recherche internationale supplémentaire ne sera établi (voir le paragraphe 8.048) et le notifie à bref délai au déposant et au Bureau international.
- Règle 45bis.5.f) 8.043. **Quelle est la portée de la recherche internationale supplémentaire?** La recherche internationale supplémentaire doit porter au minimum sur la documentation précisée à cet effet dans l'accord conclu entre l'administration internationale qui agit en

qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et le Bureau international (voir https://www.wipo.int/pct/fr/access/isa_ipea_agreements.html). Pour certaines administrations cela peut comprendre toute la documentation minimale du PCT plus d'autres documents techniques ou concernant les brevets qui sont en la possession de cette administration, tandis que certaines administrations mettent plus particulièrement l'accent sur de la documentation dans certaines langues (voir l'annexe SISA).

Règle 13
45bis.5.e)

8.044. Que se passe-t-il lorsque l'administration chargée de la recherche internationale principale estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention? Si l'administration chargée de la recherche internationale principale a estimé que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention et que le déposant n'a pas payé les taxes de recherche additionnelles, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire n'est pas tenue de procéder à la recherche supplémentaire en ce qui concerne des revendications qui n'ont pas fait l'objet de la recherche par l'administration chargée de la recherche internationale principale. L'exigence en matière d'unité de l'invention est expliquée de façon détaillée aux paragraphes 5.114 à 5.123. L'administration indiquée pour la recherche supplémentaire n'est toutefois pas obligée de suivre l'opinion de l'administration chargée de la recherche internationale principale et elle peut parvenir à ses propres conclusions sur cette question de l'unité de l'invention.

Règle 45bis.6.a)
et (c)

8.045. Que se passe-t-il lorsque l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention? Si l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention (l'exigence en matière d'unité de l'invention est expliquée de façon détaillée aux paragraphes 5.114 à 5.123.) elle n'invite pas le déposant à payer des taxes additionnelles, comme l'administration chargée de la recherche internationale le fait en ce qui concerne la recherche internationale principale. Au lieu de cela, elle établit le rapport de recherche internationale supplémentaire sur les parties de la demande internationale qui ont trait à l'invention dont il est fait mention en premier lieu dans les revendications ("l'invention principale"); elle notifie au déposant son opinion selon laquelle la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention et précise les raisons au soutien de cette opinion. Dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, le déposant peut demander à l'administration de réexaminer son opinion, sous réserve du paiement d'une taxe de réexamen (voir l'annexe SISA). Si l'administration constate que son opinion était entièrement injustifiée elle rembourse intégralement la taxe de réexamen (voir le paragraphe 8.046) et, le cas échéant, établit un rapport de recherche internationale supplémentaire révisé.

Règle 45bis.6.d)
et (e)

8.046. Que se passe-t-il lorsque le déposant demande à l'administration de réexaminer son opinion au sujet de l'unité de l'invention? Lorsque le déposant demande à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire de réexaminer son opinion selon laquelle la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention et acquitte toute taxe de réexamen requise, l'administration réexamine son opinion sur l'unité de l'invention. Le réexamen de l'opinion ne doit pas être effectué uniquement par la personne qui a pris la décision qui fait l'objet du réexamen. Le résultat du réexamen est notifié au déposant. Si l'administration constate que son opinion était entièrement injustifiée, elle établit le rapport de recherche internationale supplémentaire sur toutes les parties de la demande internationale et rembourse la taxe de réexamen au déposant. Si l'administration constate que son opinion était en partie injustifiée, mais considère toujours que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention, elle établit une version corrigée du rapport de recherche internationale supplémentaire, le cas échéant. Indépendamment du réexamen, le déposant peut toujours demander que le texte de sa demande de réexamen et de la décision y relative de l'administration soient communiqués aux offices désignés avec le rapport de recherche internationale supplémentaire.

Règle 45bis.7.a)

8.047. Quand le rapport de recherche internationale supplémentaire est-il établi? Le rapport de recherche internationale supplémentaire doit être établi dans un

délai de 28 mois à compter de la date de priorité, au moyen du formulaire PCT/SISA/501.

Règle 45bis.7.a) 8.048. **Que se passe-t-il lorsque l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire déclare qu'aucun rapport de recherche internationale supplémentaire ne sera établi?** Une déclaration selon laquelle aucun rapport de recherche internationale supplémentaire ne sera établi doit être faite dans un délai de 28 mois à compter de la date de priorité, au moyen du formulaire PCT/SISA/502 (voir les paragraphes 8.003 et 8.004).

Règle 45bis.7.d) et (e) 8.049. **Que contient le rapport de recherche internationale supplémentaire?** Le rapport de recherche internationale supplémentaire est en général assez similaire dans le contenu et dans la forme au rapport de recherche internationale principal (voir le paragraphe 7.024). Toutefois, il ne contient pas de commentaires relatifs au titre de l'invention ou à l'abrégié, il ne contient pas non plus de classement relatif à l'objet de l'invention. De plus, il ne cite pas de nouveau les documents pertinents de l'état de la technique qui ont déjà été cités dans le rapport de recherche internationale, sauf si une telle répétition est nécessaire dans la mesure où elle révèle une nouvelle pertinence lorsque ces documents sont lus en relation avec d'autres documents découverts à l'occasion de la recherche internationale supplémentaire. À l'occasion, le rapport de recherche internationale supplémentaire peut contenir plus d'explications détaillées au sujet des citations de documents que celles qui figurent dans le rapport de recherche internationale principal. Ceci s'explique par le fait que, à l'inverse de ce qui existe dans le cadre de la recherche internationale principale, aucune opinion écrite n'est établie conjointement avec le rapport de recherche internationale supplémentaire, et ces explications additionnelles sont utiles à la compréhension de l'état de la technique. En outre, ce rapport peut contenir des explications additionnelles sur la portée de la recherche supplémentaire qui a été effectuée. Cela est particulièrement pertinent lorsque la recherche internationale supplémentaire a été effectuée en l'absence du rapport de recherche internationale principal.

Article 20.3)
Règle 44.3
45bis.7 8.050. **Comment le déposant peut-il obtenir des copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire?** De nombreuses administrations qui ont notifié leur volonté de conduire des recherches internationales supplémentaires transmettent des copies de ces documents automatiquement avec le rapport de recherche internationale supplémentaire, sans que cela ne donne lieu au paiement de taxes supplémentaires pour le déposant. L'annexe SISA précise si une administration requiert le paiement d'une taxe pour la fourniture des copies de ces documents.

Article 20.1)
Règle 45bis.8
47.1.d) 8.051. **Comment le rapport de recherche internationale supplémentaire est-il transmis?** L'administration indiquée pour la recherche supplémentaire transmet, le même jour, au Bureau international et au déposant une copie du rapport de recherche internationale supplémentaire (ou de la déclaration selon laquelle aucun rapport de recherche internationale supplémentaire ne sera établi). Le Bureau international inclut le rapport de recherche internationale supplémentaire dans sa communication à chaque office désigné, comme s'il faisait partie du rapport de recherche internationale, sauf si l'office désigné a levé cette exigence.

Règle 45bis.8.b)
et (c)
Instruction 420.b) 8.052. **Une copie du rapport de recherche internationale supplémentaire est-elle envoyée à l'administration chargée de l'examen préliminaire international?** Lorsque le déposant a présenté une demande d'examen préliminaire international et que l'administration chargée de l'examen préliminaire international est différente de l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, le Bureau international, à bref délai à réception du rapport de recherche internationale supplémentaire, en transmet une copie à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Le rapport, conjointement avec le rapport de recherche internationale, est pris en compte dans son intégralité par cette administration pendant la procédure d'examen préliminaire international. Si cette dernière a déjà commencé à rédiger son rapport d'examen préliminaire international, elle n'est pas tenue de tenir compte du rapport de recherche internationale supplémentaire aux fins de l'établissement de son rapport.

Article 20.3)
Règle 44.3
94.1.b)

8.053. Le rapport de recherche internationale supplémentaire est-il publié?

Le rapport de recherche internationale supplémentaire n'est pas publié en tant que tel ni en tant que partie de la publication internationale. Néanmoins, une fois que la demande internationale a été publiée et que le rapport de recherche internationale supplémentaire a été reçu, il est mis à la disposition du public par le Bureau international pour consultation sur PATENTSCOPE (<https://www.wipo.int/patentscope/fr/>).

CHAPITRE 9

PUBLICATION INTERNATIONALE, MODIFICATION DES REVENDEICATIONS ET AUTRES OPÉRATIONS ENTRANT DANS LE CADRE DU TRAITEMENT DE LA DEMANDE INTERNATIONALE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

GÉNÉRALITÉS

9.001. Quelles sont les principales étapes de la procédure au sein du Bureau international? Les principales étapes de la procédure que toute demande internationale doit suivre au sein du Bureau international sont les suivantes :

- | | |
|--|--|
| Règle 22.1
24.2 | i) le Bureau international surveille la réception de l'exemplaire original de la demande internationale et la notifie, ainsi que sa date, au déposant et aux administrations intéressées; pour plus de précisions, voir le paragraphe 9.002; |
| Article 19
Règle 46 | ii) le déposant peut modifier les revendications de la demande internationale en vertu de l'article 19 en adressant une communication au Bureau international; pour plus de précisions, voir les paragraphes 9.004 à 9.011; |
| Article 21
Règle 48 | iii) le Bureau international publie la demande internationale (cette publication a lieu habituellement juste après l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la date de priorité); pour plus de précisions, voir les paragraphes 9.012 à 9.024; |
| Article 20
Règle 43bis
44
47 | iv) le Bureau international transmet aux offices désignés des copies de la demande internationale, du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale (sous la forme du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre I du PCT) (voir les points v) et vi) ci-dessous)) y relatifs; pour plus de précisions, voir les paragraphes 9.028 et 9.029; |
| Règle 44bis | v) lorsqu'aucun rapport d'examen préliminaire (rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT)) n'a été établi, le Bureau international établit un rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre I du PCT) (voir le paragraphe 7.031); |
| Règle 44bis.2
44bis.3 | vi) le Bureau international transmet au déposant et aux offices désignés des copies de ce rapport conformément à la règle 93bis, mais pas avant l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité; le Bureau international peut aussi, sur requête de tout État désigné, transmettre une copie d'une traduction en anglais du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre I du PCT) à tout office désigné intéressé et au déposant en même temps qu'il communique le rapport à cet office; |
| Article 36
Règle 70
71
72
73
74 | vii) lorsqu'une demande d'examen préliminaire international a été présentée, le Bureau international le notifie aux offices élus, transmet le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) et les documents associés à ces offices et effectue une traduction en anglais de ce rapport (si un office élu l'exige); pour plus de précisions, voir les paragraphes 10.006, 10.045, 10.078, 10.079 et 10.079A . |

Règle 24.2
47.1.a-bis)
93bis.1

9.002. Quand et à qui le Bureau international notifie-t-il qu'il a reçu l'exemplaire original de la demande internationale? Quand les offices désignés reçoivent-ils la notification? La façon dont le Bureau international reçoit l'exemplaire original et dont il surveille cette réception est expliquée aux paragraphes 6.057 et 6.058. L'exemplaire original de la demande internationale doit normalement parvenir au Bureau international avant l'expiration d'un délai de 13 mois à compter de la date de priorité. Lorsqu'il a reçu l'exemplaire original, le Bureau international notifie au déposant, à l'office récepteur et à l'administration chargée de la recherche internationale (à moins que celle-ci n'ait fait savoir au Bureau international qu'elle ne souhaitait pas en être avisée) la réception de l'exemplaire original et la date de cette réception. Toutes ces

notifications sont faites à bref délai après que le Bureau international a reçu l'exemplaire original.

Règle 24.2.a)
53.7
90bis.2

9.003. Que doit faire le déposant lorsqu'il reçoit la notification l'informant de la réception de l'exemplaire original? La notification adressée au déposant (formulaire PCT/IB/301) contient la liste des offices désignés. Cette notification permet au déposant de vérifier s'il a été dûment tenu compte du fait que certaines désignations (DE, JP ou KR) ont été expressément exclues de la requête et que des désignations ont été retirées ultérieurement. Le déposant peut souhaiter retirer la désignation de tout État désigné à ce stade ou à tout moment avant l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité.

MODIFICATION DES REVENDICATIONS EN VERTU DE L'ARTICLE 19

Article 19.1)
Règle 46
49.5.a)ii)
49.5.c)
49.5.c-bis)

9.004. Quand et comment les revendications de la demande internationale peuvent-elles être modifiées pendant la phase internationale? Le déposant a le droit, en vertu de l'article 19, de modifier une fois les revendications de la demande internationale pendant la phase internationale (le déposant dispose d'autres possibilités de modifier les revendications, et aussi la description et les dessins, pendant la phase internationale en vertu de l'article 34 si, et uniquement si, il présente une demande d'examen préliminaire international – voir les paragraphes 9.011, 10.024 à 10.028 et 10.067 à 10.071). Les modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 doivent être déposées auprès du Bureau international et non pas auprès de l'office récepteur ni de l'administration chargée de la recherche internationale. Les modifications doivent être déposées dans la langue dans laquelle la demande internationale est publiée (allemand, anglais, arabe, chinois, coréen, espagnol, français, japonais, portugais ou russe – voir les paragraphes 9.017 à 9.019). La faculté d'apporter des modifications en vertu de l'article 19 est ouverte au déposant dès qu'il a reçu le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale et jusqu'à l'expiration d'un délai de 16 mois à compter de la date de priorité ou pendant deux mois à compter de la date de transmission (c'est-à-dire de la date d'expédition) de ce rapport et de cette opinion, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué. Les modifications reçues par le Bureau international après l'expiration du délai seront acceptées si elles sont reçues avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale. Il n'est **pas possible** de modifier les revendications en vertu de l'article 19 si l'administration chargée de la recherche internationale a déclaré, en vertu de l'article 17.2.a), qu'un rapport de recherche internationale ne serait pas établi. Toutefois, il convient de noter que, lorsqu'un rapport de recherche internationale a été établi mais contient néanmoins, dans le cadre n° II, une déclaration au titre de l'article 17.2.b) selon laquelle certaines revendications ont été jugées "impropres à la recherche", soit parce qu'elles concernent un objet à l'égard duquel l'administration n'est pas tenue de procéder à la recherche ou parce qu'elles se rapportent à des parties de la demande internationale qui ne remplissent pas les conditions prescrites, dans une mesure telle qu'une recherche significative ne peut pas être effectuée, il demeure **possible** de modifier, en vertu de l'article 19, les revendications qui ont fait l'objet de la recherche internationale (voir le paragraphe 7.014). Lors de l'ouverture de la phase nationale, si les revendications ont été modifiées en vertu de l'article 19, une traduction des revendications telles que déposées initialement et telles que modifiées (sous la forme d'une traduction de la série complète des revendications soumise, comme l'exige la règle 46.5.a), en remplacement des revendications déposées initialement) et toute déclaration doivent être remises à l'office désigné/élu (voir les chapitres nationaux (résumés)). (En ce qui concerne les modifications pendant la phase nationale, voir les paragraphes 5.111, 5.127 et 5.162, la phase nationale et les chapitres nationaux). La présentation de modifications en vertu de l'article 19 doit comprendre :

- i) une série complète de revendications qui remplacent les revendications initialement déposées (voir le paragraphe 9.005).

- ii) une lettre qui doit indiquer les différences entre les revendications déposées et les revendications modifiées ainsi que la base des modifications (voir les paragraphes 9.005-9.006A).
- iii) une déclaration facultative en vertu de l'article 19 (voir les paragraphes 9.007-9.008).

Règle 6.1
46.5
Instruction 205

9.005. Lorsqu'il dépose des modifications relatives aux revendications en vertu de l'article 19, le déposant est tenu de soumettre une feuille ou des feuilles contenant une série complète de revendications afin de remplacer les revendications initialement déposées. Il doit joindre à la ou aux feuilles de remplacement une lettre attirant l'attention sur les différences entre les revendications telles que déposées et les revendications telles que modifiées. Elle doit aussi indiquer la base des modifications apportées aux revendications avec des références précises à certaines parties de la demande (description, revendications, dessins) telles que déposées initialement (voir le paragraphe 9.006). Lorsqu'une modification se traduit par la suppression d'une feuille entière de la demande internationale initialement déposée, cette modification (c'est-à-dire cette suppression) est seulement indiquée dans la lettre d'accompagnement adressée au Bureau international. Les modifications apportées peuvent consister à supprimer une ou plusieurs revendications dans leur totalité, à ajouter une ou plusieurs revendications nouvelles ou à modifier le texte d'une ou plusieurs des revendications déposées. Toutes les revendications figurant sur une feuille de remplacement doivent être numérotées en chiffres arabes (dans l'ordre des revendications). Lorsqu'une revendication est annulée il n'est pas nécessaire de renuméroter les autres revendications. Toutefois, lorsque le déposant renumérote les revendications, elles doivent être renumérotées de façon continue.

Règle 46.5
Instruction 205

9.006. **Que doit contenir la lettre d'accompagnement?** La lettre qui doit être jointe aux feuilles de remplacement sur lesquelles figurent des modifications apportées aux revendications doit indiquer, premièrement, les différences entre les revendications déposées et les revendications modifiées et, deuxièmement, la base des modifications dans la demande déposée. À cet égard il convient de préciser, pour chaque revendication figurant dans la demande internationale, si :

- i) la revendication demeure inchangée;
- ii) la revendication est supprimée;
- iii) la revendication est nouvelle;
- iv) la revendication remplace une ou plusieurs revendications telles qu'elles ont été déposées;
- v) la revendication est le résultat de la division d'une revendication telle que déposée, etc.

Les feuilles de remplacement contenant les revendications modifiées ne doivent pas, toutefois, contenir de texte annoté; elles doivent contenir une version non annotée. Celui-ci doit être suivi d'une indication de la base des modifications dans la demande telle qu'elle a été déposée. La base des modifications doit être indiquée afin que l'examineur puisse, en consultant ces références précises dans la demande, évaluer si les modifications vont au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande telle qu'elle a été déposée. Les indications non spécifiques telles que "voir la description telle que déposée" ou "voir les revendications telles que déposées" ne sont donc généralement pas considérées comme une indication suffisante de la base de la modification.

Exemple :

"Revendication 1 modifiée; revendications 2 à 7 non modifiées; revendications 8 et 9 modifiées; revendications 10 à 14 supprimées; revendications 15 à 17 non modifiées; nouvelle revendication 18 ajoutée."

- i) Base de la modification : La revendication 1 est modifiée aux lignes 4 et 11 à 14 et indique à présent que le filtre comprend un dispositif de rétrolavage périodique

couplé en série à une première et une deuxième chambre. La base de cette modification figure dans les revendications 2 et 4 telles que déposées.

- ii) Base de la modification : En ce qui concerne les revendications modifiées 8 et 9, l'indication de 'piston à allumage rapide' figure aux paragraphes n^{os} 2 et 19 dans la description telle que déposée.
- iii) Base de la modification : La revendication 18 est nouvelle, l'indication figure dans le dessin n^o III de la demande initiale."

Règle 92.2.d)

9.006A. Que se passe-t-il si la demande internationale n'est pas dans la même langue que la lettre d'accompagnement? La lettre d'accompagnement doit être rédigée en français ou en anglais. Des références peuvent néanmoins être faites dans la langue de la demande internationale lorsque cela facilite le travail de l'examineur pour trouver la référence, par exemple :

- i) Base de la modification : En ce qui concerne la revendication 2 modifiée, l'indication de “請求項1に基づくパーキングアシストシステム”figure aux paragraphes n^{os} 23, 46 et 85 dans la description telle que déposée.

Article 19.1)
Règle 46.4
48.2.a)vi)

9.007. Qu'est-ce qu'une déclaration accompagnant une modification? Une modification peut être accompagnée d'une brève déclaration du déposant expliquant cette modification et précisant les effets qu'elle peut avoir sur la description et sur les dessins. Cette déclaration est publiée en même temps que la demande internationale proprement dite (voir les paragraphes 9.012 à 9.024). Le déposant n'est pas autorisé à faire de déclaration ne se rapportant pas à une modification précise. Cette déclaration ne doit pas dépasser 500 mots si elle est établie en anglais ou lorsqu'elle est traduite dans cette langue. Elle ne doit contenir aucun commentaire dénigrant relatif au rapport de recherche internationale ou à la pertinence de citations que ce dernier contient. La déclaration ne peut se référer à certaines citations contenues dans le rapport qu'en relation avec une modification d'une revendication précise. Elle doit être rédigée dans la langue dans laquelle la demande internationale est publiée (voir les paragraphes 9.017 et 9.018).

Règle 46.4.a)
48.2.a)vi)

9.008. Il ne faut pas confondre et il importe de distinguer clairement une déclaration expliquant la modification apportée de la lettre indiquant les différences entre les revendications déposées et les revendications modifiées et la base des modifications (voir le paragraphe 9.006). Elle doit être également distinguée de la déclaration concernant les modifications qui doit figurer dans une demande d'examen préliminaire international (voir les paragraphes 10.024 à 10.027). La déclaration doit donc être identifiée comme telle par la formule “Déclaration selon l'article 19.1)”. Si la déclaration n'est pas conforme aux règles prescrites, elle n'est ni publiée par le Bureau international ni communiquée aux offices désignés.

Article 19.2)
et (3)
Règle 66.2.a)iv)
70.2.c)

9.009. Les revendications modifiées peuvent-elles comprendre des éléments nouveaux? Le PCT prévoit que les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée. Cette exigence n'est pas directement applicable pendant le chapitre I de la phase internationale, mais ne pas la respecter peut avoir des conséquences négatives pour le déposant pendant l'examen préliminaire international et au cours de la phase nationale (voir les paragraphes 10.070 et 11.047).

Règle 46.5.b)
70.2.c-bis)

9.009A. Que se passe-t-il si les feuilles de remplacement n'étaient pas accompagnées d'une lettre? Le PCT exige que les feuilles de remplacement déposées avec les modifications selon l'article 19 soient accompagnées d'une lettre indiquant la base des modifications apportées aux revendications (voir le paragraphe 9.006). La conformité avec cette exigence n'est pas vérifiée durant la phase internationale, à moins que le déposant ne demande l'examen préliminaire international, mais ne pas la respecter peut avoir des conséquences négatives pour le déposant pendant l'examen préliminaire international et au cours de la phase nationale (voir le paragraphe 11.047A ci-dessous).

Règle 53.9.a)i)
55.3

9.010. Une copie des modifications apportées en vertu de l'article 19 doit-elle être déposée auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire

62.1
62.2

international? Si le déposant présente une demande d'examen préliminaire international, il devra déposer une copie de la modification apportée aux revendications en vertu de l'article 19 et de la lettre d'accompagnement des revendications modifiées et, le cas échéant, la déclaration en vertu de l'article 19.1) auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international en même temps que cette demande d'examen (si la modification a déjà été déposée) ou en même temps qu'il dépose la modification auprès du Bureau international (si la modification est déposée après la demande d'examen). Lorsque l'administration chargée de l'examen préliminaire international exige une traduction de la demande internationale en vertu de la règle 55.2, le déposant doit également remettre une traduction des modifications effectuées en vertu de l'article 19 et de la lettre d'accompagnement des modifications, s'il souhaite que ces modifications soient prises en considération pour les besoins de l'examen préliminaire international. Le Bureau international transmet une copie de toute modification, de la lettre d'accompagnement et toute déclaration en vertu de l'article 19 reçues avant le dépôt de la demande d'examen préliminaire international à l'administration chargée de cet examen à moins que celle-ci n'indique qu'elle en a déjà reçu une copie. Si une modification, la lettre d'accompagnement et toute déclaration en vertu de l'article 19 sont reçues après le dépôt de la demande d'examen préliminaire international, le Bureau international transmet, en tout état de cause, une copie à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, mais le fait pour le déposant de déposer à temps une copie de ces documents directement auprès de cette administration garantit que l'examen préliminaire international interviendra sans retard excessif ou sans que pèse une trop grande incertitude. Voir les paragraphes 10.024 à 10.028 à propos du formulaire de demande d'examen préliminaire international.

Article 34.2)b)
Règle 48.2.f)
66.1.b)

9.011. Dans quelles circonstances les revendications devraient-elles être modifiées en vertu de l'article 19? Les modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 étant publiées avec la demande internationale (voir le paragraphe 9.015), des modifications de ce genre peuvent être utiles pour le déposant s'il existe une raison de mieux définir la portée des revendications aux fins d'une protection provisoire dans les États désignés dont la législation nationale prévoit une protection de ce genre (voir le paragraphe 9.024). Il convient de noter que, en cas d'examen préliminaire international, le déposant a le droit en vertu de l'article 34.2)b) de déposer des modifications en ce qui concerne les revendications (ainsi que la description et les dessins) auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, indépendamment du fait qu'il a ou non déposé auprès du Bureau international des modifications touchant aux revendications en vertu de l'article 19 (voir les paragraphes 10.024, 10.028, 10.067 à 10.071, et 11.045 à 11.047). Il n'est donc pas normalement nécessaire de modifier les revendications en vertu de l'article 19 lorsqu'une demande d'examen préliminaire international est déposée, à moins qu'il existe une raison particulière en liaison ou non avec la reconnaissance d'une protection provisoire de modifier les revendications avant la publication internationale.

PUBLICATION INTERNATIONALE

9.012. Quand et comment la demande internationale est-elle publiée par le Bureau international? Les demandes internationales sont publiées par le Bureau international sauf dans les cas suivants :

- | | |
|---------------|---|
| Règle 20.4 | i) s'il n'est pas attribué de date de dépôt à la demande internationale par l'office récepteur (voir les paragraphes 6.005 à 6.012); |
| Article 21.5) | ii) si la demande internationale est considérée comme retirée avant l'achèvement de la préparation technique de la publication; |
| Article 21.5) | iii) si la demande internationale est retirée par le déposant (voir les paragraphes 11.048 et 11.049) avant l'achèvement de la préparation technique de la publication; |
| Article 64.3) | iv) si le seul État restant désigné à la date d'achèvement de la préparation technique de la publication est les États-Unis d'Amérique (ce pays ayant fait une |

déclaration selon l'article 64.3)a)), à moins que l'une des exceptions prévues à l'article 64.3)c) ne s'applique.

Article 21.2)
Règle 48.4
Instruction 113

9.013. Quand la publication internationale a-t-elle lieu? La publication internationale a lieu à bref délai après l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la date de priorité. Toutefois, le Bureau international publie la demande internationale plus tôt si le déposant lui en fait la demande. Si le déposant demande la publication anticipée alors que l'on ne dispose pas encore du rapport de recherche internationale ou de la déclaration mentionnée à l'article 17.2)a) pour les publier avec la demande internationale, il doit payer au Bureau international une taxe spéciale, dont le montant est indiqué à l'annexe B (IB). La publication internationale a lieu normalement tous les jeudis sauf lorsque le Bureau international est fermé au public. Dans ce cas, la date de la publication est annoncée dans le bulletin *PCT Newsletter*.

9.014. Quand la préparation technique de la publication internationale est-elle achevée? La préparation technique de la publication est achevée 15 jours avant la date de publication. Toutefois, tout changement qui devrait être pris en considération aux fins de la publication internationale, à une date de publication spécifique, doit parvenir au Bureau international au plus tard le jour qui précède la période de 15 jours mentionnée ci-dessus afin de permettre au Bureau international de traiter le changement considéré. Ainsi, la date limite de réception de tels changements sera toujours le mardi à minuit (heure d'Europe centrale (HEC)) c'est-à-dire, en pratique, normalement 16 jours avant la date effective de publication lorsque la publication internationale est prévue un jeudi (ou 17 jours avant la date effective de publication lorsque la publication internationale est exceptionnellement prévue un vendredi parce que le Bureau international est fermé au public un jeudi).

Article 21.3)
Règle 48.1
48.2.a), f), (g)
et (h)
Instruction 404
406.b)

9.015. En quoi consiste la publication internationale? La publication des demandes internationales déposées selon le PCT se fait entièrement sous forme électronique. La demande internationale publiée comprendra toute déclaration déposée en vertu de la règle 4.17 ainsi que, s'il est disponible, le rapport de recherche internationale ou la déclaration de l'administration chargée de la recherche internationale indiquant que ce rapport ne sera pas établi ainsi également que toute modification faite en vertu de l'article 19, accompagnée le cas échéant d'une déclaration. Si le délai de modification des revendications n'est pas arrivé à expiration à la date d'achèvement de la préparation technique de la publication, la demande internationale est publiée avec une indication mentionnant cet état de fait et toute modification reçue dans le délai fixé est publiée ultérieurement. De la même façon, si le rapport de recherche internationale ou la déclaration de l'administration chargée de la recherche internationale n'est pas disponible, la demande internationale est publiée avec une note indiquant cet état de fait et le rapport ou la déclaration est publié séparément après avoir été reçu par le Bureau international. Chaque demande internationale publiée reçoit un numéro de publication internationale constitué du code WO suivi de l'indication de l'année et d'un numéro d'ordre (par exemple, WO 2004/123456). Pour plus de précisions en ce qui concerne la publication internationale, voir l'article 21 et la règle 48.

Règle 86.1.i)
Instruction 407.b)

9.016. À la date à laquelle la demande internationale est publiée, les données bibliographiques, le titre de l'invention, l'abrégé et un dessin caractéristique (le cas échéant) de chaque demande internationale publiée sont mis à disposition sur PATENTSCOPE.

Règle 26.4
48.2.i)

9.016A. Le déposant peut-il exiger que certains renseignements soient exclus de la publication internationale ? Le déposant peut adresser au Bureau international une requête motivée visant à exclure certains renseignements de la publication internationale. Il devrait de préférence utiliser le formulaire PCT/IB/384 pour présenter une telle requête, accompagné de feuilles de remplacement desquelles les renseignements pertinents ont été exclus, sauf dans les cas où l'exclusion du renseignement se traduirait par l'omission d'une feuille entière, et une lettre d'accompagnement attirant l'attention sur les différences entre les feuilles remplacées et les feuilles de remplacement. Dans sa requête, le déposant doit aussi expliquer pourquoi le renseignement ne sert manifestement pas à informer le public sur la demande internationale, que la publication de ce renseignement porterait clairement

atteinte aux intérêts personnels ou économiques d'une personne donnée et que l'intérêt du public à avoir accès à ce renseignement ne prévaut pas. La requête motivée afin d'exclusion de renseignements de la publication doit être reçue par le Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale (voir le paragraphe 9.014).

Si le Bureau international constate que la requête motivée satisfait à tous les critères mentionnés ci-dessus, il exclura ce renseignement de la publication internationale (et/ou de l'accès par le public aux dossiers, voir le paragraphe 11.073A) et informe le déposant de sa décision (formulaire PCT/IB/385). Si le Bureau international décide de ne pas exclure le renseignement considéré de la publication internationale, il en informe le déposant (formulaire PCT/IB/386).

Lorsque le Bureau international a exclu des renseignements de la publication internationale, et que ces renseignements figurent aussi dans le dossier de la demande internationale détenu par l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international, respectivement le Bureau international en informe à bref délai cet office ou cette administration, afin qu'ils ne mettent pas ces renseignements à la disposition du public.

Article 21.4)
Règle 45.1
48.3
Instruction 406bis

9.017. Dans quelle langue la demande internationale est-elle publiée? Si la demande internationale est déposée en allemand, en anglais, en arabe, en chinois, en coréen, en espagnol, en français, en japonais, en portugais ou en russe, elle est publiée dans la langue dans laquelle elle a été déposée. Lorsque la langue de publication est l'allemand, l'arabe, le chinois, le coréen, l'espagnol, le français, le japonais, le portugais ou le russe, le Bureau international établit une traduction anglaise du titre de l'invention, de l'abrégé et du rapport de recherche internationale (ou de la déclaration mentionnée au paragraphe 7.014) et fait figurer cette traduction dans la demande internationale publiée. Lorsque le déposant souhaite proposer une traduction anglaise du titre de l'invention, il/elle doit fournir la traduction proposée au Bureau international avant l'expiration du délai de 14 mois à compter de la date de priorité. Le Bureau international tiendra compte, dans la mesure du possible, de la traduction proposée lors de la préparation de la traduction.

Le Bureau international établit aussi, le cas échéant, une traduction française du titre et de l'abrégé. Le titre et l'abrégé sont publiés sur PATENTSCOPE.

Règle 48.3.b)

9.018. Si la demande internationale est déposée dans une langue qui est une langue autre que l'allemand, l'anglais, l'arabe, le chinois, le coréen, l'espagnol, le français, le japonais, le portugais ou le russe et qui est une langue acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale pour effectuer la recherche internationale, le déposant doit remettre une traduction de la demande internationale dans une langue de publication acceptée à cette fin par l'office récepteur. La demande internationale sera publiée dans cette langue de traduction seulement (voir les paragraphes 6.020 à 6.023).

9.019. Si la demande internationale est déposée dans une langue qui n'est ni une langue de publication (allemand, anglais, arabe, chinois, coréen, espagnol, français, japonais, portugais ou russe) ni une langue acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale aux fins de la recherche internationale, elle est publiée dans la langue de la traduction remise par le déposant (voir les paragraphes 6.013 à 6.020).

Règle 86.2.a)

9.020. Les données bibliographiques, les titres et les abrégés, ainsi que tout dessin, figurant, le cas échéant, sur la page de couverture de chaque demande internationale publiée sont publiés en français et en anglais sur PATENTSCOPE.

Règle 86.1.i)
86.4

9.021. Comment peut-on se procurer des exemplaires de la demande internationale publiée ? Outre qu'elle peut être téléchargée sur le site Internet de l'OMPI, quiconque peut se procurer un exemplaire de la demande internationale publiée en le commandant au Bureau international, en indiquant de préférence son numéro de publication internationale (s'il est connu).

- Règle 86.1.i)
86.4
- 9.022. Comment peut-on avoir accès aux demandes internationales publiées sous forme électronique ?** Les demandes internationales publiées sous forme électronique sont accessibles sur PATENTSCOPE.
- Règle 4.10.b)
17.2.c)
- 9.023. Comment peut-on se procurer des copies du document de priorité ?** Les tiers qui souhaitent recevoir une copie du document de priorité peuvent s'adresser à l'office auprès duquel la demande antérieure a été déposée, à certains offices désignés ou au Bureau international. Le Bureau international, sur demande et contre remboursement du coût correspondant, fait des copies des documents de priorité après que la demande internationale a été publiée et est disponible sur PATENTSCOPE, ou sur papier. Toutefois, le Bureau international ne remet pas de copies si, avant la publication internationale, la demande internationale a été retirée, la revendication de priorité en cause a été retirée ou a été considérée comme n'ayant pas été présentée ou la déclaration correspondante revendiquant la priorité a été annulée.
- Article 21.5)
Règle 90bis.1.c)
- 9.023A. Comment empêcher la publication internationale?** Le déposant peut empêcher la publication internationale en retirant la demande internationale, à la condition que le déposant soumette une déclaration de retrait et que celle-ci parvienne au Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de cette publication (voir le paragraphe 9.014). Il est fortement recommandé d'envoyer la déclaration de retrait directement au Bureau international par le biais des services ePCT (connexion avec authentification forte à l'adresse suivante : <https://pct.wipo.int/ePCT>), de préférence au moyen de l'Action correspondante. L'utilisation d'une Action ePCT permet de signaler immédiatement la demande internationale comme retirée dans le système de traitement du Bureau international et d'en empêcher la publication si elle a été soumise avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale. Dans les rares cas où le service ePCT ne peut pas être utilisé, un autre système de téléchargement de documents est disponible à l'adresse <https://www.wipo.int/pct/fr/epct/contingencyupload.html>. Il peut être précisé dans la déclaration de retrait que le retrait ne doit prendre effet qu'à la condition qu'il permette d'éviter la publication internationale. En pareil cas, le retrait ne prend pas effet si la condition dont il était assorti ne peut pas être remplie – c'est-à-dire si la préparation technique de la publication internationale est déjà achevée. Le même résultat à savoir, empêcher la publication internationale peut également être obtenu, par exemple, lorsque les taxes applicables ne sont pas acquittées. Dans ce cas, la demande internationale est considérée comme retirée et l'office récepteur en fait la déclaration (formulaire PCT/RO/117). Toutefois, une telle déclaration de la part de l'office récepteur ne peut, à elle seule, empêcher de manière certaine la publication internationale de la demande internationale, sauf si elle parvient au Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique (règle 29.1.v)).
- Le report de la publication internationale peut également être obtenu par le retrait de la revendication de priorité selon les indications données aux paragraphes 11.056 et 11.057.
- Article 29
- 9.024. Quels sont les effets juridiques de la publication internationale ?** L'article 29 a pour effet de garantir, compte tenu de certaines restrictions, une protection provisoire après que la demande internationale a été publiée comme tel est aussi le cas après la publication nationale de demandes nationales non examinées. Selon les restrictions formulées, les États contractants peuvent subordonner cette protection à la fourniture de traductions (dans certaines circonstances), à l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la date de priorité ou à la réception par l'office désigné d'une copie de la demande internationale telle qu'elle est publiée selon le PCT. Pour des indications supplémentaires, voir l'article 29. Les annexes B font le point de la situation pour chaque État contractant.
- Règle 94
- 9.025. Peut-on avoir accès au dossier d'une demande internationale détenu par le Bureau international ?** En ce qui concerne les demandes internationales déposées avant le 1^{er} juillet 1998, le déposant ou toute personne autorisée par le déposant peut, contre remboursement du coût du service, obtenir des copies du Bureau international de tout document contenu dans son dossier. En ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1^{er} juillet 1998 ou ultérieurement, le Bureau international met à disposition certains documents du dossier sur PATENTSCOPE en

même temps que la demande internationale publiée. De plus, sur requête de toute personne mais pas avant la publication internationale de la demande internationale, et sous réserve de l'article 38, il délivre, contre remboursement du coût du service, des copies de tout document contenu dans son dossier, à l'exception des renseignements exclus de la publication internationale ou de l'accès par le public aux renseignements considérés, suite à une requête motivée du déposant (voir les paragraphes 11.072 à 11.074 pour avoir des précisions concernant le caractère confidentiel des demandes internationales).

9.026. [Supprimé]

Règle 94.1.c)

9.027. En ce qui concerne l'accès au rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT), sur requête d'un office élu, [le Bureau international met à disposition des tiers](#) des copies de ce rapport sur PATENTSCOPE au nom de cet office, [mais pas avant expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité](#). Un certain nombre d'offices élus ont présenté cette requête au Bureau international, voir à ce sujet www.wipo.int/pct/fr/texts/access_iper.html. [De façon similaire, le Bureau international met à disposition sur PATENTSCOPE les documents associés reçus de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, conformément à la règle 71.1.b\), \(voir le paragraphe 10.079A\).](#)

COMMUNICATION DE COPIES AUX OFFICES DÉSIGNÉS

Article 20.1)a)

22.1)

Règle 47.1.a)

47.2

47.3

93bis

9.028. **Quand et comment les offices désignés reçoivent-ils des copies de la demande internationale?** Sous réserve de ce qui est indiqué ici et au paragraphe 9.029, le Bureau international communique une copie de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle est publiée à chaque office désigné sur sa demande et au moment indiqué par cet office, conformément à la règle 93bis, mais pas avant la publication internationale. Lorsque la langue dans laquelle la demande internationale est publiée est différente de la langue dans laquelle elle a été déposée, le Bureau international adresse à chaque office désigné qui en fait la demande une copie de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle a été déposée. Dans la pratique, cette communication consiste en l'envoi d'un exemplaire de la demande internationale publiée (pour plus d'indications sur le contenu de la demande internationale publiée, voir le paragraphe 9.015). Le Bureau international adresse aussi au déposant, à bref délai après l'expiration d'un délai de 19 mois à compter de la date de priorité pour les offices désignés qui n'appliquent pas le délai de 30 mois ou à bref délai après l'expiration d'un délai de 28 mois à compter de la date de priorité pour les offices désignés qui appliquent le délai de 30 mois, un avis (formulaire PCT/IB/308 (premier avis) (*19 mois*) et formulaire PCT/IB/308 (deuxième avis supplémentaire) (*28 mois*)) indiquant les offices auxquels la communication a été effectuée et la date de cette communication. Les avis doivent être acceptés par tous les offices désignés comme preuve déterminante du fait que la communication a dûment eu lieu à la date précisée dans les avis. Une fois ces avis reçus, le déposant sait qu'il ne doit pas envoyer une copie de la demande internationale à l'un quelconque des offices désignés qui y est indiqué en tant que destinataire de la communication.

Article 13

23.2)

40.2)

Règle 31

47.4

61.2.d)

9.029. Avant d'effectuer la communication mentionnée dans les paragraphes précédents, le Bureau international communique une copie de la demande internationale (mais sans le rapport de recherche internationale) à tout office désigné qui lui en fait la demande; cette transmission ne peut avoir lieu avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de priorité. Il est à noter qu'aucun office national ou régional n'a jusqu'à maintenant demandé à ce que lui soit communiquée si tôt une copie de toutes les demandes internationales dans lesquelles il est désigné. S'il le désire, le déposant peut à tout moment transmettre ou demander au Bureau international de transmettre une copie de sa demande internationale à tout office désigné. Cette transmission effectuée par le Bureau international est sujette au paiement d'une taxe dont le montant est indiqué à l'annexe B (IB). Pour plus de précisions à ce sujet, se reporter à l'article 13 et à la règle 31. Il est à noter qu'en l'absence d'une demande expresse du déposant une transmission de cette nature n'habilite pas l'office désigné à entamer le traitement de la demande internationale. Si toutefois le déposant adresse une requête expresse à un office désigné ou un office élu (en vertu de l'article 23.2)

ou 40.2) respectivement) dans laquelle il demande que le traitement national débute plus tôt, le Bureau international effectue à bref délai, sur requête du déposant ou de l'office désigné ou élu, la communication en question à l'office intéressé.

CHAPITRE 10

EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL EN VERTU DU CHAPITRE II DU PCT

GÉNÉRALITÉS

Article 31.1)
31.4)a)
32.1)
33.1)
Règle 53.7

10.001. Qu'est-ce que l'examen préliminaire international? L'examen préliminaire international d'une demande internationale peut être demandé en vertu du chapitre II du PCT en vue d'obtenir "une opinion préliminaire et sans engagement sur les questions de savoir si l'invention dont la protection est demandée semble être nouvelle, impliquer une activité inventive (n'être pas évidente) et être susceptible d'application industrielle" (article 33.1)). Cet examen est exécuté par une "administration chargée de l'examen préliminaire international" lorsque le déposant présente une "demande d'examen préliminaire international"; il est destiné aux offices "élus", c'est-à-dire aux offices désignés qui sont élus à cet effet par le déposant (il convient de noter que le dépôt d'une demande vaut élection de tous les États contractants qui sont désignés et liés par le chapitre II du traité). Celui qui a qualité pour déposer une demande internationale n'a pas automatiquement le droit de présenter une demande d'examen préliminaire; les paragraphes ci-après expliquent quels sont les déposants qui peuvent présenter une demande d'examen préliminaire international.

Article 39.1)
40.1)
64.2)a)i)
et ii)

10.002. Quels sont les principaux effets de l'examen préliminaire international? Les critères sur lesquels est fondé l'examen préliminaire international (voir le paragraphe 10.001) correspondant aux critères de brevetabilité internationalement reconnus, le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) offre au déposant la possibilité d'évaluer ses chances d'obtenir des brevets dans les offices élus avant de se donner la peine d'entamer la phase nationale et d'engager les dépenses correspondantes. En outre, le fait que cet examen a été demandé a pour effet de différer normalement jusqu'à l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité (certains offices élus prévoient des délais plus longs) la phase nationale dans chaque État élu, pour autant que cette demande soit présentée avant l'expiration du 19^e mois à compter de la date de priorité (il convient toutefois de noter que le délai de 30 mois s'applique, de toute façon, à tous les offices désignés, à l'exception de deux, même s'ils n'ont pas été élus dans le délai de 19 mois; voir le paragraphe 5.005, pour d'autres précisions). Pour plus de précisions, voir le paragraphe 10.010 ainsi que les chapitres nationaux (résumés).

Article 38
Règle 94

10.003. Hormis le fait qu'une demande d'examen préliminaire international a été présentée et que le nom des États désignés pour lesquels une déclaration de retrait a été présentée au Bureau international ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international est disponible sur PATENTSCOPE, la procédure d'examen préliminaire international reste confidentielle pour le déposant, l'administration chargée de l'examen préliminaire international et le Bureau international. En ce qui concerne les demandes internationales déposées avant le 1^{er} juillet 1998, une copie du rapport d'examen préliminaire international, une fois celui-ci établi, est adressée par le Bureau international à chaque office élu ainsi qu'au déposant, mais ne peut pas être obtenue auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou auprès du Bureau international par d'autres personnes ou offices. En ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1^{er} juillet 1998 ou ultérieurement, les copies de tous les documents contenus dans le dossier de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, à l'exception des renseignements exclus de la publication internationale ou de l'accès par le public aux renseignements considérés, suite à une requête motivée du déposant (voir les paragraphes 9.016A et 11.073A), peuvent être obtenus par des tiers via ces offices élus dont la législation nationale prévoit l'accès aux dossiers des demandes nationales (voir aussi les paragraphes 10.080 et 10.081, et 11.072 à 11.074). En ce qui concerne la mise à disposition du rapport d'examen préliminaire international [et des documents associés](#) par le Bureau international, voir le paragraphe 9.027.

PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Article 31.2)a)
Règle 18.1
54

10.004. Dans quelles conditions peut-on présenter une demande d'examen préliminaire international? Il faut remplir deux conditions pour pouvoir présenter une demande d'examen préliminaire international. Premièrement, le déposant – ou, s'il y a plusieurs déposants, au moins l'un d'entre eux – doit être domicilié dans un État contractant lié par le chapitre II du PCT, ou être un national d'un tel État. Deuxièmement, la demande internationale doit avoir été déposée auprès de l'office récepteur d'un État contractant lié par le chapitre II ou agissant pour le compte d'un tel État. Les annexes A et B précisent pour chaque État s'il est lié par le chapitre II. Les déposants potentiels qui sont domiciliés dans plus d'un État contractant ou qui sont les nationaux de plusieurs de ces États, et qui peuvent donc généralement choisir l'office récepteur, devront donc présenter la demande internationale auprès de l'office récepteur d'un État contractant lié par le chapitre II, ou agissant pour un tel État s'ils souhaitent profiter ultérieurement de la procédure d'examen préliminaire international. Toutefois, il convient de noter que le droit de présenter une demande d'examen préliminaire international peut être perdu si, suite à un changement dans les déposants nommés dans la demande internationale, il n'y a plus, au moment où la demande est présentée, au moins un déposant qui est domicilié dans un État contractant lié par le chapitre II, ou qui possède la nationalité d'un tel État. Les notions de domicile et de nationalité sont définies dans la règle 18.1 (voir le paragraphe 5.023). Si le déposant n'a pas le droit de présenter une demande d'examen préliminaire international, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée.

Article 31.4)
64.1)
Règle 53.7
90bis.4

10.005. Quels États peut-on élire? En ce qui concerne les demandes d'examen préliminaire international déposées le 1^{er} janvier 2004 ou après cette date, tous les États contractants qui sont désignés dans la demande internationale et qui sont liés par le chapitre II du PCT sont élus. Le formulaire de demande imprimé (disponible sur le site Internet de l'OMPI à : https://www.wipo.int/pct/fr/forms/demand/ed_demand.pdf) contient une déclaration pré-imprimée selon laquelle le dépôt de la demande vaut élection de tous les États contractants qui sont désignés et qui sont liés par le chapitre II du traité (voir le paragraphe 10.029). Il convient de noter que les États dont la désignation a été retirée ne peuvent pas être élus ultérieurement. Si le déposant ne souhaite pas élire un État déterminé, cette élection peut être retirée après présentation d'une demande d'examen préliminaire international. Il convient aussi de noter que le retrait de la désignation d'un État qui a été élu entraîne le retrait de cette élection.

Article 31.3)
31.6)a)
32.2)
Règle 59

10.006. À quel endroit la demande d'examen préliminaire international doit-elle être présentée? La demande d'examen préliminaire international doit se faire indépendamment de la demande internationale et doit être présentée directement à une administration chargée de l'examen préliminaire international qui soit compétente pour procéder à l'examen préliminaire international de la demande internationale en question. Chaque office récepteur (sauf le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur – voir le paragraphe 5.008) indique une ou plusieurs administrations chargées de l'examen préliminaire international compétentes pour procéder à l'examen préliminaire international des demandes internationales déposées auprès de lui. En outre, différentes administrations chargées de l'examen préliminaire international peuvent être compétentes en ce qui concerne une demande internationale en fonction de la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée et de l'administration chargée de la recherche internationale qui a effectué la recherche internationale. Lorsque plusieurs administrations chargées de l'examen préliminaire international sont compétentes en ce qui concerne une demande internationale déterminée, eu égard à l'office récepteur auprès duquel la demande internationale a été déposée et à la langue de la demande internationale, le déposant peut choisir entre ces administrations. Lorsque la demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur, l'administration ou les administrations chargées de l'examen préliminaire international compétentes sont celles qui auraient été compétentes si la demande internationale avait été déposée auprès d'un office national (ou régional) compétent agissant en tant qu'office récepteur. L'administration ou les administrations chargées de l'examen préliminaire international compétentes

pour les demandes internationales déposées auprès de chaque office national (ou régional) agissant en tant qu'office récepteur ainsi que les langues acceptées pour l'examen préliminaire international par chaque administration chargée de l'examen préliminaire international peuvent être déterminées à partir des annexes C et E. Enfin, dans le cadre des accords respectifs concernant les fonctions de certains offices agissant en qualité d'administrations chargées de l'examen préliminaire international, ces administrations peuvent prévoir de limiter leur compétence en ce qui concerne certaines demandes internationales. Les textes consolidés de ces accords sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/access/isa_ipea_agreements.html. Pour plus de précisions, voir l'annexe E.

Règle 59.3.a),
(b) et (e)

10.007. Si une demande d'examen préliminaire international est présentée à un office récepteur, à une administration chargée de la recherche internationale ou à une administration chargée de l'examen préliminaire international qui n'est pas compétente pour effectuer l'examen préliminaire international de la demande internationale, ou encore au Bureau international, cet office ou cette administration ou le Bureau international, selon le cas, appose sur la demande d'examen la date de réception, qui sera considérée comme étant la date à laquelle la demande d'examen a été reçue pour le compte de l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.

Règle 59.3.c)
et (f)

10.008. Lorsqu'une demande d'examen préliminaire international est déposée auprès d'un office récepteur, d'une administration chargée de la recherche internationale, ou d'une administration chargée de l'examen préliminaire international qui n'est pas compétente pour effectuer l'examen préliminaire international de la demande internationale, cet office ou cette administration peut envoyer la demande d'examen soit directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, soit au Bureau international qui la transmettra alors à l'administration compétente chargée de cet examen.

Règle 59.3.c)
et (d)

10.009. Si plusieurs administrations chargées de l'examen préliminaire international sont compétentes, l'office ou l'administration à laquelle la demande d'examen a été présentée, ou le Bureau international, selon le cas, invite le déposant à indiquer, dans le délai applicable en vertu de la règle 54bis.1.a) ou dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'invitation, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué, l'administration compétente à laquelle la demande d'examen préliminaire international doit être transmise. Lorsque le déposant fournit cette indication, la demande d'examen est transmise à bref délai à l'administration chargée de l'examen préliminaire international compétente. Dans le cas contraire, la demande d'examen est considérée comme n'ayant pas été présentée, et l'office ou l'administration à laquelle elle a été présentée, ou le Bureau international, selon le cas, déclare que cette demande est considérée comme n'ayant pas été présentée.

Article 39.1)
Règle 54bis.1.a)
69.1.a)iii)
69.2

10.010. **À quel stade de la procédure la demande d'examen préliminaire international doit-elle être présentée?** La demande peut être présentée à tout moment avant l'expiration de celui des délais suivants qui expire le plus tard :

- i) trois mois à compter de la date de transmission au déposant du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale ou de la déclaration visée à l'article 17.2.a) selon laquelle aucun rapport de recherche internationale ne sera établi; ou
- ii) 22 mois à compter de la date de priorité.

En outre, en ce qui concerne certains offices (voir le paragraphe 5.005), pour que la demande d'examen préliminaire international emporte ses pleins effets – c'est-à-dire qu'elle permette notamment de différer la phase nationale jusqu'à l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité – elle doit être présentée avant l'expiration du 19^e mois à compter de la date de priorité. L'examen préliminaire international ne débutant en principe pas avant que le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale ne soient disponibles (voir les paragraphes 10.051 à 10.055), il est normal que le déposant veuille tenir compte de ce rapport et de cette opinion avant de décider s'il va continuer à rechercher

la protection par brevet. Toutefois, il convient de noter que le délai de 19 mois expirera indépendamment du fait que l'établissement du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale a été différé. Par ailleurs, plus la demande d'examen préliminaire international sera présentée tôt après que le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale seront devenus disponibles, plus le temps à disposition pour l'examen préliminaire international sera long, étant donné que le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) doit, dans la plupart des cas, être établi avant l'expiration d'un délai de 28 mois à compter de la date de priorité, ou de six mois à compter du délai prévu pour le commencement de l'examen préliminaire international ou de six mois à compter de la date de réception par l'administration chargée de l'examen préliminaire international de la traduction remise par le déposant, le cas échéant, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué (voir le paragraphe 10.074). Plus le temps à disposition pour l'examen préliminaire international sera long, meilleurs devraient être le résultat et la qualité de ce rapport. Il convient donc de déposer la demande d'examen préliminaire international dès que possible après que le déposant aura estimé, sur la base du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale, qu'il est intéressant de poursuivre la procédure relative à la demande internationale.

TRADUCTION DE LA DEMANDE INTERNATIONALE AUX FINS DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Règle 55.2

10.011. Que se passe-t-il si la demande internationale a été déposée ou publiée dans une langue qui n'est pas acceptée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international? Lorsque ni la langue dans laquelle la demande internationale est déposée ni la langue dans laquelle elle est publiée n'est acceptée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui effectuera l'examen préliminaire international, le déposant doit remettre avec la demande d'examen préliminaire international une traduction de la demande internationale dans une langue qui est à la fois une langue acceptée par cette administration, et une langue de publication. Lorsque l'administration chargée de la recherche internationale et l'administration chargée de l'examen préliminaire international font partie du même office national ou de la même organisation intergouvernementale, il n'est pas nécessaire que le déposant remette cette traduction, en quel cas l'examen préliminaire international sera effectué sur la base de la traduction transmise pour les besoins de la recherche internationale (voir les paragraphes 6.014 à 6.017). Des indications détaillées sur les langues acceptées aux fins de l'examen préliminaire international par les différentes administrations chargées de l'examen figurent dans l'annexe E. Il est fait référence au paragraphe 9.010 en rapport avec la nécessité de déposer une traduction des modifications apportées en vertu de l'article 19.

LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Article 31.3)
Règle 53
Instruction 102.b)
et (i)

10.012. Quelles sont les conditions que doit remplir la demande d'examen préliminaire international en ce qui concerne la forme, le contenu et la langue? La demande d'examen préliminaire international doit être établie sur un formulaire imprimé qui doit comporter les indications exigées ou être présentée sous la forme d'un imprimé d'ordinateur conforme aux instructions administratives. Afin de faciliter la préparation de la demande d'examen, le Bureau international a établi des versions téléchargeables en PDF (*portable document format*) sur son site Internet à l'adresse <https://www.wipo.int/pct/en/forms/>. La version PDF du formulaire (PCT/IPEA/401), prêt à être rempli peut être rempli à l'aide d'un ordinateur ou, imprimé et rempli à l'aide d'une machine à écrire. La demande d'examen – et les instructions pour remplir la version prête à être remplie – est disponible en allemand, en anglais, en arabe, en chinois, en coréen, en espagnol, en français, en japonais, en portugais et en russe.

Des spécimens de formulaires remplis sont aussi disponibles à l'adresse indiquée ci-dessus. Des exemplaires de formulaire peuvent aussi être obtenus, gratuitement,

auprès de l'office récepteur ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

La demande peut également être déposée en ligne par le biais des services ePCT (connexion avec authentification forte à l'adresse suivante : <https://pct.wipo.int/ePCT>).

Règle 53
55.1

10.013. Une fois remplie, la demande d'examen préliminaire international doit indiquer le déposant et la demande internationale à laquelle elle a trait. Cette demande contient une pétition tendant à ce que la demande internationale fasse l'objet d'un examen préliminaire international. Le dépôt de la demande vaut élection automatique de tous les États contractants qui sont désignés et qui sont liés par le chapitre II du PCT – voir le paragraphe 10.029 et le spécimen rempli du formulaire de requête aux adresses indiquées au paragraphe 10.012. Elle doit, le cas échéant, contenir une déclaration concernant des modifications, en fonction de laquelle débutera l'examen préliminaire international (voir les paragraphes 10.025 et 10.026) et une indication de la langue dans laquelle l'examen préliminaire international sera effectué. La demande d'examen doit être présentée dans la langue de la demande internationale ou, si la demande internationale a été déposée dans une langue autre que celle de sa publication, dans la langue de publication. Toutefois, si une traduction de la demande internationale est exigée parce que l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'accepte ni la langue dans laquelle la demande internationale est déposée ni la langue dans laquelle elle est publiée (voir les paragraphes 5.013 et 10.011), la demande d'examen doit être présentée dans la langue de cette traduction. La demande d'examen doit être signée (voir les paragraphes 10.031, 10.032, et 11.027). On trouvera ci-dessous des indications sur la façon de remplir chaque cadre du formulaire de demande d'examen préliminaire international. Lorsque plusieurs administrations chargées de l'examen préliminaire international sont compétentes pour la demande internationale en question (voir le paragraphe 10.006), l'administration choisie par le déposant, auprès de laquelle est déposée la demande d'examen préliminaire international, devra être indiquée, de préférence par son nom ou au moyen du code à deux lettres la désignant (voir l'annexe K), en haut de la première page du formulaire de demande d'examen préliminaire international, à l'endroit prévu à cet effet.

CADRE N° I : IDENTIFICATION DE LA DEMANDE INTERNATIONALE

Règle 53.6

10.014. **Quelles sont les exigences à respecter en ce qui concerne l'identification de la demande internationale?** Aux fins d'identification de la demande internationale, la demande d'examen préliminaire international doit indiquer le numéro, la date de dépôt et le titre de la demande internationale. Si le déposant ne connaît pas le numéro de la demande internationale au moment du dépôt de la demande d'examen préliminaire international, le nom de l'office récepteur auprès duquel la demande internationale a été déposée doit être indiqué. Le titre de l'invention doit être le même que celui qui figure dans la demande internationale publiée (c'est-à-dire le même que celui qui est indiqué dans la requête, à moins qu'il n'ait été modifié par l'administration chargée de la recherche internationale – voir le paragraphe 7.022).

10.015. Il est recommandé au déposant d'indiquer sa référence de dossier, s'il en existe une (cette référence ne devra pas dépasser 25 caractères), dans le cadre prévu à cet effet sur la première feuille du formulaire de la demande d'examen préliminaire international (voir les paragraphes 5.017 et 5.105 relatifs à la requête et à la description).

10.016. Bien qu'il ne soit pas obligatoire d'indiquer la date de priorité dans la demande d'examen préliminaire international, il est recommandé de le faire puisque l'administration chargée de l'examen préliminaire international pourra ainsi évaluer rapidement si la demande d'examen préliminaire international a été ou non déposée avant l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité.

CADRE N° II : DÉPOSANT(S)

Article 31.2)
Règle 4
53.4
53.5
54.1

10.017. **Qui peut présenter une demande d'examen préliminaire international? Quelles indications doivent être données?** Dans le cas d'un seul et unique déposant, celui-ci doit être domicilié dans un État contractant lié par le chapitre II du PCT ou être un national d'un tel État. S'il y a plusieurs déposants, il suffit que l'un d'eux soit domicilié dans un État contractant lié par le chapitre II ou soit un national d'un tel État,

54.2
60.1.a-bis)

indépendamment de l'État ou des États élus pour lequel chaque déposant est indiqué. Les diverses conditions à respecter en ce qui concerne les différentes indications à fournir pour chaque déposant (noms et adresses complets, numéros de téléphone, de télécopieur, courrier électronique, nationalité et domicile) sont les mêmes que celles qui sont énoncées à la règle 4 à propos de la requête (voir les paragraphes 5.023 à 5.034). Lorsque le déposant est inscrit auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le numéro ou une autre indication sous laquelle le déposant est inscrit peut aussi figurer dans le cadre n° II. Il convient de noter qu'un inventeur qui n'est pas aussi déposant n'est pas indiqué dans la demande d'examen préliminaire international. Lorsque le domicile ou la nationalité du déposant est en cause, l'administration chargée de l'examen préliminaire international demandera à l'office récepteur ou, lorsque la demande internationale a été déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur, à l'office national de l'État contractant intéressé ou à l'office agissant pour cet État de trancher la question et informera le déposant de sa demande. Le déposant pourra présenter ses arguments en ce qui concerne la question de son domicile ou de sa nationalité directement à l'office intéressé, qui se prononcera à bref délai.

Règle 92bis.1

10.018. **Qui doit être indiqué en cas de changement relatif au nom ou à la personne du déposant?** Si l'enregistrement d'un changement relatif au nom ou à la personne a été demandé en vertu de la règle 92bis.1 avant le dépôt de la demande d'examen préliminaire international (voir les paragraphes 11.018 à 11.022), le ou les déposants dont le nom figure au dossier à la date à laquelle la demande d'examen préliminaire international est déposée doivent être indiqués dans cette demande.

10.018A. **Comment le déposant reçoit-il des notifications par courrier électronique?** Si le déposant a autorisé soit l'envoi, au préalable, des copies des notifications par courrier électronique ou l'envoi des notifications exclusivement par courrier électronique, en cochant la case correspondante dans le cadre n° II du formulaire de requête, le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international peuvent, si ces administrations le souhaitent, adresser au déposant de telles notifications, évitant ainsi des délais postaux ou de traitement. Lorsque le mandataire ou le représentant commun a aussi fourni une autorisation quant au courrier électronique, le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international envoient des communications par courrier électronique uniquement au mandataire ou au représentant commun désigné (voir le paragraphe 10.022). Il convient de noter que toutes les administrations n'envoient pas de telles notifications par courrier électronique (voir l'annexe B). Si une notification par courrier électronique est suivie de l'envoi de la version papier officielle de la notification considérée, seule la version papier sera considérée comme la copie authentique faisant foi de la notification concernée et seule la date d'expédition figurant sur ce document sera le point de départ de tout délai au sens de la règle 80. Lorsque le déposant demande l'envoi de notifications exclusivement par courrier électronique, la date d'expédition figurant sur la copie électronique sera le point de départ de tout délai au sens de la règle 80. Il est important de noter qu'il relève exclusivement de la responsabilité du déposant de mettre à jour les données concernant toute adresse électronique et de s'assurer que les courriers électroniques entrant ne sont pas bloqués pour quelque raison que ce soit du côté du destinataire. Tout changement relatif à l'adresse électronique mentionnée dans la requête doit faire l'objet d'une requête en enregistrement d'un changement selon la règle 92bis adressée, de préférence, directement au Bureau international.

CADRE N° III : MANDATAIRE OU REPRÉSENTANT COMMUN

10.019. **Le déposant doit-il être représenté par un mandataire auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international?** Non, le déposant n'est pas obligé d'être représenté par un mandataire, mais il peut l'être, et, dans la plupart des cas, il est très souhaitable qu'il soit représenté (voir le paragraphe 1.004).

10.020. **Le déposant peut-il être représenté par un mandataire auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international?** Oui. Le déposant peut être représenté par le même mandataire (s'il y en a un) que pour le dépôt de sa

Article 49
Règle 2.2
90.1.a)
et (c)

demande internationale ou par un autre mandataire habilité à exercer auprès de l'office récepteur auprès duquel la demande internationale a été déposée (voir l'annexe C). Il peut aussi être représenté par un mandataire désigné spécialement aux fins de la procédure d'examen préliminaire international et choisi parmi les personnes ayant le droit, en vertu des règlements de l'office national ou régional agissant en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, d'exercer auprès de cet office (voir les chapitres nationaux (résumés)). Voir les paragraphes 11.001 à 11.014 pour de plus amples renseignements sur la représentation.

Règle 53.2.a)ii)
53.5
90

10.021. Quand et comment un mandataire peut-il être désigné aux fins de la procédure concernant l'examen préliminaire international? Si un mandataire a déjà été nommé pour le dépôt de la demande internationale, il peut aussi représenter le déposant pour la procédure concernant l'examen préliminaire international et signer la demande d'examen préliminaire international au nom du déposant. Une autre solution consiste à désigner un mandataire différent ou un mandataire supplémentaire dans la demande d'examen préliminaire international ou dans un pouvoir séparé. Les exigences détaillées relatives aux diverses indications requises en rapport avec chaque mandataire (noms et adresses complets, numéros de téléphone, de télécopieur, d'adresse électronique ou de téléimprimeur), sont les mêmes que celles requises en vertu de la règle 4 en ce qui concerne la requête (voir le paragraphe 5.043). Lorsque le mandataire est inscrit auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le numéro ou une autre indication sous laquelle le mandataire est inscrit peut aussi figurer dans le cadre n° III. Pour plus de précisions sur la façon de désigner des mandataires, y compris des mandataires secondaires, voir les paragraphes 11.001 à 11.014.

10.021A. Comment un mandataire (ou représentant commun) reçoit-il des notifications par courrier électronique? Si la case correspondante dans le cadre n° III est cochée, indiquant que soit l'envoi, au préalable, des copies des notifications par courrier électronique ou l'envoi des notifications exclusivement par courrier électronique est autorisé, le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international peuvent, si ces administrations le souhaitent, adresser au mandataire ou au représentant commun de telles notifications, évitant ainsi des délais postaux ou de traitement (voir le paragraphe 10.018).

Règle 2.2bis
90.2
90.4

10.022. Les déposants peuvent-ils être représentés par un représentant commun? Les dispositions relatives aux représentants communs qui sont applicables aux stades antérieurs (voir le paragraphe 5.048) continuent de l'être pendant la procédure d'examen préliminaire international. C'est ainsi que, si aucun mandataire commun n'est désigné, un des déposants peut être désigné par les autres déposants comme étant le représentant commun de tous les déposants, et s'il n'est désigné aucun mandataire commun ou aucun représentant commun, le déposant qui est mentionné en premier lieu dans la requête et qui a le droit de déposer une demande internationale auprès de l'office récepteur dont il est question sera considéré comme étant le représentant commun (voir le paragraphe 11.006). Un pouvoir distinct doit être remis à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, au Bureau international ou à l'office récepteur lorsque la personne désignée au moment où la demande est présentée signe la demande au nom du déposant. Toutefois, l'office récepteur, le Bureau international ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international peuvent renoncer à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit leur être remis. Pour plus de précisions, voir les annexes B (IB), C et E.

10.023. Quelles autres dispositions sont applicables aux mandataires et aux représentants communs pendant la procédure d'examen préliminaire international? Les mêmes dispositions générales sont applicables aux mandataires et aux représentants communs pendant l'examen préliminaire international comme pendant d'autres étapes de la phase internationale (par exemple, en ce qui concerne leur situation juridique et la révocation d'une désignation ou la renonciation à une désignation – voir les paragraphes 11.001 à 11.014).

CADRE N° IV : BASE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL (DÉCLARATION CONCERNANT LES MODIFICATIONS ET INDICATION DE LA LANGUE AUX FINS DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL)

Article 34.2)b)
Règle 66.1.b)
et (d)

10.024. Le déposant peut-il modifier les revendications, la description et les dessins avant et pendant l'examen préliminaire international? Le déposant a le droit, en vertu de l'article 34.2)b), de modifier les revendications, la description et les dessins avant le début de l'examen préliminaire international et aussi pendant cet examen, si le temps disponible le permet, jusqu'à ce que le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) soit élaboré (en ce qui concerne les revendications, il s'agit là en fait de la deuxième possibilité donnée au déposant de modifier les revendications avant le début de l'examen préliminaire international; la première possibilité qui est offerte au déposant de présenter des modifications au Bureau international est prévue à l'article 19 (voir les paragraphes 9.004 à 9.009, et 9.011)). Pour plus de précisions en ce qui concerne les modifications autorisées au titre de l'article 34.2)b), voir les paragraphes 10.028, 10.067 à 10.071, 11.045 à 11.047.

Règle 53.2.a)iv)
53.9

10.025. Dans quel but faut-il indiquer la base de l'examen préliminaire international? Faut-il remplir la déclaration concernant les modifications et l'indication de la langue aux fins de l'examen préliminaire international?

- i) La déclaration concernant les modifications devrait être remplie, étant donné qu'elle permet à l'administration chargée de l'examen préliminaire international de déterminer les documents qui serviront de base à l'examen préliminaire international en vue de commencer cet examen dès que possible. Toutefois, le fait de ne pas remplir ce cadre ou de ne pas le remplir correctement n'a pas de conséquence irrémédiable pour la demande. Plus précisément, si aucune modification n'a été déposée en vertu de l'article 19 ou de l'article 34 et si le déposant ne souhaite pas déposer des modifications de ce genre au moment où il dépose la demande d'examen préliminaire international, il en résultera simplement que l'examen préliminaire international commencera sur la base de la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement. Le déposant conservera la possibilité d'apporter des modifications à un stade ultérieur de l'examen préliminaire international, à condition que ces modifications parviennent à l'administration chargée de l'examen préliminaire international suffisamment tôt pour pouvoir être prises en considération. Par ailleurs, si des modifications ont été apportées sans que celles-ci aient été indiquées ou si le déposant souhaite déposer plus tard des modifications mais omet de l'indiquer, le début de l'examen préliminaire international peut être retardé ou le déposant peut être amené à constater que le temps disponible est insuffisant, à un stade ultérieur, pour que les modifications qu'il souhaiterait apporter puissent être prises en considération.
- ii) Le fait d'indiquer la langue aux fins de l'examen préliminaire international et de remplir les cases qui vont avec permet à l'administration chargée de l'examen préliminaire international de se rendre compte rapidement, dans le but de commencer l'examen préliminaire international dès que possible, si cette demande d'examen et la demande internationale sont dans une langue acceptée par cette administration, ou si une traduction de la demande internationale est exigée. Cette indication permet également à l'administration chargée de l'examen préliminaire international de décider si les modifications éventuelles déposées avec la demande d'examen (voir l'alinéa i) ci-dessus) sont rédigées dans la langue adéquate.

10.026. Comment la déclaration concernant les modifications doit-elle être remplie? Si des modifications ont été apportées aux revendications en vertu de l'article 19 (voir les paragraphes 9.004 à 9.009) avant le dépôt de la demande d'examen préliminaire international, la déclaration doit indiquer si, aux fins de l'examen préliminaire international, le déposant souhaite que les modifications soient prises en considération (auquel cas une copie des modifications devrait être déposée en même temps que la demande d'examen préliminaire international) ou soient considérées comme écartées par une modification effectuée en vertu de l'article 34. Si aucune

modification n'a été effectuée en vertu de l'article 19, mais que le délai prévu pour le dépôt de telles modifications (voir le paragraphe 9.004) n'a pas expiré à la date à laquelle la demande d'examen préliminaire international est déposée, la déclaration peut, si le déposant en décide ainsi, indiquer que le déposant souhaite que le commencement de l'examen préliminaire international soit différé (voir le paragraphe 10.054). Si des modifications effectuées en vertu de l'article 34 sont présentées avec la demande d'examen préliminaire international, la déclaration doit l'indiquer. On trouvera ci-dessous des indications supplémentaires pour chacune des cases du cadre n° IV.

"1. Le déposant souhaite que l'examen préliminaire international commence sur la base suivante :

☐ la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement."

Cette case devrait être cochée soit lorsque le déposant n'a effectué aucune modification en vertu de l'article 19 et n'a pas l'intention lorsqu'il présente la demande d'examen préliminaire international de déposer de modifications, soit lorsque le déposant a déjà effectué des modifications en vertu de l'article 19 mais ne souhaite plus leur donner suite.

"la description	<input type="checkbox"/> telle qu'elle a été déposée initialement
	<input type="checkbox"/> telle qu'elle a été modifiée en vertu de l'article 34
les revendications	<input type="checkbox"/> telles qu'elles ont été déposées initialement
	<input type="checkbox"/> telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 19
	<input type="checkbox"/> telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 34
les dessins	<input type="checkbox"/> tels qu'ils ont été déposés initialement
	<input type="checkbox"/> tels qu'ils ont été modifiés en vertu de l'article 34"

Règle 60.1.g)
69.1.e)

Ces cases ne doivent être cochées que si le déposant souhaite que des modifications soient prises en considération pour le début de l'examen préliminaire international. Lorsque le déposant souhaite que des modifications qui ont été apportées antérieurement en vertu de l'article 19 soient prises en considération, une copie de ces modifications avec, le cas échéant, la déclaration jointe à ces modifications, doit être annexée à la demande d'examen. Lorsqu'une case est cochée mais que la demande d'examen n'est pas accompagnée des documents mentionnés, le commencement de l'examen préliminaire international est différé jusqu'à ce que l'administration chargée de l'examen préliminaire international reçoive ces documents. Les modifications effectuées en vertu de l'article 34 doivent être présentées avec la demande à laquelle elles sont annexées. Le déposant doit aussi indiquer, en cochant la ou les cases appropriées, quelles parties de la demande internationale ont été ainsi modifiées.

Règle 53.9.a)ii)

"2. ☐ Le déposant souhaite que les modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 soient considérées comme écartées."

Cette case ne devrait être cochée que si le déposant, après avoir apporté plus tôt des modifications en vertu de l'article 19, ne souhaite plus qu'elles soient prises en considération pour l'examen préliminaire international. Le fait de cocher cette case aura pour effet que ces modifications seront considérées comme écartées par une modification effectuée en vertu de l'article 34.

"3. ☐ Lorsque l'administration chargée de l'examen préliminaire international souhaite entreprendre l'examen préliminaire international en même temps que la recherche internationale, conformément à la règle 69.1.b), le déposant demande à l'administration chargée de l'examen préliminaire international **de différer** le commencement de cet examen jusqu'à l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 69.1.d)."

Cette case ne devra être cochée que lorsque, à la date du dépôt de la demande d'examen préliminaire international, le délai prévu pour le dépôt de modifications

effectuées en vertu de l'article 19 n'a pas expiré (voir le paragraphe 9.004) et lorsque le déposant a l'intention de déposer des modifications de ce genre après le dépôt de la demande d'examen préliminaire international. Dans la pratique, cette situation ne risque de se produire que si la demande d'examen préliminaire international est déposée avant que le rapport de recherche internationale soit disponible. Si cette case est cochée mais que le déposant décide ultérieurement de ne pas déposer de modifications en vertu de l'article 19, il devra envoyer une déclaration à l'administration chargée de l'examen préliminaire international indiquant qu'il ne souhaite pas déposer de modifications de ce genre et l'examen préliminaire international commencera alors.

- “4. ☐ Le déposant demande expressément que le commencement de l'examen préliminaire international soit différé jusqu'à l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 54*bis*.1.a).”

Cette case devra être cochée si le déposant souhaite que le commencement de l'examen préliminaire international soit différé jusqu'à l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 54*bis*.1.a). Dans le cas contraire, lorsque l'administration chargée de la recherche internationale n'est pas l'administration chargée de l'examen préliminaire international, l'examen commencera aussitôt que l'administration chargée de l'examen préliminaire international sera en possession des taxes prescrites, du rapport de recherche internationale ou d'une communication relative à la déclaration visée à l'article 17.2.a) et de l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale.

10.027. **Plusieurs cases peuvent-elles être cochées dans le cadre n° IV?** Oui; par exemple, sous le point 1, deux ou trois cases peuvent être cochées si le déposant a déjà déposé en vertu de l'article 19 des modifications relatives aux revendications et souhaite que ces modifications soient prises en considération avec d'autres modifications apportées en vertu de l'article 34 à la description ou aux dessins (et éventuellement d'autres modifications apportées aux revendications déjà modifiées).

10.028. **Le déposant peut-il effectuer des modifications pendant l'examen préliminaire international en plus des modifications mentionnées dans le cadre n° IV?** Oui, le déposant conserve la possibilité d'effectuer ultérieurement des modifications, ou d'apporter d'autres modifications, pendant l'examen préliminaire international (voir les paragraphes 10.067 à 10.071), quel que soit le contenu de la déclaration concernant les modifications, et, dans ce sens, la déclaration n'est pas contraignante pour le déposant ou pour la conduite de l'examen préliminaire international. Par exemple, le déposant peut choisir de déposer des modifications effectuées en vertu de l'article 34 à un stade ultérieur en remplacement de modifications apportées précédemment en vertu de l'article 19, même si la déclaration indique que ces modifications antérieures doivent être prises en considération. Toutefois, les indications figurant dans la déclaration sont utilisées par l'administration chargée de l'examen préliminaire international pour déterminer quand et sur quelle base l'examen préliminaire international doit commencer (voir les paragraphes 10.051 à 10.055). En outre, l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'est pas tenue de prendre en considération les modifications ou les arguments aux fins du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) s'ils sont reçus après que cette administration a commencé de rédiger ce rapport (voir le paragraphe 10.068). Le temps disponible pour l'examen préliminaire international étant limité, il est dans l'intérêt du déposant d'être aussi catégorique que possible au moment du dépôt de la demande d'examen préliminaire international au sujet de la question de savoir sur quelle base se déroulera l'examen préliminaire international. Si le déposant a l'intention de présenter des modifications en vertu de l'article 34 mais n'est pas en mesure de les présenter avec la demande d'examen préliminaire international, il devra faire part de son intention, de préférence dans une lettre jointe à la demande d'examen préliminaire international. Il convient de noter que puisque, conformément à la règle 66.1*bis*, l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale sera, dans la majorité des cas, considérée comme étant l'opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, l'administration chargée de l'examen préliminaire international pourra, à bref délai après l'expiration du délai prévu à la règle 54*bis*.1.a), commencer à rédiger le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II

Règle 66.1.b)
66.4*bis*

du PCT) si les modifications effectuées en vertu de l'article 34 ne sont pas présentées en même temps que la demande.

CADRE N° V : ÉLECTION D'ÉTATS

Règle 53.7

10.029. **Quels sont les États qui peuvent être élus?** Une demande d'examen présentée le 1^{er} janvier 2004 ou après cette date vaut élection de tous les États qui ont été désignés et qui sont liés par le chapitre II du PCT.

CADRE N° VI : BORDEREAU

10.030. **Quel est l'objet du bordereau?** Le bordereau qui figure dans le cadre n° VI doit être rempli par le déposant de façon à permettre à l'administration chargée de l'examen préliminaire international de vérifier si les documents déposés avec la demande d'examen préliminaire international sont complets. Dans le bordereau, les indications relatives aux modifications visées dans la déclaration concernant les modifications sont particulièrement importantes. Les indications figurant dans le bordereau doivent correspondre aux indications figurant dans le cadre n° IV.

CADRE N° VII : SIGNATURE DU DÉPOSANT, DU MANDATAIRE OU DU REPRÉSENTANT COMMUN

Règle 53.4
53.8
60.1.a-ter)
90.3

10.031. **Qui doit signer la demande d'examen préliminaire international?** Cette demande doit être signée par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par tous les déposants qui la présentent, c'est-à-dire les déposants pour les États qui sont élus. Toutefois, un mandataire ou un représentant commun peut signer la demande au nom du déposant ou des déposants qui l'ont désigné. La demande peut être signée au nom de tous les déposants par un mandataire commun ou un représentant commun désigné, ou par le déposant considéré comme étant le représentant commun si aucun mandataire commun ou représentant commun n'a été désigné (voir le paragraphe 11.006). Toutefois, lorsqu'il manque la signature d'un ou de plusieurs déposants, l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'invitera pas les déposants à fournir les signatures manquantes si au moins l'un d'entre eux a signé la demande d'examen. Si une déclaration de retrait est déposée à un moment quelconque de la phase internationale, cette déclaration devra être signée par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par chacun d'eux (règle 90bis.5) ou par tout mandataire ou représentant commun dont la désignation a été effectuée par chaque déposant en signant, au choix, la requête, la demande d'examen ou un pouvoir distinct (règle 90bis.4.a)).

Règle 2.3

10.032. **Quand une signature doit-elle ou peut-elle être remplacée par un sceau?** Dans la demande d'examen préliminaire international ou dans d'autres documents déposés auprès de l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international, la signature peut être remplacée par un sceau. Dans le cas d'une demande d'examen préliminaire international ou d'autres documents déposés en anglais auprès de l'Office européen des brevets en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international en ce qui concerne les demandes internationales déposées auprès de l'Office des brevets du Japon (JPO) agissant en tant qu'office récepteur, une signature doit être fournie au lieu d'un sceau. Dans la demande d'examen préliminaire international ou dans d'autres documents déposés auprès de l'Office coréen de la propriété intellectuelle en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international, la signature peut être remplacée par un sceau (voir le paragraphe 5.091 en ce qui concerne la requête).

NOTES RELATIVES AU FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

10.033. **Que sont les notes relatives au formulaire de demande d'examen préliminaire international?** Ces notes (voir le site Internet de l'OMPI à : https://www.wipo.int/pct/fr/forms/demand/ed_demand.pdf) sont censées faciliter l'utilisation de ce formulaire. Elles expliquent, pour chaque cadre du formulaire, ce qu'il est nécessaire d'indiquer et comment porter ces indications. Les notes ne doivent pas être déposées avec la demande d'examen préliminaire international.

FEUILLE DE CALCUL DES TAXES

10.034. **Qu'est-ce que la feuille de calcul des taxes?** La feuille de calcul des taxes vise à aider le déposant à calculer le montant des taxes qui doivent être payées à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. La feuille est généralement jointe en annexe au formulaire de demande d'examen préliminaire international imprimé que le déposant obtient auprès de l'office récepteur ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Elle ne fait toutefois pas partie du formulaire et son utilisation n'est pas obligatoire. Cependant, il est vivement recommandé au déposant de remplir la feuille de calcul des taxes et de la présenter à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Celle-ci pourra ainsi plus facilement vérifier les calculs et déceler d'éventuelles erreurs. Voir les notes relatives à la feuille de calcul des taxes à l'adresse Internet de l'OMPI au paragraphe 10.033 pour plus de précisions sur la façon de remplir cette feuille. Pour plus de renseignements sur le paiement des taxes, voir les paragraphes 10.035 à 10.043.

TAXES

- Article 31.5) 10.035. **Quelles sont les taxes dues pour une demande d'examen préliminaire international?** Deux sortes de taxes doivent être acquittées en rapport avec cette demande :
- Règle 58.1.a) et (c) i) La "taxe d'examen préliminaire", qui est fixée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international et qui revient à celle-ci, principalement pour l'exécution de l'examen préliminaire international et pour l'établissement du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT).
- Règle 57.1 ii) La "taxe de traitement", qui est fixée dans le barème de taxes annexé au règlement d'exécution du PCT et qui revient au Bureau international pour l'exécution de diverses tâches, y compris, le cas échéant, la traduction du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) en anglais (voir le paragraphe 10.039).
- 10.036. **Une taxe est-elle due pour une élection?** Il n'y a pas de "taxe d'élection". Les seules taxes dues pour le dépôt d'une demande d'examen préliminaire international sont celles mentionnées au paragraphe 10.035.
- Règle 57.1 58.1.c) 10.037. **À qui ces taxes doivent-elles être payées?** La taxe d'examen préliminaire et la taxe de traitement sont payées à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, qui transfère la taxe de traitement au Bureau international.
- Règle 57.2.b) 58.1.c) 10.038. **Dans quelle monnaie ces taxes doivent-elles être payées?** En général, la taxe d'examen préliminaire et la taxe de traitement doivent être payées dans la monnaie ou dans l'une des monnaies prescrites par l'administration chargée de l'examen préliminaire international. On trouvera des renseignements complets sur cette question dans l'annexe E.
- Règle 57.2.a) 57.3 58.1.b) 10.039. **Quels sont les montants de ces taxes?** L'annexe E indique le montant des taxes d'examen préliminaire et de traitement payables à chaque administration chargée de l'examen international.
- 10.040. **Quelles sont les réductions applicables en matière de taxes?** Une réduction de la taxe d'examen préliminaire perçue par l'Office autrichien des brevets, l'Office européen des brevets et l'Office espagnol des brevets et des marques peut s'appliquer aux déposants de certains États – voir les annexes E pour des détails supplémentaires.
- 10.041. Un déposant qui est une personne physique et qui est ressortissant d'un État et domicilié dans un État qui figure sur la liste des États où le produit intérieur brut par habitant est inférieur à 25.000 dollars des États-Unis (déterminé d'après les données les plus récentes publiées par l'Organisation des Nations Unies) concernant le produit intérieur brut moyen par habitant sur 10 ans, exprimé en dollars des États-Unis constants par rapport à 2005) et dont les ressortissants et les résidents qui sont des

personnes physiques ont déposé moins de 10 demandes internationales par an (pour un million de personnes) ou moins de 50 demandes internationales par an (en chiffres absolus) d'après les données les plus récentes publiées par le Bureau international concernant le nombre moyen de dépôts annuels sur cinq ans, ou un déposant, personne physique ou non, qui est ressortissant d'un État et domicilié dans un État qui figure sur la liste des États classés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés, a droit, conformément au point 5 du barème de taxes, à une réduction de 90% de la taxe de traitement. (Une liste des États, dont les ressortissants et les résidents remplissent les conditions pour pouvoir prétendre à cette réduction de taxe, figure à l'adresse suivante: https://www.wipo.int/pct/en/fees/fee_reduction_july.pdf). Il convient toutefois de noter que cette réduction de la taxe de traitement s'applique uniquement lorsque, au moment du dépôt de la demande d'examen préliminaire, le déposant ou tous les déposants sont les seuls et véritables titulaires de la demande et ne sont pas dans l'obligation de céder, octroyer, transférer ou concéder sous licence les droits découlant de l'invention à une autre partie qui ne remplit pas les conditions pour pouvoir prétendre à cette réduction de taxe. S'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à l'un ou l'autre de ces critères. Lorsque le déposant ou tous les déposants ont droit à la réduction de la taxe de traitement, cette réduction s'applique sur la base du nom, de la nationalité et du domicile indiqués dans le cadre n° II de la demande d'examen préliminaire international, aucune demande particulière n'étant nécessaire.

Règle 57.3
58.1.b)

10.042. À quel moment ces taxes doivent-elles être payées? La taxe d'examen préliminaire et la taxe de traitement doivent être payées dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la demande d'examen préliminaire international a été présentée ou dans un délai de 22 mois à compter de la date de priorité, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué, étant entendu que, lorsque la demande d'examen est transmise à l'administration compétente chargée de cet examen en vertu de la règle 59.3, la taxe de traitement doit être payée dans un délai d'un mois à compter de la date de réception par cette administration ou dans un délai de 22 mois à compter de la date de priorité, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué. En ce qui concerne les conséquences d'un défaut de paiement ou d'un paiement tardif de ces taxes, voir le paragraphe 10.047.

Règle 54.4
57.4
58.3

10.043. Dans quels cas ces taxes sont-elles remboursées? L'administration chargée de l'examen préliminaire international remboursera la taxe de traitement si la demande d'examen préliminaire international est retirée avant d'être envoyée au Bureau international ou si la demande d'examen est considérée comme n'ayant pas été présentée parce qu'aucun des déposants n'avait le droit de déposer une telle demande (voir le paragraphe 10.004). Chaque administration chargée de l'examen préliminaire international décide librement si elle remboursera ou non la taxe d'examen préliminaire, ou une partie de celle-ci dans d'autres circonstances. Pour plus de précisions, voir l'annexe E.

TRAITEMENT DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Règle 60.1.a)
61.1

10.044. Qu'advient-il de la demande d'examen préliminaire international lorsqu'elle a été reçue? L'administration chargée de l'examen préliminaire international notifie à bref délai le déposant de la date de réception de la demande d'examen et puis examine la demande d'examen pour déterminer si elle répond à toutes les conditions fixées. Si ce n'est pas le cas, elle invite le déposant à y remédier. Pour des indications complètes sur la correction d'irrégularités dans la demande d'examen préliminaire international, voir la règle 60.1 et les paragraphes 10.047 à 10.049 et le paragraphe 10.050.

Article 31.7)
Règle 61.1.a)
61.2
61.3
61.4
Instruction 431

10.045. L'administration chargée de l'examen préliminaire international envoie la demande d'examen préliminaire international ou une copie de la demande d'examen au Bureau international. Celui-ci notifie ensuite leur élection aux offices et informe le déposant qu'il l'a fait. Pour les dispositions complètes en la matière, voir les règles 61.2 et 61.3. De plus, le Bureau international publie sur le site Internet de l'OMPI à : <https://www.wipo.int/patentscope/fr/>, à bref délai après la présentation de la demande d'examen mais pas avant la publication internationale, des indications relatives à la

demande d'examen et aux États élus concernés, conformément aux instructions administratives.

Article 31.2)a)
Règle 61.1.b)
Instruction 614

10.046. Que peut faire le déposant si les indications portées sur le formulaire de demande d'examen préliminaire international ne confirment pas son droit de présenter la demande d'examen? Si les indications relatives au domicile et à la nationalité du déposant données dans le cadre n°II du formulaire de demande d'examen préliminaire international ne confirment pas le droit du déposant de déposer une telle demande auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international en question (voir le paragraphe 10.004), cette administration avise le déposant que la demande d'examen est considérée comme n'ayant pas été présentée. Il peut toutefois arriver que ces indications aient été formulées de façon erronée ou que le déposant ait en fait un domicile ou une nationalité qui lui donne le droit de déposer la demande d'examen préliminaire international. Dans ce cas, les preuves établissant que, en fait, le déposant avait, à la date à laquelle la demande d'examen préliminaire international a été reçue par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le droit de déposer une telle demande auprès de cette administration, devront être immédiatement fournies. Si ces preuves sont jugées convaincantes par l'administration, elle considérera comme remplies les exigences de l'article 31.2)a) à la date de réception effective de la demande d'examen préliminaire international, et les indications figurant dans cette demande pourront être corrigées.

10.047. Est-il possible de remédier à des irrégularités de la demande d'examen préliminaire international, au non-respect de certaines conditions de langue et au défaut de paiement de certaines taxes, et, dans l'affirmative, comment y remédier? Quelles sont les conséquences? Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international constate que :

Article 31.3)
Règle 53
55.1
Règle 57.3

- i) la demande d'examen préliminaire international ne remplit pas les conditions de forme, de contenu et de langue (voir le paragraphe 10.012),
- ii) la taxe de traitement n'a pas été payée dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la demande d'examen préliminaire international a été présentée ou, lorsque la demande d'examen a été transmise à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international en vertu de la règle 59.3, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception par cette administration, ou n'a pas été payée dans la monnaie prescrite (voir les paragraphes 10.035 et 10.038), ou

Règle 58.1.b)
58bis
60.1.b)

- iii) la taxe d'examen préliminaire n'a pas été payée dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la demande d'examen préliminaire international a été présentée ou, lorsque la demande d'examen a été transmise à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international en vertu de la règle 59.3, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception par cette administration, ou n'a pas été payée dans la monnaie prescrite (fixée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir les paragraphes 10.035 et 10.038), elle invite le déposant à remédier à la ou aux irrégularités et à se conformer aux conditions prescrites ou à payer la ou les taxes prescrites. En ce qui concerne les irrégularités touchant à la forme ou à la langue, l'invitation indique un délai qui est d'au moins un mois à compter de la date de l'invitation. Le délai peut être prorogé par l'administration chargée de l'examen préliminaire international à tout moment avant qu'une décision soit prise. Dans le cas d'irrégularités touchant au paiement des taxes, l'invitation indique un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation une taxe pour paiement tardif peut aussi être requise; ce délai ne peut pas être prorogé. Toutefois, tout paiement doit être réputé avoir été reçu avant l'expiration du délai applicable s'il est reçu par l'administration chargée de l'examen préliminaire international avant l'expiration du délai applicable pour le paiement de la ou des taxes ou, lorsqu'une invitation à payer les taxes manquantes a été envoyée, avant que ladite administration passe la déclaration selon laquelle la demande d'examen est considérée comme n'ayant pas été présentée.

- Règle 60.1.b)
61.1.b) 10.048. Le déposant n'encourt aucun inconvénient, hormis le fait que le début de l'examen préliminaire international sera éventuellement suspendu (voir le paragraphe 10.050) s'il donne suite à l'invitation dans le délai indiqué (compte tenu d'éventuelles prorogations), sauf si l'irrégularité tient au fait que la demande d'examen préliminaire international ne permet pas l'identification de la demande internationale. Dans ces derniers cas, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme reçue à la date à laquelle la correction requise est reçue et l'administration chargée de l'examen préliminaire international informe le déposant de cette date.
- Règle 60.1.c)
61.1.b) 10.049. Si, après l'expiration du délai indiqué (compte tenu d'éventuelles prorogations), une signature (d'au moins un déposant) ou toute indication requise (à l'égard d'un déposant qui a le droit conformément à la règle 54.2 de présenter une demande d'examen) fait encore défaut la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée et l'administration chargée de l'examen préliminaire international le déclare.
- Article 39.1.a) 10.050. Si la demande d'examen préliminaire international est considérée comme reçue de la façon indiquée au paragraphe 10.048, à une date ultérieure à celle à laquelle elle a été effectivement présentée, l'effet de suspension du commencement de la phase nationale (voir le paragraphe 10.002) est perdu lorsque la date en question est postérieure à la date d'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Toutefois, cela ne concerne que les États dont l'office désigné a notifié au Bureau international que le délai de 30 mois prévu à l'article 22.1, en vigueur à compter du 1^{er} avril 2002, est incompatible avec la législation nationale appliquée par cet office. Le fait de différer l'ouverture de la phase nationale est également perdu lorsque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (voir le paragraphe 10.049).

L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

- Règle 69.1.a) 10.051. **Quand l'examen préliminaire international débute-t-il?** Sous réserve des exceptions mentionnées dans les paragraphes 10.052 à 10.055, l'administration chargée de l'examen préliminaire international commence l'examen préliminaire international de la demande internationale lorsqu'elle est en possession de la demande d'examen préliminaire international, du montant dû (dans son intégralité) au titre de la taxe de traitement et de la taxe d'examen préliminaire, y compris, le cas échéant, la taxe pour paiement tardif visée à la règle 58*bis*.2 et soit du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite établie conformément à la règle 43*bis*.1, soit d'une déclaration de l'administration chargée de la recherche internationale indiquant qu'il ne sera pas établi de rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite établie conformément à la règle 43*bis*.1, à moins que le déposant demande expressément que le commencement de l'examen préliminaire international soit différé jusqu'à l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 54*bis*.1.a).
- Règle 69.1.b) 10.052. Si l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international fait partie de l'office (national ou régional) auquel appartient l'administration compétente chargée de la recherche internationale, l'examen préliminaire international peut, si l'office le souhaite et sauf si le déposant a demandé que l'examen préliminaire international soit différé (voir le paragraphe 10.054), être entrepris en même temps que la recherche internationale (procédure souvent dite "intégrée", puisque la recherche internationale et l'examen préliminaire international se chevauchent en partie).
- Règle 53.9.a)i)
62
69.1.c) 10.053. Si la déclaration concernant les modifications faite dans la demande d'examen préliminaire international indique que les modifications effectuées en vertu de l'article 19 doivent être prises en considération, l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'entreprendra pas l'examen préliminaire international avant d'avoir reçu une copie des modifications en question et de la lettre d'accompagnement. Par conséquent, une copie de ces modifications et de la lettre d'accompagnement devront être jointes à la demande d'examen préliminaire international par le déposant de façon à laisser autant de temps que possible pour l'examen préliminaire international (voir les paragraphes 9.010, 10.025 et 10.026). Le Bureau international adressera, en tout état de cause, une copie de ces modifications et de la lettre d'accompagnement à

l'administration chargée de l'examen préliminaire international à moins que cette administration n'ait indiqué qu'elle les avait déjà reçues (voir le paragraphe 9.010), mais attendre que ces copies soient envoyées peut retarder le début de l'examen préliminaire international.

Règle 53.9.b)
69.1.d)

10.054. Lorsque la déclaration concernant les modifications indique que le commencement de l'examen préliminaire international doit être différé (voir le paragraphe 10.026), l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'entreprendra pas cet examen avant que l'une des conditions ci-après soit remplie :

- i) avant d'avoir reçu une copie de toute modification effectuée en vertu de l'article 19;
- ii) avant d'avoir reçu du déposant une déclaration aux termes de laquelle il ne souhaite pas effectuer de modifications en vertu de l'article 19; ou
- iii) avant l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 46.1.

Par conséquent, si le déposant fait figurer une indication de ce genre dans la demande d'examen préliminaire international, il devra faire en sorte que l'administration chargée de l'examen préliminaire international soit avisée à bref délai de toute modification ou de toute décision de sa part de ne pas déposer de modifications, de façon à disposer d'un maximum de temps pour la procédure d'examen préliminaire international.

Règle 53.9.c)
55.2
55.3.a), (b)
(c) et (d)
69.1.e)

10.055. Lorsque la déclaration concernant les modifications indique que des modifications sont présentées en vertu de l'article 34 avec la demande d'examen préliminaire international (voir le paragraphe 10.026) mais qu'en fait aucune modification n'est présentée avec cette demande, l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'entreprend pas l'examen préliminaire international avant d'avoir reçu les modifications ou avant d'avoir invité le déposant à les déposer et avant l'expiration du délai fixé dans cette invitation, celle de ces conditions qui est remplie la première étant déterminante. Lorsque la demande internationale n'a pas été déposée dans la langue dans laquelle elle est publiée, toute modification effectuée en vertu de l'article 34, ainsi que toute lettre d'accompagnement exigée par la règle 66.8 (et toute modification selon l'article 19 et toute lettre d'accompagnement y relative visée à la règle 46.5.b)) doivent être soumises dans la langue de publication. Lorsque l'examen préliminaire international est effectué sur la base d'une traduction de la demande internationale (voir le paragraphe 10.011), toute modification en vertu de l'article 34, ainsi que toute modification en vertu de l'article 19 qui doit être prise en considération, et toute lettre qui les accompagne, doivent être rédigées dans la langue de cette traduction. Lorsque de telles modifications ont été soumises ou sont soumises dans une autre langue, une traduction des modifications dans la langue dans laquelle l'examen préliminaire est effectué, doit également être soumise (voir aussi le paragraphe 11.046). Si les modifications ou la lettre d'accompagnement ne sont pas soumises dans la langue requise, l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à les remettre dans un délai raisonnable. Si le déposant ne donne pas suite et ne remet ni les modifications ni la lettre d'accompagnement dans la langue prescrite, dans le délai fixé dans l'invitation, l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'est pas tenue de les prendre en compte aux fins de l'examen préliminaire international.

Règle 66.7

10.056. **L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut-elle demander le document de priorité et une traduction de celui-ci?** Si une copie d'une demande dont la priorité est revendiquée dans la demande internationale ("le document de priorité") est nécessaire à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et si le Bureau international est déjà en possession du document de priorité (voir le paragraphe 5.070), il en communique une copie à cette administration sur demande. Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) peut être établi comme si la priorité n'avait pas été revendiquée, dans le cas où le déposant n'a pas fourni le document de priorité conformément à la règle 17.1 mais aucun office élu ne peut ignorer la revendication de priorité dans ces circonstances avant de donner au déposant la possibilité de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce. Lorsque le document de priorité est rédigé dans une autre langue que la langue ou l'une des langues indiquées pour

l'administration chargée de l'examen préliminaire international à l'annexe E, et que cette administration juge que la validité de la revendication de priorité est pertinente pour la formulation de l'opinion, à savoir si l'invention revendiquée est nouvelle ou non, si elle implique ou non une activité inventive et si elle semble susceptible d'application industrielle, l'administration peut inviter le déposant à lui remettre une traduction dans la langue appropriée. Le déposant doit donner suite à l'invitation dans un délai de deux mois à compter de la date qu'elle porte; sinon, le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) peut être établi comme si la priorité n'avait pas été revendiquée.

Article 33.1)

10.057. **Quel est l'objet de l'examen préliminaire international?** Comme cela a déjà été indiqué au paragraphe 10.001, l'examen préliminaire international a pour objet de formuler une opinion – qui est “préliminaire” (étant donné que l'opinion finale ne sera formulée qu'au cours de la phase nationale par l'office des brevets national ou régional ou par un tribunal national ou régional compétent) et “sans engagement” (pour qui que ce soit, y compris les offices élus) – sur les questions de savoir si l'invention dont la protection est demandée semble

- i) être nouvelle,
- ii) impliquer une activité inventive (n'être pas évidente), et
- iii) être susceptible d'application industrielle.

Ces critères ne sont pas envisagés de façon uniforme dans les lois nationales, mais ils sont appliqués d'une façon telle dans le cadre du PCT, au cours de la procédure d'examen préliminaire international, que le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) donne une bonne indication des résultats que donnera probablement la phase nationale.

Article 33.2)
Règle 64

10.058. Aux fins de l'examen préliminaire international, une invention dont la protection est demandée est considérée comme nouvelle s'il n'est pas trouvé d'antériorité dans l'état de la technique. La règle 64 définit ce que l'on entend par “état de la technique” aux fins de cet examen.

Article 33.3)
Règle 65

10.059. Aux fins de l'examen préliminaire international, une invention dont la protection est demandée est considérée comme impliquant une activité inventive si, compte tenu de l'état de la technique défini dans le règlement d'exécution (voir le paragraphe 10.058), elle n'est pas, à la date pertinente prescrite, évidente pour un homme du métier. Pour plus de précisions, voir la règle 65.

Article 33.4)

10.060. Aux fins de l'examen préliminaire international, une invention dont la protection est demandée est considérée comme susceptible d'application industrielle si, conformément à sa nature, elle peut être produite ou utilisée (au sens technique) dans tout genre d'industrie.

Règle 66.1
66.4bis

10.061. **Sur la base de quels documents l'examen préliminaire international est-il entrepris?** L'examen préliminaire international porte sur les revendications, la description et les dessins contenus dans la demande internationale. Les modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 avant que la demande d'examen préliminaire international ait été présentée sont prises en considération à moins qu'elles n'aient été remplacées par une modification ultérieure effectuée en vertu de l'article 34 (voir le paragraphe 10.028) ou ne soient considérées comme écartées par les modifications effectuées en vertu de l'article 34 (voir le paragraphe 10.026). Les modifications effectuées après que la demande d'examen préliminaire international a été présentée, que ce soit en vertu de l'article 19 ou en vertu de l'article 34, sont aussi prises en considération aux fins de l'examen préliminaire international, étant entendu qu'il n'est pas nécessaire qu'elles soient prises en considération aux fins de l'opinion écrite établie par l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) si elles sont reçues après que l'administration chargée de l'examen préliminaire international a commencé de rédiger cette opinion ou ce rapport. En ce qui concerne l'admissibilité des modifications en général, voir le paragraphe 11.047.

- Règle 66.2.a)vi) 10.062. **Que se passe-t-il si aucun rapport de recherche internationale n'a été établi en ce qui concerne certaines revendications?** Les revendications portant sur des inventions pour lesquelles aucun rapport de recherche internationale n'a été établi (voir les paragraphes 7.013 à 7.021) ne doivent pas faire l'objet d'un examen préliminaire international et cela sera indiqué dans une opinion écrite établie par l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT).
- Règle 66.1ter 10.062A. **L'administration chargée de l'examen préliminaire international effectue-t-elle une recherche complémentaire?** L'administration chargée de l'examen préliminaire international effectue, normalement, une recherche complémentaire afin de découvrir les documents visés à la règle 64 qui ont été publiés ou sont devenus accessibles à ladite administration à des fins de recherche après la date à laquelle le rapport de recherche internationale a été établi, sauf si elle estime que cette recherche ne présenterait aucun intérêt, par exemple, lorsque qu'il a été établi que la demande internationale, dans son ensemble, concerne un objet à l'égard duquel elle n'est pas tenue d'effectuer un examen préliminaire international. Le rapport d'examen préliminaire international indique si une recherche complémentaire a été effectuée. Lorsque l'administration établie le rapport d'examen préliminaire international, elle peut inclure les résultats de la recherche complémentaire.
- Règle 13ter.2 10.063. **Quelles conditions particulières doivent être remplies pendant l'examen préliminaire international en ce qui concerne les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés?** Lorsque l'administration chargée de l'examen préliminaire international constate qu'une demande internationale contient la divulgation d'une séquence de nucléotides ou d'acides aminés, et que les listages des séquences conformes à la norme prévue dans l'annexe C des instructions administratives (voir le paragraphe 5.099) n'ont pas encore été remis (en tant que partie de la demande internationale ou pour les besoins de l'examen préliminaire international, selon le cas), elle peut inviter le déposant à fournir des listages conformes à cette norme. Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international constate que le déposant n'a pas déjà fourni (comme partie de la demande internationale ou aux fins de l'examen préliminaire international, selon le cas) des listages des séquences sous forme électronique conformes à la norme prévue dans l'annexe C des instructions administratives, elle peut inviter le déposant à lui fournir des listages sous une telle forme. Les listages sont exigés par l'administration chargée de l'examen préliminaire international dans le but d'effectuer l'examen préliminaire international; les exigences de la législation nationale en rapport avec la divulgation des inventions impliquant un listage des séquences est une question qui relève de la phase nationale.
- Règle 66.2 10.064. **Quelles sont les conditions concernant la demande internationale qui peuvent faire l'objet d'observations de la part de l'administration chargée de l'examen préliminaire international?** L'administration chargée de l'examen préliminaire international informe le déposant sous la forme d'une "opinion écrite" si elle considère
- Article 34.4)a)i)
35.3)a)
Règle 66.2.a)i)
67 i) que la demande internationale concerne un objet à l'égard duquel elle n'est pas tenue d'effectuer un examen préliminaire international et décide de ne pas effectuer un tel examen (la situation à cet égard est la même que celle qui est décrite au paragraphe 7.013 en ce qui concerne la recherche internationale),
- Article 34.4)a)ii)
Règle 66.2.a)i) ii) que la description, les revendications ou les dessins ne sont pas clairs, ou que les revendications ne se fondent pas de façon adéquate sur la description, de sorte qu'une opinion valable ne peut être formée au sujet de la nouveauté, de l'activité inventive (non-évidence) ou de l'application industrielle de l'invention dont la protection est demandée (la situation à cet égard est la même que celle qui est décrite au paragraphe 7.014 en ce qui concerne la recherche internationale),
- Règle 66.2.a)ii) iii) que le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) devrait être "négatif" (voir le paragraphe 10.075) à l'égard de l'une quelconque des revendications pour le motif que l'invention qui en fait l'objet ne semble pas

- être nouvelle, ne semble pas impliquer une activité inventive (ne semble pas être non évidente), ou ne semble pas être susceptible d'application industrielle,
- Règle 66.2.a)iv) iv) qu'une modification va au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée (voir les paragraphes 10.070 et 11.047),
- Règle 66.2.a)v) v) que le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) devrait être accompagné d'observations (défavorables) relatives à la clarté des revendications, de la description ou des dessins, ou à la question de savoir si les revendications se basent entièrement sur la description,
- Règle 66.2.a)vi) vi) qu'une revendication porte sur une invention pour laquelle aucun rapport de recherche internationale n'a été établi (voir les paragraphes 7.013 à 7.021) et si elle a décidé de ne pas effectuer l'examen préliminaire international pour cette revendication,
- Règle 66.2.a)vii) vii) qu'elle ne dispose pas du listage d'une séquence de nucléotides ou d'acides aminés sous une forme permettant d'effectuer un examen préliminaire international significatif (de la même façon qu'au paragraphe 5.099 à propos de la recherche internationale),
- Règle 66.2.a) viii) que la législation nationale appliquée par l'office national qui agit en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international ne permet pas que les revendications dépendantes multiples soient rédigées d'une manière différente de celle qui est prévue dans les deuxième et troisième phrases de la règle 6.4.a) (la situation à cet égard est la même que celle qui est décrite dans les paragraphes 5.113 et 7.014 en ce qui concerne la recherche internationale).
- Règle 66.2.a)iii) 10.065. L'administration procède aussi de la manière indiquée au paragraphe 10.064 lorsqu'elle constate que la demande internationale est incorrecte quant à sa forme ou à son contenu. Lorsque le respect de l'exigence d'unité de l'invention (voir les paragraphes 5.114 à 5.123) est en cause, voir le paragraphe 10.072.
- Règle 66.2
66.4.a) 10.066. **Qu'est-ce qu'une "opinion écrite"?** Une "opinion écrite" est une notification adressée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international au déposant, dans laquelle cette administration fait part de ses observations sur les questions mentionnées dans le paragraphe 10.064. L'opinion écrite doit être dûment motivée, doit inviter le déposant à présenter une réponse écrite et doit fixer un délai de réponse (qui est normalement de deux mois, mais qui peut être prolongé à la demande du déposant – pour plus de précisions, voir la règle 66.2.d)). Aucune opinion écrite ne sera formulée si l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'a pas d'observation à faire (auquel cas, cette administration établira directement le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT)). L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut formuler une ou plusieurs autres opinions écrites, si le temps disponible le permet, particulièrement si le déposant s'efforce sérieusement et à bref délai de répondre aux observations de l'administration chargée de l'examen préliminaire international en présentant des arguments ou en effectuant des modifications.
- Article 34.2)a)
et (d)
Règle 66.2.b), (c)
et (d)
66.3
66.4
66.5
66.6
66.8 10.067. **Comment le déposant peut-il réagir à une opinion écrite formulée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international? Le déposant peut-il modifier la demande internationale à ce stade?** Le déposant peut demander à l'administration chargée de l'examen préliminaire international des précisions, ou peut donner lui-même des précisions à cette administration, puisque le PCT prévoit expressément que le déposant a le droit de communiquer, verbalement, par téléphone ou personnellement, ou par écrit, avec l'administration chargée de l'examen préliminaire international (article 34.2)a)); voir aussi la règle 66.6). Plus précisément, lorsque le déposant reçoit de ladite administration une opinion écrite sur l'une des questions mentionnées dans les paragraphes 10.064 et 10.065, il peut répondre à cette opinion écrite (voir l'article 34.2)d)) en soumettant des modifications ou en présentant des arguments. Tout changement – autre qu'une rectification d'erreurs évidentes (voir les paragraphes 11.033 à 11.044) – apporté aux revendications, à la description ou aux dessins (y compris toute suppression de revendications, de passages de la description

ou de dessins) est considéré comme une modification. Pour la forme des modifications, voir le paragraphe 10.071. Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international émet une ou plusieurs opinions écrites supplémentaires, les possibilités de réponse du déposant sont les mêmes que dans le cas de la première opinion écrite. Le déposant peut demander à l'administration chargée de l'examen préliminaire international de lui donner une ou plusieurs possibilités supplémentaires de présenter des modifications ou des arguments s'il reste suffisamment de temps.

Règle 66.4bis

10.068. Les modifications et les arguments sont-ils toujours pris en considération? Les modifications et les arguments présentés seront pris en considération s'ils ont été reçus à temps. Compte tenu du temps limité disponible pour l'examen préliminaire international, il est toutefois dans l'intérêt du déposant de répondre dès que possible à une opinion écrite. L'administration chargée de l'examen préliminaire international n'est pas tenue de prendre en considération les modifications ou les arguments aux fins d'une opinion écrite ou du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) s'ils sont reçus après que cette administration a commencé de rédiger cette opinion ou ce rapport.

10.069. Il convient de noter que l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne peut pas contraindre le déposant à apporter un changement quelconque à la demande internationale. En d'autres termes, le déposant est libre de ne pas suivre ou de ne suivre qu'en partie l'opinion de l'administration. Cette attitude peut conduire à l'établissement d'un rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) défavorable ou moins favorable, mais il est possible que le déposant préfère obtenir un tel rapport que d'apporter à sa demande un changement qu'il n'estime pas nécessaire (en espérant pouvoir surmonter, au cours de la phase nationale, toutes les difficultés pouvant découler d'un tel rapport).

Article 34.2)b)
Règle 70.2.c)

10.070. Les modifications peuvent-elles introduire des éléments nouveaux dans la demande internationale? Comme pour les modifications effectuées en vertu de l'article 19 (voir le paragraphe 9.009), les modifications effectuées en vertu de l'article 34.2)b) ne peuvent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée. Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international considère qu'une modification ne répond pas à cette condition, elle en fera la remarque dans une opinion écrite et dans le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT), et le rapport sera établi comme si cette modification n'avait pas été faite (voir aussi le paragraphe 11.047).

Règle 11.14
46.5
55.3
66.8
70.2.c-bis)

10.071. Que faut-il faire pour apporter des modifications à la demande internationale devant l'administration chargée de l'examen préliminaire international? Le déposant doit soumettre une feuille de remplacement pour chaque feuille qui, en raison d'une modification, diffère de la feuille déposée précédemment. La modification doit être soumise avec une lettre d'accompagnement qui explique la différence existant entre la feuille remplacée et la feuille de remplacement et qui explique de préférence les raisons de la modification. De plus, la lettre doit aussi indiquer la base de la modification dans la demande telle que déposée. La base des modifications doit toujours se référer au contenu de la demande internationale (description, revendications, dessins) telle que déposée initialement, même si de multiples modifications ont été apportées au cours de la phase internationale. Lorsqu'il dépose des modifications relatives aux revendications, le déposant est tenu de soumettre une série complète de revendications afin de remplacer les revendications initialement déposées (ou modifiées antérieurement en vertu de l'article 19). Pour un exemple illustrant la manière d'indiquer la base des modifications, se reporter au paragraphe 9.006. Concernant les conséquences attachées à l'absence de remise d'une lettre d'accompagnement avec les feuilles de remplacement, se reporter au paragraphe 11.047A. Lorsque la modification consiste à supprimer des passages ou à apporter des changements ou des adjonctions mineurs, les changements ou les adjonctions peuvent être effectués sur une copie de la feuille en cause de la demande internationale, à condition que la clarté et la possibilité de reproduction directe de cette feuille ne soient pas compromises. Il n'est pas nécessaire de soumettre une feuille de remplacement lorsque la modification entraîne la suppression d'une feuille entière; en pareil cas, la modification peut être communiquée dans une lettre qui explique de

préférence les raisons de la modification. En ce qui concerne la modification des revendications, voir aussi les paragraphes 9.005 et 9.006 relatifs à la recherche internationale, qui sont applicables par analogie. Lorsque la demande internationale n'a pas été déposée dans la langue dans laquelle elle est publiée, toute modification effectuée en vertu de l'article 34, ainsi que toute lettre d'accompagnement exigée par la règle 66.8 (et toute modification selon l'article 19 et toute lettre d'accompagnement y relative visée à la règle 46.5.b)), doivent être soumises dans la langue de publication. Lorsque l'examen préliminaire international est effectué sur la base d'une traduction de la demande internationale, (voir les paragraphes 10.011, 10.054 et 10.055), les modifications selon l'article 34, et les modifications selon l'article 19, qui doivent être prises en considération, ainsi que les lettres d'accompagnement, doivent être rédigées dans la langue de cette traduction. Lorsque de telles modifications ont été ou sont soumises dans une autre langue, une traduction des modifications dans la langue dans laquelle l'examen préliminaire international est effectué doit aussi être soumise (voir les paragraphes 5.013, 10.011 et 11.046). Aucune taxe n'est exigée pour le dépôt d'une quelconque modification en vertu de l'article 34.2)b). Si les modifications ou la lettre d'accompagnement ne sont pas soumises dans la langue requise, l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à les remettre dans un délai raisonnable. Si le déposant ne donne pas suite et ne soumet ni les modifications ni la lettre d'accompagnement dans la langue prescrite, dans le délai fixé dans l'invitation, l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'est pas tenue de les prendre en compte aux fins de l'examen préliminaire international.

Règle 68
70.13

10.072. Qu'advient-il si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime qu'il n'y a pas "unité de l'invention"? Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention (voir les paragraphes 5.114 à 5.123 pour la notion d'"unité de l'invention"), deux solutions s'offrent à elle : elle peut effectuer l'examen préliminaire international pour la demande internationale entière et indiquer dans le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) son avis sur l'absence d'unité de l'invention ou bien elle peut inviter le déposant, au choix de ce dernier, à limiter les revendications de façon à satisfaire à l'exigence précitée (dans ce cas, elle doit indiquer au moins une possibilité de limitation) ou à payer des taxes additionnelles (puisque la taxe d'examen préliminaire international est calculée pour le cas où il y a unité de l'invention). Si le déposant décide d'apporter aux revendications les limitations nécessaires, l'examen porte sur les revendications limitées. Si le déposant choisit de payer les taxes additionnelles, l'examen préliminaire international porte sur les revendications correspondant à l'invention principale et sur les revendications pour lesquelles des taxes additionnelles ont été payées, et le rapport indiquera que ces taxes additionnelles ont été payées. Les taxes additionnelles peuvent être payées sous réserve, auquel cas les procédures applicables sont semblables à celles qui ont été mentionnées pour la recherche internationale (voir les paragraphes 7.019 et 7.020). Si le déposant ne limite pas les revendications ou ne paie pas les taxes additionnelles, l'examen porte sur l'invention principale telle qu'elle a été indiquée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou par le déposant, ou en cas de doute telle qu'elle est définie à la règle 68.5 (l'invention mentionnée en premier lieu dans les revendications est considérée comme l'invention principale).

Article 34.3)

10.073. La constatation de l'absence d'unité de l'invention peut continuer d'être un élément important pendant la phase nationale. Un office élu qui admet que l'exigence d'unité n'est pas respectée peut, pendant la procédure nationale, exiger du déposant de limiter les revendications ou de diviser la demande en un certain nombre de demandes divisionnaires ou de payer des taxes spéciales de façon à conserver les parties de la demande internationale qui n'ont pas trait à l'invention principale (pour plus de précisions, voir l'article 34.3)).

LE RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ (CHAPITRE II DU PCT)

Article 35.1)
Règle 69.2

10.074. Quand le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) doit-il être établi? Le délai pour l'établissement du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) est celui des délais ci-après qui expire le plus tard : 28 mois à compter de la date de priorité, six mois à compter du délai prévu par la règle 69.1 pour le commencement de l'examen préliminaire international ou six mois à compter de la date de réception par l'administration chargée de l'examen préliminaire international de la traduction remise en vertu de la règle 55.2 (voir les paragraphes 10.051 à 10.055). Normalement, le déposant reçoit donc le rapport deux mois, au plus tard, avant que puisse débiter la phase nationale dans les offices élus. Il dispose ainsi à coup sûr de temps pour déterminer s'il souhaite entamer la phase nationale, et ce dans quels offices élus, et faire le nécessaire à cet effet (pour plus de précisions, voir la partie relative à la phase nationale).

Article 35.1)
et (2)
Règle 70
Instruction 604

10.075. Quels sont la forme et le contenu du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT)? Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) comprend, notamment, une déclaration consistant simplement à indiquer par "oui" ou par "non", en relation avec chaque revendication qui a été examinée, si la revendication semble répondre aux critères de nouveauté, d'activité inventive (non-évidence) et d'application industrielle. Cette déclaration est accompagnée, lorsque cela est approprié, de la citation des documents pertinents ainsi que de brèves explications indiquant les critères auxquels s'appliquent les documents cités et justifiant les conclusions de l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Les autres points qui peuvent figurer dans le rapport sont indiqués dans les paragraphes 10.064 et 10.065. Le rapport contient aussi une indication selon laquelle des documents pertinents supplémentaires ont été découverts lors de la recherche complémentaire, la date à laquelle la recherche complémentaire a eu lieu, ou, le cas échéant, mentionne qu'aucune recherche complémentaire n'a eu lieu (voir le paragraphe 10.062A). Le cas échéant, le rapport contient aussi des observations sur la question de l'unité de l'invention (voir le paragraphe 10.072). Pour plus de précisions, voir l'article 35.1) et 2), la règle 70 et l'instruction 604.

Règle 70.2.c-bis)
et (e)
70.16

10.076. Comment les modifications relatives à la demande internationale sont-elles mentionnées dans le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT)? Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) indique sur quelle base il est établi – c'est-à-dire si des modifications ont été prises en considération et, dans l'affirmative, lesquelles. Lorsque des modifications ont été effectuées en vertu de l'article 19 ou 34 mais que le déposant n'a pas soumis au Bureau international ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international la lettre d'accompagnement exigée avec les modifications, le rapport peut alors être établi comme si les modifications n'avaient pas été soumises et, dans ce cas, le rapport l'indique. Les éléments suivants sont joints au rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) sous forme d'"annexes" : les feuilles de remplacement contenant des modifications effectuées en vertu de l'article 19 ou 34 qui ont été prises en considération et leurs lettres d'accompagnement ainsi que les feuilles de remplacement contenant les rectifications d'erreurs évidentes autorisées en vertu de la règle 91. Lorsque la rectification d'une erreur évidente n'est pas prise en considération parce qu'elle est parvenue à l'administration chargée de l'examen préliminaire international seulement après qu'elle a commencé à rédiger le rapport et, dès lors, qu'elle n'a pu en tenir compte, le rapport doit l'indiquer et les feuilles de remplacement concernant la rectification sont annexées au rapport. Les modifications effectuées en vertu de l'article 19 qui ont été considérées comme écartées par une modification effectuée en vertu de l'article 34 (voir le paragraphe 10.026) ou qui ont été remplacées par des feuilles de remplacement ultérieures ou des modifications entraînant la suppression de feuilles entières, ne sont pas annexées au rapport, pas plus que les lettres d'accompagnement des feuilles de remplacement. Toutefois, lorsque l'administration chargée de l'examen préliminaire international considère que la modification ultérieure va au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, chaque feuille de remplacement qui a été

remplacée ou écartée et toute lettre d'accompagnement desdites feuilles de remplacement sont néanmoins annexées au rapport. De la même manière, si le déposant n'a pas soumis avec les modifications qui ont été remplacées ou écartées la lettre d'accompagnement exigée indiquant la base des modifications dans la demande telle qu'elle a été déposée et s'il en résulte que le rapport a été établi comme si les modifications n'avaient pas été soumises, chaque feuille de remplacement remplacée ou écartée et toute lettre d'accompagnement desdites feuilles de remplacement sont annexées au rapport.

Article 35.2)

10.077. Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) peut-il donner un avis sur la brevetabilité de l'invention? Non, cela n'est pas possible. L'article 35.2) prévoit expressément à cet égard que "le rapport d'examen préliminaire international ne contient aucune déclaration quant à la question de savoir si l'invention dont la protection est demandée est ou semble être brevetable ou non au regard d'une législation nationale quelconque". Il convient de noter que, dans ce contexte, l'expression "législation nationale" s'entend aussi des traités de brevets régionaux (le Protocole de Harare de l'ARIPO, la Convention sur le brevet eurasien, la Convention sur le brevet européen et l'Accord de l'OAPI).

Règle 70.17
72
74

10.078. Dans quelle langue le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) est-il établi? Des traductions sont-elles établies? Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) et toutes les annexes éventuelles sont établis dans la langue dans laquelle la demande internationale est publiée – voir les paragraphes 9.017 à 9.020), sauf si l'examen préliminaire international est effectué sur la base d'une traduction (voir les paragraphes 5.013, 10.011 et 10.013), auquel cas le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) ainsi que les annexes sont établis dans la langue de cette traduction. Chaque État élu peut exiger que le rapport, s'il n'est pas rédigé dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de son office national, soit traduit en anglais. Si tel est le cas, la traduction du corps du rapport est établie par le Bureau international, qui en transmet des copies au déposant et à chaque office élu intéressé. Si un office élu quelconque exige la traduction des annexes du rapport, c'est au déposant qu'incombe la responsabilité d'établir et de remettre cette traduction.

Article 36.1)
36.3)a)
Règle 71.1
73.2
93bis

10.079. Comment le déposant, le Bureau international et les offices élus reçoivent-ils le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) et, le cas échéant, la traduction de ce dernier? L'administration chargée de l'examen préliminaire international transmet, le même jour, au déposant et au Bureau international une copie du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) (et de toutes annexes éventuelles – voir le paragraphe 10.076). Le Bureau international transmet une copie du rapport (y compris les annexes) aux offices élus ainsi qu'une traduction en anglais du corps du rapport lorsque cela est exigé par un office élu quelconque conformément à la règle 93bis; la traduction des annexes éventuelles, si nécessaire, doit être établie et envoyée par le déposant lui-même aux offices élus intéressés (voir le paragraphe 10.078 et la partie relative à la phase nationale). Le déposant, s'il estime que la traduction du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) contient des erreurs, peut envoyer des observations écrites à ce sujet à tout office élu intéressé et doit en envoyer copie au Bureau international. En ce qui concerne les observations sur le contenu du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) lui-même, il convient de les adresser pendant la phase nationale aux offices élus.

Règle 71.1.b)
Instruction 602bis

10.079A. D'autres documents du fichier de l'administration chargée de l'examen préliminaire international sont-ils transmis au Bureau international? L'administration chargée de l'examen préliminaire international transmet également une copie des documents suivants au Bureau international, qui transmettra une copie aux offices élus en même temps qu'une copie du rapport préliminaire international sur la brevetabilité :

- toute opinion écrite émise par l'administration;

- toute feuille de remplacement contenant des modifications selon l'article 34 et toute lettre accompagnant les modifications, y compris les modifications et les lettres qui ont été remplacées;
- toute lettre contenant des arguments que le déposant a remise à l'administration selon la règle 66.3 du PCT (voir le paragraphe 10.067);
- toute invitation à limiter les revendications ou à payer des taxes supplémentaires émise par l'administration;
- toute réserve en ce qui concerne l'invitation à limiter les revendications ou à payer des taxes supplémentaires et la décision y relative, que le déposant en ait fait la demande ou non conformément à la règle 68.3.c); et
- tout autre document de son fichier qu'il souhaite transmettre.

Ces documents seront transmis au Bureau international dès qu'ils seront disponibles, mais pas après la date de transmission du rapport d'examen préliminaire international. Il convient de noter que toute administration chargée de l'examen préliminaire international peut décider de reporter la transmission des documents précités au moment où l'administration en question est techniquement prête à le faire.

Article 36.3)a)
38.1)
Règle 71.1.b)
73.2.a)
94.1
94.2
94.3

10.080. **Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (Chapitre II du PCT) et tout autre document contenu dans le fichier de l'examen préliminaire international peuvent-ils être consultés par des personnes autres que le déposant ou les offices élus?** Le rapport et les documents associés contenus dans le fichier de l'examen préliminaire international ne sont pas publiés par le Bureau international. Conformément à l'article 36.3)a), le Bureau international communique le rapport aux offices élus. Toutefois, depuis le 1^{er} janvier 2004, si la demande est formulée par un office élu (les détails d'une telle demande sont publiés dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)*, le Bureau international rendra disponible le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) dans PATENTSCOPE, à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/patentscope/fr/>, toutefois uniquement après expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité. De façon similaire, selon les modifications apportées aux règles 71.1.b) et 94.1.c), entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2020, tout autre document reçu ou établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international depuis le 1^{er} juillet 2020, sera rendu disponible dans PATENTSCOPE, après expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité (voir le paragraphe 10.079A). L'administration chargée de l'examen préliminaire international ne peut, sauf sur la demande ou avec l'autorisation du déposant, en donner copie qu'au déposant et au Bureau international. Cependant, une fois que le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) est classé dans les dossiers de l'office élu, la législation nationale applicable par cet office s'applique en ce qui concerne l'accès à ce rapport d'examen et au dossier de l'examen préliminaire international par d'autres personnes que le déposant, comme indiqué au paragraphe 11.072.

10.081. *[Supprimé]*

Article 36.4)
Règle 71.2

10.082. **Comment le déposant peut-il obtenir des copies des documents cités dans le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT)?** Le déposant peut obtenir des copies des documents cités dans le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) qui n'étaient pas cités dans le rapport de recherche internationale en les demandant à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Les taxes perçues par ces administrations pour fournir sur demande ces copies sont indiquées à l'annexe E.

10.083. **Quels sont l'effet et l'utilité du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) pendant la phase nationale?** Le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) contenant un avis sur le respect dans la demande internationale des critères internationalement reconnus de nouveauté, d'activité inventive (non-évidence) et d'application industrielle, il donne au déposant des éléments d'évaluation solides quant à ses chances d'obtenir un brevet dans les divers offices pendant la phase nationale. Même si le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) n'a aucun caractère obligatoire pour

les offices élus, il constitue un élément de poids auprès de ceux-ci et un rapport positif facilitera l'instruction de la demande devant les offices élus. Un office élu qui est le même office national ou régional que celui qui a effectué l'examen préliminaire international en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international selon le PCT délivrera rapidement, d'une façon générale, un brevet pendant la phase nationale si le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) de la demande internationale est positif.

CHAPITRE 11

QUESTIONS DIVERSES CONCERNANT LA PHASE INTERNATIONALE

REPRÉSENTATION PAR DES MANDATAIRES ET DES REPRÉSENTANTS COMMUNS

Règle 90.1

11.001. À quelles fins un mandataire peut-il être désigné? Le déposant peut désigner un ou plusieurs mandataires pour le représenter auprès de l'office récepteur, du Bureau international, de l'administration chargée de la recherche internationale, de toute administration indiquée pour la recherche supplémentaire et de l'administration chargée de l'examen préliminaire international – c'est-à-dire aux fins de la phase internationale en général. Le déposant peut aussi désigner un ou plusieurs mandataires pour le représenter spécialement auprès de l'administration chargée de la recherche internationale, de toute administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Les mandataires désignés aux fins de la demande internationale pendant la phase internationale ne seront pas considérés automatiquement comme des mandataires par les offices nationaux pendant la phase nationale; d'autres mandataires devront donc peut-être être désignés aux fins de la phase nationale devant chacun des divers offices désignés (voir les chapitres nationaux (résumés)).

Article 49
Règle 83.1bis
90.1

11.002. Qui peut être désigné comme mandataire? Une personne peut être désignée comme mandataire pour la phase internationale en général si elle a le droit d'exercer auprès de l'office national auprès duquel la demande internationale est déposée. Lorsque la demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur (voir le paragraphe 5.008), toute personne qui a le droit d'exercer auprès de l'office national (ou régional) d'un État contractant ou de l'office agissant pour un tel État, dans lequel le déposant (ou, s'il y a plusieurs déposants, l'un des déposants) a son domicile ou dont il est le national (voir l'annexe C), peut être désignée comme mandataire. Une personne peut être désignée comme mandataire pour représenter le déposant spécialement auprès de l'administration chargée de la recherche internationale, de toute administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international si elle a le droit d'exercer auprès de l'office ou de l'organisation intergouvernementale exerçant les fonctions de l'une ou l'autre de ces administrations. Le droit d'exercer auprès d'un office ou d'une organisation est régi par la législation nationale appliquée par l'office ou l'organisation en question.

11.003. Tous les déposants doivent-ils avoir le même mandataire? Chaque déposant est libre de désigner son propre mandataire. Toutefois, d'une façon générale, il sera commode pour les différents déposants de désigner une seule et même personne qui les représentera tous ensemble en tant que leur "mandataire commun" (ou de désigner un certain nombre de mandataires communs – par exemple les partenaires du cabinet de conseils en brevets ou d'agents de brevets qui agit au nom du déposant).

Règle 90.1.d)

11.004. Un mandataire peut-il désigner un mandataire secondaire? Un mandataire qui a été désigné pour représenter le déposant aux fins de la phase internationale en général peut désigner un mandataire secondaire pour représenter le déposant, sauf indication contraire consignée dans le document le désignant comme mandataire originaire. Des agents secondaires peuvent être désignés pour représenter le déposant soit d'une façon générale soit auprès de telle ou telle administration chargée de la recherche internationale, administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou administration chargée de l'examen préliminaire international. La désignation d'un mandataire secondaire est soumise aux mêmes conditions applicables au droit d'exercer qui sont indiquées dans le paragraphe 11.002.

Article 9
Règle 2.2bis
90.2.a)

11.005. Qu'est-ce qu'un "représentant commun" des déposants? Lorsqu'il y a plusieurs déposants et qu'ils n'ont pas désigné de mandataire commun pour les représenter tous aux fins de la phase internationale en général, l'un des déposants peut être désigné par les autres déposants comme leur représentant commun. Une personne ne peut être désignée comme représentant commun que si elle est un national

d'un État contractant ou si elle y est domiciliée et est donc habilitée à déposer une demande internationale.

Règle 2.2bis
26.2bis.a)
90.2.b)
90bis.5

11.006. Que se passe-t-il si aucun mandataire commun ou aucun représentant commun n'est expressément désigné? Lorsqu'il y a plusieurs déposants et qu'ils ne désignent pas de mandataire commun ou de représentant commun, le déposant nommé en premier qui a le droit de déposer une demande internationale auprès de l'office récepteur en question (voir les paragraphes 5.020 à 5.023) sera automatiquement considéré comme étant le représentant commun de tous les déposants. Un tel déposant qui est considéré comme étant le représentant commun peut faire la plupart des choses qu'un mandataire désigné ou qu'un représentant commun désigné peut faire au nom de tous les déposants, y compris signer la requête, la demande d'examen préliminaire international et de nombreux autres documents aux fins du PCT. Toutefois, un déposant qui est considéré comme étant le représentant commun ne peut pas signer valablement, au nom des autres déposants, toute déclaration de retrait de la demande internationale, d'une désignation, d'une ou plusieurs revendication(s) de priorité, de la demande d'examen préliminaire international ou d'une élection, sans fournir la preuve de leur consentement. Si le déposant qui est considéré comme étant le représentant commun a désigné un mandataire, ce mandataire peut accomplir tout acte qui pourrait être accompli par le déposant considéré comme étant le représentant commun au nom des autres déposants, y compris la signature de certains documents avec effet pour tous les déposants (à l'exception, là encore, de toute déclaration de retrait).

Règle 90.4.a)

11.007. Comment est désigné un mandataire ou un représentant commun? La désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun peut se faire dans la requête ou dans la demande d'examen préliminaire international (voir les paragraphes 5.041 à 5.049 et 10.019 à 10.023), dans un pouvoir distinct (voir le paragraphe 11.008) ou dans un pouvoir général (voir le paragraphe 11.009). Lorsqu'il y a plusieurs déposants, un mandataire commun ou un représentant commun les représentant tous peut être désigné selon une formule qui consiste à combiner ces méthodes, à condition que chaque déposant signe soit la requête, soit la demande d'examen préliminaire international ou un pouvoir distinct.

Règle 90.4

11.008. Quelles sont les conditions à remplir en ce qui concerne un pouvoir distinct? Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun est désigné au moyen d'un pouvoir distinct, ce pouvoir doit être déposé auprès de l'office récepteur ou du Bureau international. Toutefois, tout office récepteur, toute administration chargée de la recherche internationale, toute administration indiquée pour la recherche supplémentaire, toute administration chargée de l'examen préliminaire international et le Bureau international peuvent renoncer à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit leur être remis (des précisions sur ces renoncements sont publiées dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* dans le bulletin *PCT Newsletter* et le site Internet de l'OMPI à : <https://www.wipo.int/pct/fr/texts/waivers.html>. Il convient cependant de noter que la renonciation d'un office, d'une administration ou du Bureau international ne s'applique pas si le mandataire ou le représentant commun remet l'une des déclarations de retrait visées à la règle 90bis.1 à 90bis.4. Un modèle de pouvoir distinct approprié est disponible sur le site Internet de l'OMPI à : <https://www.wipo.int/pct/fr/forms/pa/index.htm>.

Règle 90.5

11.009. Un mandataire peut-il être désigné au moyen d'un pouvoir général en vue de représenter le déposant aux fins d'une demande internationale déposée par celui-ci? Oui, il est possible de procéder à une désignation générale de ce genre. L'original du pouvoir général doit être déposé auprès de l'office récepteur si le mandataire a été désigné aux fins de la phase internationale d'une façon générale ou auprès de l'administration chargée de la recherche internationale, de l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international si le mandataire a été spécialement chargé de représenter le déposant auprès de cette administration. La désignation vaudra alors aux fins de toute demande particulière déposée par ce déposant à condition que le pouvoir général soit mentionné dans la requête, la demande d'examen préliminaire international ou dans une déclaration séparée. Toutefois, tout office récepteur, toute administration chargée de la recherche internationale, toute administration indiquée pour la recherche

supplémentaire et toute administration chargée de l'examen préliminaire international peuvent renoncer à l'exigence selon laquelle une copie du pouvoir général doit être jointe à la requête, à la demande de recherche supplémentaire, à la demande d'examen préliminaire international ou à toute déclaration séparée (des précisions sur ces renoncements sont publiées dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)*. Lorsque l'office ou l'administration n'a pas renoncé à cette exigence, une copie du pouvoir général doit être jointe à la requête, à la demande de recherche supplémentaire, à la demande d'examen préliminaire international ou à la déclaration séparée. Cette copie de l'original signé ne doit pas nécessairement être signée. Un modèle de pouvoir général est disponible sur le site Internet de l'OMPI à : <https://www.wipo.int/pct/fr/forms/pa/index.htm>. Il convient de noter que la renonciation formulée par un office ou une administration ne s'applique pas si le mandataire ou le représentant commun remet l'une des déclarations de retrait visées à la règle 90bis.1 à 90bis.4.

Règle 90.3

11.010. Quelle est la situation juridique d'un mandataire ou d'un représentant commun? Tout acte effectué par un mandataire ou un représentant commun ou à son intention a les effets d'un acte effectué par le ou les déposants à l'intention du ou des déposants que le mandataire représente aux fins de la procédure devant l'office récepteur, le Bureau international, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international, selon que la désignation a été faite à des fins générales ou aux fins de la procédure devant une administration déterminée (voir le paragraphe 11.001). Plus précisément, un mandataire ou un représentant commun peut signer des documents concernant la demande internationale au nom des déposants. Toutefois, un déposant qui est considéré comme étant le représentant commun (voir le paragraphe 11.006) ne peut pas signer des déclarations de retrait au nom des autres déposants (voir les paragraphes 11.048, 11.050, 11.056 et 11.060). Si plusieurs mandataires représentent le ou les mêmes déposants, un acte effectué par l'un quelconque de ces mandataires ou à son intention a les effets d'un acte effectué par ce ou ces déposants ou à leur intention.

Règle 90.6.a)

11.011. La désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun peut-elle être révoquée? Oui. Le document contenant la révocation doit être signé par les personnes qui ont procédé à la désignation ou par leurs ayants cause. La désignation d'un mandataire secondaire peut aussi être révoquée par le déposant intéressé. Si la désignation d'un mandataire est révoquée, toute désignation d'un mandataire secondaire par ce mandataire est aussi considérée comme révoquée.

Règle 90.6.b)
et (c)

11.012. La désignation d'un mandataire pour la phase internationale a, en général, automatiquement pour effet, sauf indication contraire, de révoquer toute désignation antérieure d'un mandataire. De la même façon, la désignation d'un représentant commun a pour effet, sauf indication contraire, de révoquer toute désignation antérieure d'un représentant commun.

11.013. Les règles relatives à la signature et au dépôt d'un pouvoir s'appliquent *mutatis mutandis* à la révocation d'une désignation (voir les paragraphes 11.007 et 11.008).

Règle 90.6.d)
et (e)
Instruction 425

11.014. Comment un mandataire ou un représentant commun peut-il renoncer à sa désignation? La renonciation à une désignation peut être faite au moyen d'une notification signée par le mandataire ou le représentant commun. Les règles relatives à la signature et au dépôt d'un pouvoir s'appliquent *mutatis mutandis* à une renonciation (voir les paragraphes 11.007 et 11.008). Le Bureau international avise le déposant de la renonciation.

CORRESPONDANCE AVEC LE DÉPOSANT

Instruction 108.b)

11.015. À qui les diverses administrations adresseront-elles leur correspondance dans le cadre du PCT? Dans le cas d'une demande internationale émanant d'un déposant unique, la correspondance sera envoyée au déposant à l'adresse qu'il aura indiquée; ou, s'il a désigné un ou plusieurs mandataires, la correspondance sera adressée à ce mandataire ou au mandataire mentionné en

premier; ou encore, si le déposant n'a désigné aucun mandataire mais a indiqué une adresse pour les notifications (voir les paragraphes 5.030 et 5.051), la correspondance est envoyée à cette adresse.

Instruction 108.c) 11.016. Lorsqu'un ou plusieurs mandataires communs ont été désignés par plusieurs déposants, la correspondance sera adressée au mandataire en question ou à celui de ces mandataires qui est mentionné en premier. Lorsqu'aucun mandataire commun n'a été désigné, la correspondance sera adressée au représentant commun (soit le représentant commun désigné soit le déposant qui est considéré comme étant le représentant commun – voir les paragraphes 11.005 et 11.006) à son adresse, telle qu'elle aura été indiquée; si le représentant commun a désigné un ou plusieurs mandataires, la correspondance sera adressée à ce mandataire ou à celui de ces mandataires qui est mentionné en premier; ou, si le représentant commun n'a pas désigné de mandataire mais a indiqué une adresse précise pour les notifications, la correspondance est envoyée à cette adresse.

Instruction 108.d) 11.017. Lorsqu'un ou plusieurs mandataires ont été désignés en vue de représenter le ou les déposants spécialement auprès de l'administration chargée de la recherche internationale, de l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, la correspondance sera adressée par l'administration intéressée à ce mandataire ou à celui de ces mandataires qui est mentionné en premier.

CHANGEMENTS RELATIFS AU DÉPOSANT, À L'INVENTEUR, AU MANDATAIRE OU AU REPRÉSENTANT COMMUN

Règle 92bis
Instruction 422

11.018. **Que convient-il de faire lorsqu'il y a un changement quant à la personne, au nom, au domicile, à la nationalité ou à l'adresse du déposant ou quant à la personne, au nom ou à l'adresse de l'inventeur, du mandataire ou du représentant commun?** Lorsqu'il y a un changement quant à la personne, au nom, au domicile, à la nationalité ou à l'adresse du déposant ou quant à la personne, au nom ou à l'adresse de l'inventeur, du mandataire ou du représentant commun, il appartient au déposant ou à l'office récepteur de demander au Bureau international d'enregistrer ce changement. Si la demande lui en est faite, le Bureau international enregistre le changement et le notifie à tous les offices et administrations du PCT intéressés. Cet enregistrement est gratuit.

11.018A. **Où les requêtes en changement doivent-elle être envoyées ?** Alors que la règle 92bis prévoit la possibilité, au choix du déposant, d'envoyer des requêtes en changement à l'office récepteur ou au Bureau international, il est fortement recommandé de les envoyer directement au Bureau international, de préférence par le biais des services ePCT (connexion avec ou sans authentification forte à l'adresse suivante : <https://pct.wipo.int/ePCT>). Il est important que le Bureau international – et non l'office récepteur – reçoive la requête en changement afin de respecter le délai applicable de 30 mois à compter de la date de priorité.

11.018B. **Est-il nécessaire pour le déposant de fournir une pièce justificative?** Lorsque le déposant ou le mandataire figurant dans la demande internationale présente une requête en changement, il n'est pas nécessaire de fournir une pièce justificative relative au changement. En particulier, lorsque le déposant ou le mandataire figurant dans la demande internationale présente une requête en changement quant à la personne du déposant, le Bureau international n'exige pas d'acte de cession ou d'autre pièce justificative indiquant le transfert des droits. Les actes de cession et autres pièces justificatives se rapportant au transfert des droits peuvent toutefois être demandés par les offices désignés une fois commencé le traitement national; les chapitres nationaux donnent des précisions à ce sujet. Si le mandataire figurant dans la demande internationale souhaite également représenter le nouveau déposant, un pouvoir, signé par le nouveau déposant, doit être remis en même temps, à moins que l'office ou l'administration auprès duquel ou de laquelle la requête a été présentée n'ait renoncé à l'exigence de la fourniture d'un pouvoir (voir les paragraphes 11.008 et 11.009). Il convient de noter que le Bureau international a renoncé à une telle exigence (voir <https://www.wipo.int/pct/fr/texts/waivers.html>).

Lorsqu'une personne non encore nommée dans le formulaire de requête, dénommée ci-après le "nouveau déposant" sans le consentement écrit du déposant figurant au dossier, présente une requête en changement quant à la personne du déposant, une copie de l'acte de cession ou toute autre pièce justificative prouvant le changement quant à la personne doit être présentée avec la requête en changement. Si la requête en changement de déposant est présentée par un (nouveau) mandataire du nouveau déposant, un pouvoir signé par le nouveau déposant doit être déposé en plus de la pièce justificative, à moins que l'office ou l'administration auprès duquel ou de laquelle la requête est présentée n'ait renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct, ou une copie d'un pouvoir général, doit lui être remis (voir les paragraphes 11.008 et 11.009). Il convient de noter que le Bureau international **n'a pas** renoncé à cette exigence et que, par conséquent, un nouveau pouvoir sera toujours exigé lors de la présentation de ce type de requête en changement auprès du Bureau international.

Instruction 422bis
(a)iii)

Lorsqu'une requête est présentée pour effacer un déposant figurant dans la demande internationale et que cette requête n'a pas été également signée par le déposant concerné ou n'a pas été présentée au nom de ce dernier, le Bureau international enverra une copie de la notification de changement (Formulaire PCT/IB/306) au déposant qui a été "retiré" de la demande internationale. Il en va de même lorsque la requête est signée, au nom des déposants, par un agent qui est seulement réputé représenter ces déposants, étant donné que l'office récepteur a renoncé à l'exigence de fourniture d'un pouvoir. Si le déposant concerné objecte par écrit au changement pendant la phase internationale, le changement enregistré sera annulé.

Lorsqu'un agent de brevets change de cabinet et présente une requête en enregistrement du changement, un tel changement est considéré comme un changement d'adresse et il n'est pas nécessaire de fournir un nouveau pouvoir.

11.018C. Un nouveau déposant doit-il être ressortissant d'un État contractant du PCT ou domicilié dans un tel État? Il n'est pas nécessaire, pour enregistrer un changement quant à la personne du déposant, que le nouveau déposant soit domicilié dans un État contractant du PCT ou soit ressortissant d'un tel État; le PCT ne contient aucune restriction quant à la personne à laquelle une demande internationale peut être cédée. Le droit du déposant de déposer la demande internationale se détermine uniquement sur la base des indications concernant la nationalité et le domicile du déposant ou des déposants figurant dans le formulaire de requête au moment du dépôt de la demande internationale. Toutefois, il convient de tenir compte du domicile et de la nationalité du nouveau déposant pour la question de savoir si ce déposant a le droit de déposer une demande d'examen préliminaire international (voir les paragraphes 10.017 et 10.018).

11.018D. Quels autres types de changement sont visés par la règle 92bis? Les changements concernant l'adjonction ou la suppression d'indications concernant les déposants et/ou les inventeurs, l'ordre des déposants et/ou des inventeurs dans le formulaire de requête, les changements relatifs aux adresses électroniques etc., seront également enregistrés en vertu de la règle 92bis si demande en est faite.

Les demandes de réception de notifications par courriel peuvent être effectuées dans le formulaire de requête ou ultérieurement. Toute demande de changement d'adresse électronique doit indiquer si l'adresse électronique doit être utilisée pour l'envoi de notifications préliminaires sous forme électronique, suivi de notifications sur papier, ou si les notifications doivent être envoyées uniquement par courrier électronique (pour les offices et administrations acceptant d'envoyer les notifications par courrier électronique).

Il convient de noter qu'il n'est pas possible, pendant la phase internationale, d'enregistrer des droits de tiers, tels que licences, gages et autres sûretés réelles. De tels changements, dans la mesure prévue par la législation nationale applicable, peuvent être enregistrés uniquement pendant la phase nationale et conformément aux procédures nationales applicables.

11.019. Lorsqu'un changement affecte plusieurs demandes, le déposant peut-il présenter une seule requête? Lorsqu'un changement concerne plusieurs demandes internationales en instance, il est recommandé aux déposants de présenter une seule requête écrite et d'inclure une liste des demandes PCT concernées (et non pas une

requête séparée pour chaque demande). La liste doit contenir les demandes internationales en instance, c'est-à-dire les demandes pour lesquelles le délai de 30 mois à compter de la date de priorité n'a pas encore expiré.

11.020. Existe-t-il un formulaire spécial à l'effet de demander l'enregistrement de changements en vertu de la règle 92bis? Il n'existe pas de formulaire spécial à l'effet de demander l'enregistrement de changements en vertu de la règle 92bis. La requête peut être présentée à l'office récepteur ou au Bureau international sous la forme d'une lettre spécifiant clairement la demande concernée et les informations faisant l'objet de la requête en changement. Lorsque la requête concerne un changement de nom ou d'adresse et que la demande est déposée dans une langue utilisant des caractères non latins, outre le nouveau nom ou la nouvelle adresse dans la langue de dépôt, une translittération ou une traduction du nouveau nom ou de la nouvelle adresse en anglais doit également être fournie. Il est recommandé de déposer de telles demandes directement auprès du Bureau international au moyen des services ePCT (en se connectant avec ou sans authentification forte à l'adresse <https://pct.wipo.int/ePCT>).

Règle 92bis.1.b)

11.021. Quel est le délai pour demander l'enregistrement de changements? Le Bureau international enregistre le changement s'il reçoit la requête en enregistrement avant l'expiration d'un délai de 30 mois (quel que soit le délai précis applicable pour l'ouverture de la phase nationale, office par office, tel que 31 mois ou plus tard) à compter de la date de priorité. Si le déposant souhaite qu'un changement particulier soit pris en compte pour la publication internationale de la demande, la requête en changement doit parvenir au Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale (voir le paragraphe 9.014). Si la requête parvient au Bureau international trop tardivement pour apparaître dans la publication internationale mais dans le délai de 30 mois, elle sera toutefois traitée et notifiée aux offices désignés/élus. La page des données bibliographiques dans PATENTSCOPE est mise à jour afin de faire apparaître tout changement enregistré jusqu'à l'expiration du délai de 30 mois. Si la requête parvient au Bureau international après l'expiration du délai de 30 mois, le changement ne sera pas enregistré et le déposant devra soumettre cette requête auprès de chaque office désigné/élu.

11.022. Quel est l'effet juridique de tout changement enregistré? En principe, tous les offices désignés et élus doivent accepter les changements enregistrés par le Bureau international. Toutefois, les offices ont le droit de demander des preuves ou documents supplémentaires durant la phase nationale en ce qui concerne les changements enregistrés durant la phase internationale (pour obtenir des informations sur les offices qui exigent des documents supplémentaires durant la phase nationale, y compris une nouvelle requête en changement spécialement pour la phase nationale auprès d'un office donné, il convient de se référer au résumé correspondant dans les chapitres nationaux de ce *guide*).

DÉCÈS DU DÉPOSANT OU DE L'INVENTEUR

Article 27.2)
Règle 92bis.1.a)

11.023. Que convient-il de faire en cas de décès du déposant pendant la phase internationale? La réponse à cette question dépend de la législation nationale applicable en pareil cas. L'ayant cause du déposant (l'héritier, le représentant légal, la succession représentée par un mandataire, etc.) devra être indiqué en tant que nouveau déposant, et il convient de présenter une requête en enregistrement de ce changement selon la règle 92bis.1 (voir la procédure dont les grandes lignes sont indiquées aux paragraphes 11.018 à 11.022). La raison du changement demandé doit être indiquée. Il n'est pas nécessaire de fournir de preuve littérale attestant le droit de déposer la demande pendant la phase internationale (bien qu'une telle preuve puisse être exigée par un office désigné quelconque aux fins de la phase nationale du traitement).

11.024. [Supprimé]

Article 9
Règle 18.1

11.025. Que convient-il de faire si l'inventeur meurt avant le dépôt de la demande internationale? En pareil cas, la requête doit indiquer le nom de l'inventeur décédé avec mention du décès, par exemple : "JONES, Bernard (décédé)".

11.026. **Que convient-il de faire en cas de décès de l'inventeur pendant la phase internationale?** Dans ce cas, l'enregistrement d'un changement pour indiquer que l'inventeur est décédé peut être demandé ; si cette indication est ajoutée, l'adresse de l'inventeur est retirée.

LE DÉPOSANT N'EST PAS DISPONIBLE POUR SIGNER LA DEMANDE INTERNATIONALE OU D'AUTRES DOCUMENTS OU NE SOUHAITE PAS LE FAIRE

Article 14.1)a)i)
14.1)b)
Règle 26.2
26.2bis
Instruction 316

11.027. **Que faut-il faire si le déposant n'est temporairement pas disponible pour signer la demande internationale?** Lorsqu'un déposant n'est temporairement pas disponible, la demande internationale peut être déposée sans sa signature. L'absence de la signature d'un déposant ou d'un pouvoir signé par ce dernier, lorsque l'un de ces deux éléments pourrait être exigé, fait partie des irrégularités qui peuvent être corrigées aux termes de l'article 14.1)a)i) et b); il faut pour cela déposer une copie de la requête (ou, si la requête a été signée par un mandataire, d'un pouvoir (lorsque cela pourrait être nécessaire)) dûment signée par le déposant dans le délai fixé par l'office récepteur pour la correction de ces irrégularités éventuelles (voir le paragraphe 6.032).

11.028. – 11.032. *[Supprimés]*

RECTIFICATION D'ERREURS ÉVIDENTES

Règle 91.1.a)
et (g)

11.033. **Des erreurs évidentes peuvent-elles être rectifiées par le déposant?** Des erreurs évidentes qui entachent la demande internationale ou d'autres documents présentés par le déposant peuvent en général être rectifiées si la rectification est demandée dans le délai applicable. Les rectifications de cette nature sont effectuées gratuitement. La règle 91 considère certaines erreurs comme étant non rectifiables (voir le paragraphe 11.037) et exige que les déposants fassent appel à d'autres mesures de correction (voir les règles 20.4, 20.5, 26bis et 38.3).

Règle 91.1.c)

11.034. **Quelles sont les erreurs qui peuvent être rectifiées?** Seules les erreurs évidentes peuvent être rectifiées. Une erreur est considérée comme évidente s'il est évident pour l'administration compétente que, à la date pertinente (voir le paragraphe 11.036), quelque chose d'autre que ce qui était voulu était écrit dans le document concerné, et que par ailleurs aucun texte autre que la rectification proposée n'aurait pu être voulu. En d'autres termes, tant l'erreur que la rectification de cette erreur doivent être évidentes pour l'administration compétente.

Règle 91.1.d)
et (e)

11.035. **Existe-t-il une limitation concernant le type de documents qu'une administration peut considérer en déterminant si une erreur est évidente?** Si l'erreur est contenue dans la description, les revendications ou les dessins, ou dans une correction ou une modification d'un de ces éléments, l'administration compétente est limitée, aux fins de déterminer si l'erreur et la rectification proposée sont toutes deux évidentes (voir le paragraphe 11.034), à ne prendre en considération que les contenus de la description, des revendications et des dessins et, le cas échéant, de la correction ou de la modification concernée. Lorsque l'erreur est contenue dans la requête ou une correction de cette dernière ou dans tout autre document mentionné à la règle 91.1.b)iv), l'administration compétente doit, aux fins de déterminer si l'erreur et la rectification proposée sont toutes deux évidentes, tenir compte non seulement du contenu de la demande internationale elle-même et, le cas échéant, de la correction concernée et tout autre document mentionné à la règle 91.1.b)iv), mais aussi de tout autre document remis par le déposant avec la requête, une correction ou un document, selon le cas, ceci incluant tout document de priorité disponible pour cette administration compétente. Par ailleurs, l'administration doit aussi tenir compte de tout autre document figurant dans le dossier de cette demande internationale détenu par l'administration à la date pertinente (voir le paragraphe 11.036).

Règle 91.1.f)

11.036. **Quelle est la date pertinente appliquée par l'administration compétente pour déterminer si l'erreur et sa rectification sont évidentes?** Lorsque l'erreur apparaît dans la demande internationale telle que déposée, la date pertinente est la date du dépôt international; lorsque l'erreur apparaît dans un quelconque

document autre que la demande internationale telle que déposée, y compris toute erreur dans une correction ou une modification de la demande internationale, la date pertinente est la date à laquelle ledit document (correction et/ou modification) concerné est remis.

Règle 91.1.g)

11.037. Quelles sont les erreurs qui ne peuvent pas être rectifiées? Les erreurs suivantes ne peuvent pas être rectifiées en vertu de la règle 91 :

- les omissions d'éléments entiers ou de feuilles de la demande internationale, même si elles résultent clairement d'une inattention au moment du dépôt de la demande internationale, par exemple, lors de la copie ou l'assemblage des feuilles;
- les erreurs dans l'abrégé;
- les erreurs portant sur des modifications en vertu de l'article 19, à moins que l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne soit l'administration compétente pour autoriser une rectification de telles erreurs en vertu de la règle 91.1.b)iii);
- les erreurs faites dans une revendication de priorité ou dans une communication visant à corriger ou ajouter une revendication de priorité si la rectification de l'erreur était de nature à changer la date de priorité (voir le paragraphe 6.038 sur la question de savoir si de telles erreurs peuvent plutôt être corrigées en vertu de la règle 26bis.1.a)).

Règle 91.1.b)

11.038. La rectification d'erreurs évidentes doit-elle être autorisée par un office spécifique? Oui, toute rectification exige l'autorisation de l'administration PCT compétente, qui est :

- i) si l'erreur figure dans la requête ou dans toute correction de cette dernière, l'office récepteur;
- ii) si l'erreur figure dans la description, les revendications ou les dessins ou dans toute correction d'un de ces éléments, l'administration chargée de la recherche internationale ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international si une demande d'examen préliminaire international a été présentée, n'a pas été retirée et que la date selon la règle 69.1 pour le commencement de l'examen préliminaire international est révolue;
- iii) si l'erreur figure dans la description, les revendications ou les dessins ou dans toute correction d'un de ces éléments, ou dans toute modification selon les articles 19 ou 34, et si une demande d'examen préliminaire international a été présentée, n'a pas été retirée et que la date selon la règle 69.1 pour le commencement de l'examen préliminaire international est révolue, l'administration chargée de l'examen préliminaire international;
- iv) si l'erreur figure dans tout document autre que l'un de ceux mentionnés aux points i) à iii) ci-dessus remis à l'office récepteur, à l'administration chargée de la recherche internationale, à l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou au Bureau international (hormis pour ce dernier une erreur dans l'abrégé ou dans une modification selon l'article 19), cet office, cette administration ou ce Bureau selon le cas.

Règle 91.2

11.039. Où et quand une requête en rectification doit-elle être envoyée? La requête en rectification doit être adressée à l'administration qui est compétente pour autoriser la rectification (voir le paragraphe 11.038). Elle doit être déposée dans un délai de 26 mois à compter de la date de priorité. La requête doit préciser l'erreur à rectifier en même temps que la rectification proposée; elle peut également inclure une brève explication si le déposant le souhaite. La procédure prévue par la règle 26.4 s'applique s'agissant de la façon dont la rectification proposée doit être indiquée (voir le paragraphe 6.052).

Règle 91.1.h)

11.040. Une administration compétente peut-elle inviter le déposant à corriger une erreur évidente? Lorsque l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou le Bureau international découvre ce qui semble être une erreur évidente, il ou elle peut inviter le déposant à déposer une requête en rectification selon la règle 91.

Règle 48.2.i)
70.16.a)iii)
91.3.a)
et (b)

11.041. Quelles actions seront prises par une administration compétente lorsqu'elle recevra une requête en rectification d'erreurs évidentes? À bref délai après que le déposant a déposé une requête en rectification d'erreurs évidentes, l'administration compétente décide soit d'autoriser soit de refuser la rectification demandée et notifie rapidement sa décision au déposant et au Bureau international. En cas de refus, l'administration compétente doit également informer le déposant et le Bureau international des motifs du refus. Si l'administration compétente autorise la rectification d'erreurs évidentes selon la règle 91, le document concerné doit être rectifié en accord avec les prescriptions des instructions 325, 413*bis*, 511 et 607 des instructions administratives. Lorsque l'autorisation de rectifier a été donnée par l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale ou le Bureau international, ce dernier publie les feuilles rectifiées comme partie de la demande internationale publiée si l'autorisation est reçue ou donnée par le Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale. Lorsque l'autorisation est reçue ou donnée après l'achèvement de la préparation technique, le Bureau international effectue une nouvelle publication de la demande internationale en vertu de la règle 48.2.i). Lorsque l'autorisation de rectifier est donnée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, les feuilles rectifiées et la requête en rectification d'une erreur évidente présentée par le déposant sont annexées au rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT).

Règle 91.3.c)

11.042. Quand prend effet une rectification d'erreurs évidentes? Si l'erreur est dans la demande internationale telle que déposée, la rectification prend effet à compter de la date de dépôt international; si l'erreur est dans un quelconque document autre que la demande internationale telle que déposée, y compris toute erreur dans une correction ou toute modification de la demande internationale, la rectification prend effet à compter de la date de remise dudit document.

Règle 91.3.d)
Instruction 113.b)

11.043. Qu'est-il possible de faire si l'autorisation de rectifier est refusée? Si l'autorisation de rectifier est refusée, le déposant peut demander au Bureau international, par écrit dans un délai de deux mois à compter de la date du refus, de publier la requête en rectification, les motifs du refus par l'administration ainsi que tout commentaire succinct remis éventuellement par le déposant, avec la demande internationale. Cette requête fait l'objet du paiement, dans le même temps, d'une taxe spéciale, dont le montant est indiqué à l'annexe B (IB). Dès publication de cette requête en rectification et des motifs de refus, le déposant a la possibilité de poursuivre la procédure de rectification devant les offices désignés en utilisant les législations et pratiques nationales en vigueur pour ces derniers vis-à-vis de la rectification d'erreurs évidentes. Les requêtes en rectification d'erreurs évidentes qui ont fait l'objet d'un refus ne sont pas annexées au rapport préliminaire international (chapitre II du PCT) sauf dans certaines circonstances détaillées au paragraphe 10.076.

Règle 91.3.e)
et (f)

11.044. Quels sont les effets d'une autorisation d'erreurs évidentes pour les offices désignés et élus? Généralement, les offices désignés et élus doivent traiter la demande internationale durant la phase nationale sur la base de la demande rectifiée, sauf si cet office désigné ou élu a déjà commencé le traitement de la demande internationale avant la notification selon la règle 91.3.a) du Bureau international l'informant de l'autorisation de la rectification en question. Sinon, un office désigné ou élu ne peut ignorer une rectification autorisée en vertu de la règle 91.1 que s'il considère qu'il n'aurait pas autorisé la rectification d'erreurs évidentes s'il avait été lui-même l'administration compétente. Cependant dans ce dernier cas, l'office désigné ne peut ignorer une rectification autorisée pendant la phase internationale, que s'il offre au déposant la possibilité de présenter, dans un délai raisonnable, des observations vis-à-vis de cette intention de l'office d'ignorer la rectification.

MODIFICATION DES REVENDICATIONS, DE LA DESCRIPTION ET DES DESSINS

Article 19
34.2)b)

11.045. Comment et à quels stades les revendications, la description et les dessins figurant dans une demande internationale peuvent-ils être modifiés? Comme cela est indiqué par ailleurs dans la présente partie, le déposant a une fois la possibilité de modifier les revendications en vertu de l'article 19 après avoir reçu le rapport de recherche internationale (voir les paragraphes 9.004 à 9.011). Des

modifications peuvent aussi être effectuées en vertu de l'article 34.2)b) en ce qui concerne la description, les revendications et les dessins avant et pendant la procédure d'examen préliminaire international (voir les paragraphes 10.024 à 10.028 et 10.067 à 10.071). Ces modifications s'ajoutent aux possibilités qui sont données au déposant de corriger des irrégularités en vertu de l'article 11 et de la règle 20 (voir les paragraphes 6.024 à 6.026), et de l'article 14 et de la règle 26 (voir le paragraphe 6.032), et à la possibilité de rectifier des erreurs évidentes en vertu de la règle 91.1 (voir les paragraphes 11.033 à 11.044). Les déposants ont aussi la garantie de pouvoir modifier la demande internationale aux fins de la phase nationale en vertu des article 28 et 41 (voir les chapitres nationaux).

Règle 46.3
55.3

11.046. Dans quelle langue doivent être présentées les modifications au cours de la phase internationale? Concernant la langue dans laquelle doivent être présentées les modifications des revendications effectuées en vertu de l'article 19, voir les paragraphes 9.004 et 9.017 à 9.019; concernant la langue dans laquelle doivent être présentées les modifications de la description, des revendications ou des dessins effectuées en vertu de l'article 34, voir le paragraphe 10.071.

Article 19.2)
et (3)
34.2)b)
Règle 66.2.a)iv)
70.2.c)

11.047. Les modifications apportées aux revendications, à la description ou aux dessins pendant la phase internationale peuvent-elles introduire des éléments nouveaux dans la demande internationale? Les articles 19.2) et 34.2)b) prévoient tous les deux que les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée. L'observation de cette règle ne sera pas vérifiée pendant la phase internationale à moins que le déposant ne demande qu'il soit procédé à un examen préliminaire international. Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international considère qu'une des modifications va au-delà de l'exposé initial de l'invention, elle fera part de ses observations dans le cadre d'un avis écrit et du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT), et le rapport sera établi comme si la modification en question n'avait pas été effectuée (voir les paragraphes 10.064.iv) et 10.070). L'observation de cette règle peut être importante pendant la phase nationale, au cours de laquelle les offices désignés peuvent procéder à une vérification à cet égard, et l'inobservation de cette règle peut, à ce stade, avoir des conséquences négatives; c'est ainsi que les modifications peuvent être refusées ou qu'une date de dépôt ultérieure peut être attribuée pour tous les nouveaux éléments revendiqués par suite des modifications effectuées. Par ailleurs, si la législation nationale applicable dans un office désigné permet que les modifications effectuées aillent au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande telle qu'elle a été déposée, l'inobservation de cette règle n'a aucune conséquence dans l'État en question. Bien qu'elle soit habituelle dans la plupart des législations nationales et qu'elle figure dans la Convention sur le brevet européen, cette règle ne saurait – en vertu du PCT – lier un État contractant. Elle figure dans le PCT parce que la plupart des législations l'ont retenue et que, par conséquent, il a semblé utile de mettre en garde tous les déposants ayant l'intention d'apporter des modifications pendant la phase internationale.

Article 19.1)
34.2)b)
Règle 46.5.b)iii)
66.8
70.2.c-bis)

11.047A. Que se passe-t-il si les revendications, la description ou les dessins ont été modifiés, mais les feuilles de remplacement n'étaient pas accompagnées d'une lettre? Le PCT exige que les feuilles de remplacement déposées avec les modifications selon l'article 19 ou l'article 34 soient accompagnées d'une lettre indiquant la base des modifications apportées aux revendications (voir les paragraphes 9.005, 9.006 et 10.071). La conformité avec cette exigence n'est pas vérifiée durant la phase internationale, à moins que le déposant ne demande l'examen préliminaire international. Si l'administration chargée de l'examen préliminaire détermine que les feuilles de remplacement n'étaient pas accompagnées d'une telle lettre ou que la lettre n'indiquait pas la base de la modification, l'administration chargée de l'examen préliminaire peut établir le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) comme si cette modification n'avait pas été faite. L'observation de cette règle peut être importante pendant la phase nationale, au cours de laquelle les offices désignés peuvent procéder à une vérification à cet égard, et l'inobservation de cette règle peut entraîner le refus des modifications.

RETRAITS

Règle 90.4.e)
90.5.d)
90bis.1
90bis.5

11.048. **Le déposant peut-il retirer la demande internationale?** Le déposant peut retirer la demande internationale en adressant une déclaration au Bureau international ou à l'office récepteur ou, lorsque l'article 39.1) s'applique, à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, déclaration qui doit être reçue avant l'expiration d'un délai de 30 mois (voir le paragraphe 5.005) à compter de la date de priorité. Un retrait de ce genre n'entraîne aucun frais. Une déclaration de retrait doit être signée par tous les déposants. Un mandataire ou un représentant commun dûment désigné peut signer cette déclaration au nom du ou des déposants qui l'ont désigné, mais un déposant considéré comme étant le représentant commun (voir le paragraphe 11.006) ne peut pas signer cette déclaration au nom des autres déposants. Lorsqu'un office, une administration ou le Bureau International a renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct ou une copie d'un pouvoir général doit lui être remis, cette renonciation ne s'applique pas à une déclaration de retrait.

Article 21.5)
Règle 90bis.1.c)

11.049. **Quel est l'effet d'un retrait sur la publication internationale?** Le déposant peut empêcher la publication internationale en retirant la demande internationale, de la façon indiquée au paragraphe 9.023A).

Le report de la publication internationale peut également être obtenu par le retrait de la revendication de priorité selon les indications données aux paragraphes 11.056 et 11.057.

Règle 90bis.2
90bis.5

11.050. **Le déposant peut-il retirer des désignations?** Le déposant peut retirer la désignation de tout État en ce qui concerne tout titre de protection disponible ou uniquement certains titres de protection disponibles, en adressant une déclaration au Bureau international ou à l'office récepteur ou, lorsque l'article 39.1) s'applique, à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, déclaration qui doit être reçue avant l'expiration d'un délai de 30 mois (voir le paragraphe 5.005) à compter de la date de priorité. Un retrait de ce genre n'entraîne aucun frais. Une déclaration de retrait doit être signée par tous les déposants. Un mandataire ou un représentant commun dûment désigné peut signer cette déclaration au nom du ou des déposants qui l'ont désigné, mais un déposant qui est considéré comme étant le représentant commun (voir le paragraphe 11.006) ne peut pas signer cette déclaration au nom des autres déposants.

Règle 90bis.2.a)

11.051. Le retrait de la désignation d'un État qui a été élu aux fins de l'examen préliminaire international entraîne automatiquement le retrait de l'élection correspondante.

Règle 90bis.2.b)

11.052. Lorsqu'un État a été désigné aux fins de l'obtention à la fois d'un brevet national et d'un brevet régional (voir les paragraphes 4.022 à 4.026 et 5.052 à 5.053), le retrait de la désignation de cet État est considéré comme signifiant le retrait de la seule désignation aux fins de l'obtention d'un brevet national, sauf indication contraire. Dans la pratique, le déposant devrait toujours indiquer clairement les désignations qu'il envisage de retirer.

Règle 90bis.2.c)

11.053. Si toutes les désignations sont retirées, la demande internationale sera elle-même considérée comme retirée.

Règle 90bis.2.e)

11.054. Une désignation n'est pas publiée si la déclaration de retrait correspondante parvient au Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale (voir le paragraphe 9.014).

11.055. Dans le cas d'une demande internationale indiquant différents déposants pour différents États désignés, le retrait d'une désignation peut avoir pour conséquence que le déposant pour la désignation qui est retirée n'est plus déposant pour aucun État désigné. En pareil cas, il convient de fournir, avec la déclaration de retrait, des feuilles de remplacement pour la requête précisant uniquement le nom des déposants (restants) pour les États dont la désignation n'a pas été retirée. Si le déposant ne soumet pas de feuille de remplacement, la requête est corrigée d'office par l'office récepteur ou par le

Bureau international. Quelle que soit l'administration qui apporte la correction, elle le notifie à l'autre et au déposant.

Règle 90bis.3
90bis.5

11.056. Le déposant peut-il retirer des revendications de priorité faites dans la demande internationale? Le déposant peut retirer une revendication de priorité faite dans la demande internationale au moyen d'une déclaration adressée au Bureau international ou à l'office récepteur ou, lorsque l'article 39.1) s'applique, à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, déclaration qui doit être reçue avant l'expiration d'un délai de 30 mois (voir le paragraphe 5.005) à compter de la date de priorité. L'une quelconque ou la totalité des revendications peuvent ainsi être retirées. Un retrait de ce genre n'entraîne aucun frais. Une déclaration de retrait doit être signée par tous les déposants. Un mandataire ou un représentant commun dûment désigné peut signer cette déclaration au nom du ou des déposants qui l'ont désigné, mais un déposant qui est considéré comme étant le représentant commun (voir le paragraphe 11.006) ne peut pas signer cette déclaration au nom des autres déposants.

Règle 90bis.3.d)
et (e)

11.057. Lorsque le retrait d'une revendication de priorité entraîne une modification de la date de priorité de la demande internationale, tout délai calculé à partir de la date de priorité initiale qui n'a pas encore expiré – par exemple le délai avant lequel la phase nationale ne peut pas commencer – est calculé à partir de la date de priorité qui résulte de cette modification (il n'est pas possible de proroger le délai en question s'il a déjà expiré lorsque la revendication de priorité est retirée). Toutefois, si la déclaration de retrait parvient au Bureau international une fois achevée la préparation technique de la publication internationale, le Bureau international peut procéder à la publication internationale sur la base du délai applicable en ce qui concerne la publication internationale calculé à compter de la date de priorité initiale.

Règle 90bis.3bis

11.058. Un déposant peut-il retirer une demande de recherche supplémentaire? Le déposant peut retirer une demande de recherche supplémentaire à tout moment avant la date de transmission au déposant du rapport de recherche internationale supplémentaire ou de la déclaration selon laquelle aucun rapport de recherche internationale supplémentaire ne sera établi. Cependant, le retrait de la demande de recherche supplémentaire ne donnera lieu au remboursement, par le Bureau international, des taxes qui lui ont été payées que si ce dernier n'avait pas encore transmis les documents à l'administration indiquée pour la recherche internationale supplémentaire. Une déclaration de retrait peut être adressée soit au Bureau international soit à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, le retrait prenant effet dès la réception de la déclaration par cette administration ou par le Bureau international. Toutefois, si la déclaration de retrait ne parvient pas à l'administration indiquée pour la recherche internationale supplémentaire à temps pour empêcher la communication de ce rapport ou de cette déclaration aux offices désignés, la communication de ce rapport ou de cette déclaration est néanmoins effectuée. Lorsque plusieurs demandes de recherche internationale supplémentaire ont été déposées, la déclaration de retrait doit identifier expressément quelle demande doit être retirée.

11.059. La déclaration de retrait de la demande de recherche supplémentaire doit être signée par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par chacun d'eux ou par le mandataire ou le représentant commun dont la désignation a été effectuée au moyen de la signature de chaque déposant, au choix, sur la requête, sur la demande de recherche supplémentaire, sur la demande d'examen ou sur un pouvoir.

Article 37
Règle 90bis.4
90bis.5

11.060. Le déposant peut-il retirer la demande d'examen préliminaire international ou l'élection d'un État? Le déposant peut retirer la demande d'examen préliminaire international ou l'élection d'un État à tout moment avant l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité en adressant une déclaration au Bureau international. Un retrait de ce genre n'entraîne aucun frais. Une déclaration de retrait doit être signée par tous les déposants. Un mandataire ou un représentant commun dûment désigné peut signer cette déclaration au nom du ou des déposants qui l'ont désigné, mais un déposant qui est considéré comme étant le représentant commun (voir le paragraphe 11.006) ne peut pas signer cette déclaration au nom des autres déposants.

Article 37.4)

11.061. En ce qui concerne les offices désignés qui n'appliquent pas le délai de 30 mois, le déposant devrait faire preuve de prudence au moment de retirer la demande d'examen préliminaire international ou des élections après l'expiration du délai visé à l'article 22 pour le début de la phase nationale, ce retrait étant considéré dans chacun des États élus en question comme un retrait de la demande internationale pour cet État à moins que la phase nationale n'ait déjà commencé dans cet État. Toutefois, si le retrait de la demande d'examen préliminaire international ou des élections est effectué avant l'expiration de ce délai, la demande internationale ne sera pas considérée comme retirée, mais le déposant devra, naturellement, prendre les dispositions habituelles avant l'expiration de ce délai en vue du début de la phase nationale (voir le paragraphe 5.005 et le paragraphe 3.001 de la partie relative à la phase nationale). Pour plus de précisions, voir l'article 37.4).

CALCUL DES DÉLAIS

Règle 80

11.062. **Quelles sont les règles qui régissent le calcul des délais?** Des règles détaillées, qui sont énoncées à la règle 80, régissent le calcul des délais (qu'ils soient exprimés en années, en mois ou en jours), y compris pour le cas où un délai expire un jour chômé. Les jours qui sont jours chômés pour le Bureau international sont publiés périodiquement dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* et dans le bulletin *PCT Newsletter*. Le calculateur des délais PCT a été conçu pour aider le déposant à déterminer les principaux délais du PCT et il est disponible, en anglais, sur le site Internet de l'OMPI à : <https://www.wipo.int/pct/fr/calculator/pct-calculator.html>. Lorsqu'un délai court à compter de la date d'une notification, il peut être prolongé si la notification a été postée postérieurement à cette date ou a été reçue plus de sept jours après la date qu'elle porte; pour plus de détails, voir la règle 80.6. Pour le calcul des délais à partir de la date de priorité en cas de retrait de la revendication de priorité, voir le paragraphe 11.057.

PERTURBATIONS DANS LE SERVICE POSTAL

Article 48.1)
Règle 82.1

11.063. **Des retards ou une perte du courrier peuvent-ils être excusés?** La règle 82 contient des dispositions détaillées régissant la situation dans laquelle une lettre arrive en retard ou est perdue en raison de perturbations dans le service postal, par exemple parce que celui-ci a été interrompu en raison d'une grève. Ces dispositions visent à excuser un retard dans le dépôt d'un document ne dépassant pas six mois après l'expiration du délai applicable, à condition que le document ait été expédié au moins cinq jours avant l'expiration du délai. Pour que ces dispositions puissent être invoquées, l'expédition doit avoir été faite par voie aérienne sous pli recommandé ou, lorsque le courrier par voie terrestre ou maritime arrive normalement à la destination en question dans les deux jours suivant son expédition, par voie terrestre ou maritime sous pli recommandé. Une preuve suffisante aux yeux de l'office ou de l'organisation en question doit être fournie et un document de remplacement doit être déposé à bref délai – voir la règle 82.1.b) et c) pour plus de détails.

Règle 82.1.d)
et e)

11.064. **Des retards ou une perte du courrier peuvent-ils être excusés en cas de recours à une entreprise d'acheminement?** Des offices nationaux et des organisations intergouvernementales appliquent aussi ces dispositions lorsque l'expédition de documents ou de lettres est confiée à une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale – voir la règle 82.1.d) et e) pour plus de précisions, et les annexes B pour des indications sur les offices et les organisations qui admettent la possibilité de recourir à des entreprises d'acheminement à cet effet ainsi que sur les circonstances dans lesquelles la règle 82.1 s'appliquera à cet égard.

EXCUSE DE RETARD DANS L'OBSERVATION DE DÉLAIS

Règle 82quater.1
Instruction 111

11.065. **Un retard dans l'observation de délais en raison de circonstances relevant de la "force majeure" peut-il être excusé?** Les dispositions prévues par la règle 82quater.1 constituent une base pour une excuse générale d'un retard dans l'observation des délais auprès des offices, les administrations ou le Bureau international lors de la phase internationale, par des circonstances qualifiées de "force

majeure” en cas de guerre, de révolution, de désordre civil, de grève, de calamité naturelle, d’une indisponibilité générale des services de communication électronique ou d’autres raisons semblables, dans la localité où la partie intéressée a son domicile, son siège ou sa résidence. L’excuse de retard s’applique uniquement aux délais prescrits dans le règlement d’exécution, à l’exclusion du délai de priorité dans la mesure où celui-ci est prévu par l’article 4C de la Convention de Paris (concernant la restauration du droit de priorité, voir les paragraphes 5.062 à 5.068), et du délai pour l’ouverture de la phase nationale en vertu des articles 22 et 39 (voir les paragraphes 5.005 et 5.006).

11.065A. Pour demander une excuse de retard dans l’observation des délais en raison de circonstances relevant de la force majeure, selon la règle 82quater.1, le déposant doit prendre les mesures nécessaires (remise de documents, réponse aux invitations ou paiement de taxes) dès que cela est raisonnablement possible. Il est communément admis qu’il faut entendre par là que les mesures requises ont été accomplies dans une courte période après la suppression de la cause du retard. Par exemple, dans le cas d’une grève ayant empêché le mandataire de se rendre à son bureau, l’on s’attendrait à ce que la diligence requise soit, dans le meilleur des cas, effectuée le jour ouvrable suivant, ou peu après, en fonction du stade auquel le travail préparatoire a été interrompu. D’autre part, dans le cas où une catastrophe a entraîné la destruction complète des dossiers d’un mandataire, il serait raisonnable de s’attendre à ce que la récupération des systèmes et documents détruits prenne plus de temps afin de permettre que la diligence requise soit effectuée. Dans le cas d’une indisponibilité générale des services de communication électronique, le déposant doit établir que la panne a touché une zone géographique étendue à l’inverse d’un problème localisé, qu’elle était inattendue ou imprévue, et qu’il n’y avait aucun autre moyen de communication à sa disposition. La demande d’excuse de retard et la preuve des faits rapportés au soutien de celle-ci doivent être adressées à l’office compétent, à l’administration ou au Bureau international dès que cela est raisonnablement possible et, en tout état de cause, au plus tard six mois après l’expiration du délai applicable en l’espèce.

En ce qui concerne les formes de preuve admissibles, par exemple, un bulletin d’information émanant de médias fiables, ou une déclaration ou annonce de l’autorité nationale pertinente est normalement acceptable à cet effet. Dans le cas d’une indisponibilité générale des services de communication électronique, une déclaration du fournisseur de services Internet ou de l’entreprise qui fournit l’électricité au déposant peut également être acceptable.

Règle 82quater.1
Instruction 111

11.065B Un retard dans l’observation des délais dû à l’indisponibilité de moyens de communication électroniques au niveau d’un office ou d’une organisation intergouvernementale peut-il être excusé? La règle 82quater.2 autorise tout office ou organisation intergouvernementale à fournir une excuse générale de retard dans l’observation des délais si la non-observation des délais était due à l’indisponibilité de tout moyen de communication électronique autorisé au niveau de cet office ou organisation. Si l’office ou l’organisation excuse un tel retard, elle en informe le Bureau international, qui publiera les informations y relatives dans la gazette. En outre, lorsqu’un tel événement a eu lieu (par ex., interruption de service imprévue) ou est planifié (par ex., maintenance planifiée), l’office ou organisation publie les informations concernant toute indisponibilité, y compris la durée de l’indisponibilité, et le notifie au Bureau international, qui publiera les informations concernant toute indisponibilité de ce type, y compris la durée de l’indisponibilité, dans la gazette. L’excuse de retard s’applique uniquement aux délais prescrits dans le règlement d’exécution, et ne s’applique donc ni au délai de priorité dans la mesure où celui-ci est prévu par l’article 4C de la Convention de Paris (concernant la restauration du droit de priorité, voir les paragraphes 5.062 à 5.068), ni au délai pour l’ouverture de la phase nationale en vertu des articles 22 et 39 (voir les paragraphes 5.005 et 5.006).

11.065C. Dans le cas où le déposant n’a pas observé un délai en raison de l’indisponibilité d’un des moyens de communication électroniques autorisés au niveau de l’office ou de l’organisation (voir le paragraphe 11.065B), il/elle est tenu de prendre la mesure adéquate en date du premier jour ouvré auquel lesdits moyens de communication électroniques sont disponibles à nouveau, et de demander une excuse

de retard indiquant que le délai n'a pas été observé en raison de l'indisponibilité d'un des moyens de communication électroniques autorisés au niveau de l'office ou de l'organisation au moment de la tentative de dépôt.

DÉPÔT DE LETTRES ET DE DOCUMENTS

Règle 12.1
55.2
92
Instruction 104

11.066. **Quelles sont les règles qui régissent le dépôt de lettres et de documents?** Des dispositions détaillées, rassemblées dans la règle 92, régissent les lettres ou documents soumis par le déposant au cours de la procédure internationale : les lettres doivent être signées; tout autre document soumis doit être accompagné d'une lettre; les lettres et documents envoyés par le déposant à l'office récepteur, à l'administration chargée de la recherche internationale, à l'administration indiquée pour la recherche internationale et à l'administration chargée de l'examen préliminaire international doivent en général être rédigés dans la langue de la demande internationale ou, lorsqu'une traduction de la demande internationale a été transmise ou remise aux fins de la recherche internationale, de la recherche internationale supplémentaire, de la publication internationale ou de l'examen préliminaire international (voir les paragraphes 5.013, 6.020, 8.012, 9.018 et 10.011), dans la langue de cette traduction. Toute communication du déposant adressée au Bureau international doit être rédigée en français ou en anglais, toutefois, lorsqu'elle est soumise par le biais de ePCT, elle peut être rédigée dans la langue de publication de la demande internationale. En ce qui concerne la langue des modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 (et la déclaration qui y est jointe), voir les paragraphes 9.004 et 9.007. En ce qui concerne la langue de la demande d'examen préliminaire international et toute modification apportée en vertu de l'article 34, voir les paragraphes 10.013 et 10.071.

Règle 92.4

11.067. **Des documents peuvent-ils être déposés par télégraphe, téléimprimeur, télécopieur, etc.?** La règle 92.4 régit l'utilisation du télégraphe, du téléimprimeur, du télécopieur et d'autres moyens analogues de communication aboutissant au dépôt d'un document imprimé ou écrit. Ces moyens de communication ne peuvent être utilisés que si l'office national ou l'organisation intergouvernementale en cause est disposé à recevoir de la correspondance par ces moyens. Des offices et des organisations exigent, pour certains ou la totalité des documents, qu'une communication effectuée par ces moyens dont l'utilisation est admise soit, en tout état de cause, confirmée par le déposant dans un délai de 14 jours; sinon la communication peut être considérée comme n'ayant pas été faite. Cependant, il peut être renoncé à cette exigence dans certains cas. Même lorsqu'il n'est pas systématiquement obligatoire de remettre les originaux, un office ou une organisation peut exiger les originaux dans un cas particulier. Des dispositions détaillées en la matière sont énoncées à la règle 92.4 et des indications sur la pratique suivie et les exigences imposées par certains offices et organisations figurent aux annexes B.

11.068. Avant d'envoyer un document par un moyen de télécommunication, les déposants devraient se reporter aux annexes B pour vérifier quelles sont les exigences du destinataire. Lorsque les documents à remettre sont des documents composant la demande internationale ou des feuilles de remplacement contenant des modifications ou des corrections apportées à la demande internationale, l'original devrait en tout état de cause être expédié le jour même ou le jour suivant.

Règle 92.4.d)

11.069. Lorsque l'original d'un document transmis antérieurement à un office ou à une organisation par un moyen de télécommunication est envoyé à cet office ou à cette organisation, il doit être joint à cet original une lettre indiquant la date de la transmission antérieure et le moyen utilisé pour cette transmission.

11.070. Si une partie ou la totalité d'un document reçu par un moyen de transmission de ce genre est illisible, ou si une partie du document n'a pas été reçue, le document est considéré comme n'ayant pas été reçu dans la mesure où il est illisible ou dans la mesure où la tentative de transmission n'a pas abouti, et l'office ou l'organisation notifie ce fait à bref délai au déposant.

Instruction 109

11.071. **La référence d'un dossier peut-elle être utilisée dans la correspondance?** Le déposant ou son mandataire peuvent indiquer la référence d'un

dossier dans le cadre prévu à cet effet sur la première feuille du formulaire de requête (voir le paragraphe 5.017), sur chaque page des autres éléments de la demande internationale (voir les paragraphes 5.105 et 5.124), sur la première feuille du formulaire de demande de recherche supplémentaire (voir le paragraphe 8.013), sur la première feuille du formulaire de demande d'examen préliminaire international (voir le paragraphe 10.015) et dans toute autre correspondance relative à la demande internationale. La référence d'un dossier peut être composée soit de lettres de l'alphabet latin soit de chiffres arabes, soit des deux. Le trait d'union (" – ") peut être utilisé comme séparateur entre des caractères alphanumériques. Elle ne doit pas comporter plus de 25 caractères. L'office récepteur, le Bureau international, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et l'administration chargée de l'examen préliminaire international utiliseront la référence d'un dossier dans la correspondance avec le déposant.

CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES DEMANDES INTERNATIONALES

Article 30
38
Règle 94.1.a)
94.1bis(a)
94.1ter(a)

11.072. Dans quelle mesure les demandes internationales sont-elles considérées comme confidentielles? Une demande internationale n'est pas révélée à des tiers jusqu'à la date de la publication internationale, sous réserve de quelques exceptions déterminées (voir l'article 30). Le Bureau international, l'office récepteur et l'administration chargée de la recherche internationale délivrent à tout moment, sur requête du déposant ou de toute personne autorisée par le déposant, des copies de tout document contenu dans son dossier, contre remboursement du coût du service. Toutefois, une ordonnance d'un tribunal compétent demandant l'accès au dossier sera considérée par le Bureau international comme remplaçant l'autorisation du déposant. (Pour l'accès au dossier de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, voir le paragraphe 11.074).

Règle 17.2
48
94.1.b)

11.073. Une fois la publication internationale effectuée, la demande internationale peut être obtenue par le public, tout comme les modifications apportées selon l'article 19 qui ont été publiées (voir la règle 48.2.f)), le rapport de recherche internationale (voir l'article 21.3) et la règle 48.2.a)v)) (ces éléments sont contenus dans la demande internationale publiée) et les copies des documents de priorité (compte tenu des exceptions mentionnées au paragraphe 9.023; voir la règle 17.2). En ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1^{er} juillet 1998 ou ultérieurement, le Bureau international délivre, après la publication internationale, des copies de tout document contenu dans son dossier, sur requête du déposant et contre remboursement du coût du service, mais sous réserve des restrictions imposées par l'article 38 concernant les documents se rapportant à l'examen préliminaire international. Cependant, le Bureau international ne permet **pas** l'accès à tout document contenu dans son dossier qui a été exclu de la publication internationale (voir le paragraphe 9.016A) ou qui a été exclu de l'accès par le public aux dossiers (voir le paragraphe 11.073A); en outre, il ne donnera pas accès à tout document établi uniquement pour un usage interne par le Bureau international.

Règle 94.1bis(b)
94.1ter(b)

Une fois la publication internationale effectuée, l'office récepteur et l'administration chargée de la recherche internationale peuvent également délivrer des copies de tout document contenu dans son dossier sur requête de toute personne et contre remboursement du coût du service, à l'exception des documents qui ont été exclus de la publication internationale (voir le paragraphe 9.016A) ou de l'accès par le public aux dossiers (voir le paragraphe 11.073A).

Règle 94.1.e)

11.073A. Le déposant peut-il exiger que le Bureau international restreigne l'accès à certains renseignements contenus dans son dossier ? Le déposant peut adresser au Bureau international une requête motivée visant à exclure certains renseignements de l'accès par le public à son dossier. (Quant à la procédure à suivre par le déposant pour présenter sa requête, voir le paragraphe 9.016A). Une requête aux fins d'exclusion de renseignements de l'accès par le public peut être présentée à tout moment pendant la phase internationale.

Lorsque le Bureau international a exclu des renseignements de la possibilité pour le public d'y avoir accès, et que ces renseignements figurent aussi dans le dossier de la demande internationale détenu par l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international, respectivement le Bureau international en informe à bref délai cet office ou cette administration, afin qu'il ou elle ne donne pas non plus accès à ces renseignements.

Article 36.3)a)
38
Règle 71.1.b)
94.1
94.2
94.3
Instruction 420

11.074. Dans quelle mesure l'examen préliminaire international est-il confidentiel? Lorsque le déposant demande qu'il soit procédé à un examen préliminaire international, l'article 38 prévoit expressément que le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne peuvent pas permettre l'accès sans autorisation au fichier de l'examen préliminaire international. Des tiers ne seront donc autorisés à accéder aux documents se rapportant à l'examen préliminaire international, qui sont contenus dans les fichiers du Bureau international et de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, que si le déposant le demande ou l'autorise. Cependant, une fois que le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) et les documents correspondants auront été transmis à chaque office élu par le Bureau international, les tiers pourront avoir accès à ces documents. Cet accès ne peut être autorisé que dans la mesure prévue par la législation nationale en ce qui concerne l'accès au fichier d'une demande nationale. De plus, sur requête d'un office élu (des précisions sur ces requêtes sont publiées dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)*), voir https://www.wipo.int/pct/fr/texts/access_iper.html), le Bureau international délivrera au nom de l'office élu ayant formulé une telle requête, des copies du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT) et des documents correspondants reçus de l'administration chargée de l'examen préliminaire international selon la règle 71.1.b) (voir le paragraphe 10.079A). Toutefois, les tiers n'auront pas accès aux informations ayant été exclues de la publication internationale ou de l'accès par le public (voir les paragraphes 9.016A et 11.073A). Il convient de noter que la fourniture de copies de documents peut être sujette à une taxe payable à cet office.

RÉFÉRENCES À DU MATÉRIEL BIOLOGIQUE DÉPOSÉ

Règle 13bis.1
48.2.a)viii)

11.075. Quand une demande internationale doit-elle contenir une référence à du matériel biologique ou à son dépôt auprès d'une institution de dépôt? Le PCT n'exige pas qu'une demande internationale contienne une référence de ce genre; il prescrit seulement le contenu de toute "référence à du matériel biologique déposé" (celle-ci étant définie comme les "informations données... au sujet du dépôt de matériel biologique... ou au sujet de matériel biologique ainsi déposé") qui figure dans une demande internationale et le moment auquel cette référence doit être fournie. Par conséquent, le déposant n'a à faire une telle référence que si elle est nécessaire afin de divulguer l'invention, dont la protection est demandée dans la demande internationale, de façon suffisante pour que l'homme du métier puisse la réaliser – c'est-à-dire lorsque la législation de l'un au moins des États désignés exige, à cette fin, qu'une référence soit faite à du matériel biologique déposé si l'invention fait intervenir l'utilisation de matériel biologique qui n'est pas accessible au public. On trouvera dans l'annexe L la liste des offices nationaux (ou régionaux) des États – ou agissant pour les États – contractants dont la législation nationale prévoit qu'il soit fait référence à du matériel biologique déposé aux fins de la procédure en matière de brevets; les offices nationaux (ou régionaux) appliquant une législation qui ne prévoit pas cette référence sont répertoriés dans les annexes B (où l'on trouvera, dans certains cas, les renseignements fournis par ces offices au sujet de la possibilité de faire référence, dans la demande internationale, à des dépôts de matériel biologique même si la législation nationale applicable ne contient pas de dispositions spéciales en la matière). Lorsque des indications sont fournies indépendamment de la description et qu'elles sont reçues par le Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale, la date de réception par le Bureau international et les indications figureront dans la demande internationale publiée.

- Règle 13bis.2 11.076. **Quel effet le PCT donne-t-il à cette référence?** Une référence à du matériel biologique déposé faite conformément aux exigences du PCT doit être considérée par chacun des offices désignés comme satisfaisant aux exigences de la législation nationale appliquée par lui, en ce qui concerne le contenu et la date de la fourniture de cette référence.
- Règle 13bis.5 11.077. **La référence peut-elle être faite aux fins de certains seulement des États désignés?** Une référence peut être faite aux fins de tous les États désignés, ou seulement d'un seul ou de certains d'entre eux. Une référence est considérée comme faite aux fins de tous les États désignés à moins qu'elle ne soit expressément faite aux fins de certains seulement des États désignés. Il peut être fait référence à différents dépôts pour différents États désignés.
- Règle 13bis.3 12.1ter 11.078. **Quelles sont les indications qui doivent être données dans la référence au sujet du dépôt du matériel biologique?** Il peut être nécessaire de donner deux types d'indications, à savoir :
- i) les indications prévues par le règlement d'exécution du PCT proprement dit; et
 - ii) les indications supplémentaires qui ont fait l'objet d'une notification de l'office national (ou régional) d'un État (ou agissant pour un État) désigné dans la demande internationale et qui ont été publiées dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)*; ces indications supplémentaires peuvent se rapporter non seulement au dépôt du matériel biologique mais aussi au matériel biologique lui-même (voir le paragraphe 11.079).

Les indications de la première catégorie sont :

- i) le nom et l'adresse de l'institution de dépôt auprès de laquelle le dépôt a été effectué;
- ii) la date du dépôt auprès de cette institution; et
- iii) le numéro d'ordre attribué au dépôt par cette institution.

On trouvera répertoriées dans l'annexe L, pour chaque office national (ou régional), les indications supplémentaires de la deuxième catégorie éventuellement exigées. Ces indications doivent être données à la fois dans la langue dans laquelle la demande internationale est déposée et, si une traduction de la demande internationale est requise en vertu de la règle 12.3.a) ou 12.4.a), dans la langue de cette traduction.

- Règle 13bis.3.a)iv) 13bis.7.a) 11.079. **Quelles sont les indications qui doivent être données dans la référence au sujet du matériel biologique proprement dit?** Les législations nationales de certains des offices nationaux (ou régionaux) exigent qu'en plus des indications concernant le dépôt du matériel biologique, une indication soit donnée au sujet du matériel biologique lui-même, par exemple une brève description de ses caractéristiques, au moins dans la mesure où le déposant possède ces renseignements. Ces exigences doivent être satisfaites dans le cas des demandes internationales pour lesquelles un quelconque de ces offices est office désigné, pour autant qu'elles aient été notifiées au Bureau international et publiées dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)*. L'annexe L indique, pour chacun des offices nationaux (ou régionaux), les exigences éventuelles de cette nature ainsi notifiées et publiées.
- Règle 13bis.4 13bis.7.a)ii) 11.080. **À quel moment la référence (avec les indications qu'elle doit contenir) doit-elle être faite?** Si une indication n'est pas donnée dans la référence à du matériel biologique déposé qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, elle peut être remise au Bureau international dans un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, sauf si le Bureau international a reçu (et a publié dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* deux mois au moins avant le dépôt de la demande internationale) une notification indiquant que la législation nationale applicable par un office désigné exige en ce qui concerne les demandes nationales que cette indication soit fournie à un moment antérieur. Toute indication fournie au Bureau international après l'expiration du délai de 16 mois à compter de la date de priorité mais avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale sera considérée par tout office désigné comme ayant été donnée le dernier jour du délai de 16 mois. Si le déposant demande la publication anticipée (voir le paragraphe 9.013), il

convient de fournir toutes les indications au moment où cette demande est faite, car tout office désigné peut considérer comme non donnée à temps toute indication non donnée à ce moment. L'annexe L précise, pour chaque office national (ou régional) dont la législation nationale exige qu'une référence à du matériel biologique déposé soit fournie avant l'expiration d'un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, le ou les délais dans lesquels ces indications doivent être fournies.

Règle 13bis.3.b)
13bis.4
48.2.a)viii)

11.081. Quelle est la conséquence du défaut de fourniture d'une indication en temps voulu? Aucune vérification n'est faite pendant la phase internationale pour déterminer si une référence a été fournie dans le délai prescrit. Toutefois, lorsque les indications ont été reçues après l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale, le Bureau international notifie aux offices désignés la ou les dates auxquelles des indications ne figurant pas dans la demande internationale qui a été déposée lui ont été fournies. Le fait de ne pas fournir une référence à du matériel biologique déposé (où toute indication devant figurer dans cette référence) dans la demande internationale telle que déposée ou de fournir celle-ci (ou l'indication) en dehors du délai prescrit n'a aucune conséquence si la législation nationale n'exige pas que la référence (ou l'indication) soit fournie dans une demande nationale. Lorsque cette omission a une conséquence, celle-ci est la même qu'en vertu de la législation nationale.

Instruction 209

11.082. Où convient-il de faire la référence? Dans la mesure où les indications relatives au dépôt de matériel biologique ne sont pas données dans la description, elles peuvent être fournies sur une feuille séparée, l'utilisation à cet effet du formulaire PCT/RO/134 (voir le site Internet de l'OMPI à : <https://www.wipo.int/pct/en/forms/>) étant recommandée. Cette feuille séparée peut être déposée après que la demande internationale ait été elle-même déposée. Si la feuille est présentée lors du dépôt de la demande internationale, il convient d'y faire référence dans le bordereau (cadre n° IX) qui figure dans la dernière feuille du formulaire de requête (voir le site Internet à l'adresse indiquée ci-dessus). Certains offices désignés exigent que les indications relatives au dépôt de matériel biologique soient incluses dans la description lors du dépôt (voir l'annexe L) de sorte que si cette feuille a été présentée lors du dépôt de la demande internationale, il peut être nécessaire qu'elle constitue l'une des feuilles de la description; sinon, les indications qu'elle comporte ne seront pas prises en considération par ces offices dans la phase nationale. Si la feuille est fournie ultérieurement au Bureau international (voir le paragraphe 11.080), elle doit être accompagnée d'une lettre. Le formulaire PCT/RO/134 peut aussi être établi à l'aide du logiciel PCT-SAFE ou ePCT (voir le paragraphe 5.015).

Règle 13bis.7.b)

11.083. Comment le déposant choisit-il l'institution de dépôt auprès de laquelle il déposera le matériel biologique? Chaque office national (ou régional) dont la législation nationale prévoit les dépôts de matériel biologique aux fins de la procédure en matière de brevets notifie au Bureau international le nom des institutions de dépôt auprès desquelles la législation nationale permet que des dépôts soient effectués. Le Bureau international publie dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* les renseignements concernant les institutions qui lui sont notifiées par chacun de ces offices. L'annexe L indique le nom des institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués.

Règle 13bis.5.c)

11.084. Un office désigné ne peut pas ignorer une référence à un dépôt en raison de l'institution auprès de laquelle le matériel biologique a été déposé si le dépôt auquel il est fait référence a été fait auprès d'une institution de dépôt notifiée par lui. Par conséquent, en consultant les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* (ou l'annexe L), le déposant peut être certain qu'il a déposé le matériel biologique auprès d'une institution qui sera agréée par l'office désigné.

Règle 13bis.6

11.085. Une référence au dépôt de matériel biologique faite dans une demande internationale donne-t-elle à l'administration chargée de la recherche internationale ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international la possibilité d'obtenir un échantillon? Les administrations chargées de la recherche internationale et les administrations chargées de l'examen préliminaire international ne peuvent pas exiger qu'on leur remette un échantillon d'un matériel biologique déposé

aux fins de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international, respectivement.

Règle 13bis.6

11.086. Lorsqu'une demande internationale fait référence au dépôt de matériel biologique, dans quelles conditions les tiers peuvent-ils en obtenir un échantillon? La remise d'échantillons est régie par les législations nationales applicables dans les offices désignés. Toutefois, la règle 13bis.6 prévoit que toute remise d'échantillons en vertu de la législation nationale applicable dans chacun des offices désignés (ou élus) est retardée jusqu'à l'ouverture de la phase nationale, cet "effet de suspension" étant cependant frappé d'extinction par l'un ou l'autre des événements suivants :

- i) le déposant a pris, après la publication internationale de la demande internationale, les mesures nécessaires pour aborder la phase nationale auprès de l'office désigné (voir le paragraphe 4.001 de la partie relative à la phase nationale);
- ii) la publication internationale de la demande internationale a eu lieu et elle a, en vertu de la législation nationale applicable dans l'office désigné, les effets de la publication nationale obligatoire d'une demande nationale non examinée (c'est-à-dire que la demande internationale remplit les conditions pour bénéficier d'une "protection provisoire"); pour les États contractants dont la législation nationale prévoit une "protection provisoire" et pour les conditions que la demande internationale doit remplir afin de bénéficier de cette protection, voir les annexes B.

11.087. À l'égard de certains offices désignés (par exemple, l'Office européen des brevets), le déposant peut recourir à la procédure en vertu de laquelle, jusqu'à la survenance d'un certain événement, le matériel biologique ne peut être accessible que par la remise d'un échantillon à un expert désigné par le requérant. Pour plus de précisions, voir l'annexe L.

EXIGENCES EN CE QUI CONCERNE LE LISTAGE DES SÉQUENCES

Règle 5.2
13ter
Instruction 208
Annexe C des
instructions
administratives

11.088. Quelles sont les exigences particulières applicables aux séquences de nucléotides ou d'acides aminés divulguées dans les demandes internationales? Voir les paragraphes 5.099 à 5.104, 7.005 à 7.012, et 10.063 ci-dessus. Voir le paragraphe 6.033 de la partie relative à la phase nationale ainsi que les chapitres nationaux en ce qui concerne la phase nationale.

EXTENSION DE DEMANDES INTERNATIONALES À DES ÉTATS SUCCESEURS D'ANCIENS ÉTATS CONTRACTANTS

Règle 32.1.a)

11.089. Qu'est-ce qu'un État successeur? Un État successeur est un État dont le territoire faisait partie, avant l'indépendance de cet État, du territoire d'un État contractant du PCT, lequel a par la suite cessé d'exister (l'État prédécesseur), et qui (l'État successeur) a déposé auprès du directeur général de l'OMPI une déclaration indiquant que le PCT continue d'être applicable dans cet État ("déclaration de continuation"). À compter de la date de dépôt d'une telle déclaration, il est possible de désigner l'État successeur dans des demandes internationales. De plus, les effets des demandes internationales déposées pendant une certaine période sont étendus à l'État successeur.

Règle 32.1.b)

11.090. Quelles sont les demandes internationales dont les effets sont étendus à un État successeur? La règle 32 prévoit que les effets de toute demande internationale déposée pendant une certaine période sont étendus à un État successeur, quels que soient les États qui ont été désignés dans la demande internationale. Cette période, pour les États successeurs dont la date d'indépendance est postérieure au jour qui suit le dernier jour de l'existence de l'État prédécesseur, commence le jour qui suit le dernier jour de l'existence de l'État prédécesseur et se termine deux mois après la date à laquelle le directeur général notifie la déclaration de continuation de l'État successeur aux gouvernements des États parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle. Quant aux États dont la date

d'indépendance est antérieure au jour qui suit le dernier jour de l'existence de l'État prédécesseur, ils peuvent, en liaison avec leur déclaration de continuation, déclarer que la période mentionnée ci-dessus commence le jour de leur indépendance.

Règle 32.1.c)

11.091. **Comment un déposant saura-t-il que les effets de sa demande internationale ont été étendus à un État successeur?** Les informations sur toute demande internationale dont la date de dépôt se situe pendant la période applicable (voir le paragraphe 11.090) et dont les effets sont étendus à l'État successeur seront publiées par le Bureau international dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)*.

Règle 32.2

11.092. **Quel est l'effet d'une extension?** Un État successeur est considéré comme ayant été désigné dans la demande internationale à la date du dépôt international. Les délais applicables selon l'article 22 ou 39.1) en ce qui concerne cet État seront étendus jusqu'à l'expiration d'au moins six mois à compter de la date de la publication des informations visées à la règle 32.1.c) (voir le paragraphe 11.091). Un État successeur peut fixer des délais qui expirent plus tard que les délais prévus dans la phrase précédente du présent paragraphe et, si tel est le cas, le Bureau international publiera les informations correspondantes dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)*.

11.093. La procédure d'extension des effets de demandes internationales à certains États successeurs (voir les explications données ci-dessus) ne doit pas être confondue avec l'extension de brevets européens à des États qui sont liés par le PCT et qui ont conclu des accords d'extension avec l'Organisation européenne des brevets (voir le paragraphe 5.054 et l'annexe B (EP)).

11.094. – 11.101. *[Supprimés]*

SIGNALEMENT DE DISPONIBILITÉ AUX FINS DE LICENCE

11.102. **Comment les déposants peuvent-ils manifester leur volonté de concéder des licences d'exploitation sur la(les) invention(s) divulguée(s) dans leur demande internationale?** Les déposants peuvent déposer une demande à cet effet soit (et de préférence) en complétant le formulaire PCT/IB/382 "*Demande de signalement de disponibilité aux fins de licence*", disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/forms/ib/editable/ed_ib382.pdf, ou au moyen d'une lettre. Des détails sur les conditions contractuelles peuvent également figurer dans le formulaire ou dans la lettre. Ces demandes doivent être adressées directement au Bureau international qui ne perçoit aucune taxe pour ce service.

11.103. **À quel moment une demande de signalement de disponibilité aux fins de licence doit-elle être déposée?** Les demandes de signalement de disponibilité aux fins de licence peuvent être déposées à tout moment jusqu'à l'expiration du délai de 30 mois à compter de la date de priorité.

11.104. **Est-il possible de déposer de multiples demandes de signalement de disponibilité aux fins de licence ou de modifier celles déjà déposées?** Lorsque les déposants déposent des demandes multiples ou souhaitent modifier celles qu'ils ont déjà déposées, ils doivent s'assurer que leur dernière demande est un document complet qui reprend l'intégralité des informations pertinentes relatives à toute demande ou modification antérieure.

11.105. **Dans quelle langue la demande de signalement de disponibilité aux fins de licence peut-elle être déposée?** Le formulaire PCT/IB/382 sera bientôt disponible dans les dix langues de publication (allemand, anglais, arabe, chinois, coréen, espagnol, français, japonais, portugais et russe) et le Bureau international accepte toute demande de signalement de disponibilité aux fins de licence sous forme d'une lettre dans toutes ces langues.

11.106. **Comment les indications relatives au signalement de disponibilités aux fins de licence sont-elles publiées?** Le traitement de toute demande de signalement de disponibilité aux fins de licence par le Bureau international génère, dans PATENTSCOPE l'insertion d'une déclaration dans les données bibliographiques qui signale la disponibilité de ladite demande pour d'éventuels accords de licence, selon le

souhait du déposant. En outre, un lien est activé entre cette déclaration et la demande de signalement de disponibilité aux fins de licence telle que déposée (au moyen du formulaire PCT/IB/382 ou de toute lettre contenant les indications pertinentes) qui est publiée sous l'onglet "Documents", dans PATENTSCOPE. Il est rappelé aux déposants que s'ils souhaitent que leur demande de signalement aux fins de licence soit publiée à un stade précoce pendant le traitement de la demande internationale qu'elle concerne, ils doivent envisager de demander la publication de leur demande internationale de manière anticipée en vertu de l'article 21.2)b).

11.107. La demande de signalement de disponibilité aux fins de licence peut-elle être retirée? Les déposants peuvent demander au Bureau international de retirer leur demande de signalement aux fins de licence des "*Données bibliographiques PCT*" dans PATENTSCOPE à tout moment pendant la phase internationale ou après l'ouverture de la phase nationale. Une fois supprimée, la demande de signalement de disponibilité aux fins de licence et la correspondance y relative demeurent parties intégrantes de l'historique du dossier, disponible dans PATENTSCOPE (onglet "*Documents*").

11.108. Comment rechercher des demandes internationales qui ont été l'objet d'une demande de signalement de disponibilité aux fins de licence? Outre le fait que la demande de signalement de disponibilité aux fins de licence est publiée avec la demande qu'elle concerne, elle est aussi un champ de recherche dans le cadre du service de recherche PATENTSCOPE <https://www.wipo.int/patentscope/fr/> qui permet aux tiers d'identifier les déposants qui ont manifesté leur intérêt pour la concession de licence(s) d'exploitation sur les inventions qui sont divulguées dans leur demande internationale. Ce champ de recherche peut également être utilisé en combinaison avec d'autres et comme flux RSS.

OBSERVATIONS PAR LES TIERS

Instruction 801.a)
804.b)

11.109. Qu'est-ce que le système d'observations par les tiers? Ce système permet à des tiers, par le biais des services ePCT (connexion sans authentification forte à l'adresse <https://pct.wipo.int/ePCT>), de présenter des observations relatives à l'état de la technique qu'ils jugent pertinentes pour la détermination de la nouveauté ou de l'activité inventive de l'invention revendiquée dans la demande internationale. Il n'y a pas de taxe pour ce service. Pour un guide complet de l'utilisateur, voir *ePCT Third Party Observations* (https://www.wipo.int/pct/en/epct/pdf/epct_observations.pdf) (disponible en anglais uniquement).

Instruction 802.a)ii)
804.b)

11.110. Quel est le délai pour la présentation d'observations? Les observations formulées par des tiers peuvent être présentées à tout moment après la date de publication de la demande internationale et avant l'expiration d'un délai de 28 mois à compter de la date de priorité, à condition que la demande ne soit pas retirée ou considérée comme retirée.

Instruction 802.a)ii)

11.111. Comment les observations doivent-elles être présentées? Toutes les observations doivent être présentées par le biais des services ePCT avec connexion sans authentification forte, directement ou à partir d'un lien accessible sous l'onglet des données bibliographiques de la demande internationale publiée. L'utilisation de ce système requiert un compte OMPI (<https://pct.wipo.int/wipoaccounts/fr/ePCT/public/register.jsf>). Chaque observation doit inclure au moins une citation qui fait référence à un document publié avant la date du dépôt international, ou un document de brevet ayant une date de priorité antérieure à la date du dépôt international, accompagné d'une brève explication au sujet du document jugé pertinent quant aux questions de nouveauté ou d'activité inventive. Les observations devraient de préférence être accompagnées d'une copie de chaque document cité.

Instruction 801.b)ii)

11.112. Les tiers peuvent-ils garder l'anonymat? Oui, lorsqu'une observation par un tiers est présentée, la personne formulant l'observation peut indiquer qu'elle souhaite garder l'anonymat.

- Instruction 802.a)iii)
804.b) 11.113. **Dans quelles langues les observations doivent-elles être présentées?** Les observations doivent être rédigées dans une langue de publication, à l'exception des copies des documents fournis sur l'état de la technique, lesquels peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue.
- Instruction 804.b) 11.114. **Le déposant peut-il formuler des commentaires pour répondre à des observations par les tiers?** Le déposant est informé de la publication de la première observation, et toute autre observation sera notifiée à bref délai après l'expiration d'un délai de 28 mois à compter de la date de priorité. Le déposant peut formuler des commentaires pour répondre à toute observation par un tiers jusqu'à l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité. Ces commentaires doivent être présentés par le biais des services ePCT (connexion avec authentification forte), ou en envoyant une lettre au Bureau international. Les commentaires du déposant doivent être présentés en français, en anglais ou dans la langue de publication de la demande internationale. Les commentaires seront mis à la disposition du public sur PATENTSCOPE.
- Instruction 801.b)iii)
801.b)iv) 11.115. **Quelles restrictions s'appliquent aux observations par les tiers?** Un tiers peut présenter une seule observation par demande internationale, et une fois soumise, celle-ci ne peut pas être retirée ou modifiée. Un maximum de dix observations par demande internationale peut être présenté.
- Instruction 802.b)
803.a)
804.a) 11.116. **Comment les observations sont-elles traitées?** Chaque observation sera examinée par le Bureau international afin de déterminer s'il s'agit d'une observation sur les questions de nouveauté ou d'activité inventive. Elle sera ensuite mise à la disposition du public sur PATENTSCOPE. Il convient de noter que seules les observations et non les documents téléchargés sont rendues accessibles au public. Les documents téléchargés sont mis à la disposition du déposant, des administrations internationales compétentes et des offices désignés uniquement. Si l'observation est rejetée par le Bureau international, le tiers sera notifié et les motifs de la décision lui seront communiqués.
- Instruction 805 11.117. **Les observations sont-elles prises en compte par les administrations internationales et les offices désignés?** Les observations sont transmises à toute administration compétente chargée de la recherche internationale et à toute administration compétente chargée de l'examen international impliquée dans le traitement de la demande internationale durant la phase internationale, si le Bureau international n'a pas encore reçu le rapport de recherche internationale, le rapport de recherche internationale supplémentaire ou le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II du PCT), respectivement. Dans la mesure où les observations sont reçues par ces administrations à temps pour qu'elles soient prises en compte lors de la rédaction de leurs rapports respectifs, tout état de la technique mentionné dans les observations doit être considéré, sous réserve qu'une copie de l'état de la technique soit incluse ou que l'examineur puisse immédiatement y accéder. Les observations sont également transmises aux offices désignés à bref délai après l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité. Les offices désignés ne sont cependant pas tenus de prendre en compte les observations ou commentaires pendant le traitement national.

INDEX DE LA PHASE INTERNATIONALE

Abréviations utilisées dans le présent index

Administration chargée de la recherche	Administration chargée de la recherche internationale
Administration chargée de l'examen	Administration chargée de l'examen préliminaire international
Annexe	Annexe du <i>Guide du déposant du PCT</i> – sauf indication contraire
Art.	Article du PCT
Chap. nat.	Chapitre national
Demande d'examen	Formulaire de demande d'examen préliminaire international (formulaire PCT/IPEA/401)
Examen préliminaire	Examen préliminaire international
<i>Guide</i>	<i>Guide du déposant du PCT</i>
Instruction	Instruction des Instructions administratives du PCT
Instructions administratives	Instructions administratives du PCT
PCT	Traité de coopération en matière de brevets
Phase nat.	Phase nationale
Rapport de recherche	Rapport de recherche internationale
Rapport de recherche supplémentaire	Rapport de recherche internationale supplémentaire
Rapport d'examen	Rapport préliminaire international sur la brevetabilité
Règle	Règle du règlement d'exécution du PCT
Requête	Formulaire de requête (formulaire PCT/RO/101)

Index des mots-clés

Sujet	Paragraphe	
A		
ABRÉGÉ		
— correction après l'approbation de l'administration chargée de la recherche	5.174	— à l'opinion écrite établie par l'administration chargée de la recherche internationale 7.028
— (des) documents de brevet dans la documentation minimale : Voir DOCUMENTATION MINIMALE		— au dossier de l'examen préliminaire 10.003, 10.081, 11.074
— en tant qu'élément de la demande internationale		— au dossier de la demande internationale auprès de l'administration chargée de la recherche internationale 11.072, 11.073
généralités	5.010-5.012, 5.164-5.173	— au dossier de la demande internationale auprès de l'office récepteur 11.072, 11.073
— défectueux	5.173, 7.022	— au dossier de la demande internationale auprès du Bureau international 9.025, 11.073
— manquant	5.173, 7.022	— au rapport d'examen (chapitre II) et aux documents associés 9.027, 10.003, 10.080, 11.074
conditions matérielles applicables à l'—	5.172	ordonnance d'un tribunal demandant l'— au dossier de la demande internationale 11.072
contenu de l'—	5.165-5.169	Voir AUTORISATION, TRIBUNAL (AUX)
établissement de l'— par l'administration chargée de la recherche	5.173, 7.022	(les) offices élus peuvent autoriser l'— au dossier de l'examen préliminaire et au rapport d'examen (chapitre II) (après l'établissement de ce dernier) 10.080, 11.074
figure à publier avec l'—	5.087, 5.170, 5.171	ACCORD
Voir DESSINS, FIGURE(S)		— relatif à l'administration chargée de la recherche internationale 7.002
longueur du texte de l'—	5.169A	— relatif à l'administration chargée de l'examen préliminaire international 10.006
place de l'— dans la demande internationale	5.011, 5.172	ACIDES AMINÉS, LISTAGES DES SÉQUENCES D'
rédaction de l'—	5.165-5.169	Voir LISTAGE(S) DES SÉQUENCES
signes de référence dans l'—	5.171A	ACTE DE CESSION
traduction anglaise de l'—	9.017, 9.018	(une) copie de l'— peut être demandée lors d'une requête en changement quant à la personne du déposant 11.018B
utilité de l'—	5.164	(l')— ne doit pas nécessairement être déposé avec la demande internationale 5.086
ABRÉVIATION		(l')— peut être demandé par l'office désigné au cours de la phase nationale 5.086, 11.018B, phase nat.
— (du) nom des États: codes à deux lettres correspondants	5.033, annexes A, K	ACTIVITÉ INVENTIVE
— (du) nom du déposant (personne morale)	6.005.iii)c)	— : l'un des critères de l'examen préliminaire 10.001, 10.057
ABSENCE D'UNITÉ DE L'INVENTION		(l') absence d'— fait l'objet d'observations sous forme d'une opinion écrite 10.064.ii), iii)
Voir UNITÉ DE L'INVENTION		définition (aux fins de l'examen préliminaire) 10.059
ACCÈS		(l') état de la technique pertinent aide à déterminer si l'invention revendiquée implique une — 7.003
— à la demande internationale par des tiers (après publication)	11.073	
— à la demande internationale par des tiers (avant publication)	6.004, 11.072	

(le) rapport d'examen (chapitre II) contient un avis sur l'—	10.075, 10.083	représentation auprès de l'—	5.042-5.045, 10.019-10.021, 11.001, 11.002, 11.004, 11.008-11.010, 11.017
Voir APPLICATION INDUSTRIELLE, NOUVEAUTÉ		retraits auprès de l'—	11.048-11.050, 11.056
ADDITION		taxes (d'examen préliminaire et de traitement) à payer à l'—	10.037
Voir BREVET D'ADDITION, CERTIFICAT D'ADDITION		transmission par l'—	
ADHÉSIONS OU RATIFICATIONS		(de la) demande d'examen au Bureau international	10.045
— d'États au PCT :		(du) rapport d'examen (chapitre II)	10.079
notifications publiées dans les <i>Notifications officielles (Gazette du PCT)</i>	1.005	vérification de l'unité de l'invention par l'—	5.114, 10.072
Voir ÉTAT(S) CONTRACTANT(S)		Voir EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	
ADMINISTRATION		ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE	
Voir ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL, ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, ADMINISTRATION(S) INDIQUÉE(S) POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE, BUREAU INTERNATIONAL, OFFICE(S) RÉCEPTEUR(S)		généralités	7.001-7.032
ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE		(l')— est informée de la réception de l'exemplaire original	9.002
Voir ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, ADMINISTRATION(S) INDIQUÉE(S) POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE		(l')— notifie au Bureau international, au déposant et à l'office récepteur la réception de la copie de recherche	6.059
ADMINISTRATION INTERNATIONALE		(l')— peut informer l'office récepteur d'irrégularités relevées dans la demande internationale	6.051
Voir ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL, ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, BUREAU INTERNATIONAL, OFFICE(S) RÉCEPTEUR(S)		(l') abrégé peut être établi par l'—	5.173, 7.022
ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL		(un) comité de l'— examine la réserve concernant les taxes additionnelles	7.019
généralités	10.001, 10.006-10.009	compétence de l'—	5.072, 7.002, annexes C, D
(l')— établit le rapport d'examen (chapitre II)	4.006, 10.001	documents consultés par l'—	7.004
(l')— ne peut pas contraindre le déposant à apporter un changement à la demande internationale	10.069	(un) échantillon du matériel biologique peut être obtenu par l'—	11.085
choix de l'— à indiquer dans la demande d'examen	10.013	indication du choix de l'— dans la requête	5.016, 5.072, 5.093, 5.187, 7.002
communication du déposant avec l'— pendant l'examen préliminaire	10.067	langues acceptées par chaque — pour la recherche internationale	5.013, 5.014, 6.013-6.023, 6.034, annexe D
compétence de l'—	10.006-10.009 annexes C, E	limitation des compétences de l'—	7.002
demande d'examen à présenter auprès de l'—	10.006-10.009	listage des séquences	
(le) document de priorité et la traduction de celui-ci peuvent être exigés par l'—	10.056	(l')— peut exiger du déposant un listage des séquences sous une forme électronique	5.099, 5.100, 7.012, 11.088
(un) échantillon du matériel biologique peut être exigé par l'—	11.085	(l')— peut exiger un listage des séquences	5.099, 7.005-7.012, 11.088, annexe D
éléments pouvant faire l'objet d'observations de la part de l'—	10.064, 10.065	liste des —	annexe D
limitation des compétences de l'—	10.006	(la) manière de rédiger les revendications a une influence sur la question de savoir si l'— pourra effectuer une recherche significative	5.113
listages des séquences et —	7.012, 10.063, 11.088	opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale	7.027-7.032
liste des —	annexe E	possibilité d'obtenir des copies des documents cités dans le rapport de recherche auprès de l'—	7.026-7.032, annexe D
modifications déposées devant l'—		recherche antérieure effectuée par l'—	5.073, 7.002A
généralités	10.071, 11.074	recherche supplémentaire par l'— :	
déclaration concernant les	10.025, 10.026, 10.028, 10.053-10.055	Voir ADMINISTRATION(S) INDIQUÉE(S) POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE	
en vertu de l'art. 19	9.010	rectification d'erreurs évidentes devant l'—	
en vertu de l'art. 34	9.011	autorisation de	11.038.ii)
opinion écrite formulée par l'—	10.066	délai pour la	11.039.i)
possibilité d'obtenir des copies des documents cités auprès de l'—	10.082	référence du dossier utilisée par l'— dans la correspondance avec le déposant	5.017, 11.071
questions de domicile et de nationalité devant l'—	10.017	refus de l'— de procéder à des recherches sur certains objets	7.013
rectification d'erreurs évidentes devant l'—		sur des demandes internationales manquant de clarté ou ne remplissant pas les conditions prescrites	7.014
autorisation de	11.038.ii)		
délai pour la	11.039.ii)		
référence du dossier utilisée par l'— dans la correspondance avec le déposant	5.017, 11.071		

représentation auprès de l'—	5.042-5.045, 11.001, 11.002, 11.004, 11.008- 11.010, 11.017	définition	10.076
(le) titre de l'invention peut être établi par l'—	7.022	(les) modifications en vertu de l'art. 34 qui ont été remplacées pendant la procédure d'examen ne sont pas jointes aux	10.076
(la) traduction de la demande internationale peut être demandée à l'office récepteur par l'—	5.013, 5.014	traduction	10.078
transmission de copies de la demande internationale et autres documents à l'—	6.001.v), 6.059	feuille — de la requête	5.085
transmission des résultats d'une recherche et d'un classement antérieurs à l'—	5.073B	ANTICIPÉ(E)	
transmission par l'office récepteur de la copie de recherche à l'—	6.059	communication — d'une copie de la demande internationale aux offices désignés	9.029
vérification de l'unité de l'invention par l'—	5.114, 7.015- 7.021	publication — de la demande internationale	9.013
Voir RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE, RECHERCHE INTERNATIONALE		Voir PUBLICATION INTERNATIONALE	
ADMINISTRATION(S) INDIQUÉE(S) POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE		traitement national — de la demande internationale	9.029, phase nat.
généralités	8.001, 8.003, 8.004, 8.039	APPEL	
commencement de la recherche supplémentaire par l'—	8.039	— contre une décision défavorable de l'office récepteur	
compétence de l'—	8.001, 8.041, 8.042	auprès d'un office désigné	6.055, phase nat.
documentation fournie directement à l'—	8.038	auprès de l'office récepteur	6.054
indication du choix de l'— dans la demande de recherche supplémentaire	8.011	APPLICATION INDUSTRIELLE	
langues acceptées par chaque —	annexe SISA	définition (aux fins de l'examen préliminaire)	10.060
limitation des compétences de l'—	8.041	— : un des critères de l'examen préliminaire	10.001, 10.057
refus de l'— de procéder à des recherches sur certains objets	8.042, annexe SISA	déclaration et observations dans le rapport d'examen (chapitre II) concernant le critère d'—	10.075
(les) revendications concernant des inventions n'ayant pas fait l'objet d'un rapport de recherche	8.044	(le) manque de possibilités d'— peut faire l'objet d'observations dans une opinion écrite	10.064.ii), iii)
ADRESSE		Voir OPINION(S) ÉCRITE(S)	
— (de) courrier électronique	5.028, 5.029, 5.043, 5.050, 8.017, 8.021, 10.018A, 10.021, 10.021A	titre dans la description : "possibilités d'—"	5.094
— (de l')inventeur	5.035-5.037	ARGUMENT(S)	
— spéciale pour la correspondance	5.030, 5.047, 5.051, 11.015, 11.016	— présentés au cours de l'examen préliminaire	10.028, 10.066- 10.068
— utilisée par les administrations du PCT pour la correspondance avec le déposant et/ou le mandataire	11.015-11.017	droit pour le déposant de présenter des — suite au retrait de la date de dépôt international	6.054
enregistrement de changements d'—	11.018	possibilité pour le déposant de présenter des — concernant son domicile ou sa nationalité	5.023
indication de l'— du déposant dans la requête	5.027, 5.030	(le) rapport de recherche ne doit contenir aucun —	7.024
indication de l'— du déposant dans la demande d'examen préliminaire international	10.017	ARIPO	
indication de l'— électronique	5.008, 5.028, 5.029, 8.018, 10.017	Voir ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (ARIPO)	
AFFECTATION DES TAXES		ARTICLE (du PCT)	
Voir TAXE(S)		Voir INDEX DES DISPOSITIONS : Articles (ci-après)	
AGENT DE BREVETS		AUTORISATION	
il est conseillé de consulter un —	1.004, 5.041	— (du) déposant nécessaire pour l'accès du public au dossier de l'examen préliminaire	11.074
représentation par un —	5.041-5.051, 11.001-11.014	dossier de la demande internationale avant publication.	11.072
Voir CONSEIL EN BREVETS, MANDATAIRE		— nécessaire pour la rectification d'erreurs évidentes	11.033-11.044
ANNÉE		(l')ordonnance d'un tribunal peut remplacer l'— du déposant pour l'accès du dossier	11.072
— de priorité : Voir DATE DE PRIORITÉ, PRIORITÉ		AVANTAGES (DU PCT)	
indication de l'— dans les dates	5.061	Voir TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT)	
(le) numéro de publication internationale contient l'indication de l'—	9.015	AYANT CAUSE	
Voir DATE, JOUR(S)		généralités	11.011, 11.023
ANNEXE(S)		(l')— du déposant doit être indiqué dans la demande internationale en tant que nouveau déposant	11.023, 11.025
— du rapport d'examen (chapitre II)		B	
		BARÈME DE TAXES (dans le règlement d'exécution)	
		généralités	5.104, 5.184.iii), 10.035.ii)
		BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE	
		comment obtenir le document de priorité auprès d'une —	5.070-5.070D
		demande que le document de priorité soit obtenu auprès d'une —	5.070-5.070D
		Voir SERVICE D'ACCÈS NUMÉRIQUE DE L'OMPI	

BONNES MOEURS ET ORDRE PUBLIC

- (la) demande internationale ne doit pas contenir d'éléments contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public 5.175

BORDEREAU

- dans le formulaire de demande d'examen (cadre n° VI) 10.030
- dans le formulaire de requête (cadre n° IX) 5.084-5.087
- indication de la figure à publier avec l'abrégé 5.087, 5.170, 5.171
- référence à une feuille séparée relative à un matériel biologique 11.082

BREVET

Voir BREVET D'ADDITION, BREVET(S) NATION(AL)(AUX), *PETTY PATENT*, RÉGIONAL(E)

BREVET D'ADDITION

- protection par un — 5.002, 5.055, 5.056

BREVET D'INVENTION

- généralités 5.002

BREVET(S) NATION(AL)(AUX)

- : but de la procédure du PCT 5.001
- (la) rédaction de la description pour une demande PCT peut exiger plus de soin que n'en demanderait une demande de — 5.097
- retrait d'une désignation aux fins d'un — 11.052

BREVETABILITÉ

- critères de — reconnus sur le plan international 10.057-10.060
- (la) question des divulgations non opposables et des exceptions au défaut de nouveauté touche à la — 5.075

BUREAU INTERNATIONAL

- (le) — communique une copie de la demande internationale à chaque office désigné 9.028, 9.029
- (le) — en tant qu'office récepteur :
Voir BUREAU INTERNATIONAL AGISSANT EN TANT QU'OFFICE RÉCEPTEUR
- (le) — établit, le cas échéant, une traduction de la demande internationale 9.017
- (le) — publie la demande internationale et le rapport de recherche : Voir PUBLICATION INTERNATIONALE
- (le) — transmet le rapport d'examen (chapitre I) aux offices désignés 9.001.v)
- (le) — transmet le rapport d'examen (chapitre II) aux offices élus 10.003, 10.079
- adresse du — annexe B
- dépôt de la demande de recherche supplémentaire auprès du — 8.008
- dépôt de la requête en exclusion de renseignements de la publication auprès du — 9.016A, 11.073A
- droit d'exercer auprès du — 11.002
- étapes de la procédure au sein du — 9.001
- réception de l'exemplaire original par le — 6.057, 6.058, 9.002
- représentation auprès du — 5.041-5.043

BUREAU INTERNATIONAL AGISSANT EN TANT QU'OFFICE RÉCEPTEUR

- (le) — ne spécifie pas les administrations compétentes chargées de l'examen 10.006-10.009
- (le) — ne spécifie pas les administrations compétentes chargées de la recherche 7.002
- (le) — ne vérifie pas si les prescriptions relatives à la défense nationale sont respectées 6.010
- conditions requises pour le dépôt d'une demande internationale auprès du — 5.008, 5.009
- (une) demande internationale déposée par erreur auprès d'un office récepteur "non compétent" est considérée comme ayant été reçue pour le compte du — (règle 19.4) 6.035

- (une) demande internationale peut être déposée directement auprès du — 4.010, 5.008
- droit d'exercer du mandataire auprès du — 5.042, 11.002
- langues admises pour les demandes internationales déposées auprès du — 5.013, 5.014, 6.034
- questions du domicile et de la nationalité pour les demandes internationales déposées auprès du — 5.023, 10.017

C**CALCULATEUR**

- des délais PCT 11.062

CARACTÈRES

- hauteur des — dans le texte de la demande internationale 5.106
- traduction ou translittération de noms ou d'adresses écrits en — autres que latins 5.178

CERTIFICAT D'ADDITION

- possible par la voie PCT 5.002, 5.055, 5.056

CERTIFICAT D'AUTEUR D'INVENTION

- additionnel 5.002, 5.055

CESSION

Voir ACTE DE CESSION

CHANGEMENT(S)

- relatif à la date de priorité suite au retrait de la revendication de priorité 11.057
- relatif à l'adresse électronique 11.018D
- relatif à la personne, au nom ou à l'adresse du déposant, de l'inventeur, du mandataire ou du représentant commun 11.018-11.018C
- relatif à plusieurs demandes internationales 11.019
- relatif au nom ou à la personne du déposant reflété dans la demande d'examen 10.018
- relatifs aux exigences des offices et administrations 1.006
- relatifs aux taxes
- après le dépôt de la demande internationale mais avant le paiement des taxes 5.192
- publiés dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* et dans le bulletin *PCT Newsletter* 1.005
- (les) — relatifs à la demande internationale, autres que la rectification d'erreurs évidentes, sont considérés comme des modifications 5.110, 5.161, 10.067

- (l')administration chargée de l'examen ne peut pas contraindre le déposant à apporter des — à la demande internationale 10.069

Voir CORRECTION, MODIFICATIONS, RECTIFICATION

CHAPITRE II

- États liés par le — annexes A, B
- (l')examen préliminaire ne peut être demandé qu'en vertu du — 10.001
- seuls les États contractants liés par le — peuvent être élus dans une demande d'examen 10.005, 10.029
- Voir DEMANDE D'EXAMEN (préliminaire international)

CHAPITRES NATIONAUX

Voir phase nat.

CHIMIQUE

- "doctrine Markush" courante dans le domaine — :
Voir MARKUSH (DOCTRINE MARKUSH),
UNITÉ DE L'INVENTION
- formule — la plus caractéristique à inclure dans l'abrégé 5.165-5.168
- représentation d'une formule — 5.107, 5.108
- Voir PRODUITS INTERMÉDIAIRES ET FINALS

CHOIX

- (de l')administration chargée de la recherche :
Voir ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE LA
RECHERCHE INTERNATIONALE, LANGUE(S)
- (de l')office récepteur :
Voir DOMICILE, LANGUE(S), NATIONALITÉ,
OFFICE(S) RÉCEPTEUR(S), RÉSIDENCE
- (de) titres de protection : Voir PROTECTION

CITATION (des documents pertinents)

- dans le rapport d'examen (chapitre II) 10.075
- dans le rapport de recherche 7.024

CLASSIFICATION

- référence à la — internationale des brevets (CIB) dans
le rapport de recherche 7.024

CLASSIFICATION INTERNATIONALE DES BREVETS (CIB)

- application de la — dans le rapport de recherche 7.024

COCHER

- (les) cases dans la demande d'examen
cadre n° IV (base de l'examen préliminaire
international) 10.025-10.027
- Voir FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
- (les) cases dans la requête
cadres n°s II et III (inventeur/déposant) 5.024, 5.035,
5.036, 5.039
- cadre n° IV (mandataires) 5.043, 5.047,
5.051
- cadre n° V (désignations) 5.052, 5.053
- cadre n° VI (priorité) 5.070
- Voir FORMULAIRE DE REQUÊTE

CODE(S) À DEUX LETTRES (pour les pays et autres entités)

- indication dans la demande d'examen de
l'administration chargée de l'examen, par son nom
ou au moyen du — 10.013
- indication dans la requête du nom d'un État
par le — 5.033, 5.057
annexes A, K

COMMENTAIRES DÉNIGRANTS

- (une) déclaration accompagnant des modifications en
vertu de l'art. 19. ne doit pas contenir de — 9.007
- (la) demande internationale ne doit pas
contenir de — 5.175

COMMUNICATION

- (de la) copie de la demande internationale aux
offices désignés 9.028, 9.029
- moyens de —
acceptés par un office pour le dépôt de
documents annexe B
- utilisés pour le dépôt de la demande internationale,
y compris télécopieur, etc. 6.003, 11.066-
11.070

COMMUNICATION VERBALE

- (la) — est autorisée entre le déposant et
l'administration chargée de l'examen
pendant l'examen préliminaire 10.067

COMPÉTENT(E)(S)

- administration(s) — chargée(s) de l'examen 10.006, 10.009
- administration(s) — chargée(s) de la recherche 7.002
- administration(s) — indiquée(s) pour la recherche
supplémentaire 8.003,
annexe SISA
- dépôt de la demande d'examen auprès d'un office/
d'une administration non — 10.007-10.009
- dépôt de la demande internationale auprès d'un office
récepteur non — 6.035
- envoi d'une requête en rectification à
l'administration — 11.038, 11.039

- office(s) récepteur(s) — 5.008, 5.009

CONDITIONS MATÉRIELLES

- à remplir
auprès de l'administration chargée de l'examen . . . 10.044, 10.047.i)
- auprès de l'office récepteur 6.001.ii)
- pour l'abrégé 5.164
- pour la demande internationale 5.177, 5.018,
6.032.v), 6.051
- pour la description 5.105
- pour les dessins 5.131-5.159
- pour les listages des séquences. 5.099, 5.100,
7.005-7.007,
7.012, 10.063,
10.064.vii),
11.088
- pour les revendications 5.124

CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE

- Actes de la — (Conférence diplomatique de
Washington sur le Traité de coopération en matière
de brevets, 1970) 1.007

CONFIDENTIEL, CARACTÈRE

- (de la) demande internationale 6.004, 11.072,
11.073
- (de l')examen préliminaire 10.003, 10.081,
11.074

Voir ACCÈS

CONFIRMATION

- (de la) communication de documents par
télégraphe, téléimprimeur ou télécopieur 11.067-11.069

CONSEIL EN BREVETS

- il est conseillé de consulter un — 1.004, 5.041
- (les) partenaires d'un cabinet de — peuvent être
désignés en tant que mandataires communs 11.003
- Voir AGENT DE BREVETS, MANDATAIRE

CONSIDÉRÉ COMME ÉTANT LE REPRÉSENTANT COMMUN

Voir REPRÉSENTANT COMMUN

“CONSIDÉRÉ(E)(S) COMME RETIRÉ(E)(S)”

Voir RETIRÉE(S)

“CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE/FAITE”

- (la) communication de documents déposés par
télécopieur, télégraphe ou téléimprimeur, et non
confirmés dans un délai de 14 jours, peut être — . . 11.067
- (une) demande d'examen présentée par des déposants
n'ayant pas le droit de présenter ladite demande
est — 10.043, 10.046
- demande de recherche supplémentaire 8.041
- (le) document de priorité n'est pas remis si la
revendication de priorité est — 9.023
- (une) élection pour laquelle une signature fait défaut
après l'expiration du délai indiqué est — 10.049
- perte d'effet de la demande d'examen ou elle est — . 10.050
- remboursement de la taxe de traitement si la demande
d'examen est — dans le cas où le déposant n'avait
pas le droit de présenter ladite demande 10.043
- revendication de priorité — 5.060, 6.043

CONTENU

- (de la) demande d'examen 10.012, 10.013
- (de la) demande de recherche supplémentaire . . . 8.013-8.032
- (de la) demande internationale 5.010
- (de la) demande internationale publiée 9.015
- (de la) description 5.094-5.097
- (du) rapport d'examen (chapitre II) 10.075
- (du) rapport de recherche 7.024
- (de la) référence à du matériel biologique déposé . 11.075, 11.078,
11.079

(1^{er} juillet 2020)

— (de la) requête	5.015-5.017
CONTINUATION	
(la) demande PCT peut être traitée comme une demande de “—” ou “— in-part”	5.055
CONVENTION DE PARIS POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	
revendication de priorité invoquée en vertu de la —	5.007, 5.057-5.060, 6.009, 11.090
COPIE	
— (de l’) acte de cession ou autre pièce prouvant le changement	11.018, 11.021
— certifiée : Voir COPIE CERTIFIÉE	
— (de la) demande internationale communiquée par le Bureau international aux offices désignés	9.028, 9.029
— (du) document de priorité	9.023, 11.072, 11.073
— (de) modifications en vertu de l’art. 19 à déposer avec la demande d’examen	9.010, 10.026, 10.053, 10.054
— originale : Voir EXEMPLAIRE ORIGINAL (de la demande internationale)	
— pour l’office récepteur : Voir COPIE POUR L’OFFICE RÉCEPTEUR (de la demande internationale)	
— (du) pouvoir général joint à la requête, à la demande d’examen ou à la déclaration séparée	11.009
— (du) rapport d’examen (chapitre II)	10.003
— (de) recherche : Voir COPIE DE RECHERCHE (de la demande internationale)	
comment obtenir une — des documents cités dans le rapport d’examen (chapitre II)	10.082
comment obtenir une — des documents cités dans le rapport de recherche	7.026-7.032
comment obtenir une — des documents cités dans le rapport de recherche supplémentaire	8.050
comment se procurer une — de la demande internationale publiée	9.021, 11.072, 11.073
taxes et droits payables pour — de documents contenus dans le dossier	9.025, 11.073
COPIE CERTIFIÉE	
— conforme de la demande internationale	
généralités	6.060
— (de la) demande antérieure	5.070-5.070D
Voir DOCUMENT DE PRIORITÉ	
(la) transmission par le déposant au Bureau international de la — conforme de la demande internationale tient lieu d’exemplaire original	6.058
COPIE (de la demande internationale) POUR L’OFFICE RÉCEPTEUR	
généralités	5.179-5.181, 5.197, 5.198, 6.010, 6.059, 7.023
droit de l’office récepteur de ne pas transmettre la — à l’administration chargée de la recherche pour des raisons de défense nationale	6.010
transmission de la —	5.197, 6.059
CORRECTION	
— (d’)irrégularités dans la demande d’examen	10.047-10.050
— (d’)irrégularités dans la demande de recherche supplémentaire	8.032-8.034
— (d’)irrégularités dans la requête	6.024-6.056
— (d’)information sur la demande principale ou le titre principal	5.056A
pas de taxe pour une demande de —	6.053
présentation d’une demande de —	6.052
prorogation des délais impartis pour —	6.037, 6.053

Voir CHANGEMENT(S), ERREUR(S) ÉVIDENTE(S), IRREGULARITÉ(S), RECTIFICATION

CORRESPONDANCE

— entre les déposants ou les mandataires et les administrations du PCT	11.015-11.017
indication dans la requête (cadre n° IV) d’une adresse spéciale pour l’envoi de la —	5.030, 5.047, 5.051, 11.015, 11.016
utilisation de la référence du dossier du déposant dans toute — avec les administrations	5.017, 11.071

COURRIER

— électronique	
Voir ADRESSE	
envoi du — par voie aérienne, terrestre ou maritime sous pli recommandé pour pouvoir invoquer les dispositions de la règle 82	11.063
excuse possible en cas de retard ou perte du —	11.063, 11.064
indication d’un — électronique	5.008, 5.028, 5.029, 8.018, 10.017

D

DACTYLOGRAPHIE

— interligne	5.106
Voir ERREUR(S) ÉVIDENTE(S)	

DACTYLOGRAPHIÉ(E)

(la) demande internationale doit se présenter sous forme —	5.177
(la) description doit être — ou imprimée	5.106
il est recommandé que le nom de chaque signataire figurant dans la demande internationale soit — à côté de la signature	5.090

DATE DE DÉPÔT

Voir DATE DE/DU DÉPÔT INTERNATIONAL

DATE DE PRIORITÉ

définition	5.057, 5.058
— comme date de départ pour des délais	
9 mois à compter de la —	
(le) rapport de recherche doit être établi dans un délai de trois mois à compter de la réception de la copie de recherche par l’administration chargée de la recherche ou de — (le délai qui expire en dernier lieu étant appliqué)	7.023
12 mois à compter de la —	
(la) copie de la demande internationale peut être transmise spécialement à l’office désigné par le Bureau international, mais pas avant un délai de —	9.029
13 mois à compter de la —	
(l’)exemplaire original doit parvenir au Bureau international avant l’expiration d’un délai de —	6.058, 9.002
(l’)office récepteur doit déclarer que sont applicables les prescriptions relatives à la défense nationale empêchant la transmission au Bureau international de l’exemplaire original avant l’expiration d’un délai de —	6.010
16 mois à compter de la —	
correction ou adjonction d’une revendication de priorité dans un délai de —	6.038
(le) document de priorité doit être remis (au Bureau international ou à l’office récepteur) dans un délai de —	5.070
(les) indications concernant du matériel biologique (ne figurant pas dans une référence contenue dans la demande internationale) peuvent être remises au Bureau international dans un délai de —	11.080
possibilité de présenter des modifications (art. 19) jusqu’à l’expiration d’un délai de — ou de 2	

mois à compter de la transmission du rapport de recherche	9.004	notification au déposant de l'attribution de la —	6.011
17 mois à compter de la —		pas de publication de la demande internationale sans attribution d'une —	9.012.i)
(l')office récepteur doit déclarer que sont applicables des dispositions de défense nationale empêchant la transmission de l'exemplaire original au Bureau international, dans un délai de — au maximum	6.010	(la) réception à des jours différents de feuilles de la demande internationale a une incidence sur la —	6.026
18 mois à compter de la —		refus par l'office récepteur d'attribuer une —	
(une) protection provisoire peut être subordonnée à la fourniture de traductions à l'expiration d'un délai de —	9.024	remboursement de certaines taxes	5.197
(la) publication internationale a lieu après l'expiration d'un délai de —	9.001.iii), 9.013	révision par les offices désignés	6.055, phase nat.
19 mois à compter de la —		retrait d'une — déjà attribuée	6.012
(la) demande d'examen doit être présentée (pour différer la phase nationale jusqu'à un délai de 30 mois) avant l'expiration d'un délai de —	10.010	DATE(S)	
20 mois à compter de la —		— (du) dépôt : Voir DATE DE/DU DÉPÔT INTERNATIONAL	
il convient de cocher la case n° IV.3) de la demande d'examen si l'on veut différer le commencement de l'examen préliminaire jusqu'à l'expiration d'un délai de —, à moins que l'administration chargée de l'examen ne reçoive une copie des modifications en vertu de l'art. 19 ou une déclaration que de telles modifications ne seront pas effectuées	10.026	— (d') échéance des taxes	5.191
(les) taxes nationales/régionales sont dues avant l'expiration d'un délai de — pour certains offices désignés	4.016, 5.005	— (de) priorité : Voir DATE DE PRIORITÉ	
26 mois à compter de la —		— (de la) publication internationale : Voir PUBLICATION INTERNATIONALE	
requête en rectification d'une erreur évidente	11.039	mode d'indication de la —	5.061
28 mois à compter de la —		DÉCÈS	
(le) rapport d'examen (chapitre II) doit être établi avant l'expiration d'un délai de —	10.010, 10.074	— (du) déposant pendant la phase internationale	11.023
30 mois à compter de la —		— (de l')inventeur avant le dépôt de la demande internationale	11.025
(l')examen préliminaire diffère la phase nationale jusqu'à l'expiration d'un délai de — en ce qui concerne certains offices désignés	4.016, 5.006, 10.002	— (de l')inventeur pendant la phase internationale	11.026
(une) requête en enregistrement d'un changement est acceptable si elle est reçue avant l'expiration d'un délai de —	11.021	DÉCISION	
(le) retrait d'une demande d'examen est possible avant l'expiration d'un délai de —	11.060	— relative à la réserve concernant le paiement de taxes additionnelles	7.019, 7.020
(le) retrait d'une élection est possible avant l'expiration d'un délai de —	11.060	appel d'une — de l'office récepteur	6.054, 6.055
(le) retrait d'une revendication de priorité doit être reçu avant l'expiration d'un délai de —	11.056	DÉCLARATION(S)	
(le) retrait de la demande internationale est autorisé avant l'expiration d'un délai de —	11.048	— accompagnant une modification selon l'art. 19	9.007, 9.008
(le) retrait d'une désignation doit être reçu avant l'expiration d'un délai de —	11.050	(la) — est publiée avec la demande internationale	9.007, 9.015
indication de la — dans la demande d'examen	10.016	(la) — ne doit contenir aucun commentaire dénigrant relatif au rapport de recherche ou à des citations	9.007
(la) revendication de priorité établit une —	5.060	en cas de non conformité, la — n'est ni publiée ni communiquée	9.008
(les) taxes nationales/régionales sont dues en règle générale dans un délai de —	4.016, 5.005	identification de la —	9.008
Voir DÉLAI(S), CALCULATEUR DES DÉLAIS PCT		langue de la —	9.007, 11.066
DATE DE/DU DÉPÔT INTERNATIONAL		longueur de la —	9.007
généralités	5.003, 5.007, 6.001.iv), 6.005-6.012	— concernant les modifications présentées dans la demande d'examen	
conditions à remplir pour l'attribution d'une —	6.005, 6.006	base de l'examen préliminaire international (cadre n° IV)	10.013, 10.025
(l')état de la technique est dit pertinent si la mise à disposition du public a eu lieu avant la —	7.003	but de la —	10.025
incidence sur la — de corrections portant sur des indications de domicile et de nationalité	6.036	comment remplir la —	10.025, 10.026
irrégularités influant sur la —	6.025	(la) — n'a aucun caractère obligatoire pour le déposant ou pour la conduite de l'examen préliminaire	10.028
irrégularités n'influant pas sur la —	6.032	selon laquelle	
(le) non paiement ou le paiement partiel ou tardif des taxes n'ont pas d'incidence sur la —	6.009	(le) commencement de l'examen préliminaire doit être différé	10.054
notification au Bureau international de l'attribution de la —	6.058	(des) modifications en vertu de l'art. 19 doivent être prises en considération	10.053
		(des) modifications sont présentées en vertu de l'art. 34 avec la demande d'examen	10.055
		— (de) non-établissement de rapport de recherche par l'administration chargée de la recherche	7.013, 7.014
		— (de) non-établissement de rapport de recherche supplémentaire par l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire	8.048
		(l')administration chargée de l'examen est en possession de la —	10.051
		publication de la —	9.013-9.015, 9.017
		transmission au Bureau international et au déposant de la —	7.025
		— par l'office récepteur du retrait de la date de dépôt international	6.012

— (de) retrait : Voir RETRAIT, SERMENT	
(des) — relatives à la valeur de l'invention ne sont pas autorisées dans l'abrégé	5.169
Voir ABRÉGÉ	
— selon l'art. 64 (réserve)	9.012.iv)
(la) demande internationale ne doit pas contenir de — dénigrantes	5.175
(la) demande internationale peut comporter une — de revendication de priorité	5.057
(le) listage des séquences fourni par le déposant doit être accompagné d'une — selon laquelle le listage n'inclut pas d'éléments allant au-delà de la divulgation faite dans la demande internationale	7.010
(le) rapport d'examen (chapitre II)	
doit contenir une — indiquant si chaque revendication répond aux critères de brevetabilité	10.075
ne doit contenir aucune — quant à la question de savoir si l'invention semble être brevetable ou non au regard d'une législation nationale	10.077
(la) réserve concernant l'absence d'unité de l'invention doit être accompagnée d'une — motivée	7.019
DÉCLARATION(S) EN VERTU DE LA RÈGLE 4.17	
— relative à des divulgations non opposables ou à des exceptions au défaut de nouveauté	5.074
— relative à la qualité d'inventeur	5.074, 5.077, 5.079
— relative à l'identité de l'inventeur	5.074
— relative au droit du déposant de demander et d'obtenir un brevet	5.074
— relative au droit du déposant de revendiquer la priorité de la demande antérieure	5.074
Correction ou adjonction de —	5.083A, 6.045 6.047
Voir LIBELLÉ STANDARD	
DÉFENSE NATIONALE	
généralités	6.010, 6.011, 6.034, 6.035, 6.058
remboursement des taxes dans le cas où la demande internationale n'est pas traitée en tant que telle pour des raisons de —	5.197
(le) respect des prescriptions relatives à la — n'est pas vérifié par le Bureau international en tant qu'office récepteur	5.008
DÉLAI(S)	
— établis à compter d'une date d'expédition	5.173, 9.004
— (de) paiement des taxes d'examen préliminaire	10.042-10.047
— pour corriger ou ajouter une revendication de priorité	6.038
— pour la demande de recherche supplémentaire	8.005
— pour la remise de la traduction de la demande internationale	4.014-4.016, 6.015-6.023
— pour le retrait de la demande internationale	11.048
— pour le retrait d'une désignation	11.050
— pour le retrait d'une revendication de priorité	11.056
— pour l'établissement du rapport de recherche	7.023
— pour l'ouverture de la phase nationale	5.005, phase nat.
calcul des —	11.062
calculateur des — PCT	11.062
prorogation des — : Voir DATE DE PRIORITÉ, PROROGATION DE DÉLAIS	
reprise du calcul des — suite à la correction d'une revendication de priorité	6.040
reprise du calcul des — suite au retrait d'une revendication de priorité	11.057
DÉLIVRANCE	
— (d'un) brevet dans la phase nationale	3.004

(1^{er} juillet 2020)

Voir PHASE NATIONALE

(la) — d'un brevet par l'office élu qui a agi en qualité d'administration chargée de l'examen est en général plus rapide, si le rapport d'examen (chapitre II) est positif 10.083

DEMANDE

Voir DEMANDE INTERNATIONALE, DEMANDE NATIONALE, RÉGIONAL(E)

DEMANDE ANTÉRIEURE

(une) demande internationale considérée comme retirée peut être invoquée comme — 6.009

identification d'une — 5.057-5.061

DEMANDE D'EXAMEN (préliminaire international)

généralités 10.004-10.050

— présentée à une administration chargée de l'examen ou autre administration non compétente 10.007, 10.008

à quel stade présenter la — 10.010

auprès de quelle administration présenter la — 10.006-10.009

conditions requises pour présenter une — 10.004

contenu de la — 10.012, 10.013

déclaration concernant les modifications dans la — 10.025.i), 10.026

élection d'États dans la — 10.005, 10.013, 10.029

forme de la — 10.012

indication de la langue de la — 10.025.ii)

irrégularités dans la — 10.046-10.050

langue de la — 10.013

modifications en vertu de l'art. 19 à déposer avec la — 9.010

notification qu'une — a été présentée 10.003

qui peut déposer une — 10.017, 10.018

taxes dues pour le dépôt de la — 10.035-10.043

traitement de la — 10.044-10.050

Voir CHAPITRE II, FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

DEMANDE INTERNATIONALE

définition 5.001

— contenant la divulgation d'une séquence de nucléotides ou d'acides aminés 11.088

Voir LISTAGE(S) DES SÉQUENCES

— contenant une référence à du matériel biologique ou à son dépôt : Voir MATÉRIEL BIOLOGIQUE

— disponible après la publication internationale 11.073, 11.074

Voir ACCÈS

— dont les effets peuvent être étendus à un État successeur : Voir EXTENSION DES EFFETS DE LA DEMANDE INTERNATIONALE À UN ÉTAT SUCCESEUR

— publiée par le Bureau international : Voir PUBLICATION INTERNATIONALE

(la) — peut comporter des désignations aux fins de brevets régionaux : Voir RÉGIONAL(E)

(la) — peut servir de base pour une revendication de priorité 5.057

caractère confidentiel de la — : Voir ACCÈS, CONFIDENTIEL (CARACTÈRE CONFIDENTIEL)

communication de la — à un office désigné 9.028, 9.029

copie certifiée de la — : Voir COPIE CERTIFIÉE

dépôt de la — : Voir DÉPÔT

effets de la — 5.003-5.007

éléments de la — : Voir ÉLÉMENT(S)

langue de la — : Voir LANGUE(S)

langue de publication de la — : Voir LANGUE(S)

modification de la — : Voir MODIFICATIONS

numérotation des feuilles de la — : Voir NUMÉROTATION

objet de la —	5.002
réception de feuilles de la — à des jours différents	6.026
retrait de la — : Voir RETRAIT	
signature de la — : Voir SIGNATURE	
taxes relatives à la — : Voir TAXE(S)	
traduction de la — : Voir TRADUCTION(S)	

DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE

Accès à la —	9.022
comment obtenir des exemplaires de la —	9.021
communication de la — aux offices désignés (art. 20)	9.028
informations figurant sur la page de couverture de la —	9.020
publication dans la —	
(de la) date de fourniture des références à du matériel biologique	11.081
(de) déclarations en vertu de la règle 4.17.v)	5.077, 6.050
(d'une) indication selon laquelle des déclarations en vertu de la règle 4.17 ont été faites	6.049
(du) rapport de recherche	7.025
(de toute) référence à du matériel biologique ou à son dépôt fournie indépendamment de la description	11.075
(de la) traduction anglaise du titre, de l'abrégé et du rapport de recherche	9.017
publication internationale sous forme de —	9.015
Voir PUBLICATION INTERNATIONALE	

DEMANDE NATIONALE

(une) demande internationale à l'effet d'une —	5.003
--	-------

DÉPENSES

— liées à l'ouverture de la phase nationale	4.013, phase nat.
(le) rapport d'examen (chapitre II) offre au déposant la possibilité d'évaluer ses chances d'obtenir des brevets dans les offices élus avant d'engager des — liées à l'ouverture de la phase nationale	10.002
Voir FRAIS	

DÉPOSANT(S)

— autorisés à déposer une demande internationale	5.008, 5.009, 5.020
— autorisés à présenter une demande d'examen	10.004
— différents pour différents États désignés	5.022
— inscrit auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international	10.017
— inscrit auprès de l'office récepteur	5.024
— qui est une société	
identifié dans la requête	5.024
qui signe la requête	5.047
case "déposant seulement" (cadre n° III de la requête)	5.024, 5.039
décès d'un — : Voir DÉCÈS	
domicile et nationalité du —	5.008, 5.023, 5.031, 5.032
enregistrement de changements relatifs au —	11.018-11.022
identification du — dans la requête (cadres n°s II & III)	5.024
indications dans la requête concernant le —	5.020-5.039
indisponibilité du — pour signer la demande internationale	11.027
plusieurs — : lequel des déposants doit être nommé en premier lieu dans la demande internationale?	5.034
Voir DÉPOSANT/INVENTEUR	

DÉPOSANT/INVENTEUR

identification du — dans la requête (cadre n° III)	5.035
Voir DÉPOSANT(S), DÉSIGNATION(S) (des États-Unis d'Amérique), INVENTEUR(S), SIGNATURE, SIGNE(R)	

DÉPÔT

— (de la) demande internationale	
généralités	5.001-5.199, 6.003
— (de) documents par télégraphe, téléimprimeur ou télécopieur	11.067-11.070
— effectué par erreur auprès d'un office récepteur "non compétent" (procédure)	6.034, 6.035
règles régissant le — de lettres et de documents	11.066-11.071

DÉPÔT DE MATÉRIEL BIOLOGIQUE

Voir MATÉRIEL BIOLOGIQUE

DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

— de la demande internationale auprès des offices récepteurs disposés à l'accepter conformément à la partie 7 et l'annexe 7 des instructions administratives	5.189
norme pour le — de la demande internationale	5.189
réduction de la taxe en cas de —	5.188, 5.189
Voir TAXES	

DESCRIPTION

généralités	5.094-5.111
conditions matérielles applicables à la —	5.105-5.109
(un) index énumérant les signes de référence utilisés dans les dessins peut être inclus dans la —	5.160
modification de la —	5.111
prise en compte des pratiques nationales lors de la rédaction de la —	5.095
rectification d'erreurs évidentes dans la —	5.110
titres dans la —	5.094

DÉSIGNATION (d'un mandataire, d'un représentant commun, d'une administration)

— (des) administrations chargées de l'examen par l'Assemblée du PCT : Voir ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	
— (des) administrations chargées de la recherche par l'Assemblée du PCT : Voir ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE	
— (d'un) mandataire : voir MANDATAIRE, REPRÉSENTANT COMMUN	

DÉSIGNATION(S)

— assimilée à l'indication du souhait d'obtenir un brevet dans l'État désigné	5.055
— (d')États	5.052-5.054, 5.055, 5.056
— (des) États-Unis d'Amérique	
(la) demande internationale n'est pas publiée si au moment de la publication il ne reste que la	9.012.iv)
(une) personne morale ou un cessionnaire ne peut être déposant pour la	5.039
exception de —	5.053
principe de l'unicité d'une —	5.022
retrait de —	11.050-11.055
Voir RETRAIT	

DESSINS

généralités	5.128-5.162
(les) — en couleur	5.159
figure des — qui doit accompagner l'abrégé (indication dans le cadre n° IX de la requête)	5.087, 5.170, 5.171

Voir ABRÉGÉ

(les) formules chimiques ou mathématiques peuvent être présentées comme des —	5.130
marges dans les —	5.133
modification des — au cours de la phase internationale	5.162, 10.024, 11.045-11.047

Voir MODIFICATIONS		
numérotation des — dans la demande internationale :		
Voir NUMÉROTATION		
omission de feuilles entières de —	5.161, 6.025	
ordre des — dans la demande internationale	5.011	
présentation de photographies à la place de —	5.159	
présentation des —	5.131-5.133	
présentation des figures des —	5.134-5.139	
quand est-il nécessaire d'inclure des —	5.128	
rectification d'erreurs évidentes dans les —	5.161, 11.038	
schémas d'étapes de processus considérés comme —	5.129	
textes dans les —		
langue des	5.013, 5.014, 6.013-6.020, 6.034	
uniquement en cas de nécessité absolue	5.131, 5.156	
DIAGRAMMES		
— considérés comme des dessins	5.129	
Voir DESSINS		
DIFFÉRER LE COMMENCEMENT		
possibilité pour le déposant d'utiliser une déclaration portant sur les modifications pour — de l'examen préliminaire	10.026, 10.054	
(la) procédure "intégrée" n'est pas applicable si le déposant a demandé de — de l'examen préliminaire	10.052	
DIRECTIVES		
— à l'usage des offices récepteurs du PCT	1.008	
— concernant l'examen préliminaire international selon le PCT	1.008	
— concernant la recherche internationale selon le PCT	1.008	
DISQUETTE		
Voir LISTAGE(S) DES SÉQUENCES, ORDINATEUR (FORME(S) ÉLECTRONIQUE(S))		
DIVULGATION		
— écrite comme base de référence pour l'état de la technique	7.003	
déclaration en vertu de la règle 4.17 concernant une — non opposable	5.074, 5.075	
DOCUMENT DE PRIORITÉ		
(l')administration chargée de l'examen peut demander à recevoir le — et une traduction de celui-ci	10.056	
(une) copie certifiée conforme de la demande internationale peut servir de —	6.060	
(une) copie du — peut être obtenue auprès du Bureau international après la publication internationale	5.070D, 9.023, 11.073	
quand et à qui remettre le —	5.070, 5.070D	
DOCUMENT(S)		
— consultés par l'administration chargée de la recherche	7.004	
— déposés par télégraphe, téléimprimeur, télécopieur, etc.	11.067-11.070	
— (de) priorité : Voir DOCUMENT DE PRIORITÉ		
— sur lesquels est basé l'examen préliminaire	10.061	
citation de — pertinents dans le rapport d'examen (chapitre II)	10.075	
citation de — pertinents dans le rapport de recherche	7.024	
communication des copies de — cités dans le rapport d'examen (chapitre II)	10.082	
communication des copies de — cités dans le rapport de recherche	7.026-7.032	
délivrance de — contenus dans le dossier par le Bureau international	11.072	
dépôt de — en général	11.066	
rectification dans la demande internationale ou dans d'autres —	11.033-11.038	
DOCUMENTATION MINIMALE		
consultation de la — par l'administration chargée de la recherche	7.004	
DOMICILE		
— (du) déposant, indication dans la requête	5.024, 5.031, 5.032	
choix de l'office récepteur en fonction du — du déposant	5.009	
Voir DROIT DE DÉPOSER		
conditions de — pour l'attribution d'une date de dépôt international	6.005.i), 6.025.i)a)	
conditions de — pour la présentation d'une demande d'examen	10.004, 10.017	
Voir DROIT DE PRÉSENTER		
correction des indications de — et de nationalité	6.036	
détermination du —	5.023	
si les indications relatives au — du déposant portées dans la demande d'examen ne confirment pas le droit de présenter cette demande	10.046	
Voir DOMICILIÉ, ÉTAT(S) CONTRACTANT(S), NATIONAL, NATIONALITÉ		
DOMICILIÉ		
pour déposer une demande internationale, l'un des déposants doit être — dans un État contractant ou être un national d'un tel État	5.020	
pour présenter une demande d'examen, l'un des déposants doit être — dans un État contractant lié par le chapitre II ou être un national d'un tel État	10.004, 10.017	
(le) représentant commun doit être — dans un État contractant ou être un national d'un tel État	11.005	
Voir CHAPITRE II, ÉTAT(S) CONTRACTANT(S), DOMICILE, NATIONAL, NATIONALITÉ		
DROIT		
— d'exercer : Voir DROIT D'EXERCER		
— de déposer : Voir DROIT DE DÉPOSER		
— de présenter : Voir DROIT DE PRÉSENTER		
— de priorité pour les demandes internationales	5.060	
Voir PRIORITÉ		
— pour l'office récepteur de refuser de traiter une demande internationale en tant que telle pour des raisons de défense nationale	6.010	
— pour le déposant		
de communiquer avec l'administration chargée de l'examen	10.067	
de présenter des observations en cas de retrait de la date de dépôt international	6.012	
possibilité pour l'office désigné de demander la preuve du — à l'invention	5.086	
DROIT D'EXERCER		
— auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur	5.042	
— régi par la législation nationale appliquée par l'office ou l'organisation en question	11.002	
(les) conditions applicables au — des mandataires secondaires sont les mêmes que pour les mandataires	11.004	
(le) déposant peut être représenté pendant l'examen préliminaire par un mandataire ayant le — auprès de l'office récepteur ou de l'administration chargée de l'examen	10.020	
(un) mandataire peut être désigné pour la phase internationale s'il a le — auprès de l'office récepteur	11.002	
(un) mandataire peut être désigné pour les procédures auprès de l'administration chargée de la recherche ou de l'administration chargée de l'examen s'il a le — auprès de ces administrations	11.002	
Voir AGENT DE BREVETS, CONSEIL EN BREVETS, MANDATAIRE, REPRÉSENTATION		

DROIT DE DÉPOSER

- (une) demande internationale
 - (le) — est lié à la nationalité et au domicile 5.020, 11.025
 - (le) — ne donne pas automatiquement le droit de présenter une demande d'examen 10.001
- correction des indications de domicile ou de nationalité n'étayant pas le 6.036
- (le) déposant considéré comme étant le représentant commun est le déposant nommé en premier lieu dans la requête qui a le — auprès de l'office récepteur 5.048, 10.022, 11.006
- (l')existence du — (pour des raisons de nationalité ou de domicile) est une condition pour l'attribution d'une date de dépôt international auprès de l'office récepteur 6.005.i), 6.025.i)a)
- possibilité pour l'office désigné de demander des documents relatifs au — pendant la phase nationale 11.018B, phase nat.
- (le) déposant a le — des modifications en vertu de l'art. 34 auprès de l'administration chargée de l'examen 9.011, 10.024

Voir DROIT, DROIT D'EXERCER

DROIT DE PRÉSENTER

- (une) demande d'examen
 - (la) correction des indications relatives au domicile et à la nationalité ne confirme pas le 10.046
 - (la) demande d'examen est considérée comme n'ayant pas été présentée si le déposant n'a pas le 10.004
 - (le) droit de déposer une demande internationale ne donne pas automatiquement le 10.001
- remboursement de la taxe de traitement si le déposant n'avait pas le 10.043

DROIT DE PRIORITÉ

- définition 5.059

E**EFFETS**

- (de la) demande internationale 5.003
- donnés par le PCT à la référence à du matériel biologique ou à son dépôt 11.076
- (de l') examen préliminaire 10.002, 10.003
- juridiques de la publication internationale 9.024
- (du) rapport d'examen (chapitre II) au cours de la phase nationale 10.083
- (un) office désigné peut maintenir les — d'une demande internationale 6.056

ÉLECTION(S)

- (d')États désignés dans la demande d'examen préliminaire international 10.029
 - (de) tous les États éligibles 10.005
- retrait d'— : Voir RETRAIT

ÉLECTRONIQUE

Voir FORME(S), DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

ÉLÉMENT(S)

- (de la) demande internationale (liste) 5.010
- ordre des 5.011
- que doit au moins comporter une demande internationale pour l'attribution d'une date de dépôt international 6.005
- structurel essentiel de produits intermédiaires et finals 5.121, 5.122
- (l')absence de certains — de la demande internationale constitue une irrégularité influant sur la date du dépôt international 6.025
- indication dans le bordereau du nombre de feuilles de chaque — de la demande internationale 5.085

- langue des — de la demande internationale 5.013, 5.014, 6.006, 6.032-6.034

- omission d'— de la demande internationale 11.034

- selon Markush les variantes sont considérées comme ayant un caractère analogue si elles ont en commun un — structurel important 5.119

Voir MARKUSH (DOCTRINE MARKUSH)

ÉLÉMENTS NOUVEAUX

- (des) — peuvent faire l'objet d'observations dans une opinion écrite 10.064.iv)
- déclaration jointe au listage des séquences selon laquelle ce dernier n'inclut pas d'— 7.010
- introduction d'— dans les modifications effectuées pendant la phase internationale 10.070, 11.047
- (des) revendications modifiées ne doivent pas contenir d'— 9.009

Voir EXPOSÉ, MODIFICATIONS

EMPÊCHER

- comment — la publication internationale 9.023A, 11.049
- (des) raisons de défense nationale peuvent — la transmission de l'exemplaire original 6.010, 6.011, 6.058

ENREGISTREMENT DE CHANGEMENTS (relatifs au déposant, à l'inventeur, au mandataire, au représentant commun)

- généralités 11.018-11.022
- en cas de décès du déposant ou de l'inventeur 11.023-11.026
- indication du déposant dans la demande d'examen après l'— 10.018

ENTREPRISE D'ACHEMINEMENT

- (un) office national/une organisation intergouvernementale peut excuser le retard ou la perte du courrier en cas de recours à une — 11.064, annexe B

ERREUR(S)

- possibilité pour le déposant de présenter des commentaires sur des — contenues dans l'abrégé tel qu'il a été établi par l'administration chargée de la recherche 5.173
- possibilité pour le déposant de présenter des observations sur des — de traduction contenues dans le rapport d'examen (chapitre II) 10.079
- (l')utilisation de la feuille de calcul des taxes est pour l'administration chargée de l'examen un moyen de déceler des — 10.034
- (l')utilisation de la feuille de calcul des taxes est pour l'office récepteur un moyen de déceler des — 5.093

Voir ERREUR(S) ÉVIDENTE(S), RECTIFICATION

ERREUR(S) ÉVIDENTE(S)

- généralités 11.033-11.044
- rectification d'—
 - (la) — n'est pas considérée comme une modification 10.067
- autorisation de 11.038-11.042
- dans la description 5.110
- dans les dessins 5.161
- dans les revendications 5.126
- délais pour la 11.039
- effets pour les offices désignés et élus 11.044
- publication de 11.041
- refus de 11.043

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL

- (un) — dans un État contractant est considéré comme constituant domicile dans cet État 5.023

Voir DOMICILE, DOMICILIÉ

ÉTAT DE LA TECHNIQUE

- généralités 7.003, 7.004
- aux fins de l'examen préliminaire 10.058, 10.059

effet des demandes internationales en ce qui concerne l'— aux États-Unis d'Amérique	Chapitre nat. US
(les) revendications doivent comporter un préambule sur l'—	5.112
ÉTAT(S) CONTRACTANT(S)	
(les) — ont la faculté d'appliquer des mesures relatives à leur défense nationale	6.010
(l') adhésion de nouveaux — est publiée dans les <i>Notifications officielles (Gazette du PCT)</i>	1.005
(la) désignation d'un — au moins est une condition pour l'attribution d'une date de dépôt international	5.016, 6.005.iii)b), 6.025.i)c)
(les) États élus doivent être des — liés par le chapitre II	10.005, 10.029
excuse de l'inobservation de délais par les —	6.056
noms des — et codes à deux lettres correspondants	annexes A, K
ÉTAT(S) ÉLU(S)	
définition	5.004
(la) demande d'examen doit indiquer au moins un —	10.013
(le) retrait de l'élection après l'ouverture de la phase nationale est considéré dans l'— comme un retrait de la demande internationale pour cet État	11.061
(le) retrait de la désignation d'un — entraîne automatiquement le retrait de l'élection correspondante	11.050, 11.051
quels sont les États qui peuvent être des —	10.005, 10.029
seuls les déposants pour les — doivent être indiqués dans la demande d'examen	10.017
ÉTATS	
Voir ÉTAT(S) CONTRACTANT(S), ÉTATS DÉSIGNÉ(S), ÉTAT(S) ÉLU(S)	
ÉTATS DÉSIGNÉS	
identification des — en cas de pluralité de déposants	5.039
indication du nom des —	5.033
Voir DÉSIGNATION(S), OFFICES DÉSIGNÉS	
EURASIEN, BREVET	
Convention sur le —	
traité de brevet régional selon le PCT	2.002, 4.022, 4.025
effet d'une désignation aux fins d'un —	5.053
— Office eurasién des brevets	
(les) nationaux des États parties au PCT et à la Convention sur le brevet eurasién et qui y ont leur domicile peuvent généralement déposer une demande internationale auprès de l'— agissant en tant qu'office récepteur	5.008
voie Eurasie-PCT	4.022, 4.025
EUROPÉEN, BREVET	
— possible pour certains États seulement phase nat.	
— Convention sur le brevet européen	
traité de brevet régional selon le PCT	2.002, 4.022, 4.025, 5.052
extension des effets d'un — : Voir EXTENSION DES EFFETS D'UN BREVET EUROPÉEN	
Office européen des brevets	
(les) nationaux des États parties au PCT et à la Convention sur le brevet européen et qui y ont leur domicile peuvent généralement déposer une demande internationale auprès de l'— agissant en tant qu'office récepteur	5.008
Voir RÉGIONAL(E)	
voie Euro-PCT	4.022, 4.025, 4.026
EVIDENCE	
Voir ACTIVITÉ INVENTIVE	

EXAMEN

(les) offices désignés/élus ne peuvent procéder à l'— de la demande internationale avant l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité . . . 5.005

Voir ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL, EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EXAMEN DES CONDITIONS DE FORME

Voir BUREAU INTERNATIONAL, CONDITIONS MATÉRIELLES, PHASE INTERNATIONALE

EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

définition	10.001
généralités	3.003, 10.001-10.083
— différé	10.054
(l')— n'a pas à porter sur des revendications qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport de recherche	10.062
(l')— ne débute pas en principe avant que le rapport de recherche soit disponible	10.010, 10.051
absence d'unité de l'invention pendant l'— : Voir UNITÉ DE L'INVENTION	
accès au dossier de l'— : Voir ACCÈS	
avantages de l'—	10.083
caractère confidentiel de la procédure d'—	10.003
Voir ACCÈS, CONFIDENTIEL (CARACTÈRE CONFIDENTIEL)	
communication avec l'administration chargée de l'examen pendant l'—	10.067
conditions pour demander l'—	10.004
critères servant à l'—	10.001, 10.057-10.060
dans quelle mesure l'— est-il confidentiel	11.074
début de l'—	10.051-10.055
demande d'— : Voir DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	
dispositions applicables aux représentants communs durant la procédure d'—	10.022, 10.023
(le) document de priorité et une traduction de celui-ci demandés par l'administration chargée de l'examen pendant l'—	10.056
documents constituant la base de l'—	10.061
effets de l'—	4.016, 10.002, 10.003
langues admises pour l'—	10.001, 10.013, 10.025.ii), annexes C, E
listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés, conditions particulières à remplir pendant l'—	10.063
mandataire pendant l'—	10.020, 10.021, 10.023
Voir MANDATAIRE	
modifications apportées à la demande internationale pendant l'—	
	5.111, 5.127, 5.162, 9.011, 10.024-10.026, 10.028, 10.067-10.071
objet de l'—	10.057-10.060
opinion écrite pendant l'— : Voir OPINION(S) ÉCRITE(S)	
plus la demande d'examen préliminaire sera présentée tôt après la mise à disposition du rapport de recherche, plus le temps disponible pour l'— sera long	
	10.010
possibilité de différer le commencement de l'—	10.025
procédure "intégrée" (chevauchement de la recherche internationale et de l'—)	10.052
rapport d'— : Voir RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ (CHAPITRE II DU PCT)	
rôle du Bureau international durant la procédure d'—	
	9.001.v)

taxes d' — : Voir TAXE(S)

Voir ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE L'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL, RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EXCUSE

- (de l') absence de signature dans la demande internationale et dans d'autres documents 11.027
- (de l') inobservation de délais auprès de l'office récepteur 6.056
- (de la) perte ou du retard du courrier (par poste ou entreprise d'acheminement) 11.063, 11.064

Voir DÉLAI(S), RETARD

EXEMPLAIRE ORIGINAL (de la demande internationale)

- généralités 5.180, 5.181, 6.057, 6.058
- considéré comme exemplaire authentique de la demande internationale 6.057
- (l') — doit parvenir au Bureau international dans le délai prescrit 6.057
- contrôle de la bonne réception de l' — par le Bureau international 6.058
- faculté pour l'office récepteur de ne pas transmettre l' — pour des raisons de défense nationale 6.010
- Voir DÉFENSE NATIONALE
- notification de la réception de l' — au déposant, à l'administration chargée de la recherche, à l'office récepteur et aux offices désignés 9.002
- réception de l' — par le Bureau international 6.057, 6.058, 9.002
- réception par le déposant de la notification adressée par le Bureau international l'informant de la réception de l' — 9.003
- remboursement de la taxe internationale si la demande internationale est retirée avant la transmission de l' — 5.197

EXIGENCE(S)

- concernant
 - (l') abrégé 5.164-5.173
 - (l') adresse 5.027
 - (la) communication de la demande internationale aux offices désignés 9.028
 - (la) déclaration expliquant les modifications 9.007, 9.008
 - (la) demande d'examen 10.012, 10.013
 - (le) dépôt de matériel biologique 11.075-11.087, annexe L
 - (le) dépôt de la demande internationale et d'autres documents par télécopieur 6.003, 11.067-11.070, annexe B
 - (l') identification de la demande internationale dans la demande d'examen 10.014-10.016
 - (la) langue de la demande internationale 5.013, 5.014, 6.006, 6.032.v), 6.034
 - (les) lettres accompagnant les feuilles de remplacement 6.052, 9.005, 9.006
 - (les) listages des séquences 5.099, 5.100, 7.005-7.012, 10.063, 11.088, annexe D
 - (la) manière de rédiger la description 5.094-5.099
 - (les) pouvoirs 11.008
 - (les) revendications 5.112-5.127
 - (les) revendications de priorité 5.057-5.070, 6.038-6.044
 - (les) signes et la terminologie technique 5.176
 - (le) titre de l'invention 5.019
- (de) forme concernant la demande internationale : Voir FORME (CONDITIONS DE FORME)
- matérielles : Voir CONDITIONS MATÉRIELLES

- (des) offices désignés et des offices élus, généralités phase nat.
- (des) offices désignés et des offices élus concernant le matériel biologique annexe L
- (des) offices désignés et élus concernant les déclarations en vertu de la règle 4.17 5.080
- (des) offices récepteurs annexe C
- relative à l'existence d'une relation technique (doctrine Markush) 5.118
- (d') unité de l'invention 5.114-5.123, 7.015-7.021, 10.072, 10.073

(l') — en matière de désignation d'un mandataire est la même pour l'office récepteur et pour l'office national 5.046

(l') administration chargée de l'examen vérifie si la demande d'examen répond aux — de forme et de fond 10.044

publication dans les *Notifications officielles* (*Gazette du PCT*) des modifications des — des offices nationaux 1.005

EXPÉDITION

- de la demande internationale à l'office récepteur 6.003
- date d' — : Voir DÉLAI(S)

EXPLICATIONS

- concernant les conclusions de l'administration chargée de l'examen 10.075
- (le) rapport de recherche ne doit pas contenir d' — 7.024

EXPOSÉ

(l') abrégé doit comprendre un résumé de l' — de la description, des revendications et des dessins 5.164-5.169

Voir ABRÉGÉ

(les) indications détaillées requises pour l' — de l'invention dépendent de la pratique suivie par les offices nationaux 5.095

Voir DESCRIPTION

(les) modifications ne doivent pas aller au-delà de l' — figurant dans la demande internationale 9.009, 10.070, 11.047

Voir ÉLÉMENTS NOUVEAUX, MODIFICATIONS

EXPRESSIONS

— à ne pas utiliser dans la demande internationale 5.175

EXTENSION DES EFFETS D'UN BREVET EUROPÉEN

procédure d' — 4.026, 5.054

EXTENSION DES EFFETS DE LA DEMANDE INTERNATIONALE À UN ÉTAT SUCCESEUR

- généralités 11.089-11.093
- demandes internationales pouvant bénéficier d'une — 11.090
- effet d'une — 11.092
- notification informant le déposant de la possibilité d'obtenir une — 11.091

EXTENSION, TAXE D'

Voir TAXE(S)

F

FAX

Voir TÉLÉCOPIEUR

FEUILLE DE CALCUL DES TAXES

- annexée à la demande d'examen 10.034
- annexée à la demande de recherche supplémentaire 8.028
- annexée à la requête 5.093
- indication du choix de l'administration chargée de la recherche dans la — 5.093, 5.187, 7.002
- spécimen de — rempli annexes F, H

FEUILLE(S)

- annexe : Voir FORMULAIRE DE REQUÊTE
- de calcul des taxes : Voir FEUILLE DE CALCUL DES TAXES
- de remplacement annexée(s) au rapport d'examen (chapitre II) 10.076
- supplémentaire 5.085
- Voir FORMULAIRE DE REQUÊTE, REMPLACEMENT (FEUILLES DE REMPLACEMENT)
- (l') abrégé doit être présenté sur une — séparée 5.172
- dessins
 - présentation sur une ou plusieurs — séparées 5.131
 - regroupement sur une ou plusieurs — 5.134, 5.135
 - format des — 5.133
- indication dans le bordereau du nombre de — de chaque élément de la demande internationale 5.085
- marges des — : Voir MARGES
- (les) modifications relatives aux revendications (art. 19) doivent figurer sur des — de remplacement 9.005
- numérotation des — : Voir NUMÉROTATION
- omission de — 5.110, 5.126, 5.161, 11.034
- présentation des corrections sous forme de — de remplacement 6.052
- réception à des jours différents de — de la demande internationale 6.026
- référence du dossier : Voir RÉFÉRENCE DU DOSSIER
- (les) revendications doivent commencer sur une nouvelle — 5.124
- utilisation possible d'une — séparée pour les indications relatives au dépôt de matériel biologique 11.082

FIGURE(S)

- des dessins proposée pour accompagner l'abrégé 5.087, 5.170
- échelle des — des dessins 5.150, 5.151
- numérotation des — à l'intérieur des feuilles de dessins : Voir NUMÉROTATION
- présentation des — sur les feuilles de dessins 5.134-5.140
- apparaissant sur la page de couverture de la demande internationale publiée 9.016, 9.020
- Voir DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE
- Voir DESSINS

FORME(S)

- appropriée des listages des séquences à fournir à l'administration chargée de l'examen 7.012, 10.063
- et contenu :
 - abrégé 5.165-5.173
 - demande d'examen 10.012-10.034
 - description 5.094-5.111
 - dessins 5.128-5.162
 - Notifications officielles (Gazette du PCT) sous — électronique 1.005
 - requête 5.015-5.093
 - revendications 5.112-5.127
- Voir CONDITIONS MATÉRIELLES
- certaines — de protection en matière de propriété industrielle n'entrant pas dans le cadre des "inventions" ne peuvent faire l'objet d'une demande internationale 5.002

FORME, CONDITIONS DE

- applicables à la demande internationale 5.015-5.183
- Voir CONDITIONS MATÉRIELLES

FORME(S) ÉLECTRONIQUE(S)

- (l') administration chargée de l'examen peut exiger du déposant un listage des séquences sous une — 10.063, 11.088

- (l') administration chargée de la recherche n'est pas tenue d'effectuer la recherche si le listage des séquences n'est pas sous une — 7.013
- (l') administration chargée de la recherche peut exiger un listage des séquences sous une — 7.006, 11.088
- listage des séquences accepté sous une — 5.100, 5.103, 5.104, 7.005-7.009, annexe C, annexe C des instructions administratives
- (un) office désigné peut exiger un listage des séquences sous une — 7.012
- recommandation au déposant de fournir à l'office récepteur en même temps que la demande internationale un listage des séquences sous une — 5.099, 5.100
- taxes lorsque les listages des séquences sont sous une — 5.101
- Voir LISTAGE(S) DES SÉQUENCES

FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

- généralités 10.012
- sous forme d'imprimé d'ordinateur 10.012
- cadre n° I : Identification de la demande internationale 10.014-10.016
- cadre n° II : Déposant(s) 10.017, 10.018
- cadre n° III : Mandataire ou représentant commun; ou adresse pour la correspondance 10.019-10.023
- cadre n° IV : Base de l'examen préliminaire international 10.024-10.028
- cadre n° V : Élection d'États 10.029
- cadre n° VI : Bordereau 10.030
- cadre n° VII : Signature du déposant, du mandataire ou du représentant commun 10.031, 10.032
- feuille de calcul des taxes (annexe du —) 10.034
- notes relatives au — 10.033
- notes relatives à la feuille de calcul des taxes 10.034

FORMULAIRE DE REQUÊTE

- généralités 5.015-5.093
- sous la forme d'un imprimé d'ordinateur 5.015
- cadre n° I : Titre de l'invention 5.019
- cadres n°s II et III : Déposants; inventeurs 5.020-5.039
- cadre n° IV : Mandataire ou représentant commun; ou adresse pour la correspondance 5.041-5.051
- cadre n° V : Désignation d'États 5.052-5.055
- cadre n° VI : Revendication de priorité 5.057-5.071
- cadre n° VII : Administration chargée de la recherche internationale 5.072, 5.073, 5.198
- cadre n° VIII : Déclarations 5.074-5.083
- cadre n° IX : Bordereau; langue de dépôt 5.084-5.087
- cadre n° X : Signature du déposant ou du mandataire 5.088-5.091
- cadre supplémentaire 5.038, 5.039, 5.055, 5.056, 5.085
- feuille annexe 5.085
- feuille supplémentaire 5.085
- feuille de calcul des taxes (annexe du —) 5.093
- indication de la référence au dépôt d'un matériel biologique nécessaire dans le bordereau du — 11.082
- indication de la référence du dossier recommandée sur la première feuille du — 5.017, 11.071
- notes relatives au — 5.092

FORMULAIRE(S)

- concernant des indications relatives à un micro-organisme ou autre matériel biologique déposé 11.082
- concernant l'entrée dans la phase nationale phase nat.

- (de) demande d'examen : Voir FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
- (de) demande de recherche supplémentaire 8.006-8.028
- produits par ordinateur :
Voir MODE DE PRÉSENTATION
- (de) requête : Voir FORMULAIRE DE REQUÊTE
- exemplaires de — imprimés disponibles auprès de l'office récepteur et du Bureau international 5.015, 10.012

FORMULE(S)

- chimique caractéristique à faire figurer dans l'abrégé 5.165, 5.168
- comment doit-on placer les — sur les feuilles 5.135
- représentation d'une — chimique ou mathématique . . . 5.107, 5.108

FRAIS

- pour la remise de copies de documents contenus dans le dossier de la demande internationale 9.025-9.027, 11.073

G**GAZETTE DU PCT**

- Voir NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)
- généralités 1.005

GUIDE DU DÉPOSANT DU PCT

- disponible sur l'Internet 1.001
- contenu du — 1.001
- service de mise à jour électronique du — 1.001

H**HOMME DU MÉTIER**

- normes pour l' — concernant :
 - (l') activité inventive 10.059
 - (la) divulgation de matériel biologique 11.075
 - (l') exposé de l'invention dans la description 5.094, 5.095

I**IDENTIFICATION**

- (de la) demande internationale dans la demande d'examen 10.014
- (du) déposant dans la requête 5.024
- (du) déposant et de la demande internationale dans la demande de recherche supplémentaire 8.013-8.017
- (des) États désignés dans le cas de plusieurs déposants 5.039
- (de l') inventeur dans la requête 5.035, 5.036

INCORPORATION PAR RENVOI D'ÉLÉMENTS OU DE PARTIES MANQUANT(E)S OU D'ÉLÉMENTS OU DE PARTIES CORRECT(E)S DANS LE CONTEXTE D'ÉLÉMENTS OU DE PARTIES INDUMENT DÉPOSÉ(E)S

Voir IRRÉGULARITÉS

INDICATION(S)

- concernant le matériel biologique :
Voir MATÉRIEL BIOLOGIQUE
- exigées dans la demande d'examen :
Voir DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
- exigées dans la demande internationale :
Voir DEMANDE INTERNATIONALE
- exigées dans la requête :
Voir FORMULAIRE DE REQUÊTE

INSCRIPTION

- (du) déposant auprès de l'office récepteur 5.024
- (du) mandataire auprès de l'office récepteur 5.043

INSPECTION

Voir ACCÈS

INSTITUTION(S) DE DÉPÔT

- pour le matériel biologique annexe L
- choix de l' — 11.083, 11.084
- Voir MATÉRIEL BIOLOGIQUE

INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES

- généralités 1.008
- Voir INDEX DES DISPOSITIONS : Instructions administratives

INTÉGRÉ(E)

- procédure — (chevauchement partiel de la recherche internationale et de l'examen préliminaire) 10.052
- Voir EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL, RECHERCHE INTERNATIONALE

INTERNET

- Actes de la Conférence diplomatique de Washington sur l' — 1.007
- demande internationale publiée sur l' — 9.020
- Directives sur l' — 1.008
- formulaire sur l' — 5.015, 10.012
- Guide du déposant du PCT sur l' — 1.001
- indication de l'adresse — 5.008, 10.017, 10.021
- Instructions administratives du PCT sur l' — 1.008
- Notifications officielles (Gazette du PCT) sur l' — . . . 9.022
- PCT Newsletter publiée sur l' — 1.006

INVENTEUR(S)

- généralités 5.020-5.039
- (l') — qui n'est pas aussi déposant n'est pas indiqué dans la demande d'examen 10.017
- (les) — peuvent être différents pour des États désignés différents 5.038
- case "inventeur seulement" (cadre n° III de la requête) 5.036, 5.039
- changements relatifs à la personne de l' — :
Voir CHANGEMENT(S)
- décès de l' — : Voir DÉCÈS
- identification de l' — 5.035-5.037
- indication de nationalité (ou de domicile) inutile pour l' —, à moins qu'il ne soit aussi déposant 5.037
- indication du nom et de l'adresse de l' — recommandée dans la requête 5.036
- (une) société ou autre personne morale ne peut pas être l' — 5.024
- Voir DÉPOSANT/INVENTEUR

INVENTION PRINCIPALE

- aux fins de la recherche 7.018, 10.064-10.073

Voir UNITÉ DE L'INVENTION

INVENTION(S)

- microbiologiques : Voir MATÉRIEL BIOLOGIQUE
- (la) description doit exposer l' — de manière claire et complète 5.094-5.097
- dessins à inclure dans la demande internationale s'ils sont nécessaires à l'intelligence de l' — 5.010, 5.128-5.163
- (l') objet de la demande internationale doit être la protection d'une — 5.002
- (le) rapport d'examen (chapitre II) ne peut donner un avis sur la brevetabilité de l' — 10.077
- (le) rapport de recherche contient le classement de l'objet de l' — 7.024
- titre de l' — : Voir TITRE(S)
- une preuve du droit à l' — peut être requise par les offices désignés 5.086
- unité de l' — : Voir UNITÉ DE L'INVENTION

INVITATION

- de la part de l'administration chargée de l'examen

(1^{er} juillet 2020)

à corriger les irrégularités dans la demande d'examen	10.044, 10.047, 10.048
à fournir un listing des séquences	7.005-7.012, 10.063, 11.088
à présenter	
(les) modifications indiquées dans la demande d'examen	10.055
(une) réponse écrite à la suite d'une opinion écrite	10.066
(une) traduction d'un document de priorité	10.056
en cas d'absence d'unité de l'invention	10.072
— de la part de l'administration chargée de la recherche à fournir un listing des séquences	5.099, 5.100, 7.005-7.012, 11.088
à payer des taxes de recherche additionnelles en cas d'absence d'unité de l'invention	7.016-7.018, 7.020
— de la part de l'office récepteur	
à corriger des irrégularités	
en vertu de l'art. 11	6.025
en vertu de l'art. 14	6.032
— selon l'art. 11 considérée comme — selon l'art. 14	6.036
à faire des corrections	6.001.iii)
à fournir un abrégé manquant ou défectueux	5.173
à payer la taxe de remise tardive de la traduction	6.015
à remettre la traduction requise	6.015
procédure d'— prévue par la règle 16bis relative au paiement des taxes	5.193-5.196
réception de feuilles supplémentaires suite à une —	6.026
IRRÉGULARITÉ(S)	
— ayant une influence sur la date du dépôt international	6.012, 6.025, 6.026
— constatée(s) par une administration autre que l'office récepteur	6.051
— dans l'abrégé	5.173, 7.022
— dans la demande d'examen	10.047-10.050
Voir DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	
— dans la revendication de priorité	6.038-6.044
— incorporation par renvoi d'éléments ou de parties manquant(e)s ou d'éléments ou de parties correct(e)s dans le contexte d'éléments ou de parties indument déposé(e)s	6.012, 6.024-6.031
— n'ayant pas d'influence sur la date du dépôt international	6.032
— quant à la forme ou au contenu de la demande internationale, constatée(s) par l'administration chargée de l'examen	10.064, 10.065
correction d'— dans la demande internationale	
généralités	6.024-6.056

J**JOUR(S)**

— chômé(s)	11.062
------------	--------

L**LANGUE(S)**

— admises pour	
(le) dépôt d'une demande internationale auprès de l'office récepteur	5.013, 6.013-6.023, 6.034, annexe C
(l')examen effectué par l'administration chargée de l'examen	annexe E

(la) recherche effectuée par l'administration chargée de la recherche	annexe D
(la) recherche effectuée par l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire	annexe SISA
— (de) communication avec les offices désignés	9.028
— (d'une) déclaration accompagnant des modifications	9.007
— (de la) demande d'examen	10.013
— (de la) requête	5.013, 6.019
— (du) document de priorité	10.056
— (des) lettres et documents soumis au cours de la procédure internationale	11.066
— (des) modifications	
selon l'art. 19	9.004
selon l'art. 34	10.055, 10.071
— (de) publication	
(des) demandes internationales	5.013, 9.017-9.019
(des) <i>Notifications officielles (Gazette du PCT)</i>	9.020
— (du) rapport d'examen (chapitre II)	10.078
(la) — a une incidence sur la compétence de	
l'administration chargée de l'examen	10.006-10.009
l'administration chargée de la recherche	7.002
exigences en matière de — pour certains éléments de la demande internationale	6.006
indication de la — de dépôt	
dans la requête	5.087
dans la demande d'examen	10.025.ii)
non-respect de conditions de — dans la demande d'examen	10.047-10.050
prescription de — : condition de l'attribution d'une date de dépôt international à une demande internationale	6.005, 6.006, 6.025.i), 6.032.vi)
procédure si la demande internationale est déposée dans une — autre qu'une langue de publication	9.018
Voir TRADUCTION(S)	

LETTRE(S)

— accompagnant des feuilles de remplacement contenant des modifications	9.004-9.010, 10.053, 10.055, 10.071, 10.076
— accompagnant la correction d'irrégularités	6.052
— composant la référence du dossier	11.071
— majuscules	
hauteur minimale	5.106
utilisation pour les patronymes dans la requête	5.025, 5.026
codes à deux — : Voir CODE(S) À DEUX LETTRES	
(une) feuille facultative (indications relatives à du matériel biologique) fournie ultérieurement au Bureau international doit être accompagnée d'une —	11.082
règles régissant le dépôt de — et de documents	11.063, 11.064, 11.066-11.071
retard d'une —	11.063, 11.064

LIBELLE STANDARD

— dans les déclarations en vertu de la règle 4.17	5.075, 5.076, 5.078, 6.046
---	----------------------------

LIGNE(S)

— dans les dessins	5.143-5.145
citations dans le rapport de recherche des numéros de — où figurent les références	7.024
numérotation des —	5.106

LIMITER

invitation par l'administration chargée de l'examen à — les revendications	10.072, 10.073
Voir REVENDECATIONS	

LISTAGE(S) DES SÉQUENCES

généralités	5.012, 5.084, 5.099-5.104, 7.005-7.012, 10.063, 11.088
(un) — fourni à l'administration chargée de la recherche ne fait pas partie de la demande internationale	7.011
Voir DEMANDE INTERNATIONALE	
(la) description doit contenir un — conforme à la norme figurant dans l'annexe C des instructions administratives	5.099-5.100, 7.005-7.012, 10.063, 11.088
exigences applicables aux — divulgués dans la demande internationale	5.099-5.104, 7.005, 7.012, 10.063, phase nat. 6.033, chaps. nationaux
format des — accepté par	
l'office désigné	7.005, 7.012, 10.063
l'administration chargée de l'examen	10.063, 10.064.vii)
l'administration chargée de la recherche	7.006, 7.007
l'office récepteur	5.102-5.105
forme électronique pour un —	5.100, 7.007- 7.009, 7.012, 10.063, 11.088
formulation d'observations dans l'opinion écrite si le — ne se présente pas sous la forme prescrite . . .	10.064.vii)
fourniture d'un — aux fins de la recherche internationale supplémentaire	8.038
logiciels pour la préparation des —	5.104
numérotation du —	5.012
taxes pour les —	5.101, 5.184
texte libre du —	5.099
(la) traduction d'un — n'est pas exigée	6.014, 6.020
Voir (FORME(S) ÉLECTRONIQUE(S))	

M**MANDATAIRE**

généralités	5.041-5.047, 10.021, 11.001- 11.014
— commun	
généralités	11.003
correspondance adressée au	5.034, 11.016
— inscrit auprès de l'office récepteur	5.043
— secondaire	5.045, 11.004
désignation d'un —	5.042, 5.046, 11.001-11.004, 11.007, 11.009
Voir POUVOIR	
désignation d'un — pendant la phase nationale	3.004, phase nat.
enregistrement de changements relatifs au —	11.018
exigence d'un — par	
(les) offices désignés	phase nat.
(les) offices récepteurs	annexe C
il est conseillé de consulter un —	1.004, 5.041
(un) même — n'est pas exigé pour tous les déposants	11.003
renonciation d'un — à sa désignation	10.023, 11.014
représentation par un — auprès	
(de l')administration chargée de l'examen	10.020, 10.021, 11.001, 11.002
(de l')administration chargée de la recherche	11.001, 11.002
(de l')administration indiquée pour la recherche supplémentaire	11.001, 11.002, 8.018-8.020

(des) administrations internationales	5.041, 5.042
(du) Bureau international	5.041, 5.042, 11.002
(de l')office récepteur	11.001, annexe C
révocation de la désignation d'un —	5.045, 11.011-11.013
signature du — dans la demande internationale	5.089
situation juridique d'un —	11.010
Voir AGENT DE BREVETS, CONSEIL EN BREVETS, REPRÉSENTANT COMMUN, REPRÉSENTATION	

MANDATAIRE COMMUN

Voir MANDATAIRE

MANDATAIRE SECONDAIRE

désignation d'un —	5.045, 11.004
révocation de la désignation d'un —	11.011
Voir MANDATAIRE	

MARGES

— minimales des feuilles dans la demande internationale	5.105, 5.133, 5.159
--	------------------------

MARKUSH, DOCTRINE

généralités	5.115.ii), 5.118-5.120
-----------------------	---------------------------

Voir UNITÉ DE L'INVENTION

MATÉRIEL BIOLOGIQUE

généralités	11.075-11.087, annexe L
échantillon du — accessible	
à des tiers	11.086
à l'administration chargée de la recherche/ administration chargée de l'examen	11.085
aux experts	11.087
exigences au niveau national concernant du —	annexes B, L
institutions de dépôt pour du —	11.083, 11.084
numéro d'ordre du dépôt du —	11.078.iii)
référence à du — déposé	
définition	11.075
contenu d'une — fournie dans la demande internationale	11.075, 11.078, 11.079
effet d'une	11.076
fournie indépendamment de la description, sera publiée dans la demande internationale publiée . .	11.075
indications	
à donner sur formulaire vierge (formulaire PCT/RO/134)	11.082
au sujet du matériel biologique proprement dit .	11.079, annexe L
délais pour fournir les	11.080, 11.081, annexe L
exigées dans la référence relative au dépôt	11.078, annexe L
fournies après la description	11.082
peut être faite aux fins de tous les États désignés ou de certains seulement	11.077

MEILLEURE MANIÈRE (de réaliser l'invention)

généralités	5.096
-----------------------	-------

MICRO-ORGANISME

Voir MATÉRIEL BIOLOGIQUE

MODE DE PRÉSENTATION

— spécifique sur disquette d'ordinateur exigé pour les listages des séquences	7.006-7.009
— spécifique exigé pour les listages des séquences par les offices désignés	7.012
— (des) formulaires produits par ordinateur	5.015
Voir LISTAGE(S) DES SÉQUENCES	

MODÈLE OU DESSIN

- purement ornemental n'entre pas dans le cadre du PCT 5.002

MODIFICATION PHYSIQUE OU CHIMIQUE

Voir PRODUITS INTERMÉDIAIRES ET FINALS

MODIFICATIONS

- accès aux — par des tiers 11.073, 11.074
 - généralités 11.045-11.047
 - (de la) description au cours de la phase internationale 5.111
 - (des) dessins au cours de la phase internationale 5.162
 - en vertu de l'art. 19 (des revendications uniquement)
 - généralités 9.004-9.011, 11.045
 - base pour 9.006, 9.006A, 9.009A
 - déclaration accompagnant les 9.007, 9.008
 - déposées avec la demande d'examen 9.010, 10.024-10.027, 10.053, 10.054
 - forme des 9.005
 - langue des 9.004
 - nécessité d'une lettre accompagnant les 9.005-9.006A, 9.009A, 9.010
 - raisons éventuelles pour effectuer des 9.011
 - en vertu de l'art. 34 (des revendications, de la description, des dessins)
 - généralités 10.024-10.028, 10.061, 10.067-10.071, 11.045
 - base pour 9.006, 9.006A, 10.071
 - déposées avec la demande d'examen 10.024-10.027, 10.055
 - forme des 10.071
 - langue des 10.055, 10.071
 - nécessité d'une lettre accompagnant les 10.071, 10.076, 11.047A
 - mentionnées dans le rapport d'examen (chapitre II) 10.076
 - introduction d'éléments nouveaux dans les — : Voir ÉLÉMENTS NOUVEAUX
 - prises en considération durant la recherche internationale supplémentaire 8.040
 - traduction des : Voir ANNEXES
- Voir CHANGEMENT(S), CORRECTION, RECTIFICATION

MOIS

Voir DÉLAI(S)

MONNAIE

- de paiement des taxes destinées à l'administration chargée de l'examen 10.038
 - de paiement des taxes destinées à l'office récepteur 5.186
 - de paiement des taxes pour la recherche supplémentaire destinées au Bureau international 8.031
 - irrégularités relatives à la —
 - taxes destinées à l'administration chargée de l'examen non payées dans la monnaie prescrite 10.047.ii), iii)
 - taxes destinées à l'office récepteur non payées dans la monnaie prescrite 5.195
- Voir TAXE(S)

MOTS

Voir TEXTES

N**NATIONAL**

- pour déposer une demande internationale, l'un des déposants doit être domicilié dans un État contractant ou être le — d'un tel État 5.008, 5.020, 5.031, 5.032
 - pour présenter une demande d'examen, l'un des déposants doit être domicilié dans un État contractant lié par le chapitre II ou être le — d'un tel État 10.004, 10.017
 - (le) représentant commun doit être domicilié dans un État contractant ou être le — de cet État 11.005
- Voir DOMICILE, DOMICILIÉ, NATIONALITÉ

NATIONALITÉ

- choix de l'office récepteur en fonction de la — du déposant 5.009
- condition de — pour l'attribution d'une date de dépôt international 6.005.i)
- correction des indications de — 6.036
- (le) défaut manifeste de — ouvrant droit au dépôt a une incidence sur la date du dépôt international 6.025.a)i)
- détermination de la — 5.023
- indication nécessaire de la —
 - (du) déposant dans la demande d'examen 10.017
 - (du) déposant dans la requête 5.024, 5.031, 5.032
- irrégularités concernant l'indication de la —
 - (les) — n'influent pas sur la date du dépôt international 6.032.ii)
 - dans la demande d'examen 10.046
- (la) question de la — du déposant dans une demande internationale déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur se pose auprès de l'administration chargée de l'examen 10.017
- du Bureau international 5.023

Voir DOMICILE, DROIT DE DÉPOSER, NATIONAL

NEWSLETTER (PCT)

Voir PCT NEWSLETTER

NOM(S)

- (du) déposant
 - à indiquer dans la demande d'examen 10.017
 - à indiquer dans la requête 5.024-5.026
 - (l') indication du — est l'une des exigences minimales pour l'attribution d'une date de dépôt international 6.005.iii)c)
- Voir DATE DE/DU DÉPÔT INTERNATIONAL
- (du) déposant mentionné en premier lieu dans la requête 5.034, 5.048, 5.051, 10.022, 11.006
- en caractères autres que latins 5.178
- (des) États dans les indications relatives à la nationalité ou au domicile 5.031-5.033
- (des) États désignés qui n'ont pas été élus 10.003
- (de l')institution de dépôt à indiquer dans la référence au matériel biologique 11.078.i)
- (de l')inventeur 5.035-5.038
- (du) mandataire dans la requête ou dans le pouvoir 5.043-5.047
- (de l')office récepteur à indiquer dans la demande d'examen si le numéro de la demande internationale n'est pas connu 10.014
- (d'une) personne morale 5.026, 6.005.iii)c)
- (du) signataire de la demande internationale à indiquer à côté de la signature 5.090
- changement relatif au — du déposant 10.018, 11.018

NOMBRE

- (d')exemplaires requis au moment du dépôt de la demande internationale 5.179-5.183, annexe C

— (de) feuilles de chaque élément de la demande internationale à indiquer sur le bordereau de la requête	5.085
NOMS DE PAYS ET CODES À DEUX LETTRES CORRESPONDANTS	
généralités	annexes A, K
NON ÉVIDENCE	
Voir ACTIVITÉ INVENTIVE	
NORME	
— ST.3 (codes à deux lettres acceptés pour désigner les pays, territoires et organisations intergouvernementales)	5.033, annexe K
— pour le dépôt électronique de la demande internationale	5.189, annexe F des instructions administratives
— pour les listages des séquences dans l'annexe C des instructions administratives	5.099, 5.104, 6.014, 7.005, 7.006, 7.010, 7.012, 10.063, 11.088
NOTES (relatives aux formulaires PCT)	
— (de la) demande de recherche supplémentaire	8.027
— (du) formulaire de demande d'examen/de la feuille de calcul des taxes	10.033, 10.034
— (du) formulaire de requête/de la feuille de calcul des taxes	5.092, 5.093
(les) — du formulaire PCT/ISA/220 donnent des exemples illustrant la manière d'expliquer les modifications	9.006
NOTIFICATION(S)	
— autorisant la rectification d'une erreur	11.039
— envoyée par le Bureau international	
s'il a reçu le document de priorité	5.070D
s'il a reçu l'exemplaire original	9.002, 9.003
s'il n'a pas reçu l'exemplaire original	6.058
— par courrier électronique	5.028, 5.029
(la) — selon laquelle une administration peut demander des échantillons du matériel biologique est envoyée au Bureau international	11.085
(les) — seront envoyées au déposant nommé en premier lieu dans la requête si aucun mandataire ou représentant commun n'a été désigné	5.034
calcul des délais à compter de la date de —	11.062
copie préalable des —	5.028, 5.029
renonciation à une désignation du mandataire ou du représentant commun faite au moyen d'une — signée par l'un ou l'autre	11.014
— sur papier	5.028, 5.029
NOTIFICATION(S) OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)	
généralités	1.005
publication dans les —	
(de l')extension de la demande internationale à un État successeur	11.091, 11.092
(des) indications concernant le dépôt du matériel biologique et institutions de dépôt —	11.078-11.080, 11.083, 11.084
(des) informations régulières sur les délais applicables	4.016
(des) jours chômés pour le Bureau international	11.062
(des) renonciations à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit être fourni	5.044, 11.008
(des) renonciations à l'exigence selon laquelle une copie du pouvoir distinct doit être fourni	11.009
(des) requêtes des offices élus au Bureau international afin qu'il livre des copies du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II)	11.074
Voir PUBLICATION INTERNATIONALE, DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE	

NOUVEAUTÉ

— : l'un des critères de l'examen préliminaire	10.001, 10.057
(l')absence de — fait l'objet d'observations dans l'opinion écrite	10.064.ii, iii)
déclaration et observations dans le rapport d'examen (chapitre II) concernant la —	10.075
définition de — (aux fins de l'examen préliminaire)	10.058
déclaration relative à des exceptions au défaut de —	5.075
(l')état de la technique pertinent aide à déterminer si l'invention dont la protection est demandée présente un élément de —	7.003
Voir APPLICATION INDUSTRIELLE, ACTIVITÉ INVENTIVE	

NOUVEAUX ÉLÉMENTS

Voir ÉLÉMENTS NOUVEAUX

NUCLÉOTIDES, LISTAGE(S) DES SÉQUENCES DE

Voir LISTAGE(S) DES SÉQUENCES

NUMÉRO(S)

— (de la) demande internationale	6.011, 6.058, 10.014
— (de la) demande qui a fait l'objet d'une recherche antérieure	5.073
— (de la) figure à publier avec l'abrégé	5.087
— (de) ligne : Voir LIGNE(S), NUMÉROTATION	
— (de la) maison dans l'adresse	5.027
— (d')ordre attribué au dépôt du matériel biologique	11.078.iii)
— (de) page : Voir NUMÉROTATION	
— (de) publication internationale	9.015, 9.021
— (de la) revendication de priorité	5.057, 6.038-6.040
— (de) télécopieur	5.028, 10.017
— (de) téléphone	5.008, 5.028, 10.017
mode de présentation des dates indiquées en —	5.061

NUMÉROTATION

— (des) dessins dans la demande internationale	5.012, 5.140-5.142
— (des) feuilles de la demande internationale	5.012, 5.106
— (des) lignes	5.106
— (des) modifications relatives aux revendications	9.005
— (des) pages	5.106
— (de la) partie de la description réservée au listage des séquences	5.012
— (des) supports électroniques (listages des séquences)	7.009
dispositions concernant la — des revendications	5.112

O**OAPI**

Voir ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

OBJET

— à l'égard duquel	
(l')administration chargée de l'examen n'est pas tenue d'effectuer un examen	10.064.i)
(l')administration chargée de la recherche n'est pas tenue d'effectuer une recherche	7.013
— (du) bordereau	
(de la) demande d'examen	10.030
(de la) requête	5.084-5.087
— (d'une) demande internationale	5.002
— (de la) désignation de mandataires	11.001
— (de l')examen préliminaire	10.057
— (de l')exigence d'unité de l'invention	7.015

— (de l')indication de la base de l'examen préliminaire	10.025	(le) dépôt de documents par télégraphe, téléimprimeur ou télécopieur est soumis à l'autorisation de chaque —	11.067, 11.068, annexe B
— (de la) recherche internationale	7.003	(un) État élu peut exiger une traduction en anglais du rapport d'examen (chapitre II) si ce dernier n'est pas dans la langue officielle de l'—	10.078
— (de la) recherche internationale supplémentaire	8.002	(un) mandataire désigné pendant la phase internationale n'est pas automatiquement considéré comme mandataire par l'— pendant la phase nationale	11.001
OBSERVATIONS PAR LES TIERS		(un) office désigné peut considérer comme retirées les parties de la demande internationale qui n'ont pas fait l'objet d'une recherche, à moins qu'une taxe spéciale ne soit payée à l'—	7.021
généralités	11.109	(les) prescriptions relatives à l'exposé de l'invention dépendent de la pratique de l'—	5.095
— anonymes	11.112	OFFICE(S) RÉCEPTEUR(S)	
— prises en compte par les administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen international	11.117	définition	5.008
comment présenter les —	11.111	(l')— indique les administrations chargées de la recherche qui sont compétentes	7.002
commentaires pour répondre à des —	11.114	Bureau international agissant en tant qu'— : Voir BUREAU INTERNATIONAL AGISSANT EN TANT QU'OFFICE RÉCEPTEUR	
délai pour la présentation d'—	11.110	choix de l'—	5.009
langues des —	11.113	compétence de l'—	5.008
publication des —	11.114	copie de la demande internationale pour l'—	5.180, 5.181
restrictions concernant les —	11.115	(la) demande internationale est traitée comme confidentielle par l'—	6.004
traitement des —	11.116	déposant inscrit auprès de l'—	5.024
OFFICE		dépôt auprès d'un — non compétent	6.035
Voir OFFICE DÉSIGNÉ, OFFICE ÉLU, OFFICE(S) NATION(AL)(AUX), OFFICE(S) RÉCEPTEUR(S), RÉGIONAL(E)		étapes de la procédure au sein de l'—	6.001
OFFICE DÉSIGNÉ		liste des —	annexe C
— peut exiger des documents ou preuves supplémentaires dans le cas de déclarations déposées en vertu de la règle 4.17.v)	5.075	mandataire inscrit auprès de l'—	5.043
aucun — ne peut normalement traiter ni examiner la demande internationale avant l'expiration d'un délai de 30 mois à partir de la date de priorité	5.005	(l')Office des brevets et des marques des États-Unis agissant en tant qu'— n'applique pas l'instruction administrative 329 (correction des indications de nationalité et de domicile)	6.036
communication à l'— de la copie de la demande internationale	9.028, 9.029	prorogation de délais par l'—	6.037
exigences de l'— pour les listages des séquences	7.005, 7.012, Phase nat. 6.033	refus de l'— de traiter la demande internationale pour des raisons de défense nationale	6.010
information se rapportant à chaque —	Phase nat.	représentation devant l'—	5.041-5.046
notification à l'— de la réception de l'exemplaire original par le Bureau international	9.002	traitement de la demande internationale par l'—	6.001
révision par l'— de décisions de l'office récepteur	6.054-6.056	OFFICIEL(LE)(S)	
transmission à l'— du rapport d'examen (chapitre I) par le Bureau international	9.001.iv)	désignation — pour la nomination d'une personne morale	5.026
Voir DÉSIGNATION(S), ÉTATS DÉSIGNÉS		<i>Journal</i> — de l'Office européen des Brevets	5.054
OFFICE ÉLU		langue — d'un État élu	10.078
accès au rapport d'examen (chapitre II)	9.027	textes —	1.003
notification de dépôt d'une demande d'examen (chapitre II) à l'—	9.001.vii)	Voir LANGUAGE(S)	
notification de son élection à l'—	10.045	OMISSION	
possibilité pour l'— d'exiger une traduction anglaise du rapport d'examen (chapitre II) et de ses annexes	9.001.vii), 10.078	— considérée comme une modification de la demande internationale	10.067
(le) rapport d'examen (chapitre II) n'a pas un caractère obligatoire pour l'—	10.083	— (d'une) feuille	
transmission à l'— du rapport d'examen (chapitre II) par le Bureau international	9.001.vii), 10.003, 10.079, 10.080, 11.072	(de) certains renseignements de la publication internationale.	9.016A, 11.073A
transmission de la traduction du rapport d'examen (chapitre II) à l'—	10.078	(de la) description	5.110
OFFICE(S) NATIONAL (AUX) (de brevets)		(des) dessins	5.161
(l')— tranche les questions de domicile ou de nationalité lorsque la demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur	5.023, 10.017	(des) revendications	5.126
aucun — jusqu'ici n'a demandé une communication anticipée de la demande internationale	9.029	(l')— d'éléments entiers ou de feuilles entières ne peut être rectifiée	11.034
avantage du PCT en ce qui concerne le dépôt auprès de l'— agissant en tant qu'office récepteur	4.023	OPINION	
certaines — excusent le retard ou la perte du courrier lorsque l'acheminement est confié à des entreprises d'acheminement	11.064	(le) rapport de recherche ne doit contenir aucune manifestation d'—	7.024
(la) demande internationale est généralement déposée auprès de l'— du déposant	4.010	Voir EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL, OPINION(S) ÉCRITE(S)	
		OPINION(S) ÉCRITE(S)	
		définition	10.066
		— de l'administration chargée de la recherche internationale	7.027-7.032

(l')— contient des notifications/observations/avis de l'administration chargée de l'examen	10.064, 10.065, 10.070, 11.047
(l')— précise les revendications n'ayant pas fait l'objet d'un rapport de recherche	10.062
absence d'— si l'administration chargée de l'examen n'a pas d'observations à formuler	10.066
modifications ou arguments pris en considération pour l'—	10.028, 10.061, 10.068
réponse du déposant à l'—	10.067-10.069
une ou plusieurs —	10.066, 10.067
Voir EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	
ORDONNANCE	
— (d')un tribunal demandant l'accès au dossier	11.072
ORDRE	
— (de) chaque élément de la date	5.061
— (des) éléments	
(de la) demande internationale	5.011
(de la) description	5.094
— public	5.175
(les) figures doivent être numérotées dans l'— où elles apparaissent	5.141, 5.142
ORDRE PUBLIC	
Voir BONNES MOEURS ET ORDRE PUBLIC	
ORGANISATION	
Voir ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, ORGANISATION REGIONALE AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES	
ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OAPI)	
(l')Accord de l'— est un traité de brevet régional selon le PCT	2.002, 4.022, 4.025
désignation aux fins de l'obtention d'un brevet —	5.052, 5.053
effet d'une désignation aux fins d'un brevet —	5.053
voie OAPI-PCT	4.022, 4.025
Voir ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES, RÉGIONAL(E)	
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)	
Revendication de priorité dans une demande internationale d'une ou de plusieurs demandes antérieures déposées dans ou pour un membre de l'— qui n'est pas partie à la Convention de Paris	
	5.057-5.060
ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (ARIPO)	
désignation aux fins de l'obtention d'un brevet —	5.052, 5.053
indications pour une revendication de priorité —	5.057
Office de l'— agissant en tant qu'office récepteur	
(les) personnes ressortissantes d'États parties au PCT et au Protocole de Harare (ARIPO) et domiciliées dans ces États peuvent, en règle générale, déposer une demande internationale auprès de l'—	5.008
(le) Protocole de Harare (ARIPO) est un traité de brevet régional selon le PCT	2.002, 4.022, 4.025
voie ARIPO-PCT	4.022, 4.025
ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES	
généralités	annexe B
droit d'exercer auprès des — :	
Voir DROIT D'EXERCER	
Voir EURASIEN (BREVET EURASIEN), EUROPÉEN (BREVET EUROPÉEN), ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	
ORNEMENTAUX, DESSINS	
Voir DESSINS	

P**PAGE(S)**

— de la demande internationale contenant des listages des séquences	5.100, 5.101
indication des numéros de — des passages pertinents des documents cités dans le rapport de recherche	7.024
numérotation des — de la demande internationale	5.106
(la) référence du dossier sur les — de la demande internationale	11.071

PAIEMENT

Voir TAXE(S)

PAIEMENT TARDIF

— de taxes	6.009, 10.042, 10.047
taxe pour —	5.193-5.195

PAPIER

conditions matérielles en ce qui concerne le — à utiliser pour la demande internationale	5.177
format du —	5.105

PARTICULIER(E)(S)

éléments techniques —	5.115-5.118
-----------------------	-------------

Voir UNITÉ DE L'INVENTION

Exigences/conditions — applicables aux listages des séquences ou aux tableaux y relatifs	5.099, 7.005-7.012, 10.063, 11.088
--	------------------------------------

Exigences/conditions — pendant l'examen préliminaire	10.063
--	--------

Exigences/conditions — pendant la recherche internationale	7.005
--	-------

Voir LISTAGE(S) DES SÉQUENCES

PARTIEL(LE)

communication au déposant des résultats d'une recherche internationale —	7.017
remboursement — de la taxe de recherche	5.198

PCT NEWSLETTER

généralités	1.006
-------------	-------

PERSONNE MORALE

— constituée conformément à la législation d'un État contractant, considérée comme ayant la nationalité de cet État	5.023
---	-------

Voir NATIONALITÉ

— indiquée dans la requête doit être nommée par sa désignation officielle complète	5.026
--	-------

(un) déposant qui est une — doit cocher la case "déposant seulement" dans la requête	5.024
--	-------

signature d'une personne physique au nom d'une —	5.090
--	-------

Voir SIGNATURE

PERTE

— (de la) date de dépôt	6.012
— (de) documents par le service postal	11.063
— (de) documents par une entreprise d'acheminement	11.064

PERTURBATIONS

— dans le service postal	11.063, 11.064
--------------------------	----------------

PÉTITION

— dans la demande d'examen pour qu'elle fasse l'objet d'un examen préliminaire	10.013
— dans la demande internationale pour qu'elle soit traitée conformément au PCT	5.016

PETTY PATENT

protection pour un —	5.055
----------------------	-------

PHASE INTERNATIONALE

généralités	3.001-3.003
-------------	-------------

appel contre une décision défavorable de l'office récepteur pendant la —	6.054
décès de l'inventeur pendant la —	11.026
décès du déposant pendant la —	11.023
irrégularités de la demande internationale relevées pendant la —	6.051
modification de la demande internationale au cours de la — : Voir MODIFICATIONS	
pas d'introduction de nouveaux éléments pendant la — : Voir ÉLÉMENTS NOUVEAUX	
(la) validité d'une revendication de priorité n'est pas déterminée quant au fond pendant la —	5.060
Voir PHASE NATIONALE	
PHASE NATIONALE	
généralités	2.002, 3.004, 3.005
délai d'ouverture de la —	4.016
effet de l'examen préliminaire international au début de la —	10.002
formalités à remplir pour la —	phase nat.
modifications des revendications pendant la —	5.113, 5.127
simplification du traitement de la demande internationale dans la —	5.075
PHASE RÉGIONALE	
Voir PHASE NATIONALE, RÉGIONAL(E)	
PHOTOGRAPHIE	
présentation d'une — à la place d'un dessin	5.159
POSTE AÉRIENNE	
Voir SERVICE POSTAL	
POUVOIR	
— aux fins de la recherche supplémentaire	8.018-8.020
— aux fins de l'examen préliminaire	10.021
— distinct	
(le) — doit être remis à l'office récepteur, au Bureau international ou à l'administration intéressée	5.043, 5.044, 11.008
(le) — peut désigner un mandataire ou un représentant commun	5.043, 5.089, 10.021, 10.022, 11.007
conditions à remplir pour le dépôt d'un —	11.008
désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun dans la requête, dans la demande d'examen ou dans un —	11.007
— général	
généralités	5.043, 11.009
renonciation à l'exigence de remise de pouvoir	5.044, 11.008, 11.009, 11.018B, 11.048 annexes D, E, SISA
— nécessaire si	
(le) mandataire signe la demande internationale	5.089
(le) mandataire signe pour un déposant qui est une société	5.047
(un) nouveau mandataire demande un changement quant à la personne du déposant	11.018B
absence de — : irrégularité qui peut être corrigée	11.027
conditions à remplir en ce qui concerne le —	11.008
(la) désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun ailleurs que dans la requête nécessite un —	5.043, 5.044
POUVOIR GÉNÉRAL	
Voir POUVOIR	
PRATIQUE	
informations concernant la — des offices/ organisations	annexe B
Voir DROIT D'EXERCER, MARKUSH (DOCTRINE MARKUSH)	

PREUVE(S)

- établissant le droit de déposer la demande d'examen
auprès de l'administration chargée de l'examen pour
corriger les indications de domicile et de nationalité . 10.046
- établissant le droit de déposer la demande
internationale auprès de l'office récepteur pour
corriger les indications de domicile et de nationalité 6.036
- exigée pour excuser des retards ou une perte du
courrier . 11.063
- (une) — littérale attestant le droit de déposer en cas de
décès du déposant n'est pas exigée . 11.023
- (une) — littérale est exigée pour tout changement
quant à la personne du déposant demandé par un
nouveau déposant . 11.018B
- (l')avis de communication en vertu de l'art. 20
constitue une — déterminante pour les offices
désignés que la communication a eu lieu à la date
indiquée . 9.028
- (un) office désigné peut exiger des documents ou —
supplémentaires dans le cas de déclarations
en vertu de la règle 4.17.v) . 5.075

PRIORITÉ

- droit de — . 5.060
- restauration du droit de — . 5.060-5.069
- revendication de — dans la demande internationale,
généralités . 5.057-5.070
- Voir DATE DE PRIORITÉ, DEMANDE ANTÉRIEURE,
REVENDICATION DE PRIORITÉ

PROCÉDURE NATIONALE

- actes de cession peuvent être demandés par les
offices désignés une fois la — commencée . 11.018B
- normalement le déposant reçoit le rapport d'examen
(chapitre II) deux mois au plus tard avant l'ouverture
de la — dans les offices élus . 10.074
- ouverture anticipée de la — . 9.029
- Voir PHASE NATIONALE, TRAITEMENT NATIONAL

PROCÉDURE(S)

- au sein
- (de l')administration chargée de l'examen . 10.001
- (de l')administration chargée de la recherche . 7.001
- (de l')administration indiquée pour la recherche
supplémentaire . 8.039
- (du) Bureau international . 9.001
- (de l')office récepteur . 6.001
- "intégrée" (chevauchement partiel de la recherche
internationale et de l'examen préliminaire) . 10.052

PRODUITS INTERMÉDIAIRES ET FINALS

- modifications chimiques ou physiques de — . 5.121, 5.122
- revendications dans le cas de — . 5.115.iii)
- Voir REVENDICATION(S)
- unité de l'invention en relation avec des — . 5.121, 5.122
- Voir UNITÉ DE L'INVENTION

PROROGATION DE DÉLAI(S)

- pas de — pour la correction d'irrégularités en vertu de
l'art. 11 ou de l'art. 14.2) . 6.037
- pas de taxe de — pour une correction . 6.053
- possibilité de — pour la correction d'irrégularités en
vertu de l'art. 14.1) . 6.037
- Voir DÉLAI(S)

PROTECTION

- provisoire : Voir PROTECTION PROVISOIRE
- il n'est pas possible d'indiquer des déposants différents
pour différents titres de — . 5.022
- titres de — autres que le brevet . 5.002, 5.016,
5.055, 5.056
- dans chaque État contractant . annexe B

PROTECTION PROVISOIRE

- généralités . 9.011, 9.024, 11.086,

annexe B

PUBLICATION

Voir PUBLICATION INTERNATIONALE

PUBLICATION INTERNATIONALE

généralités	9.001.iii), 9.012-9.027
— anticipée	9.013, 11.080
— (d'une) requête en rectification refusée	11.043, 11.044
caractère confidentiel de la demande internationale jusqu'à la —	6.004, 11.072, 11.073
cas pour lesquels la demande internationale ne fait pas l'objet d'une —	9.012
délais pour la —	9.001.iii), 9.013
effets juridiques de la —	9.024
forme et contenu de la —	9.015-9.020
langue de la —	9.017-9.020
numéro de —	9.015
possibilité d'obtenir des copies du document de priorité après la —	9.023
préparation technique de la —	
achèvement	9.014
(les) modifications (en vertu de l'art. 19) doivent parvenir au Bureau international avant l'achèvement de la —	9.004
(la) requête en rectification doit parvenir au Bureau international avant l'achèvement de la —	11.039.i), iii), 11.043
(le) retrait d'une demande internationale doit parvenir au Bureau international avant l'achèvement de la —	9.012.iii), 11.049, 11.054, 11.057
reporter/empêcher la —	9.023, 11.049
(la) vérification de l'observation des conditions matérielles se fait uniquement dans la mesure nécessaire aux fins d'une — raisonnablement uniforme	6.032.v)
requête en exclusion de certains renseignements de la —	9.016A, 11.073A

Voir DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE

PUBLICATIONS (DE L'OMPI)

généralités	1.001-1.008
Directives à l'usage des offices récepteurs du PCT	1.008
Directives concernant l'examen préliminaire international selon le PCT	1.008
Directives concernant la recherche internationale selon le PCT.	1.008
<i>Gazette du PCT : Voir NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)</i>	
<i>Guide du déposant du PCT</i>	1.001-1.003, 1.006, 3.001, 3.002, 3.004, 4.021
<i>Manuel de l'OMPI sur l'information et la documentation en matière de propriété industrielle</i>	5.033
Norme ST.3 (codes à deux lettres acceptés pour désigner les pays, territoires et organisations intergouvernementales)	5.033, annexe K
<i>PCT Newsletter</i>	1.006

R**RAPPORT**

Voir RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE, RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE SUPPLÉMENTAIRE

RAPPORT D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

Voir RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ (CHAPITRE I), RAPPORT

PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ (CHAPITRE II)

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE SUPPLÉMENTAIRE

généralités	8.047
déclaration selon laquelle aucun — ne sera établi	8.048
documents cités dans le —, comment obtenir des copies	8.050
forme et contenu du —	8.049
publication du —	8.053
(les) revendications concernant des inventions n'ayant pas fait l'objet d'un rapport de recherche	8.042
transmission du —	8.051

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ (CHAPITRE I)

copies du — mises à disposition qu'après expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité	7.031
copies du — transmises par le Bureau international aux offices désignés	9.001(iv)
(le) Bureau international établi le — lorsqu'aucun rapport préliminaire international sur la brevetabilité (chapitre II) n'a été établi	7.031, 9.001(v)
(le) Bureau international transmet des copies du — ou copie d'une traduction du — au déposant et aux office désignés	9.001(vi)

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ (CHAPITRE II)

généralités	3.003, 4.006, 10.074-10.083
(le) — n'a aucun caractère obligatoire pour les offices élus	10.083
(le) — ne contient aucune déclaration sur la brevetabilité de l'invention	10.077
absence d'unité de l'invention indiquée dans le —	10.072, 10.075
accès au — par des personnes autres que le déposant	9.027, 10.003, 10.080, 10.081, 11.074

Voir ACCÈS, CONFIDENTIEL (CARACTÈRE CONFIDENTIEL)

annexes du — : Voir ANNEXE(S)

citation des documents pertinents dans le —	10.075
communication du — par le Bureau international	10.003, 10.079, 11.074

(les) copies des documents cités dans le — mais non cités dans le rapport de recherche peuvent être obtenues auprès de l'administration chargée de l'examen	10.082
dans le cas de la rectification d'erreurs évidentes l'autorisation de l'administration chargée de l'examen doit être donnée avant l'établissement du —	11.039.ii)
délai pour l'établissement du —	10.010, 10.074
document de priorité et —	10.056
effet du — pendant la phase nationale	10.002, 10.083
forme et contenu du —	10.075
langue du —	10.078
limite dans le temps pour la prise en considération de modifications ou d'arguments dans le —	10.024, 10.028, 10.061, 10.068

modifications

allant au-delà de l'exposé initial de l'invention font l'objet d'observations dans le —	10.070, 11.047
relatives à la demande internationale mentionnées dans le —	10.076
réception du — par le Bureau international, les offices élus et le déposant	10.079
(les) revendications concernant des inventions n'ayant pas fait l'objet d'un rapport de recherche sont indiquées dans le —	10.062
traduction en anglais du — par le Bureau international	9.001.vii), 10.078
observations du déposant sur la —	10.079

(1^{er} juillet 2020)

utilité du — pendant la phase nationale	10.057, 10.083
RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE	
généralités	7.023-7.026
— à la disposition du public après la publication internationale	11.073
— établi sur les parties de la demande internationale qui portent sur l'invention principale et tout groupe d'inventions liées entre elles	7.018
— publié avec la demande internationale	7.025, 9.015
(le) — ne doit contenir aucune manifestation d'opinion, ni raisonnement, argument ou explication	7.024
(l')absence de — ou un — partiel n'a aucune incidence sur la validité de la demande internationale	7.013-7.021
contenu du —	7.024
opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale établie en même temps que le —	7.027-7.032
(la) déclaration accompagnant des modifications ne doit pas dénigrer le —	9.007
déclaration selon laquelle un — ne sera pas établi	7.013, 7.014, 7.025, 9.004, 9.015, 9.017, 10.051
délai pour l'établissement du —	7.023
établissement par le Bureau international de la traduction anglaise du — (ou de la déclaration) pour les demandes internationales qui sont publiées dans une langue autre que l'anglais	9.017
(l')examen préliminaire ne débute pas en principe avant que le — (ou la déclaration) soit disponible	10.010, 10.051
modification des revendications (art. 19)	
acceptée après réception du —	5.127, 9.004, 11.045
refusée si l'administration chargée de la recherche a déclaré qu'elle n'établira pas de —	9.004
obtention de copies des documents cités dans le —	7.026
présentation de la demande d'examen dès que possible après les résultats du —	10.010
publication internationale de la demande internationale possible avant l'établissement du —	9.013
(les) résultats d'une recherche partielle (en raison d'une absence d'unité) figurent dans le —	7.017
(le) texte de la réserve et de la décision peut être notifié aux offices désignés en même temps que le —	7.019
transmission du — par le Bureau international aux offices désignés	7.025, 9.001.iv)
Voir ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, RECHERCHE INTERNATIONALE	
RATIFICATION	
Voir ADHÉSIONS OU RATIFICATIONS	
RÉCEPTION	
— (de l')abrégé	6.026
— (de la) copie de recherche	6.059
— (de) corrections apportées à la demande internationale	6.025, 6.026
— (de la) demande d'examen	10.044
— (de l')exemplaire original	6.057, 6.058, 9.002, 9.003
— (de) feuilles de la demande internationale à des jours différents	6.026
date de — de la demande internationale aux fins du paiement de la taxe dans le cas où la demande internationale est transmise en vertu de la règle 19.4	6.034, 6.035
RÉCEPTION À DES JOURS DIFFÉRENTS	
— (de) feuilles de la demande internationale	6.026
Voir IRRÉGULARITÉ(S)	

RECHERCHE	
— antérieure	5.016, 5.073-5.073D, 5.198, 7.002A
— complémentaire	10.062A, 10.075
certaines objets ne ne sont pas soumis à une —	7.013
rapport de — : Voir RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE	
Voir RECHERCHE INTERNATIONALE	
RECHERCHE INTERNATIONALE	
généralités	7.001-7.026
— pour listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés	7.005-7.012
— supplémentaire : Voir RECHERCHE INTERNATIONALE SUPPLÉMENTAIRE	
appréciation de l'unité de l'invention pendant la —	5.098, 5.114-5.123, 7.015-7.021
base de la —	7.003
documents constituant la base de la —	7.004-7.004B
limitations relatives à la —	7.013, 7.014
objet de la —	7.003
procédure "intégrée" (chevauchement de la — et de l'examen préliminaire)	10.052
recherche significative	5.113
rectification d'erreurs évidentes dans les revendications recommandée uniquement en cas d'incidence sur la —	5.126
refus d'effectuer la —	7.013
résultats de la — exposés dans le rapport de recherche	7.024
taxe de — : Voir TAXE(S)	
Voir ADMINISTRATION(S) CHARGÉE(S) DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE	
RECHERCHE INTERNATIONALE SUPPLÉMENTAIRE	
généralités	8.001-8.005
documents constituant la base de la —	8.023, 8.024
étendue de la documentation	8.043
formulaire de demande de —	
— généralités	8.006-8.011
— cadre n° I : Identification de la demande internationale	8.013, 8.014
— cadre n° II : Déposant	8.015-8.017
— cadre n° III : Mandataire ou représentant commun	8.018-8.022
— cadre n° IV : Base de la recherche internationale supplémentaire	8.023, 8.024
— cadre n° V : Bordereau	8.025
— cadre n° VI : Signature du déposant, du mandataire ou du représentant commun	8.026
feuille de calcul des taxes (annexe du —)	8.028
notes relatives à la feuille de calcul des taxes	8.028
notes relatives au —	8.027
irrégularités dans la demande de recherche supplémentaire	8.032, 8.034
objet de la —	8.001, 8.002
résultats de la — contenus dans le rapport de recherche supplémentaire	8.049
transmission par le Bureau international à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire	8.038, annexe SISA
unité de l'invention, absence d', au cours de la — : Voir UNITÉ DE L'INVENTION	
Voir RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE SUPPLÉMENTAIRE, ADMINISTRATION INDICUÉE POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE	
RECHERCHE, TAXE DE	
Voir TAXE(S)	

RECOURS

Voir APPEL, REQUÊTE (FORMULER UNE)

RECTIFICATION

- en phase nationale d'erreurs commises par l'office récepteur et par le Bureau international phase nat.
- (d')erreurs évidentes dans la demande internationale, généralités 11.033-11.044
- autorisation 11.038
- refus d'autorisation 11.043, 11.044
- demandée par le déposant 11.033, 11.038
- dans la description 5.110
- dans les dessins 5.161
- dans les revendications 5.126
- délai pour présenter une requête en — 11.039
- où envoyer une requête en — 11.039

Voir ERREUR(S) ÉVIDENTE(S)

RÉDACTION

- (de l')abrégé 5.165-5.169
- (de la) description 5.112, 5.113
- (des) revendications 5.094-5.099

RÉDUCTION DE TAXES

Voir TAXE(S)

RÉFÉRENCE DU DOSSIER

- dans le formulaire de demande d'examen 10.015
- dans le formulaire de requête 5.017
- sur les feuilles de la description 5.105
- sur les feuilles des dessins 5.131
- utilisée dans la correspondance 11.071

RÉGIONAL(E)

- brevet — 2.002, 3.004, 4.022-5.001, 5.016, 11.052
- demande de brevet — 2.002, 4.003, 5.003, 5.007, 5.046, 5.073
- (une) demande de brevet — peut servir de base pour une revendication de priorité 5.057
- office — de brevets 3.001, 4.009, 4.015, 4.017, 6.054, 10.057
- aucun — jusqu'ici n'a demandé une communication anticipée de la demande internationale 9.029
- traité de brevet — 2.002, 3.004, 4.022-4.026, 10.077

RÈGLE(S)

Voir INDEX DES DISPOSITIONS : Règles (ci-après)

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (du PCT)

Voir INDEX DES DISPOSITIONS : Règles (ci-après)

RÉGULIER

- une demande internationale a la valeur d'un dépôt national — 5.007, 5.060

REMBOURSEMENT (de taxes)

- généralités 5.073, 5.197-5.199, 10.043
- au cas où la demande internationale n'est pas traitée en tant que telle pour des raisons de défense nationale 5.197
- en cas de transmission d'une demande internationale déposée auprès d'un office récepteur non compétent 6.035
- par l'administration chargée de la recherche de la taxe additionnelle sous réserve relative à l'absence d'unité de l'invention si cette réserve est considérée justifiée 7.019

- (de la) taxe internationale si la demande internationale est retirée/considérée comme retirée avant la transmission de l'exemplaire original 5.197

- (de la) taxe de recherche dans le cas d'une recherche antérieure 5.073, 5.198

- (de la) taxe de recherche si la demande internationale est retirée/considérée comme retirée avant la transmission de la copie de recherche 5.197

- (des) taxes d'examen préliminaire (taxe de traitement et taxe d'examen préliminaire) 10.043

- (des) taxes de recherche supplémentaire 8.032, annexe SISA

REMBOURSEMENT (du coût)

- (les) tiers doivent rembourser au Bureau international le coût des copies des documents de priorité fournis à leur demande après la publication de la demande internationale 9.023

REMPACEMENT, FEUILLES DE

- contenant des modifications annexées au rapport d'examen (chapitre II) 10.076

- contenant des rectifications annexées au rapport d'examen (chapitre II) 10.076

- en tant que correction d'une irrégularité 6.052

- (l')envoi de — effectué par un moyen de télécommunication doit être suivi des originaux 11.068

- lettre d'accompagnement nécessaire avec les — 6.052, 9.005, 9.006

- présentation des modifications en vertu de l'art. 19 sous forme de — 9.005

- présentation des modifications en vertu de l'art. 34 sous forme de — 10.071

RENONCER

- comment le mandataire/représentant commun peut — à sa désignation 11.014

RÉPONSE

- à une invitation à fournir un listage des séquences 7.010
- à une opinion écrite 10.067

Voir OPINION(S) ÉCRITE(S)

REPORT

- (de la) publication de la demande internationale 11.049

REPRÉSENTANT COMMUN

- généralités 5.034, 5.048, 11.005-11.014

- auprès de l'administration chargée de l'examen 10.022, 10.023

- dûment désigné 11.007-11.009

- “considéré comme étant le —”
- généralités 5.048, 11.006, 11.016

- un déposant — ne peut signer ni la requête ni une déclaration de retrait au nom de tous les déposants 11.006, 11.048, 11.050, 11.056, 11.060

- enregistrement de changements relatifs au — 11.018-11.022

- renonciation du — à sa désignation 11.014

- révocation de la désignation d'un — 11.011-11.013

- signature du — 10.031, 10.032, 11.027

- situation juridique du — 11.010

REPRÉSENTATION

- généralités 11.001-11.014

- par un mandataire ou un représentant commun auprès de l'administration chargée de l'examen 10.019-10.023

- par un mandataire ou un représentant commun auprès de l'office récepteur, du Bureau international et d'autres administrations 5.034, 5.041-5.048

REQUÊTE (FORMULER UNE)

- contre une décision de l'office récepteur 6.054-6.056

(1^{er} juillet 2020)

RÉSERVE

- concernant le paiement de taxes additionnelles en cas d'absence d'unité de l'invention
 - auprès de l'administration chargée de l'examen . . . 10.072
 - auprès de l'administration chargée de la recherche . . . 7.019, 7.020
 - taxe de — en cas d'absence d'unité de l'invention . . . 7.019, annexe D
- Voir UNITÉ DE L'INVENTION

RÉSIDENTE

Voir DOMICILE

RESSORTISSANT

Voir NATIONAL

RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ

Voir PRIORITÉ

RESTRICTION(S)

- concernant la langue dans le choix de l'administration chargée de la recherche 7.002
- Voir LANGUE(S)

RETARD

- dans l'examen préliminaire causé par
 - (une) déclaration incorrecte ou incomplète concernant les modifications dans le cadre n° IV de la demande d'examen 10.025.i)
 - (des) irrégularités dans la demande d'examen (par exemple non-paiement des taxes) 10.047, 10.048
 - (la) transmission tardive d'une copie des modifications en vertu de l'art. 19 par le Bureau international à l'administration chargée de l'examen 9.010, 10.053
- ou perte du courrier (poste ou entreprise d'acheminement) 11.063, 11.064
- (de la) remise d'échantillons de matériel biologique prévue par les législations nationales 11.086
- (un) — dans le paiement de la taxe de recherche entraînera un — dans l'établissement du rapport de recherche 6.059
- excuse de — dans l'observation d'un délai 6.056, 11.065-11.065C

RETIRÉ(E)(S)

- (le) Bureau international ne délivre pas de copies du document de priorité si la demande internationale ou la revendication de priorité a été — avant la publication internationale 9.023
 - considéré(e)(s) comme —
 - (une) demande internationale à laquelle une date de dépôt international n'aurait pas dû être attribuée est — 6.012
 - (une) demande internationale remplissant les conditions matérielles prescrites aux fins d'une publication raisonnablement uniforme ne sera pas — 6.032.v)
 - en cas de non paiement des taxes relatives à la phase internationale dans la monnaie et les délais prescrits, la demande internationale est — 5.195, 10.004
 - en cas de non remise de l'abrégié dans le délai fixé, la demande internationale est — 5.173
 - en cas de non remise de l'exemplaire original au Bureau International dans le délai prescrit, la demande internationale est — 6.057
- Voir EXEMPLAIRE ORIGINAL
- en cas de non remise de la traduction à l'office récepteur dans les délais et de non paiement de la taxe pour remise tardive 6.016
 - (la) législation nationale peut prévoir que les parties de la demande internationale qui n'ont pas fait l'objet d'une recherche sont — 7.021
 - (un) office désigné peut maintenir les effets d'une demande internationale que l'office récepteur a — 6.056
 - (un) office désigné peut réviser toute décision de l'office récepteur concernant une demande internationale — 6.055

(l')office récepteur notifie à bref délai le déposant si la demande internationale est — 6.011

(une) demande internationale n'est pas publiée si elle est — avant l'achèvement de la préparation technique de la publication 9.012.iii)

Voir CONSIDÉRÉ(E) COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉ(E)/FAIT(E)

RETRAIT

- généralités 11.048-11.061
- (de la) demande d'examen 11.060, 11.061
- (de la) demande de recherche supplémentaire 8.032, 11.058, 11.059, annexe SISA
- (de la) demande internationale 11.048
- sous condition 11.049
- (de) désignations 11.050-11.055
- (d')élections 11.060, 11.061
- (de la) revendication de priorité 11.056, 11.057
- (le) — de la demande internationale peut empêcher la publication 11.049
- délais relatifs au — 11.048
- déposant considéré comme étant le représentant commun dans le cas d'un — 11.006, 11.010, 11.048
- signature d'une déclaration de — 11.048, 11.050

REVENDECTION DE PRIORITÉ

- généralités 5.057-5.071
- considérée comme n'ayant pas été présentée 5.060, 6.025, 6.043, 6.044
- peut être basée sur une demande antérieure déposée dans un membre de l'OMC. 5.057-5.060
- cadre n° VI de la requête 5.057-5.071
- correction ou adjonction d'une — 6.038-6.044
- (une) demande internationale ou régionale peut être invoquée à l'appui d'une — 5.007, 5.057-5.060
- indications de la date dans une — 5.061
- invitation pour la déposant à corriger une — 6.041-6.044
- (un) office désigné peut ignorer une — 5.070, 5.070D annexe B
- requête en publication de renseignements concernant une — considérée comme n'ayant pas été présentée 6.044
- retrait d'une — 11.056, 11.057
- validité d'une — 5.060

REVENDECTION(S)

- généralités 5.112-5.127
- dépendante/dépendante multiple 5.113, 7.014, 10.064.viii)
- impropres à la recherche 7.014
- conditions matérielles applicables aux — 5.124
- différentes catégories de — dans la demande internationale 5.116
- modification des — au cours de la phase internationale 5.127, 9.004-9.011, 11.045-11.047

Voir MODIFICATION(S)

REVENDECTION(S) DÉPENDANTE(S) MULTIPLE(S)

Voir REVENDECTION(S)

REVENDECTIONS DÉPENDANTES

Voir REVENDECTION(S)

RÉVISION

- par l'office désigné de la décision de l'office récepteur 6.054-6.056

RÉVOCATION

- (d'une) désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun, généralités 5.045, 11.011-11.013

REVUES TECHNIQUES

- composant la documentation minimale 7.004
Voir DOCUMENTATION MINIMALE

S**SCEAU**

- utilisation d'un — en lieu et place d'une signature dans la demande internationale déposée auprès de certains offices récepteurs 5.091, 6.032.i)
dans les documents déposés auprès de certaines administrations chargées de l'examen 10.032
Voir SIGNATURE, SIGNE(R)

SCHÉMAS D'ÉTAPES DE PROCESSUS

- considérés comme dessins 5.129

SERVICE D'ACCÈS NUMÉRIQUE DE L'OMPI

- comment obtenir la demande antérieure auprès du — . . . 5.070, 5.070A
démarches qui doivent être effectuées par le déposant pour que le Bureau international puisse se procurer le document de priorité via le — 5.070B
notification de la date de réception du document de priorité par le Bureau international. 5.070D
— en tant que bibliothèque numérique mise à disposition du Bureau international pour se procurer le document de priorité 5.070, 5.070A

SERVICE POSTAL

- interruption du/perturbations dans le — 11.063, 11.064
Voir COURRIER

SEUL

- (un) — concept inventif général 5.114, 5.115, 7.015, 7.018
Voir UNITÉ DE L'INVENTION

SIGNATURE

- (de la) déclaration relative à la qualité d'inventeur 5.079, 6.048, 6.050
— (de la) demande d'examen
généralités 10.031, 11.006
absence de — considérée comme irrégularité dans la demande d'examen 10.049

Voir IRRÉGULARITÉ(S)

- cadre n° VII : — du déposant, du mandataire ou du représentant commun 10.031, 10.032
par le déposant 10.031
par un mandataire ou un représentant commun . . . 10.021, 10.031
— (de la) demande de recherche supplémentaire 8.026
— facultative sur copie du pouvoir général 11.009

Voir POUVOIR

- obligatoire des lettres 11.066
— (de la) requête
généralités 5.016, 5.088-5.091
absence de — considérée comme irrégularité dans la requête 6.032.i), 11.027

Voir IRRÉGULARITÉ(S)

- cadre n° X : — du déposant ou du mandataire 5.088-5.091
par le déposant 5.088
par le mandataire 5.088, 5.089
— (d'un) retrait (demande d'examen, désignation, élection, demande internationale, revendication de priorité) 11.048, 11.050, 11.056, 11.060

Voir RETRAIT

- (l')absence de — n'a aucune incidence sur la date du dépôt international 6.032.i)

Voir DATE DE/DU DÉPÔT INTERNATIONAL

- (le) document contenant la révocation de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun doit porter la — de la ou des personnes qui ont procédé à la désignation ou de leurs ayants cause 11.011
manière d'apposer une — 5.090
(la) renonciation à la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun se fait selon les règles relatives à la — d'un pouvoir 11.014
utilisation d'un sceau en lieu et place d'une — 5.091, 10.032
Voir SCEAU
Voir SIGNE(R)

SIGNE(R)

- (le) déposant considéré comme étant le représentant commun ne peut — une déclaration de retrait au nom des autres déposants 11.010
Voir REPRÉSENTANT COMMUN
incapacité/refus de — de la part du déposant/inventeur 11.027
Voir DÉSIGNATION(S) (des États-Unis d'Amérique)
statut de la personne qui — la requête dans le cas d'un déposant qui est une société 5.047
Voir SIGNATURE

SIGNES

- prescriptions relatives à la terminologie technique et aux — à utiliser dans la demande internationale . . . 5.176

SOCIÉTÉ**Voir DÉPOSANT(S)****SPÉCIALE(S)/SPÉCIAUX**

- adresse — pour l'envoi de la correspondance 5.030, 5.047, 5.051, 11.015, 11.016

taxe —

- de publication d'une requête en rectification (règle 91.1.f) 11.043, annexe B
de publication de renseignements concernant une revendication de priorité considérée comme n'ayant pas été présentée 6.044
pour publication anticipée 9.013, annexe B(IB)

Voir ANTICIPÉ(E), PUBLICATION INTERNATIONALE, TAXE(S)

- taxes — applicables pendant la phase nationale en cas de revendications n'ayant pas fait l'objet d'une recherche 7.021, 10.073
transmission — de la demande internationale à un office désigné, faite à la demande du déposant . . . 9.029

SUCESSEUR

- État — : Voir EXTENSION DES EFFETS DE LA DEMANDE INTERNATIONALE À UN ÉTAT SUCESSEUR

SUPPLÉMENTAIRE

- cadre — de la requête 5.038, 5.039, 5.056, 5.085
feuille — de la requête 5.085

SUSPENSION, EFFET DE

- (de la) phase nationale en ce qui concerne certains offices désignés 5.005, 5.006
(la) demande d'examen doit être présentée avant l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité pour obtenir l'— de la phase nationale en ce qui concerne certains offices désignés 5.006, 10.002, 10.010

SYSTÈME MÉTRIQUE

- utilisation du — prescrite dans la demande internationale 5.176

T**TABLEAUX**

représentation de — 5.109, 5.125

TAXE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE

Voir TAXE(S)

TAXE INTERNATIONALE DE DÉPÔT

Voir TAXE(S)

TAXE NATIONALE

Voir TAXE(S)

TAXE(S)

généralités

- destinées à l'administration chargée de l'examen 10.035-10.043
- destinées à l'office récepteur 5.184-5.199
 - affectation 5.196
 - modifications du montant 1.005, 5.192
 - monnaie de paiement 5.186, annexe C
- additionnelles
 - s'il y a absence d'unité de l'invention 7.016, 10.072, annexes D, E
- (d')examen préliminaire
 - définition 10.035.i)
 - à payer à l'administration chargée de l'examen 10.037
 - absence d'unité de l'invention et — 10.072
 - date d'échéance 10.042
 - défaut de paiement 10.047-10.049
 - monnaie de paiement 10.038
 - montant 10.039, annexe E
 - réduction 5.190, 10.040, annexe E
 - remboursement 10.043, annexe E
- (de) recherche
 - définition 5.184.ii)
 - montant 5.187, annexe D
 - non paiement 5.196
 - (le) paiement intégral de la — à l'office récepteur est une condition à la transmission de la copie de recherche 6.059
 - paiement partiel 5.197
 - réduction 5.190
 - remboursement 5.197, 5.198
 - tranfert à l'administration chargée de la recherche 5.185
- (de) recherche supplémentaire
 - définition 8.029
 - monnaie de paiement 8.031
 - montants 8.031, annexe SISA
 - non paiement 8.032
 - remboursement 8.030, 8.035, 8.036, annexe SISA
- (de) réserve 7.020, annexe D
- (de) traitement
 - définition 10.035.ii)
 - à payer à l'administration chargée de l'examen 10.037
 - défaut de paiement 10.047-10.049
 - délai de paiement 10.042
 - monnaie de paiement 10.038
 - montant 10.039, annexe E
 - réduction 10.041
 - remboursement 10.043
- (de) traitement de la recherche supplémentaire

- définition 8.029
- monnaie de paiement 8.031
- montants 8.031, annexe SISA
- non paiement 8.032
- réduction 8.029A
- remboursement 8.030, 8.035, 8.036, annexe SISA
- (de) transmission
 - définition 5.184.i)
 - montant annexe C
 - pour la transmission au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur d'une demande internationale déposée auprès d'un office récepteur "non compétent" 6.035
 - pour la transmission d'une demande internationale aux offices désignés, à la demande du déposant 9.029
 - pour les déposants ayant droit à la réduction de 90% 5.188
- internationale de dépôt
 - définition 5.184.iii)
 - à payer à l'office récepteur 5.185
 - date d'échéance 5.191
 - défaut de paiement total ou partiel 5.193-5.195
 - modification du montant 5.192
 - monnaie de paiement 5.186
 - montant 5.187, annexe C
 - pour les listages des séquences 5.101
 - où, quand et comment payer la taxe en général 4.012
 - réduction
 - de 90% 5.188
 - si la demande internationale est déposée sous forme électronique 5.189
 - remboursement 5.197
- pour remise tardive de la traduction 6.017, 6.022, 6.023
- pour paiement tardif 5.193-5.195
- modification du montant des — après le dépôt de la demande internationale mais avant la date de paiement 5.192
- remboursement des — : Voir MODIFICATIONS, REMBOURSEMENT (de taxes)

TAXE(S) INTERNATIONALE(S)

Voir TAXE(S)

TAXES SUPPLÉMENTAIRES

Voir TAXE(S), UNITÉ DE L'INVENTION

TECHNIQUE(S)

"éléments — particuliers" 5.115, 5.118

Voir PARTICULIER(E)(S), UNITÉ DE L'INVENTION

exigences — prévues dans l'annexe C des instructions administratives : Voir LISTAGE(S) DES SÉQUENCES

préparation — de la publication internationale : Voir PUBLICATION INTERNATIONALE

relation/interdépendance — : Voir UNITÉ DE L'INVENTION

revues — 7.004

Voir DOCUMENTATION MINIMALE

terminologie — 5.176

valeur — de l'invention 4.013, 10.083

TÉLÉCOPIEUR

dépôt de documents par — 11.067-11.070

dépôt de la demande internationale par — 6.003

indication du numéro de — dans la demande d'examen 10.017

indication du numéro de — dans la requête 5.028

numéros de — des offices récepteurs et offices désignés	annexe B
TÉLÉGRAPHE	
dépôt de documents par —	11.067-11.070
TÉLÉIMPRIMEUR	
dépôt de documents par —	11.067-11.070
indication de l'adresse de —	5.008
TÉLÉPHONE	
communication par —	10.067
indication du numéro de —	5.008, 5.028, 10.017
TERMINOLOGIE	
prescriptions relatives à la — à utiliser dans la demande internationale	5.176
TEXTES	
— dans les dessins	5.131
TITRE ADDITIONNEL	
obtention possible d'un — en vertu du PCT	5.055, 5.056A
TITRE(S)	
— dans la description	5.094
— défectueux	7.022
— : élément d'identification de la demande internationale (avec le numéro et la date de dépôt) à indiquer dans la demande d'examen	10.014
— et abrégé	7.022
— (de l')invention	5.019
— manquant	7.022
(l')absence de — dans la demande internationale n'a aucune incidence sur la date du dépôt international	6.032.iii)
(la) description doit contenir le — de l'invention (cadre n° I de la requête)	5.094
établissement de la traduction anglaise du — de l'invention par le Bureau international	9.017
établissement du — par l'administration chargée de la recherche	7.022
indication du nom d'un État par son — complet, un — abrégé ou le code à deux lettres	5.033
longueur du — en anglais ou une fois traduit en anglais	5.019
omission des — universitaires dans les noms	5.025
prescriptions concernant le — de l'invention	5.019
publication du —	9.016, 9.020
(la) requête doit contenir le — de l'invention	5.016
TITRES DE PROTECTION	
autres que les brevets	5.002, 5.055, 5.056
TRADUCTION(S)	
— (de la) demande internationale/des éléments de la demande internationale	
généralités	6.013-6.023
aux fins de l'examen préliminaire	4.014, 5.013, 5.183, 10.011
aux fins de la publication	4.014, 5.182, 6.020-6.023, 9.018
aux fins de la recherche internationale	4.014, 5.013, 5.181, 6.006, 6.013, 6.014
(la) fourniture d'une — à un office désigné peut donner lieu à une protection provisoire	9.024
(le cas échéant) par le Bureau international pour la publication	9.017
(les) lettres et documents soumis par le déposant doivent être dans la même langue que celle de la —	11.066
nécessité de remettre les — pour l'ouverture de la phase nationale	3.004
pas de — de la partie réservée au listage des séquences	6.014
remise tardive de la — : Voir TAXE(S)	
— en anglais	
(les) noms et adresses écrits en caractères autres que latins doivent faire l'objet d'une — ou d'une translittération	5.178
longueur de l'abrégé dans le cas d'une	5.169A
longueur de la déclaration (accompagnant les modifications) en anglais ou dans sa	9.007
longueur du titre en anglais ou dans sa	5.019
(un) office élu peut demander au Bureau international d'effectuer la — du rapport d'examen (chapitre II) si ce dernier n'a pas été établi dans une langue officielle	10.078
— (des) modifications annexées au rapport d'examen (chapitre II)	10.078
— (du) rapport d'examen (chapitre I)	9.001.v)
— (du) rapport d'examen (chapitre II)	10.078, 10.079
(l')administration chargée de l'examen peut demander une — du document de priorité	10.056
identification dans la Suite du cadre n° VII de la requête d'une — utilisée comme base de recherche antérieure	5.073A
(un) office élu peut exiger du déposant une — des annexes du rapport d'examen (chapitre II)	10.078
TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT)	
définition	2.001, 2.002
(le) — et le règlement d'exécution dudit traité font foi en cas de divergence avec le <i>Guide</i>	1.003
avantages du —	2.002, 4.001-4.026
<i>Gazette</i> du — : Voir NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)	
origines et historique du —	1.007
texte du —	1.005
TRAITEMENT	
— (de la) demande d'examen	10.044-10.050
— (de la) demande de recherche supplémentaire par le Bureau international	8.038
— (de la) demande internationale	
par l'administration chargée de la recherche	7.001-7.032
par l'office récepteur	6.001
par le Bureau international	9.001-9.029
TRAITEMENT NATIONAL	
commencement du —	5.005
demande pour que le — débute plus tôt	9.029
les documents de cession peuvent être demandés par les offices désignés une fois commencé le —	11.018
TRAITEMENT, TAXE DE	
Voir TAXE(S)	
TRANSMISSION	
— (de la) copie de recherche à l'administration chargée de la recherche	6.001.v), 6.059
— (d'une) copie du document de priorité par le Bureau international aux offices désignés	5.070, 5.070D
— (de) copies de la demande internationale aux offices désignés	9.028, 9.029
— (de la) demande d'examen à l'administration compétente chargée de cet examen	10.007-10.009
— (de la) demande de recherche supplémentaire par le Bureau international à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire	8.037

— (de la) demande internationale par l'office récepteur au Bureau international	
lorsque la langue n'est pas acceptée par l'office récepteur	6.025, 6.034
lorsque l'office récepteur n'est pas compétent	6.025
— (du) document de priorité par l'office récepteur au Bureau international	5.070, 5.070B
— (de la) traduction de la demande internationale au Bureau international ou à l'administration chargée de la recherche	5.181, 6.001.v)
— (de l')exemplaire original au Bureau international	6.057, 6.058
non — de la demande internationale au Bureau international pour des raisons de défense nationale	6.010, 6.011, 6.058

Voir REMBOURSEMENT (de taxes)

TRANSMISSION, TAXE DE

Voir TAXE(S)

TRIBUNAL(AUX)

certaines — nationales peuvent accepter des appels contre des décisions prises par un office récepteur	6.054
(l')ordonnance d'un — peut remplacer l'autorisation du déposant pour l'accès du public au dossier	11.072

U

UNITÉ DE L'INVENTION

définition	5.114
généralités	5.114-5.123, 7.015-7.021
— en présence de produits intermédiaires et finals	5.115, 5.121, 5.122
Voir PRODUITS INTERMÉDIAIRES ET FINALS	
— et doctrine Markush	5.115, 5.118-5.120
acceptation par les offices désignés et les offices élus d'une demande internationale conforme à l'—	5.123
combinaison de revendications de catégories différentes en vertu de l'—	5.116, 5.117
critères de détermination de l'—	5.115

invitation à payer des taxes additionnelles en l'absence d'—	7.016-7.021, annexe D
réserve concernant l'—	7.019, 7.020
Voir TAXE(S)	
observations sur l'— dans le rapport d'examen (chapitre II)	10.075
procédure auprès de l'administration chargée de l'examen en l'absence d'—	10.072, 10.073
procédure auprès de l'administration chargée de la recherche en l'absence d'—	7.016-7.021
procédure auprès de l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire en l'absence d'—	8.044-8.046
“un seul concept inventif général”	5.114, 5.115, 7.015, 7.018

UTILITÉ

certificat d'—	5.002, 5.055, 5.056
modèle d'—	5.002, 5.055

V

VALIDATION DES EFFETS D'UN BREVET EUROPÉEN

procédure de —	4.026, 5.054
--------------------------	--------------

VALIDITÉ

— d'une revendication de priorité	5.060
(l')absence de recherche internationale n'a aucune incidence sur la — de la demande internationale	7.013, 7.014, 7.021

VÉRIFIER

— la traduction	phase nat.
(les) bordereaux (requête/demande d'examen) permettent à l'office récepteur/à l'administration chargée de l'examen de — si les éléments sont complets et si tous les documents sont joints	5.084, 10.030
(les) feuilles de calcul des taxes permettent à l'office récepteur/à l'administration chargée de l'examen de — les calculs	5.093, 10.034

W

WEB (SITE)

Voir INTERNET

Index des dispositions d'articles, de règles et d'instructions administratives

Articles			
Article	Paragraphe		
Article 2.i)	5.002	Article 14.2)	6.025, 6.026, 6.037
Article 2.ii)	5.002	Article 14.3)	5.195, 6.009
Article 2.vii)	5.001	Article 14.4)	6.012
Article 2.x)	5.123	Article 15	7.001
Article 2(xi)	5.058	Article 15.4)	7.003, 7.004
Article 3.1)	5.001, 5.002	Article 16	7.002
Article 3.2)	5.010, 5.128	Article 16.3)b)	5.073, 5.198
Article 3.3)	5.164	Article 17.2)	8.041, 9.004
Article 3.4)i)	5.013, 6.032	Article 17.2)a)	5.183, 7.027, 7.028, 8.042, 9.013, 10.010, 10.026
Article 3.4)ii)	5.177	Article 17.2)a)i)	7.013
Article 3.4)iii)	5.114	Article 17.2)a)ii)	7.014
Article 3.4)iv)	5.184	Article 17.2)b)	5.113, 7.013, 7.014
Article 4.1)	5.016	Article 17.3)a)	7.015, 7.016, 7.018
Article 4.1)ii)	5.003, 5.052, 5.055, 5.056	Article 17.3)b)	7.021
Article 4.1)iii)	5.043	Article 18	7.001
Article 4.1)v)	5.035	Article 18.1)	7.023
Article 4.3)	5.055, 5.056	Article 18.2)	7.025
Article 4.4)	5.035, 5.036	Article 19	5.127, 9.001, 9.004, 9.005, 9.010, 9.011, 9.015, 10.011, 10.024-10.028, 10.053-10.055, 10.061, 10.070, 10.071, 10.076, 11.037, 11.038, 11.045, 11.046, 11.066, 11.073
Article 5	5.094	Article 19.1)	9.004, 9.007, 9.008, 11.047A
Article 6	5.112	Article 19.2)	9.009, 11.047
Article 7	5.010, 5.128	Article 19.3)	9.009, 11.047
Article 8.	5.007	Article 20	9.001
Article 8.1)	5.057-5.060	Article 20.1)a)	9.028
Article 8.2)a)	5.060	Article 20.3)	7.026, 8.053
Article 9	11.005, 11.025	Article 21	9.001, 9.015
Article 9.1)	5.020, 5.031	Article 21.2)	9.013
Article 9.3)	5.020, 5.022	Article 21.3)	9.015, 11.073
Article 10	5.008, 6.001	Article 21.4)	9.017
Article 11	6.011, 6.027, 6.037, 11.045	Article 21.5)	9.012, 9.023A, 11.049
Article 11.1)	5.197, 6.001, 6.005, 6.008, 6.030	Article 21.6)	5.175
Article 11.1)i)	6.025, 6.036	Article 22)	11.061, 11.092
Article 11.1)ii)	6.006, 6.025	Article 22.1)	5.005-5.006, 6.054, 6.057, 9.028
Article 11.1)iii)	6.006, 6.027, 6.028	Article 23.1)	5.005
Article 11.1)iii)a)	6.025	Article 23.2)	5.070, 9.029
Article 11.1)iii)b)	5.052, 6.025	Article 24.1)ii)	6.057
Article 11.1)iii)c)	6.025	Article 24.1)iii)	6.057
Article 11.1)iii)d)	5.094, 6.025, 6.027	Article 24.2)	6.056
Article 11.1)iii)e)	5.112, 6.025, 6.027	Article 25	6.054, 6.055
Article 11.2)a)	6.001, 6.026	Article 27.1)	5.123
Article 11.2)b)	6.001, 6.008	Article 27.2)	5.086, 11.023
Article 11.3)	5.003, 5.060, 6.009	Article 27.7)	5.041, 5.046
Article 11.4)	5.007, 5.060, 6.009	Article 27.8)	6.010
Article 12	5.180, 6.001	Article 28	5.111, 5.127, 5.162, 11.045
Article 12.1)	6.059	Article 29	9.024
Article 12.2)	6.057	Article 30	6.004, 11.072
Article 12.3)	6.057	Article 31.1)	5.004, 10.001
Article 13	9.029	Article 31.2)	10.017
Article 14	11.045	Article 31.2)a)	5.009, 10.004, 10.046
Article 14.1)	6.037	Article 31.3)	10.006, 10.012, 10.047
Article 14.1)a)	6.001		
Article 14.1)a)i)	5.088, 6.032, 11.027	Article 31.4)	10.005
Article 14.1)a)ii)	6.032, 6.036	Article 31.4)a)	5.004, 10.001
Article 14.1)a)iii)	6.032	Article 31.5)	10.035
Article 14.1)a)iv)	5.173, 6.032	Article 31.6)a)	10.006
Article 14.1)a)v)	5.177, 6.032	Article 31.7)	10.045
Article 14.1)b)	5.173, 6.001, 6.032, 11.027	Article 32.1)	10.001
		Article 32.2)	10.006
		Article 33.1)	10.001, 10.057
		Article 33.2)	10.058
		Article 33.3)	10.059
		Article 33.4)	10.060
		Article 34	7.030, 9.004, 10.025-10.028, 10.055, 10.061, 10.076, 11.038, 11.046, 11.066
		Article 34.2)a)	10.067
		Article 34.2)b)	5.111, 5.127, 5.162, 9.011, 10.024, 10.070, 10.071, 11.045, 11.047, 11.047A
		Article 34.2)d)	10.067
		Article 34.3)	10.073
		Article 34.4)a)i)	10.064
		Article 34.4)a)ii)	10.064
		Article 35.1)	10.074, 10.075
		Article 35.2)	10.075, 10.077
		Article 35.3)a)	10.064
		Article 36	9.001
		Article 36.1)	10.079
		Article 36.3)a)	10.079, 10.080, 11.074
		Article 36.4)	10.082
		Article 37	11.060
		Article 37.4)	11.061
		Article 38	9.025, 10.003, 11.072-11.074
		Article 38.1)	10.080
		Article 39.1)	5.006, 10.002, 10.010, 11.048, 11.050, 11.056, 11.092
		Article 39.1)a)	6.054, 10.050
		Article 40.1)	5.006, 10.002
		Article 40.2)	9.029
		Article 41	11.045
		Article 41.1)	5.111, 5.127, 5.162
		Article 43	5.016, 5.052, 5.055
		Article 44	5.016, 5.052, 5.055
		Article 45	5.016
		Article 45.1)	5.052
		Article 45.2)	5.052
		Article 48.1)	11.063
		Article 48.2)	6.056
		Article 49	5.041, 5.042, 10.020, 11.002
		Article 64.1)	10.005
		Article 64.2)a)i)	10.002
		Article 64.2)a)ii)	10.002
		Article 64.3)	9.012, 11.039
		Article 64.3)a)	9.012
		Article 64.3)c)	9.012
		Article 64.4)	5.003

Règles			
Règle	Paragraphe		
Règle 2.1	5.089	Règle 6	5.112
Règle 2.2	5.041, 10.020	Règle 6.1	5.112, 9.005
Règle 2.2bis	5.048, 10.022, 11.005, 11.006	Règle 6.2	5.112
Règle 2.3	5.091, 6.032, 10.032	Règle 6.3	5.112
Règle 2.4	5.059	Règle 6.4	5.112
Règle 2.4.b)	5.059	Règle 6.4.a)	5.113, 7.014, 10.064
Règle 3	5.016	Règle 7.1	5.128, 5.129
Règle 3.1	5.015	Règle 8	5.164, 6.032
Règle 3.2	5.015	Règle 8.1.a)	5.165
Règle 3.3	5.084	Règle 8.1.a)ii)	5.168
Règle 3.3.a)iii)	5.087, 5.170	Règle 8.1.b)	5.169A
Règle 3.4	5.015	Règle 8.1.c)	5.169
Règle 4	5.015, 10.017	Règle 8.1.d)	5.171A
Règle 4.1	5.016	Règle 8.2	5.087, 5.170
Règle 4.1.a)iii)	5.043	Règle 8.3	5.164
Règle 4.1.a)iv)	5.035	Règle 9	5.175
Règle 4.1.b)i)	5.057	Règle 10	5.176
Règle 4.1.b)ii)	5.073	Règle 10.1.d)	5.157
Règle 4.1.b)iii)	5.055, 5.056	Règle 10.1.e)	5.157
Règle 4.1.b)iv)	5.072	Règle 11	5.105, 5.124, 5.131, 5.172, 5.177, 6.032
Règle 4.1.c)i)	5.036	Règle 11.1.a)	5.179
Règle 4.1.c)ii)	5.070	Règle 11.1.b)	5.179
Règle 4.1.c)v)	5.064	Règle 11.2.a)	5.132, 5.133
Règle 4.1.d)	5.088, 5.089, 6.032	Règle 11.2.b)	5.133
Règle 4.3	5.019, 6.032	Règle 11.2.c)	5.133
Règle 4.4	5.037, 6.032	Règle 11.3	5.133
Règle 4.4.a)	5.025	Règle 11.4.a)	5.124
Règle 4.4.b)	5.026	Règle 11.5	5.133
Règle 4.4.c)	5.027, 5.028, 8.017, 8.021	Règle 11.6.c)	5.133
Règle 4.4.d)	5.030, 5.051	Règle 11.7	5.106, 5.140
Règle 4.5	5.024, 6.032, 6.036	Règle 11.7.a)	5.012
Règle 4.6	5.035	Règle 11.8	5.106
Règle 4.6.c)	5.038	Règle 11.9	5.106
Règle 4.7	5.043-5.046	Règle 11.9.b)	5.107, 5.108
Règle 4.9	5.003	Règle 11.9.d)	5.018, 5.108
Règle 4.9.a)	5.016, 5.052, 6.005, 6.025	Règle 11.10	5.130, 5.131
Règle 4.9.b)	5.053	Règle 11.10.b)	5.107
Règle 4.10	5.016, 5.057-5.060, 6.025, 6.041	Règle 11.10.c)	5.109, 5.125
Règle 4.10.a)	5.057	Règle 11.10.d)	5.109, 5.134, 5.135
Règle 4.10.b)	5.057, 9.023	Règle 11.11	5.131, 5.156
Règle 4.11	5.016, 5.055	Règle 11.12	5.131, 5.133
Règle 4.12	5.073, 5.073A	Règle 11.13	5.131, 5.143
Règle 4.14bis	5.016, 5.072, 7.002	Règle 11.13.b)	5.147
Règle 4.15	5.016, 5.088, 5.089, 6.032	Règle 11.13.c)	5.150
Règle 4.16	5.178	Règle 11.13.e)	5.152
Règle 4.17	5.074-5.076, 5.083, 6.045-6.047, 6.049, 6.050, 9.015	Règle 11.13.g)	5.151
Règle 4.17.i)	5.074, 5.075	Règle 11.13.h)	5.108, 5.153
Règle 4.17.ii)	5.074, 5.075	Règle 11.13.i)	5.139
Règle 4.17.iii)	5.074, 5.075	Règle 11.13.j)	5.134, 5.135
Règle 4.17.iv)	5.074, 5.079, 6.048	Règle 11.13.k)	5.141
Règle 4.17.v)	5.074, 5.075	Règle 11.13.l)	5.154
Règle 4.18	6.025, 6.027, 6.028	Règle 11.13.m)	5.155
Règle 4.19.a)	5.025	Règle 11.13.n)	5.160
Règle 5	5.094	Règle 11.14	10.071
Règle 5.1.a)	5.019	Règle 12	5.181
Règle 5.1.a)v)	5.096	Règle 12.1	6.006, 6.013, 6.032, 11.066
Règle 5.2	5.099, 7.005, 11.088	Règle 12.1.a)	5.013, 6.006
		Règle 12.1.c)	5.013, 6.006, 6.019, 6.059
		Règle 12.1ter	11.078
		Règle 12.3	5.181, 6.014
		Règle 12.3.a)	11.078
		Règle 12.3.e)	6.017
		Règle 12.4	5.182, 6.020
		Règle 12.4.a)	11.078
		Règle 12bis.1	5.073
		Règle 12bis.2	5.073A
		Règle 13	5.114-5.116, 5.123, 7.015, 7.016, 7.018, 8.044
		Règle 13.2	5.115, 5.118, 5.121
		Règle 13.3	5.115
		Règle 13bis	5.086
		Règle 13bis.1	11.075
		Règle 13bis.2	11.076
		Règle 13bis.3	11.078
		Règle 13bis.3.a)iv)	11.079
		Règle 13bis.3.b)	11.081
		Règle 13bis.4	11.080, 11.081
		Règle 13bis.5	11.077
		Règle 13bis.5.c)	11.084
		Règle 13bis.6	11.085, 11.086
		Règle 13bis.7.a)	11.079
		Règle 13bis.7.a)ii)	11.080
		Règle 13bis.7.b)	11.083
		Règle 13ter	5.100, 5.102, 11.088
		Règle 13ter.1	5.099, 5.100, 7.005
		Règle 13ter.1.a)	7.006, 7.010, 8.012
		Règle 13ter.1.b)	7.006, 7.010
		Règle 13ter.1.c)	7.010
		Règle 13ter.1.d)	7.010, 7.013
		Règle 13ter.1.e)	7.011
		Règle 13ter.2	7.012, 10.063
		Règle 14	5.184, 5.191
		Règle 14.1.a)	5.185
		Règle 14.1.b)	5.186, 5.187
		Règle 15.1	5.184, 5.185
		Règle 15.2	5.186, 5.187
		Règle 15.3	5.191
		Règle 15.4	5.192
		Règle 15.6	5.197
		Règle 16.1	5.184
		Règle 16.1.a)	5.187
		Règle 16.1.b)	5.185, 5.186
		Règle 16.1.f)	5.191
		Règle 16.2	5.197
		Règle 16.3	5.073, 5.198
		Règle 16bis	6.037
		Règle 16bis.1	5.193
		Règle 16bis.1.c)	5.195
		Règle 16bis.2	5.193
		Règle 17.1	5.070, 10.056
		Règle 17.1.a)	6.028
		Règle 17.1.b)	6.028
		Règle 17.1.b-bis)	6.028
		Règle 17.2	11.073
		Règle 17.2.a)	5.070
		Règle 17.2.b)	5.071
		Règle 17.2.c)	9.023
		Règle 18	5.031
		Règle 18.1	5.009, 5.020, 5.023, 10.004, 11.025
		Règle 18.3	5.020
		Règle 18.4.c)	5.022
		Règle 19	5.031
		Règle 19.1	6.035
		Règle 19.1.a)	5.008
		Règle 19.2	5.008, 6.035
		Règle 19.4	6.025
		Règle 19.4.a)i)	6.035
		Règle 19.4.a)ii)	5.014, 6.034
		Règle 19.4.a)iii)	5.062, 6.027
		Règle 19.4.b)	6.034, 6.035
		Règle 19.4.c)	6.034, 6.035
		Règle 20	11.045

Règle 20.1	6.001, 6.005, 6.008, 8.051	Règle 26.3ter.c)	6.019	Règle 44	9.001.iv)
Règle 20.1.c)	6.006	Règle 26.4	6.052, 9.016A, 11.039	Règle 44.1	7.025, 7.028
Règle 20.1.d)	6.006	Règle 26.5	6.032	Règle 44.2	7.022
Règle 20.2	6.001, 6.005, 6.008, 6.011	Règle 26bis	11.033	Règle 44.3	7.026, 8.050, 8.053
Règle 20.2.c)	6.058	Règle 26bis.1	6.044	Règle 44bis	7.031, 9.001.v)
Règle 20.3	6.025, 6.027, 8.050	Règle 26bis.1.a)	5.064, 6.028, 6.038, 11.037	Règle 44bis.2)	9.001.vi)
Règle 20.3.a.ii)	6.027	Règle 26bis.1.c)	6.040	Règle 44bis.3)	9.001.vi)
Règle 20.3.b)	6.026	Règle 26bis.2	6.041	Règle 45.1	9.017
Règle 20.3.b)i)	6.030	Règle 26bis.2.a)	6.042	Règle 45bis	8.001
Règle 20.3.b)ii)	6.027	Règle 26bis.2.b)	6.038	Règle 45bis.1.a)	8.005-8.007
Règle 20.4	6.030, 9.012, 11.033	Règle 26bis.2.c)	6.043, 6.044	Règle 45bis.1.b)	8.006, 8.008
Règle 20.4.i)	6.011, 6.027, 6.029	Règle 26bis.2.d)	6.044	Règle 45bis.1.b)i)	8.013, 8.015
Règle 20.5	6.027, 7.004A, 11.033	Règle 26bis.2.e)	6.044	Règle 45bis.1.b)ii)	8.011
Règle 20.5.a)	6.027	Règle 26bis.3	5.062-5.068, 6.042	Règle 45bis.1.b)iii)	8.023
Règle 20.5.a)ii)	6.027	Règle 26bis.3.a)	5.062, 5.065, 6.042	Règle 45bis.1.c)	8.012
Règle 20.5.b)	6.026	Règle 26bis.3.b)	6.042	Règle 45bis.1.d)	8.024
Règle 20.5.c)	6.026, 6.030, 7.004B	Règle 26bis.3.c)	5.064, 6.042	Règle 45bis.1.e)	8.003, 8.033
Règle 20.5.d)	6.026, 6.027, 7.004B	Règle 26bis.3.d)	5.064, 6.042	Règle 45bis.1.e)i)	8.005
Règle 20.5.e)	6.025, 6.030	Règle 26bis.3.e)	5.063, 6.042	Règle 45bis.2.a)	8.029
Règle 20.5bis	6.025, 6.027, 7.004A	Règle 26bis.3.f)	5.066, 6.042	Règle 45bis.2.b)	8.030
Règle 20.5bis.b)	6.026	Règle 26bis.3.g)	5.068, 6.042	Règle 45bis.2.c)	8.030
Règle 20.5bis.c)	6.011, 6.026, 6.030, 7.004B	Règle 26bis.3.h)	6.042	Règle 45bis.2.d)	8.032
Règle 20.5bis.d)	6.026, 6.029A, 7.004B	Règle 26bis.3.h-bis)	5.067	Règle 45bis.3.a)	8.029
Règle 20.5bis.e)	6.025, 6.030	Règle 26bis.3.i)	6.042	Règle 45bis.3.d)	8.032
Règle 20.6	6.008, 6.025, 6.027, 6.028	Règle 26bis.3.j)	5.062, 6.042	Règle 45bis.3.e)	8.032
Règle 20.6.a)	6.012, 6.029	Règle 26ter.1	5.083, 6.045, 6.050	Règle 45bis.4.a)	8.034
Règle 20.6.a)iii)	6.028	Règle 26ter.2.a)	6.046	Règle 45bis.4.b)	8.035
Règle 20.7	6.025, 6.026, 6.029	Règle 26quater	5.056A	Règle 45bis.4.c)	8.030, 8.035
Règle 20.7.b)	6.029	Règle 27	6.009	Règle 45bis.4.d)	8.030, 8.036
Règle 20.8	6.027	Règle 27.1	5.195	Règle 45bis.4.e)	8.008, 8.037, 8.038, 8.040
Règle 20.8.a)	6.027	Règle 28	6.051	Règle 45bis.4.f)	8.038
Règle 20.8.a-bis)	6.027	Règle 29.1	5.195, 6.032, 6.055	Règle 45bis.5	8.042
Règle 20.8.b)	6.031	Règle 29.1.ii)	6.011	Règle 45bis.5.a)	8.039
Règle 20.8.c)	6.031	Règle 29.1.v)	11.049	Règle 45bis.5.c)	8.040
Règle 21	5.179	Règle 29.3	6.012	Règle 45bis.5.d)	8.024
Règle 21.1	5.180-5.182	Règle 29.4	6.012	Règle 45bis.5.e)	8.044
Règle 21.2	6.060	Règle 30.1	6.012	Règle 45bis.5.f)	8.043
Règle 22	6.001	Règle 31	9.029	Règle 45bis.5.g)	8.041
Règle 22.1	6.010, 6.011, 6.057, 9.001	Règle 32	11.090	Règle 45bis.6.a)	5.114, 8.045
Règle 22.1.a)	5.180, 5.182	Règle 32.1.a)	11.089	Règle 45bis.6.c)	8.045
Règle 22.1.e)	6.058	Règle 32.1.b)	11.090	Règle 45bis.6.d)	8.046
Règle 22.3	6.057	Règle 32.1.c)	11.091, 11.092	Règle 45bis.6.e)	8.046
Règle 23	6.001	Règle 32.2	11.092	Règle 45bis.7	8.050
Règle 23.1	6.059	Règle 33	7.003	Règle 45bis.7.a)	8.047, 8.048
Règle 23.1.a)	5.180, 5.181	Règle 34.1	7.004	Règle 45bis.7.d)	8.049
Règle 23bis.2.a)	5.073B	Règle 35	7.002	Règle 45bis.7.e)	8.049
Règle 23bis.2.b)	5.073C	Règle 37	7.022	Règle 45bis.8	8.051
Règle 23bis.2.e)	5.073B	Règle 38	7.022	Règle 45bis.8.b)	8.052
Règle 24.2	9.001, 9.002	Règle 38.2	5.173	Règle 45bis.8.c)	8.052
Règle 24.2.a)	9.003	Règle 38.3	5.173, 5.174, 11.033	Règle 45bis.9	8.041
Règle 25.1	6.059	Règle 39.1	7.013	Règle 45bis.9.a)	8.004
Règle 26.1	6.001, 6.032	Règle 40.1	7.016, 7.020	Règle 45bis.9.b)	8.003
Règle 26.2	5.173, 6.032, 6.037, 11.027	Règle 40.2.a)	7.016	Règle 45bis.9.c)	8.004
Règle 26.2bis	11.027	Règle 40.2.b)	7.016	Règle 46	9.001, 9.004
Règle 26.2bis.a)	5.088, 11.006	Règle 40.2.c)	7.019	Règle 46.1	10.054
Règle 26.2bis.b)	5.032, 6.032	Règle 40.2.d)	7.019	Règle 46.3	11.046
Règle 26.3	6.032	Règle 40.2.e)	7.016, 7.020	Règle 46.4	9.007
Règle 26.3ter.a)	6.018, 6.032	Règle 40bis.1	7.004B	Règle 46.4.a)	9.008
Règle 26.3ter.b)	6.032	Règle 41.1	5.073, 5.198	Règle 46.5	9.005, 9.006, 10.071
		Règle 41.2	5.073B, 5.073D	Règle 46.5(b)	9.009A
		Règle 42	7.023	Règle 46.5(b)(iii)	11.047A
		Règle 43	7.001, 7.024	Règle 47	9.001
		Règle 43bis	9.001.iv)	Règle 47.1.a)	9.028
		Règle 43bis.1	7.001, 10.051	Règle 47.1.a-bis)	9.002
		Règle 43bis.1.a)	7.027	Règle 47.1.d)	8.051
		Règle 43bis.1.c)	7.032	Règle 47.2	9.028
				Règle 47.3	9.028
				Règle 47.4	9.029
				Règle 48	9.001, 9.015, 11.073

Règle 48.1	9.015	Règle 58.1.a)	10.035	Règle 69.1.d)	10.026, 10.054
Règle 48.2.a)	9.015	Règle 58.1.b)	10.039, 10.042, 10.047	Règle 69.1.e)	10.026, 10.055
Règle 48.2.a)v)	11.073	Règle 58.1.c)	10.035, 10.037, 10.038	Règle 69.2	10.010, 10.074
Règle 48.2.a)vi)	9.007, 9.008	Règle 58.3	10.043	Règle 70	9.001.vii), 10.075
Règle 48.2.a)viii)	11.075, 11.081	Règle 58bis	10.047	Règle 70.2.c)	9.009, 10.070, 11.047
Règle 48.2.a)x)	5.077	Règle 58bis.2	10.051	Règle 70.2.c-bis)	9.009, 10.071, 10.076, 11.047A
Règle 48.2.b)iv)	5.077, 6.049	Règle 59	10.006	Règle 70.2.e)	10.076
Règle 48.2.f)	9.011, 9.015, 11.073	Règle 59.3	10.042, 10.047	Règle 70.2.f)	10.075
Règle 48.2.g)	9.015	Règle 59.3.a)	10.007	Règle 70.13	10.072
Règle 48.2.h)	9.014-9.015	Règle 59.3.b)	10.007	Règle 70.16	10.076
Règle 48.2.i)	11.041	Règle 59.3.c)	10.008, 10.009	Règle 70.16.a)iii)	11.041
Règle 48.2.l)	9.016A	Règle 59.3.d)	10.009	Règle 70.17	10.078
Règle 48.3	6.020, 9.017	Règle 59.3.e)	10.007	Règle 71	9.001.vii)
Règle 48.3.b)	5.013, 9.018	Règle 59.3.f)	10.008	Règle 71.1	10.079
Règle 48.4	9.013	Règle 60.1	10.044	Règle 71.1.b)	10.079A, 10.080, 11.074
Règle 49.5.a)ii)	9.004	Règle 60.1.a)	10.044	Règle 71.2	10.082
Règle 49.5.c)	9.004	Règle 60.1.a)bis	10.017	Règle 72	9.001.vii), 10.078
Règle 49.5.c-bis)	9.004	Règle 60.1.a)ter	10.031	Règle 73	9.001.vii)
Règle 49.5.f)	5.141	Règle 60.1.b)	10.047, 10.048	Règle 73.2	10.079
Règle 49bis.1	5.055	Règle 60.1.c)	10.049	Règle 73.2.a)	10.080
Règle 49ter.1	5.069	Règle 60.1.g)	10.026	Règle 74	9.001.vii), 10.078
Règle 49ter.1.a)	5.065	Règle 61.1	10.044	Règle 78	5.111
Règle 49ter.1.b)	5.065	Règle 61.1.a)	10.045	Règle 80	5.029, 11.062
Règle 49ter.1.g)	5.069	Règle 61.1.b)	10.046, 10.048, 10.049	Règle 80.5	5.059
Règle 51	6.055	Règle 61.2	10.045	Règle 80.6	11.062
Règle 51bis.1	5.075, 5.086	Règle 61.2.d)	9.029	Règle 82	11.063
Règle 51bis.1.a)i)	5.074	Règle 61.3	10.045	Règle 82.1	11.063, 11.064
Règle 51bis.1.a)ii)	5.074	Règle 61.4	10.045	Règle 82.1.b)	11.063
Règle 51bis.1.a)iii)	5.074	Règle 62	10.053	Règle 82.1.c)	11.063
Règle 51bis.1.a)iv)	5.074, 6.048	Règle 62.1	9.010	Règle 82.1.d)	11.064
Règle 51bis.1.a)v)	5.074	Règle 62.1.i)	5.183	Règle 82.1.e)	11.064
Règle 51bis.1.a)vi)	5.088	Règle 62.2	9.010	Règle 82bis	6.056
Règle 51bis.2	5.075, 5.080, 5.081	Règle 64	10.058	Règle 82ter.1	6.012, 6.031
Règle 52	5.111	Règle 65	10.059	Règle 82ter.1.b)	6.031
Règle 53	10.012, 10.013, 10.047	Règle 66.1	10.061	Règle 82ter.1.d)	6.031
Règle 53.2.a)ii)	10.021	Règle 66.1.b)	9.011, 10.024, 10.028	Rule 82quater.1	11.065-11.065A
Règle 53.2.a)v)	10.025	Règle 66.1.d)	10.024	Rule 82quater.2	11.065B
Règle 53.4	10.017, 10.031	Règle 66.1bis	7.032, 10.028	Règle 83.1bis	5.042, 11.002
Règle 53.5	10.017, 10.021	Règle 66.1ter	10.062A	Règle 86.1.i)	9.016, 9.021, 9.022
Règle 53.6	10.014	Règle 66.2	10.064, 10.066	Règle 86.2.a)	9.020
Règle 53.7	9.003, 10.001, 10.005, 10.029	Règle 66.2.a)	10.064	Règle 86.4	9.021, 9.022
Règle 53.8	10.031	Règle 66.2.a)i)	10.064	Règle 89bis	5.189
Règle 53.9	10.025	Règle 66.2.a)ii)	10.064	Règle 89ter	5.015, 5.189
Règle 53.9.a)i)	10.026, 10.053	Règle 66.2.a)iii)	10.065	Règle 90	10.021
Règle 53.9.a)ii)	10.026	Règle 66.2.a)iv)	9.009, 10.064, 11.047	Règle 90.1	5.041, 8.018, 11.001, 11.002
Règle 53.9.b)	10.026, 10.054	Règle 66.2.a)v)	10.064	Règle 90.1.a)	10.020
Règle 53.9.c)	10.055	Règle 66.2.a)vi)	10.062, 10.064	Règle 90.1.c)	10.020
Règle 54	5.009, 10.004	Règle 66.2.a)vii)	10.064	Règle 90.1.d)	11.004
Règle 54.1	10.017	Règle 66.2.b)	10.067	Règle 90.1.d)ii)	5.045, 8.018
Règle 54.2	10.017, 10.049	Règle 66.2.c)	10.067	Règle 90.2	5.048, 10.022
Règle 54.4	10.043	Règle 66.2.d)	10.066, 10.067	Règle 90.2.a)	11.005
Règle 54bis.1.a)	10.009, 10.010, 10.026, 10.028, 10.051	Règle 66.3	10.067	Règle 90.2.b)	11.006
Règle 55.1	10.013, 10.047	Règle 66.4	10.067	Règle 90.3	5.043, 5.046, 5.088, 5.089, 10.031, 11.010
Règle 55.2	9.010, 10.011, 10.055, 10.074, 11.066	Règle 66.4.a)	10.066	Règle 90.3.a)	8.026
Règle 55.3	9.010, 10.055, 10.071, 11.046	Règle 66.4bis	10.028, 10.061, 10.068	Règle 90.4	5.089, 8.018, 10.022, 11.008
Règle 55.3.a)	10.055	Règle 66.5	10.067	Règle 90.4.a)	11.007
Règle 55.3.b)	10.055	Règle 66.6	10.067	Règle 90.4.d)	5.044
Règle 55.3.c)	10.055	Règle 66.7	10.056	Règle 90.4.e)	5.044, 11.048
Règle 55.3.d)	10.055	Règle 66.8	10.067, 10.071	Règle 90.5	5.089, 8.018, 11.009
Règle 57.1	10.035.ii), 10.037	Règle 67	10.064	Règle 90.5.c)	5.044
Règle 57.2.a)	10.039	Règle 68	10.072	Règle 90.5.d)	5.044, 11.048
Règle 57.2.b)	10.038	Règle 68.5	10.072	Règle 90.6.a)	11.011
Règle 57.3	10.039, 10.042, 10.047	Règle 69.1	10.074, 11.038		
Règle 57.4	10.043	Règle 69.1.a)	10.051		
		Règle 69.1.a)iii)	10.010		
		Règle 69.1.b)	10.052		
		Règle 69.1.c)	10.053		

Règle 90.6.b)	5.045, 11.012	Règle 94.1.b)	8.053, 11.073	Instruction 216	6.047	
Règle 90.6.c)	11.012	Règle 94.1.c)	9.027	Instruction 305	5.180	
Règle 90.6.d)	11.014	Règle 94.1.e)	11.073A	Instruction 305bis	5.181, 5.182	
Règle 90.6.e)	11.014	Règle 94.1bis.a)	11.072	Instruction 309.b.iv)	6.029A	
Règle 90bis.1	11.008, 11.009, 11.048	Règle 94.1bis.b)	11.073	Instruction 312	6.012	
Règle 90bis.1.c)	9.023A, 11.049	Règle 94.1ter.a)	11.072	Instruction 313	5.084	
Règle 90bis.2	9.003, 11.008, 11.009, 11.050	Règle 94.1ter.b)	11.073	Instruction 316	11.027	
Règle 90bis.2.a)	11.051	Règle 94.2	10.080, 11.074	Instruction 317	6.047	
Règle 90bis.2.b)	11.052	Règle 94.3	10.080, 11.074	Instruction 317bis	5.056A	
Règle 90bis.2.c)	11.053	Règle 96	5.184	Instruction 321	5.195	
Règle 90bis.2.e)	11.054	Barème de taxes	5.101, 5.184.iii), 5.188, 5.193, 6.023, 7.010, 10.035.ii), 10.041	Instruction 325	11.041	
Règle 90bis.3	11.008, 11.009, 11.056	Instructions administratives			Instruction 329	6.036
Règle 90bis.3.d)	11.057	Instruction	Paragraphe	Instruction 330	6.010	
Règle 90bis.3.e)	11.057	Instruction 102.b)i)	10.012	Instruction 404	9.015	
Règle 90bis.3bis	11.058	Instruction 102.f)	8.006	Instruction 406.b)	9.015	
Règle 90bis.4	10.005, 11.008, 11.009, 11.060	Instruction 102.g)	8.006	Instruction 406bis	9.017	
Règle 90bis.4.a)	10.031	Instruction 102.h)i)	5.015	Instruction 407.b)	9.016	
Règle 90bis.5	10.031, 11.006, 11.048, 11.050, 11.056, 11.060	Instruction 102.i)	5.015	Instruction 411	5.070	
Règle 91	5.110, 5.126, 5.161, 10.076, 11.033, 11.037, 11.040, 11.041	Instruction 102.j)	10.012	Instruction 413bis	11.041	
Règle 91.1	11.044, 11.045	Instruction 104	8.009, 8.010, 11.066	Instruction 419.c)	6.050	
Règle 91.1.a)	11.033	Instruction 106	5.042	Instruction 419bis	5.056	
Règle 91.1.b)	11.038	Instruction 108	5.051, 8.022	Instruction 420	5.183	
Règle 91.1.b)iii)	11.037	Instruction 108.b)	11.015	Instruction 420.b)	8.052	
Règle 91.1.b)iv)	11.035	Instruction 108.c)	11.016	Instruction 422	11.018	
Règle 91.1.c)	11.034	Instruction 108.d)	11.017	Instruction 422bis.a)iii)	11.018B	
Règle 91.1.d)	11.035	Instruction 109	5.017, 5.105, 8.013, 11.071	Instruction 425	11.014	
Règle 91.1.e)	11.035	Instruction 110	5.061, 8.013	Instruction 431	10.045	
Règle 91.1.f)	11.036	Instruction 111	11.065, 11.065B	Instruction 511	11.041	
Règle 91.1.g)	11.033, 11.037	Instruction 113	9.013	Instruction 513	5.099	
Règle 91.1.h)	11.040	Instruction 113.b)	11.043	Instruction 513.a)	7.005	
Règle 91.2	11.039	Instruction 113.c)	6.044	Instruction 602bis	10.079A	
Règle 91.3.a)	11.041, 11.044	Instruction 115	5.033	Instruction 604	10.075	
Règle 91.3.b)	11.041	Instruction 201	5.087	Instruction 607	11.041	
Règle 91.3.c)	11.042	Instruction 203.b)	5.022	Instruction 614	10.046	
Règle 91.3.d)	11.043	Instruction 204	5.094	Instruction 702	5.189	
Règle 91.3.e)	11.044	Instruction 205	9.005, 9.006	Instruction 707	5.101	
Règle 91.3.f)	11.044	Instruction 206	5.115	Instruction 801.a)	11.109	
Règle 92	11.066	Instruction 207	5.106, 5.172	Instruction 801.b.i)	11.112	
Règle 92.1	6.052, 8.026	Instruction 207.a)	5.011	Instruction 801.b.iii)	11.115	
Règle 92.2.d)	8.009, 8.010	Instruction 207.b)	5.012, 5.140	Instruction 801.b.iv)	11.115	
Règle 92.4	6.003, 11.067	Instruction 208	5.099, 7.005-7.007, 11.088	Instruction 802.a.i)	11.111	
Règle 92.4.d)	11.069	Instruction 209	5.086, 11.082	Instruction 802.a.ii)	11.110	
Règle 92bis	5.029, 11.018	Instruction 211	5.078	Instruction 802.a.iii)	11.113	
Règle 92bis.1	10.018, 11.023	Instruction 212	5.078	Instruction 802.b)	11.116	
Règle 92bis.1.a)	11.023	Instruction 213	5.078	Instruction 803.a)	11.116	
Règle 92bis.1.b)	11.021	Instruction 214	5.078, 5.079	Instruction 804.a)	11.116	
Règle 93bis	9.001, 9.028, 10.079	Instruction 214.a)	5.079	Instruction 804.b)	11.109, 11.110, 11.113, 11.114	
Règle 93bis.1	9.002	Instruction 214.b)	5.079	Instruction 805	11.117	
Règle 94	9.025, 10.003	Instruction 214.c)	6.048	Annexe B	5.115	
Règle 94.1	10.080, 11.074	Instruction 215	5.078	Annexe C	5.099, 5.101, 5.102, 6.014, 6.020, 7.005-7.007, 7.010, 10.063, 11.088	
Règle 94.1.a)	11.072			Annexe F	5.100, 5.189, 7.009	
				Annexe G	5.185	

A**États contractants du PCT¹****A**

Code à deux lettres et nom de l'État	Date à laquelle l'État est devenu lié par le PCT ¹	Code à deux lettres et nom de l'État	Date à laquelle l'État est devenu lié par le PCT ¹
AE Émirats arabes unis	10 mars 1999	DM Dominique	7 août 1999
AG Antigua-et-Barbuda	17 mars 2000	DO République Dominicaine	28 mai 2007
AL Albanie	4 octobre 1995	DZ Algérie ²	8 mars 2000
AM Arménie ²	25 décembre 1991	EC Équateur	7 mai 2001
AO Angola	27 décembre 2007	EE Estonie	24 août 1994
AT Autriche	23 avril 1979	EG Égypte	6 septembre 2003
AU Australie	31 mars 1980	ES Espagne	16 novembre 1989
AZ Azerbaïdjan	25 décembre 1995	FI Finlande ⁵	1 ^{er} octobre 1980
BA Bosnie-Herzégovine	7 septembre 1996	FR France ^{2, 6}	25 février 1978
BB Barbade	12 mars 1985	GA Gabon	24 janvier 1978
BE Belgique	14 décembre 1981	GB Royaume-Uni ⁷	24 janvier 1978
BF Burkina Faso	21 mars 1989	GD Grenade	22 septembre 1998
BG Bulgarie	21 mai 1984	GE Géorgie ²	25 décembre 1991
BH Bahreïn ²	18 mars 2007	GH Ghana	26 février 1997
BJ Bénin	26 février 1987	GM Gambie	9 décembre 1997
BN Brunéi Darussalam	24 juillet 2012	GN Guinée	27 mai 1991
BR Brésil	9 avril 1978	GQ Guinée équatoriale	17 juillet 2001
BW Botswana	30 octobre 2003	GR Grèce	9 octobre 1990
BY Bélarus ²	25 décembre 1991	GT Guatemala	14 octobre 2006
BZ Belize	17 juin 2000	GW Guinée-Bissau	12 décembre 1997
CA Canada	2 janvier 1990	HN Honduras	20 juin 2006
CF République centrafricaine	24 janvier 1978	HR Croatie	1 ^{er} juillet 1998
CG Congo	24 janvier 1978	HU Hongrie ²	27 juin 1980
CH Suisse	24 janvier 1978	ID Indonésie ²	5 septembre 1997
CI Côte d'Ivoire	30 avril 1991	IE Irlande	1 ^{er} août 1992
CL Chili ²	2 juin 2009	IL Israël	1 ^{er} juin 1996
CM Cameroun	24 janvier 1978	IN Inde ²	7 décembre 1998
CN Chine ^{3, 4}	1 ^{er} janvier 1994	IR Iran (République islamique d')	4 octobre 2013
CO Colombie	28 février 2001	IS Islande	23 mars 1995
CR Costa Rica	3 août 1999	IT Italie	28 mars 1985
CU Cuba ²	16 juillet 1996	JO Jordanie	9 juin 2017
CY Chypre	1 ^{er} avril 1998	JP Japon	1 ^{er} octobre 1978
CZ Tchéquie	1 ^{er} janvier 1993	KE Kenya	8 juin 1994
DE Allemagne	24 janvier 1978	KG Kirghizistan ²	25 décembre 1991
DJ Djibouti	23 septembre 2016	KH Cambodge	8 décembre 2016
DK Danemark	1 ^{er} décembre 1978	KM Comores	3 avril 2005

A

États contractants du PCT¹

[Suite]

A

Code à deux lettres et nom de l'État	Date à laquelle l'État est devenu lié par le PCT ¹	Code à deux lettres et nom de l'État	Date à laquelle l'État est devenu lié par le PCT ¹
KN Saint-Kitts-et-Nevis	27 octobre 2005	OM Oman ²	26 octobre 2001
KP République populaire démocratique de Corée	8 juillet 1980	PA Panama	7 septembre 2012
KR République de Corée	10 août 1984	PE Pérou	6 juin 2009
KW Koweït	9 septembre 2016	PG Papouasie-Nouvelle- Guinée	14 juin 2003
KZ Kazakhstan ²	25 décembre 1991	PH Philippines	17 août 2001
LA République démocratique populaire lao ²	14 juin 2006	PL Pologne ⁵	25 décembre 1990
LC Sainte-Lucie ²	30 août 1996	PT Portugal	24 novembre 1992
LI Liechtenstein	19 mars 1980	QA Qatar ²	3 août 2011
LK Sri Lanka	26 février 1982	RO Roumanie ²	23 juillet 1979
LR Libéria	27 août 1994	RS Serbie ⁹	1 ^{er} février 1997
LS Lesotho	21 octobre 1995	RU Fédération de Russie ²	29 mars 1978 ¹⁰
LT Lituanie	5 juillet 1994	RW Rwanda	31 août 2011
LU Luxembourg	30 avril 1978	SA Arabie saoudite	3 août 2013
LV Lettonie	7 septembre 1993	SC Seychelles	7 novembre 2002
LY Libye	15 septembre 2005	SD Soudan	16 avril 1984
MA Maroc	8 octobre 1999	SE Suède ⁵	17 mai 1978
MC Monaco	22 juin 1979	SG Singapour	23 février 1995
MD République de Moldova ²	25 décembre 1991	SI Slovénie	1 ^{er} mars 1994
ME Monténégro	3 juin 2006	SK Slovaquie	1 ^{er} janvier 1993
MG Madagascar	24 janvier 1978	SL Sierra Leone	17 juin 1997
MK Macédoine du Nord	10 août 1995	SM Saint-Marin	14 décembre 2004
ML Mali	19 octobre 1984	SN Sénégal	24 janvier 1978
MN Mongolie	27 mai 1991	ST Sao Tomé-et-Principe	3 juillet 2008
MR Mauritanie	13 avril 1983	SV El Salvador	17 août 2006
MT Malte ²	1 ^{er} mars 2007	SY République arabe syrienne . .	26 juin 2003
MW Malawi	24 janvier 1978	SZ Eswatini	20 septembre 1994
MX Mexique	1 ^{er} janvier 1995	TD Tchad	24 janvier 1978
MY Malaisie ²	16 août 2006	TG Togo	24 janvier 1978
MZ Mozambique ²	18 mai 2000	TH Thaïlande ²	24 décembre 2009
NA Namibie	1 ^{er} janvier 2004	TJ Tadjikistan ²	25 décembre 1991
NE Niger	21 mars 1993	TM Turkménistan ²	25 décembre 1991
NG Nigéria	8 mai 2005	TN Tunisie ²	10 décembre 2001
NI Nicaragua	6 mars 2003	TR Turquie	1 ^{er} janvier 1996
NL Pays-Bas ⁸	10 juillet 1979	TT Trinité-et-Tobago	10 mars 1994
NO Norvège ⁵	1 ^{er} janvier 1980	TZ République-Unie de Tanzanie	14 septembre 1999
NZ Nouvelle-Zélande	1 ^{er} décembre 1992	UA Ukraine ²	25 décembre 1991

A

États contractants du PCT¹

[Suite]

A

Code à deux lettres et nom de l'État	Date à laquelle l'État est devenu lié par le PCT ¹	Code à deux lettres et nom de l'État	Date à laquelle l'État est devenu lié par le PCT ¹
UG Ouganda	9 février 1995	VN Viet Nam	10 mars 1993
US États-Unis d'Amérique ^{11, 12}	24 janvier 1978	WS Samoa ²	2 janvier 2020
UZ Ouzbékistan ²	25 décembre 1991	ZA Afrique du Sud ²	16 mars 1999
VC Saint-Vincent-et- les Grenadines ²	6 août 2002	ZM Zambie	15 novembre 2001
		ZW Zimbabwe	11 juin 1997

(Total: 153 États)

¹ Tous les États contractants du PCT sont liés par le chapitre II du PCT relatif à l'examen préliminaire international.

² Avec la déclaration prévue à l'article 64.5) du PCT.

³ S'applique aussi à Hong Kong (Chine) à compter du 1^{er} juillet 1997.

⁴ Non applicable à Macao (Chine).

⁵ Avec la déclaration prévue à l'article 64.2a)ii) du PCT.

⁶ Y compris tous les départements et territoires d'outre-mer.

⁷ Le Royaume-Uni a étendu l'application du PCT à l'île de Man avec effet au 29 octobre 1983, au territoire de Gibraltar avec effet au 1^{er} janvier 2021 [et au territoire du Bailliage de Guernesey avec effet au 23 mars 2021](#).

⁸ Ratification pour le Royaume en Europe, les Antilles néerlandaises et Aruba. Les Antilles néerlandaises ont cessé d'exister le 10 octobre 2010. À partir de cette date, le PCT continue de s'appliquer à Curaçao et Saint-Martin. Le PCT continue de s'appliquer également aux îles Bonaire, Saint Eustache et Saba qui, avec effet au 10 octobre 2010, font partie intégrante du territoire du Royaume des Pays Bas en Europe.

⁹ La Serbie est l'État assurant la continuation de la Serbie-et-Monténégro à compter du 3 juin 2006.

¹⁰ Date de ratification par l'Union soviétique, continuée par la Fédération de Russie à compter du 25 décembre 1991.

¹¹ Avec les déclarations prévues aux articles 64.3a) et 64.4a) du PCT.

¹² Le traité s'applique à toutes les régions pour lesquelles les États-Unis d'Amérique exercent des responsabilités internationales.

B1**Informations sur les États contractants****B1****AE****ÉMIRATS ARABES UNIS****AE****Informations générales**

Nom de l'office :	Centre international pour l'enregistrement des brevets , Ministère de l'économie (Émirats arabes unis)
Siège et adresse postale :	P.O. Box 3625, Sheikh Khalifa Bin Saeed Street, Dubaï, Émirats arabes unis P.O. Box 901, Liwa Tower , Abu Dhabi, Émirats arabes unis
Téléphone :	Dubai: (971-4) 14 15 81, 14 15 60 Abu Dhabi: (971-2) 613 14 02
Télécopieur :	Dubai: (971-4) 385 10 77, 358 13 13 Abu Dhabi: (971-2) 626 36 34
Courrier électronique :	icpr@economy.ae
Internet :	www.economy.gov.ae
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux des Émirats arabes unis et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C(IB))
Office désigné (ou élu) compétent si les Émirats arabes unis sont désignés (ou élus) :	Centre international pour l'enregistrement des brevets , Ministère de l'économie (Émirats arabes unis) (voir la phase nationale)
Les Émirats arabes unis peuvent-ils être élus ?	Oui (liés par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité, brevets d'addition
Dispositions de la législation des Émirats arabes unis relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****AE****ÉMIRATS ARABES UNIS****AE***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si les Émirats arabes unis sont désignés (ou élus)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
les Émirats arabes unis sont désignés
(ou élus) :Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant
à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1 du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter
de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****AG****ANTIGUA-ET-BARBUDA****AG****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle et du commerce d'Antigua-et-Barbuda (ABIPCO) Antigua and Barbuda Intellectual Property and Commerce Office (ABIPCO)
Siège et adresse postale :	Hewlett House, St. John's Street, Saint John's, Antigua, Antigua-et-Barbuda
Téléphone :	(1-268) 562 54 40
Télécopieur :	(1-268) 562 54 38
Courrier électronique :	abipco@antigua.gov.ag
Internet :	www.abipco.gov.ag
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit Federal Express, Parcel Plus ou UPS
Office récepteur compétent pour les nationaux d'Antigua-et-Barbuda et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Antigua-et-Barbuda est désignée (ou élue) :	Office de la propriété intellectuelle et du commerce d'Antigua-et-Barbuda (ABIPCO)
Antigua-et-Barbuda peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, certificats de modèle d'utilité

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****AG****ANTIGUA-ET-BARBUDA****AG***[Suite]***Informations utiles si Antigua-et-Barbuda est désignée (ou élue)**

Dispositions de la législation d'Antigua-et-Barbuda relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Néant

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Antigua-et-Barbuda est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****AL****ALBANIE****AL****Informations générales**

Nom de l'office :	Drejtoria e Përgjithshme e Pronësisë Industriale Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie)
Siège et adresse postale :	Bulevardi “Zhan D’Ark”, Prona Nr. 33, Shtëpia e Ushtarakëve, Tirana, Albanie
Téléphone :	(355-42) 234 412
Télécopieur :	(355-42) 234 412
Courrier électronique :	mailinf@dppm.gov.al
Internet :	www.dppm.gov.al
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de un mois à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou TNT
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Albanie et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Albanie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
L'Albanie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité Européenne : Brevets
Dispositions de la législation de l'Albanie relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1 Informations sur les États contractants

B1

AL

ALBANIE

AL

[Suite]

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Toute demande internationale désignant l'Albanie qui a été publiée conformément à l'article 21 du PCT donnera au déposant les mêmes droits que ceux que la loi nationale albanaise prévoit pour ce qui concerne la publication nationale obligatoire des demandes nationales qui n'ont pas fait l'objet d'un examen. La protection provisoire s'appliquera à compter de la date à laquelle une traduction en albanais des revendications de la demande internationale est publiée par l'Office (art. 27 de la loi sur la propriété industrielle de l'Albanie).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen et :

1) la demande internationale est publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : le déposant a le droit de réclamer une rémunération raisonnable pour toute contrefaçon, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales, le cas échéant, relatives à la traduction des revendications de la demande (voir les articles 67 et 153(4) CBE)¹; ou

2) la demande internationale est publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1) ne prend effet qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale qui lui est remise dans l'une de ses langues officielles (voir l'article 153(4) CBE et l'article 82(1) de la Loi sur la propriété industrielle de l'Albanie).

Informations utiles si l'Albanie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Albanie est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

¹ Pour de plus amples détails sur la loi nationale concernant la CBE, voir www.epo.org/patents/law/legal-texts/national-law-epc.html, en particulier, "Droits conférés par la demande de brevet européen après sa publication conformément à l'article 93 CBE (article 67 CBE)" et "Traductions pour l'obtention de la protection provisoire".

B1**Informations sur les États contractants****B1****AM****ARMÉNIE****AM****Informations générales**

Nom de l'office :	Mtavor Sepakanutyan Grasenyak Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie
Siège et adresse postale :	Republic Square, Government House 3, 0010 Yerevan , Arménie
Téléphone :	(374-11) 59 75 34, 59 75 30
Télécopieur :	(374-10) 54 34 67
Courrier électronique :	armpat@aipa.am
Internet :	www.aipa.am
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Arménie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie, Office eurasien des brevets (OEAB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Inventions réalisées en Arménie
Office désigné (ou élu) compétent si l'Arménie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie (voir la phase nationale) Brevet eurasien : Office eurasien des brevets (OEAB) (voir la phase nationale)

[Suite sur la page suivante]

¹ Loi sur les [brevets](#), article 58.

B1 Informations sur les États contractants B1

AM ARMÉNIE AM

[Suite]

L'Arménie peut-elle être élue?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale: Brevets, brevets de courte durée Eurasienne: Brevets
Dispositions de la législation de l'Arménie relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si l'Arménie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Arménie est désignée (ou élue):	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?	Non

Pour un brevet eurasien – Voir Organisation eurasienne des brevets (EA) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****AO****ANGOLA****AO****Informations générales**

Nom de l'office :	Instituto Angolano da Propriedade Industrial Institut angolais de la propriété industrielle
Siège et adresse postale :	Largo 17 de Setembro, Edifício Palácio de Vidro, nº 7, 4º Andar, Ala Esquerda, Caixa Postal 3840, Luanda-Marginal, Angola
Téléphone :	(244-222) 04 49 91, (244-922) 40 49 36
Courrier électronique :	iapi1992@iapi.gov.ao
Internet :	—
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Angola et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Angola est désigné (ou élu) :	Institut angolais de la propriété industrielle
L'Angola peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité, certificats d'addition
Dispositions de la législation de l'Angola relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si l'Angola est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Angola est désigné (ou élu) :	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non

(18 mars 2021)

B1**Informations sur les États contractants****B1****AT****AUTRICHE****AT****Informations générales**

Nom de l'office :	Österreichisches Patentamt Office autrichien des brevets
Siège et adresse postale :	Dresdner Straße 87, A-1200 Wien, Autriche
Téléphone :	(43-1) 53424-0 (43-1) 53424-450 (services du PCT)
Courrier électronique :	pct@patentamt.at (pour toutes questions relatives aux demandes internationales spécifiques concernant le PCT)
Internet :	www.patentamt.at
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Autriche et les personnes qui y sont domiciliées :	Office autrichien des brevets, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Autriche est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office autrichien des brevets (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
L'Autriche peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, brevets d'addition, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet national) Européenne : Brevets

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****AT****AUTRICHE****AT***[Suite]*

Dispositions de la législation de l'Autriche relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Le déposant peut, dès la date de publication de la demande internationale, exiger une indemnité de toute personne qui exploite l'objet de la demande sans titre valable. Si la demande n'est pas publiée en langue allemande, ce droit prend effet dès la publication d'une traduction en allemand présentée à l'Office autrichien des brevets.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

1) Demande internationale publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : indemnité raisonnable en l'espèce, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction des revendications de la demande, le cas échéant.

2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1) ne prend effet qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale qui lui est remise dans l'une de ses langues officielles.

Informations utiles si l'Autriche est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Autriche est désignée (ou élue) :

Ces indications ne sont pas exigées

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****AU****AUSTRALIE****AU****Informations générales**

Nom de l'office :	Australian Patent Office Office australien des brevets
Siège :	Discovery House, 47 Bowes Street, Phillip, Canberra A.C.T. 2606, Australie
Adresse postale :	P.O. Box 200, Woden, A.C.T. 2606, Australie
Téléphone :	1300 65 10 10 (local) (61-2) 6283 2999 (international)
Courrier électronique :	pct@ipaustalia.gov.au
Internet :	www.ipaustalia.gov.au/
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes nationales et internationales déposées sous forme électronique disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Australie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office australien des brevets ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Australie est désignée (ou élue) :	Office australien des brevets (voir la phase nationale)
L'Australie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir <https://www.ipaustalia.gov.au/patents/applying-patent/international-application-process/applying-international-application/priority-document-access-service-das>

B1	Informations sur les États contractants	B1
AU	AUSTRALIE	AU
	<i>[Suite]</i>	

Types de protection disponibles
par la voie PCT :

Brevets, brevets d'addition

Dispositions de la législation de
l'Australie relatives à la recherche de
type international :

Règle 3.14A du règlement d'application de la loi sur les brevets

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Le déposant jouit des droits définis à l'article 57 de la loi de 1990 sur les brevets à compter de la date à laquelle la demande internationale est publiée selon l'article 21 du PCT ou, à un autre titre, est mise à disposition du public pour inspection en vertu de l'article 56A de la loi de 1990 sur les brevets et règle 4.4 du règlement d'application de la loi sur les brevets (c'est-à-dire, en général, les mêmes droits que ceux qu'il aurait eus si le brevet avait été délivré le jour où la spécification est publiée à l'exception du fait qu'il ne peut pas intenter une action en contrefaçon avant que le brevet ait été délivré)

Informations utiles si l'Australie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
l'Australie est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou doivent être communiqués dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****AZ****AZERBAÏDJAN****AZ****Informations générales**

Nom de l'office :	Azərbaycan Respublikasının Əqli Mülkiyyət Agentliyi Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan
Siège et adresse postale :	Government House, U. Hajibeyli 84, AZ 1000 Baku, Azerbaïdjan
Téléphone :	(99-412) 493 39 44, 493 66 87
Télécopieur :	(99-412) 498 10 28, 498 10 29
Courrier électronique :	info@copat.gov.az
Internet :	www.copat.gov.az
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Azerbaïdjan et les personnes qui y sont domiciliées :	Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan, Office eurasien des brevets (OEAB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Demandes contenant des secrets d'État

[Suite sur la page suivante]

¹ Loi sur les brevets de la République d'Azerbaïdjan, article 25.

B1 Informations sur les États contractants B1

AZ AZERBAÏDJAN AZ

[Suite]

Office désigné (ou élu) compétent si l'Azerbaïdjan est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan (voir la phase nationale)
	Brevet eurasien : Office eurasien des brevets (OEAB) (voir la phase nationale)

L'Azerbaïdjan peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
----------------------------------	-------------------------------------

Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité
	Eurasienne : Brevets

Dispositions de la législation de l'Azerbaïdjan relatives à la recherche de type international :	Néant
--	-------

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant
---	-------

Informations utiles si l'Azerbaïdjan est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Azerbaïdjan est désigné (ou élu) :	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans le délai fixé dans l'invitation.
---	---

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non
--	-----

Pour un brevet eurasien – Voir Organisation eurasienne des brevets (EA) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****BA****BOSNIE-HERZÉGOVINE****BA****Informations générales**

Nom de l'office :	Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine
Siège et adresse postale :	Siège: Kneza Domagoja bb, 88000 Mostar, Bosnie-Herzégovine Agences: Banja Luka : Akademika Jovana Surutke 13/III, 78000 Banja Luka, Bosnie-Herzégovine Sarajevo : Bulevar Meše Selimovića 95, Lamela C, 3 sprat , 71000 Sarajevo, Bosnia and Herzegovina
Téléphone :	Siège: (387-36) 33 43 81 Agences: (387-51) 22 68 40 (Banja Luka) (387-33) 65 27 65 (Sarajevo)
Télécopieur :	Siège: (387-36) 31 84 20 Agences: (387-51) 22 68 41 (Banja Luka) (387-33) 65 27 57 (Sarajevo)
Courrier électronique :	info@ipr.gov.ba
Internet :	www.ipr.gov.ba
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur ou courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit un service de livraison reconnu
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Bosnie-Herzégovine et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Bosnie-Herzégovine est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine (voir la phase nationale) Extension du brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)

[Suite sur la page suivante]

B1 Informations sur les États contractants**B1****BA BOSNIE-HERZÉGOVINE****BA***[Suite]*

La Bosnie-Herzégovine peut-elle être élue ?

Oui (liée par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Nationale : Brevets, “consensual patents”
 Européenne : Brevets européens aux effets étendus

Dispositions de la législation de la Bosnie-Herzégovine relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Néant

Informations utiles si la Bosnie-Herzégovine est désignée (ou élue)**Pour la protection nationale**

Délai dans lequel le nom et l’adresse de l’inventeur doivent être communiqués si la Bosnie-Herzégovine est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. S’ils n’ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l’article 22 ou 39.1) du PCT, l’office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l’invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir annexe L)

Pour l’extension d’un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l’annexe B2, le résumé (EP) et les chapitres nationaux EP et BA

B1**Informations sur les États contractants****B1****BB****BARBADE****BB****Informations générales**

Nom de l'office :	Corporate Affairs and Intellectual Property Office (Barbados) Office des sociétés et de la propriété intellectuelle (Barbade)
Siège et adresse postale :	Ground Floor BAOBAB Tower, Warrens, St. Michael, Barbade
Téléphone :	(1-246) 535 24 01, 535 24 02
Télécopieur :	(1-246) 535 24 44
Courrier électronique :	general@caipo.gov.bb
Internet :	www.caipo.gov.bb
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Barbade et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C(IB))
Office désigné (ou élu) compétent si la Barbade est désignée (ou élue) :	Office des sociétés et de la propriété intellectuelle (Barbade) (voir la phase nationale)
La Barbade peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation de la Barbade relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

BB

BARBADE

BB

[Suite]

Informations utiles si la Barbade est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Barbade est désignée (ou élue):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****BE****BELGIQUE****BE****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle (Belgique)
Siège et adresse postale :	Atrium C, Rue du Progrès 50, B-1210 Bruxelles, Belgique
Téléphone :	(32-2) 277 90 11
Télécopieur :	(32-2) 277 52 62
Courrier électronique :	opridie-tech@economie.fgov.be
Internet :	https://economie.fgov.be/fr/themes/propriete-intellectuelle/institutions-et-acteurs/office-belge-de-la-propriete
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Belgique et les personnes qui y sont domiciliées :	Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant ¹ (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Belgique est désignée (ou élue) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Belgique peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets européens

[Suite sur la page suivante]

¹ Une personne **physique ou morale ayant la nationalité belge ou ayant son domicile ou son siège** en Belgique doit déposer une demande internationale qui peut intéresser la défense du territoire ou la sûreté de l'État auprès de l'Office de la propriété intellectuelle (Belgique).

B1

Informations sur les États contractants

B1

BE

BELGIQUE

BE

[Suite]

Dispositions de la législation de la Belgique relatives à la recherche de type international :

Article XI.23, paragraphe 10 du Code de droit économique

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Désignation aux fins d'un brevet européen :

- 1) Demande internationale publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction des revendications de la demande, le cas échéant.
 - 2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1) ne prend effet qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale remise à l'OEB dans l'une de ses langues officielles.
-

Informations utiles si la Belgique est désignée (ou élue)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****BF****BURKINA FASO****BF****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Burkina Faso et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Burkina Faso est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Burkina Faso peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****BG****BULGARIE****BG****Informations générales**

Nom de l'office :	Patentno vedomstvo na Republica Bulgaria Office des brevets de la République de Bulgarie
Siège et adresse postale :	52B, Dr. G.M. Dimitrov Blvd, 1040 Sofia, Bulgarie
Téléphone :	(359-2) 970 13 21
Télécopieur :	(359-2) 873 52 58
Courrier électronique :	services@bpo.bg
Internet :	www.bpo.bg
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Bulgarie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office des brevets de la République de Bulgarie, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant ¹ (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Bulgarie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office des brevets de la République de Bulgarie (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Bulgarie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en parallèle d'un brevet national) Européenne : Brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Une personne domiciliée en Bulgarie peut déposer une demande internationale directement auprès de l'Office européen des brevets ou du Bureau international de l'OMPI trois mois après qu'une demande de brevet portant sur la même invention a été déposée auprès de l'Office des brevets de la République de Bulgarie et que cette dernière a été classée par les autorités militaires de la Bulgarie comme n'étant pas de nature confidentielle.

B1	Informations sur les États contractants	B1
BG	BULGARIE	BG
	[Suite]	

Dispositions de la législation de la Bulgarie relatives à la recherche de type international :

Article 68.2) de la loi sur les brevets et l'enregistrement des modèles d'utilité

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

La demande internationale mise à la disposition du public bénéficie d'une protection temporaire en vertu des alinéas 1) et 2) de l'article 29 du PCT, à compter du jour de la parution du numéro du bulletin officiel de l'Office des brevets de la République de Bulgarie comportant l'annonce de la publication de la traduction en bulgare de la demande internationale.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

La demande européenne mise à la disposition du public bénéficie d'une protection temporaire en vertu de l'article 67(1) de la Convention sur le brevet européen, à compter du jour de la parution du numéro du bulletin officiel de l'Office des brevets de la République de Bulgarie comportant l'annonce de la publication de la traduction en bulgare de la demande européenne (voir l'article 72b.3) de la loi sur les brevets et l'enregistrement des modèles d'utilité).

Informations utiles si la Bulgarie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Bulgarie est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour la protection européenne – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****BH****BAHREÏN****BH****Informations générales**

Nom de l'office :	National Patent Office (Bahrain) Office national des brevets (Bahreïn)
Siège :	Bahrain Financial Harbour, Manama, Royaume de Bahreïn
Adresse postale :	P.O. Box 5479, Manama, Royaume de Bahreïn
Téléphone :	(973-17) 57 48 96, 57 49 23, 57 47 69
Télécopieur :	(973-17) 53 64 79
Courrier électronique :	ip@moic.gov.bh
Internet :	www.moic.gov.bh
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit Aramex, DHL, Federal Express ou TNT
Office récepteur compétent pour les nationaux de Bahreïn et les personnes qui y sont domiciliées :	Office national des brevets (Bahreïn) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Bahreïn est désigné (ou élu) :	Office national des brevets (Bahreïn) (voir la phase nationale)
Bahreïn peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé en plus d'un brevet national)
Dispositions de la législation de Bahreïn relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
BH	BAHREÏN	BH
	<i>[Suite]</i>	

Informations utiles si Bahreïn est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Bahreïn est désigné (ou élu):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****BJ****BÉNIN****BJ****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Bénin et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Bénin est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Bénin peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****BN****BRUNÉI DARUSSALAM****BN****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle du Brunéi Darussalam (BruIPO)
Siège et adresse postale :	D & T Building, Simpang 32-37, Anggerek Desa Technology Park, Jalan Berakas BB3713, Brunéi Darussalam
Téléphone :	(673) 238 09 66
Télécopieur :	(673) 238 05 45
Courrier électronique :	enquiries@bruipo.gov.bn
Internet :	www.energy.gov.bn/bruipo/Home.aspx
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Seulement des documents qui n'exigent pas le paiement de taxes officielles
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux du Brunéi Darussalam et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle du Brunéi Darussalam (BruIPO) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Brunéi Darussalam est désigné (ou élu) :	Office de la propriété intellectuelle du Brunéi Darussalam (BruIPO)
Le Brunéi Darussalam peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation du Brunéi Darussalam relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****BN****BRUNÉI DARUSSALAM****BN***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si le Brunéi Darussalam est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Brunéi Darussalam est désigné (ou
élu) :Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués
ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter
de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes et
autre matériel biologique ?Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****BR****BRÉSIL****BR****Informations générales**

Nom de l'office :	Instituto Nacional da Propriedade Industrial Institut national de la propriété industrielle (Brésil)
Siège et adresse postale :	Rua Mayrink Veiga, 9, 6º andar, Centro, Rio de Janeiro, RJ – CEP 20.090-910, Brésil
Téléphone :	(55-21) 3037 37 42, 3037 42 44
Télécopieur :	(55-21) 3037 33 98
Courrier électronique :	—
Internet :	https://www.gov.br/inpi/pt-br http://faleconosco.inpi.gov.br/faleconosco/
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux du Brésil et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut national de la propriété industrielle (Brésil) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Brésil est désigné (ou élu) :	Institut national de la propriété industrielle (Brésil) (voir la phase nationale)
Le Brésil peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité, certificats d'addition
Dispositions de la législation du Brésil relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

BR

BRÉSIL

BR

[Suite]

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Néant

Informations utiles si le Brésil est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Brésil est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête ou être communiqués dans le délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes et
autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****BW****BOTSWANA****BW****Informations générales**

Nom de l'office :	Companies and Intellectual Property Authority (CIPA) (Botswana) Administration des sociétés et de la propriété intellectuelle (CIPA) (Botswana)
Siège :	Plot 181, Kgale Mews, Gaborone, Botswana
Adresse postale :	P.O. Box 102, Gaborone, Botswana
Téléphone :	(267) 318 87 54, 367 37 00
Télécopieur :	(267) 318 81 30
Courrier électronique :	feedback@cipa.co.bw
Internet :	www.cipa.co.bw
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, sans invitation
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux du Botswana et les personnes qui y sont domiciliées :	Administration des sociétés et de la propriété intellectuelle (CIPA) (Botswana), Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Botswana est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Administration des sociétés et de la propriété intellectuelle (CIPA) (Botswana) (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
Le Botswana peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, certificats de modèles d'utilité ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****BW****BOTSWANA****BW***[Suite]*

Dispositions de la législation du Botswana relatives à la recherche de type international:

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale:

Néant

Informations utiles si le Botswana est désigné (ou élu)**Pour la protection nationale**

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Botswana est désigné (ou élu):

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****BY****BÉLARUS****BY****Informations générales**

Nom de l'office :	Natsionalny Tsentr Intellektualnoi Sobstvennosti Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)
Siège et adresse postale :	20, ul. Kozlova, 220034 Minsk, Bélarus
Téléphone :	(375-17) 272 46 96
Télécopieur :	(375-17) 272 98 34
Courrier électronique :	icd@ncip.by ncip@ncip.by
Internet :	www.ncip.by
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, Federal Express ou TNT
Office récepteur compétent pour les nationaux du Bélarus et les personnes qui y sont domiciliées : La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus), Office eurasien des brevets (OEAB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C) Oui, des restrictions s'appliquent aux : Demandes déposées par des personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège au Bélarus
Office désigné (ou élu) compétent si le Bélarus est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus) (voir la phase nationale) Brevet eurasien : Office eurasien des brevets (OEAB) (voir la phase nationale)
Le Bélarus peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité Eurasienne : Brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Loi sur les brevets d'invention, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels, Article 32.

B1	Informations sur les États contractants	B1
BY	BÉLARUS	BY
	<i>[Suite]</i>	

Dispositions de la législation du Bélarus relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Après la publication internationale, la remise d'une traduction en russe ou, si la demande internationale a été déposée en russe, d'une copie de la demande telle que déposée, donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet eurasienn :

Après la publication internationale (si elle est effectuée en russe) ou, lorsque cette publication est effectuée dans une langue autre que le russe, après la publication par l'OEAB d'une traduction en russe de la demande internationale, le déposant a droit à la protection provisoire conformément à la législation nationale.

Informations utiles si le Bélarus est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Bélarus est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet eurasienn – Voir Organisation eurasienn des brevets (EA) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****BZ****BELIZE****BZ****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle du Belize
Siège et adresse postale :	23 Garbutt Creek Street, P.O. Box 592, Belmopan, Cayo District, Belize
Téléphone :	(501-8) 22 13 81, 22 20 73
Télécopieur :	(501-8) 22 13 82
Courrier électronique :	belipo@btl.net info@belipo.bz
Internet :	www.belipo.bz
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux du Belize et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle du Belize ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Belize est désigné (ou élu) :	Office de la propriété intellectuelle du Belize (voir la phase nationale)
Le Belize peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
BZ	BELIZE	BZ
	<i>[Suite]</i>	

Dispositions de la législation du Belize
relatives à la recherche de type
international:

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale:

Néant

Informations utiles si le Belize est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Belize est désigné (ou élu):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués
dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office
invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans
l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****CA****CANADA****CA****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle du Canada
Siège :	50, rue Victoria, Gatineau, Québec, Canada K1A 0C9
Adresse postale :	Le commissaire aux brevets, Office de la propriété intellectuelle du Canada, Place du Portage I, 50 rue Victoria, pièce C-114, Gatineau, Québec, Canada, K1A 0C9 (Messagerie J8X 3X1)
Téléphone :	(1-866) 997 19 36 (numéro gratuit pour le Canada et les États-Unis) (1-819) 934 05 44 (appels internationaux)
Télécopieur :	(1-819) 953 24 76, (1-819) 953 67 42
Courrier électronique :	ic.contact-contact.ic@canada.ca
Services en ligne :	https://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/wr01970.html (correspondance générale)
Internet :	www.opic.gc.ca
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Canada et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle du Canada ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Canada est désigné (ou élu) :	Office de la propriété intellectuelle du Canada (voir la phase nationale)
Le Canada peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation du Canada relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

(7 octobre 2021)

B1**Informations sur les États contractants****B1****CA****CANADA****CA***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Après la délivrance du brevet, le déposant est habilité, en vertu du sous-paragraphe 55(2) de la loi canadienne sur les brevets et l'article 157 des règles canadiennes sur les brevets, à demander une indemnité raisonnable pour la période qui suit la publication internationale de la demande internationale et jusqu'à la délivrance du brevet, si la publication est en anglais ou en français. Si la publication est dans une autre langue, une telle demande peut être faite à partir du moment de la soumission à l'inspection publique au Canada de la traduction de la demande internationale en langue anglaise ou française.

Informations utiles si le Canada est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Canada est désigné (ou élu) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. Si l'information n'est pas fournie dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT ou, si le déposant demande l'ouverture anticipée de la phase nationale selon l'article 23.2) ou 40.2) du PCT, si l'information n'est pas fournie à la date d'ouverture de la phase nationale, l'office invitera le déposant à le faire dans un délai de trois mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****CF****RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE****CF****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux de la République centrafricaine et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la République centrafricaine est désignée (ou élue) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
La République centrafricaine peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****CG****CONGO****CG****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Congo et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Congo est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Congo peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****CH****SUISSE****CH****Informations générales**

Nom de l'office :	Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)
Siège et adresse postale :	Stauffacherstrasse 65/59g, CH-3003 Berne, Suisse
Téléphone :	(41-31) 377 77 77
Courrier électronique :	info@ipi.ch
Internet :	www.ige.ch
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Suisse et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Suisse est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Suisse peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets Européenne : Brevets

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
CH	SUISSE	CH
	<i>[Suite]</i>	

Dispositions de la législation de la Suisse relatives à la recherche de type international:

Articles 126 et 127 de l'ordonnance de 1978 sur les brevets d'invention

Protection provisoire à la suite de la publication internationale:

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national:

La demande internationale de brevet publiée donne au déposant – après la délivrance du brevet – le droit d'intenter une action en dommages-intérêts. La partie lésée peut invoquer le préjudice causé par le défendeur dès la date à laquelle ce dernier a eu connaissance du contenu de la demande internationale, mais au plus tard dès la date de la publication de la demande par le Bureau international (art. 137 en relation avec l'art. 111 de la loi du 25 juin 1954, amendée le 17 décembre 1976).

Si la demande internationale n'a pas été publiée dans une langue officielle suisse, la date à prendre en considération pour réclamer des dommages-intérêts est celle à laquelle le déposant a remis au défendeur une traduction des revendications dans une langue officielle suisse, ou a rendu accessible au public la traduction par l'intermédiaire de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse) (art. 137 en relation avec l'art. 112 de la loi du 25 juin 1954, amendée le 17 décembre 1976).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen:

La demande internationale publiée donne au déposant – après la délivrance du brevet européen – le droit d'intenter une action en dommages-intérêts. Il y a toutefois lieu de satisfaire aux exigences nationales relatives à la traduction des revendications de la demande, le cas échéant.

Informations utiles si la Suisse est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Suisse est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT; toutefois, la poursuite de la procédure peut être requise si ce délai n'est pas observé.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

Pour la protection européenne – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****CI****CÔTE D'IVOIRE****CI****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Côte d'Ivoire et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Côte d'Ivoire est désignée (ou élue) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
La Côte d'Ivoire peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****CL****CHILI****CL****Informations générales**

Nom de l'office :	Instituto Nacional de Propiedad Industrial (INAPI) Institut national de la propriété industrielle (Chili)
Siège et adresse postale :	Av. Libertador Bernardo O'Higgins 194, Piso 1, Santiago, Chili
Téléphone :	(56-2) 28 87 05 51
Courrier électronique :	pct@inapi.cl
Internet :	www.inapi.cl
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux du Chili et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut national de la propriété industrielle (Chili) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Chili est désigné (ou élu) :	Institut national de la propriété industrielle (Chili)
Le Chili peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets ou modèles d'utilité
Dispositions de la législation du Chili relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Une demande internationale désignant le Chili bénéficie d'une protection provisoire à compter de la date à laquelle le contrevenant présumé reçoit une notification, à condition que le brevet soit délivré.

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

CL

CHILI

CL

[Suite]

Informations utiles si le Chili est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Chili est désigné (ou élu):

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****CM****CAMEROUN****CM****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Cameroun et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Cameroun est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Cameroun peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****CN****CHINE****CN****Informations générales**

Nom de l'office:	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)
Siège et adresse postale:	6 Xituchenglou, Jimen Bridge, Haidian District, P.O. Box 8020, Beijing 100088, Chine
Téléphone:	(86-10) 62 35 66 55 (service client) (86-10) 62 08 84 76 (phase internationale du PCT) (86-10) 62 08 83 00 (phase nationale du PCT)
Télécopieur:	(86-10) 62 01 94 51 (phase internationale du PCT)
Courrier électronique:	pct_affairs@cnipa.gov.cn
Internet:	www.cnipa.gov.cn
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT)?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Chine et les personnes qui y sont domiciliées:	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine, (CNIPA) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ² impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès du Bureau international de l'OMPI?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Inventions réalisées en Chine

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir www.cnipa.gov.cn/zhfwpt/zlsclecgfw/yxqwjdzjh/syys/index.htm.

² Loi sur les brevets de la République populaire de Chine, articles 4 et 20 et règlement d'application de la loi sur les brevets de la République populaire de Chine, règles 8 et 9.

B1 Informations sur les États contractants B1

CN CHINE CN

[Suite]

Office désigné (ou élu) compétent si la Chine est désignée (ou élue):	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) (voir la phase nationale) ³
La Chine peut-elle être élue?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation de la Chine relatives à la recherche de type international:	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale:	1) Demande internationale publiée en chinois : le déposant bénéficie du droit prévu à l'article 13 de la loi sur les brevets d'exiger une redevance appropriée pour l'exploitation de l'invention à compter de la date de la publication internationale 2) Demande internationale publiée dans une langue autre que le chinois : le déposant bénéficie du droit prévu à l'article 13 de la loi sur les brevets d'exiger une redevance appropriée pour l'exploitation de l'invention à compter de la date de publication, dans la gazette chinoise relative aux brevets, de la traduction en chinois de la demande internationale, remise par le déposant à l'office.

Informations utiles si la Chine est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Chine est désignée (ou élue):	L'indication de l'adresse de l'inventeur n'est pas exigée par l'office. Le nom peut figurer dans la requête ou être communiqué ultérieurement. S'il n'a pas été communiqué dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?	Oui (voir l'annexe L)

³ La désignation de la Chine dans toute demande internationale déposée selon le PCT comprend la région administrative spéciale de Hong Kong (RASHK). Pour obtenir des précisions sur la procédure à suivre auprès du Département de la propriété intellectuelle de la RASHK pour l'obtention d'un brevet normal ou d'un brevet de courte durée dans la RASHK, il convient de se référer aux paragraphes CN.17 à CN.20 du chapitre national CN, phase nationale, *Guide du déposant du PCT*. Siège et adresse postale du Département de la propriété intellectuelle de la RASHK : 25th Floor, Wu Chung House, 213 Queen's Road East, Hong Kong (SAR), Chine; téléphone: (852) 2961 6838, télécopieur: (852) 2838 6276.

B1**Informations sur les États contractants****B1****CO****COLOMBIE****CO****Informations générales**

Nom de l'office :	Superintendencia de Industria y Comercio Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)
Siège et adresse postale :	Cra. 13 No. 27-00 Piso 1, 3, 5, 10, Bogotá, D. C., Colombie
Téléphone :	(57-1) 587 00 00
Télécopieur :	(57-1) 587 02 84
Courrier électronique :	dirnuecreaciones@sic.gov.co (demandes de renseignements d'ordre general) ePCT@sic.gov.co (demandes de renseignements concernant ePCT)
Internet :	www.sic.gov.co
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, DEPRISA ou 4-72
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Colombie et les personnes qui y sont domiciliées :	Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Colombie est désignée (ou élue) :	Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie) (voir la phase nationale)
La Colombie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu d'un brevet)
Dispositions de la législation de la Colombie relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
CO	COLOMBIE	CO

[Suite]

Informations utiles si la Colombie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Colombie est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****CR****COSTA RICA****CR****Informations générales**

Nom de l'office :	Registro de la Propiedad Intellectual Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)
Siège et adresse postale :	Apartado Postal 523-2010 Zapote, San José, Costa Rica
Téléphone :	(506) 2234 1537, 2202 0885
Télécopieur :	(506) 2234 1537
Courrier électronique :	vcohen@rnp.go.cr jlizano@rnp.go.cr dmarengo@rnp.go.cr
Internet :	www.rnpdigital.com/propiedad_industrial/index.htm
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Costa Rica et les personnes qui y sont domiciliées :	Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Costa Rica est désigné (ou élu) :	Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)
Le Costa Rica peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation du Costa Rica relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****CR****COSTA RICA****CR***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Une fois le brevet délivré, le déposant a le droit de réclamer des dommages-intérêts pour la période postérieure à la publication internationale de la demande internationale. A cet effet, et si la publication internationale n'est pas effectuée en espagnol, le déposant doit présenter à l'office une traduction en espagnol de la demande internationale. La protection provisoire s'applique à compter de la date de publication en espagnol de la demande internationale. Voir l'article 11 de la loi n° 6867 du 13 juin 1983 sur les brevets, les dessins et modèles industriels et les modèles d'utilité.

Informations utiles si le Costa Rica est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Costa Rica est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****CU****CUBA****CU****Informations générales**

Nom de l'office :	Oficina Cubana de la Propiedad Industrial Office cubain de la propriété industrielle
Siège et adresse postale :	Calle Picota No. 15 entre Luz y Acosta, La Habana Vieja, La Habana 10100, Cuba
Téléphone :	(537) 862 43 79, 862 43 95, 866 05 57 , 866 05 59
Télécopieur :	(537) 866 56 10
Courrier électronique :	ocpi@ocpi.cu
Internet :	www.ocpi.cu
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de Cuba et les personnes qui y sont domiciliées :	Office cubain de la propriété industrielle ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Cuba est désignée (ou élue) :	Office cubain de la propriété industrielle (voir la phase nationale)
Cuba peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation de Cuba relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****CU****CUBA****CU***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si Cuba est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
Cuba est désignée (ou élue) :Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués
dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office
invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans
l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes et
autre matériel biologique ?Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****CY****CHYPRE****CY****Informations générales**

Nom de l'office :	Direction de l'enregistrement des sociétés et des recettes de Chypre
Siège et adresse postale :	Ministry of Energy, Commerce and Industry, Corner Makarios Ave. and Karpenisiou St., 1427 Nicosia, Chypre
Téléphone :	(357-22) 404 301, 404 302
Télécopieur :	(357-22) 304 887
Courrier électronique :	deptcomp@drcor.meci.gov.cy
Internet :	www.intellectualproperty.gov.cy
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de Chypre et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction de l'enregistrement des sociétés et des recettes de Chypre, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant ¹ (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Chypre est désignée (ou élue) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
Chypre peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets européens
Dispositions de la législation de Chypre relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si Chypre est désignée (ou élue)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

¹ Une personne domiciliée à Chypre peut déposer une demande internationale directement auprès de l'Office européen des brevets ou auprès du Bureau international de l'OMPI uniquement si elle revendique la priorité d'une demande nationale.

B1**Informations sur les États contractants****B1****CZ****TCHÉQUIE****CZ****Informations générales**

Nom de l'office :	Úřad průmyslového vlastnictví Office de la propriété industrielle de la République tchèque
Siège et adresse postale :	Antonína Čermáka 2a, 160 68 Praha 6, Tchéquie
Téléphone :	(420) 220 383 111 (standard) (420) 220 383 459 (département du PCT)
Télécopieur :	(420) 224 324 718
Courrier électronique :	posta@upv.cz
Internet :	https://upv.gov.cz/
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Tchéquie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété industrielle de la République tchèque, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Tchéquie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office de la propriété industrielle de la République tchèque (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Tchéquie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
CZ	TCHÉQUIE	CZ
<i>[Suite]</i>		

Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale :	Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet national)
	Européenne :	Brevets

Dispositions de la législation de la Tchéquie relatives à la recherche de type international :	Néant
--	-------

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	<p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national : Selon l'article 11.4) de la loi sur les brevets le déposant a le droit de réclamer une rémunération raisonnable seulement après la publication de la demande internationale en tchèque.</p> <p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :</p> <p>1) Demande internationale publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB: indemnité raisonnable en l'espèce, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction des revendications de la demande, le cas échéant (voir l'article 35a(4) de la loi sur les brevets).</p> <p>2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB: la protection évoquée au point 1) ne prend effet qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale qui lui est remise dans l'une de ses langues officielles.</p>
---	---

Informations utiles si la Tchéquie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Tchéquie est désignée (ou élue) :	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
---	---

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui (voir l'annexe L)
--	------------------------

Pour la protection européenne – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****DE****ALLEMAGNE****DE****Informations générales**

Nom de l'office :	Deutsches Patent- und Markenamt Office allemand des brevets et des marques
Siège :	Zweibrückenstrasse 12, 80331 München, Allemagne
Adresse postale :	80297 München, Allemagne
Téléphone :	(49-89) 2195-0 (49-89) 2195-1000 (centre de services à la clientèle)
Télécopieur :	(49-89) 2195-2221
Courrier électronique :	info@dpma.de
Internet :	www.dpma.de
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Allemagne et les personnes qui y sont domiciliées :	Office allemand des brevets et des marques, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : demandes contenant des secrets d'État ¹
Office désigné (ou élu) compétent si l'Allemagne est désignée (ou élue) :	Protection Nationale : Office allemand des brevets et des marques (voir la phase nationale) Brevet Européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)

*[Suite sur la page suivante]*¹ Loi sur les traités internationaux en matière de brevets, article III, paragraphe 2 et loi sur les brevets, paragraphe 52.

B1 Informations sur les États contractants B1

DE ALLEMAGNE DE

[Suite]

L'Allemagne peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet national) Européenne : Brevets
Dispositions de la législation de l'Allemagne relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	<p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :</p> <p>Le déposant peut, dès la date de publication en allemand (de la demande internationale ou d'une traduction de celle-ci), exiger une indemnité appropriée de toute personne qui exploite une invention tout en sachant, ou en étant censée savoir, que cette invention fait l'objet de la demande. Le déposant n'est pas habilité à interdire l'exploitation de l'objet de la demande. Aucune demande d'indemnité n'est cependant recevable si l'objet de la demande n'est manifestement pas brevetable (voir le paragraphe 33 de la loi allemande sur les brevets [<i>PatG</i>] et l'article III, paragraphe 8 de la loi sur les traités internationaux en matière de brevets [<i>IntPatÜG</i>]).</p> <p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :</p> <p>1) Demande internationale publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : indemnité adaptée aux circonstances, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales prévoyant qu'une traduction en allemand des revendications de la demande soit publiée ou transmise à un utilisateur éventuel (voir l'article II, paragraphes 1 et 2 de la loi sur les traités internationaux en matière de brevets).</p> <p>2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1) ne prend effet qu'à partir de la publication de la traduction par l'OEB de la demande internationale qui lui est remise dans l'une de ses langues officielles, et sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales mentionnées sous le point 1).</p>

Informations utiles si l'Allemagne est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Allemagne est désignée (ou élue) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
---	--

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****DE****ALLEMAGNE****DE***[Suite]*

Existe-t-il des dispositions particulières relatives à des demandes nationales antérieures dont la priorité est revendiquée et quelles sont les conséquences de ces dispositions ?

Le paragraphe 4.4) de l'article III de la loi sur les traités internationaux en matière de brevets stipule que le dépôt d'une demande internationale désignant l'Allemagne et revendiquant la priorité d'une demande de brevet nationale antérieure ou d'une demande de modèle d'utilité déposée auprès de l'Office allemand des brevets et des marques aura pour effet que la demande nationale antérieure sera réputée retirée lors de l'ouverture de la phase nationale de la demande internationale. Toutefois, ce retrait ne prendra effet que si la demande nationale dont la priorité est revendiquée se rapporte au même type de protection que la demande internationale (par ex. : brevet/brevet). Conformément au paragraphe 4.2) de l'article III de la loi sur les traités internationaux en matière de brevets, le déposant pourra aborder la phase nationale sans avoir d'autres mesures à prendre, à condition que l'Office allemand des brevets et des marques soit à la fois office récepteur et office désigné et que la demande internationale ait été déposée en allemand. Dans ce cas, la taxe de dépôt **national** est réputée avoir été acquittée par le paiement de la taxe de transmission (paragraphe 4.2) de l'article III, dernière phrase de la loi sur les traités internationaux en matière de brevets). En conséquence, si le déposant souhaite éviter le retrait de la demande nationale antérieure, conformément à la règle 4.9.b) du PCT, il peut exclure l'Allemagne de la désignation automatique ou peut envisager de retirer la désignation de l'Allemagne après le dépôt de la demande internationale mais avant l'ouverture de la phase nationale.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****DJ****DJIBOUTI****DJ****Informations générales**

Nom de l'office :	Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)
Siège :	Plateau du Serpent, Avenue Mohamed Dileita, Immeuble Lyautey, Ville de Djibouti, Djibouti
Adresse postale :	BP 2017, Ville de Djibouti, Djibouti
Téléphone :	(253) 21 35 60 11
Télécopieur :	(253) 21 35 60 92
Courrier électronique :	dj.epct@odpic.dj
Internet :	www.odpic.net
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux de Djibouti et les personnes qui y sont domiciliées :	Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Djibouti est désigné (ou élu) :	Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC) (voir la phase nationale)
Djibouti peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, certificats d'addition

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****DJ****DJIBOUTI****DJ***[Suite]*

Dispositions de la législation de Djibouti
relatives à la recherche de type
international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Néant

Informations utiles si Djibouti est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
Djibouti est désigné (ou élu) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués
ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes et
autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****DK****DANEMARK****DK****Informations générales**

Nom de l'office :	Patent-og Varemærkestyrelsen Office danois des brevets et des marques
Siège et adresse postale :	Helgeshøj Allé 81, DK-2630 Taastrup, Danemark
Téléphone :	(45-43) 50 80 00
Télécopieur :	(45-43) 50 80 01
Courrier électronique :	pvs@dkpto.dk
Internet :	www.dkpto.org
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur et courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux du Danemark et les personnes qui y sont domiciliées : La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Office danois des brevets et des marques, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C) Oui, des restrictions s'appliquent aux : demandes déposées par des personnes domiciliées au Danemark
Office désigné (ou élu) compétent si le Danemark est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Office danois des brevets et des marques (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)

[Suite sur la page suivante]

¹ Loi sur les brevets, article 70 et loi codifiée sur les brevets d'invention secrets [article 2](#).

B1	Informations sur les États contractants	B1
DK	DANEMARK	DK
	<i>[Suite]</i>	

Le Danemark peut-il être élu?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Nationale: Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet national) Européenne: Brevets
Dispositions de la législation du Danemark relatives à la recherche de type international:	Article 9 de la loi sur les brevets et articles 4 et 37 de l'ordonnance sur les brevets
Protection provisoire à la suite de la publication internationale:	<p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national:</p> <p>Après la remise d'une traduction en danois ou, si la demande internationale a été déposée en danois, d'une copie de la demande internationale telle que déposée, ou si la demande internationale est déposée en anglais ou traduite en anglais lorsque les revendications ont été déposées en danois, le déposant obtient une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts. Ceux-ci sont limités à ce qui est jugé raisonnable en l'espèce et la protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet. Voir les articles 33, 58 et 60 de la loi sur les brevets.</p> <p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen:</p> <p>Indemnité raisonnable en l'espèce, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction en danois des revendications de la demande, le cas échéant, et dès la délivrance du brevet. La protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet (voir l'article 83.2) de la loi sur les brevets).</p>

Informations utiles si le Danemark est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Danemark est désigné (ou élu):	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?	Oui (voir l'annexe L)

Pour la protection européenne – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1

Informations sur les États contractants

B1

DM

DOMINIQUE

DM

Informations générales

Information pas encore disponible

B1**Informations sur les États contractants****B1****DO****RÉPUBLIQUE DOMINICAINE****DO****Informations générales**

Nom de l'office :	Oficina Nacional de la Propiedad Industrial (ONAPI) Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)
Siège et adresse postale :	Ave. Los Próceres, No. 11, Los Jardines del Norte, Santo Domingo, République dominicaine
Téléphone :	(809) 567 74 74 (postes 3451, 3454)
Télécopieur :	(809) 732 77 58
Courrier électronique :	i.ramirez@onapi.gob.do r.nunez@onapi.gob.do l.castillo@onapi.gob.do
Internet :	www.onapi.gob.do
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, Federal Express, INPOSDOM ou UPS
Office récepteur compétent pour les nationaux de la République dominicaine et les personnes qui y sont domiciliées :	Office national de la propriété industrielle (République dominicaine) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la République dominicaine est désignée (ou élue) :	Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)
La République dominicaine peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets d'invention, modèles d'utilité
Dispositions de la législation de la République dominicaine relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
DO	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	DO

[Suite]

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant
---	-------

Informations utiles si la République dominicaine est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la République dominicaine est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui

B1**Informations sur les États contractants****B1****DZ****ALGÉRIE****DZ****Informations générales**

Nom de l'office :	Institut national algérien de la propriété industrielle
Siège :	42, rue Larbi ben M'hidi Alger, Algérie
Adresse postale :	B.P. 403, Alger-Gare, Algérie
Téléphone :	(213-21) 73 57 74
Télécopieur :	(213-21) 73 55 81, 73 96 44
Courrier électronique :	e-pct@inapi.dz
Internet :	www.inapi.org
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de transmission, pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou EMS
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Algérie et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut national algérien de la propriété industrielle ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Algérie est désignée (ou élue) :	Institut national algérien de la propriété industrielle (voir la phase nationale)
L'Algérie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
DZ	ALGÉRIE	DZ
	<i>[Suite]</i>	

Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, certificats d'addition
---	---------------------------------

Dispositions de la législation de l'Algérie relatives à la recherche de type international :	Néant
--	-------

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant
---	-------

Informations utiles si l'Algérie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Algérie est désignée (ou élue) :	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
---	---

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non
--	-----

B1**Informations sur les États contractants****B1****EC****ÉQUATEUR****EC****Informations générales**

Nom de l'office :	Servicio Nacional de Derechos Intelectuales (SENADI) Service national des droits intellectuels (SENADI) (Équateur)
Siège et adresse postale :	Unidad de Gestión de Patentes , Edificio FORUM 300, Avenida República # 396 y Diego de Almagro, Quito, Équateur
Téléphone :	(593-2) 394 00 00, 394 00 01 à 10
Télécopieur :	—
Courrier électronique :	senadi.ec@gmail.com (demandes de renseignements d'ordre général) pct@senadi.gob.ec (demandes de renseignements concernant le PCT)
Internet :	www.derechosintelectuales.gob.ec
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Équateur et les personnes qui y sont domiciliées :	Service national des droits intellectuels (SENADI) (Équateur) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Équateur est désigné (ou élu) :	Service national des droits intellectuels (SENADI) (Équateur) (voir la phase nationale)
L'Équateur peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation de l'Équateur relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****EC****ÉQUATEUR****EC***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si l'Équateur est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
l'Équateur est désigné (ou élu) :Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement.
S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon
l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le
nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****EE****ESTONIE****EE****Informations générales**

Nom de l'office :	Patendiamet Office estonien des brevets
Siège et adresse postale :	Toompuiestee 7, 15041 Tallinn, Estonie
Téléphone :	(372) 627 79 00, 627 79 11 (réception)
Télécopieur :	(372) 645 79 12
Courrier électronique :	patendiamet@epa.ee
Internet :	www.epa.ee
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Estonie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office estonien des brevets, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Estonie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office estonien des brevets (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
L'Estonie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet national) Européenne : Brevets
Dispositions de la législation de l'Estonie relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****EE****ESTONIE****EE***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Une invention faisant l'objet d'une demande internationale de brevet publiée désignant l'Estonie confère la même protection provisoire que celle qui est prévue par la loi sur les brevets (section 18) à compter de la date à laquelle l'Office estonien des brevets a publié la traduction en estonien de la demande internationale de brevet remise par le déposant conformément à la section 33(1) de la loi sur les brevets ou, si le déposant souhaite obtenir une date antérieure, à compter de la date à laquelle une traduction en estonien des revendications de la demande internationale de brevet publiée a été communiquée par le déposant à la personne utilisant l'invention en Estonie, ou à compter de la date à laquelle ladite traduction a été rendue accessible au public par l'office, dans le cas où la traduction a été communiquée à l'office et où la taxe prescrite pour la publication de la traduction a été acquittée.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

1) Demande internationale publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : une invention faisant l'objet d'une demande de brevet européen publiée désignant l'Estonie confère la même protection provisoire que celle qui est prévue par la loi sur les brevets (Section 18) à compter de la date à laquelle une traduction des revendications de la demande de brevet européen publiée en estonien a été communiquée par le déposant à la personne utilisant l'invention en Estonie, ou à compter de la date à laquelle ladite traduction a été rendue accessible au public par l'Office estonien des brevets, dans le cas où la traduction a été communiquée à l'office et où la taxe prescrite pour la publication de la traduction a été acquittée.

2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1) ne prend effet qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale qui lui est remise dans l'une de ses langues officielles.

Informations utiles si l'Estonie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Estonie est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

Pour la protection européenne – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****EG****ÉGYPTE****EG****Informations générales**

Nom de l'office :	Office égyptien des brevets
Siège :	101 Kasr Al Ainy St., Cairo, Égypte
Adresse postale :	P.O. Box 11516, Cairo, Égypte
Téléphone :	(202) 792 22 03, 792 12 72, 792 12 92, 792 12 74
Télécopieur :	(202) 792 12 73
Courrier électronique :	patinfo@egypo.gov.eg
Internet :	www.egypo.gov.eg
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Égypte et les personnes qui y sont domiciliées :	Office égyptien des brevets ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Égypte est désignée (ou élue) :	Office égyptien des brevets (voir la phase nationale)
L'Égypte peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation de l'Égypte relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

EG

ÉGYPTE

EG

[Suite]

Informations utiles si l'Égypte est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Égypte est désignée (ou élue):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui

B1**Informations sur les États contractants****B1****ES****ESPAGNE****ES****Informations générales**

Nom de l'office :	Oficina Española de Patentes y Marcas Office espagnol des brevets et des marques
Siège et adresse postale :	Paseo de la Castellana 75, 28071 Madrid, Espagne
Téléphone :	(34) 902 157 530
Télécopieur :	(34-91) 349 55 97
Courrier électronique :	informacion@oepm.es
Internet :	www.oepm.es
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Espagne et les personnes qui y sont domiciliées :	Office espagnol des brevets et des marques, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ² impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Inventions réalisées en Espagne ³ Demandes déposées par des personnes domiciliées en Espagne ³

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir www.oepm.es.

² Loi n° 24/2015 du 24 juillet 2015 sur les brevets, art. 163.

³ À moins que la priorité d'une demande antérieure déposée en Espagne auprès de l'Office espagnol des brevets et des marques soit revendiquée.

B1 Informations sur les États contractants B1

ES ESPAGNE ES

[Suite]

Office désigné (ou élu) compétent si l'Espagne est désignée (ou élue):	Protection nationale: Office espagnol des brevets et des marques (voir la phase nationale) Brevet européen: Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
L'Espagne peut-elle être élue?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Nationale: Brevets, modèles d'utilité Européenne: Brevets
Dispositions de la législation de l'Espagne relatives à la recherche de type international:	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale:	<p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national:</p> <p>Une fois le brevet délivré, le déposant a le droit de réclamer une indemnité raisonnable pour la période postérieure à la publication internationale de la demande internationale. A cet effet, et si la publication internationale n'a pas été effectuée en espagnol, le déposant doit présenter à l'office une traduction en espagnol de la demande internationale. La protection provisoire s'applique à compter de la date de publication de la demande internationale en espagnol par l'office.</p> <p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen:</p> <p>Après la publication internationale (si celle-ci a été effectuée en espagnol) ou, si la publication a eu lieu dans une autre langue que l'espagnol, après la publication par l'office d'une traduction en espagnol des revendications de la demande de brevet européenne remise par le déposant aux fins d'une protection provisoire et accompagnée d'une taxe spéciale, une indemnité raisonnable en l'espèce peut être demandée. La traduction en espagnol des revendications ne peut être déposée avant que la demande internationale ait abordé la phase régionale européenne et que la mention de la publication internationale ait été publiée dans le <i>Bulletin européen des brevets</i>. Si le déposant n'est pas domicilié en Espagne ou dans un pays de l'Union européenne, la traduction doit avoir été soit préparée par un conseil en brevets autorisé à exercer auprès de l'office, soit certifiée par un traducteur assermenté nommé par le Ministère des affaires extérieures de l'Espagne. De plus, les personnes qui déclarent avoir des connaissances linguistiques et techniques conformément à l'arrêté ministériel ETU/320/2018 du 26 mars 2018 peuvent également préparer la traduction.</p>

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****ES****ESPAGNE****ES***[Suite]*

Informations utiles si l'Espagne est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Espagne est désignée (ou élue):

L'indication de l'adresse de l'inventeur n'est pas exigée par l'office. Le nom peut figurer dans la requête ou être communiqué ultérieurement. S'il n'a pas été communiqué dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

Pour la protection européenne – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****FI****FINLANDE****FI****Informations générales**

Nom de l'office :	Patentti-ja rekisterihallitus Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)
Siège :	Sörnäisten rantatie 13 C, Helsinki, Finlande
Adresse postale :	FI-00091 PRH, Finlande
Téléphone :	(358) (0)29 509 50 00
Télécopieur :	(358) (0)29 509 53 28
Courrier électronique :	registry@prh.fi
Internet :	www.prh.fi/
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation.
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir www.prh.fi/fi/patentti/patentointi_ulkomailla/etuoikeus/das.html

B1**Informations sur les États contractants****B1****FI****FINLANDE****FI***[Suite]*

Office récepteur compétent pour les nationaux de la Finlande et les personnes qui y sont domiciliées :

La législation nationale² impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?

Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)

Oui, des restrictions s'appliquent aux :
demandes déposées par des personnes domiciliées en Finlande.

Office désigné (ou élu) compétent si la Finlande est désignée (ou élue) :

Protection nationale : Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)
(voir la phase nationale)
Brevet européen : Office européen des brevets (OEB)
(voir la phase nationale)

La Finlande peut-elle être élue ?

Oui (liée par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Nationale : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet national)
Européenne : Brevets

Dispositions de la législation de la Finlande relatives à la recherche de type international :

Article 9 de la loi finlandaise sur les brevets et article 5 du décret sur les brevets

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Après la publication internationale, la remise d'une traduction en finnois ou suédois ou, si la demande internationale a été déposée en finnois ou suédois, d'une copie de la demande internationale telle que déposée ou, si la demande ou une traduction a été déposée en anglais une traduction des revendications en finnois ou en suédois, donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts. Ceux-ci sont limités à ce qui est jugé raisonnable en l'espèce et la protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet. Voir les articles 33, 58 et 60 de la loi sur les brevets.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

Indemnité raisonnable en l'espèce, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction en finnois (ou en suédois si la langue du déposant est le suédois) des revendications de la demande, et dès la délivrance du brevet. La protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet.

² Loi sur les inventions importantes pour la défense du pays (551/1967), article 2.

B1**Informations sur les États contractants****B1****FI****FINLANDE****FI***[Suite]***Informations utiles si la Finlande est désignée (ou élue)****Pour la protection nationale**

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Finlande est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****FR****FRANCE****FR****Informations générales**

Nom de l'office :	Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)
Siège et adresse postale :	15 rue des Minimes, CS50001, 92677 Courbevoie Cedex, France
Téléphone :	01 56 65 89 98 (appels nationaux) (33) 1 71 08 71 63 (appels internationaux)
Télécopieur :	(33) 1 56 65 86 00
Courrier électronique :	contact@inpi.fr
Internet :	www.inpi.fr
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹
Office récepteur compétent pour les nationaux de la France et les personnes qui y sont domiciliées : La législation nationale ² impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C) Oui, des restrictions s'appliquent aux : Demandes déposées par des personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France ³
Office désigné (ou élu) compétent si la France est désignée (ou élue) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La France peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

*[Suite sur la page suivante]*¹ Pour les demandes déposées auprès de l'office le 1^{er} octobre 2019 ou ultérieurement.² Code de la propriété intellectuelle, article L 614-18.³ Sauf si la priorité d'une demande antérieure déposée en France est revendiquée.

B1	Informations sur les États contractants	B1
FR	FRANCE	FR
	<i>[Suite]</i>	

Types de protection disponibles
par la voie PCT :

Brevets européens

Dispositions de la législation de la France
relatives à la recherche de type
international :

Néant (mais la recherche documentaire effectuée par l'Office
européen des brevets (OEB) pour les demandes nationales équivaut
à une recherche de type international)

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Désignation aux fins d'un brevet européen :

1) Demande internationale publiée dans l'une des langues
officielles de l'OEB : dommages et intérêts; saisie éventuelle des ob-
jets contrefaisant le brevet; cependant, le tribunal saisi suspend la
décision relative à l'action en contrefaçon jusqu'à la délivrance du
brevet; il y a lieu de satisfaire aux exigences nationales relatives à la
traduction des revendications de la demande, le cas échéant.

2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une
des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1)
ne prend effet, en outre, qu'à partir de la publication par l'OEB de la
demande internationale remise à l'OEB dans l'une de ses langues
officielles.

Informations utiles si la France est désignée (ou élue)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****GA****GABON****GA****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Gabon et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Gabon est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Gabon peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****GB****ROYAUME-UNI****GB****Informations générales**

Nom de l'office :	Intellectual Property Office ¹ (United Kingdom) Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)
Siège et adresse postale :	Concept House, Cardiff Road, Newport, South Wales NP10 8QQ, Royaume-Uni. Les dépôts peuvent aussi être faits en personne à l'adresse suivante ² : 3 rd Floor, 10 Victoria Street, London SW1H 0NB, Royaume-Uni
Téléphone :	(44-1633) 81 45 86 (pour les demandes internationales) (44-1633) 81 40 00 (pour appeler le standard) (44-3000) 20 00 15 (numéro spécial pour les sourds et les malentendants) 0300 300 2000 (au Royaume-Uni)
Courrier électronique :	pct@ipo.gov.uk (demandes de renseignements concernant le PCT uniquement) information@ipo.gov.uk (demandes de renseignements d'ordre général uniquement)
Internet :	www.gov.uk/government/organisations/intellectual-property-office
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique ³
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes nationales déposées sous forme électronique disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ⁴

[Suite sur la page suivante]

¹ "Intellectual Property Office" est une dénomination opérationnelle de l'Office des brevets.

² L'adresse de Londres doit être utilisée uniquement pour les dépôts faits en personne. Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse de Newport.

³ [L'adresse suivante doit être utilisée pour le dépôt de documents par courrier électronique : paperformcontingency@ipo.gov.uk](mailto:paperformcontingency@ipo.gov.uk)

⁴ Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir www.gov.uk/government/publications/how-to-file-documents-with-the-intellectual-property-office.

B1 Informations sur les États contractants B1

GB ROYAUME-UNI GB

[Suite]

Office récepteur compétent pour les nationaux du Royaume-Uni et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle ⁵ (Royaume-Uni), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ⁶ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Demandes déposées par des personnes domiciliées au Royaume-Uni ⁷
Office désigné (ou élu) compétent si le Royaume-Uni est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Office de la propriété intellectuelle ⁵ (Royaume-Uni) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
Le Royaume-Uni peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets Européenne : Brevets
Dispositions de la législation du Royaume-Uni relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

⁵ Voir la note 1.

⁶ Loi sur les brevets 1977, article 23.

⁷ Dans la plupart des cas, une personne domiciliée au Royaume-Uni peut déposer une demande internationale directement auprès de l'Office européen des brevets ou du Bureau international de l'OMPI. Cependant, des restrictions sont applicables lorsque la demande contient des renseignements relatifs à la technologie militaire ou qui pourraient porter préjudice à la sécurité nationale ou à la sûreté publique du Royaume-Uni. Dans ces cas, une personne domiciliée au Royaume-Uni peut déposer une telle demande auprès de l'Office européen des brevets ou du Bureau international de l'OMPI uniquement i) après avoir obtenu une autorisation écrite de l'office, ou ii) après le dépôt d'une demande de brevet auprès de l'office pour la même invention et si au moins six semaines se sont écoulées sans que le *Comptroller* de l'office ait donné d'instructions interdisant la publication ou la communication de l'invention. Ces restrictions ne sont pas applicables à une demande de brevet portant sur une invention pour laquelle une demande de brevet a été déposée auparavant hors du Royaume-Uni par une personne non domiciliée au Royaume-Uni. On peut obtenir des renseignements supplémentaires auprès de l'office à l'adresse suivante : Security Section, Concept House, Cardiff Road, Newport, South Wales, NP10 8QQ; tél. : (44-1633) 81 35 58.

B1**Informations sur les États contractants****B1****GB****ROYAUME-UNI****GB***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Voir les articles 89, 89A et 89B de la loi de 1977 sur les brevets. La publication de la demande internationale en anglais par le Bureau international de l'OMPI ou de la traduction en anglais par l'Office de la propriété intellectuelle⁸ du Royaume-Uni donne au déposant généralement le même droit qu'il aurait eu, si le brevet avait été délivré à la date de publication de la demande ou de la traduction, d'intenter devant le tribunal ou le *Comptroller* une action en dommages-intérêts à l'égard de tout acte qui aurait porté atteinte au brevet. Une telle action ne peut cependant être intentée qu'après la délivrance du brevet. En outre, l'article 89B.3) donne effet à l'option prévue à l'article 29.2)iii) du PCT.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

Voir les articles 78.7) et 79.3) de la loi de 1977 sur les brevets.

1) Demande internationale publiée en anglais : le droit auquel il est fait référence ci-dessus s'applique une fois la demande publiée par le Bureau international de l'OMPI.

2) Demande internationale publiée en français ou en allemand : le droit auquel il est fait référence à l'alinéa 1) ne prend effet qu'à partir de la publication par l'Office de la propriété intellectuelle⁸ (Royaume-Uni) d'une traduction en anglais des revendications déposées auprès de lui, et du paiement de la taxe prescrite, à moins que le déposant n'ait fourni au contrefacteur, avant l'acte de contrefaçon, une traduction en anglais des revendications.

3) Demande internationale publiée dans une langue qui n'est pas une langue officielle de l'OEB : le droit auquel il est fait référence ci-dessus ne prend effet qu'à partir de la republication par l'OEB de la demande internationale qui lui est remise dans l'une de ses langues officielles, excepté que l'alinéa 2) s'applique si l'OEB republie la demande en français ou en allemand.

Informations utiles si le Royaume-Uni est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Royaume-Uni est désigné (ou élu) :

Peuvent figurer dans la requête ou doivent être communiqués dans un délai de 33 mois à compter de la date de priorité

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

⁸ Voir la note 1.

B1

Informations sur les États contractants

B1

GD

GRENADE

GD

Informations générales

Information pas encore disponible

B1 Informations sur les États contractants B1

GE GÉORGIE GE

Informations générales

Nom de l'office :	Sakartvelos Intelektualuri Sakutrebis Erovnuli Tsentri Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)
Siège et adresse postale :	5, Antioch Str., 3300 Mtskheta, Géorgie
Téléphone :	(995-32) 25 25 33
Télécopieur :	(995-32) 98 84 26
Courrier électronique :	sakpatenti@wanex.net
Internet :	www.sakpatenti.gov.ge
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 30 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Géorgie et les personnes qui y sont domiciliées :	Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Géorgie est désignée (ou élue) :	Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI) (voir la phase nationale)
La Géorgie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir www.sakpatenti.gov.ge/en/.

B1	Informations sur les États contractants	B1
GE	GÉORGIE	GE

[Suite]

Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
---	----------------------------

Dispositions de la législation de la Géorgie relatives à la recherche de type international :	Néant
---	-------

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant
---	-------

Informations utiles si la Géorgie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Géorgie est désignée (ou élue) :	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.
--	---

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui (voir l'annexe L)
--	-----------------------

B1**Informations sur les États contractants****B1****GH****GHANA****GH****Informations générales**

Nom de l'office :	Registrar General's Department (Ghana) Direction générale de l'enregistrement (Ghana)
Siège :	Opposite the Ghana Newsagency Building, Accra, Ghana
Adresse postale :	P.O. Box 118, Accra, Ghana
Téléphone :	(233-21) 666 469, 666 081, 664 691-3
Télécopieur :	(233-21) 662 043, 665 363, 667 609
Courrier électronique :	regengh@ncs.com.gh
Internet :	—
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale, une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale, un pouvoir ou un acte de cession Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, Express Mail Service ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux du Ghana et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction générale de l'enregistrement (Ghana), Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Ghana est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Direction générale de l'enregistrement (Ghana) (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
Le Ghana peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, certificats d'utilité ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****GH****GHANA****GH***[Suite]*

Dispositions de la législation du Ghana relatives à la recherche de type international :

Article 19.1) de la loi de 1992 sur les brevets (PNDCL 305A)

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

L'article 26 de la loi de 1992 sur les brevets prévoit que la demande en réparation visée à l'article 59 de ladite loi est recevable en ce qui concerne des actes commis avant la délivrance du brevet mais après la date de la publication internationale en vertu de l'article 21 du PCT, à condition que la publication internationale ait été effectuée en anglais. Lorsque la publication internationale a été effectuée dans une langue autre que l'anglais, les dispositions du paragraphe 1) de l'article visé plus haut s'appliquent, à condition que le déposant ait transmis à l'auteur de l'atteinte à ses droits une traduction en anglais de la publication internationale, mais uniquement à l'égard des actes commis par l'auteur de l'atteinte après réception de cette traduction.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet ARIPO :

Néant

Informations utiles si le Ghana est désigné (ou élu)**Pour la protection nationale**

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Ghana est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****GM****GAMBIE****GM****Informations générales**

Nom de l'office :	Registrar General's Department, Ministry of Justice (Gambia) Direction générale de l'enregistrement, Ministère de la justice (Gambie)
Siège et adresse postale :	Marina Parade, Banjul, Gambie
Téléphone :	(220) 422 84 50, 422 86 65, 314 10 05
Courrier électronique :	info@moj.gov.gm colleyabdoulie@yahoo.com
Internet :	www.moj.gov.gm
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Gambie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Gambie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Direction générale de l'enregistrement, Ministère de la justice (Gambie) (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
La Gambie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)
Dispositions de la législation de la Gambie relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****GM****GAMBIE****GM***[Suite]*

Informations utiles si la Gambie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Gambie est désignée (ou élue):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****GN****GUINÉE****GN****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Guinée et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Guinée est désignée (ou élue) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
La Guinée peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****GQ****GUINÉE ÉQUATORIALE****GQ****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Guinée équatoriale et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Guinée équatoriale est désignée (ou élue) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
La Guinée équatoriale peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****GR****GRÈCE****GR****Informations générales**

Nom de l'office :	Οργανισμός Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (OBI) Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)
Siège et adresse postale :	5 Gianni Stavroulaki St., Paradissos Amaroussiou 15125 Athènes, Grèce
Téléphone :	(30-210) 618 36 67, 618 35 08
Télécopieur :	(30-210) 681 92 31
Courrier électronique :	info@obi.gr
Internet :	www.obi.gr
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Grèce et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Demandes déposées par des nationaux ²
Office désigné (ou élu) compétent si la Grèce est désignée (ou élue) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Grèce peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

¹ Décret présidentiel n° 16/1991 sur la mise en oeuvre du Traité de coopération en matière de brevets ratifié en vertu de la loi n° 1883/1990, article 3, par. 2 et loi n° 4325/1963 sur les inventions intéressant la défense nationale, articles 1 et 2.

² Sauf si la priorité d'une demande antérieure déposée en Grèce est revendiquée.

B1**Informations sur les États contractants****B1****GR****GRÈCE****GR***[Suite]*Types de protection disponibles
par la voie PCT :

Brevets européens

Dispositions de la législation de la Grèce
relatives à la recherche de type
international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Désignation aux fins d'un brevet européen :

Après la publication internationale ou, si celle-ci a eu lieu dans une langue qui n'est pas l'une des langues officielles de l'OEB, après la publication par l'OEB d'une traduction – qui lui aura été remise – de la demande internationale dans l'une de ses langues officielles, le déposant peut, à partir de la date de publication dans le Bulletin officiel grec de la propriété industrielle d'une notification précisant qu'une traduction des revendications en grec a été déposée auprès de l'OBI, obtenir des dommages et intérêts et éventuellement la constatation et la saisie des objets contrefaisant le brevet et des moyens utilisés pour leur fabrication.

Informations utiles si la Grèce est désignée (ou élue)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****GT****GUATEMALA****GT****Informations générales**

Nom de l'office:	Registro de la Propiedad Intelectual Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala)
Siège et adresse postale:	7a. Avenida 7-61 zona 4, primer nivel, Guatemala Ciudad, 01004, Guatemala
Téléphone:	(502) 232 470 70 ext. 109, 105
Courrier électronique:	rpi@rpi.gob.gt
Internet:	www.rpi.gob.gt
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Guatemala et les personnes qui y sont domiciliées:	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Guatemala est désigné (ou élu):	Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala)
Le Guatemala peut-il être élu?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation du Guatemala relatives à la recherche de type international:	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale:	Néant

Informations utiles si le Guatemala est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Guatemala est désigné (ou élu):	Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter de la date de l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?	Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****GW****GUINÉE-BISSAU****GW****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Guinée-Bissau et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Guinée-Bissau est désignée (ou élue) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
La Guinée-Bissau peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****HN****HONDURAS****HN****Informations générales**

Nom de l'office :	Dirección General de Propiedad Intelectual Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras)
Siège et adresse postale :	Edificio anexo San José, Boulevard Kuwait, 3er piso, Tegucigalpa, Honduras
Téléphone :	(504) 235 52 79, 235 52 97
Télécopieur :	(504) 239 72 90
Courrier électronique :	patentes@ip.gob.hn camilo.bendeck@ip.gob.hn
Internet :	https://www.ip.gob.hn
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur ou par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux du Honduras et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Honduras est désigné (ou élu) :	Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras)
Le Honduras peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation du Honduras relatives à la recherche de type international :	Décret d'application n° 12-99E de la Loi sur la propriété industrielle du 18 décembre 1999 et Décret d'application n° 16-2006 de la Loi sur le Traité de libre-échange du 15 mars 2006

[Suite sur la page suivante]

(9 novembre 2020)

B1**Informations sur les États contractants****B1****HN****HONDURAS****HN***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si le Honduras est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Honduras est désigné (ou élu) :Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués
dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office
invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois
à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****HR****CROATIE****HR****Informations générales**

Nom de l'office :	Državni zavod za intelektualno vlasništvo Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)
Siège et adresse postale :	Ulica grada Vukovara 78, 10000 Zagreb, Croatie
Téléphone :	(385-1) 6106 100
Télécopieur :	(385-1) 6112 017
Courrier électronique :	info@dziv.hr
Internet :	www.dziv.hr
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Croatie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Croatie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Croatie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****HR****CROATIE****HR***[Suite]*

Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité Européenne : Brevets
Dispositions de la législation de la Croatie relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	<p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national : Le déposant doit fournir à l'office une traduction en croate de la demande internationale. La protection provisoire (voir l'article 95 de la loi sur les brevets) est effective à compter de la date de publication de la traduction de la demande internationale dans la Gazette officielle de l'Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie) (voir l'article 59 de la loi sur les brevets).</p> <p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen aux effets étendus :</p> <p>Une demande de brevet européen publiée confère à titre provisoire la protection conférée par une demande de brevet national publiée prévue à l'article 95 de la loi sur les brevets à compter de la date à laquelle une traduction en croate de la demande de brevet européen publiée a été remise par le déposant à la personne qui utilise l'invention en Croatie.</p> <p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :</p> <p>Une demande de brevet européen publiée confère à titre provisoire la protection conférée par une demande de brevet national publiée prévue à l'article 95 de la loi sur les brevets à compter de la date à laquelle une traduction en croate de la demande de brevet européen publiée a été remise par le déposant à la personne qui utilise l'invention en Croatie.</p>

Informations utiles si la Croatie est désignée (ou élue)**Pour la protection nationale**

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Croatie est désignée (ou élue) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation ou à fournir, dans un délai maximum de quatre mois à compter de la date d'ouverture de la phase nationale, une déclaration selon laquelle l'inventeur souhaite ne pas être nommé.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****HU****HONGRIE****HU****Informations générales**

Nom de l'office :	Szellemi Tulajdon Nemzeti Hivatala Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)
Siège :	II. János Pál pápa tér 7, 1081 Budapest, Hongrie
Adresse postale :	P.O. Box 415, 1438 Budapest, Hongrie
Téléphone :	(36-1) 312 44 00
Télécopieur :	(36-1) 474 55 34
Courrier électronique :	sztanh@hipo.gov.hu
Internet :	www.hipo.gov.hu
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Hongrie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Hongrie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO) (voir la Phase internationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la Phase internationale)
La Hongrie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu d'un brevet national) Européenne : Brevets

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****HU****HONGRIE****HU***[Suite]*

Dispositions de la législation de la Hongrie relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

La demande internationale mise à la disposition du public bénéficie d'une protection temporaire en vertu des alinéas 1) et 2) de l'article 29 du PCT, à compter du jour de la parution du numéro de la gazette officielle de l'Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO) contenant l'annonce de la publication de la traduction en hongrois de la demande internationale. Cette date est, jusqu'à preuve du contraire, celle du jour de publication indiquée dans la gazette officielle. Sur la base de cette protection temporaire, le déposant peut intenter une action contre l'exploitation non autorisée de l'invention, mais la procédure sera suspendue jusqu'à ce qu'une décision ayant force exécutoire ait été prise en ce qui concerne la délivrance d'un brevet.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

La protection provisoire prendra effet en Hongrie à compter du jour où l'Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO) aura publié l'annonce du dépôt de la traduction des revendications en hongrois.

Informations utiles si la Hongrie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Hongrie est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement mais doivent être remis dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité. Cette exigence peut être également remplie dans un délai de trois mois à compter du dernier jour dudit délai, sous réserve du paiement d'une taxe supplémentaire prévue par la législation nationale. Si le déposant n'a pas fait le nécessaire dans les délais prescrits, la demande internationale ne produira aucun effet en Hongrie.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****ID****INDONÉSIE****ID****Informations générales**

Nom de l'office :	Direktorat Jenderal Kekayaan Intelektual Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)
Siège et adresse postale :	Jl. H.R. Rasuna Said Kav. 8-9, Jakarta Selatan 12940, Indonésie
Téléphone :	(62-21) 5790 5611 (Brevets), 5790 5619 (Sec)
Courrier électronique :	patent.administration@gmail.com
Internet :	www.dgip.go.id
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit CV Titipan Kilat, DHL, Elteha, Federal Express ou UPS
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Indonésie et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Indonésie est désignée (ou élue) :	Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie) (voir la phase nationale)
L'Indonésie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation de l'Indonésie relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****ID****INDONÉSIE****ID***[Suite]*

Informations utiles si l'Indonésie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Indonésie est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****IE****IRLANDE****IE****Informations générales**

Nom de l'office :	Intellectual Property Office of Ireland Office de la propriété intellectuelle d'Irlande
Siège et adresse postale :	Government Buildings, Hebron Road, Kilkenny, R95 H4XC, Irlande
Téléphone :	(353-56) 772 01 11
Télécopieur :	(353-56) 772 01 00
Courrier électronique :	ipinfo@ipoi.gov.ie
Internet :	www.ipoi.gov.ie
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux d'Irlande et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle d'Irlande, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Irlande est désignée (ou élue) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
L'Irlande peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets européens
Dispositions de la législation d'Irlande relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****IE****IRLANDE****IE***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Désignation aux fins d'un brevet européen :

1) Demande internationale publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction des revendications de la demande, le cas échéant.

2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1) ne prend effet, en outre, qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale remise à l'OEB dans l'une de ses langues officielles.

Informations utiles si l'Irlande est désignée (ou élue)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2¹

¹ Les déposants d'une demande internationale désignant l'Irlande pour un brevet européen peuvent demander au Contrôleur, dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité, que la demande internationale soit traitée comme une demande de brevet en Irlande en vertu de la partie II de la loi de 1992 sur les brevets (il convient de se référer à l'article 127A de [la loi de 1992 sur les brevets adoptée par](#) la loi de 2019 sur le droit d'auteur et autres dispositions du droit de la propriété intellectuelle, en vigueur à compter du 2 décembre 2019 et à la règle 87A du règlement sur les brevets (modification) 2019, S.I. 589/2019).

B1**Informations sur les États contractants****B1****IL****ISRAËL****IL****Informations générales**

Nom de l'office :	Office des brevets d'Israël
Siège et adresse postale :	The Technology Park, Bldg. 5, Malcha, Jerusalem 96951, Israël
Téléphone :	(972-73) 392 73 13, 392 73 20
Courrier électronique :	pctoffice@justice.gov.il
Internet :	https://www.gov.il/en/departments/ilpo
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents à l'exception de la demande internationale
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹

[Suite sur la page suivante]

¹ De plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI seront disponibles prochainement à l'adresse suivante : www.justice.gov.il/En/Units/ILPO.

B1 Informations sur les États contractants B1

IL ISRAËL IL

[Suite]

Office récepteur compétent pour les nationaux d'Israël et les personnes qui y sont domiciliées :	Office des brevets d'Israël ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent à : demandes déposées par des ressortissants israéliens ² demandes déposées par des personnes domiciliées en Israël ²
Office désigné (ou élu) compétent si Israël est désigné (ou élu) :	Office des brevets d'Israël (voir la phase nationale)
Israël peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, brevets d'addition
Dispositions de la législation d'Israël relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si Israël est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Israël est désigné (ou élu) :	Ces informations ne sont pas exigées. Si le déposant souhaite que le nom de l'inventeur soit publié lors de l'acceptation et inscrit au Registre des brevets, il doit le notifier à l'office au plus tard à la réception de l'avis préalable à l'acceptation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui (voir l'annexe L)

² Les déposants sont renvoyés à la lecture de l'article 98 de la loi sur les brevets d'Israël, 5727-1967, qui stipule ce qui suit : "Un ressortissant israélien, un résident permanent d'Israël ou toute autre personne qui doit allégeance à l'État ne peut présenter de demande de brevet à l'étranger pour une invention dont l'objet concerne des armes ou des munitions, ou tout autre objet à caractère militaire, ou pour une invention dont l'objet est régi par la section 95, et ne peut, directement ou indirectement, inciter au dépôt d'une telle demande sauf si l'une des situations suivantes s'applique: (i) après avoir préalablement obtenu une autorisation écrite du Ministère israélien de la défense, ou ii) après avoir déposé auprès de l'Office des brevets d'Israël une demande de brevet pour la même invention et si, au cours des six mois suivant le dépôt de cette demande, le Ministère israélien de la défense n'a pas pris de décision à son encontre en vertu de l'article 94, ou s'il a pris une telle décision mais que cette dernière n'est plus en vigueur.

B1**Informations sur les États contractants****B1****IN****INDE****IN****Informations générales**

Nom de l'office :	Office indien des brevets (Kolkata, New Delhi, Chennai et Mumbai)
Siège et adresse postale :	Indian Patent Office Kolkata, Intellectual Property Office Building, CP-2, Sector-V, Salt Lake City, Kolkata 700 091, Inde Indian Patent Office Delhi, Intellectual Property Office Building, Sector-14, Plot No. 32, Dwarka, New Delhi 110 075, Inde Indian Patent Office Chennai, Intellectual Property Office Building, G.S.T. Road, Guindy, Chennai 600 032, Inde Indian Patent Office Mumbai, Intellectual Property Office Building, S.M. Road, Near Antop Hill Head Post Office, Mumbai 400 037, Inde
Téléphone :	Kolkata : (91-33) 23 67 19 87, 23 67 50 91 New Delhi : (91-11) 25 30 02 00, 25 30 03 35 (Section du PCT) Chennai : (91-44) 22 50 20 80, 22 50 20 60 Mumbai : (91-22) 24 15 36 51, 24 14 81 61
Télécopieur :	Kolkata : (91-33) 23 67 19 88 New Delhi : (91-11) 28 03 43 01 Chennai : (91-44) 22 50 20 66 Mumbai : (91-22) 24 13 03 87
Courrier électronique :	Kolkata : kolkata-patent@nic.in New Delhi : delhi-patent@nic.in patentin-pct@nic.in (Section du PCT) Chennai : chennai-patent@nic.in Mumbai : mumbai-patent@nic.in
Internet :	www.ipindia.nic.in
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****IN****INDE****IN***[Suite]*

L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?

Oui

L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT ?

Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI

Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Inde et les personnes qui y sont domiciliées :

Office indien des brevets (Kolkata, New Delhi, Chennai ou Mumbai¹) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)

La législation nationale² impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès du Bureau international de l'OMPI ?

Oui, des restrictions s'appliquent aux :
demandes déposées par des personnes domiciliées en Inde³

Office désigné (ou élu) compétent si l'Inde est désignée (ou élue) :

Office indien des brevets (Kolkata, New Delhi, Chennai ou Mumbai¹) (voir la phase nationale)

L'Inde peut-elle être élue ?

Oui (liée par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Brevets, brevets d'addition

Dispositions de la législation de l'Inde relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Néant

Informations utiles si l'Inde est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Inde est désignée (ou élue) :

Dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir annexe L)

¹ En fonction du domicile ou du lieu où le déposant (ou le premier déposant s'il y a plusieurs déposants) exerce son activité, le lieu d'origine de l'invention ou l'adresse pour la correspondance, dans la juridiction territoriale de l'office concerné conformément au Règlement sur les brevets de 2003, règle 4.

² Loi sur les brevets, article 39.

³ Sauf si une autorisation écrite a été délivrée par le *Controller* suite à une requête présentée au moyen du formulaire n° 25 et accompagnée du paiement de la taxe prescrite (voir www.ipindia.nic.in/writereaddata/portal/ipoforumupload/1_11_1/fees.pdf) ou sauf si une demande de brevet pour la même invention a été déposée en Inde et au moins six semaines se sont écoulées sans que le *Controller* ait donné d'instructions interdisant la publication ou la communication de l'invention.

B1**Informations sur les États contractants****B1****IR****RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN****IR****Informations générales**

Nom de l'office :	Intellectual Property Center (Islamic Republic of Iran) Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)
Siège et adresse postale :	3, Phayazbakhsh Str., Khayam Str., Imam Khomeini Square, Tehran 11146-78111, République islamique d'Iran
Téléphone :	(98-21) 6674 1035
Télécopieur :	(98-21) 6670 0867
Courrier électronique :	irpct@ssaa.ir
Internet :	http://iripo.ssaa.ir/
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la République islamique d'Iran et les personnes qui y sont domiciliées :	Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la République islamique d'Iran est désignée (ou élue) :	Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran) (voir la phase nationale)
La République islamique d'Iran peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****IR****RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN****IR***[Suite]*

Dispositions de la législation de la République islamique d'Iran relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Néant

Informations utiles si la République islamique d'Iran est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la République islamique d'Iran est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****IS****ISLANDE****IS****Informations générales**

Nom de l'office :	Hugverkastofan Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)
Siège et adresse postale :	Engiateigi 3, IS-105 Reykjavík, Islande
Téléphone :	(354) 580 94 00
Courrier électronique :	hugverk@hugverk.is isipo@isipo.is
Internet :	www.hugverk.is www.isipo.is
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non
L'office envoie-t-il au préalable, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, TNT ou une autre entreprise d'acheminement exprès qui fournit une preuve de réception
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Islande et les personnes qui y sont domiciliées :	Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Islande est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
L'Islande peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets Européenne : Brevets

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
IS	ISLANDE	IS
	<i>[Suite]</i>	

Dispositions de la législation de l'Islande relatives à la recherche de type international :

Article 9 de la loi islandaise sur les brevets et article 25 du règlement concernant les demandes de brevet

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Après la publication internationale, la remise d'une traduction de l'abrégé et des revendications en islandais donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts. Ceux-ci sont limités à ce qui est jugé raisonnable en l'espèce et la protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet. Voir les articles 33, 58 et 60 de la loi sur les brevets.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

Indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction des revendications de la demande en islandais, le cas échéant, et dès la délivrance du brevet. La protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet (voir l'article 83 de la loi sur les brevets).

Informations utiles si l'Islande est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Islande est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans le délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****IT****ITALIE****IT****Informations générales**

Nom de l'office :	Ufficio Italiano Brevetti e Marchi Office italien des brevets et des marques
Siège et adresse postale :	19, via Molise, 00187 Roma, Italie
Téléphone :	(39-06) 4705-5800
Télécopieur :	(39-06) 4705-5632
Courrier électronique :	uibm.pct@mise.gov.it
Internet :	www.uibm.gov.it
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents à l'exception de la demande internationale
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Italie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office italien des brevets et des marques, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ² impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Demandes déposées par des personnes domiciliées en Italie ³ .

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour les demandes déposées auprès de l'office le 1^{er} octobre 2018 ou ultérieurement.

² Décret législatif n° 30 du 10 février 2005, article 198.1).

³ Sauf si la demande internationale revendique la priorité d'une demande nationale qui a été déposée en Italie plus de 90 jours auparavant et n'a pas été soumise à l'obligation du secret.

B1**Informations sur les États contractants****B1****IT****ITALIE****IT***[Suite]*

Office désigné (ou élu) compétent si l'Italie est désignée (ou élue) :	Protection nationale ⁴ : Office italien des brevets et des marques (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale ⁴ : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu d'un brevet national) Européenne : Brevets
L'Italie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Dispositions de la législation de l'Italie relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national : Toute demande internationale désignant l'Italie qui a été publiée conformément à l'article 21 du PCT confère une protection provisoire, comme le prévoit l'article 55 c.1- <i>bis</i> du code italien de la propriété industrielle, à compter de la date à laquelle le titulaire de la demande a mis à la disposition du public, par l'intermédiaire de l'Office italien des brevets et des marques, une traduction de la demande en langue italienne, ou à compter de la date à laquelle le titulaire de la demande a notifié directement la traduction au contrevenant présumé. Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen : Après la publication par l'OEB d'une traduction – qui lui aura été remise – de la demande internationale dans l'une de ses langues officielles, le déposant peut, à partir de la date à laquelle une traduction italienne des revendications a été mise à la disposition du public ou transmise à l'utilisateur, obtenir des dommages et intérêts et éventuellement la constatation et la saisie des objets contrefaisant le brevet et des moyens utilisés pour leur fabrication.

Informations utiles si l'Italie est désignée (ou élue)**Pour la protection nationale**

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Italie est désignée (ou élue) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

⁴ Pour les demandes internationales déposées le 1^{er} juillet 2020 ou ultérieurement.

B1**Informations sur les États contractants****B1****JO****JORDANIE****JO****Informations générales**

Nom de l'office :	Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement (Jordanie)
Siège :	Queen Noor Street, Amman 11181, Jordanie
Adresse postale :	P.O. Box 2019, Amman 11181, Jordanie
Téléphone :	(962) 65 629 030 ext. 325 ou 326
Télécopieur :	(962) 65 682 331
Courrier électronique :	Zuhair.b@mit.gov.jo Maysa.Al-Saby@mit.gov.jo
Internet :	www.mit.gov.jo
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Jordanie et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement (Jordanie) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Jordanie est désignée (ou élue) :	Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement (Jordanie) (voir la phase nationale)
La Jordanie peut-elle être élue ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, brevets d'addition
Dispositions de la législation de la Jordanie relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****JO****JORDANIE****JO***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si la Jordanie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
la Jordanie est désignée (ou élue) :Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués
ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter
de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes et
autre matériel biologique ?Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****JP****JAPON****JP****Informations générales**

Nom de l'office :	Tokkyocho Office des brevets du Japon (JPO)
Siège et adresse postale :	3-4-3 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8915, Japon
Téléphone :	(81-3) 3592 13 08
Télécopieur :	(81-3) 3501 06 59 (affaires du PCT) (81-3) 3501 68 03 (dépôt de documents)
Courrier électronique :	PA1A31@jpo.go.jp
Internet :	www.jpo.go.jp/e/index.html
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Seulement les documents nécessaires à l'attribution d'une date de dépôt international conformément à l'article 11 du PCT
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement satisfasse aux critères requis et soit approuvée par le Ministère japonais de l'intérieur et de la communication, conformément à la loi japonaise concernant l'acheminement de la correspondance par des opérateurs du secteur privé. Une liste d'entreprises d'acheminement approuvée est disponible (en japonais) à l'adresse internet suivante : www.soumu.go.jp/yusei/tokutei_g.html
L'office excuse-t-il le retard dans l'observation de délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique (règle 82quater.2.a) du PCT) ?	Oui, l'office excuse le retard dans l'observation d'un délai en raison d'une maintenance spéciale ou de l'indisponibilité d'un moyen de communication électronique autorisé au sein de l'office ¹ , à condition que la durée de cette maintenance ou indisponibilité soit d'au moins 24 heures et que l'acte respectif soit accompli le premier jour ouvrable après la remise en service dudit moyen de communication électronique ² .
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ³

[Suite sur la page suivante]

¹ Les informations concernant la maintenance et l'indisponibilité du logiciel de dépôt en ligne JPO sont disponibles à l'adresse suivante : http://dl-sv1.pcinfo.jpo.go.jp/docs/error/server_status.html

² Pour la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (PCT Gazette)* du 17 septembre 2020, page 191.

³ Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir <https://www.jpo.go.jp/e/system/process/shutugan/yusen/das/index.html>

B1**Informations sur les États contractants****B1****JP****JAPON****JP***[Suite]*

Office récepteur compétent pour les nationaux du Japon et les personnes qui y sont domiciliées :

Office des brevets du Japon (JPO) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)

Office désigné (ou élu) compétent si le Japon est désigné (ou élu) :

Office des brevets du Japon (JPO) (voir la phase nationale)

Le Japon peut-il être élu ?

Oui (lié par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Brevets, modèles d'utilité

Dispositions de la législation du Japon relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Le déposant jouit de droits analogues à ceux que prévoit l'article 65 de la loi sur les brevets à compter de la date de publication internationale de la demande internationale si la publication internationale a eu lieu en japonais, ou à compter de la date de publication d'une traduction en japonais par l'Office des brevets du Japon (JPO) si la publication internationale a eu lieu dans une autre langue que le japonais (voir l'article 184-10 de la loi sur les brevets).

Informations utiles si le Japon est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Japon est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation (voir le résumé).

Existe-t-il des dispositions particulières relatives à des demandes nationales antérieures dont la priorité est revendiquée et quelles sont les conséquences de ces dispositions ?

Les articles 41 et 42 de la loi du Japon sur les brevets et les articles 8 et 9 de la loi du Japon sur les modèles d'utilité prévoient que le dépôt d'une demande internationale qui contient la désignation du Japon et revendique la priorité d'une demande nationale antérieure produisant ses effets au Japon aura pour effet que la demande nationale antérieure sera considérée comme retirée après l'expiration d'un délai de 16⁴ mois à compter de la date de dépôt de cette demande antérieure. Si le déposant d'une demande internationale qui revendique la priorité d'une demande nationale antérieure souhaite empêcher ce retrait, la désignation du Japon devra être retirée avant l'expiration d'un délai de 16⁴ mois à compter de la date de dépôt de cette demande antérieure, afin d'éviter le retrait automatique de la demande nationale déposée antérieurement.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

⁴ La période s'applique aux demandes internationales déposées le 1^{er} avril 2015 ou ultérieurement. La période est 15 mois pour les demandes internationales déposées avant le 1^{er} avril 2015.

B1**Informations sur les États contractants****B1****KE****KENYA****KE****Informations générales**

Nom de l'office :	Kenya Industrial Property Institute Institut kényan de la propriété industrielle
Siège :	KIPI Centre, 17 Kabarsiran Avenue, Off Waiyaki Way, Lavington, Nairobi, Kenya
Adresse postale :	P.O. Box 51648-00200, Nairobi, Kenya
Téléphone :	(254-20) 600 22 10, 600 22 11, 600 63 26, 600 63 29, 600 63 36, 238 62 20 (254-70) 200 20 20, (254-73) 600 20 20 (téléphone portable)
Courrier électronique :	info@kipi.go.ke
Internet :	www.kipi.go.ke
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Sky Courier International
Office récepteur compétent pour les nationaux du Kenya et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut kényan de la propriété industrielle, Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Kenya est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Institut kényan de la propriété industrielle (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
Le Kenya peut-il être élu?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****KE****KENYA****KE***[Suite]*

Dispositions de la législation du Kenya
relatives à la recherche de type
international :

Article 43 de la loi de 2001 sur la propriété industrielle

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Une demande en réparation est recevable pour les actes commis avant la délivrance du brevet mais après la date à laquelle la publication internationale a été effectuée en anglais. Si la publication internationale a eu lieu dans une langue autre que l'anglais, la demande de réparation est recevable à condition que le déposant ait transmis à l'auteur de l'atteinte à ses droits une traduction de la demande internationale en anglais, mais elle ne l'est qu'à l'égard des actes commis par l'auteur de l'atteinte après réception de cette traduction.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet ARIPO :

Néant

Informations utiles si le Kenya est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Kenya est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****KG****KIRGHIZISTAN****KG****Informations générales**

Nom de l'office :	Kyrgyz Respublikasynyn Ministrler Cabinetine karashtuu Intellektualdyk Menchik jana Innovaciolar Mamlekettik Agenttik (Kyrgyzpatent) Agence d'état de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du Cabinet des ministres de la République kirghize (Kyrgyzpatent)
Siège et adresse postale :	62, Moskovskaya Street, Bishkek 720021, Kirghizistan
Téléphone :	(996-312) 68 08 19, 68 10 71
Télécopieur :	(996-312) 68 17 03
Courrier électronique :	info@patent.kg inter@patent.kg
Internet :	http://patent.kg
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL
Office récepteur compétent pour les nationaux du Kirghizistan et les personnes qui y sont domiciliées :	Agence d'état de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du Cabinet des ministres de la République kirghize (Kyrgyzpatent), Office eurasiens des brevets (OEAB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant ¹ (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Kirghizistan est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Agence d'état de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du Cabinet des ministres de la République kirghize (Kyrgyzpatent) (voir la phase nationale) Brevet eurasiens : Office eurasiens des brevets (OEAB) (voir la phase nationale)
Le Kirghizistan peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

¹ Une personne peut déposer une demande internationale auprès de l'Office eurasiens des brevets ou du Bureau international uniquement si les dispositions concernant la défense nationale permettent le dépôt de demandes de brevets à l'étranger.

B1 Informations sur les États contractants**B1****KG****KIRGHIZISTAN****KG***[Suite]*Types de protection disponibles
par la voie PCT :Nationale: Brevets, modèles d'utilité
Eurasienne: BrevetsDispositions de la législation du
Kirghizistan relatives à la recherche de
type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Néant

Informations utiles si le Kirghizistan est désigné (ou élu)**Pour la protection nationale**Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Kirghizistan est désigné (ou élu) :Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant
à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter
de la date de réception de l'invitation.Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Non

**Pour un brevet eurasien – Voir Organisation eurasienne des brevets (EA)
à l'annexe B2**

B1**Informations sur les États contractants****B1****KH****CAMBODGE****KH****Informations générales**

Nom de l'office :	Département de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation (Cambodge)
Siège et adresse postale :	45 Preah Norodom Boulevard, Khan Daun Penh, Phnom Penh, Cambodge
Téléphone :	(855) 12 841 882, 12 982 382
Télécopieur :	(855) 23 428 263
Courrier électronique :	adm_dip@yahoo.com
Internet :	www.misti.gov.kh
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur ou courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit un service de livraison reconnu
Office récepteur compétent pour les nationaux du Cambodge et les personnes qui y sont domiciliées :	Département de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation (Cambodge) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Cambodge est désigné (ou élu) :	Département de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation (Cambodge)
Le Cambodge peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité Européenne : Validation des brevets européens ¹
Dispositions de la législation du Cambodge relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour les demandes internationales déposées à compter du 1^{er} mars 2018 (voir JO OEB 2/2018, A16).

B1**Informations sur les États contractants****B1****KH****CAMBODGE****KH***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si le Cambodge est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Cambodge est désigné (ou élu) :Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement.
Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été
communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22
ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire
dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****KM****COMORES****KM****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux des Comores et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si les Comores sont désignées (ou élues) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Les Comores peuvent-elles être élues ?	Oui (liées par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****KN****SAINT-KITTS-ET-NEVIS****KN****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle (Saint-Kitts-et-Nevis)
Siège et adresse postale :	1 st Floor, The Cable Building, Cayon Street, Basseterre, Saint-Kitts, Saint-Kitts-et-Nevis
Téléphone :	(1-869) 467 19 77, 467 19 78
Télécopieur :	(1-869) 465 50 40, 465 24 82
Courrier électronique :	iposkn@gmail.com
Internet :	www.ipo.gov.kn
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de Saint-Kitts-et-Nevis et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle (Saint-Kitts-et-Nevis) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Saint-Kitts-et-Nevis est désigné (ou élu) :	Office de la propriété intellectuelle (Saint-Kitts-et-Nevis)
Saint-Kitts-et-Nevis peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, certificats d'utilité
Dispositions de la législation de Saint-Kitts-et-Nevis relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
KN	SAINT-KITTS-ET-NEVIS	KN

[Suite]

Informations utiles si Saint-Kitts-et-Nevis est désigné (ou élu)

<p>Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Saint-Kitts-et-Nevis est désigné (ou élu):</p>	<p>Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.</p>
--	--

<p>Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?</p>	<p>Non</p>
--	------------

B1**Informations sur les États contractants****B1****KP****RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE****KP****Informations générales**

Nom de l'office :	Office des inventions de la République populaire démocratique de Corée
Siège et adresse postale :	Kinmaul Dong No. 1 , Pipha Street, Moranbong District Pyongyang, République populaire démocratique de Corée
Téléphone :	(850-2) 381 85 44
Télécopieur :	(850-2) 381 44 10
Courrier électronique :	io520@star-co.net.kp
Internet :	–
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur et courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non. Seul l'original du pouvoir doit être fourni dans un délai de trois mois à compter de la date de dépôt de la demande internationale
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de la République populaire démocratique de Corée et les personnes qui y sont domiciliées :	Office des inventions de la République populaire démocratique de Corée ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la République populaire démocratique de Corée est désignée (ou élue) :	Office des inventions de la République populaire démocratique de Corée (voir la phase nationale)
La République populaire démocratique de Corée peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****KP****RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE****KP***[Suite]*Types de protection disponibles
par la voie PCT :Brevets, certificats d'auteur d'invention, "petty inventors'
certificates", "petty patents"Dispositions de la législation de la
République populaire démocratique de
Corée relatives à la recherche de type
international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Oui. À partir de la date où une traduction est mise à la disposition
du public pour inspection, conformément à l'article 57 de la Loi sur
les inventions.**Informations utiles si la République populaire
démocratique de Corée est désignée (ou élue)**Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
la République populaire démocratique de
Corée est désignée (ou élue) :Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant
à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter
de l'invitation.Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****KR****RÉPUBLIQUE DE CORÉE****KR****Informations générales**

Nom de l'office :	Teukheocheong Office coréen de la propriété intellectuelle
Siège et adresse postale :	Government Complex-Daejeon, 189 Cheongsu-ro, Seo-gu, Daejeon 35208, République de Corée
Téléphone :	(82-42) 481 87 70 (RO) (82-42) 481 57 41 (ISA, IPEA)
Télécopieur :	(82-42) 472 34 73 (RO) (82-42) 481 85 78 (ISA, IPEA)
Courrier électronique :	kipopct@korea.kr (RO) isa.kipo@korea.kr (ISA, IPEA)
Internet :	www.kipo.go.kr
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents à l'exception de la traduction requise en vertu de l'article 22 ou 39 du PCT
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui ¹
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ²
Office récepteur compétent pour les nationaux de la République de Corée et les personnes qui y sont domiciliées : La législation nationale ³ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès du Bureau international de l'OMPI ?	Office coréen de la propriété intellectuelle ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C) Oui, des restrictions s'appliquent aux : demandes déposées par des personnes domiciliées en République de Corée ⁴

*[Suite sur la page suivante]*¹ Voir également les annexes D et E.² Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir <https://www.patent.go.kr/smart/jsp/ka/menu/support/main/WipoAccessCodeHelp.do>.³ Loi sur les brevets, article 41.⁴ Concerne des demandes qui peuvent intéresser la défense du territoire.

B1
KR**Informations sur les États contractants**
RÉPUBLIQUE DE CORÉE**B1**
KR*[Suite]*

Office désigné (ou élu) compétent si la République de Corée est désignée (ou élue):

Office coréen de la propriété intellectuelle (voir la phase nationale)

La République de Corée peut-elle être élue?

Oui (liée par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles par la voie PCT:

Brevets, modèles d'utilité

Dispositions de la législation de la République de Corée relatives à la recherche de type international:

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale:

Après que le déposant a déposé une traduction en coréen de la demande internationale et acquitté la taxe nationale, la traduction est soumise à l'inspection publique. Après que la demande a été soumise à l'inspection publique et qu'un avertissement a été donné par le déposant sous forme d'un document décrivant le contenu de l'invention revendiquée dans la demande, le déposant peut demander à toute personne ayant exploité commercialement l'invention, après l'avertissement mais avant l'enregistrement du droit de brevet, de payer à titre d'indemnité une somme équivalant à ce qu'il aurait normalement le droit de recevoir pour l'exploitation industrielle de l'invention s'il s'agissait d'une invention brevetée.

Informations utiles si la République de Corée est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la République de Corée est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives à des demandes nationales antérieures dont la priorité est revendiquée et quelles sont les conséquences de ces dispositions ?

L'article 56 de la loi coréenne sur les brevets stipule que le dépôt d'une demande internationale qui contient la désignation de la République de Corée et revendique la priorité d'une demande nationale antérieure pour la délivrance d'un brevet ou d'un modèle d'utilité produisant ses effets dans la République de Corée aura pour effet que la demande nationale antérieure sera considérée comme retirée 15 mois après la date du dépôt de la demande nationale de brevet antérieure, pour autant que cela ne s'applique pas lorsque cette demande antérieure relève de l'un des cas suivants : i) la demande antérieure a été abandonnée, invalidée ou retirée; ii) une décision ou une décision de justice d'accepter ou de rejeter un brevet ou un modèle d'utilité est devenue finale et définitive; ou iii) des revendications de priorité fondées sur la demande antérieure en question ont été retirées. Si le déposant d'une demande internationale qui revendique la priorité d'une demande nationale antérieure souhaite empêcher ce retrait, conformément à la règle 4.9.b) du PCT, il peut exclure la République de Corée de la désignation automatique ou, en ce qui concerne la demande nationale de brevet antérieure, il peut envisager de retirer la désignation de la République de Corée après le dépôt de la demande internationale mais avant l'expiration d'un délai de 15 mois à compter de la date de priorité.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****KW****KOWEÏT****KW****Informations générales**

Nom de l'office:	Ministry of Commerce and Industry, Trademarks and Patent Department (Kuwait) Ministère du commerce et de l'industrie, Département des marques et des brevets (Koweït)
Siège :	KIPCO Tower, Kuwait City, Koweït
Adresse postale:	P.O. Box 2944, Safat 13030, Koweït
Téléphone:	(965) 66 62 36 63
Télécopieur:	(965) 22 94 33 53
Courrier électronique:	mansouralnzhazn@gmail.com patent.department@moci.gov.kw eng_rashid7755@hotmail.com
Internet:	www.moci.gov.kw
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Oui, par télécopieur et courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas?	Oui, dans un délai de 90 jours à compter de la date de l'invitation
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL
Office récepteur compétent pour les nationaux du Koweït et les personnes qui y sont domiciliées:	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Koweït est désigné (ou élu):	Ministère du commerce et de l'industrie, Département des marques et des brevets (Koweït) (voir la phase nationale)
Le Koweït peut-il être élu?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Brevets

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****KW****KOWEÏT****KW***[Suite]*

Dispositions de la législation du Koweït
relatives à la recherche de type
international:

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale:

Néant

Informations utiles si le Koweït est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Koweït est désigné (ou élu):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement.
Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été
communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou
39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans
un délai de 90 jours à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****KZ****KAZAKHSTAN****KZ****Informations générales**

Nom de l'office :	Ulttyk zhyatkerlik menshik instituty (UZMI) (Kazakhstan Respublikasy) Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)
Siège et adresse postale :	Mangilik Yel Avenue 57A , 010000 Nur-Sultan, Kazakhstan
Téléphone :	(7-7172) 62 15 15, 62 15 16, 62 15 91
Courrier électronique :	kazpatent@kazpatent.kz
Internet :	www.kazpatent.kz www.adilet.gov.kz
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Express Post
Office récepteur compétent pour les nationaux du Kazakhstan et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan), Office eurasiens des brevets (OEAB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office eurasiens des brevets (OEAB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Non ²
Office désigné (ou élu) compétent si le Kazakhstan est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan) (voir la phase nationale) Brevet eurasiens : Office eurasiens des brevets (OEAB) (voir la phase nationale)
Le Kazakhstan peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

¹ Loi de la République du Kazakhstan n° 427-I du 16 juillet 1999 sur les brevets (telle que modifiée par la loi de la République du Kazakhstan n° 161-VI du 20 juin 2018), article 37.

² Des restrictions imposées au dépôt ne s'appliquent plus à compter du 20 juin 2018.

B1	Informations sur les États contractants	B1
KZ	KAZAKHSTAN	KZ

[Suite]

Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité
	Eurasienne : Brevets

Dispositions de la législation du Kazakhstan relatives à la recherche de type international :	Article 22(7) de la loi sur les brevets
---	---

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant
---	-------

Informations utiles si le Kazakhstan est désigné (ou élu)**Pour la protection nationale**

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Kazakhstan est désigné (ou élu) :	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter de la date de l'invitation.
---	---

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui (voir l'annexe L)
--	-----------------------

Pour un brevet eurasien – Voir Organisation eurasienne des brevets (EA) à l'annexe B2

B1 Informations sur les États contractants B1

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO LA

Informations générales

Nom de l'office :	Department of Intellectual Property, Ministry of Science and Technology (Lao People's Democratic Republic) Département de la propriété intellectuelle, Ministère de la Science et de la Technologie (République démocratique populaire lao)
Siège et adresse postale :	Nahaidyao Road, Chanthabouly District, P.O. Box 2279, Vientiane, République démocratique populaire lao
Téléphone :	(856-21) 213 470 ext 154
Télécopieur :	(856-21) 213 472
Courrier électronique :	dip.laopdr@gmail.com kkeobounphanh@yahoo.co.uk saybandith30@gmail.com
Internet :	http://dip.gov.la
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, EMS, Federal Express ou TNT
Office récepteur compétent pour les nationaux de la République démocratique populaire lao et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C(IB))
Office désigné (ou élu) compétent si la République démocratique populaire lao est désignée (ou élue) :	Département de la propriété intellectuelle, Ministère de la Science et de la Technologie (République démocratique populaire lao)
La République démocratique populaire lao peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation de la République démocratique populaire lao relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1 **Informations sur les États contractants** **B1**

LA **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE** **LA**

LAO

[Suite]

**Informations utiles si la République démocratique populaire lao est désignée
(ou élue)**

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la République démocratique populaire lao est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****LC****SAINTE-LUCIE****LC****Informations générales**

Nom de l'office :	Registry of Companies and Intellectual Property (Saint Lucia) Office pour l'enregistrement des sociétés et de la propriété intellectuelle (Sainte-Lucie)
Siège et adresse postale :	2nd Floor, Hewanorra House, Trou Garnier Financial Centre, Pointe Seraphine , Castries, Sainte-Lucie
Téléphone :	(1-758) 468 32 30, 468 32 31
Télécopieur :	(1-758) 451 79 89
Courrier électronique :	info@rocip.gov.lc
Internet :	www.rocip.gov.lc
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de Sainte-Lucie et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Sainte-Lucie est désignée (ou élue) :	Office pour l'enregistrement des sociétés et de la propriété intellectuelle (Sainte-Lucie) (voir la phase nationale)
Sainte-Lucie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation de Sainte-Lucie relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si Sainte-Lucie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Sainte-Lucie est désignée (ou élue) :	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****LI****LIECHTENSTEIN****LI****Informations générales**

Nom de l'office :	Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse) ¹
Siège et adresse postale :	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
Téléphone :	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
Courrier électronique :	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
Internet :	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
Office récepteur compétent pour les nationaux du Liechtenstein et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Liechtenstein est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
Le Liechtenstein peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
Dispositions de la législation du Liechtenstein relatives à la recherche de type international :	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Voir Suisse (CH) à l'annexe B1

Informations utiles si le Liechtenstein est désigné (ou élu)**Voir Suisse (CH) à l'annexe B1**

¹ En vertu du Traité sur les brevets entre la Suisse et le Liechtenstein, il ne peut être délivré qu'un brevet unitaire pour les deux pays.

B1**Informations sur les États contractants****B1****LK****SRI LANKA****LK****Informations générales**

Nom de l'office :	National Intellectual Property Office of Sri Lanka Office national de la propriété intellectuelle du Sri Lanka
Siège et adresse postale :	"Samagan Medura", 3rd Floor, 400, D.R. Wijayawardana Mawatha, Colombo 10, Sri Lanka
Téléphone :	(94-11) 268 93 68
Télécopieur :	(94-11) 268 93 67
Courrier électronique :	nipos@sltnet.lk
Internet :	www.nipo.gov.lk
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Sri Lanka et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C(IB))
Office désigné (ou élu) compétent si le Sri Lanka est désigné (ou élu) :	Office national de la propriété intellectuelle du Sri Lanka (voir la phase nationale)
Le Sri Lanka peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation du Sri Lanka relatives à la recherche de type international :	Article 73 de la loi n° 36 de 2003 instituant le code de la propriété intellectuelle, règle n°48 du règlement de la propriété intellectuelle
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

LK

SRI LANKA

LK

[Suite]

Informations utiles si le Sri Lanka est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Sri Lanka est désigné (ou élu):

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****LR****LIBÉRIA****LR****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle du Libéria
Siège et adresse postale :	Old Labor Ministry Building, U.N. Drive, Monrovia, Libéria
Téléphone :	(231) 775 53 35 95
Télécopieur :	(231) 770 32 90 24
Courrier électronique :	liberiaindustrialproperty@gmail.com
Internet :	–
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou EMS
Office récepteur compétent pour les nationaux du Libéria et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle du Libéria, Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Libéria est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Office de la propriété intellectuelle du Libéria (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
Le Libéria peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
LR	LIBÉRIA	LR
	<i>[Suite]</i>	

Dispositions de la législation du Libéria
relatives à la recherche de type
international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Néant

Informations utiles si le Libéria est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Libéria est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant
à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Non

**Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété
intellectuelle (AP) à l'annexe B2**

B1**Informations sur les États contractants****B1****LS****LESOTHO****LS****Informations générales**

Nom de l'office :	Registrar General's Office (Lesotho) Direction générale de l'enregistrement (Lesotho)
Siège :	Maseru, Lesotho
Adresse postale :	Law Office, P.O. Box 33, Maseru 100, Lesotho
Téléphone :	(266) 22 31 28 56, 22 31 12 51
Télécopieur :	(266) 31 04 02, 31 10 92
Courrier électronique :	registrar.general@gov.ls
Internet :	—
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux du Lesotho et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction générale de l'enregistrement (Lesotho), Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Lesotho est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Direction générale de l'enregistrement (Lesotho) (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
Le Lesotho peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
LS	LESOTHO	LS
	<i>[Suite]</i>	

Dispositions de la législation du Lesotho
relatives à la recherche de type
international:

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale:

Néant

Informations utiles si le Lesotho est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Lesotho est désigné (ou élu):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués
dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office
invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois
à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique?

Non

**Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété
intellectuelle (AP) à l'annexe B2**

B1**Informations sur les États contractants****B1****LT****LITUANIE****LT****Informations générales**

Nom de l'office :	Lietuvos Respublikos valstybinis patentų biuras Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie
Siège et adresse postale :	Kalvarijų g. 3, LT-09310 Vilnius, Lituanie
Téléphone :	(370-5) 278 02 50
Télécopieur :	(370-5) 275 07 23
Courrier électronique :	spb@vpb.gov.lt
Internet :	http://vpb.lrv.lt
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Lituanie et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Lituanie est désignée (ou élue) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Lituanie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets européens
Dispositions de la législation de la Lituanie relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Désignation aux fins d'un brevet européen : La protection provisoire est effective en Lituanie à compter de la date à laquelle le Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie publie la traduction des revendications en lituanien (voir l'article 78 de la loi sur les brevets de la République de Lituanie).

Informations utiles si la Lituanie est désignée (ou élue)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****LU****LUXEMBOURG****LU****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg)
Siège :	Ministère de l'économie, 19-21, Boulevard Royal, Luxembourg-Ville, Luxembourg
Adresse postale :	L-2914 Luxembourg
Téléphone :	(352) 247 84113
Télécopieur :	(352) 247 94113
Courrier électronique :	dpi@eco.etat.lu
Internet :	www.eco.public.lu https://patent.public.lu
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Luxembourg et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant ¹ (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Luxembourg est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
Le Luxembourg peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets Européenne : Brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Une personne domiciliée au Luxembourg doit déposer une demande internationale pour une invention de nature à intéresser la défense du territoire auprès de l'Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg).

B1**Informations sur les États contractants****B1****LU****LUXEMBOURG****LU***[Suite]*

Dispositions de la législation du Luxembourg relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Des dommages-intérêts raisonnables peuvent être demandés dès la date de la publication en français ou en allemand, ou dès la date de la communication d'une traduction en français ou en allemand, soit à un défendeur, soit à l'office de la propriété intellectuelle (Luxembourg) (loi du 27 mai 1977).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

1) Demande internationale publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction des revendications de la demande, le cas échéant.

2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1) ne prend effet, en outre, qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale remise à l'OEB dans l'une de ses langues officielles.

Informations utiles si le Luxembourg est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Luxembourg est désigné (ou élu) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****LV****LETONIE****LV****Informations générales**

Nom de l'office :	Latvijas Republikas Patentu valde Office letton des brevets
Siège et adresse postale :	7(70) Citadeles iela, LV-1010 Riga, Lettonie
Téléphone :	(371) 709 96 22
Télécopieur :	(371) 709 96 50
Courrier électronique :	valde@lrpv.gov.lv
Internet :	www.lrpv.gov.lv
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, Express Mail Service ou United Parcel Service
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes nationales déposées sous forme électronique disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Lettonie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office letton des brevets, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Lettonie est désignée (ou élue) :	Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Lettonie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets européens

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour de plus amples détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=11775

B1**Informations sur les États contractants****B1****LV****LETTONIE****LV***[Suite]*

Dispositions de la législation de la
Lettonie relatives à la recherche de type
international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Désignation aux fins d'un brevet européen :
Information non encore disponible

Informations utiles si la Lettonie est désignée (ou élue)

**Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à
l'annexe B2**

B1**Informations sur les États contractants****B1****LY****LIBYE****LY****Informations générales**

Nom de l'office :	Office libyen de la propriété industrielle
Siège et adresse postale :	Industrial Research Center, Tajoura, P.O. Box 3633, Tripoli, Libye
Téléphone :	(218) 21 369 15 12, 369 15 18
Télécopieur :	(218) 21 369 00 28
Courrier électronique :	lipo@irc.org.ly
Internet :	www.irc.org.ly
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Libye et les personnes qui y sont domiciliées :	Office libyen de la propriété industrielle ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Libye est désignée (ou élue) :	Office libyen de la propriété industrielle (voir la phase nationale)
La Libye peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, brevets d'addition
Dispositions de la législation de la Libye relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si la Libye est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Libye est désignée (ou élue) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****MA****MAROC****MA****Informations générales**

Nom de l'office :	Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC) Moroccan Office of Industrial and Commercial Property (OMPIC)
Siège :	Route de Nouasser, R.S. 114, Km 9,5-Sidi Maarouf, Casablanca, Maroc
Adresse postale :	B.P. 8072, Casablanca Oasis, Casablanca, Maroc
Téléphone :	(212-522) 58 64 00/10
Télécopieur :	(212-522) 33 54 80
Courrier électronique :	pct@ompic.ma (pour des questions concernant des demandes PCT)
Internet :	www.ompic.ma
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux du Maroc et les personnes qui y sont domiciliées :	Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Maroc est désigné (ou élu) :	Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC) (voir la phase nationale)
Le Maroc peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets Européenne : Validation des brevets européens
Dispositions de la législation du Maroc relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Le déposant jouit des droits définis dans la loi n° 17-97 relative à la propriété industrielle (telle que modifiée et complétée par la loi n° 31-05 en 2006 et par la loi n° 23-13 en 2014) (voir les articles 16, 44 et 51) à compter de la date à laquelle la demande internationale est publiée selon l'article 21 du PCT

[Suite sur la page suivante]

(18 octobre 2018)

B1

Informations sur les États contractants

B1

MA

MAROC

MA

[Suite]

Informations utiles si le Maroc est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Maroc est désigné (ou élu) :

Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués dans la requête, ils doivent être fournis dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****MC****MONACO****MC****Informations générales**

Nom de l'office :	Division de la propriété intellectuelle, Direction de l'expansion économique (Monaco)
Siège et adresse postale :	9, rue du Gabian, MC 98000 Monaco (Principauté)
Téléphone :	(377) 98 98 98 01
Télécopieur :	(377) 92 05 75 20
Courrier électronique :	mcipo@gouv.mc
Internet :	https://mcipo.gouv.mc
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de Monaco et les personnes qui y sont domiciliées :	Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Monaco est désigné (ou élu) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
Monaco peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets européens
Dispositions de la législation de Monaco relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

MC

MONACO

MC

[Suite]

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Désignation aux fins d'un brevet européen :

1) Demande internationale publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : dommages et intérêts; saisie éventuelle des objets contrefaisant le brevet; cependant, le tribunal saisi suspend la décision relative à l'action en contrefaçon jusqu'à la délivrance du brevet; il y a lieu de satisfaire aux exigences nationales relatives à la traduction des revendications de la demande, le cas échéant.

2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1) ne prend effet, en outre, qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale remise à l'OEB dans l'une de ses langues officielles.

Informations utiles si Monaco est désigné (ou élu)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****MD****RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA****MD****Informations générales**

Nom de l'office :	Agentia de Stat pentru Proprietatea Intellectuala Office d'État pour la propriété intellectuelle (République de Moldova)
Siège et adresse postale :	24/1 A. Doga St., MD-2024 Chisinau, République de Moldova
Téléphone :	(37322) 40 05 00, 40 05 06
Télécopieur :	(37322) 44 01 19
Courrier électronique :	office@agepi.gov.md
Internet :	www.agepi.gov.md
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux de la République de Moldova et les personnes qui y sont domiciliées :	Office d'État pour la propriété intellectuelle (République de Moldova) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la République de Moldova est désignée (ou élue) :	Office d'État pour la propriété intellectuelle (République de Moldova) (voir la phase nationale)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****MD****RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA****MD***[Suite]*

La République de Moldova peut-elle être élue ?

Oui (lié par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Nationale : Brevets, brevets de courte durée
Européenne : Validation des brevets européens¹

Dispositions de la législation de la République de Moldova relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

La publication de la traduction en moldave de la demande internationale donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts (voir les articles 43(3) et 19 de la loi moldave sur la protection des inventions). Les demandes internationales de dépôt sont publiées dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en phase nationale (voir l'article 49(4) de la loi moldave sur la protection des inventions).

Informations utiles si la République de Moldova est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la République de Moldova est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

¹ Pour les demandes internationales déposées à compter du 1^{er} novembre 2015 (voir <http://www.epo.org/law-practice/legal-texts/official-journal/information-epo/archive/20151009.html>).

B1**Informations sur les États contractants****B1****ME****MONTÉNÉGRO****ME****Informations générales**

Nom de l'office :	Ministarstvo ekonomskog razvoja, Direkcija za intelektualnu svojinu Ministère du développement économique, Département de la propriété intellectuelle (Monténégro)
Siège et adresse postale :	Rimski trg br. 46, 81 000 Podgorica, Monténégro
Téléphone :	(382) 20 234 592
Courrier électronique :	intelektualna.svojina@mek.gov.me
Internet :	www.ziscg.me www.mek.gov.me
Office récepteur compétent pour les nationaux du Monténégro et les personnes qui y sont domiciliées :	Ministère du développement économique, Département de la propriété intellectuelle (Monténégro) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Le Monténégro peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets ¹ Européenne : Brevets européens étendus
Dispositions de la législation du Monténégro relatives à la recherche de type international :	Néant

¹ Les déposants qui souhaitent obtenir une protection par brevet au Monténégro doivent procéder à l'ouverture de la phase régionale auprès de l'Office européen des brevets (OEB) et demander l'extension de la demande de brevet européen et du brevet européen délivré au Monténégro, étant donné qu'il n'existe pas de phase nationale auprès du Ministère du développement économique, Département de la propriété intellectuelle (Monténégro). Pour plus de détails, il convient de se référer aux chapitres nationaux ME et EP.

B1**Informations sur les États contractants****B1****MG****MADAGASCAR****MG****Informations générales**

Nom de l'office :	Office malgache de la propriété industrielle
Siège :	LOT VH 69 Volosarika Ambanidia, Antananarivo 101, Madagascar
Adresse postale :	B.P. 8237, Antananarivo 101, Madagascar
Téléphone :	(261-20) 22 335 02, (261-34) 43 152 36
Courrier électronique :	omapi@moov.mg
Internet :	www.omapi.mg
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, Express Mail Service ou toute autre entreprise mondialement reconnue et disponible à Madagascar
Office récepteur compétent pour les nationaux de Madagascar et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C(IB))
Office désigné (ou élu) compétent si Madagascar est désignée (ou élue) :	Office malgache de la propriété industrielle (voir la phase nationale)
Madagascar peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, certificats d'addition

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****MG****MADAGASCAR****MG***[Suite]*

Dispositions de la législation de Madagascar relatives à la recherche de type international :

Article 51 de l'ordonnance n° 89-019 sur la protection de la propriété industrielle à Madagascar

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Néant

Informations utiles si Madagascar est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Madagascar est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****MK****MACÉDOINE DU NORD****MK****Informations générales**

Nom de l'office :	Državen zavod za industriska sopstvenost Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord)
Siège et adresse postale :	Boulevard October 11, No. 25, 1000 Skopje, Macédoine du Nord
Téléphone :	(389-2) 310 36 01
Télécopieur :	(389-2) 313 71 49
Courrier électronique :	info@ippo.gov.mk
Internet :	www.ippo.gov.mk
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Macédoine du Nord et les personnes qui y sont domiciliées :	Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Macédoine du Nord est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****MK****MACÉDOINE DU NORD****MK***[Suite]*

La Macédoine du Nord peut-elle être élue ?

Oui (liée par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Nationale : Brevets

Européenne : Brevets

Dispositions de la législation de la Macédoine du Nord relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Après la publication internationale, la remise d'une traduction de la demande internationale en macédonien donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts (voir les articles 11.3), 11.4), 201 et 202 de la loi sur la propriété industrielle).

Informations utiles si la Macédoine du Nord est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Macédoine du Nord est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****ML****MALI****ML****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Mali et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Mali est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Mali peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****MN****MONGOLIE****MN****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle de la Mongolie
Siège et adresse postale :	13381 Ulaanbaatar, Bayanzurkh district, 3 khoroo, Enkhtaivan avenue 30, Mongolie
Téléphone :	(976-11) 316 454
Télécopieur :	(976-11) 327 638
Courrier électronique :	ipinfo@ipom.mn
Internet :	www.ipom.gov.mn
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Mongolie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle de la Mongolie ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Mongolie est désignée (ou élue) :	Office de la propriété intellectuelle de la Mongolie (voir la phase nationale)
La Mongolie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation de la Mongolie relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****MN****MONGOLIE****MN***[Suite]*

Informations utiles si la Mongolie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Mongolie est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils ne figurent pas dans la requête, ils peuvent être communiqués dans un délai de 21 mois (ou de 31 mois lorsque l'article 39.1) du PCT s'applique) à compter de la date de priorité. S'ils n'ont pas été communiqués dans ce délai, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****MR****MAURITANIE****MR****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Mauritanie et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Mauritanie est désignée (ou élue) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
La Mauritanie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****MT****MALTE****MT****Informations générales**

Nom de l'office :	Industrial Property Registrations Directorate, Commerce Department, Ministry for the Economy and Industry (Malta) Direction de l'enregistrement de la propriété industrielle, Département du commerce, Ministère pour l'économie et l'industrie (Malte)
Siège et adresse postale :	Lascaris Bastions, Dahlet Ġnien is-Sultan , Valletta, VLT 1933, Malte
Téléphone :	(356) 2569 0100, 2122 6688
Courrier électronique :	ipoffice@gov.mt
Internet :	www.commerce.gov.mt
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de Malte et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction de l'enregistrement de la propriété industrielle, Département du commerce, Ministère pour l'économie et l'industrie (Malte), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Malte est désignée (ou élue) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
Malte peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets européens
Dispositions de la législation de Malte relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

MT

MALTE

MT

[Suite]

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen (voir les articles 67, 150 et 158 de la Convention sur le brevet européen) et :

1) la demande internationale est publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : ceci donne au déposant le droit à une indemnité raisonnable pour toute contrefaçon, fixée suivant les circonstances; ou

2) la demande internationale est publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : dès lors la protection évoquée au point 1) ne prend effet, en outre, qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale remise à l'OEB dans l'une de ses langues officielles.

Informations utiles si Malte est désignée (ou élue)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****MW****MALAWI****MW****Informations générales**

Nom de l'office :	Ministry of Justice, Department of the Registrar General (Malawi) Ministère de la justice, Département du Directeur général de l'enregistrement (Malawi)
Siège :	Blantyre, Malawi
Adresse postale :	P.O. Box 100, Blantyre, Malawi
Téléphone :	(265) 62 43 55, 62 44 56, 62 46 68, 62 47 95
Télécopieur :	(265) 62 16 86
Courrier électronique :	—
Internet :	—
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Malawi et les personnes qui y sont domiciliées :	Ministère de la justice, Département du Directeur général de l'enregistrement (Malawi), Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Malawi est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Ministère de la justice, Département du Directeur général de l'enregistrement (Malawi) (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
Le Malawi peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, brevets d'addition ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****MW****MALAWI****MW***[Suite]*

Dispositions de la législation du Malawi
relatives à la recherche de type
international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Néant

Informations utiles si le Malawi est désigné (ou élu)**Pour la protection nationale**

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Malawi est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant
à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Non

**Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété
intellectuelle (AP) à l'annexe B2**

B1**Informations sur les États contractants****B1****MX****MEXIQUE****MX****Informations générales**

Nom de l'office :	Instituto Mexicano de la Propiedad Industrial Institut mexicain de la propriété industrielle
Siège et adresse postale :	Arenal 550, Col. Pueblo Santa Maria Tepepan, C.P. 16020, Ciudad de México, Mexique
Téléphone :	(52-55) 5334 07 00 (poste 10606, 10010)
Télécopieur :	(52-5) 555 44 31
Courrier électronique :	epct@impi.gob.mx
Internet :	www.impi.gob.mx
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux du Mexique et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut mexicain de la propriété industrielle ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Mexique est désigné (ou élu) :	Institut mexicain de la propriété industrielle (voir la phase nationale)
Le Mexique peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation du Mexique relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****MX****MEXIQUE****MX***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Une fois le brevet délivré, le déposant a le droit de réclamer des dommages-intérêts pour la période postérieure à la publication internationale de la demande internationale. A cet effet, et si la publication internationale n'est pas effectuée en espagnol, le déposant doit présenter à l'office une traduction en espagnol de la demande internationale. La protection provisoire s'applique à compter de la date de publication en espagnol de la demande internationale.

Informations utiles si le Mexique est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Mexique est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****MY****MALAISIE****MY****Informations générales**

Nom de l'office :	Intellectual Property Corporation of Malaysia Société de propriété intellectuelle de Malaisie
Siège et adresse postale :	Unit 1-7, Ground Floor, Menara UOA Bangsar, No. 5, Jalan Bangsar Utama 1, 59000 Kuala Lumpur
Téléphone :	(603) 2299 8400
Télécopieur :	(603) 2299 8989
Courrier électronique :	pct@myipo.gov.my
Internet :	www.myipo.gov.my
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, Federal Express, Pos Laju ou UPS
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Malaisie et les personnes qui y sont domiciliées :	Société de propriété intellectuelle de Malaisie ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : demandes déposées par des personnes domiciliées en Malaisie ²
Office désigné (ou élu) compétent si la Malaisie est désignée (ou élue) :	Société de propriété intellectuelle de Malaisie
La Malaisie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, certificats d'innovation d'utilité

[Suite sur la page suivante]

¹ Loi de 1983 sur les brevets (loi n° 291), article 23A.

² À moins qu'une autorisation écrite du directeur de l'enregistrement de déposer à l'étranger ait déjà été obtenue ou qu'une demande de brevet pour la même invention ait été déposée auprès de l'office au moins deux mois auparavant et que soit aucune instruction interdisant ou restreignant la publication n'ait été émise par le directeur de l'enregistrement en vertu de l'article 30A de la loi n° 291 de 1983 sur les brevets, soit toutes les instructions n'aient été révoquées.

B1**Informations sur les États contractants****B1****MY****MALAISIE****MY***[Suite]*

Dispositions de la législation de la Malaisie relatives à la recherche de type international :

Article 35B de la loi n° 291 de 1983 sur les brevets

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Après la mise à disposition du public de la demande internationale pour consultation, le déposant peut avertir par écrit une personne qui a exploité commercialement ou industriellement l'invention qu'une demande de brevet pour cette invention a été déposée. Le déposant peut demander à cette personne de payer, à titre de compensation à son égard, un montant équivalent à celui que le déposant aurait normalement reçu pour l'exploitation de l'invention à partir de la date de l'avertissement, ou à défaut d'avertissement, à partir de la date à laquelle la demande internationale a été mise à la disposition du public pour consultation jusqu'à la date de délivrance du brevet. Cependant, le droit d'exiger cette compensation ne peut être exercé qu'après la délivrance du brevet. Voir l'article 34.5) et 6) de la loi n° 291 de 1983 sur les brevets.

Informations utiles si la Malaisie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Malaisie est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****MZ****MOZAMBIQUE****MZ****Informations générales**

Nom de l'office :	Instituto da Propriedade Industrial (IPI) Institut de la propriété industrielle (IPI) (Mozambique)
Siège et adresse postale :	Rua Consiglieri Pedroso, 165, P.O. Box 1072, Maputo, Mozambique
Téléphone :	(258-21) 354 900, (258-82) 301 43 74, (258-84) 300 62 15
Télécopieur :	(258-21) 354 944
Courrier électronique :	ipi@ipi.gov.mz
Internet :	www.ipi.gov.mz
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur et courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux du Mozambique et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Mozambique est désigné (ou élu) :	Protection nationale: Institut de la propriété industrielle (IPI) (Mozambique) (voir la phase nationale) Protection ARIPO: Office de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) (voir la phase nationale)
Le Mozambique peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale: Brevets, modèles d'utilité ARIPO: Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****MZ****MOZAMBIQUE****MZ***[Suite]*

Dispositions de la législation du Mozambique relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

La protection provisoire (voir l'article 82 du Code de la propriété industrielle) s'applique à compter de la date de publication d'un avis (contenant une description sommaire du brevet) dans le Bulletin de la propriété industrielle.

Informations utiles si le Mozambique est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Mozambique est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****NA****NAMIBIE****NA****Informations générales**

Nom de l'office :	Business and Intellectual Property Authority (BIPA) (Namibia) Administration des affaires commerciales et de la propriété intellectuelle (BIPA) (Namibie)
Siège :	188 Sam Nujoma Drive , Windhoek, Namibie
Adresse postale :	P.O.Box 185 , Windhoek, Namibie
Téléphone :	(264-61) 299 44 00
Télécopieur :	(264-61) 401 061
Courrier électronique :	info@bipa.na
Internet :	www.bipa.na
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation pour certains documents
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Namibie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Namibie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Administration des affaires commerciales et de la propriété intellectuelle (BIPA) (Namibie) (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
La Namibie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
NA	NAMIBIE	NA

[Suite]

Dispositions de la législation de la Namibie relatives à la recherche de type international:

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale:

Néant

Informations utiles si la Namibie est désignée (ou élue)
Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Namibie est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****NE****NIGER****NE****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Niger et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Niger est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Niger peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****NG****NIGÉRIA****NG****Informations générales**

Nom de l'office :	Registre des brevets et dessins et modèles , département du droit commercial (Nigéria)
Siège et adresse postale :	Ministère de l'industrie, du commerce et de l'investissement , Block D, Old Secretariat, Area 1, Garki, Abuja, Nigéria
Téléphone :	(234) 803 334 88 06, 803 677 71 83, 703 165 16 52
Courrier électronique :	iponigeria@yahoo.com patentsanddesigns@gmail.com
Internet :	–
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux du Nigéria et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C(IB))
Office désigné (ou élu) compétent si le Nigéria est désigné (ou élu) :	Registre des brevets et dessins et modèles , département du droit commercial (Nigéria) (voir la phase nationale)
Le Nigéria peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation du Nigéria relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

NG

NIGÉRIA

NG

[Suite]

Informations utiles si le Nigéria est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Nigéria est désigné (ou élu):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****NI****NICARAGUA****NI****Informations générales**

Nom de l'office :	Registro de la Propiedad Intelectual Registre de la propriété intellectuelle (Nicaragua)
Siège :	Costado Este Hotel Real Intercontinental Metrocentro, Managua, Nicaragua
Adresse postale :	Apartado No. 8, Managua, Nicaragua
Téléphone :	(505) 2248 9300
Courrier électronique :	ezuniga@mific.gob.ni alarguello@mific.gob.ni
Internet :	www.mific.gob.ni
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux du Nicaragua et les personnes qui y sont domiciliées :	Registre de la propriété intellectuelle (Nicaragua) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Nicaragua est désigné (ou élu) :	Registre de la propriété intellectuelle (Nicaragua) (voir la phase nationale)
Le Nicaragua peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation du Nicaragua relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****NI****NICARAGUA****NI***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale:Néant

Informations utiles si le Nicaragua est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Nicaragua est désigné (ou élu):Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués
dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office
invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois
à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique?Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****NL****PAYS-BAS****NL****Informations générales**

Nom de l'office :	Octrooicentrum Nederland Office néerlandais des brevets
Siège :	Prinses Beatrixlaan 2, 2595 AL Den Haag, Pays-Bas
Adresse postale :	P.O. Box 10366, 2501 HJ Den Haag, Pays-Bas
Téléphone :	(31-88) 042 66 60
Courrier électronique :	octrooicentrum@rvo.nl
Internet :	www.rvo.nl/octrooien
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux des Pays-Bas et les personnes qui y sont domiciliées :	Office néerlandais des brevets, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si les Pays-Bas sont désignés (ou élus) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****NL****PAYS-BAS****NL***[Suite]*

Les Pays-Bas peuvent-ils être élus?

Oui (liés par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles
par la voie PCT :

Brevets européens

Dispositions de la législation des
Pays-Bas relatives à la recherche de type
international :Article 34.2) de la loi de 1995 sur les brevets et
article 6.3) du règlement de 1995 sur les brevetsProtection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Désignation aux fins d'un brevet européen :

1) Demande internationale publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : indemnité raisonnable en l'espèce, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction des revendications de la demande, le cas échéant.

2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : la protection évoquée au point 1) ne prend effet qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale qui lui est remise dans l'une de ses langues officielles.

Informations utiles si les Pays-Bas sont désignés (ou élus)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1
NO**Informations sur les États contractants**
NORVÈGE**B1**
NO**Informations générales**

Nom de l'office :	Patentstyret Office norvégien de la propriété industrielle
Siège :	Sandakerveien 64, 0484 Oslo, Norvège
Adresse postale :	Postboks 4863 Nydalen, 0422 Oslo, Norvège
Téléphone :	(47-2) 238 73 00
Télécopieur :	(47-2) 238 73 01
Courrier électronique :	post@patentstyret.no
Internet :	www.patentstyret.no
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur et courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale et il a été remis par télécopieur Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Norvège et les personnes qui y sont domiciliées :	Office norvégien de la propriété industrielle, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Inventions réalisées en Norvège Demandes déposées par des personnes domiciliées en Norvège Inventions détenues par des personnes domiciliées en Norvège

[Suite sur la page suivante]

¹ Loi sur les brevets, article 71 et loi sur les inventions importantes pour la défense nationale (loi n° 8 du 26 juin 1953, modifiée en dernier lieu le 1^{er} janvier 2002).

B1 Informations sur les États contractants B1

NO NORVÈGE NO

[Suite]

Office désigné (ou élu) compétent si la Norvège est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office norvégien de la propriété industrielle (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Norvège peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets Européenne : Brevets
Dispositions de la législation de la Norvège relatives à la recherche de type international :	Article 9 de la loi norvégienne sur les brevets et article 29 du décret sur les brevets
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national : Après la publication internationale, la remise d'une traduction en norvégien ou anglais et, si la traduction ou la demande a été déposée en anglais, une traduction des revendications en norvégien, donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut avoir droit à une indemnité. La protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet. En ce qui concerne les autres conditions et limitations de responsabilité, voir les articles 33, 58 et 60 de la loi sur les brevets. Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen : Pour autant qu'il ait été satisfait aux exigences nationales, le cas échéant, relatives à la traduction en norvégien des revendications de la demande, et sur délivrance du brevet, une protection provisoire est accordée. Avec une protection provisoire, le déposant peut avoir droit à une indemnité. La protection est limitée à ce qui a été revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet (article 66g de la loi norvégienne sur les brevets).

Informations utiles si la Norvège est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Norvège est désignée (ou élue) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****NZ****NOUVELLE-ZÉLANDE****NZ****Informations générales**

Nom de l'office:	Intellectual Property Office of New Zealand (IPONZ) Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)
Siège:	15 Stout Street, Wellington 6011, Nouvelle-Zélande
Adresse postale:	P.O. Box 9241, Marion Square, Wellington 6141, Nouvelle-Zélande
Téléphone:	(64-3) 962 26 07 (appels internationaux) 0508 447 669 (appels nationaux gratuits) 1800 796 338 (appels gratuits depuis l'Australie)
Courrier électronique:	info@iponz.govt.nz (questions d'ordre général) epct@iponz.govt.nz (questions concernant ePCT)
Internet:	www.iponz.govt.nz
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Oui, par le biais du service de gestion des dossiers en ligne de l'office
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Non
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT)?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Nouvelle-Zélande et les personnes qui y sont domiciliées:	Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Nouvelle-Zélande est désignée (ou élue):	Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ) (voir la phase nationale)
La Nouvelle-Zélande peut-elle être élue?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Brevets, brevets d'addition
Dispositions de la législation de la Nouvelle-Zélande relatives à la recherche de type international:	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****NZ****NOUVELLE-ZÉLANDE****NZ***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

L'article 81 de la loi néo-zélandaise sur les brevets de 2013 prévoit qu'après que le mémoire descriptif complet a été mis à la disposition du public pour inspection, et avant que le brevet soit accordé, la personne désignée (telle que définie à l'article 5) est réputée avoir les mêmes droits et privilèges lorsque le brevet est délivré le jour où le mémoire descriptif complet est mis à la disposition du public pour inspection, sauf que la personne désignée ne peut engager de procédure tant que le brevet n'est pas délivré.

Informations utiles si la Nouvelle-Zélande est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Nouvelle-Zélande est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui ([voir l'annexe L](#))

B1**Informations sur les États contractants****B1****OM****OMAN****OM****Informations générales**

Nom de l'office:	Département de la propriété intellectuelle, Ministère du commerce et de l'industrie (Oman)
Siège:	Way 3505, Ruwi 112, Muscat, Oman
Adresse postale:	P.O. Box 550, Muscat, Oman
Téléphone:	(968) 2477 4126
Télécopieur:	(968) 2481 2030
Courrier électronique:	oman-ip-dep@moci.gov.om
Internet:	www.mocioman.gov.om
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux d'Oman et les personnes qui y sont domiciliées:	Département de la propriété intellectuelle, Ministère du commerce et de l'industrie (Oman) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Oman est désigné (ou élu):	Département de la propriété intellectuelle, Ministère du commerce et de l'industrie (Oman)
Oman peut-il être élu?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation d'Oman relatives à la recherche de type international:	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale:	Néant

Informations utiles si Oman est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Oman est désigné (ou élu):	Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été déjà communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invite le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?	Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****PA****PANAMA****PA****Informations générales**

Nom de l'office :	Dirección General del Registro de la Propiedad Industrial (DIGERPI) Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)
Siège :	Avenida Ricardo J. Alfaro, edificio Plaza Edison 2.º piso, Panama
Adresse postale :	P.O. Box 0815-01119 , Zona 4, Panama
Téléphone :	(507) 560 07 05, 560 59 36
Télécopieur :	(507) 317 61 70
Courrier électronique :	dgrpi@mici.gob.pa epct@mici.gob.pa
Internet :	www.digerpi.gob.pa/
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Panama et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Panama est désigné (ou élu) :	Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)
Le Panama peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité, brevets d'addition
Dispositions de la législation du Panama relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****PA****PANAMA****PA***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si le Panama est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Panama est désigné (ou élu) :Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués
dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office
invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans
l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****PE****PÉROU****PE****Informations générales**

Nom de l'office :	Instituto Nacional de Defensa de la Competencia y de la Protección de la Propiedad Intelectual (INDECOPI) Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)
Siège et adresse postale :	Calle De la Prosa 104, San Borja, Lima 41, Pérou
Téléphone :	(511) 224 78 00 (poste 3801)
Télécopieur :	—
Courrier électronique :	mcastro@indecopi.gob.pe
Internet :	www.indecopi.gob.pe
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit une entreprise autorisée par le Ministère des transports et des communications, telle que DHL, Federal Express ou UPS
Office récepteur compétent pour les nationaux du Pérou et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Pérou est désigné (ou élu) :	Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou) (voir la phase nationale)
Le Pérou peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu d'un brevet)
Dispositions de la législation du Pérou relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

PE

PÉROU

PE

[Suite]

Informations utiles si le Pérou est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Pérou est désigné (ou élu):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****PG****PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE****PG****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
Siège :	IPA Haus, 1 st Floor, Munidubu St. (corner of Lawes Road and Champion Parade), Konedobu, Port Moresby, National Capital District, Papouasie-Nouvelle-Guinée
Adresse postale :	P.O. Box 5033, Boroko, National Capital District, Papouasie-Nouvelle-Guinée P.O. Box 1281, Port Moresby, National Capital District, Papouasie-Nouvelle-Guinée
Téléphone :	(675) 308 4432, 321 7311
Télécopieur :	(675) 321 5155
Courrier électronique :	registrar.ipopng@ipa.gov.pg
Internet :	www.ipopng.gov.pg
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Papouasie-Nouvelle-Guinée est désignée (ou élue) :	Office de la propriété intellectuelle de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (voir la phase nationale)
La Papouasie-Nouvelle-Guinée peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

(17 novembre 2011)

B1**Informations sur les États contractants****B1****PG****PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE****PG***[Suite]*Types de protection disponibles
par la voie PCT :

Brevets

Dispositions de la législation de la
Papouasie-Nouvelle-Guinée relatives à la
recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Néant

Informations utiles si la Papouasie-Nouvelle-Guinée est désignée (ou élue)Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
la Papouasie-Nouvelle-Guinée est
désignée (ou élue) :Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués
ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter
de la date de l'invitation.Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****PH****PHILIPPINES****PH****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle des Philippines
Siège et adresse postale :	G/F, 2/F, 14/F, 16/F Intellectual Property Center, #28 Upper McKinley Road, McKinley Hill Town Center, Fort Bonifacio, Taguig City, 1634 Philippines
Téléphone :	(632) 7238 63 00
Télécopieur :	(632) 8856 92 93
Courrier électronique :	pct@ipophil.gov.ph mail@ipophil.gov.ph
Internet :	www.ipophil.gov.ph
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux des Philippines et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle des Philippines ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si les Philippines sont désignées (ou élues) :	Office de la propriété intellectuelle des Philippines (voir la phase nationale)
Les Philippines peuvent-elles être élues ?	Oui (liées par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu d'un brevet)
Dispositions de la législation des Philippines relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****PH****PHILIPPINES****PH***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Conformément à l'article 29.1) du PCT, en ce qui concerne la protection des droits du déposant en vertu de l'article 46 du Code de la propriété intellectuelle (CPI), la publication internationale en anglais d'une demande internationale a les mêmes effets qu'une publication dans la Gazette de l'office (en vertu de l'article 44 du CPI et de son règlement d'exécution), à condition que la notification de la publication internationale et la copie de la demande internationale aient été transmises, selon l'article 46.2 du CPI, par le déposant à l'utilisateur non autorisé de l'invention revendiquée dans la demande internationale.

Si la langue dans laquelle la publication internationale a été effectuée est une langue autre que l'anglais, la protection des droits du déposant en vertu de l'article 46 du CPI est applicable seulement à partir du moment où une traduction en anglais a été publiée dans la Gazette de l'office (en vertu de l'article 44 du CPI et de son règlement d'exécution) et si cette traduction a été transmise, en vertu de l'article 46.2 du CPI, par le déposant à l'utilisateur non autorisé de l'invention revendiquée dans la demande internationale.

Lorsque la publication internationale a été effectuée, à la demande du déposant, avant l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la date de priorité, les droits prévus par l'article 46 du CPI sont applicables seulement à compter de l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la date de priorité, sous réserve des conditions mentionnées aux paragraphes précédents.

Informations utiles si les Philippines sont désignées (ou élues)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si les Philippines sont désignées (ou élues) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****PL****POLOGNE****PL****Informations générales**

Nom de l'office :	Urząd Patentowy Rzeczypospolitej Polskiej Office des brevets de la République de Pologne
Siège :	Al. Niepodległości 188/192, PL-00-950 Warszawa, Pologne
Adresse postale :	B.P. 203, PL-00-950 Warszawa, Pologne
Téléphone :	(48-22) 579 01 45, 579 01 27
Télécopieur :	(48-22) 579 03 63
Courrier électronique :	plpctteam@uprp.gov.pl
Internet :	https://www.uprp.gov.pl
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Pologne et les personnes qui y sont domiciliées :	Office des brevets de la République de Pologne, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Demandes déposées par des nationaux et des personnes domiciliées en Pologne
Office désigné (ou élu) compétent si la Pologne est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office des brevets de la République de Pologne (voir le Phase internationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir le Phase internationale)
La Pologne peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité Européenne : Brevets

*[Suite sur la page suivante]*¹ Loi sur la propriété industrielle, Article 40.

B1**Informations sur les États contractants****B1****PL****POLOGNE****PL***[Suite]*

Dispositions de la législation de la Pologne relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Le déposant doit présenter à l'office une traduction en polonais de la demande internationale. La protection provisoire s'applique à compter de la date de publication de la traduction de la demande internationale (données bibliographiques, abrégé et, le cas échéant, une figure des dessins) dans la gazette officielle de l'Office des brevets [*Biuletyn Urzędu Patentowego*].

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

Information pas encore disponible

Informations utiles si la Pologne est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Pologne est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****PT****PORTUGAL****PT****Informations générales**

Nom de l'office :	Instituto Nacional da Propriedade Industrial Institut national de la propriété industrielle (Portugal)
Siège et adresse postale :	Campo das Cebolas, 1149-035 Lisboa, Portugal
Téléphone :	(351-21) 881 81 00
Télécopieur :	(351-21) 886 98 59
Courrier électronique :	servico.publico@inpi.pt
Internet :	https://inpi.justica.gov.pt/
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Portugal et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut national de la propriété industrielle (Portugal), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Demandes déposées par des personnes domiciliées au Portugal ² .
Office désigné (ou élu) compétent si le Portugal est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Institut national de la propriété industrielle (Portugal) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
Le Portugal peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet national) Européenne : Brevets

*[Suite sur la page suivante]*¹ Code de la propriété industrielle, article 92 "Présentation des demandes internationales".² Sauf si la priorité d'une demande antérieure déposée au Portugal est revendiquée.

B1**Informations sur les États contractants****B1****PT****PORTUGAL****PT***[Suite]*

Dispositions de la législation du Portugal relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Une fois le brevet délivré, le déposant a le droit de réclamer une compensation raisonnable pour la période postérieure à la publication internationale de la demande internationale. La publication internationale n'étant pas effectuée en portugais, le déposant doit présenter à l'Institut national de la propriété industrielle une traduction des revendications en portugais accompagnée, le cas échéant, d'une copie des dessins. La protection provisoire s'applique à compter de la date où les revendications traduites sont mises à la disposition du public.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

Après la publication internationale ou, si celle-ci a eu lieu dans une langue qui n'est pas l'une des langues officielles de l'OEB, après la publication par l'OEB de la demande internationale remise à l'OEB dans l'une de ses langues officielles, le déposant doit présenter à l'Institut national de la propriété industrielle une traduction des revendications en portugais accompagnée, le cas échéant, d'une copie des dessins. La protection provisoire s'applique à compter de la date où les revendications traduites sont mises à la disposition du public.

Informations utiles si le Portugal est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Portugal est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour la protection européenne – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****QA****QATAR****QA****Informations générales**

Nom de l'office :	Intellectual Property Department (Qatar) Département de la propriété intellectuelle (Qatar)
Siège et adresse postale :	Ministry of Economy and Commerce, P.O. Box 1968, Lusail City, Doha, Qatar
Téléphone :	(974) 4042 3278
Télécopieur :	(974) 4429 4338
Courrier électronique :	malnoaimi@moci.gov.qa salobaidli@moci.gov.qa walmkhlef@moci.gov.qa
Internet :	—
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Qatar et les personnes qui y sont domiciliées :	Département de la propriété intellectuelle (Qatar) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Qatar est désigné (ou élu) :	Département de la propriété intellectuelle (Qatar)
Le Qatar peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation du Qatar relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

QA

QATAR

QA

[Suite]

Informations utiles si le Qatar est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Qatar est désigné (ou élu):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de six mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****RO****ROUMANIE****RO****Informations générales**

Nom de l'office :	Oficiul de Stat pentru Inventii si Marci Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)
Siège et adresse postale :	5, Ion Ghica Street, 030044, Bucarest 3, Roumanie
Téléphone :	(40-21) 306 08 00, 306 08 01-29
Télécopieur :	(40-21) 312 38 19
Courrier électronique :	office@osim.ro
Internet :	www.osim.ro
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Roumanie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Roumanie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Roumanie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet national) Européenne : Brevets
Dispositions de la législation de la Roumanie relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****RO****ROUMANIE****RO***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Le déposant peut, dès la date de publication en roumain de la demande internationale, exiger une indemnité appropriée en l'espèce de la part de toute personne qui exploite une invention tout en sachant, ou en étant censée savoir, que cette invention fait l'objet d'une demande publiée (voir les articles 22, 33, 56.3) et 4) de la loi n° 64/1991 sur les brevets).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

Une demande de brevet européen publiée confère la protection susmentionnée à compter de la date à laquelle une traduction en roumain des revendications de cette demande est publiée par l'office (voir l'article 5.2) de la loi n° 611/2002).

Informations utiles si la Roumanie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Roumanie est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire jusqu'à ce que la décision relative à la délivrance du brevet soit prise (article 14.3) de la loi n° 64/1991 sur les brevets, republiée).

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****RS****SERBIE****RS****Informations générales**

Nom de l'office :	Zavod za intelektualnu svojinu Office de la propriété intellectuelle (Serbie)
Siège et adresse postale :	Knjeginje Ljubice 5, 11000 Beograd, Serbie
Téléphone :	(381-11) 2025 800
Télécopieur :	(381-11) 311 23 77
Courrier électronique :	zis@zis.gov.rs
Internet :	www.zis.gov.rs
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement fournisse une preuve de réception du document
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Serbie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle (Serbie), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Serbie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office de la propriété intellectuelle (Serbie) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Serbie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, brevets d'addition, "petty patents" Européenne : Brevets
Dispositions de la législation de la Serbie relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****RS****SERBIE****RS***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

La protection provisoire sera effective à compter de la date de publication par l'Office de la propriété intellectuelle (Serbie) de la traduction en serbe du titre de l'invention et de l'abrégé de la demande internationale (articles 18 et 161 de la loi sur les brevets, 2011).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

Une demande de brevet européen publiée confère à titre provisoire la protection conférée par une demande de brevet national publiée prévue à l'article 19 de la loi sur les brevets à compter de la date à laquelle une traduction en serbe de la demande de brevet européen publiée a été remise par le déposant à la personne qui utilise l'invention en Serbie.

Informations utiles si la Serbie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Serbie est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou doivent être communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT. Si le déposant n'a pas fait le nécessaire dans ce délai, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****RU****FÉDÉRATION DE RUSSIE****RU****Informations générales**

Nom de l'office:	Federalnaya sluzhba po intelektualnoy sobstvennosti (Rospatent) Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Siège et adresse postale:	ROSPATENT, Berezhevskaya nab., 30/1, Moscou 125993, Fédération de Russie (questions d'ordre général) Federalny Institut Promyshlennoi Sobstvennosti, Berezhevskaya nab., 30/1, Moscou 125993, Fédération de Russie (traitement des demandes)
Téléphone:	(7-499) 240 60 15 (questions d'ordre général) (7-499) 240 58 88, (7-499) 240 25 91 (traitement des demandes)
Télécopieur:	(7-495) 531 63 18
Courrier électronique:	rospatent@rupto.ru (général) ro-ru@rupto (RO) pct-peo@rupto.ru (ISA, SISA, IPEA)
Internet:	www.rospatent.gov.ru www1.fips.ru
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express ou toute autre entreprise mondialement reconnue et disponible en Fédération de Russie
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Fédération de Russie et les personnes qui y sont domiciliées:	Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie), Office eurasien des brevets (OEAB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Oui, des restrictions s'appliquent aux : Inventions réalisées dans la Fédération de Russie

[Suite sur la page suivante]

¹ Code civil de la Fédération de Russie, article 1395, disponible sur l'Internet à l'adresse suivante : www.rospatent.gov.ru.

B1 Informations sur les États contractants B1

RU FÉDÉRATION DE RUSSIE RU

[Suite]

Office désigné (ou élu) compétent si la Fédération de Russie est désignée (ou élue):	Protection nationale : Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) (voir la phase nationale)
	Brevet eurasien : Office eurasien des brevets (OEAB) (voir la phase nationale)

La Fédération de Russie peut-elle être élue?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Nationale : Brevets, modèles d'utilité Eurasienne : Brevets

Dispositions de la législation de la Fédération de Russie relatives à la recherche de type international:	Non
---	-----

Protection provisoire à la suite de la publication internationale:	<p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national: À compter de la publication internationale (si elle est effectuée en langue russe) ou, lorsque cette publication est effectuée dans une langue autre que le russe, à compter de la publication par le Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) de la traduction de cette demande en russe, le déposant bénéficie de la protection provisoire conformément à la législation nationale (voir les articles 1392 et 1396.3) du Code civil²).</p> <p>Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet eurasien: Après la publication internationale (si elle est effectuée en russe) ou, lorsque cette publication est effectuée dans une langue autre que le russe, après la publication par l'OEAB de la traduction de la demande internationale en russe, le déposant bénéficie de la protection provisoire conformément à la législation nationale.</p>
--	--

Informations utiles si la Fédération de Russie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Fédération de Russie est désignée (ou élue):	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?	Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet eurasien – Voir Organisation eurasienne des brevets (EA) à l'annexe B2

² Le Code civil de la Fédération de Russie est disponible sur l'Internet à l'adresse suivante : www.rospatent.gov.ru.

B1**Informations sur les États contractants****B1****RW****RWANDA****RW****Informations générales**

Nom de l'office :	Direction générale de l'enregistrement (Rwanda) Office of the Registrar General (Rwanda)
Siège et adresse postale :	Corner Blvd, de l'Umuganda (Airport Rd), Nyarutarama Road, P.O. Box 6239, Kigali, Rwanda
Téléphone :	(250) 252 58 03 38
Télécopieur :	—
Courrier électronique :	blaise.ruhima@rdb.rw louise.kanyonga@rdb.rw
Internet :	www.rdb.rw www.org.rdb.rw
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux du Rwanda et les personnes qui y sont domiciliées :	Direction générale de l'enregistrement (Rwanda), Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) ¹ ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Rwanda est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Direction générale de l'enregistrement (Rwanda) Protection ARIPO ¹ : Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) (voir la phase nationale)
Le Rwanda peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité ARIPO ¹ : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour les demandes internationales déposées le 24 septembre 2011 ou ultérieurement.

B1**Informations sur les États contractants****B1****RW****RWANDA****RW***[Suite]*

Dispositions de la législation du Rwanda
relatives à la recherche de type
international :

Article 33 (Loi sur la protection de la propriété intellectuelle)

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Néant

Informations utiles si le Rwanda est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
le Rwanda est désigné (ou élu) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas déjà été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invite le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes et
autre matériel biologique ?

Non

B1
SA**Informations sur les États contractants****ARABIE SAOUDITE****B1**
SA**Informations générales**

Nom de l'office :	Saudi Authority for Intellectual Property (SAIP) Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)
Siège et adresse postale :	As Sahafah, Olaya St. 6531, 3059, Riyadh 13321, Arabie saoudite
Téléphone :	(966-11) 280 59 76, 280 12 21
Courrier électronique :	pct@saip.gov.sa
Internet :	https://www.saip.gov.sa/
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de l'invitation
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit Aramex, DHL, Federal Express, TNT, UPS ou une autre entreprise d'acheminement enregistrée
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Arabie saoudite et les personnes qui y sont domiciliées :	Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Arabie saoudite est désignée (ou élue) :	Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)
L'Arabie saoudite peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation de l'Arabie saoudite relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****SA****ARABIE SAOUDITE****SA***[Suite]*

Informations utiles si l'Arabie saoudite est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Arabie saoudite est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de 90 jours à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

B1
SC**Informations sur les États contractants**
SEYCHELLES**B1**
SC**Informations générales**

Nom de l'office :	Registration Division, Department of Legal Affairs (Seychelles) Division de l'enregistrement, Département des affaires juridiques (Seychelles)
Siège :	1 st Floor, Independence House, Victoria, Mahé, Seychelles
Adresse postale :	P.O. Box 142, Mahé, Seychelles
Téléphone :	(248) 22 49 04
Télécopieur :	(248) 22 57 64
Courrier électronique :	regdiv@registry.gov.sc
Internet :	—
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux des Seychelles et les personnes qui y sont domiciliées :	Division de l'enregistrement, Département des affaires juridiques (Seychelles) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si les Seychelles sont désignées (ou élues) :	Division de l'enregistrement, Département des affaires juridiques (Seychelles) (voir la phase nationale)
Les Seychelles peuvent-elles être élues?	Oui (liées par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets
Dispositions de la législation des Seychelles relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

SC

SEYCHELLES

SC

[Suite]

Informations utiles si les Seychelles sont désignées (ou élues)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si les Seychelles sont désignées (ou élues):

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****SD****SOUDAN****SD****Informations générales**

Nom de l'office :	Registrar General of Intellectual Property Department (Sudan) Directeur général de l'enregistrement, Département de la propriété intellectuelle (Soudan)	
Siège :	Elgomhouria Street, Elmogran Area, Khartoum, Soudan	
Adresse postale :	P.O. Box 744, Khartoum, Soudan	
Téléphone :	(249-155) 12 68 62 (249-183) 74 23 58	
Télécopieur :	(249-183) 74 23 56	
Courrier électronique :	epct.info@ipsudan.gov.sd	
Internet :	http://www.ipsudan.gov.sd/index.html	
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non	
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui	
Office récepteur compétent pour les nationaux du Soudan et les personnes qui y sont domiciliées :	Directeur général de l'enregistrement, Département de la propriété intellectuelle (Soudan), Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)	
Office désigné (ou élu) compétent si le Soudan est désigné (ou élu) :	Protection nationale :	Directeur général de l'enregistrement, Département de la propriété intellectuelle (Soudan) (voir la phase nationale)
	Protection ARIPO :	Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
Le Soudan peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)	
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale :	Brevets
	ARIPO :	Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)
Dispositions de la législation du Soudan relatives à la recherche de type international :	Néant	

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
SD	SOUDAN	SD
	<i>[Suite]</i>	

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant
---	-------

Informations utiles si le Soudan est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Soudan est désigné (ou élu) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
---	--

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non
--	-----

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1
SE**Informations sur les États contractants**
SUÈDE**B1**
SE**Informations générales**

Nom de l'office :	Patent-och registreringsverket Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Siège :	Valhallavägen 136, Stockholm, Suède
Adresse postale :	P.O. Box 5055, S-102 42 Stockholm, Suède
Téléphone :	(46-8) 782 28 00
Télécopieur :	(46-8) 666 02 86
Courrier électronique :	prv@prv.se
Internet :	www.prv.se
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
L'office excuse-t-il le retard dans l'observation de délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique (règle 82quater.2.a) du PCT) ?	Oui, l'office excuse le retard dans l'observation de délais lorsque les moyens de communication électronique autorisés étaient indisponibles pendant une période d'au moins une journée (24 heures) et à la condition que l'acte considéré soit accompli le jour ouvrable suivant celui où lesdits moyens de communication sont de nouveau disponibles.
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI ¹

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir <https://www.prv.se/en/ip-professional/patents/digital-access-service-das/>

B1
SE**Informations sur les États contractants****SUÈDE****B1**
SE*[Suite]*

Office récepteur compétent pour les nationaux de la Suède et les personnes qui y sont domiciliées :

La législation nationale² impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?

Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)

Oui, des restrictions s'appliquent aux :

Inventions réalisées en Suède

Demandes déposées par des personnes domiciliées en Suède

Inventions détenues par des sociétés suédoises

Office désigné (ou élu) compétent si la Suède est désignée (ou élue) :

Protection nationale : Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) (voir la phase nationale)

Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)

La Suède peut-elle être élue ?

Oui (liée par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Nationale : Brevets

Européenne : Brevets

Dispositions de la législation de la Suède relatives à la recherche de type international :

Article 9 de la loi sur les brevets et
Article 5 du décret sur les brevets

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Après la publication internationale, la remise d'une traduction en suédois ou anglais³ ou, si la demande a été déposée en suédois ou anglais³, d'une copie de la demande internationale telle que déposée, donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts. Ceux-ci sont limités à ce qui est jugé raisonnable en l'espèce et la protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet. Voir les articles 33, 58 et 60 de la loi sur les brevets.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

Indemnité raisonnable en l'espèce, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction en suédois des revendications de la demande, le cas échéant, et dès la délivrance du brevet. La protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet (voir l'article 88 de la loi sur les brevets).

[Suite sur la page suivante]

² Loi sur les inventions de la défense, article 4.

³ Pour de plus amples détails, voir le paragraphe SE.02 du chapitre national SE.

B1
SE**Informations sur les États contractants****SUÈDE***[Suite]***B1**
SE

Informations utiles si la Suède est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Suède est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

Pour la protection européenne – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****SG****SINGAPOUR****SG****Informations générales**

Nom de l'office :	Intellectual Property Office of Singapore Office de la propriété intellectuelle de Singapour
Siège et adresse postale :	1 Paya Lebar Link #11-03, PLQ 1, Paya Lebar Quarter, Singapour 408533
Téléphone :	(65) 63 39 86 16
Courrier électronique :	ipos_enquiry@ipos.gov.sg (for general enquiries) pct@ipos.gov.sg (pour des questions spécifiques concernant des demandes PCT déposées auprès de RO/SG, ISA/SG ou IPEA/SG)
Internet :	www.ipos.gov.sg
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de Singapour et les personnes qui y sont domiciliées : La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès du Bureau international de l'OMPI ?	Office de la propriété intellectuelle de Singapour ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C) Oui, des restrictions s'appliquent aux : demandes déposées par des personnes domiciliées à Singapour ² .
Office désigné (ou élu) compétent si Singapour est désignée (ou élue) :	Office de la propriété intellectuelle de Singapour (voir la phase nationale)
Singapour peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Loi sur les brevets, article 34.

² À moins qu'une autorisation écrite du directeur de l'enregistrement de déposer à l'étranger ait déjà été obtenue ou qu'une demande de brevet pour la même invention ait été déposée auprès de l'office, et si au moins deux mois se sont écoulés sans qu'il ne subsiste d'instructions de la part du directeur de l'enregistrement interdisant la publication ou la communication de l'invention.

B1	Informations sur les États contractants	B1
SG	SINGAPOUR	SG
	<i>[Suite]</i>	

Dispositions de la législation de Singapour relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

La publication de la demande internationale en anglais par le Bureau international de l'OMPI donne au déposant généralement le même droit qu'il aurait eu, si le brevet avait été délivré à la date de la publication de la demande ou de la traduction, d'intenter devant le tribunal ou devant le directeur de l'enregistrement une action en dommages-intérêts à l'égard de tout acte qui aurait porté atteinte au brevet. Une telle action ne peut cependant être intentée qu'après la délivrance du brevet. Voir la partie XVII de la loi sur les brevets.

Informations utiles si Singapour est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Singapour est désignée (ou élue) :

Peuvent figurer dans la requête ou doivent être communiqués dans un délai de deux mois³ à compter de l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

³ Lorsqu'une demande internationale est déposée le 1^{er} avril 2007 ou ultérieurement et entre en phase nationale sur requête expresse du déposant avant l'expiration du délai de l'article 22 ou 39.1) du PCT, c'est à dire lorsqu'une requête expresse en vertu de l'article 23.2) ou 40.2) est faite, le délai pour donner le nom et l'adresse de l'inventeur, quand c'est nécessaire, expire au plus tard des deux délais suivants :

- a) 16 mois à compter de la date de priorité, ou si il n'y a pas de date de priorité, à compter de la date de dépôt de la demande internationale; ou
- b) 2 mois à compter de la date d'entrée en phase nationale.

B1**Informations sur les États contractants****B1****SI****SLOVÉNIE****SI****Informations générales**

Nom de l'office :	Urad Republike Slovenije za intelektualno lastnino Office slovène de la propriété intellectuelle
Siège :	Kotnikova 6, SI-1000 Ljubljana, Slovénie
Adresse postale :	p.p. 206, SI-1000 Ljubljana, Slovénie
Téléphone :	(386-1) 620 31 00
Télécopieur :	(386-1) 620 31 11
Courrier électronique :	sipo@uil-sipo.si
Internet :	www.uil-sipo.si
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Slovénie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office slovène de la propriété intellectuelle, Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Slovénie est désignée (ou élue) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Slovénie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****SI****SLOVÉNIE****SI***[Suite]*

Types de protection disponibles
par la voie PCT :Brevets européens

Dispositions de la législation de la
Slovénie relatives à la recherche de
type international :Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Une demande de brevet européen publiée confère à titre provisoire la protection prévue aux articles 26.2), 121 et 122 de la loi sur la propriété industrielle (droit à des dommages-intérêts pour atteinte aux droits protégés et droit d'interdire toute atteinte à ces droits) à compter de la date à laquelle une traduction en slovène des revendications de la demande de brevet européen publiée a été remise par le déposant à la personne qui utilise l'invention en Slovénie.

Informations utiles si la Slovénie est désignée (ou élue)
Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****SK****SLOVAQUIE****SK****Informations générales**

Nom de l'office :	Úrad priemyselného vlastníctva Slovenskej republiky Office de la propriété industrielle de la République slovaque
Siège et adresse postale :	Švermova 43, 974 04 Banská Bystrica 4, Slovaquie
Téléphone :	(421-48) 484 300 131
Courrier électronique :	podatelna@indprop.gov.sk
Internet :	www.indprop.gov.sk www.upv.sk
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Slovaquie et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété industrielle de la République slovaque , Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Slovaquie est désignée (ou élue) :	Protection nationale: Office de la propriété industrielle de la République slovaque (voir la phase nationale) Brevet européen: Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Slovaquie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale: Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet national) Européenne: Brevets
Dispositions de la législation de la Slovaquie relatives à la recherche de type international :	Article 41(a) de la Loi sur les brevets n° 435/2001 Coll. et article 23 du Décret n° 223/2002 Coll. ; article 38(a) de la Loi sur les modèles d'utilité n° 517/2007 Coll. et article 20(b) du Décret n° 1/2008 Coll.

[Suite sur la page suivante]

B1 Informations sur les États contractants B1

SK SLOVAQUIE SK

[Suite]

Protection provisoire à la suite de la publication internationale:

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national:

Selon les articles 13.2), 15.1) et 15.2) de la loi sur les brevets, le déposant a le droit de réclamer une rémunération [appropriée à compter du jour de la publication de la demande internationale dans le Journal officiel de l'Office de la propriété industrielle de la République slovaque](#), à condition qu'un brevet ait été délivré pour une invention qui fait l'objet de la demande. Cependant, la revendication de ces droits vis-à-vis des tiers ne sera possible qu'à compter de la date d'effet du brevet.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen:

La protection provisoire prend effet en Slovaquie à compter du jour où :

- 1) la demande internationale a été publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB; et
- 2) la traduction des revendications en langue slovaque a été rendue accessible au public.

Informations utiles si la Slovaquie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Slovaquie est désignée (ou élue):

[Peuvent](#) figurer dans la requête [ou être communiqués ultérieurement](#). S'ils [n'ont pas été communiqués dans le](#) délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****SL****SIERRA LEONE****SL****Informations générales**

Nom de l'office :	Administrator and Registrar General's Department (Sierra Leone) Département de l'administrateur et directeur général de l'enregistrement (Sierra Leone)
Siège :	Roxy Building, Walpole Street, Freetown, Sierra Leone
Adresse postale :	–
Téléphone :	(232-22) 22 22 94, 22 68 15
Télécopieur :	(232-22) 22 26 42
Courrier électronique :	–
Internet :	–
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou EMS
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Sierra Leone et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Sierra Leone est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Département de l'administrateur et directeur général de l'enregistrement (Sierra Leone) (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
La Sierra Leone peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, modèles d'utilité ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****SL****SIERRA LEONE****SL***[Suite]*

Dispositions de la législation de la Sierra Leone relatives à la recherche de type international:

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale:

Néant

Informations utiles si la Sierra Leone est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Sierra Leone est désignée (ou élue):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****SM****SAINT-MARIN****SM****Informations générales**

Nom de l'office :	Ufficio di Stato Brevetti e Marchi (USBM) Office des brevets et des marques (Saint-Marin)
Siège et adresse postale :	Via 28 Luglio 212, 47893 République de Saint-Marin
Téléphone :	(378) 549 882 982
Télécopieur :	(378) 549 883 856
Courrier électronique :	info.brevettimarchi@pa.sm
Internet :	www.usbm.sm
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de Saint-Marin et les personnes qui y sont domiciliées :	Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Saint-Marin est désigné (ou élu) :	Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
Saint-Marin peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets européens
Dispositions de la législation de Saint-Marin relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

SM

SAINT-MARIN

SM

[Suite]

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Désignation faite aux fins d'un brevet européen (voir les articles 67, 150 et 158 de la Convention sur le brevet européen) et :

1) la demande internationale est publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : ceci donne au déposant le droit à une indemnité raisonnable pour toute contrefaçon, fixée suivant les circonstances; ou

2) la demande internationale est publiée dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OEB : dès lors la protection évoquée au point 1) ne prend effet, en outre, qu'à partir de la publication par l'OEB de la demande internationale remise à l'OEB dans l'une de ses langues officielles.

Informations utiles si Saint-Marin est désigné (ou élu)

**Voir Organisation européenne des brevets (EP)
à l'annexe B2**

B1**Informations sur les États contractants****B1****SN****SÉNÉGAL****SN****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Sénégal et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Sénégal est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Sénégal peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1
ST**Informations sur les États contractants****B1**
ST**SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE****Informations générales**

Nom de l'office :	Serviço Nacional da Propriedade Industrial (SENAPI) Service national de la propriété industrielle (SENAPI)
Siège et adresse postale :	Rua Viriato da Cruz, C.P. 198, São Tomé, Sao Tomé-et-Principe
Téléphone :	(239) 222 28 03, 222 68 10
Télécopieur :	(239) 222 18 43, 222 24 27, 222 41 79
Courrier électronique :	Domingosilvat@yahoo.com.br Aderitobonfim@yahoo.fr Aderitobr@hotmail.com
Internet :	—
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de Sao Tomé-et-Principe et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Sao Tomé-et-Principe est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Service national de la propriété industrielle (SENAPI) Protection ARIPO : Office de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) (voir la phase nationale)
Sao Tomé-et-Principe peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)
Dispositions de la législation de Sao Tomé-et-Principe relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1
ST

Informations sur les États contractants
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

B1
ST

[Suite]

Informations utiles si Sao Tomé-et-Principe est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Sao Tomé-et-Principe est désignée (ou élue):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****SV****EL SALVADOR****SV****Informations générales**

Nom de l'office :	Centro Nacional de Registros (CNR) Centre national des enregistrements (CNR) (El Salvador)
Siège et adresse postale :	1 ^a Calle Poniente y 43 Avenida Norte Número 2310, San Salvador, El Salvador
Téléphone :	(503) 2593 5151 , 2593 5444
Courrier électronique :	patentes@cnr.gob.sv
Internet :	www.cnr.gob.sv
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux d'El Salvador et les personnes qui y sont domiciliées :	Centre national des enregistrements (CNR) (El Salvador) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si El Salvador est désigné (ou élu) :	Centre national des enregistrements (CNR) (El Salvador) (voir la phase nationale)
El Salvador peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité
Dispositions de la législation d'El Salvador relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si El Salvador est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si El Salvador est désigné (ou élu) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui (voir l'annexe L)

B1
SY**Informations sur les États contractants**
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**B1**
SY**Informations générales**

Nom de l'office :	Ministère du commerce intérieur et protection des consommateurs , Direction de la protection de la propriété industrielle et commerciale (République arabe syrienne)
Siège et adresse postale :	Rukn Aldeen Facing Ibn Alnafis, Damascus, République arabe syrienne
Téléphone :	(963-11) 516 1185
Télécopieur :	(963-11) 516 1144
Courrier électronique :	patentoffice@gov.sy
Internet :	www.spo.gov.sy
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la République arabe syrienne et les personnes qui y sont domiciliées :	Ministère du commerce intérieur et protection des consommateurs , Direction de la protection de la propriété industrielle et commerciale (République arabe syrienne) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la République arabe syrienne est désignée (ou élue) :	Ministère du commerce intérieur et protection des consommateurs , Direction de la protection de la propriété industrielle et commerciale (République arabe syrienne) (voir la phase nationale)
La République arabe syrienne peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, certificats d'addition
Dispositions de la législation de la République arabe syrienne relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****SY****RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE****SY***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si la République arabe syrienne est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
la République arabe syrienne est désignée
(ou élue) :Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués
ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****SZ****ESWATINI****SZ****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux d' Eswatini et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l' Eswatini est désigné (ou élu) :	Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
L' Eswatini peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets ARIPO, modèles d'utilité ARIPO (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet)

B1**Informations sur les États contractants****B1****TD****TCHAD****TD****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Tchad et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Tchad est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Tchad peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1**Informations sur les États contractants****B1****TG****TOGO****TG****Informations générales**

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir l'annexe B2)
Office récepteur compétent pour les nationaux du Togo et les personnes qui y sont domiciliées :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Togo est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)
Le Togo peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

B1
TH**Informations sur les États contractants**
THAÏLANDE**B1**
TH**Informations générales**

Nom de l'office :	Département de la propriété intellectuelle (DPI) (Thaïlande)
Siège et adresse postale :	563 Nonthaburi Road, Bangkokrasor, Muang, Nonthaburi 11000, Thaïlande
Téléphone :	(66-2) 547 4304
Télécopieur :	—
Courrier électronique :	pct@moc.go.th
Internet :	www.ipthailand.go.th
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Thaïlande et les personnes qui y sont domiciliées :	Département de la propriété intellectuelle (DPI) (Thaïlande) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Thaïlande est désignée (ou élue) :	Département de la propriété intellectuelle (DPI) (Thaïlande)
La Thaïlande peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, "petty patents"
Dispositions de la législation de la Thaïlande relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si la Thaïlande est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Thaïlande est désignée (ou élue) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de 90 jours à compter de la date de réception de l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui

B1**Informations sur les États contractants****B1****TJ****TADJIKISTAN****TJ****Informations générales**

Nom de l'office :	Centre national des brevets et de l'information auprès du ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan
Siège et adresse postale :	14-a, Ainy Street, 734042 Dushanbe, Tadjikistan
Téléphone :	(992-372) 22 21 53, 21 47 60
Télécopieur :	(992-372) 22 21 38
Courrier électronique :	izobretenie@ncpi.tj info@ncpi.tj
Internet :	www.ncpi.tj
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit EMS TAJIKPOST, DHL, Federal Express ou UPS
Office récepteur compétent pour les nationaux du Tadjikistan et les personnes qui y sont domiciliées :	Centre national des brevets et de l'information auprès du ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan, Office eurasiens des brevets (OEAB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Tadjikistan est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Centre national des brevets et de l'information auprès du ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan (voir la phase nationale) Brevet eurasiens : Office eurasiens des brevets (OEAB) (voir la phase nationale)
Le Tadjikistan peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, "petty patents" Eurasienne : Brevets
Dispositions de la législation du Tadjikistan relatives à la recherche de type international :	Voir l'article 20 (brevet conventionnel) et article 21 ("petty patents") de la loi de la République du Tadjikistan sur les inventions

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****TJ****TADJIKISTAN****TJ***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Après la publication internationale, la remise d'une traduction en tadjik (farsi), donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts. Voir l'article [24 de la loi de la République du Tadjikistan sur les inventions](#).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet eurasien :

Après la publication internationale (si elle est effectuée en russe) ou, lorsque cette publication est dans une langue autre que le russe, après la publication par l'OEAB d'une traduction en russe de la demande internationale, le déposant a droit à la protection provisoire conformément à la législation nationale.

Informations utiles si le Tadjikistan est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Tadjikistan est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet eurasien – Voir Organisation eurasienne des brevets (EA) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****TM****TURKMÉNISTAN****TM****Informations générales**

Nom de l'office :	Turkmenistanyň maliýe we ykdysadyýet ministrliginiň Intellektual eýeçilik boýunça döwlet gullugy Service d'état de la propriété intellectuelle du Ministère des finances et de l'économie du Turkménistan
Siège :	Archabil ave., 156, Ashgabat City, Turkménistan
Adresse postale :	Post Office, 744000 Ashgabat, Turkménistan
Téléphone :	(993-12) 39 46 86, 39 46 84
Télécopieur :	(993-12) 98 24 45
Courrier électronique :	tmpatent@online.tm
Internet :	http://fineconomic.gov.tm/ru
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou UPS
Office récepteur compétent pour les nationaux du Turkménistan et les personnes qui y sont domiciliées :	Service d'état de la propriété intellectuelle du Ministère des finances et de l'économie du Turkménistan , Office eurasien des brevets (OEAB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Turkménistan est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Service d'état de la propriété intellectuelle du Ministère des finances et de l'économie du Turkménistan (voir la phase nationale) Brevet eurasien : Office eurasien des brevets (OEAB) (voir la phase nationale)
Le Turkménistan peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, brevets provisoires Eurasienne : Brevets
Dispositions de la législation du Turkménistan relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1

Informations sur les États contractants

B1

TM

TURKMÉNISTAN

TM

[Suite]

Informations utiles si le Turkménistan est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Turkménistan est désigné (ou élu):

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

Pour un brevet eurasien – Voir Organisation eurasienne des brevets (EA) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****TN****TUNISIE****TN****Informations générales**

Nom de l'office :	Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)
Siège :	Rue de l'assistance n° 8 par la rue Alain Savary, Cité El Khadra, 1003 Tunis, Tunisie
Adresse postale :	B. P. 57, Cité El Khadra, 1003 Tunis, Tunisie
Téléphone :	(216-71) 80 67 58
Télécopieur :	(216-71) 80 70 71
Courrier électronique :	innorpi@planet.tn
Internet :	www.innorpi.tn
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Tunisie et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Tunisie est désignée (ou élue) :	Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie) (voir la phase nationale)
La Tunisie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets Européenne : Validation des brevets européens ¹
Dispositions de la législation de la Tunisie relatives à la recherche de type international :	Néant

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour les demandes internationales déposées à compter du 1^{er} décembre 2017 (voir JO OEB 10/2017, A85).

B1**Informations sur les États contractants****B1****TN****TUNISIE****TN***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :Néant

Informations utiles si la Tunisie est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
la Tunisie est désignée (ou élue) :Peuvent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant
à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****TR****TURQUIE****TR****Informations générales**

Nom de l'office :	Türk Patent ve Marka Kurumu (Turkpatent) Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)
Siège et adresse postale :	Hipodrom Caddesi No. 13, 06560 Yenimahalle, Ankara, Turquie
Téléphone :	(90-312) 303 10 00 (90-312) 303 11 82 (Département des brevets)
Télécopieur :	(90-312) 303 11 73 (90-312) 303 12 20 (Département des brevets)
Courrier électronique :	contact@turkpatent.gov.tr
Internet :	www.turkpatent.gov.tr
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Turquie et les personnes qui y sont domiciliées : La législation nationale ¹ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou du Bureau international de l'OMPI ?	Office turc des brevets et des marques (Turkpatent), Office européen des brevets (OEB) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C) Oui, des restrictions s'appliquent aux : demandes déposées par des personnes domiciliées en Turquie ²
Office désigné (ou élu) compétent si la Turquie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) (voir la phase nationale) Brevet européen : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)
La Turquie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

¹ Loi n° 6769 du 22 décembre 2016 sur la propriété industrielle, art. 124(9).

² Une personne domiciliée en Turquie doit déposer une demande internationale qui intéresse la sûreté de l'État directement auprès de l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent).

B1**Informations sur les États contractants****B1****TR****TURQUIE****TR***[Suite]*Types de protection disponibles
par la voie PCT :Nationale : Brevets, modèles d'utilité, brevets d'addition
Européenne : BrevetsDispositions de la législation de la
Turquie relatives à la recherche de type
international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Une demande de brevet internationale désignant la Turquie bénéficie d'une protection provisoire à compter de la date à laquelle une traduction de la demande telle que soumise par le déposant a été publiée par l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) ou a été notifiée au contrefacteur présumé ([Loi n° 6769 du 22 décembre 2016 sur la propriété industrielle, art. 97\(4\) et \(5\)](#)).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

Une demande de brevet européen publiée désignant la Turquie bénéficie d'une protection provisoire à compter de la date à laquelle une traduction des revendications telles que soumises par le déposant a été publiée par l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) ou a été notifiée au contrefacteur présumé ([Règlement d'exécution de la Convention sur la délivrance de brevets européens \(CBE\) \(tel que modifié par le Règlement n° 26883 du 22 mai 2008, art. 8\)](#)).

Informations utiles si la Turquie est désignée (ou élue)**Pour la protection nationale**Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
la Turquie est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués dans la requête, ils doivent être fournis dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

**Pour un brevet européen – Voir Organisation européenne des brevets (EP)
à l'annexe B2**

B1**Informations sur les États contractants****B1****TT****TRINITÉ-ET-TOBAGO****TT****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle, Ministère du procureur général et des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)
Siège et adresse postale :	3 rd Floor, Capital Plaza, 11-13, Frederick Street, Port of Spain, Trinité-et-Tobago
Téléphone :	(1-868) 226 44 76
Télécopieur :	(1-868) 226 51 60
Courrier électronique :	info@ipo.gov.tt
Internet :	www.ipo.gov.tt
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Trinité-et-Tobago et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle, Ministère du procureur général et des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Trinité-et-Tobago est désignée (ou élue) :	Office de la propriété intellectuelle, Ministère du procureur général et des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago) (voir la phase nationale)
La Trinité-et-Tobago peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, certificats d'utilité

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
TT	TRINITÉ-ET-TOBAGO	TT
	[Suite]	

Dispositions de la législation de la Trinité-et-Tobago relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Néant

Informations utiles si la Trinité-et-Tobago est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Trinité-et-Tobago est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****TZ****RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE****TZ****Informations générales**

Nom de l'office:	Business Registrations and Licensing Agency, Ministry of Industry and Trade (United Republic of Tanzania) Service d'enregistrement des sociétés et des licences commerciales, Ministère de l'industrie et du commerce (République-Unie de Tanzanie)
Siège:	6 th floor New Ushirika Tower, Lumumba Street, Dar es Salaam, République-Unie de Tanzanie
Adresse postale:	P.O. Box 9393, Dar es Salaam, République-Unie de Tanzanie
Téléphone:	(255-22) 218 13 44, 218 01 13, 218 01 41, 221 28 00
Télécopieur:	(255-22) 218 03 71
Courrier électronique:	ceo@brela.go.tz maoni@brela.go.tz
Internet:	–
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la République-Unie de Tanzanie et les personnes qui y sont domiciliées:	Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la République-Unie de Tanzanie est désignée (ou élue):	Protection nationale: Service d'enregistrement des sociétés et des licences commerciales, Ministère de l'industrie et du commerce (République-Unie de Tanzanie) (voir la phase nationale) Protection ARIPO: Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
La République-Unie de Tanzanie peut-elle être élue?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Nationale: Brevets ARIPO: Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
TZ	RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	TZ
[Suite]		

Dispositions de la législation de la République-Unie de Tanzanie relatives à la recherche de type international:

Article 26 de la loi sur les brevets

Protection provisoire à la suite de la publication internationale:

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national:

Une demande en réparation est recevable pour les actes commis avant la délivrance du brevet mais après la date à laquelle la publication internationale a été effectuée en anglais. Si la publication internationale a eu lieu dans une langue autre que l'anglais, la demande en réparation est recevable à condition que le déposant ait transmis à l'auteur de l'atteinte à ses droits une traduction de la demande internationale en anglais, mais elle ne l'est qu'à l'égard des actes commis par l'auteur de l'atteinte après réception de cette traduction.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet ARIPO:
Néant

Informations utiles si la République-Unie de Tanzanie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la République-Unie de Tanzanie est désignée (ou élue):

Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B1**Informations sur les États contractants****B1****UA****UKRAINE****UA****Informations générales**

Nom de l'office :	Natsionalny Organ Intellectualnoi Vlasnosti, Derzhavne Pidpryemstvo "Ukrainsky Instytut Intellectualnoi Vlasnosti (Ukrpatent)" Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"
Siège :	M. Hrushevskoho str., 12/2, Kyiv, 01008, Ukraine
Adresse postale :	Derzhavne Pidpryemstvo "Ukrainsky Instytut Intellectualnoi Vlasnosti" The State Enterprise "Ukrainian Intellectual Property Institute", 1, Hlazunova Street, Kyiv 42, 01601, Ukraine
Téléphone :	(380-44) 494 05 05, 494 05 04
Télécopieur :	(380-44) 494 05 06 (questions d'ordre général) (380-44) 494 05 35 (traitement des demandes)
Courrier électronique :	office@ukrpatent.org
Internet :	www.ukrpatent.org
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Ukraine et les personnes qui y sont domiciliées :	Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)" ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Ukraine est désignée (ou élue) :	Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)" (voir la phase nationale)

[Suite sur la page suivante]

(1^{er} juillet 2021)

B1**Informations sur les États contractants****B1****UA****UKRAINE****UA***[Suite]*

L'Ukraine peut-elle être élue ?

Oui (liée par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles
par la voie PCT :

Brevets, modèles d'utilité

Dispositions de la législation de
l'Ukraine relatives à la recherche de type
international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Le déposant peut, à compter de la date de publication de la demande internationale par l'Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)", demander le paiement de dommages-intérêts à toute personne qui, ayant connaissance du fait que les informations contenues dans la demande internationale de brevet ont été publiées ou en ayant reçu notification, par écrit en ukrainien, la notification portant l'indication du numéro de la demande internationale, a utilisé ces informations sans en avoir le droit. Les dommages-intérêts ne sont dus qu'à compter de la délivrance du brevet (article 21, parties 2 et 4 de l'UPL).

Informations utiles si l'Ukraine est désignée (ou élue)Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
l'Ukraine est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****UG****UGANDA****UG****Informations générales**

Nom de l'office :	Uganda Registration Services Bureau (URSB) Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)
Siège :	Plot 5 George Street, Georgian House, Kampala, Ouganda
Adresse postale :	P.O. Box 6848, Kampala, Ouganda
Téléphone :	(256-41) 733 80 00, 733 81 00
Courrier électronique :	ursb@ursb.go.ug
Internet :	www.ursb.go.ug
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale
	Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Ouganda et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB), Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Ouganda est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB) (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
L'Ouganda peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****UG****UGANDA****UG***[Suite]*Types de protection disponibles
par la voie PCT :

Nationale : Brevets, certificats d'utilité

ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être
demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)Dispositions de la législation de
l'Ouganda relatives à la recherche de type
international :

Article 30 de la loi de 2014 sur la propriété industrielle

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Une demande en réparation est recevable pour les actes commis avant la délivrance du brevet mais après la date à laquelle la publication internationale a été effectuée en anglais. Si la publication internationale a eu lieu dans une langue autre que l'anglais, la demande de réparation est recevable à condition que le déposant ait transmis à l'auteur de l'atteinte à ses droits une traduction de la demande internationale en anglais, mais elle ne l'est qu'à l'égard des actes commis par l'auteur de l'atteinte après réception de cette traduction.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet ARIPO :

Néant

Informations utiles si l'Ouganda est désigné (ou élu)**Pour la protection nationale**Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
l'Ouganda est désigné (ou élu) :Doivent figurer dans la requête. S'ils n'ont pas été communiqués
dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office
invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans
l'invitation.Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Oui

**Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété
intellectuelle (AP) à l'annexe B2**

B1
US**Informations sur les États contractants**
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**B1**
US**Informations générales**

Nom de l'office :	United States Patent and Trademark Office (USPTO) Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)
Siège :	Customer Service Window [Guichet du service utilisateurs], Randolph Building, 401 Dulany Street, Alexandria, VA 22314, États-Unis d'Amérique (1 ^{er} étage de l'aile sud du Randolph Building avec accès niveau rue par la Ballenger Avenue)
Adresse postale :	Mail Stop PCT, Commissioner for Patents, P.O. Box 1450, Alexandria, Virginia 22313-1450, USA
Téléphone :	(1-571) 272 43 00 (Help Desk PCT) (1-866) 217 91 97 (soutien technique pour le dépôt électronique) (1-571) 272-41 00 (soutien technique local pour le dépôt électronique)
Télécopieur :	(1-571) 273 83 00 (opérations du PCT – uniquement disponible pour certains documents) ¹ (1-571) 273 83 00 (Télécopieur principal de l'USPTO – uniquement disponible pour certains documents) ¹ (1-571) 273 04 19 (Help Desk PCT)
Courrier électronique :	–
Internet :	https://www.uspto.gov/patentcooperationtreaty
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous les documents sauf les suivants : documents certifiés, y compris les documents de priorité; documents nécessaires à l'attribution d'une date de dépôt international conformément à l'article 11 du PCT; autorisations de prélever le montant de la taxe nationale de base sur un compte de dépôt; lorsque cela est nécessaire, une copie de la demande internationale pour l'ouverture de la phase nationale; documents relevant directement d'un ordre de maintien du secret.
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour des détails concernant quels documents peuvent être envoyés par télécopieur, voir *L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?*

B1**Informations sur les États contractants****B1****US****ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE****US***[Suite]*

L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?

Non

L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT ?

Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes nationales déposées sous forme électronique disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI²

Office récepteur compétent pour les nationaux des États-Unis d'Amérique et les personnes qui y sont domiciliées :

La législation nationale⁴ impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès du Bureau international de l'OMPI ?

Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) ou Bureau international de l'OMPI³, au choix du déposant (voir l'annexe C)

Oui, des restrictions s'appliquent aux :
Inventions réalisées aux États-Unis d'Amérique

Office désigné (ou élu) compétent si les États-Unis d'Amérique sont désignés (ou élus) :

Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) (voir la phase nationale)

Les États-Unis d'Amérique peuvent-ils être élus ?

Oui (liés par le chapitre II du PCT)

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Brevets

Dispositions de la législation des États-Unis d'Amérique relatives à la recherche de type international :

Paragraphes 1.104.a)3) et a)4) et 1.21.e) du Code de réglementation fédérale, titre 37 (37 CFR)
Note: l'USPTO n'exige pas que la recherche de type international donne lieu formellement à l'établissement d'un rapport pour qu'un remboursement de la taxe de recherche puisse être obtenu à l'occasion du dépôt ultérieur d'une demande internationale.

[Suite sur la page suivante]

² Pour de plus amples détails concernant la procédure de requête auprès de l'office afin de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI, voir <https://www.uspto.gov/patents-getting-started/international-protection/electronic-priority-document-exchange-pdx>. Cependant, le déposant ne peut pas demander à l'office récepteur des États-Unis d'Amérique (RO/US) de se procurer un document de priorité auprès de la bibliothèque numérique et de le transmettre au Bureau international en vertu de la règle 17.1.b-bis).

³ Une personne peut déposer une demande internationale auprès du Bureau international uniquement si les dispositions concernant la défense nationale permettent le dépôt de demandes de brevet à l'étranger. Il incombe au déposant d'observer ces dispositions, aucun contrôle de la part du Bureau international n'étant effectué à cet égard.

⁴ Titre 35 du Code des États-Unis d'Amérique, brevets, articles 181 et 184-188. Voir aussi 37 CFR 5.11-5.20.

B1**Informations sur les États contractants****B1****US****ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE****US***[Suite]*

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Le titulaire du brevet peut obtenir une redevance raisonnable à compter de la date de publication de la demande internationale selon l'article 21.2a) du PCT ou, si la publication est effectuée dans une langue autre que l'anglais, à compter de la date à laquelle l'USPTO reçoit une traduction en anglais de la demande internationale. Le droit à l'obtention d'une redevance raisonnable n'existe que si l'invention telle que revendiquée dans le brevet est identique quand au fond à l'invention revendiquée dans la demande internationale publiée. Pour de plus amples détails, voir le paragraphe US.47 du chapitre national US dans la phase nationale (voir aussi l'article 154.d) du titre 35 USC).

**Informations utiles si les États-Unis d'Amérique
sont désignés (ou élus)**

AVERTISSEMENT

“Effet sur l'état de la technique” de la matière contenue dans un brevet des États-Unis délivré sur la base d'une demande internationale :

Les États-Unis d'Amérique ont fait une déclaration selon l'article 64.4) du PCT. Toutefois, cette déclaration ne s'applique qu'aux demandes qui ne sont pas régies par les dispositions de l'“*America Invents Act*” (système de l'inventeur – premier déposant, “*First Inventor to File*”), c'est-à-dire aux demandes qui contiennent ou qui ont contenu une revendication ayant une date de dépôt effective antérieure au 16 mars 2013⁵

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si les États-Unis d'Amérique sont désignés (ou élus) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

⁵ Des informations supplémentaires concernant l'applicabilité des dispositions de l'“*America Invents Act*” sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.uspto.gov/patent/first-inventor-file-fitf-resources>

B1**Informations sur les États contractants****B1****UZ****OUZBÉKISTAN****UZ****Informations générales**

Nom de l'office :	O'zbekiston Respublikasi Adliya vazirligi huzuridagi Intellektual Mulk Agentligi Agence de la propriété intellectuelle auprès du ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan
Siège et adresse postale :	33, Khadra street , Tashkent, 100017 , Ouzbékistan
Téléphone :	(998-71) 232 50 50
Télécopieur :	(998-71) 233 50 05
Courrier électronique :	info@ima.uz
Internet :	www.ima.uz
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Ouzbékistan et les personnes qui y sont domiciliées :	Agence de la propriété intellectuelle auprès du ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Ouzbékistan est désigné (ou élu) :	Agence de la propriété intellectuelle auprès du ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan (voir la phase nationale)
L'Ouzbékistan peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****UZ****OUZBÉKISTAN****UZ***[Suite]*

Dispositions de la législation de
l'Ouzbékistan relatives à la recherche de
type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Néant

Informations utiles si l'Ouzbékistan est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
l'Ouzbékistan est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant
à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai
applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le
déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter
de la date de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****VC****SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES****VC****Informations générales**

Nom de l'office :	Office du commerce et de la propriété intellectuelle (CIPO) (Saint-Vincent-et-les-Grenadines)
Siège et adresse postale :	Ground Floor, Methodist Commercial Building, Granby Street, Kingstown, Saint-Vincent-et-les Grenadines
Téléphone :	(1-784) 451 28 94, 456 15 16
Télécopieur :	(1-784) 457 13 97
Courrier électronique :	ciposvg@vincysurf.com
Internet :	www.cipo.gov.vc/cipo
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de Saint-Vincent-et-les Grenadines et les personnes qui y sont domiciliées :	Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Saint-Vincent-et-les Grenadines est désignée (ou élue) :	Office du commerce et de la propriété intellectuelle (CIPO) (voir la phase nationale)
Saint-Vincent-et-les Grenadines peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, certificats d'utilité
Dispositions de la législation de Saint-Vincent-et-les Grenadines relatives à la recherche de type international :	Oui

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
VC	SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	VC

[Suite]

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant
---	-------

Informations utiles si Saint-Vincent-et-les Grenadines est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Saint-Vincent-et-les Grenadines est désignée (ou élue) :	Dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation par l'office
---	--

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non
--	-----

B1**Informations sur les États contractants****B1****VN****VIET NAM****VN****Informations générales**

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)
Siège et adresse postale :	384-386 Nguyen Trai Street, Thanh Xuan District, Ha Noi, Viet Nam
Téléphone :	(84-24) 3558 82 17, 3858 30 69
Télécopieur :	(84-24) 3858 84 49
Courrier électronique :	vietnamipo@ipvietnam.gov.vn
Internet :	www.ipvietnam.gov.vn
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux du Viet Nam et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant ¹ (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Viet Nam est désigné (ou élu) :	Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam) (voir la phase nationale)
Le Viet Nam peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, ² brevets pour solution d'utilité
Dispositions de la législation du Viet Nam relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

¹ Une personne domiciliée au Viet Nam peut déposer une demande internationale auprès du Bureau international de l'OMPI :
i) uniquement après avoir obtenu une autorisation écrite de l'Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam); ou
ii) après qu'une demande de brevet pour la même invention ait été déposée auprès de l'Office national de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam).

² Brevet signifie "brevet d'invention", à distinguer du "brevet pour solution d'utilité".

B1

Informations sur les États contractants

B1

VN

VIET NAM

VN

[Suite]

Informations utiles si le Viet Nam est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Viet Nam est désigné (ou élu):

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1)a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****WS****SAMOA****WS****Informations générales**

Nom de l'office :	Ministry of Commerce, Industry and Labour (MCIL) (Samoa) Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa)
Siège :	ACC House, Levels 3 & 4, Apia, Samoa
Adresse postale :	P.O. Box 862, Apia, Samoa
Téléphone :	(685) 204 41
Télécopieur :	(685) 204 43
Courrier électronique :	ipros@mcil.gov.ws mpal@mcil.gov.ws
Internet :	www.mcil.gov.ws
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de Samoa et les personnes qui y sont domiciliées :	Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Samoa est désigné (ou élu) :	Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa)
Le Samoa peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, brevets d'innovation
Dispositions de la législation de Samoa relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si le Samoa est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Samoa est désigné (ou élu) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non

B1**Informations sur les États contractants****B1****ZA****AFRIQUE DU SUD****ZA****Informations générales**

Nom de l'office :	Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)
Siège :	77 Meintjies Street, Block F, Sunnyside, Pretoria 0002, Afrique du Sud
Adresse postale :	Intellectual Property : Private Bag X400, Pretoria 0001, Afrique du Sud
Téléphone :	(27-12) 394 50 01, 394 50 84
Courrier électronique :	epct@cipc.co.za
Internet :	www.cipc.co.za
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale, une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale, ou un pouvoir Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Afrique du Sud et les personnes qui y sont domiciliées :	Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Afrique du Sud est désignée (ou élue) :	Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud) (voir la phase nationale)
L'Afrique du Sud peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, brevets d'addition

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****ZA****AFRIQUE DU SUD****ZA***[Suite]*

Dispositions de la législation de l'Afrique du Sud relatives à la recherche de type international:

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale:

Néant

Informations utiles si l'Afrique du Sud est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Afrique du Sud est désignée (ou élue):

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?

Oui (voir l'annexe L)

B1**Informations sur les États contractants****B1****ZM****ZAMBIE****ZM****Informations générales**

Nom de l'office :	Patents and Companies Registration Agency (PACRA) (Zambia) Agence d'enregistrement des brevets et des sociétés (PACRA) (Zambie)
Siège :	Pacra House, Haile Selassie Avenue, Long Acres, Lusaka, Zambie
Adresse postale :	Registrar, Patents and Companies Registration Agency (PACRA), P.O. Box 32020, Lusaka, Zambie
Téléphone :	(260-211) 25 51 35, 25 54 25, 25 51 51
Télécopieur :	(260-211) 25 54 26
Courrier électronique :	patents@pacra.org.zm pro@pacra.org.zm
Internet :	www.pacra.org.zm
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur et courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Zambie et les personnes qui y sont domiciliées :	Agence d'enregistrement des brevets et des sociétés (PACRA) (Zambie), Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Zambie est désignée (ou élue) :	Protection nationale : Agence d'enregistrement des brevets et des sociétés (PACRA) (Zambie) (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
La Zambie peut-elle être élue ?	Oui (liée par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, brevets d'addition, modèles d'utilité ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1	Informations sur les États contractants	B1
ZM	ZAMBIE	ZM
	<i>[Suite]</i>	

Dispositions de la législation de la Zambie relatives à la recherche de type international :

Article 52.3) de la Loi sur les brevets n° 40 de 2016

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

1) Demande internationale publiée en anglais : le déposant jouit des droits en vertu de l'article 62.2) de la Loi sur les brevets à compter de la date à laquelle la demande internationale est publiée selon l'article 21 du PCT.

2) Demande internationale publiée dans une langue autre que l'anglais : le déposant jouit des droits en vertu de l'article 62.2) de la Loi sur les brevets après qu'une traduction en anglais a été remise à l'office par le déposant en vertu de l'article 65.1) et que la publication a eu lieu en vertu de l'article 54.

Informations utiles si la Zambie est désignée (ou élue)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Zambie est désignée (ou élue) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui¹

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

¹ Pour plus de précisions, il convient de se référer aux Articles 21 et 32.2) de la Loi sur les brevets n° 40 de 2016.

B1**Informations sur les États contractants****B1****ZW****ZIMBABWE****ZW****Informations générales**

Nom de l'office :	Zimbabwe Intellectual Property Office Office de la propriété intellectuelle du Zimbabwe
Siège :	Century House East, 38 N. Mandela Avenue, Harare, Zimbabwe
Adresse postale :	P.O. Box CY 177, Causeway, Harare, Zimbabwe
Téléphone :	(263-4) 78 18 35, 77 55 44/45/46
Télécopieur :	(263-4) 77 73 72
Courrier électronique :	fmaredza@yahoo.com
Internet :	—
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL
Office récepteur compétent pour les nationaux du Zimbabwe et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle du Zimbabwe, Office de l'ARIPO ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Zimbabwe est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Office de la propriété intellectuelle du Zimbabwe (voir la phase nationale) Protection ARIPO : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
Le Zimbabwe peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, brevets d'addition ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

B1**Informations sur les États contractants****B1****ZW****ZIMBABWE****ZW***[Suite]*

Dispositions de la législation du Zimbabwe relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Néant

Informations utiles si le Zimbabwe est désigné (ou élu)**Pour la protection nationale**

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Zimbabwe est désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Non

Pour un brevet ARIPO – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**AP**

ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (ARIPO)

AP

Informations générales

Nom de l'office :	African Regional Intellectual Property Organization (ARIPO) Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)
Siège :	11 Natal Road, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Adresse postale :	P.O. Box. 4228, Harare, Zimbabwe
Téléphone :	(263-242) 79 40 54, 79 40 65, 79 40 68
Télécopieur :	(263-242) 79 40 73, 79 40 72
Courrier électronique :	mail@aripo.org registry@aripo.org (seulement pour le dépôt de documents)
Service en ligne :	http://eservice.aripo.org
Internet :	www.aripo.org
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Oui, par télécopieur ou par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens?	Tous types de documents, à l'exception des pouvoirs et documents de priorité
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas?	Oui, dans un délai de 60 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux des pays suivants et pour les personnes domiciliées dans ces pays:	Botswana, Eswatini, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe ¹ , Sierra Leone, Soudan, Zambie, Zimbabwe : Office de l'ARIPO (le déposant peut aussi choisir de déposer sa demande auprès de l'office national du pays (à l'exception de l'Eswatini, de la Gambie, du Mozambique, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie et de la Sierra Leone) de sa nationalité ou de son domicile, ou auprès du Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe C))

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour les demandes internationales déposées le 19 août 2014 ou ultérieurement.

B2 **Informations sur les organisations** **B2**
intergouvernementales

AP **ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE** **AP**
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
(ARIPO)

[Suite]

Office désigné (ou élu) compétent pour délivrer un brevet ARIPO pour les pays suivants :	Botswana, Eswatini, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe ² , Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Soudan, Zambie, Zimbabwe : Office de l'ARIPO (voir le Phase internationale)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets ARIPO, modèles d'utilité ARIPO (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet)
Dispositions de la législation de l'ARIPO relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Voir l'annexe B1 pour la protection provisoire conformément à la législation nationale de chaque État partie à la fois au PCT et au Protocole de Harare

Informations utiles si l'ARIPO est un office désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'ARIPO est un office désigné (ou élu) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui

² Voir la note 1.
(11 avril 2019)

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**EA**

ORGANISATION EURASIENNE DES BREVETS (OEAB)

EA

Informations générales

Nom de l'office :	Evraziiskoe patentnoe vedomstvo (EAPV) Office eurasien des brevets (OEAB)
Siège et adresse postale :	2, M. Cherkassky per., Moscow, 109012, Russian Federation
Téléphone :	(74-95) 411 61 50
Télécopieur :	(74-95) 621 24 23
Courrier électronique :	info@eapo.org
Internet :	www.eapo.org
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL ou Federal Express
L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?	Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et nationales disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI
Office récepteur compétent pour les nationaux des pays suivants et pour les personnes domiciliées dans ces pays :	Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan : Office eurasien des brevets (OEAB) (le déposant peut aussi choisir de déposer sa demande auprès de l'office national du pays de sa nationalité ou de son domicile ou auprès du Bureau international de l'OMPI) (voir l'annexe C)

[Suite sur la page suivante]

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**EA**

ORGANISATION EURASIENNE DES BREVETS (OEAB)

EA*[Suite]*

Office désigné (ou élu) compétent pour délivrer un brevet eurasien pour les pays suivants :	Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan : Office eurasien des brevets (OEAB) (voir la phase nationale)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets eurasiens
Dispositions de la Convention sur le brevet eurasien relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	La protection conférée, le cas échéant, dans les États parties à la fois au PCT et à la Convention sur le brevet eurasien est indiquée pour chacun d'eux sous la rubrique "Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet eurasien". Voir également l'article 9.3) de la Convention sur le brevet eurasien et la règle 10 du règlement sur les brevets relatif à la Convention sur le brevet eurasien .

Informations utiles si l'OEAB est un office désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'OEAB est un office désigné (ou élu) :	Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Oui (voir l'annexe L)

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**EP**

ORGANISATION EUROPÉENNE DES BREVETS (OEB)

EP

Informations générales

Nom de l'office :	Office européen des brevets (OEB)		
Siège :	à Munich :	Département de La Haye :	Office de dépôt à Berlin :
	Bob-van-Bentham-Platz 1 80469 München Allemagne	Patentlaan 2 2288 EE Rijswijk Pays-Bas	Gitschiner Str. 103 10969 Berlin Allemagne
Adresse postale :	80298 München Allemagne	Postbus 5818 2280 HV Rijswijk Pays-Bas	10958 Berlin Allemagne
Téléphone :	(49-89) 2399-4500 00 800 80 20 20 20 (Service clientèle)	(31-70) 340-4500	(49-30) 25901-4500
Télécopieur :	(49-89) 2399-4465	(31-70) 340-3016	(49-30) 25901-840
Courrier électronique :	support@epo.org		
Internet :	www.epo.org		
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur		
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents à l'exception des pouvoirs et des documents de priorité		
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Dépôt de la demande internationale : oui; de préférence simultanément, mais dans tous les cas dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de l'invitation de l'OEB Autres documents : uniquement sur invitation de l'OEB ¹		
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non		
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit Chronopost, DHL, Federal Express, Flexpress, SkyNet, TNT, Transworld ou UPS		

[Suite sur la page suivante]

¹ Voir JO OEB 2007, Édition spéciale n° 3, page 7 et suiv.

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**EP**

ORGANISATION EUROPÉENNE DES BREVETS (OEB)

EP

[Suite]

L'office excuse-t-il le retard dans l'observation de délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique (règle 82*quater*.2.a) du PCT) ?

Oui, les retards dans l'observation de délais peuvent être excusés lorsque l'un quelconque des moyens autorisés de dépôt électronique à l'OEB faisant l'objet d'une notification en vertu de la règle 89*bis*, ou l'un quelconque des moyens de paiement en ligne, était indisponible pendant une durée ininterrompue d'au moins quatre heures au cours d'un jour ouvrable donné. La règle 82*quater*.2 ne sera pas appliquée par l'OEB si un moyen de dépôt électronique est indisponible pendant moins de quatre heures et si une annonce de l'interruption de service a été publiée au moins deux jours ouvrables à l'avance. Lorsque la notification préalable indiquait qu'une interruption de service devait durer moins de quatre heures, mais qu'elle a finalement duré plus longtemps, l'OEB envisagera la possibilité d'appliquer la règle 82*quater*.2. Toutefois, une interruption de service imprévue ne doit pas nécessairement durer au minimum quatre heures pour donner lieu à l'application de la règle 82*quater*.2 par l'OEB. Si l'indisponibilité d'un moyen de communication électronique ou d'un moyen de paiement en ligne est considérée comme une interruption de service par ses services techniques, l'OEB envisagera la possibilité d'appliquer la règle 82*quater*.2².

L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-*bis*) du PCT) ?

Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales et de brevet européen disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI³

Office récepteur compétent pour les nationaux des États suivants et pour les personnes domiciliées dans ces États :

Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Turquie : Office européen des brevets (OEB) (le déposant peut aussi choisir de déposer sa demande auprès de l'office national du pays de sa nationalité ou de son domicile ou auprès du Bureau international de l'OMPI) (voir l'annexe C)

Office désigné (ou élu) compétent pour délivrer un brevet européen pour les pays suivants :

Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Turquie : Office européen des brevets (OEB) (voir la phase nationale)

Office désigné et office élu compétent pour demander l'extension d'un brevet européen pour les pays suivants :

Bosnie-Herzégovine, Monténégro

² Pour la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (PCT Gazette)* du 26 novembre 2020, pages 254 et suiv.

³ Pour de plus amples détails, voir JO OEB 2019, A27.

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**EP**

ORGANISATION EUROPÉENNE DES BREVETS (OEB)

EP*[Suite]*

Office désigné et office élu compétent pour demander la validation d'un brevet européen pour les pays suivants :

Cambodge⁴, Maroc⁵, République de Moldova⁶, Tunisie⁷

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Brevets européens

Dispositions de la Convention sur le brevet européen relatives à la recherche de type international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

La protection conférée dans les États parties à la fois au PCT et à la Convention sur le brevet européen est indiquée pour chacun d'eux sous la rubrique "Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen". Pour de plus amples détails, voir également les articles 67 et 153 de la Convention sur le brevet européen ainsi que la brochure d'information de l'OEB intitulée "Droit national relatif à la CBE".

Informations utiles si l'OEB est un office désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'OEB est un office désigné (ou élu) :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui (voir l'annexe L)

⁴ Pour les demandes internationales déposées le 1^{er} mars 2018 ou ultérieurement.

⁵ Pour les demandes internationales déposées le 1^{er} mars 2015 ou ultérieurement.

⁶ Pour les demandes internationales déposées le 1^{er} novembre 2015 ou ultérieurement.

⁷ Pour les demandes internationales déposées le 1^{er} décembre 2017 ou ultérieurement.

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**IB¹**

BUREAU INTERNATIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

IB¹

Informations générales

Nom de l'office :	Bureau international de l'OMPI
Siège :	34, chemin des Colombettes, Genève, Suisse
Adresse postale :	Case postale 18, 1211 Genève 20, Suisse
Téléphone :	(41-22) 338 91 11 (41-22) 338 92 22 (seulement pour les questions concernant l'office récepteur)
Télécopieur ² :	(41-22) 338 83 38 (service d'information directe du PCT) (41-22) 338 82 70 (41-22) 338 90 90
Services en ligne :	ePCT Service de chargement d'urgence (dépôt de documents PDF comme alternative à la transmission par télécopie ou en cas d'indisponibilité du système ePCT)
Courrier électronique :	pct.infoline@wipo.int (service d'information directe du PCT) pct.eservices@wipo.int (PCT eServices Help Desk) ro.ib@wipo.int (seulement pour les questions concernant l'office récepteur)
Internet :	www.OMPI.int/pct/fr
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur ²
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, si le document transmis est la demande internationale ou une feuille de remplacement contenant des corrections ou des modifications apportées à la demande internationale Non, seulement sur invitation pour tout autre document
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui

[Suite sur la page suivante]

¹ Ce code est utilisé lorsque le Bureau international agit en tant qu'office récepteur (voir l'annexe C). (Le code "WO" est utilisé pour ce qui concerne la publication internationale selon le PCT.)

² Seuls des services de télécopie limités sont disponibles pour l'envoi de télécopies au Bureau international, y compris en tant qu'office récepteur, dans des situations exceptionnelles. Pour de plus amples informations, prière de consulter le lien ci-après : https://www.wipo.int/edocs/pctdocs/en/2019/pct_news_2019_11.pdf.

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**IB**

BUREAU INTERNATIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

IB*[Suite]*

L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?

Oui

L'office excuse-t-il le retard dans l'observation de délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique (règle 82^{quater}.2.a) du PCT) ?

Oui, l'office, y compris en sa qualité d'office récepteur, excuse le retard dans l'observation de délais lorsque le système ePCT, avec ou sans authentification forte, ou le service de chargement d'urgence du PCT, était indisponible pendant une période ininterrompue d'au moins une heure sur un jour ouvrable précis et à la condition que l'acte considéré soit accompli le jour ouvrable suivant celui où lesdits moyens de communication sont de nouveau disponibles.

L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-bis) du PCT) ?

Oui, l'office est disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes internationales déposées sous forme électronique disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI

Office récepteur compétent pour les nationaux des États suivants et pour les personnes domiciliées dans ces États³ :

Tous les États contractants du PCT (voir l'annexe C)

³ Une personne peut déposer une demande internationale auprès du Bureau international uniquement si les dispositions concernant la défense nationale permettent le dépôt de demandes de brevets à l'étranger. Il incombe au déposant d'observer ces dispositions, aucun contrôle de la part du Bureau international n'étant effectué à cet égard.

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**IB**

BUREAU INTERNATIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

IB*[Suite]*

Taxes et droits payables au
Bureau international dans
certains cas particuliers⁴:

Monnaie : Franc suisse (CHF)	
Publication anticipée à la demande du déposant, lorsque le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2)a) du PCT n'est pas encore disponible pour la publication avec la demande internationale (règle 48.4.a) du PCT) :	CHF 200
Publication de renseignements concernant une demande tardive pour corriger ou ajouter une revendication de priorité (règle 26bis.2.e) du PCT) ou publication d'une requête en rectification qui a été refusée (règle 91.3.d) du PCT) :	CHF 50 plus CHF 12 pour chaque feuille à compter de la deuxième
Copie de l'exemplaire original d'une demande internationale (règle 94.1 du PCT) :	CHF 35
– certifiée comme étant conforme à l'exemplaire original :	CHF 50
Copie certifiée d'une demande internationale publiée :	CHF 35
Copie d'un document de priorité (règle 17.2.c) ou 94.1 du PCT) :	CHF 35
– certifiée comme étant conforme au document de priorité :	CHF 50
Copie d'un document contenu dans le dossier (autre que l'exemplaire original, la demande publiée ou le document de priorité) (règle 94.1 du PCT) :	CHF 5 plus CHF 2 par page
– certifiée comme étant conforme au document demandé :	plus CHF 15
Copie, sur CD-ROM, des listages des séquences contenus dans des demandes internationales publiées ou des documents de priorité, produite à la demande d'un tiers :	CHF 35 plus frais d'expédition
Transmission à un office désigné de la copie d'une demande internationale, à la requête du déposant (règle 31.1.b) du PCT) :	CHF 35
Supplément pour expédition par voie aérienne :	CHF 10

[Suite sur la page suivante]

⁴ Pour plus de précisions concernant le paiement des taxes, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html.

B2 Informations sur les organisations intergouvernementales B2

IB BUREAU INTERNATIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE IB

[Suite]

Taxe de recherche supplémentaire^{5, 6} :

Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) :	Voir l'annexe SISA(AT), (EP), (FI), (RU), (SE), (SG), (TR), (UA), (XN) ou (XV)
---	--

Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :	CHF 200
--	---------

Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c) du PCT) :	CHF 100
---	---------

Renonciation au pouvoir :

Le Bureau international a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁷
--	------------------

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt
---	---

⁵ Voir la note 4.

⁶ Le Bureau international rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire n'a pas encore été transmise à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.d) du PCT).

⁷ Les renoncations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**OA**

ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OAPI)

OA

Informations générales

Nom de l'office :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)
Siège :	Place de la Préfecture, Yaoundé, Cameroun
Adresse postale :	B.P. 887, Yaoundé, Cameroun
Téléphone :	(237-2) 220 39 11, 220 57 00
Télécopieur :	(237-2) 220 18 44, 220 57 27
Courrier électronique :	oapi@oapi.int
Internet :	www.oapi.int
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de deux mois à compter de la date de la transmission, si le document transmis est un pouvoir ou une feuille de remplacement de la description, des revendications ou des dessins Oui, dans un délai de six mois à compter de la date d'ouverture de la phase nationale pour ce qui concerne les documents relatifs à la priorité (document de cession de priorité et, seulement lorsque la règle 17.1.c) du PCT s'applique, document de priorité) Non, dans les autres cas
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux des États suivants et pour les personnes domiciliées dans ces États :	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo: Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent pour délivrer un brevet OAPI si un au moins des États énumérés ci-dessus est désigné (ou élu) :	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (voir la phase nationale)

[Suite sur la page suivante]

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**OA**

ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OAPI)

OA*[Suite]*Types de protection disponibles par la
voie PCT :

Brevets OAPI, certificats d'addition OAPI, modèles d'utilité OAPI

Dispositions de la législation de l'OAPI
relatives à la recherche de type
international :

Néant

Protection provisoire à la suite de la
publication internationale :

Néant

Informations utiles si l'OAPI est un office désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de
l'inventeur doivent être communiqués si
l'OAPI est un office désigné (ou élu) :

Doivent figurer dans la requête si l'inventeur n'a pas renoncé par écrit à être nommé. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur ne figurent pas dans la requête, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire et à payer une taxe dans un délai fixé dans l'invitation. Dans tous les cas, la délivrance ne pourrait avoir lieu avant que les corrections exigées ne soient effectuées.

Existe-t-il des dispositions particulières
relatives au dépôt de micro-organismes
et autre matériel biologique ?

Non

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**XN**

INSTITUT NORDIQUE DES BREVETS

XN

Informations générales

Nom de l'office :	Institut nordique des brevets
Siège et adresse postale :	Helgeshoj Allé 81, 2630 Taastrup, Danemark
Téléphone :	(45-43) 50 85 00
Télécopieur :	(45-43) 50 80 08
Courrier électronique :	npi@npi.int
Internet :	www.npi.int
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui

B2

Informations sur les organisations intergouvernementales

B2**XV**

INSTITUT DES BREVETS DE VISEGRAD (VPI)

XV

Informations générales

Nom de l'office :	Institut des brevets de Visegrad (VPI)
Siège :	II. János Pál Pápa tér 7, 1081 Budapest, Hongrie
Adresse postale :	P.O. Box 415, 1438 Budapest, Hongrie
Téléphone :	(361) 613 51 30
Télécopieur :	(361) 799 01 88
Courrier électronique :	secretariat@vpi.int
Internet :	www.vpi.int
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui

¹ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****AM**

**OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DE LA RÉPUBLIQUE
D'ARMÉNIE**

AM

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Arménie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, russe ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais, russe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ?	Non
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère du “ caractère non intentionnel ”
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets ² ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dram arménien (AMD) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	AMD 32.000
Taxe internationale de dépôt ³ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité :	AMD 10.000
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	AMD 10.000
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Arménie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne domiciliée en Arménie
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Botswana, Eswatini, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Rwanda, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe ¹ , Sierra Leone, Soudan, Zambie, Zimbabwe
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office autrichien des brevets, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office autrichien des brevets, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)

[Suite sur la page suivante]

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles* (*Gazette du PCT*) datées du 9 juillet 2020, pages 150 et suiv.

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Dollar des États-Unis (USD) ou monnaie locale d'un des États contractants de l'ARIPO où le déposant est domicilié
Taxe de transmission:	USD 50 ou équivalent en monnaie locale d'un des États contractants de l'ARIPO où le déposant est domicilié
Taxe internationale de dépôt ⁵ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	USD 328
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(AT), (EP) ou (SE)
Taxe pour le document de priorité:	USD 30 ou équivalent en monnaie locale d'un des États contractants de l'ARIPO où le déposant est domicilié
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant a son domicile ou son établissement principal dans un État contractant de l'ARIPO Oui, si ni son domicile ni son établissement principal ne se trouvent sur le territoire d'un des États contractants de l'ARIPO
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout mandataire autorisé à représenter des déposants auprès de l'office national d'un État contractant de l'ARIPO

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 488)

[Suite sur la page suivante]

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 489)

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEO, page 490)

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Dollar australien (AUD)
Taxe de transmission:	AUD 200
Taxe internationale de dépôt:	AUD 1.860 (2.019) ⁵
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	AUD 21 (23) ⁵
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	AUD 280 (304) ⁵
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	AUD 420 (455) ⁵
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(AU) ou (KR)
Taxe pour le document de priorité:	AUD 50
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	AUD 200
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute personne inscrite sur la liste des conseils en brevets agréés par l'office
Renonciation au pouvoir:	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis?	Oui ⁶
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis:	En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise?	Oui ⁶
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise:	En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEO, page 492)

C**Offices récepteurs****C****AZ****AGENCE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DE LA RÉPUBLIQUE
D'AZERBAÏDJAN****AZ**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Azerbaïdjan

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Anglais, azerbaïdjanais, russe¹

Langue dans laquelle la requête peut être déposée :

Anglais, russe

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{2, 3, 4} ?

Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office européen des brevets⁵ ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)*[Suite sur la page suivante]*

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 26 novembre 2015, pages 200 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C	Offices récepteurs	C
AZ	AGENCE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN	AZ

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie :	Manat azerbaïdjanais (AZN) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	AZN	30
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	USD	1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^{es} :	USD	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)	
Taxe pour le document de priorité :	AZN	10
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Azerbaïdjan Oui, dans le cas contraire	
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout agent de brevets habilité à exercer auprès de l'office	
Renonciation au pouvoir :		
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non	

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

(4 janvier 2021)

C	Offices récepteurs INSTITUT POUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE	C
BA		BA

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Bosnie-Herzégovine
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Mark convertible (BAM) et euro (EUR)
Taxe de transmission :	BAM 50
Taxe internationale de dépôt ¹ :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité :	BAM 40
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Bosnie-Herzégovine Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office

¹ Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

[Suite sur la page suivante]

⁶ Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

BG OFFICE DES BREVETS DE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE BG

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur
(suite):

Taxe de recherche:

Monnaie: Lev bulgare (BGN) et euro (EUR)

Voir l'annexe D(EP) ou (RU)

Taxe pour le document de priorité
(règle 17.1.b) du PCT):

Néant

Taxe pour requête en restauration du droit
de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :

Néant

L'office récepteur exige-t-il un mandataire?

Non, si le déposant est domicilié en Bulgarie

Oui, dans le cas contraire

Qui peut agir en qualité de mandataire?

Tout conseil en brevets ou [mandataire](#) habilité à exercer auprès
de l'office

C Offices récepteurs C

BH OFFICE NATIONAL DES BREVETS BH

(BAHREÏN)

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Bahreïn
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou arabe ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais ou arabe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis ² ou Office européen des brevets ³
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dinar de Bahreïn (BHD) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	BHD 70
Taxe internationale de dépôt ⁴ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e ⁴ :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (EP) or (US)
Taxe pour le document de priorité :	BHD 2 pour les personnes physiques BHD 4 pour les personnes morales
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié à Bahreïn Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste habilité à exercer auprès de l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

³ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office autrichien des brevets.

⁴ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C
BN

Offices récepteurs

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU BRUNÉI DARUSSALAM (BRUIPO)

C
BN

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Brunéi Darussalam
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{1, 2, 3?}	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office de la propriété intellectuelle de Singapour, Office des brevets du Japon (JPO), Office européen des brevets ou Office coréen de la propriété intellectuelle
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien de brevets, Office de la propriété intellectuelle de Singapour ⁴ , Office des brevets du Japon (JPO) ⁴ , Office européen des brevets ⁴ ou Office coréen de la propriété intellectuelle

[Suite sur la page suivante]

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 14 janvier 2016, pages 9 et suiv.

⁴ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C

BN

Offices récepteurs

**OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DU BRUNÉI
DARUSSALAM (BRUIPO)**

C

BN

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar du Brunéi (BND)
Taxe de transmission :	BND 150
Taxe internationale de dépôt :	Équivalent en BND de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en BND de 15 francs suisses
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en BND de 200 francs suisses
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en BND de 300 francs suisses
Taxe de recherche :	Équivalent en BND de la taxe de recherche payable à l'administration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant : voir l'annexe D(AU), (EP), (JP) ou (SG)
Taxe pour le document de priorité :	BND 50
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT :	BND 500
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, mais une adresse de service au Brunéi Darussalam est exigée
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée au Brunéi Darussalam
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Pour tout acte accompli après le dépôt par un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Pour tout acte accompli après le dépôt par un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant

⁵ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C**Offices récepteurs****C****BR****INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE (BRÉSIL)****BR**Office récepteur compétent pour les
nationaux et les résidents de :

Brésil

Langue dans laquelle la demande
internationale peut être déposée :Anglais, espagnol¹ ou portugais¹Langue dans laquelle la requête
peut être déposée :

Anglais, espagnol ou portugais

Nombre d'exemplaires requis sur papier
par l'office récepteur :

3

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de
demandes internationales sous forme
électronique^{2, 3} ?Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du
portail de dépôt en ligne ePCT⁴L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en
restauration du droit de priorité
(règle 26bis.3 du PCT) ?

Non

Administration compétente chargée de
la recherche internationale :Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Office
autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des
États-Unis, Office européen des brevets ou Office suédois de la
propriété intellectuelle (PRV)Administration compétente chargée de
l'examen préliminaire international :Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Office
autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des
États-Unis⁵, Office européen des brevets⁶ ou Office suédois de la
propriété intellectuelle (PRV)*[Suite sur la page suivante]*

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 2 juin 2016, pages 115 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV).

C BR **Offices récepteurs** C BR **INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (BRÉSIL)** BR

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Real brésilien (BRL)
Taxe de transmission ⁷ :	BRL 175 (en ligne) ; 260 (sur papier) ⁸
Taxe internationale de dépôt ⁹ :	Équivalent en BRL de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en BRL de 15 francs suisses
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	Équivalent en BRL de 200 francs suisses
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	Équivalent en BRL de 300 francs suisses
Taxe de recherche:	Équivalent en BRL de la taxe de recherche payable à l'adminis- tration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant: voir l'annexe D(AT), (BR), (EP), (SE) ou (US)
Taxe pour le document de priorité:	BRL 135 (en ligne) ¹⁰
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute personne physique ou morale domiciliée au Brésil

⁷ Cette taxe est réduite de 60% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique, par une petite ou moyenne entreprise, par une coopérative, par un établissement d'enseignement supérieur, par un organisme à but non lucratif ou par un établissement public. Pour plus de précisions, voir la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) n° 251 du 2 octobre 2019.

⁸ Les dépôts sur papier ne sont acceptés que par courrier postal. Pour plus de précisions, il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) n° 253 du 13 novembre 2019 (<http://revistas.inpi.gov.br/pdf/Comunicados2550.pdf>).

⁹ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

¹⁰ Le document de priorité ne peut être requis qu'en ligne. Pour plus de précisions, il convient de se référer à la *Revista da Propriedade Industrial* n° 2544 of 8 October 2019 (<http://revistas.inpi.gov.br/pdf/Comunicados2544.pdf>).

L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout conseil en brevets habilité à exercer auprès de l'office

Lorsqu'il y a changement de représentation, c'est-à-dire lorsque tout acte auprès de l'office est accompli par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 505)

C**Offices récepteurs****C****BZ****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DU BELIZE****BZ**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Belize
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office de la propriété intellectuelle du Canada ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office de la propriété intellectuelle du Canada ¹ ou Office européen des brevets ¹
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Dollar du Belize (BZD) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	BZD 300
Taxe internationale de dépôt ² :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e 2 :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(CA) or (EP)
Taxe pour le document de priorité :	BZD 20
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	BZD 150
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Belize Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets habilité à exercer auprès de l'office

¹ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C
CA**Offices récepteurs**
OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DU CANADA**C**
CA

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Canada
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou français ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais ou français
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁵
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office de la propriété intellectuelle du Canada
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office de la propriété intellectuelle du Canada
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar canadien (CAD)
Taxe de transmission :	CAD 306
Taxe internationale de dépôt :	CAD 1.782
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	CAD 20
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CAD 268
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CAD 402
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(CA)
Taxe pour le document de priorité :	CAD 35 plus CAD 1,00 par page
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant

[Suite sur la page suivante]

¹ Les textes contenus dans un listage de séquences ne doivent pas obligatoirement être fournis dans une langue autre que l'anglais ou le français.

² Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)*, datées du 29 janvier 2015, page 21 et suiv.

³ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

⁴ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁵ Cet office dispose d'un système de dépôt en deux étapes, voir www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/wr01355.html

C**Offices récepteurs****C****CA****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DU CANADA****CA***[Suite]*

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Personne physique titulaire d'un permis d'agent de brevets ou d'un permis d'agent de brevets en formation délivré par le Collège des agents de brevets et des agents de marques de commerce ⁶
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

⁶ Un déposant peut nommer tous les agents de brevets qui travaillent dans la même entreprise pour le représenter à l'égard de sa demande de brevet.

⁷ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C Offices récepteurs C

CH INSTITUT FÉDÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ CH

INTELLECTUELLE (SUISSE)

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Suisse et Liechtenstein
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Allemand, anglais ou français
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Allemand, anglais ou français
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{1,2} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ³
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Franc suisse (CHF)
Taxe de transmission :	CHF 100
Taxe internationale de dépôt :	CHF 1.330
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	CHF 15
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CHF 200
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CHF 300
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	Néant
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	CHF 500

[Suite sur la page suivante]

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 15 juin 2017, pages 96 et suiv.

L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute personne physique ou morale domiciliée en Suisse ou ayant un domicile de notification en Suisse.
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis?	Oui ⁴
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Néant
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise?	Oui ⁴
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Néant

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEO, page 510)

[Suite sur la page suivante]

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 511)

C Offices récepteurs C

CL INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ CL INDUSTRIELLE (CHILI)

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Peso chilien (CLP)	
Taxe de transmission :	Équivalent en CLP de dollars des États-Unis ⁷	130
Taxe internationale de dépôt ⁸ :	Équivalent en CLP de dollars des États-Unis ⁷	1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en CLP de dollars des États-Unis ⁷	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en CLP de dollars des États-Unis ⁷	218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en CLP de dollars des États-Unis ⁷	328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(CL), (EP), (ES), (KR) ou (US)	
Taxe pour le document de priorité :	CLP 9.000 ⁹	
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Équivalent en CLP de dollars des États-Unis ⁷	400
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Chili Oui, dans le cas contraire	
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée au Chili	
Renonciation au pouvoir :		
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non	

⁷ Les déposants doivent utiliser le taux de change fixé par la banque centrale du Chili le jour précédant la date du paiement pour calculer le montant équivalent en CLP du montant en dollars des États-Unis.

⁸ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

⁹ L'Institut national de la propriété industrielle (Chili) est un office participant au Service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (DAS) (voir l'annexe B1). Aucune taxe n'est requise par l'office, lorsque, en sa qualité d'office déposant, il met une copie certifiée conforme du document de priorité à disposition par l'intermédiaire du DAS.

C**Offices récepteurs****C****CN****ADMINISTRATION NATIONALE DE LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA CHINE
(CNIPA)****CN**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Chine
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou chinois
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais ou chinois
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{1, 2, 3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne CEPCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) ou Office européen des brevets ⁴
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) ou Office européen des brevets ⁵

[Suite sur la page suivante]

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications Officielles (Gazette du PCT)* datées du 27 février 2020, page 30.

⁴ À compter du 1^{er} décembre 2020 pour une durée de 2 ans; la disponibilité de l'OEB en tant qu'administration chargée de la recherche internationale est limitée aux demandes internationales déposées en anglais et à 2.500 demandes au cours des 12 premiers mois, et à 3.000 au cours des 12 mois suivants. Pour plus de détails sur ce projet pilote, il convient de se référer au site Internet de l'OEB à l'adresse suivante : https://www.epo.org/service-support/faq/own-file/cnipa-epo-pilot_fr.html et au site Internet de la CNIPA à l'adresse suivante : https://www.cnipa.gov.cn/art/2020/10/20/art_364_153578.html.

⁵ Cette administration n'est compétente que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C Offices récepteurs C

CN ADMINISTRATION NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA CHINE CN

(CNIPA)

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Yuan renminbi (CNY)
Taxe de transmission:	Néant
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	Équivalent en CNY de 1.330 francs suisses (CNY 9.260) ⁷
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en CNY de 15 francs suisses (CNY 100) ⁷
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	Équivalent en CNY de 200 francs suisses (CNY 1.390) ⁷
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	Équivalent en CNY de 300 francs suisses (CNY 2.090) ⁷
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(CN) ou (EP) ⁸
Taxe pour le document de priorité:	CNY 150
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	CNY 1.000
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1bis du PCT):	CNY 2 par page
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant nommé en premier lieu est domicilié en Chine Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute agence de brevets incorporée légalement en Chine. Une liste des agences de brevets habilitées peut être obtenue auprès de l'office.
Renonciation au pouvoir:	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise?	Non

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁷ Le montant indiqué entre parenthèses est applicable à compter du 1^{er} décembre 2021.

⁸ Voir la note 4.

[Suite sur la page suivante]

⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office espagnol des brevets et des marques.

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Peso colombien (COP)
Taxe de transmission:	– dépôt électronique : COP 419.640 – dépôt sur papier: COP 503.470
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	Équivalent en COP de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e	Équivalent en COP de 15 francs suisses
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en COP de 200 francs suisses
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en COP de 300 francs suisses
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(AT), (BR), (CL), (ES), (EP), (KR), ou (RU)
Taxe pour le document de priorité:	Information pas encore disponible ⁸
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant est domicilié en Colombie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout avocat enregistré en Colombie

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 516)

C**Offices récepteurs****C****CR****REGISTRE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (COSTA RICA)****CR**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Costa Rica

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Espagnol¹

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

3

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{2, 3, 4} ?

Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Institut national de la propriété industrielle (Chili), Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Institut national de la propriété industrielle (Chili)⁵, Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets⁶*[Suite sur la page suivante]*

¹ En fonction du choix du déposant quant à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, il pourra être nécessaire pour le déposant de remettre une traduction dans une langue correspondante (voir l'annexe D) (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 29 novembre 2018, pages 352 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office espagnol des brevets et des marques.

C	Offices récepteurs	C
CR	REGISTRE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (COSTA RICA)	CR

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD 212 (en ligne) 289 (sur papier)
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(CL), (ES) ou (EP)
Taxe pour le document de priorité :	USD 29
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	USD 144
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Costa Rica Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat enregistré au Costa Rica ⁸

⁷ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁸ Voir la loi n° 6867 sur les brevets, dessins et modèles industriels et modèles d'utilité, article 34.

(4 janvier 2021)

[Suite sur la page suivante]

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 519)

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Peso cubain (CUP)
Taxe de transmission:	CUP 2.400
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	Équivalent en CUP de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en CUP de 15 francs suisses
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	Équivalent en CUP de 200 francs suisses
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	Équivalent en CUP de 300 francs suisses
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(AT), (BR), (CL), (ES), (EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité:	CUP 2.400
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant est domicilié à Cuba Oui s'il n'a pas de domicile ou d'établissement industriel ou commercial effectif et sérieux à Cuba
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office. Les noms et adresses professionnelles des personnes pouvant exercer les fonctions de mandataire sont publiés dans la Gazette officielle [<i>Boletín Oficial de la Oficina</i>].

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 520)

C Offices récepteurs C

CZ OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE CZ

DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Tchéquie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée ^{1, 2} :	Allemand, anglais, français ou tchèque
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Allemand, anglais ou français
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	2
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁵
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Non
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Institut des brevets de Visegrad ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Institut des brevets de Visegrad ou Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Couronne tchèque (CZK) et Euro (EUR)
Taxe de transmission :	CZK 1.500
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (XV)
Taxe pour le document de priorité :	CZK 600

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas une langue de publication et qu'aucune traduction n'est requise aux fins de la recherche internationale (règle 12.3.a) du PCT), le déposant devra remettre une traduction de la demande en anglais (règle 12.4.a) du PCT).

³ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

⁴ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁵ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 25 juin 2015, pages 110 et suiv.

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

C	Offices récepteurs	C
CZ	OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	CZ

[Suite]

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout agent de brevets ou avocat enregistré en Tchéquie

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Allemagne
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Allemand
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Allemand
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ¹ ?	Oui ²
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Non
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 90
Taxe internationale de dépôt :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité :	EUR 20
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié, a son siège ou un établissement en Allemagne Oui, si le déposant n'est pas domicilié, n'a pas son siège, ni un établissement en Allemagne

[Suite sur la page suivante]

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

² Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer à la *Gazette du PCT* n° 40/2006, pages 19077 et suiv.

Offices récepteurs

OFFICE ALLEMAND DES BREVETS ET DES MARQUES

[Suite]

Qui peut agir en qualité de mandataire ?

Si un mandataire est exigé : tout conseil en brevets, avocat ou cabinet de représentants établi en Allemagne et autorisé à représenter le déposant auprès de l'office³; et tout conseil en brevets ou avocat d'un État membre de l'Union européenne, d'un État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, ou de la Suisse, autorisé à exercer ses activités en Allemagne, ou à fournir des services temporaires, et autorisé à représenter le déposant auprès de l'office (il convient de se référer à la *Loi sur les activités des mandataires en brevets des États membres de l'UE en Allemagne (EuPAG)* et la *Loi sur les activités des avocats européens en Allemagne (EuRAG)*).

Si un mandataire n'est pas exigé : comme mentionné ci-dessus, et toute personne physique⁴.

Renonciation au pouvoir :

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels
un pouvoir distinct est requis :

Oui⁵

Si le mandataire *n'est pas* :

- un conseil en brevets ou un avocat autorisé à exercer ses activités en Allemagne,
- un conseil en brevets ou un avocat d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, ou de la Suisse, autorisé à exercer certaines activités professionnelles (il convient de se référer à la *Loi sur les activités des mandataires en brevets des États membres de l'UE en Allemagne* et la *Loi sur les activités des avocats européens en Allemagne*)

En cas de doutes raisonnables sur la qualité à agir du mandataire
S'il existe un représentant commun

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Oui⁵

Si le mandataire *n'est pas* :

- un conseil en brevets ou un avocat autorisé à exercer ses activités en Allemagne,
- un conseil en brevets ou un avocat d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, ou de la Suisse, autorisé à exercer certaines activités professionnelles (il convient de se référer à la *Loi sur les activités des mandataires en brevets des États membres de l'UE en Allemagne* et la *Loi sur les activités des avocats européens en Allemagne*)

En cas de doutes raisonnables sur la qualité à agir du mandataire

³ On peut se procurer la liste des conseils en brevets auprès du Patentanwaltskammer (Conseil de l'ordre des conseils en brevets), Postfach 260108, 80058 München, Allemagne, et la liste des avocats auprès du Bundesrechtsanwaltskammer (Conseil de l'ordre des avocats), Littenstrasse 9, 10179 Berlin, Allemagne.

⁴ Il convient de se référer aux dispositions de la *Loi sur les services juridiques (Rechtsdienstleistungsgesetz – RDG)*.

⁵ Les renoncements aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

[Suite sur la page suivante]

(14 octobre 2021)

C Offices récepteurs C

DJ OFFICE DJIBOUTIEN DE LA PROPRIÉTÉ DJ

INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE (ODPIC)

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Franc djiboutien (DJF) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD 100 ou équivalent en DJF
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218 ⁷
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328 ⁷
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (EG) ou (EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 180 ou équivalent en DJF
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	USD 500 ou équivalent en DJF
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié à Djibouti Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée à Djibouti
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁷ Voir la note 4.

C**Offices récepteurs****C****DK****OFFICE DANOIS DES BREVETS
ET DES MARQUES****DK**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Danemark

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Allemand, anglais, danois, français, islandais, norvégien ou suédois¹

Langue dans laquelle la requête peut être déposée :

Allemand, anglais ou français

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{2, 3} ?Oui, l'office accepte les fichiers en XML et PDF déposés à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ou de dépôt en ligne de l'OEB⁴

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de "diligence requise"

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Institut nordique des brevets, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Institut nordique des brevets, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT). Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas une langue de publication et aucune traduction n'est requise aux fins de la recherche internationale (règle 12.3.a) du PCT), le déposant devra remettre une traduction de la demande en allemand, en anglais ou en français (règle 12.4.a) du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 7 juillet 2016, pages 165 et suiv.

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Couronne danoise (DKK)
Taxe de transmission :	DKK 1.500
Taxe internationale de dépôt :	DKK 9.170
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	DKK 100
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	DKK 1.380
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	DKK 2.070
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP), (XN) ou (SE)
Taxe pour le document de priorité :	DKK 300
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	DKK 3.000
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non ⁵
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée dans l'Espace économique européen
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁶
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁶
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt

⁶ Les renoncements aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT, voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C

Offices récepteurs

C

DO

**OFFICE NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE
(RÉPUBLIQUE DOMINICAINE)**

DO

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	République dominicaine
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Espagnol ¹
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	4
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Institut national de la propriété industrielle (Chili), Office des brevets et des marques des États-Unis, Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Institut national de la propriété industrielle (Chili) ⁵ , Office des brevets et des marques des États-Unis ⁵ , Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets ⁶

[Suite sur la page suivante]

¹ En fonction du choix du déposant quant à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, il pourra être nécessaire pour le déposant de remettre une traduction dans une langue correspondante (voir l'annexe D) (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 20 octobre 2016, pages 218 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office espagnol des brevets et des marques.

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie :	Peso dominicain (DOP) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD	316
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD	1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(CL), (EP), (ES) ou (US)	
Taxe pour le document de priorité :	DOP 1.725 plus DOP 12	pour les 10 premières pages pour chaque page supplémentaire
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	DOP	17.250
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en République dominicaine Oui, dans le cas contraire	
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée en République dominicaine	
Renonciation au pouvoir :		
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non	

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 531)

C Offices récepteurs C

DZ INSTITUT NATIONAL ALGÉRIEN DE LA DZ PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DZ

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Algérie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Arabe ou français ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Arabe ou français
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2,3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Non
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office autrichien des brevets ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office autrichien des brevets ou Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dinar algérien (DZD) et franc suisse (CHF)
Taxe de transmission :	Néant
Taxe internationale de dépôt ⁵ :	CHF 1.330
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	CHF 15
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CHF 200
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CHF 300
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT) ou (EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	DZD 200 par page

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 25 juin 2015, pages 113 et suiv.

⁵ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C	Offices récepteurs	C
DZ	INSTITUT NATIONAL ALGÉRIEN DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	DZ

[Suite]

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Algérie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets ou agent de brevets habilité à exercer auprès de l'office

[Suite sur la page suivante]

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEO, page 534)

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 535)

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Équateur
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Espagnol ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Espagnol
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2,3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Institut national de la propriété industrielle (Chili), Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Institut national de la propriété industrielle (Chili) ⁵ , Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets ⁶

1 En fonction du choix du déposant quant à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, il pourra être
nécessaire pour le déposant de remettre une traduction dans une langue correspondante (voir l'annexe D) (règle 12.3 du PCT).

2 Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième
partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes
payables à l'office récepteur").

3 Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit
être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de
l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir
Notifications officielles (Gazette du PCT) du 14 mai 2009, page 83).

4 Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du
PCT)* datées du 11 juillet 2019, pages 102 et suiv.

5 L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

6 L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office espagnol des brevets
et des marques.

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission:	USD 300
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(CL), (ES) ou (EP)
Taxe pour le document de priorité:	USD 0,20 par page certifiée conforme
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute personne physique ou morale domiciliée en Équateur

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 537)

C**Offices récepteurs****C****EE****OFFICE ESTONIEN DES BREVETS****EE***[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 120
Taxe internationale de dépôt ⁴ :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité :	EUR 16
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Estonie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets estonien agréé domicilié en Estonie

⁴ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

(4 janvier 2021)

C	Offices récepteurs	C
EG	OFFICE ÉGYPTIEN DES BREVETS	EG

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Égypte
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou arabe ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais ou arabe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis, Office égyptien des brevets ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis ⁵ , Office égyptien des brevets ou Office européen des brevets ⁶

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 21 septembre 2017, pages 143 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office autrichien des brevets.

C**Offices récepteurs****C****EG****OFFICE ÉGYPTIEN DES BREVETS****EG***[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Livre égyptienne (EGP) et Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD 142
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (EG), (EP) ou (US)
Taxe pour le document de priorité :	USD 30
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	EGP 800 (individus et instituts de recherche), EGP 1.000 (sociétés de moins de 10 employés) EGP 1.500 (sociétés de plus de 10 employés)
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Égypte Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets ou agent de brevets habilité à exercer auprès de l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

⁷ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C	Offices récepteurs	C
EP	OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB)	EP

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Euro (EUR)
Taxe de transmission ⁶ :	EUR 135
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (dépôt par formulaire en ligne) :	EUR 93
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité :	EUR 105
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	EUR 665
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant a son domicile ou son siège dans un État partie à la Convention sur le brevet européen Oui, s'il n'a ni domicile ni siège sur le territoire de l'un de ces États
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout mandataire agréé inscrit sur la liste tenue par l'OEB (le répertoire des mandataires peut être commandé auprès de l'OEB, Vienne, ou consulté sur le site Internet de l'OEB) Tout avocat habilité à exercer dans le domaine des brevets sur le territoire de l'un des États parties à la Convention sur le brevet européen et ayant son domicile professionnel dans cet État Lorsque un déposant souhaite désigner les mandataires agréés exerçant au sein d'un groupement de mandataires enregistrés auprès de l'OEB en vertu de la règle 152(11) CBE, le nom dudit groupement et son numéro doivent être indiqués dans le cadre n° IV du formulaire de requête

[Suite sur la page suivante]

⁶ Voir l'information à l'intention des utilisateurs concernant la disponibilité du dépôt au format DOCX et les modifications de la taxe de dépôt, de la taxe de délivrance et de la taxe de transmission, JO OEB 2018, A28.

⁷ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****EP****OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB)****EP***[Suite]*Renonciation au pouvoir⁸ :

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Oui⁹

Si nécessaire dans les circonstances d'un cas particulier, par exemple :

(1) lorsque un acte à caractère formel est accompli par un mandataire présumé qui n'est pas le mandataire indiqué dans la demande internationale, sauf :

- si ce mandataire présumé travaille pour la même entité que le mandataire qui figure dans la demande internationale; ou
- s'ils sont tous les deux employés par le déposant (ou, s'il y a plusieurs déposants, par le représentant commun).

(2) en cas de doute sur la qualité à agir du mandataire ou du représentant commun.

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Oui⁹

Si nécessaire dans les circonstances d'un cas particulier, par exemple :

(1) lorsque un acte à caractère formel est accompli par un mandataire présumé qui n'est pas le mandataire indiqué dans la demande internationale, sauf :

- si ce mandataire présumé travaille pour la même entité que le mandataire qui figure dans la demande internationale; ou
- s'ils sont tous les deux employés par le déposant (ou, s'il y a plusieurs déposants, par le représentant commun).

(2) en cas de doute sur la qualité à agir du mandataire ou du représentant commun.

⁸ Voir JO OEB 5/2004, page 305.

⁹ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C

ES

[Suite sur la page suivante]

⁴ À compter du 1^{er} novembre 2021, l'office n'acceptera plus le dépôt de demandes internationales sous forme électronique au moyen de PCT-SAFE; à partir de cette date, il n'acceptera plus que le dépôt de demandes internationales sous forme électronique au moyen du logiciel de dépôt en ligne de l'OEB. Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications Officielles (Gazette du PCT)* datées du 12 août 2021, page 136.

C Offices récepteurs C ES OFFICE ESPAGNOL DES BREVETS ET DES MARQUES ES

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur (<i>suite</i>) :	Monnaie: Euro (EUR)
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(EP) ou (ES)
Taxe pour le document de priorité:	EUR 29,98
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26 <i>bis</i> .3.d) du PCT:	EUR <i>En ligne</i> 89,55 <i>Sur papier</i> 105,35
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant est domicilié en Espagne ou dans un autre pays de l'Union européenne Oui, s'il est domicilié dans un pays autre qu'un pays de l'Union européenne
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout conseil en brevets dont le nom figure sur la liste tenue par l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire; et lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt.
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire; et lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt.

⁵ Les renoncements aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 135
Taxe internationale de dépôt :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP), (FI) ou (SE)
Taxe pour le document de priorité :	EUR 15 pour la transmission plus EUR 70 par document pour un brevet ou EUR 50 par document pour un modèle d'utilité
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	EUR 450
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Finlande Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée dans l'Espace économique européen
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 548)

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	France
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Français
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ¹ ?	Oui ²
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de “diligence requise”
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 62
Taxe internationale de dépôt :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité :	EUR 15
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	EUR 156

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 549)

C Offices récepteurs C

FR INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (INPI) (FRANCE) FR

[Suite]

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié dans un État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen Oui, dans le cas contraire
---	---

Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale habilitée à exercer auprès de l'office
--	--

Renonciation au pouvoir :

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Oui³

L'office continue d'exiger la remise d'un pouvoir dans les cas suivants :

Si le mandataire est :

- une personne mentionnée à l'article L.422-5 du Code de la propriété intellectuelle,
- une entreprise ou un établissement public lié contractuellement au déposant,
- une organisation professionnelle spécialisée;

En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire;

En cas de représentant commun.

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Oui³

L'office continue d'exiger la remise d'un pouvoir dans les cas suivants :

Si le mandataire est :

- une personne mentionnée à l'article L.422-5 du Code de la propriété intellectuelle,
- une entreprise ou un établissement public lié contractuellement au déposant,
- une organisation professionnelle spécialisée;

En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire;

En cas de représentant commun.

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C**Offices récepteurs****C****GB****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (ROYAUME-UNI)****GB**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Royaume-Uni¹, ainsi que pour les résidents de l'île de Man, de Gibraltar et du Bailliage de Guernesey

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Anglais ou gallois²

Langue dans laquelle la requête peut être déposée :

Anglais

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ?^{3, 4}Oui⁵

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, l'office applique à ces requêtes le critère du "caractère non intentionnel"

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office européen des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ En vertu de la loi sur la nationalité britannique de 1981, la nationalité du Royaume-Uni est accordée aux citoyens britanniques, aux citoyens des territoires dépendants britanniques, aux citoyens britanniques d'outre-mer, aux sujets britanniques et aux personnes jouissant d'une protection britannique. Pour les questions concernant la nationalité et la résidence de déposants des territoires dépendants du Royaume-Uni, il convient de s'adresser à : Patents Legal Division, United Kingdom Intellectual Property Office [Section juridique des brevets, Office de la propriété intellectuelle du Royaume-Uni].

² Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

³ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

⁴ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte ; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsque tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁵ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer à la *Gazette du PCT* n° 32/2004, pages 18093 et suiv.

C**Offices récepteurs****C****GB****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (ROYAUME-UNI)****GB***[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Livre sterling (GBP)
Taxe de transmission :	GBP 75
Taxe internationale de dépôt :	GBP 1.028
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	GBP 12
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	GBP 155
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	GBP 232
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité :	GBP 20
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	GBP 150
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique, association ou entreprise dont le domicile ou le siège de l'activité commerciale est situé au Royaume-Uni, dans l'île de Man ou dans un État membre de l'Espace économique européen (EEE) ⁶ . Une liste des conseils en brevets agréés est à demander à : The Registrar, c/o The Chartered Institute of Patent Attorneys, 2 nd Floor Halton House, 20-23 Holborn, London, EC1N 2JD ⁷ .
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁸
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁸
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

⁶ Pour les demandes internationales déposées le 1^{er} janvier 2021 ou ultérieurement, tout mandataire désigné doit avoir une adresse de service au Royaume-Uni, dans l'île de Man, dans les îles anglos-normandes ou à Gibraltar.

⁷ Courrier électronique : mail@cipa.org.uk; Internet : www.cipa.org.uk; téléphone : (44-20) 74 05 94 50; télécopieur : (44-20) 74 30 04 71.

⁸ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT, voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C	Offices récepteurs	C
GD	COUR SUPRÊME DE L'ENREGISTREMENT (GRENADA)	GD

Information pas encore disponible

[Suite sur la page suivante]

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 554)

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission ^{7, 8} :	USD 100
Taxe internationale de dépôt ⁹ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (EP), (IL), (RU) ou (US)
Taxe pour le document de priorité ⁷ :	USD 30
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	USD 60
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Géorgie. Dans le cas contraire, il est préférable de désigner un mandataire ou fournir une adresse pour la correspondance
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne domiciliée en Géorgie ou habilitée à exercer auprès de l'office en qualité de conseil en brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 555)

C**Offices récepteurs****C****GH****DIRECTION GÉNÉRALE DE
L'ENREGISTREMENT (GHANA)****GH**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Ghana
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) ¹ , Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office européen des brevets ² ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Cedi ghanéen (GHS) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	GHS 2.500 pour les personnes physiques ou les entités employant moins de 25 personnes GHS 5.000 pour les entités employant 25 personnes ou plus
Taxe internationale de dépôt ³ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (AU), (CN), (EP) ou (SE)
Taxe pour le document de priorité :	USD 20
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Ghana Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste enregistré au Ghana Un ingénieur ou autre scientifique qualifié agréé par le directeur de l'enregistrement, à la discrétion de ce dernier

¹ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV).

³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

¹ La demande internationale déposée par une personne de nationalité grecque doit être accompagnée d'une traduction en grec pour des raisons de sécurité nationale (loi no 4325 de 1963 sur les inventions concernant la défense nationale) si aucune priorité d'une demande nationale antérieure n'est revendiquée.

² Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

¹ En fonction du choix du déposant quant à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, il pourra être nécessaire pour le déposant de remettre une traduction dans une langue correspondante (voir l'annexe D) (règle 12.3 du PCT).

² Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****HR****OFFICE D'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (CROATIE)****HR**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Croatie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou croate ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte les fichiers en XML et PDF déposés à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ou le dépôt en ligne de l'OEB
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Kuna croate (HRK)
Taxe de transmission :	HRH 200
Taxe internationale de dépôt ⁵ :	Équivalent en HRK de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en HRK de 15 francs suisses
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en HRK de 200 francs suisses
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en HRK de 300 francs suisses

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 22 février 2018, pages 198 et suiv.

⁵ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****HR****OFFICE D'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (CROATIE)****HR***[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur (<i>suite</i>):	Monnaie: Kuna croate (HRK)
Taxe de recherche:	Équivalent en HRK de la taxe de recherche en EUR payable à l'Office européen des brevets : voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT):	HRK 230 plus HRK 50 pour chaque document de priorité supplémentaire
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	HRK 300

L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant est domicilié en Croatie Oui, dans le cas contraire
--	--

Qui peut agir en qualité de mandataire?	<p>1. toute personne physique, qui est citoyenne de la République de Croatie ou d'un État contractant de l'Accord sur l'Espace Économique Européen (EEE), qui a sa résidence permanente en République de Croatie ou dans un État contractant de l'EEE, qui est titulaire d'un diplôme universitaire en sciences naturelles ou techniques et qui a réussi l'examen professionnel de conseil en brevet auprès de l'office⁶,</p> <p>2. toute personne physique, qui est citoyenne de la République de Croatie ou d'un État contractant de l'EEE, qui a sa résidence permanente en République de Croatie ou dans un État contractant de l'EEE, qui est titulaire d'un diplôme universitaire dans un domaine autre que celui des sciences techniques ou naturelles, qui a au moins cinq années d'expérience professionnelle dans des emplois liés à l'acquisition et au maintien des droits de propriété industrielle, obtenues après avoir terminé les études et réussi l'examen professionnel de conseil en brevet auprès de l'office,</p> <p>3. un avocat figurant dans le registre des avocats tenu par l'Association du barreau croate qui a réussi l'examen professionnel de conseil en brevet auprès de l'office, ou une étude d'avocats qui emploie un tel avocat ou qui collabore avec lui/elle en vertu d'une autre relation contractuelle⁶,</p> <p>4. toute personne morale, qui possède un siège social en République de Croatie ou dans un État contractant de l'EEE, qui emploie au moins une personne remplissant les conditions énoncées aux points 1 ou 2 du présent paragraphe, ou qui coopère avec une telle personne en vertu d'une autres relation contractuelle, et qui effectue habituellement des activités de représentation auprès de l'office comme activité dûment enregistrée⁶.</p>
---	--

Renonciation au pouvoir :

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

⁶ Une liste des représentants en brevets est disponible sur le site Internet de l'office à l'adresse suivante : www.dziv.hr/en/representation-before-sipo/patent-representatives/

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Forint hongrois (HUF)
Taxe de transmission:	HUF 11.800
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	HUF 444.200
Taxe par feuille à compter de la 31 ^è :	HUF 5.000
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	HUF 66.800
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	HUF 100.200
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(EP) or (XV)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT):	HUF 300 par page
	plus HUF 3.000 par document
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	Information pas encore disponible
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout représentant dûment autorisé, tel qu'un conseil en brevets ou un avocat hongrois ou un mandataire en brevets européens agréé ⁷

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEO, page 562)

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de ¹ :	Tous les États contractants du PCT ²
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	N’importe quelle langue ³
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	N’importe quelle langue de publication
Nombre d’exemplaires requis sur papier par l’office récepteur :	1
L’office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ⁴ ?	Oui, l’office accepte le dépôt sous forme électronique à l’aide du portail de dépôt en ligne ePCT ou de dépôt en ligne de l’OEB ⁵
L’office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l’office applique à ces requêtes à la fois le critère du “caractère non intentionnel” et celui de “diligence requise”.

- 1 Une personne peut déposer une demande internationale auprès du Bureau international uniquement si les dispositions concernant la défense nationale permettent le dépôt de demandes de brevets à l'étranger. Il incombe au déposant d'observer ces dispositions, aucun contrôle de la part du Bureau international n'étant effectué à cet égard.
- 2 Le Bureau international est le seul office récepteur pour les États contractants suivants: Angola, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Émirats arabes unis, [Guatemala](#), Koweït, Madagascar, Nigéria, République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sri Lanka.
- 3 Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT). Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas une langue de publication et qu'aucune traduction n'est exigée aux fins de la recherche internationale (règle 12.3.a) du PCT), le déposant devra remettre une traduction de la demande dans une des langues de publication (règle 12.4.a) du PCT).
- 4 Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur"). Lorsque la demande internationale contient un listing de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listing de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listing de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).
- 5 Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur, le déposant peut utiliser le Service de chargement d'urgence ePCT (<https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/UploadDocument.xhtml?lang=fr>), soumettre les documents sur des supports matériels (CD-R ou DVD-R), ou utiliser un autre office récepteur. Pour prendre connaissance de la notification pertinente du Bureau international, en sa qualité d'office récepteur, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 11 février 2021, pages 23 et suiv.

C**Offices récepteurs****C****IB**

**BUREAU INTERNATIONAL
DE L'ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

IB*[Suite]*

Administration compétente
chargée de la recherche
internationale :

Toute administration chargée de la recherche internationale qui aurait été compétente si la demande internationale avait été déposée auprès de tout autre office récepteur d'un Etat partie au PCT – ou de l'office agissant pour un tel Etat – dans lequel le déposant (ou, s'il y a plusieurs déposants, au moins l'un des déposants) est domicilié ou dont il est le national^{6, 7} (voir les annexes B1 et B2 pour de tels offices récepteurs compétents, l'annexe C pour les administrations chargées de la recherche internationale compétentes correspondantes, et ci-après pour les Etats pour lesquels le Bureau international agit en lieu et place de l'office national en vertu de la règle 19.1.b) du PCT)

Pour les nationaux et résidents de l'Angola : Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Office autrichien des brevets, ou Office européen des brevets

Pour les nationaux et résidents d'Antigua-et-Barbuda : Office de la propriété intellectuelle du Canada ou Office européen des brevets

Pour les nationaux et résidents de la Barbade : Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des Etats-Unis, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)

Pour les nationaux et résidents de la Dominique : Office de la propriété intellectuelle du Canada ou Office européen des brevets

Pour les nationaux et résidents des Emirats arabes unis : Office australien des brevets, Office autrichien des brevets ou Office coréen de la propriété intellectuelle

Pour les nationaux et résidents du Guatemala : Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Institut national de la propriété industrielle (Chili), Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des Etats-Unis, Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets

Pour les nationaux et résidents du Koweït : Office égyptien des brevets ou Office européen des brevets

Pour les nationaux et résidents de Madagascar : Office autrichien des brevets, Office européen des brevets, Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

Pour les nationaux et résidents du Nigéria : Office australien des brevets, Office de la propriété intellectuelle du Canada ou Office européen des brevets

Pour les nationaux et résidents de la République démocratique populaire lao : Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour, Office des brevets du Japon (JPO), ou Office européen des brevets

Pour les nationaux et résidents de Sainte-Lucie : Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des Etats-Unis ou Office européen des brevets

Pour les nationaux et résidents de Saint-Vincent-et-les Grenadines : Office australien des brevets, Office de la propriété intellectuelle du Canada, Office des brevets et des marques des Etats-Unis ou Office européen des brevets

Pour les nationaux et résidents de Sri Lanka : Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)

[Suite sur la page suivante]

⁶ Lorsque le déposant est un national des Etats-Unis d'Amérique ou qu'il y est domicilié, les cas dans lesquels l'Office européen des brevets est compétent en tant qu'administration chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international sont limités. Les critères de limitation s'appliquent également aux demandes déposées par deux ou plusieurs déposants quand au moins l'un d'entre eux est un national des Etats-Unis d'Amérique ou qu'il y est domicilié et qu'aucun d'entre eux n'est national d'un Etat partie à la Convention sur le brevet européen ou n'est domicilié dans un tel Etat. Pour plus d'informations, voir les annexes D(EP) et E(EP).

⁷ Lorsque le déposant est un national des Etats-Unis d'Amérique ou qu'il y est domicilié, l'Office australien des brevets peut être choisi comme administration chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international compétente pour certaines demandes internationales uniquement. Pour d'autres détails sur les demandes internationales concernées, voir les *Notifications officielles (PCT Gazette)* datées du 23 octobre 2008, pages 137 et suiv.

C**Offices récepteurs****C****IB**

**BUREAU INTERNATIONAL
DE L'ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

IB*[Suite]*

Administration compétente
chargée de l'examen
préliminaire international :

Toute administration chargée de l'examen préliminaire international qui aurait été compétente si la demande internationale avait été déposée auprès de tout autre office récepteur d'un Etat contractant du PCT – ou de l'office agissant pour un tel Etat – dans lequel le déposant (ou, s'il y a plusieurs déposants, au moins l'un des déposants) est domicilié ou dont il est le national^{8, 9} (voir les annexes B1 et B2 pour de tels offices récepteurs compétents, l'annexe C pour les administrations chargées de l'examen préliminaire international compétentes correspondantes, et ci-après pour les Etats pour lesquels le Bureau international agit en lieu et place de l'office national en vertu de la règle 19.1.b) du PCT)

Pour les nationaux et résidents de l'Angola : Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)¹⁰, Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Office autrichien des brevets ou Office européen des brevets¹¹

Pour les nationaux et résidents d'Antigua-et-Barbuda : Office de la propriété intellectuelle du Canada¹⁰ ou Office européen des brevets¹⁰

Pour les nationaux et résidents de la Barbade : Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des Etats-Unis¹⁰, Office européen des brevets¹² ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)

Pour les nationaux et résidents de la Dominique : Office de la propriété intellectuelle du Canada¹⁰ ou Office européen des brevets¹⁰

Pour les nationaux et résidents des Emirats arabes unis : Office australien des brevets, Office autrichien des brevets ou Office coréen de la propriété intellectuelle

Pour les nationaux et résidents du Guatemala : Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Institut national de la propriété industrielle (Chili)¹⁰, Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des Etats-Unis¹⁰, Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets¹³

Pour les nationaux et résidents du Koweït : Office égyptien des brevets ou Office européen des brevets¹⁰

Pour les nationaux et résidents de Madagascar : Office autrichien des brevets, Office européen des brevets¹², Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

Pour les nationaux et résidents du Nigéria : Office australien des brevets, Office de la propriété intellectuelle du Canada¹⁰ ou Office européen des brevets¹⁰

Pour les nationaux et résidents de la République démocratique populaire lao : Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)¹⁰, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour,¹⁰ Office des brevets du Japon (JPO)¹⁰ ou Office européen des brevets¹⁰

Pour les nationaux et résidents de Sainte-Lucie : Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des Etats-Unis¹⁰ ou Office européen des brevets¹¹

Pour les nationaux et résidents de Saint-Vincent-et-les Grenadines : Office australien des brevets, Office de la propriété intellectuelle du Canada¹⁰, Office des brevets et des marques des Etats-Unis¹⁰ ou Office européen des brevets¹⁰

Pour les nationaux et résidents de Sri Lanka : Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office européen des brevets¹⁴ ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)

[Suite sur la page suivante]

⁸ Voir la note 6.

⁹ Voir la note 7.

¹⁰ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

¹¹ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office autrichien des brevets.

¹² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV).

¹³ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office espagnol des brevets et des marques.

¹⁴ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV).

C Offices récepteurs C IB BUREAU INTERNATIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE IB

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur ¹⁵ :	Monnaie: Franc suisse (CHF), euro (EUR) et dollar des États-Unis (USD)			
Taxe de transmission ¹⁶ :	CHF 100	ou EUR 93	ou USD 109	
Taxe internationale de dépôt ¹⁷ :	CHF 1.330	ou EUR 1.233	ou USD 1.453	
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e ^{17, 18} :	CHF 15	ou EUR 14	ou USD 16	
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :				
Dépôt électronique (la requête n'étant pas en format à codage de caractères) :	CHF 100	ou EUR 93	ou USD 109	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CHF 200	ou EUR 185	ou USD 218	
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CHF 300	ou EUR 278	ou USD 328	
Taxe de recherche :	Pour les montants, voir l'annexe D correspondant à l'administration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant			
Taxe pour le document de priorité ¹⁹ :	CHF 50	ou EUR 46	ou USD 55	
	Supplément pour expédition par voie aérienne :			
	CHF 10	ou EUR 9	ou USD 11	
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant			

[Suite sur la page suivante]

¹⁵ Pour plus de précisions concernant le paiement des taxes, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : [https://www.wipo.int/pct/fr/fees/index.html# methods](https://www.wipo.int/pct/fr/fees/index.html#methods).

¹⁶ Les déposants qui bénéficient de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt (voir la note 17) sont entièrement exonérés de la taxe de transmission.

¹⁷ Cette taxe est réduite de 90% si la demande internationale est déposée par :

a) un déposant qui est une personne physique et qui est ressortissant d'un État, et est domicilié dans un État, qui figure sur la liste des États où le produit intérieur brut par habitant est inférieur à 25 000 dollars des États-Unis (déterminé d'après les données les plus récentes publiées par l'Organisation des Nations Unies) concernant le produit intérieur brut moyen par habitant sur 10 ans, exprimé en dollars des États-Unis constants par rapport à 2005) et dont les ressortissants et les résidents qui sont des personnes physiques ont déposé moins de 10 demandes internationales par an (pour un million de personnes) ou moins de 50 demandes internationales par an (en chiffres absolus) d'après les données les plus récentes publiées par le Bureau international concernant le nombre moyen de dépôts annuels sur cinq ans ; ou

b) un déposant, personne physique ou non, qui est ressortissant d'un État, et est domicilié dans un État, qui figure sur la liste des États classés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés;

étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire aux critères énoncés au point a) ou b).

Pour plus de précisions concernant l'applicabilité de la réduction de 90%, voir https://www.wipo.int/pct/en/fees/fee_reduction.pdf ainsi que les *Notifications officielles* (*Gazette du PCT*) datées du 5 mars 2020, pages 45 et suiv., barème de taxes, point 5. Il convient de noter que, si la réduction pour le dépôt électronique et la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt s'appliquent toutes deux, la réduction de 90% est calculée après la réduction pour le dépôt électronique.

18 Voir la note 4.

¹⁹ Aucune taxe n'est due lorsque le document de priorité est établi, en vertu de la règle 17.1.b) du PCT, aux fins d'une demande internationale, ni lorsque l'office est prié de rendre les documents de priorité disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (voir l'annexe B).

C**Offices récepteurs****C****IB**

**BUREAU INTERNATIONAL
DE L'ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

IB*[Suite]*

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne qui a le droit d'exercer auprès de l'office national d'un État contractant, ou de l'office agissant pour un tel État, dans lequel le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, l'un des déposants, est domicilié ou dont il est le national, ou, lorsque le Bureau international agit en tant qu'office récepteur en vertu de la règle 19.1.b) du PCT, toute personne physique ou morale
Renonciation au pouvoir :	
Le Bureau international a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ²⁰
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt
Le Bureau international a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ²⁰
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt

²⁰ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C	Offices récepteurs	C
ID	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (INDONÉSIE)	ID

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Roupie indonésienne (IDR)
Taxe de transmission:	IDR 1.000.000
Taxe internationale de dépôt ⁵ :	Équivalent en IDR de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e 5:	Équivalent en IDR de 15 francs suisses
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en IDR de 200 francs suisses
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en IDR de 300 francs suisses
Taxe de recherche:	Équivalent en IDR de la taxe de recherche payable à l'administration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant : voir l'annexe D(AU), (EP), (JP), (KR), (RU) ou (SG)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT):	IDR 300.000
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant est domicilié en Indonésie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout consultant en brevets enregistré en Indonésie

⁵ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C
IE

Offices récepteurs

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE D'IRLANDE

C
IE

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Irlande
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{1,2,3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 76
Taxe internationale de dépôt :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) ³ :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité :	EUR 3,00 pour la copie certifiée conforme
	plus EUR 0,60 par page
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Il convient de se renseigner auprès de l'office

[Suite sur la page suivante]

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 11 juillet 2019, pages 105 et suiv.

C**Offices récepteurs****C****IE****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE D'IRLANDE****IE***[Suite]*

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Irlande Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne inscrite au registre des agents de brevets tenu à l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

C**Offices récepteurs****C****IL****OFFICE DES BREVETS D'ISRAËL****IL**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Israël
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique? ^{1, 2, 3}	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du logiciel PCT-SAFE ou du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office des brevets d'Israël, Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office des brevets d'Israël ⁵ , Office des brevets et des marques des États-Unis ⁵ ou Office européen des brevets ⁵

[Suite sur la page suivante]

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 25 août 2016, page 186 et suiv.

⁴ Les déposants qui déposent une demande internationale auprès de RO/IL pourront utiliser ePCT pour générer un fichier .zip contenant seulement un formulaire de requête validé.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

(4 janvier 2021)

C**Offices récepteurs****C****IL****OFFICE DES BREVETS D'ISRAËL****IL***[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie :	Nouveau sheqel israélien (ILS) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	ILS	554
Taxe internationale de dépôt :	USD	1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP), (US) ou (IL)	
Taxe pour le document de priorité :	ILS	88
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant	
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non	
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout membre de l'Association du barreau d'Israël ou tout conseil en brevets agréé autorisé à exercer en Israël	
Renonciation au pouvoir :		
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁶	
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁶	
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt	

⁶ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C**Offices récepteurs****C****IN****OFFICE INDIEN DES BREVETS****IN**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Inde
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou hindi ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	2
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte les fichiers électroniques déposés à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Non
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets du Japon (JPO), Office des brevets et des marques des États-Unis, Office européen des brevets, Office indien des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) ⁵ , Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets du Japon (JPO) ⁵ , Office des brevets et des marques des États-Unis ⁵ , Office européen des brevets ⁶ , Office indien des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)

[Suite sur la page suivante]

- ¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).
- ² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").
- ³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).
- ⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 13 novembre 2014, pages 176 et suiv.
- ⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.
- ⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV).

(1^{er} juillet 2021)

C Offices récepteurs C

IN OFFICE INDIEN DES BREVETS IN

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :		Monnaie : Roupie indienne (INR) et dollar des États-Unis (USD)	
		<i>Personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s)</i>	<i>Autre(s), seule ou avec personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s)</i>
Taxe de transmission :			
– dépôt électronique		Néant	Néant
– dépôt sur papier	INR	3.500	17.600
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD 1.453		
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16		
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :			
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218		
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328		
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (AU), (CN), (EP), (IN), (JP), (SE) ou (US)		
		<i>Personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s)</i>	<i>Autre(s), seule ou avec personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s)</i>
Taxe pour le document de priorité ⁸ :			
– transmission en ligne			
jusqu'à 30 pages :	INR	1.000	5.000
à partir de la 31 ^e page, par page :	INR	30	150
– transmission sur papier			
jusqu'à 30 pages :	INR	1.100	5.500
à partir de la 31 ^e page, par page :	INR	30	150
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, mais une adresse de service en Inde est exigée ⁹		
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout agent de brevets habilité à exercer auprès de l'office		

⁷ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁸ L'Office indien des brevets est un office participant au Service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (DAS) (voir l'annexe B1). Aucune taxe n'est requise par l'office, lorsque, en sa qualité d'office déposant, il met une copie certifiée conforme du document de priorité à disposition par l'intermédiaire du DAS.

⁹ Une liste des agents de brevets agréés est disponible sur le site internet de l'office à l'adresse suivante : <http://ipindiaservices.gov.in/Agentregister/patent-agent.aspx>

Taxes payables à l'office récepteur (suite):	Rial iranien (IRR)
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en IRR de 200 francs suisses ⁶
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en IRR de 300 francs suisses ⁶
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en République islamique d'Iran Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout mandataire habilité à exercer auprès de l'office ⁷
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 577)

⁵ Les renoncements aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C**Offices récepteurs****C****IT****OFFICE ITALIEN DES BREVETS
ET DES MARQUES****IT**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Italie

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Allemand, anglais, français ou italien¹. Conformément à l'article 152.2) du décret-loi n° 30 du 10 février 2005, une demande internationale déposée en allemand, anglais ou français par une personne domiciliée en Italie doit être accompagnée d'un résumé en italien qui définit de manière exhaustive les caractéristiques de l'invention ainsi qu'une copie des dessins (seulement pour l'application des dispositions de l'article 198.1) du décret-loi n° 30 précité) si aucune priorité d'une demande nationale (italienne) antérieure n'est revendiquée ou, lorsqu'une telle priorité est revendiquée, si la demande internationale est déposée avant l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de la date de dépôt de la demande nationale antérieure.

Langue dans laquelle la requête peut être déposée :

Allemand, anglais ou français

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{2, 3} ?

Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT⁴

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de "diligence requise"

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office européen des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 23 novembre 2017, pages 193 et suiv.

C
IT**Offices récepteurs****C**
IT**OFFICE ITALIEN DES BREVETS
ET DES MARQUES***[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Euro (EUR)
Taxe de transmission:	EUR 30,99
Taxe internationale de dépôt:	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	EUR 278
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité:	EUR 16 (en timbres) pour la demande de préparation du document de priorité, plus EUR 16 (en timbres) pour chaque série complète ou incomplète de quatre pages (description, revendications, abrégé, dessins, certificat de dépôt, certificat d'authenticité), plus EUR 7 pour une demande de brevet, ou EUR 5 pour une demande de modèle d'utilité
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	EUR 15 (en ligne) EUR 16 (sur papier) (en timbres)
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout conseil en brevets inscrit au registre officiel établi par le Conseil de l'Institut des consultants en propriété industrielle ⁵ Les citoyens de l'Union européenne habilités à exercer à titre temporaire la profession de conseil en brevets dans un autre État membre, conformément à la procédure prévue par le décret législatif n° 206/2007 Tout juriste ou avocat-e italien-ne inscrit-e sur la liste professionnelle appropriée ou tout cabinet d'avocats qui emploie un-e tel-le avocat-e ou juriste ⁶

[Suite sur la page suivante]

⁵ La liste des conseils en brevets peut être obtenue auprès de l'Ordine dei Consulenti in Proprietà Industriale (Conseil de l'Institut des consultants en propriété industrielle) (<https://www.ordine-brevetti.it>).

⁶ Pour de plus amples détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : <https://www.consigionazionaleforense.it>.

C

Offices récepteurs

C

IT

OFFICE ITALIEN DES BREVETS ET DES MARQUES

IT

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Oui⁷

L'office continue d'exiger la remise d'un pouvoir dans les cas suivants :

Si le mandataire n'est pas :

– un conseil en brevets ou un avocat autorisé à exercer cette profession en Italie (inscrit au registre officiel ou liste professionnelle appropriés) ou tout cabinet d'avocats employant un tel avocat ou juriste;

– un conseil en brevets ou un avocat habilité à exercer cette profession dans un autre État membre de l'Union européenne et autorisé à exercer certaines activités professionnelles en Italie à titre temporaire (voir le décret législatif n° 206/2007);

En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire;

En cas de représentant commun.

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Oui⁷

L'office continue d'exiger la remise d'un pouvoir dans les cas suivants :

Si le mandataire n'est pas :

– un conseil en brevets ou un avocat autorisé à exercer cette profession en Italie (inscrit au registre officiel ou liste professionnelle appropriés) ou tout cabinet d'avocats employant un tel avocat ou juriste;

– un conseil en brevets ou un avocat habilité à exercer cette profession dans un autre État membre de l'Union européenne et autorisé à exercer certaines activités professionnelles en Italie à titre temporaire (voir le décret législatif n° 206/2007);

En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire.

⁷ Pour les demandes internationales déposées le 1^{er} mars 2021 ou ultérieurement. Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Jordanie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou Arabe ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais ou Arabe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère de "caractère non intentionnel" et celui de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) ⁵ ou Office européen des brevets ⁶

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 583)

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie :	Dinar jordanien (JOD) et dollar des États-Unis (USD)	
Taxe de transmission :	JOD	100	
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD	1.453	
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e 7 :	USD	16	
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :			
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	218	
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	328	
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (AU), (EP) ou (US)		
Taxe pour le document de priorité :	JOD	100 ⁸	50 ⁹
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	JOD	50 ⁸	25 ⁹
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Jordanie Oui, dans le cas contraire		
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets ou agent de brevets habilité à exercer auprès de l'office		
Renonciation au pouvoir :			
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non		
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non		

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 584)

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Yen japonais (JPY)
Taxe de transmission :	JPY 10.000 ⁵
Taxe internationale de dépôt :	JPY 153.600
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	JPY 1.700
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	JPY 34.600
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP), (IN), (JP) ou (SG)
Taxe pour le document de priorité :	JPY 1.400
Taxe pour la transmission de copies de la recherche antérieure et d'autres documents (règle 12 <i>bis</i> .1.c) :	JPY 1.700
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Japon Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets ou avocat domicilié au Japon, ou tout cabinet habilité à exercer auprès de l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁶
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁶
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 586)

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Shilling kényan (KES) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission ⁶ :	KES 5.000 ou USD 250 plus frais d'expédition
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AU), (AT), (CN), (EP) ou (SE)
Taxe pour le document de priorité ⁶ :	KES 2.000 ou USD 100
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT ⁶ :	KES 1.000 ou USD 50
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Kenya Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office. Une liste des mandataires agréés peut être obtenue auprès de l'office.

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 588)

C**Offices récepteurs****C****KG**

**AGENCE D'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE ET DE L'INNOVATION
AUPRÈS DU CABINET DES MINISTRES DE
LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE
(KYRGYZPATENT)**

KG

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Kirghizistan
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, russe ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais, russe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	2
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets ⁵ ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 22 octobre 2020, pages 217 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

(10 septembre 2021)

C **Offices récepteurs** **C**

KG **AGENCE D'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ** **KG**

INTELLECTUELLE ET DE L'INNOVATION

AUPRÈS DU CABINET DES MINISTRES DE

LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

(KYRGYZPATENT)

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Som kirghize (KGS) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	KGS 4.000 ⁶
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité :	Néant
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	KGS 3.500 ⁸
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Kirghizistan Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office en qualité de conseil en brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁹
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Néant

⁶ Cette taxe est réduite de 90 % si le déposant est un particulier. Ce montant ne comprend pas les frais de port/d'envoi qui doivent être payés par le déposant directement au service de livraison express (par exemple DHL). Pour les non-résidents du Kirghizistan, le montant équivalent de la taxe peut être payé dans une monnaie librement convertible, conformément au taux de change fixé par la Banque nationale de la République kirghize et applicable à la date du paiement (Résolution du Gouvernement de la République du Kirghizistan du 3 octobre 2016, n° 523).

⁷ Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

⁸ Pour les personnes domiciliées à l'étranger, le montant équivalent de la taxe peut être acquitté en euros ou en dollars des États-Unis selon le taux de change fixé par la Banque nationale du Kirghizistan et applicable à la date du paiement.

⁹ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C**Offices récepteurs****C****KH**

**DÉPARTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE, MINISTÈRE DE
L'INDUSTRIE, DE LA SCIENCE, DE LA
TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION
(CAMBODGE)**

KH

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Cambodge
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou khmer ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour, Office des brevets du Japon (JPO) ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) ² , Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour, ² Office des brevets du Japon (JPO) ² ou Office européen des brevets ²
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Riel cambodgien (KHR) ou dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	KHR 420.000
Taxe internationale de dépôt : ³	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e : ³	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(CN), (EP), (JP), (KR) ou (SG)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	Il convient de se renseigner auprès de l'office
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Il convient de se renseigner auprès de l'office
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Oui

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale a été effectuée par ses soins.

³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

C**Offices récepteurs****C****KH**

**DÉPARTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ
 INDUSTRIELLE, MINISTÈRE DE
 L'INDUSTRIE, DE LA SCIENCE, DE LA
 TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION
 (CAMBODGE)**

KH*[Suite]*

Qui peut agir en qualité de mandataire ?

Tout conseil en brevets ou agent de brevets habilité à exercer auprès de l'office

Renonciation au pouvoir :

L'office a-t-il renoncé à l'exigence
selon laquelle un pouvoir distinct doit
lui être remis ?

Non

L'office a-t-il renoncé à l'exigence
selon laquelle une copie d'un pouvoir
général doit lui être remise ?

Non

C**Offices récepteurs****C****KN****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (SAINT-KITTS-ET-NEVIS)****KN**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Saint-Kitts-et-Nevis
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ?	Non
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets ¹
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar des Caraïbes orientales (XCD)
Taxe de transmission :	XCD 50
Taxe internationale de dépôt :	Équivalent en XCD de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en XCD de 15 francs suisses
Taxe de recherche :	Équivalent en XCD de la taxe de recherche payable à l'administration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant : voir l'annexe D(EP) ou (US)
Taxe pour le document de priorité :	XCD 50
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	XCD 50
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié à Saint-Kitts-et-Nevis Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste enregistré à Saint-Kitts-et-Nevis ²
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

¹ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² Une liste des mandataires agréés peut être obtenue auprès de l'office.

C**Offices récepteurs****C****KP****OFFICE DES INVENTIONS DE LA
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE
DE CORÉE****KP**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	République populaire démocratique de Corée
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, coréen, français, russe ¹
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), Office autrichien des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) ² , Office autrichien des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Won (KPW)
Taxe de transmission :	Équivalent en KPW de 50 francs suisses
Taxe internationale de dépôt ³ :	Équivalent en KPW de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e ³ :	Équivalent en KPW de 15 francs suisses
Taxe de recherche :	Équivalent en KPW de la taxe de recherche payable à l'administration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant : voir l'annexe D(AT), (CN) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	Frais de reproduction et d'expédition
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en République populaire démocratique de Corée Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout agent de brevets

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

³ Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****KR****OFFICE CORÉEN DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE****KR**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	République de Corée
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, coréen ou japonais ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais, coréen ou japonais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ² ?	Oui, l'office accepte le dépôt des fichiers en XML sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ³ ou du logiciel PCT-SAFE
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Non
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour ou Office des brevets du Japon (JPO) ⁴
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour ⁵ ou Office des brevets du Japon (JPO) ⁵
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Won (KRW) et franc suisse (CHF)
Taxe de transmission :	KRW 45.000
Taxe internationale de dépôt :	CHF 1.330
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	CHF 15
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format codé caractère par caractère) :	CHF 300
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (AU), (JP), (KR) ou (SG)
Taxe pour le document de priorité :	Néant

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 28 septembre 2017, pages 151 et suiv.

⁴ L'office n'est compétent que pour les demandes internationales déposées en japonais ou pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie en vertu de la règle 12.3 du PCT.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C	Offices récepteurs	C
KR	OFFICE CORÉEN DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	KR

[Suite]

L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant est domicilié en République de Corée Oui, dans le cas contraire
--	--

Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout conseil en brevets agréé ou tout représentant légal
---	--

Renonciation au pouvoir :

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
---	-----

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non
---	-----

C**Offices récepteurs****C****KZ****INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (INPI) (KAZAKHSTAN)****KZ**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Kazakhstan
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, russe ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais, russe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère du "caractère non intentionnel"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets ² ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Tenge kazakh (KZT) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	KZT 10.264,80
Taxe internationale de dépôt ³ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e ³ :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité :	KZT 2.730,56 ^{4, 5} (1.100) ⁶
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Il convient de se renseigner auprès de l'office
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Kazakhstan Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée au Kazakhstan
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

⁴ Cette taxe est soumise à la taxe à la valeur ajoutée (TVA). Les déposants peuvent consulter l'office récepteur ou un conseil en brevet agréé pour connaître le dernier taux en vigueur de cette taxe.

⁵ Ce montant est applicable dans le cas d'un enregistrement par une entité juridique.

⁶ Le montant indiqué entre parenthèses est applicable dans le cas d'un enregistrement par une personne physique.

C
LR

Offices récepteurs

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU LIBÉRIA

C
LR

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Libéria
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) ¹ , Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office européen des brevets ² ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD 50
Taxe internationale de dépôt ³ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e 3 :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (AU), (CN), (EP) ou (SE)
Taxe pour le document de priorité :	USD 5 par page de la copie certifiée
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Oui
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat certifié par l'Office de la propriété intellectuelle du Libéria et agréé auprès de l'Ordre des avocats ou tout agent de propriété intellectuelle certifié par l'office.

¹ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV).

³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****LS****DIRECTION GÉNÉRALE DE
L'ENREGISTREMENT (LESOTHO)****LS**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Lesotho
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office autrichien des brevets ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office autrichien des brevets ou Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Loti (pluriel maloti) du Lesotho (LSL)
Taxe de transmission :	LSL ... ¹
Taxe internationale de dépôt ² :	Équivalent en LSL de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e ² :	Équivalent en LSL de 15 francs suisses
Taxe de recherche :	Équivalent en LSL de la taxe de recherche payable à l'administration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant: voir l'annexe D(AT) ou (EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	LSL ... ¹
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Lesotho Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout juriste exerçant au Lesotho et domicilié dans ce pays

¹ Le montant de cette taxe en maloti du Lesotho n'est pas encore connu. Il sera fixé prochainement. Pour connaître la dernière taxe en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'office ou du mandataire.

² Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****LT****BUREAU D'ÉTAT DES BREVETS DE LA
RÉPUBLIQUE DE LITUANIE****LT**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Lituanie

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Lituanien, anglais, russe¹

Langue dans laquelle la requête peut être déposée :

Anglais, russe

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

3

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{2, 3, 4} ?

Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du dépôt en ligne de l'OEB. Les dépôts hors ligne peuvent être fournis sur CD-R ou DVD-R

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Institut des brevets de Visegrad, Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Institut des brevets de Visegrad, Office européen des brevets⁵ ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)*[Suite sur la page suivante]*

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance des notifications pertinentes de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 24 janvier 2013, pages 8 et suiv. et du 13 septembre 2018, page 295.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Institut des brevets de Visegrad.

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Euro (EUR)
Taxe de transmission:	EUR 92
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^{es} :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	EUR 278
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(EP), (RU) ou (XV)
Taxe pour le document de priorité:	EUR 23
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	EUR 115
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant est domicilié dans l'EEE (Espace économique européen) Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout conseil en brevets habilité à exercer auprès de l'office
Renonciation au pouvoir:	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis:	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise:	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 601)

C**Offices récepteurs****C****LU****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (LUXEMBOURG)****LU**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Luxembourg

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Allemand ou français

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

3

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office européen des brevets

Taxes payables à l'office récepteur :

Monnaie: Euro (EUR)

Taxe de transmission :

EUR 19

Taxe internationale de dépôt :

EUR 1.233

Taxe par feuille
à compter de la 31^e :

EUR 14

Taxe de recherche :

Voir l'annexe D(EP)

Taxe pour le document de priorité :

EUR 7 plus EUR 1 pour chaque tranche de 3 pages

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?

Non

Qui peut agir en qualité de mandataire ?

Tout agent de brevets agréé au Luxembourg ou tout avocat inscrit au barreau au Luxembourg, ainsi que tout agent de brevets agréé dans un État membre de l'Espace Économique Européen

C**Offices récepteurs****C****LV****OFFICE LETTON DES BREVETS****LV**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Lettonie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Allemand, anglais, français, letton, russe ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Allemand, anglais, français, russe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets ⁵ ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 70
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^{ème} :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité :	EUR 19,16

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 12 février 2015, pages 39 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁶ Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C	Offices récepteurs	C
LV	OFFICE LETTON DES BREVETS	LV

[Suite]

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Lettonie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets habilité à exercer auprès de l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Néant
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Néant

⁷ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C**Offices récepteurs****C****LY****OFFICE LIBYEN DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE****LY**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Libye

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Arabe ou anglais¹

Langue dans laquelle la requête peut être déposée :

Arabe ou anglais

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

3

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office autrichien des brevets ou Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office autrichien des brevets ou Office européen des brevets

Taxes payables à l'office récepteur :

Monnaie: Dinar libyen (LYD) et franc suisse (CHF)

Taxe de transmission :

LYD ...²Taxe internationale de dépôt³ :

CHF 1.330

Taxe par feuille

à compter de la 31^e :

CHF 15

Taxe de recherche :

Voir l'annexe D(AT) ou (EP)

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :

Néant

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?

Non, si le déposant est domicilié en Libye
Oui, dans le cas contraire

Qui peut agir en qualité de mandataire ?

Tout conseil en brevets ou agent de brevets enregistré auprès de l'office

Renonciation au pouvoir :

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Non

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Non

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).² Le montant de la taxe n'est pas encore connu. Il sera fixé prochainement. Pour connaître le montant de la taxe en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'office ou du mandataire.³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****MA****OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE (OMPIC)****MA**Office récepteur compétent pour les
nationaux et les résidents de :

Maroc

Langue dans laquelle la demande
internationale peut être déposée :Français¹Langue dans laquelle la requête
peut être déposée :

Français

Nombre d'exemplaires requis sur papier
par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de
demandes internationales sous forme
électronique^{2, 3} ?Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du
portail de dépôt en ligne ePCT⁴L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en
restauration du droit de priorité
(règle 26bis.3 du PCT) ?Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître
les critères applicables à ces requêtesAdministration compétente chargée de
la recherche internationale :Office autrichien des brevets, Office européen des brevets,
Office suédois [de la propriété intellectuelle \(PRV\)](#) ou Service
fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de
Russie)Administration compétente chargée de
l'examen préliminaire international :Office autrichien des brevets, Office européen des brevets⁵,
Office suédois [de la propriété intellectuelle \(PRV\)](#) ou Service
fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de
Russie)*[Suite sur la page suivante]*¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 6 avril 2017, pages 68 et suiv.⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office suédois [de la propriété intellectuelle \(PRV\)](#).

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Dirham marocain (MAD) et franc suisse (CHF)
Taxe de transmission:	Néant
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	CHF 1.330
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	CHF 15
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	CHF 200
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	CHF 300
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(AT), (EP), (SE) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT):	Néant
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant est une personne physique ou morale domiciliée au Maroc Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute personne physique ou morale domiciliée au Maroc

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 607)

[Suite sur la page suivante]

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 608)

C Offices récepteurs C

MD OFFICE D'ÉTAT POUR LA PROPRIÉTÉ MD

INTELLECTUELLE

(RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA)

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar des États-Unis (USD) et Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 100
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité :	EUR 20
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	EUR 100
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en République de Moldova Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office en qualité de conseil en brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

⁷ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

**C
ME**

Offices récepteurs

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE, DÉPARTEMENT DE LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
(MONTÉNÉGRO)**

**C
ME**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Monténégro
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou monténégrin ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	2
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 15
Taxe internationale de dépôt :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185 ⁴
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278 ⁴
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR 5
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Il convient de se renseigner auprès de l'office

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 24 juin 2021, pages 115 et suiv.

(17 septembre 2021)

C **Offices récepteurs** **C**

ME **MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT** **ME**

ÉCONOMIQUE, DÉPARTEMENT DE LA

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

(MONTÉNÉGRO)

[Suite]

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Monténégro Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne morale ou physique figurant dans le registre des représentants tenu par l'office ⁵ ou tout avocat figurant dans le répertoire de l'Association du barreau du Monténégro
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

⁵ Il convient de se renseigner auprès de l'office.

C**Offices récepteurs****C****MK**
**OFFICE D'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE
(MACÉDOINE DU NORD)**
MK

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Macédoine du Nord
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Denar macédonien (MKD)
Taxe de transmission :	MKD 2.700
Taxe internationale de dépôt ¹ :	Équivalent en MKD de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en MKD de 15 francs suisses
Taxe de recherche :	Équivalent en MKD de la taxe de recherche payable à l'Office européen des brevets en EUR : voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	MKD 550
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	MKD 1.000
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Macédoine du Nord Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale habilitée à exercer auprès de l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

¹ Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

C**Offices récepteurs****C****MN****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DE LA MONGOLIE****MN**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Mongolie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, russe ¹
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office coréen de la propriété intellectuelle, Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office coréen de la propriété intellectuelle, Office européen des brevets ² ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Franc suisse (CHF)
Taxe de transmission :	Néant
Taxe internationale de dépôt ³ :	CHF 1.330
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	CHF 15
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP), (KR) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT):	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Mongolie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée en Mongolie habilitée à exercer auprès de l'office en qualité d'agent de brevets

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****MT**

**DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT DE LA
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, DÉPARTEMENT
DU COMMERCE, MINISTÈRE POUR
L'ÉCONOMIE ET L'INDUSTRIE (MALTE)**

MT

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Malte
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ?	Non
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 55
Taxe internationale de dépôt ¹ :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité :	EUR 11,65
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	EUR 23,29
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié dans un État membre de l'Union européenne ou dans un État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée dans un État membre de l'Union européenne ou dans un État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen

[Suite sur la page suivante]

¹ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

[Suite]

C**Offices récepteurs****C****MW**

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE,
DÉPARTEMENT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'ENREGISTREMENT (MALAWI)**

MW

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Malawi
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Kwacha malawien (MWK) et Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	MWK 6.000
Taxe internationale de dépôt ¹ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Oui
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne agréée comme agent de brevets auprès de l'office

¹ Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C Offices récepteurs C

MX INSTITUT MEXICAIN DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE MX

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Mexique
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Espagnol ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Espagnol
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1 ¹
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2,3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère du "caractère non intentionnel"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Institut national de la propriété industrielle (Chili), Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour, Office des brevets et des marques des États-Unis, Office espagnol des brevets et des marques, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Institut national de la propriété industrielle (Chili) ⁵ , Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour ⁵ , Office des brevets et des marques des États-Unis ⁵ , Office espagnol des brevets et des marques, Office européen des brevets ⁶ ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)

[Suite sur la page suivante]

¹ En fonction du choix du déposant quant à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, il pourra être nécessaire pour le déposant de remettre une traduction dans une langue correspondante (voir l'annexe D) (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 9 juillet 2015, pages 129 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets, l'Office espagnol des brevets et des marques ou par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV).

C Offices récepteurs C

MX INSTITUT MEXICAIN DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE MX

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar des États-Unis (USD) et peso mexicain (MXN)
Taxe de transmission ⁷ :	USD 323,70
Taxe internationale de dépôt ⁸ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT). (CL), (EP), (ES), (KR), (SE), (SG) ou (US)
Taxe pour le document de priorité ⁷ :	MXN 11,46 par page, pour une copie en noir et blanc MXN 14,60 par page, pour une copie en couleur
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non si le déposant est domicilié au Mexique Oui, si le déposant n'est pas domicilié au Mexique
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne domiciliée au Mexique
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

⁷ Cette taxe est soumise à une taxe nationale de 16%.

⁸ Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

C**Offices récepteurs****C****MY SOCIÉTÉ DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE MY
DE MALAISIE**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Malaisie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{1, 2, 3} ?	Oui, l'office accepte les fichiers en XML et PDF déposés à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT.
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère du "caractère non intentionnel"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office des brevets du Japon (JPO) ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office des brevets du Japon (JPO) ⁴ ou Office européen des brevets ⁴

[Suite sur la page suivante]

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, voir les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 25 septembre 2014, pages 141 et suiv.

⁴ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie :	Ringgit de Malaisie (MYR)
Taxe de transmission :		<div> <div> <i>Dépôt électronique</i> </div> <div> <i>Dépôt sur papier</i> </div> </div> <div> MYR 500 MYR 550 </div>
	plus	<div> MYR 60 MYR 70 </div> <div> par feuille à compter de la 31^e </div>
Taxe internationale de dépôt ⁵ :		Équivalent en MYR de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :		Équivalent en MYR de 15 francs suisses
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :		Équivalent en MYR de 200 francs suisses
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :		Équivalent en MYR de 300 francs suisses
Taxe de recherche :		Voir l'annexe D(AU), (EP), (JP) ou (KR)
Taxe pour le document de priorité :		MYR 100 par page pour les 5 premières pages
	plus	MYR 3 par page à compter de la 6 ^e
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :		Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?		Non, si le déposant est domicilié en Malaisie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?		Tout agent de brevets enregistré auprès de l'office
Renonciation au pouvoir :		
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?		Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?		Non

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 620)

C**NI**

Offices récepteurs

REGISTRE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (NICARAGUA)

C**NI**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Nicaragua
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Espagnol ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Espagnol
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD 200
Taxe internationale de dépôt ⁵ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (ES)
Taxe pour le document de priorité :	USD 20
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Nicaragua Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat enregistré au Nicaragua

¹ En fonction du choix du déposant quant à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, il pourra être nécessaire pour le déposant de remettre une traduction dans une langue correspondante (voir l'annexe D) (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 12 septembre 2019, pages 131 et suiv.

⁵ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Euro (EUR)
Taxe de transmission:	EUR 50
Taxe internationale de dépôt:	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	EUR 278
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité:	EUR 9
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	EUR 161
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout conseil en brevets ou avocat agréé. Une liste des représentants agréés aux Pays-Bas peut être obtenue auprès de l'office.
Renonciation au pouvoir:	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis:	Néant
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise:	Néant

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 623)

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Couronne norvégienne (NOK)
Taxe de transmission :	NOK 800
Taxe internationale de dépôt :	NOK 12.750
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	NOK 140
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NOK 1.920
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NOK 2.880
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP), (SE) ou (XN)
Taxe pour le document de priorité :	NOK 300
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	NOK 3.000

L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute personne physique ou morale

C**Offices récepteurs****C****NZ**

**OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (IPONZ)**

NZ

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Nouvelle-Zélande
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ? ^{1, 2, 3}	Oui, l'office accepte les fichiers en XML et PDF déposés à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office des brevets et des marques des États-Unis ⁴ ou Office européen des brevets ⁴

[Suite sur la page suivante]

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 25 septembre 2014, pages 144 et suiv.

⁴ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C**Offices récepteurs****C****NZ**

**OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (IPONZ)**

NZ

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar néo-zélandais (NZD)
Taxe de transmission ⁵ :	NZD 207
Taxe internationale de dépôt :	NZD 2.025
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	NZD 23
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NZD 305
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NZD 457
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AU), (KR), (US) ou (EP)
Taxe pour le document de priorité :	Néant
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office en qualité de conseil en brevets. ⁶
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lorsqu'il y a changement de représentation, c'est-à-dire lorsqu'un déposant est représenté par un nouveau mandataire ou a un nouveau représentant
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lorsqu'il y a changement de représentation, c'est-à-dire lorsqu'un déposant est représenté par un nouveau mandataire ou a un nouveau représentant

⁵ Comprend la taxe sur les biens et les services (*Goods and Services Tax*).

⁶ Des informations sur les conseils en brevets agréés sont disponibles auprès du "Trans-Tasman IP Attorneys Board" à l'adresse suivante : <https://www.ttipattorney.gov.au/>.

⁷ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 628)

C Offices récepteurs C

OM DÉPARTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ OM

INTELLECTUELLE, MINISTÈRE DU

COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (OMAN)

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Oman
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Arabe ¹ ou anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Arabe ou anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2,3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis, Office égyptien des brevets ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis ⁵ , Office égyptien des brevets ou Office européen des brevets ⁶

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 2 juin 2016, pages 115 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale a été effectuée par ses soins.

⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale a été effectuée par ses soins ou par l'Office autrichien des brevets.

C Offices récepteurs C

OM DÉPARTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ OM INTELLECTUELLE, MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (OMAN)

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Rial omanais (OMR)	
Taxe de transmission :	OMR 40	
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	Équivalent en OMR de dollars des États-Unis	1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en OMR de dollars des États-Unis	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en OMR de dollars des États-Unis	218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en OMR de dollars des États-Unis	328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (AU), (EG), (EP) ou (US)	
Taxe pour le document de priorité :	OMR 70	
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	OMR 200	
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié à Oman Oui, dans le cas contraire	
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste enregistré à Oman	
Renonciation au pouvoir :		
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non	

⁷ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****PA**

**DIRECTION GÉNÉRALE DE
L'ENREGISTREMENT DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE (DIGERPI) (PANAMA)**

PA

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Panama
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Espagnol ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Espagnol
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Institut national de la propriété industrielle (Chili), Office des brevets et des marques des États-Unis, Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Institut national de la propriété industrielle (Chili) ⁵ , Office des brevets et des marques des États-Unis ⁵ , Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets ⁶

[Suite sur la page suivante]

- ¹ En fonction du choix du déposant quant à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, il pourra être nécessaire pour le déposant de remettre une traduction dans une langue correspondante (voir l'annexe D) (règle 12.3 du PCT).
- ² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").
- ³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).
- ⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 20 octobre 2016, pages 220 et suiv.
- ⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.
- ⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office espagnol des brevets et des marques.

(4 janvier 2021)

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie:	Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission:	USD	240
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD	1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	328
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(BR), (CL), (EP), (ES) ou (US)	
Taxe pour le document de priorité :	USD	60
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	USD	480

Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEO, page 632)

**C
PE**

Offices récepteurs

INSTITUT NATIONAL DE DÉFENSE DE LA CONCURRENCE ET DE LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (PÉROU)

**C
PE**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Pérou
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Espagnol ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Espagnol
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Institut national de la propriété industrielle (Chili), Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office des brevets et des marques des États-Unis, Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Institut national de la propriété industrielle (Chili) ⁵ , Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office des brevets et des marques des États-Unis ⁵ , Office espagnol des brevets et des marques ou Office européen des brevets ⁶

[Suite sur la page suivante]

¹ En fonction du choix du déposant quant à l'administration chargée de la recherche internationale compétente, il pourra être nécessaire pour le déposant de remettre une traduction dans une langue correspondante (voir l'annexe D) (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 28 septembre 2017, pages 154 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office espagnol des brevets et des marques.

C	Offices récepteurs	C
PE	INSTITUT NATIONAL DE DÉFENSE DE LA CONCURRENCE ET DE LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (PÉROU)	PE

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Nouveau sol (PEN)	
Taxe de transmission :	PEN 233,35	
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	Équivalent en PEN de dollars des États-Unis	1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en PEN de dollars des États-Unis	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en PEN de dollars des États-Unis	218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en PEN de dollars des États-Unis	328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (BR), (CL), (EP), (ES), (KR) ou (US)	
Taxe pour le document de priorité :	Néant	
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	PEN 191,97	
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, mais une adresse de service au Pérou est exigée	
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée au Pérou	

⁷ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).
(5 février 2021)

C**Offices récepteurs****C****PG**

**OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DE LA
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE**

PG

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Kina (PGK) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	PGK 250
Taxe internationale de dépôt ¹ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Taxe de recherche ² :	Voir l'annexe D(AU)
Taxe pour le document de priorité :	PGK 30 plus PGK 2 par page à compter de la 31 ^e
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Papouasie-Nouvelle-Guinée Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée en Papouasie-Nouvelle-Guinée

¹ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

² Taxe payable en USD.

C**Offices récepteurs****C****PH****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DES PHILIPPINES****PH**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Philippines

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Anglais ou philippin¹

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{2, 3, 4} ?

Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Non

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle des Philippines, Office des brevets du Japon (JPO), Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle des Philippines, Office des brevets du Japon (JPO)⁵, Office des brevets et des marques des États-Unis⁵ ou Office européen des brevets⁵*[Suite sur la page suivante]*

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 7 janvier 2016, pages 2 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

**C
PH**

Offices récepteurs

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES PHILIPPINES

**C
PH***[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie :	Peso philippin (PHP) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	PHP	4.200
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	USD	1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	328
Taxe de recherche ⁷ :	Voir l'annexe D(AU), (EP), (JP), (KR), (PH) ou (US)	
Taxe pour le document de priorité :	PHP	2.700
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié aux Philippines Oui, dans le cas contraire	
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout agent de brevets ou représentant domicilié aux Philippines auquel peuvent être signifiés des actes ou notifications judiciaires ou administratives	

[Suite sur la page suivante]

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁷ Taxe payable en USD.

**C
PH**

Offices récepteurs

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES PHILIPPINES

**C
PH***[Suite]***Renonciation au pouvoir :**

L'office a-t-il renoncé à l'exigence
selon laquelle un pouvoir distinct doit
lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir
distinct est requis :

Oui⁸

Lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire secondaire désigné par le mandataire; ou d'un nouveau mandataire désigné par le représentant commun; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un autre mandataire ou d'un autre représentant commun qui est désigné par le déposant en remplacement du mandataire ou du représentant commun désigné précédemment par le déposant; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire ou d'un représentant commun contenant le nom de déposants supplémentaires qui n'étaient pas nommés dans le formulaire de requête.

L'office a-t-il renoncé à l'exigence
selon laquelle une copie d'un pouvoir
général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Oui⁸

Lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire secondaire désigné par le mandataire; ou d'un nouveau mandataire désigné par le représentant commun; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un autre mandataire ou d'un autre représentant commun qui est désigné par le déposant en remplacement du mandataire ou du représentant commun désigné précédemment par le déposant; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire ou d'un représentant commun contenant le nom de déposants supplémentaires qui n'étaient pas nommés dans le formulaire de requête.

⁸ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Zloty polonais (PLN)
Taxe de transmission:	PLN 300
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	Équivalent en PLN de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en PLN de 15 francs suisses
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	Équivalent en PLN de 200 francs suisses
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	Équivalent en PLN de 300 francs suisses
Taxe de recherche:	Équivalent en PLN de la taxe de recherche en EUR payable à l'Office européen des brevets: voir l'annexe D(EP) ou (XV)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT):	Pour un brevet ou un modèle d'utilité: PLN 60 (jusqu'à 20 feuilles) ou PLN 125 (pour plus de 20 feuilles)
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	PLN 80
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Oui, si le déposant n'a ni un domicile ni son siège en Pologne, ou dans un autre État membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout conseil en brevets habilité à exercer auprès de l'office ⁷

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEO, page 640)

C Offices récepteurs C

PT INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ PT INDUSTRIELLE (PORTUGAL)

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Portugal
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Allemand, anglais, français ou portugais ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Allemand, anglais, français ou portugais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du dépôt en ligne de l'OEB ou du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'Office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Euro (EUR)
Taxe de transmission :	EUR 10,79 (en ligne) 21,58 (sur papier)
Taxe internationale de dépôt ⁵ :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance des notifications pertinentes de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 28 janvier 2016, pages 32 et suiv. et du 13 septembre 2018, page 295.

⁵ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

Taxes payables à l'office récepteur (suite) :	Monnaie: Euro (EUR)
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité:	EUR 16,19 (copie électronique) EUR 43,14 (copie papier)
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT:	— quand le formulaire est déposé en ligne : EUR 161,79 — quand le formulaire est déposé sur papier : EUR 323,58
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Un mandataire officiel en propriété industrielle, un avocat désigné ou un représentant agréé
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁶
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Si le déposant n'est pas représenté par un mandataire officiel en propriété industrielle
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁶
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Si le déposant n'est pas représenté par un mandataire officiel en propriété industrielle

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 642)

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Riyal qatarien (QAR)
Taxe de transmission :	QAR 400
Taxe internationale de dépôt :	Équivalent en QAR de 1.453 dollars des États-Unis
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en QAR de 16 dollars des États-Unis
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en QAR de 218 dollars des États-Unis
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en QAR de 328 dollars des États-Unis
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EG), (EP) ou (US)
Taxe pour le document de priorité :	QAR 600
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	QAR 2.000
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Qatar Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste enregistré au Qatar, tout conseil en brevets agréé enregistré auprès de l'office ou toute personne physique ou morale domiciliée au Qatar
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

[Suite sur la page suivante]

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C	Offices récepteurs	C
RO	OFFICE D'ÉTAT POUR LES INVENTIONS ET LES MARQUES (ROUMANIE)	RO

[Suite]

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Roumanie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en propriété industrielle domicilié en Roumanie dont le nom figure dans le registre tenu par l'office

[Suite sur la page suivante]

(2 septembre 2021)

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dinar serbe (RSD) et euro (EUR)
Taxe de transmission ⁴ :	RSD 8.210
Taxe internationale de dépôt ⁵ :	EUR 1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR 14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 278
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (XV)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) ⁴ :	RSD 1.970 pour le premier document jusqu'à dix pages
	RSD 490 pour chaque document supplémentaire jusqu'à dix pages
	RSD 30 par page à compter de la 11 ^e
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) ⁴ :	RSD 3.300
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Serbie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne inscrite au registre des agents de brevets agréés par l'office ou tout avocat enregistré en Serbie
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 648)

C**Offices récepteurs****C****RU**

**SERVICE FÉDÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (ROSPATENT)
(FÉDÉRATION DE RUSSIE)**

RU

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Fédération de Russie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou russe ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais ou russe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	2
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets ⁵ ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Rouble russe (RUB) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission ⁶ :	RUB 1.700
Taxe internationale de dépôt ^{6, 7} :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^{ème} 7 :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 7 janvier 2016, pages 4 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁶ Cette taxe est payable à l'office récepteur. Pour de plus amples détails, voir le site Internet de Rospatent à l'adresse suivante : <https://rospatent.gov.ru/ru/activities/inter/coop/wipo/pct/phase/duties>

⁷ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C **Offices récepteurs** **C**

RU **SERVICE FÉDÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ** **RU**

INTELLECTUELLE (ROSPATENT)

(FÉDÉRATION DE RUSSIE)

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur (suite):	Monnaie: Rouble russe (RUB) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité ⁸ :	RUB 1.700
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) ⁸ :	RUB 1.000
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée en Fédération de Russie
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁹
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁹
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

⁸ Cette taxe est payable à l'office récepteur. Pour de plus amples détails, voir les points 4.9 et 4.11 dans le tableau à l'adresse suivante : <https://rospatent.gov.ru/ru/activities/dues/table> et les détails concernant le compte bancaire à l'adresse suivante : https://rospatent.gov.ru/content/uploadfiles/pr_44_pril_1.pdf

⁹ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C

Offices récepteurs

C

RW

**OFFICE POUR LA PROMOTION DU
DÉVELOPPEMENT AU RWANDA (RDB)**

RW

Information pas encore disponible

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie:	Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission:	USD	100
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	USD	1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	USD	218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	USD	328
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(CA), (EG), (EP), (KR) ou (RU)	
Taxe pour le document de priorité:	USD	100
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	USD	534 (276) ⁷

Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil ou juriste enregistré en Arabie saoudite
--	---

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 653)

C	Offices récepteurs	C
SC	DIVISION DE L'ENREGISTREMENT, DÉPARTEMENT DES AFFAIRES JURIDIQUES (SEYCHELLES)	SC

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Seychelles
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD ... ¹
Taxe internationale de dépôt ² :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié aux Seychelles Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste enregistré aux Seychelles

¹ Le montant de cette taxe n'est pas encore connu. Il sera fixé prochainement. Pour connaître le montant de la taxe en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'office ou du mandataire.

² Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C **C**
SD **SD**
Offices récepteurs
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'ENREGISTREMENT, DÉPARTEMENT DE
LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
(SOUDAN)

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Soudan
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Arabe ou anglais ¹
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office égyptien des brevets ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office égyptien des brevets ou Office européen des brevets ⁵

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 29 octobre 2020, pages 226 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C	Offices récepteurs	C
SD	DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ENREGISTREMENT, DÉPARTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (SOUDAN)	SD

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Livre soudanaise (SDG)
Taxe de transmission :	SDG 50
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	Équivalent en SDG de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en SDG de 15 francs suisses
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en SDG de 200 francs suisses ⁷
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en SDG de 300 francs suisses ⁷
Taxe de recherche :	Équivalent en SDG de la taxe de recherche payable à l'Administration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant : voir l'annexe D (EG) ou (EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Soudan. Les personnes qui n'y sont pas domiciliées doivent avoir une adresse pour la correspondance au Soudan
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Les juristes autorisés à exercer au Soudan en vertu de la loi de 1983 sur les professions juridiques ou de toute loi la remplaçant Les experts comptables autorisés à exercer au Soudan Les ressortissants du Soudan diplômés d'une université soudanaise ou titulaires d'un diplôme équivalent Tout ressortissant soudanais ayant au moins cinq ans d'expérience dans le domaine des brevets

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

⁷ Voir la note 4.

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Couronne suédoise (SEK)
Taxe de transmission :	SEK 1.200
Taxe internationale de dépôt :	SEK 12.280
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	SEK 140
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SEK 1.850
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SEK 2.770
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP), (SE) ou (XN)
Taxe pour le document de priorité :	Néant
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	SEK 1.000
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Suède Peut l'exiger dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEO, page 658)

C**Offices récepteurs****C****SG****OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DE SINGAPOUR****SG**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Singapour
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais ou chinois ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais ou chinois
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2,3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour, Office des brevets du Japon (JPO) ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour ⁵ , Office des brevets du Japon (JPO) ⁵ ou Office européen des brevets ⁶

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 15 janvier 2015, pages 5 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁶ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office autrichien des brevets.

C
SG

Offices récepteurs

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DE SINGAPOUR

C
SG

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Dollar de Singapour (SGD)
Taxe de transmission :	SGD 150
Taxe internationale de dépôt :	SGD 1.977
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	SGD 22
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SGD 297
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SGD 446
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (AU), (EP), (JP), (KR) ou (SG)
Taxe pour le document de priorité :	SGD 35 copie papier SGD 28 copie électronique
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	SGD 250
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, mais une adresse de service à Singapour est exigée
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique, association ou entreprise habilitée à exercer auprès du Bureau d'enregistrement des brevets ⁷ de l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁸
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Pour tout acte accompli après le dépôt par un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁸
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Pour tout acte accompli après le dépôt par un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

⁷ Pour savoir qui est autorisé à exercer auprès du Bureau d'enregistrement, il convient de se référer à la partie XIX de la loi sur les brevets et au règlement sur les brevets (agents de brevets) de 2001.

⁸ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT, voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C	Offices récepteurs	C
SI	OFFICE SLOVÈNE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	SI

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Slovénie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Allemand, anglais, français ou slovène ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Allemand, anglais ou français
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2,3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁴
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 21 septembre 2017, pages 146 et suiv.

C	Offices récepteurs	C
SI	OFFICE SLOVÈNE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	SI

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :		Monnaie :	Euro (EUR)
Taxe de transmission :		EUR	91
Taxe internationale de dépôt ⁵ :		EUR	1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :		EUR	14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :			
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :		EUR	185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :		EUR	278
Taxe de recherche :		Voir l'annexe D(EP)	
Taxe pour le document de priorité :		EUR	15,40
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :		EUR	42
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?		Non	
Qui peut agir en qualité de mandataire ?		Tout conseil en brevets habilité à exercer auprès de l'office	

⁵ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

(4 janvier 2021)

[Suite sur la page suivante]

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 663)

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Euro (EUR)	
Taxe de transmission:	EUR	33 (dépôts en ligne) 66 (dépôts sur papier)
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	EUR	1.233
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	EUR	14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4):		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères):	EUR	185
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères):	EUR	278
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(EP) ou (XV)	
Taxe pour le document de priorité:	— lorsque la demande de copie du document de priorité est déposée par des moyens électroniques : EUR 10 — lorsque la demande de copie du document de priorité est déposée sur papier : EUR 20	
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT):	EUR	166
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non	
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute personne désignée par le déposant	

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 664)

[Suite sur la page suivante]

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 665)

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	Néant ⁷
Taxe internationale de dépôt ⁸ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(CL), (EP) ou (ES)
Taxe pour le document de priorité :	USD 30
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en El Salvador Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat enregistré en El Salvador
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEO, page 666)

C**Offices récepteurs****C****SY**

**MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS,
DIRECTION DE LA PROTECTION
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
ET COMMERCIALE
(RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE)**

SY

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	République arabe syrienne
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, arabe, français ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais, arabe, français
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office autrichien des brevets, Office égyptien des brevets, Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office autrichien des brevets, Office égyptien des brevets, Office européen des brevets ² ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD ... ³
Taxe internationale de dépôt ⁴ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (EG), (EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité :	USD ... ³
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Information pas encore disponible
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en République arabe syrienne Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets ou agent de brevets enregistré auprès de l'office ou tout avocat ou juriste enregistré en République arabe syrienne

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office autrichien des brevets.

³ Le montant de cette taxe n'est pas encore connu. Il sera fixé prochainement. Pour connaître le montant de la taxe en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'office ou du mandataire.

⁴ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****TH****DÉPARTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (DPI) (THAÏLANDE)****TH**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Thaïlande
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, thaï ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	2
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ?	Non
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour, Office des brevets du Japon (JPO), Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) ² , Office australien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour ² , Office des brevets du Japon (JPO) ² , Office des brevets et des marques des États-Unis ² ou Office européen des brevets ²
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Baht (THB)
Taxe de transmission :	THB 3.000
Taxe internationale de dépôt ³ :	Équivalent en THB de francs suisses 1.330
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	Équivalent en THB de francs suisses 15
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AU), (CN), (EP), (JP), (KR), (SG) ou (US)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	THB 50
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Thaïlande Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets ou agent de brevets habilité à exercer auprès de l'office

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****TH****DÉPARTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (DPI) (THAÏLANDE)****TH***[Suite]*

Renonciation au pouvoir :L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon
laquelle un pouvoir distinct doit lui être
remis ?

Non

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon
laquelle une copie d'un pouvoir général
doit lui être remise ?Non

C**Offices récepteurs****C****TJ**

**CENTRE NATIONAL DES BREVETS
ET DE L'INFORMATION AUPRÈS DU
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE
DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN**

TJ

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Tadjikistan
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, russe ¹
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{2, 3, 4} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets ⁵ ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxés payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 8 octobre 2020, pages 204 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C**Offices récepteurs****C****TJ**

**CENTRE NATIONAL DES BREVETS
ET DE L'INFORMATION AUPRÈS DU
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE
DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN**

TJ*[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Somoni tadjik (TJS) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	TJS ... ⁶
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité :	TJS ... ⁶
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Tadjikistan Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office en qualité de conseil en brevets

⁶ Le montant des taxes en somoni tadjiks n'est pas encore connu. Il sera fixé prochainement et sera révisé périodiquement. Pour connaître le dernier barème de taxes en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'office ou du mandataire.

⁷ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****TM**

**SERVICE D'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DU MINISTÈRE DES
FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU
TURKMÉNISTAN**

TM

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Turkménistan
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, russe ¹
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	2
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets ² ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD ... ³
Taxe internationale de dépôt ⁴ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité :	USD ... ³
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Turkménistan Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office en qualité de conseil en brevets

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

³ Le montant de cette taxe n'est pas encore connu. Il sera fixé prochainement. Pour connaître le barème de taxes en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'office ou du mandataire.

⁴ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**Offices récepteurs****C****TN**

**INSTITUT NATIONAL DE LA
NORMALISATION ET DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE (INNORPI) (TUNISIE)**

TN

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Tunisie

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Anglais, arabe ou français¹

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

3

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{2, 3, 4} ?

Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office européen des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 21 novembre 2019, pages 182 et suiv.

C	Offices récepteurs	C
TN	INSTITUT NATIONAL DE LA NORMALISATION ET DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (INNORPI) (TUNISIE)	TN

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dinar tunisien (TND) et franc suisse (CHF)
Taxe de transmission :	TND 100
Taxe internationale de dépôt ⁵ :	CHF 1.330
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	CHF 15
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CHF 200
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CHF 300
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	TND 30

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Tunisie Oui, dans le cas contraire
---	--

Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée en Tunisie
--	---

⁵ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).
(2 janvier 2020)

C**Offices récepteurs****C****TR****OFFICE TURC DES BREVETS ET DES
MARQUES (TURKPATENT)****TR**Office récepteur compétent pour les
nationaux et les résidents de :

Turquie

Langue dans laquelle la demande
internationale peut être déposée :Allemand, anglais, français ou turc^{1, 2}Langue dans laquelle la requête
peut être déposée :

Allemand, anglais ou français

Nombre d'exemplaires requis sur papier
par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de
demandes internationales sous forme
électronique^{3, 4} ?Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du
portail de dépôt en ligne ePCT⁵L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en
restauration du droit de priorité
(règle 26bis.3 du PCT) ?Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la “*diligence
requis*e”Administration compétente chargée de
la recherche internationale :Office européen des brevets ou Office turc des brevets et des
marques (Turkpatent)Administration compétente chargée de
l'examen préliminaire international :Office européen des brevets ou Office turc des brevets et des
marques (Turkpatent)*[Suite sur la page suivante]*

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas une langue de publication et qu'aucune traduction n'est requise aux fins de la recherche internationale (règle 12.3.a) du PCT), le déposant devra remettre une traduction de la demande en allemand, en anglais ou en français (règle 12.4.a) du PCT).

³ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir “Taxe payables à l'office récepteur”).

⁴ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁵ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 28 mai 2015, pages 93 et suiv.

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Franc suisse (CHF)
Taxe de transmission :	Néant
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	CHF 1.330
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	CHF 15
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CHF 200
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CHF 300
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (TR)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	CHF 30
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Turquie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale habilitée à exercer les fonctions de conseil en brevets auprès de l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants; ou lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun ou lors de la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt.
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁷
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants; ou lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun ou lors de la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt.

⁷ Les renoncements aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

C**Offices récepteurs****C****TT**

**OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE, MINISTÈRE DU
PROCUREUR GÉNÉRAL ET DES AFFAIRES
JURIDIQUES (TRINITÉ-ET-TOBAGO)**

TT

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Trinité-et-Tobago
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Institut national de la propriété industrielle (Chili), Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis, Office européen des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Institut national de la propriété industrielle (Chili), Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis ¹ , Office européen des brevets ² ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar de la Trinité-et-Tobago (TTD) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	TTD 750
Taxe internationale de dépôt ³ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Taxe de recherche ⁴ :	Voir l'annexe D(AT), (CL), (EP), (SE) ou (US)
Taxe pour le document de priorité :	TTD 50 plus TTD 5 par page
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer les fonctions d'agent de brevets à la Trinité-et-Tobago. Une liste des agents de brevets habilités peut être obtenue auprès de l'office.

¹ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV).

³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁴ Taxe payable en USD.

C**Offices récepteurs****C****UA**

**ADMINISTRATION NATIONALE DE LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE,
ENTREPRISE D'ÉTAT "INSTITUT UKRAINIEN
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
(UKRPATENT)"**

UA

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Ukraine
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, russe ¹
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais, russe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ?	Non
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère du "caractère non intentionnel"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)", Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)", Office européen des brevets ² ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Hryvnia ukrainien (UAH), Euro (EUR) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission ³ :	UAH 2.600 ou équivalent en EUR ou en USD
Taxe internationale de dépôt ⁴ :	USD 1.453 ou équivalent en UAH ou en EUR
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16 ou équivalent en UAH ou en EUR
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP), (RU) ou (UA)
Taxe pour le document de priorité ³ :	UAH 800 plus UAH 10 pour chaque feuille à compter de la 31 ^e ou équivalent en EUR ou en USD
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) ³ :	UAH 200 ou équivalent en EUR ou en USD

[Suite sur la page suivante]

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

³ Cette taxe est réduite de 90% lorsque tous les déposants sont aussi les inventeurs, et de 80% lorsque tous les déposants sont aussi des institutions ou organismes à but non lucratif. Lorsque la taxe doit être payée pour une demande qui a été déposée par les deux types de déposant, et que tous les déposants sont soit aussi les inventeurs, soit des institutions ou organismes à but non lucratif, elle est réduite de 80%.

⁴ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

C**Offices récepteurs****C****UA**

**ADMINISTRATION NATIONALE DE LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE,
ENTREPRISE D'ÉTAT "INSTITUT UKRAINIEN
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
(UKRPATENT)"**

UA*[Suite]*

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Ukraine Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office en qualité de conseil en brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

C**Offices récepteurs****C****UG****BUREAU DES SERVICES DE
L'ENREGISTREMENT
DE L'UGANDA (URSB)****UG**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Ouganda

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Anglais

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

3

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{1, 2, 3} ?

Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office autrichien des brevets, Office de la propriété intellectuelle de Singapour ou Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office autrichien des brevets, Office de la propriété intellectuelle de Singapour⁴ ou Office européen des brevets⁵*[Suite sur la page suivante]*

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listing de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listing de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listing de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 13 février 2020, pages 20 et suiv.

⁴ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office autrichien des brevets.

C**Offices récepteurs****C****UG****BUREAU DES SERVICES DE
L'ENREGISTREMENT
DE L'UGANDA (URSB)****UG***[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Shilling ougandais (UGX)
Taxe de transmission :	Il convient de se renseigner auprès de l'office
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	Équivalent en UGX de dollars des États-Unis 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^{es} :	Équivalent en UGX de dollars des États-Unis 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en UGX de dollars des États-Unis 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en UGX de dollars des États-Unis 328
Taxe de recherche :	Montant équivalent en UGX de la taxe de recherche payable à l'administration chargée de la recherche internationale : Voir l'annexe D(AT), (EP) ou (SG)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	Il convient de se renseigner auprès de l'office
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	Il convient de se renseigner auprès de l'office
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Ouganda Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat à la Haute Cour de l'Ouganda
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(1B)).

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	États-Unis d'Amérique
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{1, 2} ?	Oui ³
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère du “caractère non intentionnel”
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets ⁴ , Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour, Office des brevets d'Israël ⁵ , Office des brevets du Japon (JPO) ⁶ , Office des brevets et des marques des États-Unis, Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

1 Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique, le montant total de la taxe internationale de dépôt est
réduit (voir “Taxes payables à l’office récepteur”).

2 Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est
préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l’annexe C des Instructions administratives, c’est-à-dire
selon la norme ST.25 de l’OMPI en format texte ; aucune taxe additionnelle n’est due pour un listage de séquences présenté dans
ce format. Cependant, lorsque tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour
chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

3 L’USPTO accepte le dépôt de demandes internationales sous forme électronique conformément à son droit national et à ses
systèmes techniques (voir l’instruction 703.d) and 703.f)ii) des Instructions administratives du PCT). Pour de plus amples
informations, se reporter à l’adresse suivante : www.uspto.gov/patents-application-process/applying-online/about-efs-web. Un
service de soutien technique pour le dépôt de demandes internationales sous forme électronique est disponible auprès du Patent
Electronic Business Center (EBC) au (1-866) 217 91 97. Il convient de noter que le droit national applicable et les systèmes
techniques prévoient des exigences qui sont différentes des exigences de l’instruction 703.b)ii) à iv) des Instructions
administratives du PCT (voir *Gazette du PCT* n° 18/2002, page 8975) et non compatibles avec celles-ci. Les déposants peuvent
toutefois utiliser ePCT ou PCT-SAFE pour générer un fichier .zip contenant un formulaire de requête validé, et ensuite soumettre
le fichier .zip sous forme électronique par le biais de EFS-Web. Pour plus de précisions, voir
[https://www.federalregister.gov/documents/2020/09/30/2020-18743/facilitating-the-use-of-the-world-intellectual-property-
organizations-epct-system-to-prepare](https://www.federalregister.gov/documents/2020/09/30/2020-18743/facilitating-the-use-of-the-world-intellectual-property-organizations-epct-system-to-prepare)

4 Cet office a limité sa disponibilité en tant qu’administration chargée de la recherche internationale à 250 demandes internationales
par trimestre. Pour de plus amples détails, voir <https://www.uspto.gov/web/offices/com/sol/og/2014/week52/TOC.htm#ref20>

5 Cette administration n’est compétente que lorsqu’elle n’a pas reçu plus de 100 demandes internationales de l’USPTO au cours du
trimestre fiscal concerné. Pour de plus amples détails, voir [http://www.uspto.gov/sites/default/files/documents/mod-ilpo-isa-
ipea.pdf](http://www.uspto.gov/sites/default/files/documents/mod-ilpo-isa-ipea.pdf)

6 Cette administration sera compétente seulement si elle n’a pas reçu plus de 8.400 demandes internationales de l’USPTO au cours
de la période de cinq ans entre le 1^{er} juillet 2018 et le 30 juin 2023, pas plus de 300 demandes par trimestre au cours des première
et deuxième années, et pas plus de 500 demandes au cours des troisième, quatrième et cinquième années.

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 682)

C **Offices récepteurs** **C**
US **OFFICE DES BREVETS ET DES MARQUES** **US**
DES ÉTATS-UNIS (USPTO)

[Suite]

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets ⁷ , Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour ⁷ , Office des brevets d'Israël ⁷ , Office des brevets du Japon (JPO) ⁷ , Office des brevets et des marques des États-Unis, Office européen des brevets ⁷ ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)			
Taxes payables à l'office récepteur ⁸ :	Monnaie :	Dollar des États-Unis (USD)		
Taxe de transmission ⁹ :			<i>Petite entité</i> ¹⁰	<i>Micro entité</i> ¹¹
	USD	260	130	65
Taxe internationale de dépôt :	USD	1.453		
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD	16		
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :				
Dépôt électronique (EFS-Web sans fichier.zip PCT-EASY) :	USD	109		
Dépôt électronique (EFS-Web avec fichier.zip PCT-EASY) :	USD	218		
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AU), (EP), (IL), (JP) ¹² , (KR), (RU), (SG) ou (US)			
Taxe pour le document de priorité :	USD	0		
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :			<i>Petite entité</i> ¹⁰	<i>Micro entité</i> ¹¹
	USD	2.100	1.050	525
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non			
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Les conseils en brevets et agents de brevets habilités à exercer auprès de l'office. Une liste des conseils en brevets et agents de brevets agréés peut être obtenue sur l'Internet à l'adresse suivante : https://oedci.uspto.gov/OEDCI/ .			

[Suite sur la page suivante]

⁷ Cette administration n'est compétente que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁸ Le montant de ces taxes change périodiquement. Pour connaître les montants en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'office récepteur ou de consulter le barème de taxes en vigueur de l'USPTO à l'adresse suivante : www.uspto.gov/learning-and-resources/fees-and-payment/uspto-fee-schedule.

⁹ De plus, un montant supplémentaire de USD 400 est applicable aux demandes internationales déposées autrement qu'au moyen du système de dépôt électronique de l'office; ou un montant supplémentaire de USD 200 pour les dépôts effectués par une petite ou micro entité.

¹⁰ Ce montant s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité". Pour plus de renseignements sur le droit au statut de "petite entité" et l'instauration de ce statut, voir www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#d0e30961 et la règle 1.27 du titre 37 CFR à l'adresse suivante : www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

¹¹ Ce montant s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "micro entité". Pour plus de renseignements sur le droit au statut de "micro entité" et l'instauration de ce statut, voir www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#ch500_d1ff69_210b3_1ca et la règle 1.29 du titre 37 CFR à l'adresse suivante : www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

¹² Voir la note 6.

[Suite]

Lorsqu'il n'est pas clair si un mandataire présumé est autorisé à agir au nom du déposant, et pour certains changements selon la règle 92*bis* du PCT

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 684)

C**Offices récepteurs****C****UZ**

**AGENCE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE AUPRÈS DU MINISTÈRE
DE LA JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE
D'OUZBÉKISTAN**

UZ

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Ouzbékistan

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Anglais, russe¹

Langue dans laquelle la requête peut être déposée :

Russe

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{2, 3, 4} ?

Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office européen des brevets⁵ ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)*[Suite sur la page suivante]*

¹ Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

² Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

³ Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

⁴ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 8 octobre 2020, pages 206 et suiv.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Sum ouzbek (UZS) et Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	UZS 245.000 ⁶
Taxe internationale de dépôt ⁷ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (RU)
Taxe pour le document de priorité :	UZS 245.000 ⁶
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Ouzbékistan Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne habilitée à exercer auprès de l'office en qualité de conseil en brevets

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 686)

C
VN

Offices récepteurs

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU VIET NAM (IP VIET NAM)

C
VN

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Viet Nam
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{1, 2, 3} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour, Office des brevets du Japon (JPO), Office européen des brevets, Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office coréen de la propriété intellectuelle, Office de la propriété intellectuelle de Singapour ⁴ , Office des brevets du Japon (JPO) ⁴ , Office européen des brevets ⁵ , Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

[Suite sur la page suivante]

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxe payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format. Cependant, lorsqu'un tel listage de séquences est présenté sous forme de fichier image (p. ex. PDF), une taxe est due pour chaque page (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 31 octobre 2019, pages 161 et suiv.

⁴ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Office autrichien des brevets ou par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV).

C**Offices récepteurs****C****VN**

**OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DU VIET NAM
(IP VIET NAM)**

VN*[Suite]*

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dong vietnamien (VND) et franc suisse (CHF)
Taxe de transmission :	VND 300.000
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	CHF 1.330
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	CHF 15
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CHF 200
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CHF 300
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (AU), (EP), (JP), (KR), (RU), (SE) ou (SG)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant réside au Viet Nam ou s'il a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux au Viet Nam Oui, dans le cas contraire ou lorsqu'il y a deux ou plusieurs déposants, le déposant nommé en premier lieu sur le formulaire de requête (PCT/RO/101) ne réside pas au Viet Nam
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ayant le droit d'exercer auprès de l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

⁶ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).
(12 août 2021)

C**Offices récepteurs****C****WS****MINISTÈRE DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL (SAMOA)****WS**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Samoa

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Anglais

Langue dans laquelle la requête peut être déposée :

Anglais

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique^{1,2} ?Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT³

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de "diligence requise"

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office de la propriété intellectuelle des Philippines ou Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office de la propriété intellectuelle des Philippines ou Office européen des brevets⁴*[Suite sur la page suivante]*

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ À compter du 31 janvier 2022. Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 14 octobre 2021, pages 168 et suiv.

⁴ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C
WS

Offices récepteurs
MINISTÈRE DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL (SAMOA)

C
WS

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Tala samoan (SAT) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	SAT 200
Taxe internationale de dépôt : ⁵	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e : ⁵	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218 ⁶
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328 ⁶
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (PH)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	SAT 100
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3.d) du PCT) :	SAT 200

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Samoa
	Oui, dans le cas contraire

Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste enregistré au Samoa
--	--

Renonciation au pouvoir :

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Non

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Non

⁵ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

⁶ Voir la note 3.

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Afrique du Sud
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{1, 2} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ³
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis ⁴ ou Office européen des brevets ⁵

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 4 juin 2015, pages 99 et suiv.

⁴ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

⁵ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office autrichien des brevets.

(1^{er} juin 2021)

Taxes payables à l'office récepteur:	Monnaie: Rand sud-africain (ZAR)
Taxe de transmission:	ZAR 525
Taxe internationale de dépôt ⁶ :	ZAR 20.630
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	ZAR 230
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR 3.100
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR 4.650
Taxe de recherche:	Voir l'annexe D(AU), (AT), (US) ou (EP)
Taxe pour le document de priorité:	ZAR 210
L'office récepteur exige-t-il un mandataire?	Non, si le déposant est domicilié en Afrique du Sud Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout conseil en brevets ou cabinet de brevets habilité à exercer auprès de l'office

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 692)

C
ZM

Offices récepteurs

AGENCE D'ENREGISTREMENT DES BREVETS ET DES SOCIÉTÉS (PACRA) (ZAMBIE)

C
ZM

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Zambie
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ^{1,2} ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ³
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office autrichien des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office autrichien des brevets ou Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie: Dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	USD 50
Taxe internationale de dépôt ⁴ :	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31 ^e :	USD 16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD 218
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD 328
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT) ou (SE)
Taxe pour le document de priorité :	USD 20
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Zambie Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste exerçant en Zambie

¹ Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

² Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.25 de l'OMPI en format texte; aucune taxe additionnelle n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format (voir *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 14 mai 2009, page 83).

³ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 23 juillet 2020, pages 159 et suiv.

⁴ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

C**ZW**

Offices récepteurs

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU ZIMBABWE

C**ZW**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :

Zimbabwe

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Anglais

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

3

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26bis.3 du PCT) ?

Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office européen des brevets ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)¹, Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office européen des brevets² ou Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)

Taxes payables à l'office récepteur :

Monnaie : Dollar zimbabwéen (ZWD)

Taxe de transmission :

ZWD 6.000

Taxe internationale de dépôt³ :

Équivalent en ZWD de dollars des États-Unis 1.453

Taxe par feuille

à compter de la 31^e :

Équivalent en ZWD de dollars des États-Unis 16

Taxe de recherche :

Équivalent en ZWD de la taxe de recherche payable à l'administration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant : voir l'annexe D(AT), (AU), (CN), (EP) ou (RU)

Taxe pour le document de priorité :

ZWD 150 plus ZWD 2 par page

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?

Non, mais une adresse de service au Zimbabwe est exigée.

Qui peut agir en qualité de mandataire ?

Tout avocat, juriste ou agent de brevets. Une liste des mandataires agréés peut être obtenue auprès de l'office.

¹ L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.² L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins ou par l'Office autrichien des brevets.³ Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

AT OFFICE AUTRICHIEN DES BREVETS AT

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ^{1, 2} :	Euro (EUR) 1.775 Dollar des États-Unis (USD) 2.091 Dollar de Singapour (SGD) 2.846 Franc suisse (CHF) 1.915 Rand sud-africain (ZAR) 30.610 Won coréen (KRW) 2.422.000
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ^{2, 3} :	EUR 1.775
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	EUR 0,95 par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	EUR 0,95 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%</p> <p>Lorsque la taxe de recherche n'a pas été réduite² et lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure, la taxe de recherche sera remboursée comme suit, selon la mesure dans laquelle l'administration peut utiliser la recherche antérieure :</p> <ul style="list-style-type: none"> – lorsque la recherche antérieure a été effectuée par l'administration : remboursement à 75% – lorsque la recherche antérieure a été effectuée par une autre administration chargée de la recherche internationale : remboursement à 50% – lorsque la recherche antérieure a été effectuée par un autre office de brevets : remboursement à 25%
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	EUR 229
Langues admises pour la recherche internationale :	Allemand, anglais, français
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13ter.1 du PCT) ?	Oui
Types de support électronique requis :	CD-ROM, DVD

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun d'entre eux, est une personne physique qui est ressortissante d'un État et est domiciliée dans un État pour lequel l'Office autrichien des brevets agit en qualité d'administration internationale chargée de la recherche internationale.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

AT OFFICE AUTRICHIEN DES BREVETS AT

[Suite]

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation autrichienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
---------------------------------	---

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁴
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Néant
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁴
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Néant

⁴ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

AU OFFICE AUSTRALIEN DES BREVETS AU

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Dollar australien (AUD) 2.200 Dollar des États-Unis (USD) 1.697 Dollar de Singapour (SGD) 2.150 Dollar néo-zélandais (NZD) 2.379 Euro (EUR) 1.429 Franc suisse (CHF) 1.573 (1.449) ² Rand sud-africain (ZAR) 23.560 Won (KRW) 1.829.000
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ³ :	AUD 2.200
Copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) : Comment obtenir des copies : Taxe(s) :	L'administration fournit, sur demande, aux déposants et offices désignés (élus) une copie de chaque document cité dans le rapport de recherche internationale, moyennant le paiement de la taxe mentionnée ci-dessous. Les documents peuvent être demandés par le biais d'eServices à l'adresse suivante : https://services.ipaustralia.gov.au/ICMWebUI/views/private/icm-home.xhtml AUD 50 par document ⁴
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	AUD 50 par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100% Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure : remboursement jusqu'à 50%, selon l'usage qui peut être fait de la recherche antérieure Lorsque l'administration émet une déclaration indiquant qu'il ne sera pas établi de rapport de recherche internationale selon l'article 17.2.a) du PCT : remboursement de AUD 1.500
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT):	Néant
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13ter.1 du PCT) ? Types de support électronique requis :	Oui La copie imprimable du listage des séquences et des données permettant l'identification devrait figurer tout entière dans un seul fichier "texte" sur un seul CD-ROM, CD-R, DVD ou DVD-R respectant la norme (ISO 9660).

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Le montant indiqué entre parenthèses est applicable à compter du 1^{er} novembre 2021.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

⁴ Cette taxe est plafonnée à AUD 200.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

AU OFFICE AUSTRALIEN DES BREVETS AU

[Suite]

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation australienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
---------------------------------	---

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui⁵

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁵

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants

⁵ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D

Administrations chargées de la recherche internationale

D**BR**

INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (BRÉSIL)

BR

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :		en ligne	sur papier ²
	Real brésilien (BRL)	1.685	2.525
	Dollar des États-Unis (USD)	330	495
	Euro (EUR)	285	428
	Franc suisse (CHF)	306	458
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ³ :		BRL 1.360 (en ligne)	2.040 (sur papier) ²
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) ³ :		BRL 1,5 (en ligne)	2 (sur papier) ² par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :		BRL 1,5 (en ligne)	2 (sur papier) ² par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :		<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure, selon la mesure dans laquelle l'administration tire parti de cette recherche antérieure : remboursement à 25%</p>	
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) ³ :		BRL 1.220 (en ligne)	1.830 (sur papier) ²
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) ³ :		BRL 180 (en ligne)	270 (sur papier) ²
Langues admises pour la recherche internationale :		Anglais ⁴ , espagnol ⁵ et portugais	

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur concerné dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C). Cette taxe est réduite de 60% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique, une petite ou moyenne entreprise, une coopérative, un établissement d'enseignement, un organisme à but non lucratif ou une institution publique. Pour plus de précisions, voir la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) n° 251/19, du 2 octobre 2019.

² La réception sur papier des demandes internationales et des documents liés au PCT est possible uniquement par courrier postal (il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) n° 253/19, du 13 novembre 2019).

³ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement. La note 1 (à l'exception de la première phrase) est également applicable.

⁴ Pour les demandes internationales déposées auprès de tout office récepteur excepté les offices récepteurs situés dans la région Amérique latine et Caraïbes.

⁵ Pour les demandes internationales déposées auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) agissant en tant qu'office récepteur ou auprès des offices récepteurs des régions d'Amérique latine et des Caraïbes.

D	Administrations chargées de la recherche internationale	D
BR	INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (BRÉSIL)	BR

[Suite]

L'administration exige-t-elle que les
listages des séquences de nucléotides
ou d'acides aminés soient fournis sous
forme électronique
(règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Types de support électronique
requis :

Oui

La copie imprimable du listage des séquences et des données
permettant l'identification devrait figurer tout entière dans un seul
fichier "texte" sur un seul CD ou DVD.

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à
l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la
législation brésilienne sur les brevets, est soumis à une recherche
dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

D Administrations chargées de la recherche internationale D

CA OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU CANADA CA

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Dollar canadien (CAD) 1.632 Dollar des États-Unis (USD) 1.353 Euro (EUR) 1.060 Franc suisse (CHF) 1.218
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	CAD 1.632
Copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	<p>L'administration fournit gratuitement aux déposants une première copie de chaque document contenant de la littérature non-brevet cité dans le rapport de recherche internationale. Une première copie de chaque document contenant de la littérature non-brevet cité est mise à la disposition des offices désignés (ou élus), gratuitement, sur demande.</p> <p>Des copies supplémentaires de documents contenant de la littérature non-brevet et des documents de brevet publiés sont mises à la disposition des déposants et des offices désignés (ou élus), sur demande, moyennant le paiement de la taxe mentionnée ci-dessous.</p>
Comment obtenir des copies :	<p>Les demandes de copies de documents doivent être transmises à l'adresse suivante :</p> <p>ic.cipopbpctpractice-opicpratiquepctdb.ic@canada.ca</p>
Taxe(s) :	<p>Pour chaque demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sous forme papier : CAD 1 par page – sous forme électronique : CAD 10 pour les 7 premiers mégaoctets plus CAD 10 pour chaque tranche supplémentaire de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	<ul style="list-style-type: none"> – sous forme papier : CAD 1 par page – sous forme électronique : CAD 10 pour les 7 premiers mégaoctets plus CAD 10 pour chaque tranche supplémentaire de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%</p> <p>Lorsque le déposant demande à l'administration de prendre en considération les résultats d'une recherche antérieure et l'administration peut utiliser cette recherche antérieure : Jusqu'à 25% de la taxe de recherche sera remboursée, selon la mesure dans laquelle l'administration peut utiliser cette recherche antérieure</p>
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	Néant

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

CA OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU CANADA CA

[Suite]

Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais, français
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ? Types de support électronique requis :	Oui ³ La copie imprimable du listage des séquences et des données permettant l'identification devrait figurer tout entière dans un seul fichier "texte" sur une seule disquette ou sur un seul CD-ROM ou DVD.
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation canadienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ? Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Oui ⁴ Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ? Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Oui ⁴ Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

³ Les listages des séquences peuvent être soumis par voie électronique par le biais du service web de correspondance générale de l'office à l'adresse suivante : <https://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/wr01970.html>

⁴ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT, voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

CL INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (CHILI) CL

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Dollar des États-Unis (USD)	2.000	(400) ²	(300) ³
	Euro (EUR)	1.697	(339) ²	(255) ³
	Franc suisse (CHF)	1.831	(366) ²	(275) ³
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ⁴ :	USD	2.000	(400) ²	(300) ³
Copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	L'administration fournit aux déposants, gratuitement, et sous forme électronique, une copie des documents cités, lorsque le rapport de recherche internationale est transmis par courrier électronique. Aucune copie n'est fournie lorsque le rapport de recherche internationale est transmis par courrier.			
Comment obtenir des copies :	Pour les offices désignés (élus), des copies sont disponibles, gratuitement, et sur demande envoyée par courrier électronique à l'adresse suivante : pct@inapi.cl . Les déposants devront payer la taxe mentionnée ci-dessous.			
Taxe(s) :	USD	10	par document	
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	USD	10	par document	
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100% Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure qu'elle a déjà effectuée pour une demande dont la priorité est revendiquée : remboursement à 25%			
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	USD	350		
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	Néant			

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère. Pour plus de précisions sur les déposants ayant droit à la réduction de 90% de taxes du PCT, voir www.wipo.int/pct/en/fees/fee_reduction.pdf

³ Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une université lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt et est authentifiée par son représentant légal, au moyen d'une simple déclaration signée en présence d'un notaire, en tant qu'université constituée conformément à la législation de cet État, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire au critère indiqué au point a) ou au point b). Pour plus de précisions sur les déposants ayant droit à la réduction de 90% de taxes du PCT, voir www.wipo.int/pct/en/fees/fee_reduction.pdf

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

CL INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (CHILI) CL

[Suite]

Langues admises pour la recherche internationale :

Anglais, espagnol

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Oui

Types de support électronique requis :

La copie imprimable du listage des séquences et des données permettant l'identification devrait figurer tout entière dans un seul fichier "texte" sur un seul CD ou DVD.

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation chilienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Non

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Non

D Administrations chargées de la recherche internationale D

CN ADMINISTRATION NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA CHINE (CNIPA) CN

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Yuan renminbi (CNY)	2.100
	Dollar des États-Unis (USD)	328
	Euro (EUR)	262
	Franc suisse (CHF)	301
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	CNY	2.100
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	CNY	2 par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	CNY	2 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser la totalité ou la majeure partie d'une recherche antérieure : remboursement à 75%</p>	
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	CNY	200
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	CNY	200
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais, chinois	
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ?	Oui	
Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?	CD-ROM, DVD	

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D **Administrations chargées de la** **D**
recherche internationale

CN **ADMINISTRATION NATIONALE DE LA** **CN**
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA CHINE
(CNIPA)

[Suite]

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation chinoise sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
---------------------------------	---

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

D Administrations chargées de la recherche internationale D

EG OFFICE ÉGYPTIEN DES BREVETS EG

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ^{1,2} :	Livre égyptienne (EGP) 4.000 Dollar des États-Unis (USD) 254 Euro (EUR) 216 Franc suisse (CHF) 233
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ^{2, 3} :	EGP 4.000
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	Le déposant reçoit gratuitement, avec le rapport de recherche internationale, une copie de chaque document cité dans le rapport. Des copies supplémentaires peuvent être commandées au coût de EGP 50 par document.
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	EGP 200 pour les 30 premières pages EGP 3 pour chaque page supplémentaire
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100 % Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure : remboursement à 50% sur requête du déposant
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	EGP 1.600
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	EGP 200
Langues admises pour la recherche internationale :	Arabe ⁴ , anglais ^{4,5}
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ?	Oui
Types de support électronique requis :	Disquette, CD-ROM, CD-R, DVD, DVD-R

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Cette taxe est réduite de 25% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ou une personne morale qui est ressortissante d'un État et domiciliée dans un État qui figure sur les listes des économies à faible revenu, à revenu moyen inférieur ou à revenu moyen supérieur établies par la Banque mondiale.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

⁴ Pour les demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur de, ou agissant pour, tout membre de la Ligue des États arabes (www.leagueofarabstates.net/ar/Pages/default.aspx).

⁵ Pour les demandes internationales déposées auprès de tout office récepteur autre que l'office récepteur de, ou agissant pour, tout membre de la Ligue des États arabes (www.leagueofarabstates.net/ar/Pages/default.aspx).

D **Administrations chargées de la** **D**
recherche internationale

EG **OFFICE ÉGYPTIEN DES BREVETS** **EG**

[Suite]

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT
---------------------------------	--

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
---	-----

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non
---	-----

D Administrations chargées de la recherche internationale D

EP OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB) EP

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	<table> <tr><td>Euro (EUR)</td><td>1.775</td></tr> <tr><td>Couronne danoise (DKK)</td><td>13.210</td></tr> <tr><td>Couronne islandaise (ISK)</td><td>268.000</td></tr> <tr><td>Couronne norvégienne (NOK)</td><td>17.880</td></tr> <tr><td>Couronne suédoise (SEK)</td><td>18.610</td></tr> <tr><td>Dollar des États-Unis (USD)</td><td>2.091</td></tr> <tr><td>Dollar de Singapour (SGD)</td><td>2.846</td></tr> <tr><td>Dollar néo-zélandais (NZD)</td><td>2.942</td></tr> <tr><td>Forint hongrois (HUF)</td><td>639.500</td></tr> <tr><td>Franc suisse (CHF)</td><td>1.915</td></tr> <tr><td>Livre sterling (GBP)</td><td>1.526</td></tr> <tr><td>Rand sud-africain (ZAR)</td><td>30.610</td></tr> <tr><td>Yen japonais (JPY)</td><td>236.100</td></tr> </table>	Euro (EUR)	1.775	Couronne danoise (DKK)	13.210	Couronne islandaise (ISK)	268.000	Couronne norvégienne (NOK)	17.880	Couronne suédoise (SEK)	18.610	Dollar des États-Unis (USD)	2.091	Dollar de Singapour (SGD)	2.846	Dollar néo-zélandais (NZD)	2.942	Forint hongrois (HUF)	639.500	Franc suisse (CHF)	1.915	Livre sterling (GBP)	1.526	Rand sud-africain (ZAR)	30.610	Yen japonais (JPY)	236.100
Euro (EUR)	1.775																										
Couronne danoise (DKK)	13.210																										
Couronne islandaise (ISK)	268.000																										
Couronne norvégienne (NOK)	17.880																										
Couronne suédoise (SEK)	18.610																										
Dollar des États-Unis (USD)	2.091																										
Dollar de Singapour (SGD)	2.846																										
Dollar néo-zélandais (NZD)	2.942																										
Forint hongrois (HUF)	639.500																										
Franc suisse (CHF)	1.915																										
Livre sterling (GBP)	1.526																										
Rand sud-africain (ZAR)	30.610																										
Yen japonais (JPY)	236.100																										
Taxes de recherche additionnelle (règles 40.2 et 40bis ² du PCT) ³ :	Même montant que ci-dessus en EUR																										
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%.</p>																										

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur concerné dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C). La taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique qui a la nationalité, et son domicile sur le territoire, d'un état classé par la Banque mondiale comme économie à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Pour la liste des États auxquels cette réduction s'applique, voir https://www.epo.org/applying/fees/international-fees/information_fr.html. La réduction de 75% s'applique également lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ou morale qui, au sens de la règle 18 du Traité de coopération en matière de brevets, a la nationalité, et son domicile sur le territoire, d'un État dans lequel un accord de validation conclu avec l'Organisation européenne des brevets est en vigueur. Pour plus d'informations, se référer à la décision du Conseil d'administration de l'OEB du 12 décembre 2019 (JO OEB 2020, A4) : <https://www.epo.org/law-practice/legal-texts/official-journal/2020/01/a4.html> et JO OEB 2021, A58.

² La taxe s'appliquera en relation avec la règle 20.5bis du PCT. Pour plus d'informations, se référer au "Communiqué de l'Office européen des brevets, en date du 14 juin 2020, relatif à l'applicabilité, dans le cadre des procédures devant l'OEB, de la nouvelle règle 20.5bis du PCT concernant la correction d'éléments ou de parties indûment déposés" (JO OEB 2020, A81) et aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 30 avril 2020, page 83.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement. La note 1 (à l'exception de la première phrase) est également applicable.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

EP OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB) EP

[Suite]

Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche (<i>suite</i>) :	<p>Lorsque le rapport de recherche internationale établi par l'administration est basé sur un rapport de recherche antérieure établi par l'administration à l'égard d'une demande dont la priorité est revendiquée pour la demande internationale, la taxe de recherche internationale acquittée pour la demande internationale pendante est remboursée comme suit :⁴</p> <p>Pour une recherche européenne (article 92 de la CBE), une recherche internationale (article 15.1) du PCT), une recherche internationale supplémentaire (règle 45<i>bis</i> du PCT) ou une recherche effectuée pour le compte d'un office national pour une demande nationale (BE⁵, CY, FR, GB⁶, GR, IT, LT, LU, LV, MC, MT, NL⁵, SM, TR) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – utilisation intégrale : remboursement de 100% – utilisation partielle : remboursement de 25% <p>Pour une recherche de type international (article 15.5) du PCT) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – utilisation intégrale : remboursement de 70% – utilisation partielle : remboursement de 17,5%
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) ⁷ :	EUR 910
Taxe pour remise tardive (règle 13 <i>ter</i> .1.c) du PCT) :	EUR 240
Langues admises pour la recherche internationale :	Allemand, anglais, français et, si la demande internationale est déposée auprès de l'Office néerlandais des brevets, néerlandais
L'administration accepte-elle des commentaires informels sur les résultats de recherches antérieures si la demande internationale revendique la priorité d'une demande antérieure qui a déjà fait l'objet d'une recherche par cette administration ?	Oui, le déposant peut soumettre des commentaires informels pour répondre à toute objection soulevée dans l'avis au stade de recherche établi pour la demande dont la priorité est revendiquée. Auprès de l'OEB ce service est dénommé "PCT Direct". Ces commentaires informels doivent être soumis, avec la demande internationale, auprès de l'office récepteur sous forme de lettre distincte; ils doivent être intitulés "PCT Direct/observations informelles". Si les revendications et/ou la description de la demande internationale diffère(nt) de celle(s) de la demande antérieure, les déposants doivent de préférence joindre une copie annotée dans laquelle ils indiqueront les différences. Des envois PCT Direct seront publiés sur PATENTSCOPE. Ce service est gratuit. ⁸

[Suite sur la page suivante]

⁴ Voir JO OEB 2019, A5.

⁵ Y compris les recherches de type international faisant l'objet d'un accord entre l'administration et cet office.

⁶ S'applique aux demandes de recherche relatives à des demandes nationales déposées après le 1^{er} juillet 2018 pour le Royaume-Uni.

⁷ La procédure applicable depuis le 1^{er} juillet 2010 est indiquée dans le JO OEB 5/2010, page 322.

⁸ Pour des informations plus détaillées sur le service PCT Direct et, en particulier, sur la forme et le contenu d'une requête selon PCT Direct, voir JO OEB 2017, A21.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

EP OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB) EP

[Suite]

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Types de support électronique requis :

Oui

CD-ROM (type : ISO/IEC 10149:1995, CD-ROM de 120 mm; format : ISO 9660, 650 Mo)

CD-R (type : disque compact inscriptible de 120 mm; format : ISO 9660, 650 Mo)

DVD (type : ISO/IEC 16448:1999, DVD de 120 mm – disque non inscriptible; format : 4,7 Go, conformément à la norme ISO 9660 ou OSTA UDF (versions 1.02 et ultérieures))

DVD-R (type : norme ECMA-279, 120 mm (3,95 Go par face) – DVD inscriptible; format : 3,95 Go, conformément à la norme ISO 9660 ou OSTA UDF (versions 1.02 et ultérieures))

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la Convention sur le brevet européen est soumis à la recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir⁹ :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Oui¹⁰

Lorsque des actes à caractère formel sont accomplis par un mandataire présumé qui n'est pas le mandataire indiqué dans la demande internationale, sauf si ce mandataire présumé travaille pour la même entité que le mandataire qui figure dans la demande internationale ou s'ils sont tous les deux employés par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par le représentant commun; ou, d'une manière générale, en cas de doute sur la qualité à agir du mandataire ou du représentant commun.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Oui¹⁰

Lorsque des actes à caractère formel sont accomplis par un mandataire présumé qui n'est pas le mandataire indiqué dans la demande internationale, sauf si ce mandataire présumé travaille pour la même entité que le mandataire qui figure dans la demande internationale ou s'ils sont tous les deux employés par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par le représentant commun; ou en cas de doute sur la qualité à agir du mandataire ou du représentant commun.

⁹ Voir JO OEB 5/2010, page 335.

¹⁰ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

ES OFFICE ESPAGNOL DES BREVETS ET DES MARQUES ES

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹	Euro (EUR)	1.775
	Dollar des États-Unis (USD)	2.091
	Franc suisse (CHF)	1.915
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	EUR	1.775
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	EUR	4,69 par document national
	EUR	4,69 par document étranger
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	EUR	0,23 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée sur requête du déposant.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100 %</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure qu'elle a déjà effectuée pour une demande dont la priorité est revendiquée pour la demande internationale : remboursement à 100% ou 50%, selon la mesure dans laquelle l'administration tire parti de cette recherche antérieure</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure effectuée par une administration d'un État membre de la CBE : remboursement à 75%</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure effectuée par une administration d'un État qui n'est pas membre de la CBE : remboursement à 25%</p>	
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT):	Néant	
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais, espagnol	

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur concerné dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C). La taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ou une personne morale qui est ressortissante d'un État qui n'est pas un État partie à la Convention sur le brevet européen et qui figurent sur les listes des économies à faible revenu, à revenu moyen inférieur ou à revenu moyen supérieur établies par la Banque mondiale, voir www.wipo.int/pct/en/fees/oepm_fee_reduction.html.

² Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement. La note 1 (à l'exception de la première phrase) est également applicable.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

ES OFFICE ESPAGNOL DES BREVETS ET DES MARQUES ES

[Suite]

L'administration accepte-elle des commentaires informels sur les résultats de recherches antérieures si la demande internationale revendique la priorité d'une demande antérieure qui a déjà fait l'objet d'une recherche par cette administration ?

Oui, le déposant peut soumettre des commentaires informels pour répondre à toute objection soulevée dans le rapport de recherche et l'opinion écrite établis pour la demande dont la priorité est revendiquée. Après de l'Office espagnol des brevets et des marques, ce service est dénommé "PCT Direct". Les commentaires informels doivent être envoyés à l'office récepteur avec la demande internationale, sous forme de lettre distincte et doivent être intitulés "PCT Direct/observations informelles" ("*PCT Directo/comentarios informales*"). Des envois PCT Direct seront publiés sur PATENTSCOPE.

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Oui

Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?

Disquette, CD-ROM

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation espagnole sur les brevets n° 24/2015 du 24 juillet 2015, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire; et lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire; et lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt.

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

FI OFFICE FINLANDAIS DES BREVETS ET DE L'ENREGISTREMENT (PRH) FI

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Euro (EUR) 1.775 Dollar des États-Unis (USD) 2.091 Franc suisse (CHF) 1.915
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	EUR 1.775
Copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport de recherche internationale, une copie de chaque document cité dans le rapport. Sur demande, les offices désignés (élus) reçoivent également un premier jeu de copies, gratuitement.
Comment obtenir des copies :	Les déposants et les offices désignés (élus) peuvent obtenir des copies supplémentaires par courrier électronique à l'adresse suivante : pct@prh.fi.
Taxe(s) :	Néant
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	EUR 0,60 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100 % Lorsque l'administration peut utiliser une recherche nationale, une recherche internationale, une recherche internationale supplémentaire ou une recherche de type international antérieure déjà effectuée par elle-même, par une administration des brevets nordique ou par l'Office européen des brevets pour une demande dont la priorité est revendiquée : remboursement de EUR 300
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	Néant
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	EUR 200
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais, finnois, suédois
L'administration accepte-elle des commentaires informels sur les résultats de recherches antérieures si la demande internationale revendique la priorité d'une demande antérieure qui a déjà fait l'objet d'une recherche par cette administration ?	Oui, le déposant peut soumettre des commentaires informels pour répondre à toute objection soulevée dans le rapport de recherche et l'opinion écrite établis pour la demande dont la priorité est revendiquée. Au près du PRH, ce service est dénommé "PCT Direct". Les commentaires informels doivent être envoyés à l'office récepteur avec la demande internationale, sous forme de lettre distincte et doivent être intitulés "PCT Direct/observations informelles". Des envois PCT Direct seront publiés sur PATENTSCOPE.

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

FI OFFICE FINLANDAIS DES BREVETS ET DE L'ENREGISTREMENT (PRH) FI

[Suite]

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Types de support électronique requis :

Oui

Néant. Les supports matériels ne sont pas acceptés. Les listages de séquences doivent être déposés en format électronique (voir l'annexe C)

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation finlandaise sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Oui³

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Oui³

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D

Administrations chargées de la recherche internationale

D**IL**

OFFICE DES BREVETS D'ISRAËL

IL

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Nouveau sheqel israélien (ILS) 3.553 Dollar des États-Unis (USD) 1.107 Euro (EUR) 903 Franc suisse (CHF) 976
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	ILS 3.553
Copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	L'administration fournit, sur demande, aux déposants et offices désignés (élus) une copie de chaque document contenant de la littérature non-brevet cité dans le rapport de recherche internationale. Les copies sont fournies aux offices gratuitement, les copies pour les déposants sont soumises à la taxe mentionnée ci-dessous.
Comment obtenir des copies :	Des copies des documents peuvent être commandées sur le site web sécurisé du PCT de l'office à l'adresse suivante : https://pctonline-sc.justice.gov.il/ ou, alternativement, par courrier électronique à l'adresse suivante : PCToffice@justice.gov.il
Taxe(s):	ILS 44 par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	ILS 44 par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale: remboursement à 100% Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure: remboursement à 50%, selon l'usage qui peut être fait de la recherche antérieure
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT):	Néant
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	ILS 457
Langues admises pour la recherche internationale:	Anglais

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

IL OFFICE DES BREVETS D'ISRAËL IL

[Suite]

<p>L'administration accepte-elle des commentaires informels sur les résultats de recherches antérieures si la demande internationale revendique la priorité d'une demande antérieure qui a déjà fait l'objet d'une recherche par cette administration ?</p>	<p>Oui, le déposant peut soumettre des commentaires informels pour répondre à toute objection soulevée dans le rapport de recherche antérieur. Ces commentaires doivent être soumis, avec la demande internationale, auprès de l'office récepteur, qui les transmettra ensuite à cette administration.</p>
---	--

<p>L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?</p> <p>Types de support électronique requis :</p>	<p>Oui</p> <p>CD-R, CD-ROM, DVD, DVD-R</p>
--	--

<p>Objets exclus de la recherche :</p>	<p>Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation israélienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets</p>
--	---

Renonciation au pouvoir :

<p>L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?</p> <p>Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :</p>	<p>Oui³</p> <p>Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt</p>
<p>L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?</p> <p>Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :</p>	<p>Oui³</p> <p>Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt</p>

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

IN OFFICE INDIEN DES BREVETS IN

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Roupie indienne (INR) 10.000 (2.500) ² Dollar des États-Unis (USD) 137 (34) ² Euro (EUR) 116 (29) ² Franc suisse (CHF) 125 (31) ² Yen japonais (JPY) 14.400 (3.600) ²
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ³ :	INR 10.000 (2.500) ²
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	INR 10 par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	INR 10 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure qu'elle a déjà effectuée pour une demande dont la priorité est revendiquée dans la demande internationale : remboursement de 25% à 50%, selon l'usage qui peut être fait de la recherche antérieure</p>
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	INR 4.000 (1.000) ²
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	INR 4.000 (1.000) ²
§Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ?	Oui
Types de support électronique requis :	La copie imprimable du listage des séquences et des données permettant l'identification devrait figurer tout entière dans un seul fichier "texte" sur une seule disquette ou sur un seul CD-ROM, CD-R, DVD ou DVD-R.

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Le montant indiqué entre parenthèses est applicable dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D	Administrations chargées de la recherche internationale	D
IN	OFFICE INDIEN DES BREVETS	IN

[Suite]

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation indienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
---------------------------------	---

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
---	-----

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non
---	-----

D Administrations chargées de la recherche internationale D

JP OFFICE DES BREVETS DU JAPON (JPO)¹ JP

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ² :	Yen japonais (JPY)	70.000 ³	156.000 ⁴
	Dollar des États-Unis (USD)	662 ³	1.476 ⁴
	Dollar de Singapour (SGD)		1.906 ⁴
	Euro (EUR)	526 ³	1.173 ⁴
	Franc suisse (CHF)	606 ³	1.351 ⁴
	Won (KRW)	714.000 ³	
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ⁵ :	JPY	60.000	126.000 ⁴
Copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT):	Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport de recherche internationale, une copie de chaque document contenant la littérature autre que celle des brevets cité dans le rapport.		
Comment obtenir des copies :	Les demandes de copies de documents doivent être transmises en utilisant le formulaire approprié disponible à l'adresse suivante : https://www.jpo.go.jp/system/patent/pct/tetuzuki/document/tokkyo_jyouyaku-jitumu/22.pdf#page=62		
Taxe(s) :	JPY	1.400	par demande
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Remboursement de JPY 28.000 ⁶ (JPY 62.000) ⁴ sur requête lorsque l'administration peut utiliser pour une partie substantielle l'une des recherches antérieures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> i) lorsque la demande internationale revendique la priorité d'une demande internationale antérieure ayant fait l'objet d'une recherche internationale par l'administration, la recherche internationale de la demande internationale antérieure; ii) la recherche antérieure d'une demande nationale japonaise de brevet ou d'enregistrement de modèle d'utilité déposée par le même déposant que celui de la demande internationale. 		
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT):	Néant		

[Suite sur la page suivante]

¹ L'office participe au projet pilote IP5 de recherche et d'examen en collaboration au titre du PCT. Pour plus de renseignements, voir : www.jpo.go.jp/e/system/patent/pct/pct_kyoudouchousa_shikou.html

² Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

³ Pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT. Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, voir https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

⁴ Pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

⁵ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

⁶ Le montant du remboursement de la taxe de recherche est réduit lorsque la réduction pour la taxe de recherche (voir la note de bas de page 3) a été appliquée.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

JP OFFICE DES BREVETS DU JAPON (JPO)⁷ JP

[Suite]

Langues admises pour la recherche internationale :

Anglais⁸, japonais⁸

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Oui

Types de support électronique requis :

Disquette, CD-R

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la loi japonaise sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets, et les méthodes de traitement chirurgical ou thérapeutique du corps humain ainsi que les méthodes de diagnostic

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui⁹

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁹

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

⁷ Voir la note 1.

⁸ Les langues suivantes sont acceptées :

- Le japonais ou l'anglais pour les demandes internationales déposées auprès de l'Office des brevets du Japon en tant qu'office récepteur;
- L'anglais ou une traduction selon la règle 12.3 du PCT en anglais à partir d'autres langues acceptées pour les demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur du Brunéi Darussalam, du Cambodge, des États-Unis d'Amérique, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande et du Viet Nam;
- Le japonais ou une traduction selon la règle 12.3 du PCT en japonais à partir du coréen ou de l'anglais pour les demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur de la République de Corée, ou le japonais ou une traduction selon la règle 12.3 du PCT en japonais à partir de toute autre langue pour les demandes internationales déposées auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur (RO/IB) agissant pour la République de Corée; et
- Le japonais, l'anglais ou une traduction selon la règle 12.3 du PCT en japonais ou en anglais à partir de toute autre langue pour les demandes internationales déposées auprès de RO/IB agissant pour le Brunéi Darussalam, le Cambodge, les États-Unis d'Amérique, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, la République démocratique populaire lao, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam.

⁹ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

KR OFFICE CORÉEN KR

DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE^{1, 2, 3}

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ⁴ :	Won (KRW)	1.200.000 ⁵	450.000 ⁶
	Dollar australien (AUD)	1.443 ⁵	541 ⁶
	Dollar des États-Unis (USD)	1.036 ⁵	389 ⁶
	Dollar de Singapour (SGD)	1.410 ⁵	529 ⁶
	Dollar néo-zélandais (NZD)	1.561 ⁵	585 ⁶ (538) ^{6, 7}
	Euro (EUR)	879 ⁵	330 ⁶
	Franc suisse (CHF)	949 ⁵	356 ⁶
Taxes de recherche additionnelle (règles 40.2 et 40bis du PCT) ⁸ :	KRW	225.000	1.200.000 ⁵
			450.000 ⁶
Copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	L'administration met à disposition des copies de chaque document cité dans le rapport de recherche internationale à télécharger, gratuitement, pendant une période de six mois à compter de la date d'envoi du rapport.		
Comment obtenir des copies :	Les documents peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : https://www.patent.go.kr/smart/jsp/kiponet/ma/mamarkapply/infomodo/fyfpntent/PCTStatusInfo.do . Après six mois à compter de la date d'envoi du rapport de recherche internationale ou en cas de problèmes de téléchargement des documents, il convient de contacter l'administration (courrier électronique : isa.kipo@korea.kr, télécopieur : (82-42) 472 71 40) ou le Centre PCT de la Corée aux États-Unis d'Amérique (courrier électronique : pctkorea@pctkorea.com, télécopieur : (1-703) 388 10 84). Des copies sur papier des documents cités peuvent être obtenues directement à l'office moyennant le paiement de la taxe mentionnée ci-dessous.		
Taxe(s) :	KRW	100	par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT):	KRW	100	par page

[Suite sur la page suivante]

¹ Les déposants qui autorisent l'utilisation de l'adresse électronique renseignée dans leur demande internationale recevront une copie cryptée du rapport de recherche internationale (PCT/ISA/210) qui sera envoyée à cette adresse électronique. Pour ouvrir la copie, il convient d'utiliser le mot de passe indiqué en bas de la notification de réception de la copie de recherche (PCT/ISA/202).

² L'office, en tant qu'administration chargée de la recherche internationale, accepte les documents soumis par les déposants après la date du dépôt international par le biais d'ePCT. Pour prendre connaissance de la notification officielle de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 15 novembre 2018, pages 312 et suiv.

³ L'office participe au projet pilote IP5 de recherche et d'examen en collaboration au titre du PCT. Pour plus de renseignements, voir : https://www.kipo.go.kr/kpo/BoardApp/UnewNotiApp?a=&board_id=notice&ssl=&cp=1&pg=1&npp=&catmenu=m03_01_01&sdate=&edate=&searchKey=1&searchVal=pct&c=1003&seq=16962

⁴ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C). Cette taxe sera réduite de 75% lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun des déposants est ressortissant d'un État, et a son domicile ou son siège dans l'un des États suivants : Cambodge, Colombie, Indonésie, Malaisie, Mexique, Mongolie, Pérou, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam.

⁵ Pour les recherches effectuées en anglais.

⁶ Pour les recherches effectuées en coréen.

⁷ Le montant indiqué entre parenthèses est applicable à compter du 1^{er} décembre 2021.

⁸ Taxes à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

KR OFFICE CORÉEN KR

DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE^{9, 10, 11}

[Suite]

Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure qu'elle a déjà effectuée : remboursement à 75% sur requête du déposant</p>
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	KRW 11.000
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.1.c) du PCT) :	KRW 112.500
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais, coréen
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13ter.1 du PCT) ?	Oui
Types de support électronique requis :	Disquette, CD-ROM, CD-R, DVD, DVD-R
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation sur les brevets de la République de Corée, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

⁹ Voir la note 1.

¹⁰ Voir la note 2.

¹¹ Voir la note 3.

D

Administrations chargées de la recherche internationale

D**PH**

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES PHILIPPINES

PH

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Dollar des États-Unis (USD)	1.000	400 ²
	Euro (EUR)	849	339 ²
	Franc suisse (CHF)	916	366 ²
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ³ :	USD	1.000	400 ²
Copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	L'administration fournit aux déposants, gratuitement, et sous forme électronique, une copie des documents cités, lorsque le rapport de recherche internationale est transmis par courrier électronique. Aucune copie n'est fournie lorsque le rapport de recherche internationale est transmis par courrier.		
Comment obtenir des copies :	Pour les offices désignés (élus), des copies sont disponibles, gratuitement, et sur demande envoyée par courrier électronique à l'adresse suivante : pct@ipophil.gov.ph . Les déposants devront payer la taxe mentionnée ci-dessous.		
Taxe(s):	USD	20	8 ² par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	USD	20	8 ² par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure qu'elle a déjà effectuée : remboursement à 50%, selon la mesure dans laquelle l'administration tire parti de cette recherche antérieure</p>		
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	USD	500	200 ²
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	USD	250	100 ²
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais		

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Ce montant s'applique lorsque le déposant est une petite entreprise, à savoir toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D

Administrations chargées de la recherche internationale

D**PH**

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES PHILIPPINES

PH*[Suite]*

L'administration exige-t-elle que les
listages des séquences de nucléotides
ou d'acides aminés soient fournis sous
forme électronique
(règle 13ter.1 du PCT) ?

Oui

Types de support électronique
requis :

CD-R, DVD-R

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation sur les brevets des Philippines, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets nationaux

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Oui⁴

Cas particuliers dans lesquels
un pouvoir distinct est requis :

Lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire secondaire désigné par le mandataire; ou d'un nouveau mandataire désigné par le représentant commun; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un autre mandataire ou d'un autre représentant commun qui est désigné par le déposant en remplacement du mandataire ou du représentant commun désigné précédemment par le déposant; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire ou d'un représentant commun contenant le nom de déposants supplémentaires qui n'étaient pas nommés dans le formulaire de requête.

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie d'un
pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁴

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire secondaire désigné par le mandataire; ou d'un nouveau mandataire désigné par le représentant commun; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un autre mandataire ou d'un autre représentant commun qui est désigné par le déposant en remplacement du mandataire ou du représentant commun désigné précédemment par le déposant; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire ou d'un représentant commun contenant le nom de déposants supplémentaires qui n'étaient pas nommés dans le formulaire de requête.

⁴ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

RU SERVICE FÉDÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (ROSPATENT) RU (FÉDÉRATION DE RUSSIE)

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Rouble russe (RUB) 8.500 ² 40.000 ³ Dollar des États-Unis (USD) 115 ² 543 ³ Euro (EUR) 98 ² 459 ³ Franc suisse (CHF) 106 ² 498 ³
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ⁴ :	RUB 8.500 ² 40.000 ³
Copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) ⁵ :	Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport de recherche internationale, une copie de chaque document contenant la littérature autre que celle des brevets cité dans le rapport.
Comment obtenir des copies :	Les déposants et offices désignés (élus) peuvent commander des copies par courrier électronique à l'adresse suivante : pct-peo@rupto.ru.
Taxe(s) :	RUB 24 par page pour un document de brevet RUB 60 par page pour un document autre qu'un document de brevet
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	EUR 96 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100 % Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure effectuée, en ce qui concerne une demande antérieure, par cette même administration ou par une autre administration chargée de la recherche internationale, selon la mesure dans laquelle l'administration peut utiliser cette recherche antérieure : remboursement de 25% à 75%
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) ⁴ :	RUB 3.500
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.1.c) du PCT) ⁴ :	RUB 4.000
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais, russe

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Cette taxe s'applique aux recherches effectuées en russe.

³ Cette taxe s'applique aux recherches effectuées en anglais.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement. Pour de plus amples détails, voir "Comment le paiement peut-il être effectué ?" à l'adresse suivante : www1.fips.ru/wps/wcm/connect/content_en/en/inter/

⁵ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale. Pour de plus amples détails, voir www1.fips.ru/wps/wcm/connect/content_ru/ru/tarif/uslugi_pay (paragraphe 14.6) et www1.fips.ru/wps/wcm/connect/content_ru/ru/tarif/rekv

D Administrations chargées de la recherche internationale D

RU SERVICE FÉDÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (ROSPATENT) RU

(FÉDÉRATION DE RUSSIE)

[Suite]

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Oui

Types de support électronique requis :

CD-ROM, CD-R, DVD, DVD-R

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation de la Fédération de Russie sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

⁶ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

SE OFFICE SUEDOIS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (PRV) SE

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	<table> <tr><td>Couronne suédoise (SEK)</td><td>18.610</td></tr> <tr><td>Couronne danoise (DKK)</td><td>13.210</td></tr> <tr><td>Couronne islandaise (ISK)</td><td>268.000</td></tr> <tr><td>Couronne norvégienne (NOK)</td><td>17.880</td></tr> <tr><td>Dollar des États-Unis (USD)</td><td>2.091</td></tr> <tr><td>Euro (EUR)</td><td>1.775</td></tr> <tr><td>Franc suisse (CHF)</td><td>1.915</td></tr> </table>	Couronne suédoise (SEK)	18.610	Couronne danoise (DKK)	13.210	Couronne islandaise (ISK)	268.000	Couronne norvégienne (NOK)	17.880	Dollar des États-Unis (USD)	2.091	Euro (EUR)	1.775	Franc suisse (CHF)	1.915
Couronne suédoise (SEK)	18.610														
Couronne danoise (DKK)	13.210														
Couronne islandaise (ISK)	268.000														
Couronne norvégienne (NOK)	17.880														
Dollar des États-Unis (USD)	2.091														
Euro (EUR)	1.775														
Franc suisse (CHF)	1.915														
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	SEK 18.610														
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	<p>Tous documents cités dans le rapport de recherche internationale sont disponibles gratuitement depuis le service en ligne “Cited Documents” de l’office à l’adresse suivante https://www.prv.se/en/patents/patent-online-services/</p> <p>Les documents cités peuvent aussi être commandés sous forme papier au coût suivant :</p> <table> <tr><td>SEK</td><td>0 jusqu’à la 9^e page</td></tr> <tr><td>SEK</td><td>50 pour 10 pages</td></tr> <tr><td>plus SEK</td><td>2 pour chaque page à compter de la 11^e page</td></tr> </table>	SEK	0 jusqu’à la 9 ^e page	SEK	50 pour 10 pages	plus SEK	2 pour chaque page à compter de la 11 ^e page								
SEK	0 jusqu’à la 9 ^e page														
SEK	50 pour 10 pages														
plus SEK	2 pour chaque page à compter de la 11 ^e page														
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	<table> <tr><td>SEK</td><td>0 jusqu’à la 9^e page</td></tr> <tr><td>SEK</td><td>50 pour 10 pages</td></tr> <tr><td>plus SEK</td><td>2 pour chaque page à compter de la 11^e page</td></tr> </table>	SEK	0 jusqu’à la 9 ^e page	SEK	50 pour 10 pages	plus SEK	2 pour chaque page à compter de la 11 ^e page								
SEK	0 jusqu’à la 9 ^e page														
SEK	50 pour 10 pages														
plus SEK	2 pour chaque page à compter de la 11 ^e page														
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l’article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%</p> <p>Lorsqu’une recherche internationale ou de type international antérieure a déjà été effectuée par cette administration pour une demande dont la priorité est revendiquée : la taxe de recherche est remboursée en partie si la recherche peut être basée entièrement ou en partie sur la recherche effectuée par l’administration</p> <p>Lorsque un rapport de recherche et d’examen établi pour une demande déposée auprès de l’Office danois des brevets, de l’Office européen des brevets, de l’Office finlandais des brevets et de l’enregistrement (PRH), de l’Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO), de l’Office norvégien de la propriété industrielle ou de l’Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV), dont la priorité est revendiquée, est fourni avec la demande internationale : remboursement de SEK 2.800</p> <p>Lorsque une demande internationale antérieure dont la priorité est revendiquée, est fournie avec le rapport de recherche internationale établi par l’Institut nordique des brevets, l’Office européen des brevets, ou par l’Office finlandais des brevets et de l’enregistrement (PRH) : remboursement de SEK 2.800</p>														

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l’office récepteur dans la monnaie ou l’une des monnaies acceptées par cet office (voir l’annexe C).

² Taxe à verser à l’administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

SE OFFICE SUEDOIS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (PRV) SE

[Suite]

Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche (<i>suite</i>) :	Lorsque une demande internationale antérieure dont la priorité est revendiquée, est fournie avec le rapport de recherche de type international établi par l'Institut nordique des brevets ou par l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH) : remboursement de SEK 2.800
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT):	Néant
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais, danois, finnois, français ³ , norvégien et suédois
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ?	Oui
Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?	Disquette formatée 1,44 Mo, CD-ROM, CD-R
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation suédoise sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁴
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁴
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

³ Le français n'est pas accepté pour les demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège ou de la Suède, ou agissant pour ces États.

⁴ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D

Administrations chargées de la recherche internationale

D**SG**

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE SINGAPOUR

SG

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Dollar de Singapour (SGD) 2.240 Dollar des États-Unis (USD) 1.646 Euro (EUR) 1.397 Franc suisse (CHF) 1.507 Won (KRW) 1.906.000 Yen japonais (JPY) 183.400
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	SGD 2.240
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	SGD 30 par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	SGD 30 par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100% Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure : remboursement de 25% à 75%, selon la mesure dans laquelle l'administration peut utiliser cette recherche
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	SGD 650
Langue admise pour la recherche internationale :	Anglais, chinois
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ? Types de support électronique requis :	Oui CD-R, DVD-R
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation de Singapour sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

SG OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE SINGAPOUR SG

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

TR OFFICE TURC DES BREVETS ET DES MARQUES (TURKPATENT) TR

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Livre turque (TRY) 16.250 Euro (EUR) 1.775 Dollar des États-Unis (USD) 2.091 Franc suisse (CHF) 1.915
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	TRY 16.250
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	TRY 1,50 par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	TRY 1,50 par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100 % Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure : remboursement à 50 %
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	TRY 1.000
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	TRY 200
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais et turc
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ? Types de support électronique requis :	Oui La copie imprimable du listage des séquences et des données permettant l'identification devrait figurer tout entière dans un seul fichier "texte" sur une seule disquette ou sur un seul CD-ROM, CD-R, DVD ou DVD-R.
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation turque sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D	Administrations chargées de la recherche internationale	D
TR	OFFICE TURC DES BREVETS ET DES MARQUES (TURKPATENT)	TR

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un
pouvoir distinct est requis :

Oui³

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants; ou lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun ou lors de la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt.

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie
d'un pouvoir général doit lui être
remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Oui³

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants; ou lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun ou lors de la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt.

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D

Administrations chargées de la recherche internationale

D**UA**

ADMINISTRATION NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, ENTREPRISE D'ÉTAT "INSTITUT UKRAINIEN DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (UKRPATENT)"

UA

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Euro (EUR)	100 ²	300 ³
	Dollar des États-Unis (USD)	118 ²	353 ³
	Franc suisse (CHF)	108 ²	324 ³
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ⁴ :	EUR	100 ²	300 ³
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	EUR	0,40	par page
Copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	Des copies de documents cités dans le rapport de recherche internationale sont mises à la disposition des déposants et des offices désignés (élus) sur demande seulement.		
Comment obtenir des copies :	Les demandes de copies de documents doivent être transmises à l'adresse postale de l'office ou par télécopieur au numéro suivant : (380-44) 494 05 06		
Taxe(s) :	EUR	0,90	par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100 %</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure effectuée, en ce qui concerne une demande antérieure, par cette même administration ou par une autre administration chargée de la recherche internationale, selon la mesure dans laquelle l'administration peut utiliser cette recherche antérieure : remboursement de 25% à 75%</p>		
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	EUR	20	
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	Néant		
Langues admises pour la recherche internationale :	Allemand, anglais, français, russe, ukrainien		

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Pour les recherches effectuées en russe ou ukrainien.

³ Pour les recherches effectuées en allemand, anglais ou français.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

UA ADMINISTRATION NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, ENTREPRISE D'ÉTAT "INSTITUT UKRAINIEN DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (UKRPATENT)" UA

[Suite]

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Oui

Types de support électronique requis :

CD-ROM, CD-R, DVD, DVD-R

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la loi ukrainienne sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, est soumis à la recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Non

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Non

D Administrations chargées de la recherche internationale D

US OFFICE DES BREVETS ET DES MARQUES DES ÉTATS-UNIS (USPTO)¹ US

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) : ^{2, 3}		<i>Petite entité</i> ⁴	<i>Micro entité</i> ⁵
	Dollar des États-Unis (USD)	2.180 (1.090)	(545)
	Dollar néo-zélandais (NZD)	3.076 (1.538)	(769)
	Euro (EUR)	1.850 (925)	(463)
	Franc suisse (CHF)	1.996 (998)	(499)
	Rand sud-africain (ZAR)	31.120 (15.560)	(7.780)
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ^{3, 6}		<i>Petite entité</i> ⁴	<i>Micro entité</i> ⁵
	USD	2.180 (1.090)	(545)
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	Document de brevet américain (US) : USD 3 par copie ⁷ Document de brevet non américain, néant; le déposant reçoit, en plus du rapport de recherche internationale, une copie de chaque document de brevet américain ou une demande internationale publiée.		
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	USD 3 par copie d'un document de brevet américain USD 25 par copie d'un document de brevet non américain Voir le paragraphe 1.19 du titre 37 CFR pour les taxes de délivrance de copies d'autres documents		
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT):	Néant		
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :		<i>Petite entité</i> ⁴	<i>Micro entité</i> ⁵
	USD	320 (160)	(80)

[Suite sur la page suivante]

¹ L'office participe au projet pilote IP5 de recherche et d'examen en collaboration au titre du PCT. Pour plus de renseignements, voir : www.uspto.gov/patents-getting-started/international-protection/patent-cooperation-treaty/pct-collaborative-search

² Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C)

³ Le montant de cette taxe change périodiquement. Pour connaître le montant en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'administration chargée de la recherche internationale ou de consulter le barème de taxes en vigueur de l'USPTO à l'adresse suivante : www.uspto.gov/learning-and-resources/fees-and-payment/uspto-fee-schedule.

⁴ Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité". Pour plus de renseignements sur le droit au statut de "petite entité" et l'instauration de ce statut, voir www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#d0e30961 et la règle 1.27 du titre 37 CFR à l'adresse suivante : www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

⁵ Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "micro entité". Pour plus de renseignements sur le droit au statut de "micro entité" et l'instauration de ce statut, voir www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#ch500_d1ff69_210b3_1ca et la règle 1.29 du titre 37 CFR à l'adresse suivante : www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

⁶ Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

⁷ Depuis le 3 juillet 2007, l'USPTO n'envoie plus de copies papier de brevets américains et de demandes de brevets américains publiés cités dans les rapports de recherche, les opinions écrites ou les rapports d'examen préliminaire international dans les demandes internationales. Depuis le 29 octobre 2013, l'USPTO n'envoie également plus de copies de demandes internationales publiées citées dans des demandes internationales. Cependant, les copies électroniques peuvent être visionnées sur le site Internet de l'USPTO (www.uspto.gov/patents-application-process/search-patents). Les copies peuvent aussi être imprimées gratuitement page par page. Les copies peuvent aussi être achetées en ligne (ebiz1.uspto.gov/oems25p/index.html) ou obtenues auprès de l'USPTO Office of Public Records ((1-800) 972 63 82 or (571) 272 31 50) moyennant la taxe indiquée ci-dessus

D Administrations chargées de la recherche internationale D

US OFFICE OFFICE DES BREVETS ET DES MARQUES DES ÉTATS-UNIS (USPTO)⁸ US

[Suite]

Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherché :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale: remboursement à 100%</p>
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais
<p>L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?</p> <p>Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?</p>	<p>Yes</p> <p>Disquette : 3,5 pouces, capacité 1,44 Mo; 3,5 pouces, capacité 720 Ko; 5,25 pouces, capacité 1,2 Mo; 5,25 pouces, capacité 360 Ko</p> <p>Bande magnétique : 0,5 pouce, jusqu'à 24.000 pieds; densité : 1.600 ou 6.250 bits par pouce, 9 pistes; format : commande tar de Unix; spécifier le facteur de groupage (et non la "taille de bloc"); fin de ligne : retour de chariot ASCII et saut de ligne ASCII</p> <p>Cartouche de données 8 mm : format : commande tar de Unix; spécifier le facteur de groupage (et non la "taille de bloc"); fin de ligne : retour de chariot ASCII et saut de ligne ASCII</p> <p>Disque compact : format ISO 9660 ou High Sierra</p> <p>Disque magnéto-optique : spécifications de taille/capacité : 5,25 pouces, 640 Mo</p>
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation des États-Unis sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
<p>Renonciation au pouvoir :</p> <p>L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?</p> <p>Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :</p> <p>L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?</p> <p>Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :</p>	<p>Oui⁹</p> <p>Lorsqu'il n'est pas clair si un mandataire présumé est autorisé à agir au nom du déposant, et pour certains changements selon la règle 92^{bis} du PCT</p> <p>Oui⁹</p> <p>Lorsqu'il n'est pas clair si un mandataire présumé est autorisé à agir au nom du déposant, et pour certains changements selon la règle 92^{bis} du PCT</p>

⁸ Voir la note 1.

⁹ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT, voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D

Administrations chargées de la recherche internationale

D**XN**

INSTITUT NORDIQUE DES BREVETS

XN

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Couronne danoise (DKK)	13.210
	Couronne islandaise (ISK)	268.000
	Couronne norvégienne (NOK)	17.880
	Couronne suédoise (SEK)	18.610
	Dollar des États-Unis (USD)	2.091
	Euro (EUR)	1.775
	Franc suisse (CHF)	1.915
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	DKK	13.210
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT):	DKK	50 par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT):	DKK	3,25 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%</p> <p>Lorsque l'administration peut utiliser une recherche internationale ou de type international antérieure : remboursement à 50%</p> <p>Lorsque l'Office danois des brevets et des marques, l'Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO), l'Office norvégien de la propriété industrielle ou l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) a établi un rapport de recherche en ce qui concerne une demande antérieure dont la priorité est revendiquée, et lorsque l'administration peut utiliser ce rapport de recherche : remboursement à 25%</p>	
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT):	DKK	8.000
Langues admises pour la recherche internationale:	Anglais, danois, islandais, norvégien et suédois	
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ?	Oui	
Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?	CD-ROM, CD-R, DVD-ROM ou DVD-R	

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur concerné dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

XN INSTITUT NORDIQUE DES BREVETS XN

[Suite]

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions des législations danoise, islandaise et norvégienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ? Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Oui ³ Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ? Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Oui ³ Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

D Administrations chargées de la recherche internationale D

XV INSTITUT DES BREVETS DE VISEGRAD XV (VPI)

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) ¹ :	Euro (EUR) 1.775 Dollar des États-Unis (USD) 2.091 Forint hongrois (HUF) 639.500 Franc suisse (CHF) 1.915
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) ² :	EUR 1.775
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	EUR 0.80 par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1 ^{ter} du PCT) :	EUR 0.80 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100% Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure effectuée par l'un des offices nationaux des États contractants ou un rapport de recherche international ou de type international antérieur : remboursement à 40%
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	EUR 875
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .1.c) du PCT) :	EUR 230
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais, hongrois, polonais, slovaque et tchèque
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ?	Oui
Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?	CD-ROM, CD-R, DVD-ROM ou DVD-R
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation hongroise, polonaise, slovaque et tchèque sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'office récepteur concerné dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

² Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D	Administrations chargées de la recherche internationale	D
XV	INSTITUT DES BREVETS DE VISEGRAD (VPI)	XV

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir
distinct est requis :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au
moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un
mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans
ce formulaire au moment du dépôt

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie d'un
pouvoir général doit lui être remise ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au
moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un
mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans
ce formulaire au moment du dépôt

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

SISA

Administrations chargées de la recherche internationale (Recherche supplémentaire)

SISA**AT****OFFICE AUTRICHIEN DES BREVETS****AT**

Taxes payables au Bureau international ¹ :		Monnaie : Franc suisse (CHF)	
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) ² :	– pour une recherche portant uniquement sur la documentation en allemand :	CHF	917
	– pour une recherche portant uniquement sur la documentation minimale prescrite par le PCT :	CHF	1.834
	– pour une recherche portant uniquement sur la documentation européenne et nord-américaine :	CHF	1.284
Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :		CHF	200
Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c) du PCT) :		CHF	100
Taxes payables à l'administration :		Monnaie : Euro (EUR)	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45bis.7.c) du PCT) :		EUR	0,95 par page
	Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	EUR	0,95 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche supplémentaire :		Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Lorsque la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée avant le commencement de la recherche internationale supplémentaire (voir la règle 45bis.3.e) du PCT) : remboursement à 100%	
Langues admises pour la recherche internationale supplémentaire :		Allemand, anglais, français	
Objets exclus de la recherche :		Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation autrichienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets	
Étendue de la documentation incluse dans la recherche internationale supplémentaire :		Le déposant peut choisir entre trois types de documentation (voir "Taxes payables au Bureau international")	

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html.

² Cette taxe est fixée par l'administration en euros et sera révisée de temps à autre afin de refléter les fluctuations des taux de change entre l'euro et le franc suisse.

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**AT****OFFICE AUTRICHIEN DES BREVETS****AT***[Suite]*

Limitations concernant la recherche internationale supplémentaire :

L'administration informe le Bureau international au cas où les demandes de recherche internationale supplémentaire sont supérieures aux ressources disponibles.

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règles 13^{ter}.1 et 45^{bis}.5.c) du PCT) ?

Oui

Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?

CD-ROM, DVD

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Néant

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Néant

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

SISA Administrations chargées de la recherche internationale SISA

(Recherche supplémentaire)

EP OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB) EP

Taxes payables au Bureau international ¹ :		Monnaie :	Franc suisse (CHF)
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) ² :	CHF	1.915	
Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :	CHF	200	
Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c) du PCT) :	CHF	100	
Taxes payables à l'administration :		Monnaie :	Euro (EUR)
Taxe de réexamen (règle 45bis.6.c) du PCT) :	EUR	910	
Taxe pour remise tardive (règles 13ter.1.c) et 45bis.5.c) du PCT) :	EUR	240	
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche supplémentaire :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Le Bureau international rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire n'a pas encore été transmise à l'administration et que la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou que la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.d) du PCT) : remboursement à 100%</p> <p>L'administration rembourse cette taxe si, avant qu'elle ait commencé la recherche internationale supplémentaire conformément à la règle 45bis.5.a) du PCT, la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée en vertu de la règle 45bis.5.g) du PCT.</p> <p>L'administration rembourse cette taxe si, après réception des documents indiqués à la règle 45bis.4.e)i) à iv) du PCT, mais avant de commencer la recherche internationale supplémentaire conformément à la règle 45bis.5.a) du PCT, elle reçoit notification du retrait de la demande internationale ou de la demande de recherche supplémentaire.</p>		
Langues admises pour la recherche internationale supplémentaire :	Allemand, anglais, français		

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html.

² Cette taxe est fixée par l'administration en euros et sera révisée de temps à autre afin de refléter les fluctuations des taux de change entre l'euro et le franc suisse. Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique qui a la nationalité, et son domicile sur le territoire, d'un état classé par la Banque mondiale comme économie à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Pour la liste des États auxquels cette réduction s'applique, voir https://www.epo.org/applying/fees/international-fees/information_fr.html. La réduction de 75% s'applique également lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ou morale qui, au sens de la règle 18 du Traité de coopération en matière de brevets, a la nationalité, et son domicile sur le territoire, d'un État dans lequel un accord de validation conclu avec l'Organisation européenne des brevets est en vigueur. Pour plus d'informations, se référer à la décision du Conseil d'administration de l'OEB du 12 décembre 2019 (JO OEB 2020, A4) : <https://www.epo.org/law-practice/legal-texts/official-journal/2020/01/a4.html>

SISA Administrations chargées de la recherche internationale SISA

(Recherche supplémentaire)

EP OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB) EP

[Suite]

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la Convention sur le brevet européen est soumis à la recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Étendue de la documentation incluse dans la recherche internationale supplémentaire :	En plus de la documentation minimale spécifiée par le PCT, l'administration inclut dans la recherche, les documents contenus dans sa documentation de recherche.
Limitations concernant la recherche internationale supplémentaire :	Le cas échéant, l'administration ne commence la recherche internationale supplémentaire conformément à la règle 45bis.5.a) du PCT que si une copie d'un listage des séquences sous forme électronique conforme à la norme prévue dans les instructions administratives a été remise conformément à la règle 45bis.1.c)ii) du PCT et lui a ensuite été transmise conformément à la règle 45bis.4.e)iii) du PCT.
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règles 13ter.1 et 45bis.5.c) du PCT) ?	Oui
Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?	<p>CD-ROM (type : ISO/IEC 10149:1995, CD-ROM de 120 mm; format : ISO 9660, 650 Mo)</p> <p>CD-R (type : disque compact inscriptible de 120 mm; format : ISO 9660, 650 Mo)</p> <p>DVD (type : ISO/IEC 16448:1999, DVD de 120 mm – disque non inscriptible; format : 4,7 Go, conformément à la norme ISO 9660 ou OSTA UDF (versions 1.02 et ultérieures))</p> <p>DVD-R (type : norme ECMA-279, 120 mm (3,95 Go par face) – DVD inscriptible; format : 3,95 Go, conformément à la norme ISO 9660 ou OSTA UDF (versions 1.02 et ultérieures))</p>

[Suite sur la page suivante]

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**EP****OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB)****EP***[Suite]*Renonciation au pouvoir³ :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels
un pouvoir distinct est requis :

Oui⁴

Lorsque des actes à caractère formel sont accomplis par un mandataire présumé qui n'est pas le mandataire indiqué dans la demande internationale, sauf si ce mandataire présumé travaille pour la même entité que le mandataire qui figure dans la demande internationale ou s'ils sont tous les deux employés par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par le représentant commun; ou, d'une manière générale, en cas de doute sur la qualité à agir du mandataire ou du représentant commun.

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie
d'un pouvoir général doit lui être
remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Oui⁴

Lorsque des actes à caractère formel sont accomplis par un mandataire présumé qui n'est pas le mandataire indiqué dans la demande internationale, sauf si ce mandataire présumé travaille pour la même entité que le mandataire qui figure dans la demande internationale ou s'ils sont tous les deux employés par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par le représentant commun; ou, d'une manière générale, en cas de doute sur la qualité à agir du mandataire ou du représentant commun.

³ Voir JO OEB 5/2010, page 335.

⁴ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

SISA

Administrations chargées de la recherche internationale (Recherche supplémentaire)

SISA**FI**

OFFICE FINLANDAIS DES BREVETS ET DE L'ENREGISTREMENT (PRH)

FI

Taxes payables au Bureau international ¹ :		Monnaie :	Franc suisse (CHF)
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) ² :	CHF	1.915	
Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :	CHF	200	
Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c du PCT) :	CHF	100	
Taxes payables à l'administration :		Monnaie :	Euro (EUR)
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45bis.7.c du PCT) :	Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport de recherche internationale supplémentaire, une copie de chaque document cité dans le rapport. Sur demande, les offices désignés (élus) reçoivent également un premier jeu de copies, gratuitement. Les déposants et les offices désignés (élus) peuvent obtenir des copies supplémentaires, gratuitement, par courrier électronique à l'adresse suivante : pct@prh.fi .		
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	EUR	0,60	par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche supplémentaire :		Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Le Bureau international rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire n'a pas encore été transmise à l'administration et que la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou que la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.d du PCT) : remboursement à 100% L'administration rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée avant le début de la recherche internationale supplémentaire (voir la règle 45bis.3.e du PCT) : remboursement à 100%	
Langues admises pour la recherche internationale supplémentaire :		Anglais, finnois et suédois	

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html.

² Cette taxe est fixée par l'administration en euros et sera révisée de temps à autre afin de refléter les fluctuations des taux de change entre l'euro et le franc suisse.

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**FI**

**OFFICE FINLANDAIS DES BREVETS ET
DE L'ENREGISTREMENT (PRH)**

FI*[Suite]*

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation finlandaise sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Étendue de la documentation incluse dans la recherche internationale supplémentaire :	En plus de la documentation minimale spécifiée par le PCT, l'administration inclut dans la recherche, au minimum, les documents en danois, finnois, norvégien et suédois contenus dans sa documentation de recherche.
Limitations concernant la recherche internationale supplémentaire :	L'administration n'a pas actuellement de limitations concernant ses services de recherche internationale supplémentaire.
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ?	Oui
Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?	Néant. Les supports matériels ne sont pas acceptés. Les listages de séquences doivent être déposés en format électronique (voir l'annexe C)
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ³
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ³
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**RU**

**SERVICE FÉDÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (ROSPATENT)
(FÉDÉRATION DE RUSSIE)**

RU

Taxes payables au Bureau
international¹ :

Monnaie : Franc suisse (CHF)

Taxe de recherche supplémentaire
(règle 45bis.3 du PCT)² :

CHF 147 235³

Taxe de traitement de la recherche
supplémentaire
(règle 45bis.2 du PCT) :

CHF 200

Taxe pour paiement tardif
(règle 45bis.4.c) du PCT) :

CHF 100

Taxes payables à l'administration :

Monnaie : Rouble russe (RUB)

Taxe de réexamen
(règle 45bis.6.c) du PCT)⁴ :

RUB 4.200

Taxe pour la délivrance de copies
des documents cités dans le rapport
de recherche internationale
supplémentaire
(règle 45bis.7.c) du PCT) :

Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport de recherche internationale supplémentaire, une copie de chaque document cité dans le rapport.

Les déposants et offices désignés (élus) peuvent commander des copies par courrier électronique à l'adresse suivante : pct-peo@rupto.ru.

RUB 24 par page pour un document de brevet

RUB 60 par page pour un document autre qu'un document de brevet

Taxe pour la délivrance de copies
des documents contenus dans le
dossier de la demande internationale
(règle 94.1ter du PCT) :

EUR 96 par page

Conditions de remboursement et
montant du remboursement de
la taxe de recherche supplémentaire :

Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.

Le Bureau international rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire n'a pas encore été transmise à l'administration et que la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou que la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.d) du PCT) : remboursement à 100%

L'administration rembourse cette taxe lorsque la recherche n'a pas encore commencé et que la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.e) du PCT) : remboursement à 100%

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html

² Cette taxe est fixée par l'administration en rouble russe et sera révisée de temps à autre afin de refléter les fluctuations des taux de change entre le rouble russe et le franc suisse.

³ Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).

⁴ Pour de plus amples détails concernant le paiement de taxes à l'administration, voir le site Internet de Rospatent à l'adresse suivante : www1.fips.ru/wps/wcm/connect/content_ru/ru/tarif/rekv

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**RU**

**SERVICE FÉDÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (ROSPATENT)
(FÉDÉRATION DE RUSSIE)**

RU*[Suite]*

Langues admises pour la recherche
internationale supplémentaire :

Anglais, russe

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation de la Fédération de Russie sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Étendue de la documentation incluse
dans la recherche internationale
supplémentaire⁵ :

L'administration inclut dans la recherche, au minimum, les documents de brevet en russe et certains autres documents de brevet de l'ex-Union soviétique et des États de la CEI contenus dans sa documentation de recherche.

Lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement), l'administration inclut dans la recherche la documentation minimale spécifiée par le PCT et au minimum les documents de brevet en russe et certains autres documents de brevet de l'ex-Union soviétique et des États de la CEI contenus dans sa documentation de recherche.

Limitations concernant la recherche
internationale supplémentaire :

Néant

L'administration exige-t-elle que les
listages des séquences de nucléotides ou
d'acides aminés soient fournis sous forme
électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Oui

Types de support électronique
requis :

CD-ROM, CD-R, DVD, DVD-R

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels
un pouvoir distinct est requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie
d'un pouvoir général doit lui être
remise ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels une
copie d'un pouvoir général est
requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

⁵ L'étendue exacte des recherches doit être confirmée par l'administration.

⁶ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

SISA	Administrations chargées de la recherche internationale (Recherche supplémentaire)	SISA
SE	OFFICE SUEDOIS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (PRV)	SE

Taxes payables au Bureau international ¹ :	Monnaie : Franc suisse (CHF)
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) ² :	CHF 1.915
Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :	CHF 200
Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c) du PCT) :	CHF 100
Taxes payables à l'administration :	Monnaie : Couronne suédoise (SEK)
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45bis.7.c) du PCT) :	Tous documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire sont disponibles gratuitement depuis le service en ligne "Cited Documents" de l'office à l'adresse suivante https://www.prv.se/en/patents/patent-online-services/ Les documents cités peuvent aussi être commandés sous forme papier au coût suivant :
	SEK 0 jusqu'à la 9 ^e page
	SEK 50 pour 10 pages
plus	SEK 2 pour chaque page à compter de la 11 ^e page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	SEK 0 jusqu'à la 9 ^e page
	SEK 50 pour 10 pages
plus	SEK 2 pour chaque page à compter de la 11 ^e page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche supplémentaire :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée Le Bureau international rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire n'a pas encore été transmise à l'administration et que la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou que la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.d) du PCT) : remboursement à 100% L'administration rembourse cette taxe lorsque la recherche n'a pas encore commencé et que la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.e) du PCT) : remboursement à 100%
Langues admises pour la recherche internationale supplémentaire :	Anglais, danois, finlandais, norvégien et suédois
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation suédoise sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html.

² Cette taxe est liée à la taxe de recherche exigée par l'Office européen des brevets et sera révisée de temps à autre afin de refléter les fluctuations des taux de change entre la couronne suédoise et le franc suisse.

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**SE**

**OFFICE SUEDOIS DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (PRV)**

SE*[Suite]*

Étendue de la documentation incluse dans la recherche internationale supplémentaire :

En plus de la documentation minimale spécifiée par le PCT, l'administration inclut dans la recherche, au minimum, les documents en danois, finlandais, norvégien et suédois contenus dans sa documentation de recherche

Limitations concernant la recherche internationale supplémentaire :

L'administration informe le Bureau international au cas où les demandes de recherche internationale supplémentaire sont supérieures aux ressources disponibles

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13^{ter}.1 du PCT) ?

Oui

Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?

Disquette formatée 1,44 Mo, CD-ROM, CD-R

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**SG**

**OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DE SINGAPOUR**

SG

Taxes payables au Bureau international ¹ :		Monnaie :	Franc suisse (CHF)
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) ² :	CHF	1,507	
Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :	CHF	200	
Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c) du PCT) :	CHF	100	
Taxes payables à l'administration :		Monnaie :	Dollar de Singapour (SGD)
Taxe de réexamen (règle 45bis.6.c) du PCT) :	SGD	650	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45bis.7.c) du PCT) :	SGD	30	par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	SGD	30	par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche supplémentaire :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Le Bureau international rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire n'a pas encore été transmise à l'administration et que la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou que la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.d) du PCT) : remboursement à 100%</p> <p>L'administration rembourse cette taxe lorsque la recherche n'a pas encore commencé et que la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.e) du PCT) : remboursement à 100%</p>		
Langues admises pour la recherche internationale supplémentaire :	Anglais, chinois		
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation de Singapour sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets		

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html.

² Cette taxe est fixée par l'administration en dollar de Singapour et sera révisée de temps à autre afin de refléter les fluctuations des taux de change entre le dollar de Singapour et le franc suisse.

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**SG**

**OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE DE SINGAPOUR**

SG*[Suite]*

Étendue de la documentation incluse dans la recherche internationale supplémentaire :

En plus de la documentation minimale spécifiée par le PCT, l'administration inclut dans la recherche, au moins, les documents en anglais et chinois contenus dans sa documentation de recherche.

Limitations concernant la recherche internationale supplémentaire :

L'administration informe le Bureau international au cas où les demandes de recherche internationale supplémentaire sont supérieures aux ressources disponibles.

L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règles 13^{ter}.1 et 45^{bis}.5.c) du PCT) ?

Oui

Types de support électronique requis :

CD-R, DVD-R

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui³

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**TR**

**OFFICE TURC DES BREVETS ET DES
MARQUES (TURKPATENT)**

TR

Taxes payables au Bureau international ¹ :		Monnaie : Franc suisse (CHF)	
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) :	– pour une recherche complète :	CHF	1.915
	– pour une recherche portant uniquement sur les documents en turc contenus dans la documentation de recherche de l'administration :	CHF	59
Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :	CHF	200	
Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c) du PCT) :	CHF	100	
Taxes payables à l'administration :		Monnaie : Livre turque (TRY)	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45bis.7.c) du PCT) :	TRY	1,50	par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	TRY	1,50	par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche supplémentaire :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. L'administration rembourse cette taxe si, avant qu'elle ait commencé la recherche internationale supplémentaire conformément à la règle 45bis.5.a) du PCT, la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée en vertu de la règle 45bis.5.g) du PCT: remboursement à 100%		
Langues admises pour la recherche internationale supplémentaire :	Anglais et turc		
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation turque sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets		
Étendue de la documentation incluse dans la recherche internationale supplémentaire :	En plus de la documentation minimale spécifiée par le PCT, l'administration inclut dans la recherche, au moins, les documents en turc contenus dans sa documentation de recherche.		
Limitations concernant la recherche internationale supplémentaire :	L'administration informe le Bureau international au cas où les demandes de recherche internationale supplémentaire sont clairement supérieures aux ressources disponibles et également lorsque les conditions normales ont été rétablies.		

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA

TR

**OFFICE TURC DES BREVETS ET DES
MARQUES (TURKPATENT)**

TR

[Suite]

L'administration exige-t-elle que les
listages des séquences de nucléotides
ou d'acides aminés soient fournis sous
forme électronique (règles 13^{ter}.1
et 45^{bis}.5.c) du PCT) ?

Oui

Types de support électronique requis :

La copie imprimable du listage des séquences et des données
permettant l'identification devrait figurer tout entière dans un seul
fichier "texte" sur une seule disquette ou sur un seul CD-ROM,
CD-R, DVD ou DVD-R.

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Oui²

Cas particuliers dans lesquels un
pouvoir distinct est requis :

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le
mandataire représentant le ou les déposants; ou lors de la
désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun ou lors
de la remise de tout document par un mandataire ou un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au
moment du dépôt.

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie
d'un pouvoir général doit lui être
remise ?

Oui²

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le
mandataire représentant le ou les déposants; ou lors de la
désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun ou lors
de la remise de tout document par un mandataire ou un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au
moment du dépôt.

² Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**UA**

**ADMINISTRATION NATIONALE DE LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE,
ENTREPRISE D'ÉTAT "INSTITUT
UKRAINIEN DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE (UKRPATENT)"**

UA

Taxes payables au Bureau international ¹ :		Monnaie : Franc suisse (CHF)	
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) ² :		– pour une recherche portant sur les documents contenus dans la documentation de recherche de l'administration y compris sur la documentation minimale prescrite par le PCT :	
			CHF 97
		– pour une recherche portant uniquement sur la documentation européenne et nord-américaine :	
			CHF 97
		– pour une recherche portant uniquement sur la documentation en russe de l'ex-URSS et la documentation en ukrainien :	
			CHF 76
		– pour une recherche lorsque une déclaration visée à l'article 17.2.a) a été faite concernant un objet visé à la règle 39.1.iv) :	
			CHF 65
Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :		CHF	200
Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c) du PCT) :		CHF	100
Taxes payables à l'administration :		Monnaie : Euro (EUR)	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45bis.7.c) du PCT) :		Des copies de documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire sont mises à la disposition des déposants et des offices désignés (élus) sur demande seulement. Les demandes de copies de documents doivent être transmises à l'adresse postale de l'office ou par télécopieur au numéro suivant : (380-44) 494 05 06	
		EUR	0,40 par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :		EUR	0,90 par page

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html

² Cette taxe est fixée par l'administration en euros et sera révisée de temps à autre afin de refléter les fluctuations des taux de change entre l'euro et le franc suisse.

SISA

Administrations chargées de la recherche internationale (Recherche supplémentaire)

SISA**UA**

ADMINISTRATION NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, ENTREPRISE D'ÉTAT "INSTITUT UKRAINIEN DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (UKRPATENT)"

UA*[Suite]*

Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche supplémentaire :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Le Bureau international rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire n'a pas encore été transmise à l'administration et que la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou que la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.d) du PCT) : remboursement à 100%</p> <p>L'administration rembourse cette taxe lorsque la recherche n'a pas encore commencé et que la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.e) du PCT) : remboursement à 100%</p>
Langues admises pour la recherche internationale supplémentaire :	Allemand, anglais, français, russe, ukrainien
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la loi ukrainienne sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, est soumis à la recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Étendue de la documentation incluse dans la recherche internationale supplémentaire :	Le déposant peut choisir entre trois types de documentation (voir "Taxes payables au Bureau international")
Limitations concernant la recherche internationale supplémentaire :	L'administration informe le Bureau international au cas où les demandes de recherche internationale supplémentaire sont supérieures aux ressources disponibles.
<p>L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règles 13ter.1 et 45bis.5.c) du PCT) ?</p> <p>Types de support électronique requis :</p>	<p>Oui</p> <p>CD-ROM, CD-R, DVD, DVD-R</p>
<p>Renonciation au pouvoir :</p> <p>L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?</p> <p>L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>

SISA

Administrations chargées de la recherche internationale (Recherche supplémentaire)

SISA**XN****INSTITUT NORDIQUE DES BREVETS****XN**

Taxes payables au Bureau international ¹ :		Monnaie :	Franc suisse (CHF)
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) ² :	– pour une recherche complète	CHF	1.915
	– pour une recherche portant uniquement sur la documentation en danois, islandais, norvégien et suédois :	CHF	580
Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :	CHF	200	
Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c) du PCT) :	CHF	100	
Taxes payables à l'administration :		Monnaie :	Couronne danoise (DKK)
Taxe de réexamen (règle 45bis.6.c) du PCT) :	DKK	8.000	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45bis.7.c) du PCT) :	DKK	50	
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	DKK	3,25	par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche supplémentaire :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.		
	Le Bureau international rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire n'a pas encore été transmise à l'administration et que la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou que la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.d) du PCT) : remboursement à 100%		
	L'administration rembourse cette taxe lorsque la recherche n'a pas encore commencé et que la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.e) du PCT) : remboursement à 100%		
Langues admises pour la recherche internationale supplémentaire :	Anglais, danois, islandais, norvégien et suédois		

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html.

² Cette taxe est fixée par l'administration en couronnes danoises et sera révisée de temps à autre afin de refléter les fluctuations des taux de change entre la couronne danoise et le franc suisse.

SISA

Administrations chargées de la recherche internationale (Recherche supplémentaire)

SISA**XN****INSTITUT NORDIQUE DES BREVETS****XN***[Suite]*

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions des législations danoise, islandaise et norvégienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Étendue de la documentation incluse dans la recherche internationale supplémentaire :	En plus de la documentation minimale spécifiée par le PCT, l'administration inclut dans la recherche, au minimum, les documents en danois, islandais, norvégien et suédois contenus dans sa documentation de recherche
Limitations concernant la recherche internationale supplémentaire :	L'administration effectue au maximum 500 recherches internationales supplémentaires par an
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13ter.1 du PCT) ?	Oui
Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?	CD-ROM, CD-R, DVD-ROM ou DVD-R
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ³
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ³
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

SISA

Administrations chargées de la recherche internationale (Recherche supplémentaire)

SISA**XV**

INSTITUT DES BREVETS DE VISEGRAD (VPI)

XV

Taxes payables au Bureau international ¹ :		Monnaie : Franc suisse (CHF)	
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45bis.3 du PCT) ² :	– pour une recherche complète	CHF	1.915
	– pour une recherche portant uniquement sur la documentation en hongrois, polonais, tchèque et slovaque :	CHF	593
Taxe de traitement de la recherche supplémentaire (règle 45bis.2 du PCT) :	CHF	200	
Taxe pour paiement tardif (règle 45bis.4.c du PCT) :	CHF	100	
Taxes payables à l'administration :		Monnaie : Euro (EUR)	
Taxe de réexamen (règle 45bis.6.c du PCT) :	EUR	875	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45bis.7.c du PCT) :	EUR	0,80	par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1ter du PCT) :	EUR	0,80	par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche supplémentaire :	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.</p> <p>Le Bureau international rembourse cette taxe lorsque la demande de recherche supplémentaire n'a pas encore été transmise à l'administration et que la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou que la demande de recherche supplémentaire est retirée ou réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.d du PCT) : remboursement à 100%</p> <p>L'administration rembourse cette taxe lorsque la recherche n'a pas encore commencé et que la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée (voir la règle 45bis.3.e du PCT) : remboursement à 100%</p>		
Langues admises pour la recherche internationale supplémentaire :	Anglais, hongrois, polonais, slovaque et tchèque		
Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation hongroise, polonaise, slovaque et tchèque sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets		

[Suite sur la page suivante]

¹ Pour plus de précisions concernant le paiement de taxes au Bureau international, voir le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/special.html.

² Cette taxe est fixée par l'administration en euro et sera révisée de temps à autre afin de refléter les fluctuations des taux de change entre l'euro et le franc suisse.

SISA

**Administrations chargées de la
recherche internationale
(Recherche supplémentaire)**

SISA**XV**

**INSTITUT DES BREVETS DE VISEGRAD
(VPI)**

XV*[Suite]*

Étendue de la documentation incluse dans la recherche internationale supplémentaire :	En plus de la documentation minimale spécifiée par le PCT, l'administration inclut dans la recherche, au minimum, les documents en hongrois, polonais, slovaque et tchèque contenus dans sa documentation de recherche
Limitations concernant la recherche internationale supplémentaire :	Néant
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13 ^{ter} .1 du PCT) ?	Oui
Quels types de support électronique l'administration exige-t-elle ?	CD-ROM, CD-R, DVD-ROM ou DVD-R
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ³
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ³
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

³ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90^{bis}.1 à 90^{bis}.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

AT OFFICE AUTRICHIEN DES BREVETS AT

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ^{1, 2} :	Euro (EUR)	1.749	
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ^{2, 3} :	EUR	1.749	
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁴ :	EUR	185	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	EUR	0,95	par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) ³ :	EUR	0,95	par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100 %</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100 %</p>		
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	EUR	229	
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Allemand, anglais, français		
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation autrichienne sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets		

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux est une personne physique qui est ressortissante d'un certain Etat et domiciliée dans un certain Etat pour lequel l'Office autrichien des brevets est une administration chargée de la recherche internationale.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

E Administrations chargées de l'examen E
préliminaire international

AT OFFICE AUTRICHIEN DES BREVETS AT

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Néant
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui ⁵
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Néant

⁵ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

AU OFFICE AUSTRALIEN DES BREVETS AU

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Dollar australien (AUD) 590 (820) Le montant indiqué entre parenthèses est applicable lorsque le rapport de recherche internationale n'a pas été établi par l'Office australien des brevets.
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ² :	AUD 590
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ³ :	AUD 280 (304) ⁴
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	L'administration fournit, sur demande, aux déposants et offices élus une copie de chaque document cité dans le rapport d'examen préliminaire international, moyennant le paiement de la taxe mentionnée ci-dessous.
Comment obtenir des copies :	Les documents peuvent être demandés par le biais d'eServices à l'adresse suivante : https://services.ipaustralia.gov.au/ICMWebUI/views/private/icm-home.xhtml
Taxe(s):	AUD 50 par document ⁵
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	AUD 50 par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100 % Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100 %
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	Néant
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Anglais
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation australienne sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁴ Le montant indiqué entre parenthèses est applicable à compter du 1^{er} novembre 2021.

⁵ Cette taxe est plafonnée à AUD 200.

E Administrations chargées de l'examen E

AU OFFICE AUSTRALIEN DES BREVETS AU

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le mandataire représentant le ou les déposants

⁶ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

BR INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (BRÉSIL) BR

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Real brésilien (BRL)	en ligne 630	sur papier ² 945
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ³ :	BRL	365 (en ligne)	545 (sur papier) ²
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁴ :	Équivalent en BRL de 200 francs suisses		
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) ¹ :	BRL	1,5 (en ligne)	2 (sur papier) ² par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) ¹ :	BRL	1,5 (en ligne)	2 (sur papier) ² par page
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) ¹ :	BRL	1.220 (en ligne)	1.830 (sur papier) ²
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) ¹ :	BRL	180 (en ligne)	270 (sur papier) ²
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire:	<p>Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent, sera remboursée.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100%</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100%</p>		
L'office accepte-t-il le dépôt de demandes d'examen préliminaire (Chapitre II du PCT) sous forme électronique ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁵		

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 60% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique, une petite ou moyenne entreprise, une coopérative, un établissement d'enseignement, un organisme à but non lucratif ou une institution publique. Pour plus de précisions, voir la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) n° 251/19, du 2 octobre 2019.

² La réception sur papier des demandes internationales et des documents liés au PCT est possible uniquement par courrier postal (il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) n° 253/19, du 13 novembre 2019).

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement. La note 1 (à l'exception de la première phrase) est également applicable.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁵ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, voir les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 23 octobre 2014, page 158 et suiv.

E **Administrations chargées de l'examen** **E**
préliminaire international
BR **INSTITUT NATIONAL DE LA** **BR**
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (BRÉSIL)

[Suite]

Langues admises pour l'examen
préliminaire international:

Anglais⁶, espagnol⁷ et portugais

Objets exclus de l'examen:

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation brésilienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

⁶ Pour les demandes internationales déposées auprès de tout office récepteur excepté les offices récepteurs situés dans la région Amérique latine et Caraïbes.

⁷ Pour les demandes internationales déposées auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) agissant en tant qu'office récepteur ou auprès des offices récepteurs des régions d'Amérique latine et des Caraïbes.

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

CA OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU CANADA¹ CA

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ² :	Dollar canadien (CAD)	816
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ³ :	CAD	816
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁴ :	CAD	268
Copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	<p>L'administration fournit gratuitement, sur demande, aux déposants et aux offices élus une première copie de chaque document contenant de la littérature non-brevet pas cité dans le rapport de recherche internationale.</p> <p>Des copies supplémentaires de documents contenant de la littérature non-brevet et des documents de brevet publiés sont mises à la disposition des déposants et des offices élus, sur demande, moyennant le paiement de la taxe mentionnée ci-dessous.</p>	
Comment obtenir des copies :	<p>Les demandes de copies de documents doivent être transmises à l'adresse suivante : ic.cipobpctpractice-opicpratiquepctdb.ic@canada.</p>	
Taxe(s):	<p>Pour chaque demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sous forme papier : CAD 1 par page – sous forme électronique : CAD 10 pour les 7 premiers mégaoctets plus CAD 10 pour chaque tranche supplémentaire de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets 	
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT):	<ul style="list-style-type: none"> – sous forme papier : CAD 1 par page – sous forme électronique : CAD 10 pour les 7 premiers mégaoctets plus CAD 10 pour chaque tranche supplémentaire de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets 	
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100 %</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100 %</p>	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	Néant	

[Suite sur la page suivante]

¹ L'Office de la propriété intellectuelle du Canada n'agira en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

E Administrations chargées de l'examen E

CA OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ CA

INTELLECTUELLE DU CANADA⁵

[Suite]

Langues admises pour l'examen
préliminaire international :

Anglais, français

Objets exclus de l'examen :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation canadienne sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels un
pouvoir distinct est requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie d'un
pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au nom du déposant.

⁵ Voir la note 1.

⁶ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

CL INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ CL INDUSTRIELLE (CHILI)¹

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ² :	Dollar des États-Unis (USD)	1.500	(400) ³	(300) ⁴
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ⁵ :	USD	1.500	(400) ³	(300) ⁴
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁶ :	USD	218		
Copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	L'administration fournit aux déposants, gratuitement, et sous forme électronique, une copie des documents cités, lorsque le rapport d'examen préliminaire international est transmis par courrier électronique. Aucune copie n'est fournie lorsque le rapport d'examen préliminaire international est transmis par courrier.			
Comment obtenir des copies :	Pour les offices élus, des copies sont disponibles, gratuitement, et sur demande envoyée par courrier électronique à l'adresse suivante : pct@inapi.cl . Les déposants devront payer la taxe mentionnée ci-dessous.			
Taxe(s):	USD	10	par document	
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT):	USD	10	par document	
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100 % Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100 %			

[Suite sur la page suivante]

¹ L'Institut national de la propriété industrielle (Chili) n'agira en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

³ Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs taxes du PCT, voir www.wipo.int/pct/en/fees/fee_reduction.pdf

⁴ Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une université lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt et est authentifiée par son représentant légal, au moyen d'une simple déclaration signée en présence d'un notaire, en tant qu'université constituée conformément à la législation de cet État, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire au critère indiqué au point a) ou au point b). Pour plus de précisions sur les déposants ayant droit à la réduction de 90% de taxes du PCT, voir www.wipo.int/pct/en/fees/fee_reduction.pdf

⁵ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁶ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent. Pour plus de précisions sur les déposants ayant droit à la réduction de 90% de taxes du PCT, voir www.wipo.int/pct/en/fees/fee_reduction.pdf.

E Administrations chargées de l'examen E
préliminaire international
CL INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ CL
INDUSTRIELLE (CHILI)

[Suite]

Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	USD 350
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .2 du PCT) :	Néant
L'office accepte-t-il le dépôt de demandes d'examen préliminaire (Chapitre II du PCT) sous forme électronique ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁷
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Anglais, Espagnol
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation chilienne sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

⁷ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, voir les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 4 décembre 2014, page 197 et suiv.

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

CN ADMINISTRATION NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA CHINE CN

(CNIPA)¹

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ² :	Yuan renminbi (CNY)	1.500
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ³ :	CNY	1.500
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁴ :	Équivalent en CNY de 200 francs suisses	(CNY 1.390) ⁵
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT):	CNY	2 par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT):	CNY	2 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire:	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT: remboursement à 100 % Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international: remboursement à 100 %	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	CNY	200
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) :	CNY	200
Langues admises pour l'examen préliminaire international:	Anglais, chinois	
Objets exclus de l'examen:	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation chinoise sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets	
Renonciation au pouvoir :		
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non	

¹ L'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) n'agira en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir la note de bas de page correspondante de l'annexe C(IB)). Pour plus de précisions, voir les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 29 mai 2008, page 72, barème de taxes, point 4.

⁵ Le montant indiqué entre parenthèses est applicable à compter du 1^{er} décembre 2021.

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

EG OFFICE ÉGYPTIEN DES BREVETS EG

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Livre égyptienne (EGP) 3.000
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ² :	EGP 3.000
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ¹ :	USD 218
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	Le déposant reçoit gratuitement, avec le rapport d'examen préliminaire international, une copie de tout document supplémentaire qui n'a pas été cité dans le rapport de recherche internationale. Des copies supplémentaires peuvent être commandées au coût de EGP 50 par document.
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	EGP 200 pour les 30 premières pages plus EGP 3 pour chaque page supplémentaire
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100% Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100%
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	EGP 1.600
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) :	EGP 200
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Arabe ³ , anglais ^{3,4}
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

³ Pour les demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur de, ou agissant pour, tout membre de la Ligue des États arabes (www.lasportal.org/en/Pages/default.aspx).

⁴ Pour les demandes internationales déposées auprès de tout office récepteur autre que l'office récepteur de, ou agissant pour, tout membre de la Ligue des États arabes (www.lasportal.org/en/Pages/default.aspx).

E **Administrations chargées de l'examen** **E**
préliminaire international

EG **OFFICE ÉGYPTIEN DES BREVETS** **EG**

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Non

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie
d'un pouvoir général doit lui être
remise ?

Non

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

EP OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB)¹ EP

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ^{2,3} :	Euro (EUR)	1.830
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ⁴ :	Même montant que ci-dessus	
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ^{3,5} :	EUR	185
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100%</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100%</p>	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	EUR	910
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) :	EUR	240
L'office accepte-t-il le dépôt de demandes d'examen préliminaire (Chapitre II du PCT) sous forme électronique ⁶ ?	<p>Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du logiciel de dépôt en ligne de l'OEB, du service de dépôt par formulaire en ligne de l'OEB, du système de gestion des dossiers de l'OEB⁷, du portail de dépôt en ligne ePCT ou du service de dépôt en ligne 2.0 de l'OEB. Les dépôts hors ligne peuvent être fournis sur CD-R, DVD-R ou DVD+R s'ils sont effectués à l'aide du dépôt en ligne de l'OEB.</p>	
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Allemand, anglais, français	

[Suite sur la page suivante]

¹ L'OEB n'agira en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins, par l'Institut des brevets de Visegrad, par l'Institut nordique des brevets, par l'office autrichien des brevets, par l'office espagnol des brevets et des marques, par l'office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH), par l'office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) ou par l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent).

² La taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique qui a la nationalité, et son domicile sur le territoire, d'un état classé par la Banque mondiale comme économie à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Pour la liste des États auxquels cette réduction s'applique, voir https://www.epo.org/applying/fees/international-fees/information_fr.html. La réduction de 75% s'applique également lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ou morale qui, au sens de la règle 18 du Traité de coopération en matière de brevets, a la nationalité, et son domicile sur le territoire, d'un État dans lequel un accord de validation conclu avec l'Organisation européenne des brevets est en vigueur. Pour plus d'informations, se référer à la décision du Conseil d'administration de l'OEB du 12 décembre 2019 (JO OEB 2020, A4) : <https://www.epo.org/law-practice/legal-texts/official-journal/2020/01/a4.html>

³ La taxe pour paiement tardif, correspondant à 50% du montant des taxes impayées, est à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Voir JO OEB 5/1998, page 282.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement. La note 2 est également applicable.

⁵ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁶ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 18 mars 2021, page 51 et suiv.

⁷ À compter du 1^{er} janvier 2022, l'office n'acceptera plus le dépôt de demandes (Chapitre II du PCT) sous forme électronique déposées au moyen du système de gestion des dossiers de l'OEB. Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 3 juin 2021, page 108.

(3 juin 2021)

E Administrations chargées de l'examen E

EP OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB)⁸ EP

[Suite]

Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la Convention sur le brevet européen est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
-----------------------------	---

Renonciation au pouvoir⁹ :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Oui¹⁰

Lorsque des actes à caractère formel sont accomplis par un mandataire présumé qui n'est pas le mandataire indiqué dans la demande internationale, sauf si ce mandataire présumé travaille pour la même entité que le mandataire qui figure dans la demande internationale ou s'ils sont tous les deux employés par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par le représentant commun; ou en cas de doute sur la qualité à agir du mandataire ou du représentant commun.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Oui¹⁰

Lorsque des actes à caractère formel sont accomplis par un mandataire présumé qui n'est pas le mandataire indiqué dans la demande internationale, sauf si ce mandataire présumé travaille pour la même entité que le mandataire qui figure dans la demande internationale ou s'ils sont tous les deux employés par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par le représentant commun; ou en cas de doute sur la qualité à agir du mandataire ou du représentant commun.

⁸ Voir la note 1.

⁹ Voir JO OEB 5/2010, page 335.

¹⁰ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen E

ES OFFICE ESPAGNOL DES BREVETS ES

ET DES MARQUES

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Euro (EUR)	589,48
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ^{1, 2} :	EUR	589,48
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ³ :	EUR	185
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT):	EUR	4,69 par document national EUR 4,69 par document étranger
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	EUR	0,23 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire:	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé sur requête du déposant. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100% Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100%	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	Néant	
Langues admises pour l'examen préliminaire international:	Anglais, espagnol	
Objets exclus de l'examen:	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation espagnole sur les brevets n° 24/2015 du 24 juillet 2015, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets	

[Suite sur la page suivante]

¹ La taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ou une personne morale qui est ressortissante d'un État qui n'est pas un État partie à la Convention sur le brevet européen et qui figurent sur les listes des économies à faible revenu, à revenu moyen inférieur ou à revenu moyen supérieur établies par la Banque mondiale, voir www.wipo.int/pct/en/fees/oepm_fee_reduction.html.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

E	Administrations chargées de l'examen préliminaire international	E
ES	OFFICE ESPAGNOL DES BREVETS ET DES MARQUES	ES

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels
un pouvoir distinct est requis :

Oui⁴

En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire; et
lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au
moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un
mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué
dans ce formulaire au moment du dépôt.

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie d'un
pouvoir général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Oui⁴

En cas de doute raisonnable sur la qualité à agir du mandataire; et
lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au
moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un
mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué
dans ce formulaire au moment du dépôt.

⁴ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

FI OFFICE FINLANDAIS DES BREVETS ET DE L'ENREGISTREMENT (PRH) FI

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Euro (EUR)	600
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ² :	EUR	600
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ³ :	EUR	185
Copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport d'examen préliminaire international, une copie de chaque document cité dans le rapport. Sur demande, les offices élus reçoivent également un premier jeu de copies, gratuitement.	
Comment obtenir des copies :	Les déposants et les offices élus peuvent obtenir des copies supplémentaires par courrier électronique à l'adresse suivante : pct@prh.fi .	
Taxe(s) :	Néant	
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT):	EUR	0,60 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100 %</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100 %</p>	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	Néant	
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2) du PCT) :	EUR	200
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Anglais, finnois, suédois	
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation finlandaise sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets	

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

E Administrations chargées de l'examen E
FI OFFICE FINLANDAIS DES BREVETS ET DE FI
L'ENREGISTREMENT (PRH)

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Oui⁴

Cas particuliers dans lesquels
un pouvoir distinct est requis :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête ou
dans le formulaire de demande d'examen préliminaire international
au moment de leur dépôt ou pour la remise de tout document par un
mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans
ces formulaires au moment de leur dépôt

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie
d'un pouvoir général doit lui être
remise ?

Oui⁴

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête ou
dans le formulaire de demande d'examen préliminaire international
au moment de leur dépôt ou pour la remise de tout document par un
mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans
ces formulaires au moment de leur dépôt

⁴ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

IL OFFICE DES BREVETS D'ISRAËL IL

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Nouveau sheqel israélien (ILS)	1.523
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ² :	ILS	1.523
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ³ :	ILS	745 (704) ⁴
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT):	L'administration fournit, sur demande, aux déposants et offices élus une copie de chaque document contenant de la littérature non-brevet cité dans le rapport d'examen préliminaire international. Les copies sont fournies aux offices gratuitement, les copies pour les déposants sont soumises à la taxe mentionnée ci-dessous.	
Comment obtenir des copies :	Des copies des documents peuvent être commandées sur le site web sécurisé du PCT de l'office à l'adresse suivante : https://pctonline-sc.justice.gov.il/ ou, alternativement, par courrier électronique à l'adresse suivante : PCToffice@justice.gov.il	
Taxe(s):	ILS	44 par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT):	ILS	44 par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire:	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100%</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100%</p>	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	Néant	
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) :	ILS	457
Langues admises pour l'examen préliminaire international:	Anglais	
Objets exclus de l'examen:	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation israélienne sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets	

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁴ Le montant indiqué entre parenthèses est applicable à compter du 1^{er} novembre 2021.

E	Administrations chargées de l'examen préliminaire international	E
IL	OFFICE DES BREVETS D'ISRAËL	IL
<i>[Suite]</i>		

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Oui⁵

Cas particuliers dans lesquels
un pouvoir distinct est requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas
indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit
tout acte après le dépôt

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie d'un
pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁵

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas
indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit
tout acte après le dépôt

⁵ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

IN OFFICE INDIEN DES BREVETS IN

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Roupie indienne (INR)	12.000 ²	(3.000) ³
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ⁴ :	INR	12.000 ²	(3.000) ³
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁵ :	USD	218	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT):	INR	10	par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT):	INR	10	par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire:	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100%</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100%⁶</p>		
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	INR	4.000	(1.000) ⁷
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) :	INR	4.000	(1.000) ⁷
L'office accepte-t-il le dépôt de demandes d'examen préliminaire (Chapitre II du PCT) sous forme électronique ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT ⁸		

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Cette taxe est abaissée à INR 10.000 lorsque le rapport de recherche internationale a été établi par l'Office indien des brevets.

³ Le montant indiqué entre parenthèses est applicable dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier. Il est abaissé à INR 2.500 lorsque le rapport de recherche internationale a été établi par l'Office indien des brevets.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁵ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁶ Une taxe de traitement équivalant au montant de la taxe de transmission (voir l'annexe C(IN)) sera déduite de ce remboursement.

⁷ Le montant indiqué entre parenthèses est applicable dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

⁸ Pour prendre connaissance de la notification pertinente de l'office, voir les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 13 novembre 2014, pages 171 et suiv.

E	Administrations chargées de l'examen préliminaire international	E
IN	OFFICE INDIEN DES BREVETS <i>[Suite]</i>	IN

Langues admises pour l'examen
préliminaire international :

Anglais

Objets exclus de l'examen :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation indienne sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Non

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie d'un
pouvoir général doit lui être remise ?

Non

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

JP OFFICE DES BREVETS DU JAPON (JPO)¹ JP

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ² :	Yen japonais (JPY)	26.000 ³ (58.000) ⁴
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ⁵ :	JPY 15.000	(34.000) ⁴
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁶ :	JPY 23.100	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT): Comment obtenir des copies :	<p>Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport d'examen préliminaire international, une copie de chaque document contenant la littérature autre que celle des brevets cité dans le rapport de recherche internationale.</p> <p>Les demandes de copies de documents doivent être transmises en utilisant le formulaire approprié disponible à l'adresse suivante : https://www.jpo.go.jp/system/patent/pct/tetuzuki/document/tokkyo_jyouyaku-jitumu/22.pdf#page=62</p>	
Taxe(s) :	JPY 1.400	par demande
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT):	JPY 1.400	par demande
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100%</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : pas de remboursement</p>	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	Néant	

[Suite sur la page suivante]

¹ L'Office des brevets du Japon (JPO) n'agira en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

³ Cette taxe est réduite (i) pour des demandes déposées en japonais ou (ii) pour des demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie, aux fins de la recherche internationale selon la règle 12.3 du PCT par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions, voir https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

⁴ Pour les examens préliminaires effectués en anglais.

⁵ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁶ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

JP OFFICE DES BREVETS DU JAPON (JPO)⁷ JP

[Suite]

Langues admises pour l'examen préliminaire international :

Anglais,⁸ japonais⁸

Objets exclus de l'examen :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la loi japonaise sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets, et les méthodes de traitement chirurgical ou thérapeutique du corps humain ainsi que les méthodes de diagnostic

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui⁹

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁹

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

⁷ Voir la note 1.

⁸ Les langues suivantes sont acceptées :

- Le japonais ou l'anglais pour les demandes internationales déposées auprès de l'Office des brevets du Japon en tant qu'office récepteur;
- L'anglais ou une traduction selon la règle 12.3 du PCT en anglais à partir d'autres langues acceptées pour les demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur du Brunéi Darussalam, du Cambodge, des États-Unis d'Amérique, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande et du Viet Nam;
- Le japonais ou une traduction selon la règle 12.3 du PCT en japonais à partir du coréen ou de l'anglais pour les demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur de la République de Corée, ou le japonais ou une traduction selon la règle 12.3 du PCT en japonais à partir de toute autre langue pour les demandes internationales déposées auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur (RO/IB) agissant pour la République de Corée; et
- Le japonais, l'anglais ou une traduction selon la règle 12.3 du PCT en japonais ou en anglais à partir de toute autre langue pour les demandes internationales déposées auprès de RO/IB agissant pour le Brunéi Darussalam, le Cambodge, les États-Unis d'Amérique, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, la République démocratique populaire lao, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam.

⁹ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

KR OFFICE CORÉEN KR

DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE¹

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ² :	Won (KRW)	450.000
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ³ :	KRW	450.000
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁴ :	KRW	253.000
Copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	<p>L'administration met à disposition des copies de chaque document cité dans le rapport d'examen préliminaire international à télécharger, gratuitement, pendant une période de six mois à compter de la date d'envoi du rapport.</p> <p>Les documents peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : https://www.patent.go.kr/smart/jsp/kiponet/ma/mamarkapply/infomodifypatent/PCTStatusInfo.do.</p> <p>Après six mois à compter de la date d'envoi du rapport d'examen préliminaire international ou en cas de problèmes de téléchargement des documents, il convient de contacter l'administration (courrier électronique : isa.kipo@korea.kr, télécopieur : (82-42) 472 71 40) ou le Centre PCT de la Corée aux États-Unis d'Amérique (courrier électronique : pctkorea@pctkorea.com, télécopieur : (1-703) 388 10 84).</p> <p>Des copies sur papier des documents cités peuvent être obtenues directement à l'office moyennant le paiement de la taxe mentionnée ci-dessous.</p>	
Comment obtenir des copies :		
Taxe(s) :	KRW	100 par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	KRW	100 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100 %</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100 %</p>	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	KRW	11.000
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) :	KRW	112.500

[Suite sur la page suivante]

¹ Les déposants qui autorisent l'utilisation de l'adresse électronique renseignée dans leur demande internationale recevront une copie cryptée du rapport préliminaire international sur la brevetabilité (Chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets) (PCT/IPEA/409) qui sera envoyée à cette adresse électronique. Pour ouvrir la copie, il convient d'utiliser le mot de passe indiqué en bas de la notification de la réception de la demande d'examen préliminaire international par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/IPEA/402).

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(II)).

Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Anglais, coréen
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation sur les brevets de la République de Corée, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

(Édition spéciale préparée pour les candidats à l'EEQ, page 789)

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

PH OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ PH INTELLECTUELLE DES PHILIPPINES

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Dollar des États-Unis (USD) 500 (200) ²
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ³ :	USD 500 (200) ²
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁴ :	USD 218
Copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	L'administration fournit aux déposants, gratuitement, et sous forme électronique, une copie des documents cités, lorsque le rapport d'examen préliminaire international est transmis par courrier électronique. Aucune copie n'est fournie lorsque le rapport d'examen préliminaire international est transmis par courrier.
Comment obtenir des copies :	Pour les offices élus, des copies sont disponibles, gratuitement, et sur demande envoyée par courrier électronique à l'adresse suivante : pct@ipophil.gov.ph. Les déposants devront payer la taxe mentionnée ci-dessous.
Taxe(s):	USD 20 (8) ² par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	USD 20 (8) ² par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100 % Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100 %
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	USD 500 (200) ²
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) :	USD 250 (100) ²

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Le montant indiqué entre parenthèses s'applique lorsque le déposant est une petite entreprise, à savoir toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir la note correspondante à l'annexe C(IB)).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

PH OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ PH INTELLECTUELLE DES PHILIPPINES

[Suite]

Langues admises pour l'examen préliminaire international :

Anglais

Objets exclus de l'examen :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation sur les brevets des Philippines est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets nationaux

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui⁵

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire secondaire désigné par le mandataire; ou d'un nouveau mandataire désigné par le représentant commun; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un autre mandataire ou d'un autre représentant commun qui est désigné par le déposant en remplacement du mandataire ou du représentant commun désigné précédemment par le déposant; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire ou d'un représentant commun contenant le nom de déposants supplémentaires qui n'étaient pas nommés dans le formulaire de requête.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁵

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire secondaire désigné par le mandataire; ou d'un nouveau mandataire désigné par le représentant commun; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un autre mandataire ou d'un autre représentant commun qui est désigné par le déposant en remplacement du mandataire ou du représentant commun désigné précédemment par le déposant; ou lorsque l'office reçoit une déclaration ou une communication d'un mandataire ou d'un représentant commun contenant le nom de déposants supplémentaires qui n'étaient pas nommés dans le formulaire de requête.

⁵ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

RU SERVICE FÉDÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (ROSPATENT) RU (FÉDÉRATION DE RUSSIE)

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :		Examen effectué en :	
	Rouble russe (RUB)	Russe	Anglais
		6.750 (4.500) ²	24.000 (16.000) ²
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ³ :	RUB	6.000 (5.000) ²	23.500 (19.500) ²
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁴ :	USD	218	
Copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) ⁵	Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport d'examen préliminaire international, une copie de chaque document contenant la littérature autre que celle des brevets cités dans le rapport de recherche internationale.		
Comment obtenir des copies :	Les déposants et offices élus peuvent commander des copies par courrier électronique à l'adresse suivante : pct-peo@rupto.ru.		
Taxe(s) :	RUB 24 par page pour un document de brevet RUB 60 par page pour un document autre qu'un document de brevet		
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) ⁵ :	RUB	96	par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT: remboursement à 100% Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international: remboursement à 100 %		
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) ³ :	RUB	3.500	
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2) du PCT) ³ :	RUB	4.000	

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Pour de plus amples détails, voir "Comment le paiement peut-il être effectué ?" à l'adresse suivante : www1.fips.ru/wps/wcm/connect/content_en/en/inter/

² Cette taxe s'applique lorsque le rapport de recherche internationale a été préparé par le Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie).

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement. La note 1 est également applicable.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)). La note 1 est également applicable.

⁵ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Pour de plus amples détails, voir <http://new.fips.ru/vse-uslugi/uslugi-predostavlyayemye-fips-na-platnoy-osnove.php> (paragraphe 14.6) et <http://new.fips.ru/vse-uslugi/rekvizity-fips-dlya-oplaty-uslug-fips-okazyvaemykh-na-platnoy-osnove.php>

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

RU SERVICE FÉDÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (ROSPATENT) RU

(FÉDÉRATION DE RUSSIE)

[Suite]

Langues admises pour l'examen préliminaire international :

Anglais, russe

Objets exclus de l'examen :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation de la Fédération de Russie sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁶

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit tout acte après le dépôt; ou en cas de doute en ce qui concerne le droit d'agir du mandataire.

⁶ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

SE OFFICE SUEDOIS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (PRV) SE

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Couronne suédoise (SEK)	5.000
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ² :	SEK	5.000
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ³ :	SEK	1.850
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT):	<p>Tous documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international sont disponibles gratuitement depuis le service en ligne "Cited Documents" de l'office à l'adresse suivante https://www.prv.se/en/patents/patent-online-services/</p> <p>Les documents précités peuvent aussi être commandés sous forme papier au coût suivant :</p> <p>SEK 0 jusqu'à la 9^e page</p> <p>SEK 50 pour 10 pages</p> <p>plus SEK 2 pour chaque page à compter de la 11^e page</p>	
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT):	SEK	0 jusqu'à la 9 ^e page
	SEK	50 pour 10 pages
	plus SEK	2 pour chaque page à compter de la 11 ^e page
Conditions de remboursement et de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT :</p> <ul style="list-style-type: none"> – remboursement à 100% dans le cas des règles 54.4 et 58bis.1.b) du PCT; – remboursement du montant acquitté déduction faite du montant de la taxe de transmission en vigueur, dans le cas de la règle 60.1.c) du PCT. <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international: remboursement à 100%</p>	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	Néant	
Langues admises pour l'examen préliminaire international:	Anglais, danois, finnois, français ⁴ , norvégien, suédois	

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁴ Le français n'est pas accepté pour les demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège ou de la Suède, ou agissant pour ces États.

E Administrations chargées de l'examen E

SE OFFICE SUEDOIS DE LA PROPRIÉTÉ SE

INTELLECTUELLE (PRV)

[Suite]

Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation suédoise sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
-----------------------------	---

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Oui⁵

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête ou dans le formulaire de demande d'examen préliminaire international au moment de leur dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ces formulaires au moment de leur dépôt

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Oui⁵

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête ou dans le formulaire de demande d'examen préliminaire international au moment de leur dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ces formulaires au moment de leur dépôt

⁵ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

SG OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE SINGAPOUR¹ SG

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ² :	Dollar de Singapour (SGD)	830
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ³ :	SGD	830
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁴ :	SGD	297
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT):	SGD	30 par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT):	SGD	30 par document
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire:	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT: remboursement à 100% Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international: remboursement à 100%	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	SGD	650
Langue admise pour l'examen préliminaire international:	Anglais, chinois	
Objets exclus de l'examen:	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation de Singapour sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets	

[Suite sur la page suivante]

¹ L'Office de la propriété intellectuelle de Singapour n'agira en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir la note de bas de page correspondante de l'annexe C(IB)).

E	Administrations chargées de l'examen préliminaire international	E
SG	OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE SINGAPOUR	SG

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un
pouvoir distinct est requis :

Oui⁵

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas
indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit
tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le
mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au
nom du déposant.

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie
d'un pouvoir général doit lui être
remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Oui⁵

Lorsqu'un mandataire ou un représentant commun qui n'est pas
indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt accomplit
tout acte après le dépôt; ou lorsqu'il ne ressort pas clairement que le
mandataire ou le représentant commun est mandaté pour agir au
nom du déposant.

⁵ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

TR OFFICE TURC DES BREVETS ET DES MARQUES (TURKPATENT) TR

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Livre turque (TRY) 1.000
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ² :	TRY 1.000
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ³ :	CHF 200
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	TRY 1,50 <i>par document</i>
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	TRY 1,50 <i>par document</i>
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100 %</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100 %</p>
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) ² :	TRY 1.000
<i>Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2) du PCT)² :</i>	<i>TRY 200</i>
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Anglais et turc
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation turque sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir la note de bas de page correspondante de l'annexe C(IB)).

E	Administrations chargées de l'examen préliminaire international	E
TR	OFFICE TURC DES BREVETS ET DES MARQUES (TURKPATENT)	TR

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Cas particuliers dans lesquels un
pouvoir distinct est requis :

Oui⁴

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le
mandataire représentant le ou les déposants; ou lors de la
désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun ou lors
de la remise de tout document par un mandataire ou un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au
moment du dépôt.

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie
d'un pouvoir général doit lui être
remise ?

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Oui⁴

En cas de litige non résolu portant sur la question de savoir qui est le
mandataire représentant le ou les déposants; ou lors de la
désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun ou lors
de la remise de tout document par un mandataire ou un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au
moment du dépôt.

⁴ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

UA ADMINISTRATION NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, ENTREPRISE D'ÉTAT "INSTITUT UKRAINIEN DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (UKRPATENT)" UA

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	– si le rapport de recherche internationale a été établi par l'administration : EUR 50 ² 160 ³ – si le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale : EUR 70 ² 180 ³
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ⁴ :	EUR 60 ² 180 ³
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁵ :	EUR 185
Copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	Des copies de documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international sont mises à la disposition des déposants et des offices élus sur demande seulement.
Comment obtenir des copies :	Les demandes de copies de documents doivent être transmises à l'adresse postale de l'office ou par télécopieur au numéro suivant : (380-44) 494 05 06
Taxe(s) :	EUR 0,40 par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	EUR 0,90 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100 % Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 75 %
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) ⁴ :	EUR 20
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) :	Néant

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Lorsque l'examen est effectué en russe ou ukrainien.

³ Lorsque l'examen est effectué en allemand, anglais ou français.

⁴ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁵ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir la note de bas de page correspondante de l'annexe C(IB)).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

UA ADMINISTRATION NATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, ENTREPRISE D'ÉTAT "INSTITUT UKRAINIEN DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (UKRPATENT)" UA

[Suite]

Langues admises pour l'examen préliminaire international :

Allemand, anglais, français, russe, ukrainien

Objets exclus de l'examen :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la loi ukrainienne sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, est soumis à l'examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Non

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Non

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

US OFFICE DES BREVETS ET DES MARQUES US

DES ÉTATS-UNIS (USPTO)¹

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ^{2, 3} :			<i>Petite entité</i> ⁴	<i>Micro entité</i> ⁵
	Dollar des États-Unis (USD)	640 (800)	320 (400)	160 (200)
	Le montant indiqué entre parenthèses est applicable lorsque la recherche internationale a été effectuée par une administration autre que l'USPTO.			
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ⁶ :	USD	640	<i>Petite entité</i> ⁴ (320)	<i>Micro entité</i> ⁵ (160)
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ⁷ :	USD	218		
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT):	Aucune; le déposant reçoit, avec le rapport d'examen préliminaire international, une copie de chaque document additionnel qui n'a pas été cité dans le rapport de recherche internationale qui n'est pas un document de brevet américain ou une demande internationale publiée ⁸ .			
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	USD	3	par copie d'un document de brevet américain	
	USD	25	par copie d'un document de brevet non américain	
	Voir le paragraphe 1.19 du titre 37 CFR pour les taxes de délivrance de copies d'autres documents			
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	Néant			
Taxe pour remise tardive (règle 13ter.2 du PCT) :	USD	320	<i>Petite entité</i> ⁴ (160)	<i>Micro entité</i> ⁵ (80)

[Suite sur la page suivante]

¹ L'USPTO n'agira en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins sauf que l'USPTO peut agir en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par au moins un national ou un résident des États-Unis d'Amérique auprès de l'USPTO ou le Bureau international de l'OMPI agissant en tant qu'office récepteur lorsque l'administration chargée de la recherche internationale choisie est compétente pour les nationaux ou les résidents des États-Unis d'Amérique pour les demandes internationales qui ont été déposées auprès de l'office récepteur de l'USPTO.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

³ Le montant de ces taxes change périodiquement. Pour connaître les montants en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou de consulter le barème de taxes en vigueur de l'USPTO à l'adresse suivante : www.uspto.gov/learning-and-resources/fees-and-payment/uspto-fee-schedule.

⁴ Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité". Pour plus de renseignements sur le droit au statut de "petite entité" et l'instauration de ce statut, voir www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#d0e30961 et la règle 1.27 du titre 37 CFR à l'adresse suivante : www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

⁵ Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "micro entité". Pour plus de renseignements sur le droit au statut de "micro entité" et l'instauration de ce statut, voir www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#ch500_d1ff69_210b3_1ca et la règle 1.29 du titre 37 CFR à l'adresse suivante : www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

⁶ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

⁷ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁸ Depuis le 3 juillet 2007, l'USPTO n'envoie plus de copies papier de brevets américains et de demandes de brevets américains publiés cités dans les rapports de recherche, les opinions écrites ou les rapports d'examen préliminaire international dans les demandes internationales. Depuis le 29 octobre 2013, l'USPTO n'envoie également plus de copies de demandes internationales publiées citées dans des demandes internationales. Cependant, les copies électroniques peuvent être visionnées sur le site Internet de l'USPTO (www.uspto.gov/patents-application-process/search-patents). Les copies peuvent aussi être imprimées gratuitement page par page. Les copies peuvent aussi être achetées en ligne (ebiz1.uspto.gov/oems25p/index.html) ou obtenues auprès de l'USPTO Office of Public Records ((1-800) 972 63 82 or (571) 272 31 50) moyennant la taxe indiquée ci-dessus.

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

US OFFICE DES BREVETS ET DES MARQUES DES ÉTATS-UNIS (USPTO)⁹ US

[Suite]

Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT lorsque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (règles 54.4, 58bis.1.b) ou 60.1.c) du PCT) : remboursement à 100%</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement du montant acquitté déduction faite d'une taxe spéciale d'un montant équivalant à la taxe de transmission (voir l'annexe C(US))</p>
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Anglais. Les demandes internationales déposées en espagnol auprès de l'Institut mexicain de la propriété industrielle en tant qu'office récepteur sont admises pour l'examen préliminaire international si l'Office des brevets et des marques des États-Unis a établi le rapport de recherche internationale sur la base d'une traduction qui lui a été transmise selon la règle 12.3) du PCT (règle 55.2.b) du PCT).
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation des États-Unis sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ? Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Oui ¹⁰ Lorsqu'il n'est pas clair si un mandataire présumé est autorisé à agir au nom du déposant, et pour certains changements selon la règle 92bis du PCT
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ? Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Oui ¹⁰ Lorsqu'il n'est pas clair si un mandataire présumé est autorisé à agir au nom du déposant, et pour certains changements selon la règle 92bis du PCT

⁹ Voir la note 1.

¹⁰ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

XN INSTITUT NORDIQUE DES BREVETS XN

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Couronne danoise (DKK) 5.000
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ² :	DKK 5.000
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ³ :	DKK 1.380
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	DKK 50 par document
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	DKK 3,25 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT :</p> <ul style="list-style-type: none"> – remboursement à 100% dans le cas des règles 54.4, 54bis.1.b) et 58bis.1.b) du PCT; – remboursement du montant acquitté, déduction faite du montant en vigueur de la taxe de transmission, dans le cas de la règle 60.1.c) du PCT. <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100%</p>
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	DKK 8.000
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Anglais, danois, islandais, norvégien et suédois
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation danoise, islandaise et norvégienne sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

E Administrations chargées de l'examen E
préliminaire international

XN INSTITUT NORDIQUE DES BREVETS XN

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle un pouvoir
distinct doit lui être remis ?

Oui⁴

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir
distinct est requis :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête ou
dans le formulaire de demande d'examen préliminaire international
au moment de leur dépôt ou pour la remise de tout document par un
mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans
ces formulaires au moment de leur dépôt

L'administration a-t-elle renoncé à
l'exigence selon laquelle une copie d'un
pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁴

Cas particuliers dans lesquels une copie
d'un pouvoir général est requise :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant
commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête ou
dans le formulaire de demande d'examen préliminaire international
au moment de leur dépôt ou pour la remise de tout document par un
mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans
ces formulaires au moment de leur dépôt

⁴ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

XV INSTITUT DES BREVETS DE VISEGRAD XV (VPI)

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) ¹ :	Euro (EUR)	900
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) ² :	EUR	900
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) ^{3,4} :	EUR	185
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	EUR	0,95 par page
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	EUR	0,95 par page
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	<p>Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.</p> <p>Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100%</p> <p>Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100 %</p>	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	EUR	875
Taxe pour remise tardive (règle 13 ^{ter} .2 du PCT) :	EUR	230
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Anglais, hongrois, polonais, slovaque et tchèque	
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation hongroise, polonaise, slovaque et tchèque sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets	

[Suite sur la page suivante]

¹ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

² Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

³ Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

⁴ La taxe pour paiement tardif, telle qu'indiquée à la règle 58^{bis} du PCT, est à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

E Administrations chargées de l'examen E
XV INSTITUT DES BREVETS DE VISEGRAD XV
(VPI)

[Suite]

Renonciation au pouvoir :

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Oui⁵

Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête ou dans le formulaire de demande d'examen préliminaire international au moment de leur dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ces formulaires au moment de leur dépôt

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Oui⁵

Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :

Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête ou dans le formulaire de demande d'examen préliminaire international au moment de leur dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ces formulaires au moment de leur dépôt

⁵ Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

K**Noms de pays et codes à deux lettres correspondants****K**

L'annexe K contient une liste des noms abrégés et codes à deux lettres acceptés pour désigner les pays, territoires et organisations intergouvernementales (ainsi que leur office respectif) dans les documents se rapportant aux demandes internationales selon le PCT. La liste est telle que présentée dans la Norme ST.3 de l'OMPI (voir la Liste des normes, recommandations et principes directeurs de l'OMPI sur le site Internet à l'adresse suivante : www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-03-01.pdf).

NORME ST.3

NORME RECOMMANDÉE CONCERNANT LES CODES À DEUX LETTRES POUR LA REPRÉSENTATION DES ÉTATS, AUTRES ENTITÉS ET ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

*Révision approuvée par le Comité des normes de l'OMPI (CWS)
à sa septième session le 5 juillet 2019*

INTRODUCTION

1. La présente norme recommandée établit des codes alphabétiques à deux lettres qui, afin d'améliorer l'accès à l'information en matière de propriété industrielle, représentent, en particulier, les noms des États, autres entités et organisations intergouvernementales qui ont une législation protégeant les droits de propriété industrielle ou qui, pour ce qui est des organisations, agissent dans le cadre d'un traité de propriété industrielle.
2. La désignation des États ou autres entités répertoriés dans la présente norme recommandée n'implique aucune prise de position quant au statut juridique des États ou territoires, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières.
3. Les codes alphabétiques à deux lettres figurant dans la présente norme recommandée sont alignés sur les codes ISO alpha-2 universellement reconnus, qui figurent dans la norme internationale ISO 3166-1 intitulée "Codes pour la représentation des noms de pays et de leurs subdivisions – Partie 1 : Codes de pays" qui est disponible sur la [Plateforme de consultation en ligne](#) de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). La forme abrégée des noms d'États figurant dans la présente norme recommandée est alignée sur celle de la base de données terminologique de l'ONU (UNTERM), à quelques exceptions près. Ces exceptions, ainsi que les noms de territoires, procèdent de la pratique de longue date de l'OMPI, répondant à des demandes officielles des États concernés.

CODE NORMALISÉ RECOMMANDÉ

4. La présente norme recommandée est destinée à être appliquée par les offices de propriété industrielle dans tous les cas où il est nécessaire d'indiquer sous une forme codée les noms des États, autres entités et organisations intergouvernementales.
5. Les codes recommandés, avec les noms auxquels ils correspondent, figurent à l'annexe I qui comporte les deux sections suivantes :
 - i) la section 1 contient une liste alphabétique des noms abrégés des États, autres entités et organisations intergouvernementales, avec les codes correspondants;
 - ii) la section 2 contient une liste alphabétique des codes visés à l'alinéa i) représentant les États, autres entités et organisations intergouvernementales, avec les noms abrégés correspondants.
6. Outre les codes susmentionnés, le code alphabétique à deux lettres "XX" est recommandé pour représenter les États, autres entités ou organisations inconnus.

MISE À JOUR

7. L'ISO a chargé une Autorité de mise à jour de gérer la norme internationale ISO 3166. L'OMPI a le statut d'observateur auprès de l'Autorité de mise à jour et se trouve donc étroitement associée à ses travaux.
8. L'OMPI a le statut d'observateur auprès de l'Autorité de mise à jour et se trouve donc étroitement associée à ses travaux. Le Bureau international met cette norme recommandée à jour de temps à autre selon les décisions de l'Autorité de mise à jour et de l'organe compétent de l'OMPI concernant l'insertion de nouveaux codes alphabétiques à deux lettres ou la modification des codes alphabétiques à deux lettres existants. En ce qui concerne l'inclusion de nouveaux noms ou la modification de noms existants d'États et de territoires, le Bureau international met à jour la présente norme recommandée d'après UNTERM, avec les quelques exceptions mentionnées au paragraphe 3. Pour ce qui est de l'inclusion de nouveaux noms ou la modification de noms existants d'organisations intergouvernementales, le Bureau international met à jour la présente norme recommandée en fonction des communications reçues de l'organisation intergouvernementale concernée et selon la pratique de longue date de l'OMPI à cet égard. La procédure de révision de la présente norme recommandée est reproduite à l'annexe III.

APPLICATION ET DIRECTIVES À L'INTENTION DES UTILISATEURS

9. Afin d'aider les utilisateurs des documents relatifs aux titres de propriété industrielle ou aux demandes correspondantes, la section 1 de l'annexe II de la présente norme recommandée donne une liste des États pour lesquels le code en vigueur avant le 1^{er} janvier 1978 a été depuis remplacé par un nouveau code. Une liste des États ou organisations qui ont cessé d'exister figure, avec leur code respectif, dans la section 2 de l'annexe II.

10. Les codes figurant à l'annexe I de la présente norme recommandée doivent être utilisés dans tous les documents relatifs à des titres de propriété industrielle ou aux demandes correspondantes, même lorsqu'il s'agit de documents pour lesquels il existait un autre code avant le 1^{er} janvier 1978.

11. Les combinaisons de lettres AA, QM à QY, XA à XM, XO à XT, XW, XY, XZ et ZZ peuvent être utilisées à des fins propres et pour les codes provisoires.

[Les annexes suivent]

Noms de pays et codes à deux lettres correspondants

ANNEXE I, SECTION 1

LISTE ALPHABÉTIQUE DES NOMS ABRÉGÉS DES ÉTATS, AUTRES ENTITÉS ET ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES, AVEC LES CODES CORRESPONDANTS

AFGHANISTAN	AF	CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE	
AFRIQUE DU SUD	ZA	(voir Office des brevets du Conseil de	
ALBANIE	AL	coopération des États arabes du Golfe)	
ALGÉRIE	DZ	COOK, ÎLES	CK
ALLEMAGNE ⁽³⁾	DE	CORÉE (voir République de Corée; République	
ANDORRE	AD	populaire démocratique de Corée)	
ANGOLA	AO	COSTA RICA	CR
ANGUILLA	AI	CÔTE D'IVOIRE	CI
ANTIGUA-ET-BARBUDA	AG	CROATIE	HR
ARABIE SAOUDITE	SA	CUBA	CU
ARGENTINE	AR	CURAÇAO	CW
ARMÉNIE	AM		
ARUBA	AW	DANEMARK	DK
AUSTRALIE	AU	DJIBOUTI	DJ
AUTRICHE	AT	DOMINICAINE, RÉPUBLIQUE	DO
AZERBAÏDJAN	AZ	DOMINIQUE	DM
BAHAMAS	BS	ÉGYPTE	EG
BAHREÏN	BH	EL SALVADOR	SV
BANGLADESH	BD	ÉMIRATS ARABES UNIS	AE
BARBADE	BB	ÉQUATEUR	EC
BÉLARUS	BY	ÉRYTHRÉE	ER
BELGIQUE	BE	ESPAGNE	ES
BELIZE	BZ	ESTONIE	EE
BÉNIN	BJ	ESWATINI (l')	SZ
BERMUDES	BM	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	US
BHOUTAN	BT	ÉTHIOPIE	ET
BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)	BO		
BONAIRE, SAINT-EUSTACHE ET SABA	BQ	FALKLAND, ÎLES (MALVINAS)	FK
BOSNIE-HERZÉGOVINE	BA	FÉDÉRATION DE RUSSIE	RU
BOTSWANA	BW	FIDJI	FJ
BOUVET, ÎLE	BV	FÉROÉ, ÎLES	FO
BRÉSIL	BR	FINLANDE	FI
BRUNÉI DARUSSALAM	BN	FRANCE	FR
BULGARIE	BG		
BUREAU INTERNATIONAL DE		GABON	GA
L'ORGANISATION MONDIALE DE		GAMBIE	GM
LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE		GÉORGIE	GE
(OMPI) ⁽⁴⁾ (13)	IB, WO	GÉORGIE DU SUD ET LES ÎLES	
BURKINA FASO	BF	SANDWICH DU SUD	GS
BURUNDI	BI	GHANA	GH
		GIBRALTAR	GI
CĂÎMANES, ÎLES	KY	GRÈCE	GR
CAMBODGE	KH	GRENADÉ	GD
CAMEROUN	CM	GROENLAND	GL
CANADA	CA	GUATEMALA	GT
CABO VERDE	CV	GUERNESEY	GG
CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE	CF	GUINÉE	GN
CHILI	CL	GUINÉE-BISSAU	GW
CHINE	CN	GUINÉE ÉQUATORIALE	GQ
CHYPRE	CY	GUYANA	GY
COLOMBIE	CO		
COMORES	KM	HAÏTI	HT
CONGO	CG		

Noms de pays et codes à deux lettres correspondants

HONDURAS	HN	NAURU	NR
HONG KONG, CHINE	HK	NÉPAL	NP
HONGRIE	HU	NICARAGUA	NI
		NIGER	NE
ÎLE DE MAN	IM	NIGÉRIA	NG
ÎLES VIERGES BRITANNIQUES	VG	NORVÈGE	NO
INDE	IN	NOUVELLE-ZÉLANDE	NZ
INDONÉSIE	ID		
INSTITUT DES BREVETS DE VISEGRADE (VPI) ^{(1) (13)}	XV	OFFICE BENELUX DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OBPI) ^{(2) (13)}	BX
INSTITUT NORDIQUE DES BREVETS (INB) ^{(1) (13)}	XN	OFFICE COMMUNAUTAIRE DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES (UNION EUROPÉENNE) (OCVV) ^{(13) (14)}	QZ
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')	IR	OFFICE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (EUIPO) ^{(13) (14)}	EM
IRAQ	IQ	OFFICE DES BREVETS DU CONSEIL DE COOPÉRATION DES ÉTATS ARABES DU GOLFE (Office des brevets du CCG) ⁽¹³⁾ ..	GC
IRLANDE	IE	OFFICE DES MARQUES ET DESSINS OU MODÈLES DE L'UNION EUROPÉENNE (voir "Office de l'harmonisation dans le marché intérieur")	
ISLANDE	IS	OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB) ^{(1) (13) (14)}	EP
ISRAËL	IL	OMAN	OM
ITALIE	IT	ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OAPI) ^{(1) (13)} ..	OA
		ORGANISATION EURASIENNE DES BREVETS (OEAB) ^{(1) (13)}	EA
JAMAÏQUE	JM	ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI) (BUREAU INTERNATIONAL DE L') ^{(4) (13)}	WO, IB
JAPON	JP	ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (ARIPO) ^{(1) (13)}	AP
JERSEY	JE	OUGANDA	UG
JORDANIE	JO	OUZBÉKISTAN	UZ
KAZAKHSTAN	KZ	PAKISTAN	PK
KENYA	KE	PALAU	PW
KIRGHIZISTAN	KG	PANAMA	PA
KIRIBATI	KI	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	PG
KOWEÏT	KW	PARAGUAY	PY
		PAYS-BAS	NL
LAOS (voir République démocratique populaire lao)		PÉROU	PE
LESOTHO	LS	PHILIPPINES	PH
LETTONIE	LV	POLOGNE	PL
LIBAN	LB	PORTUGAL	PT
LIBÉRIA	LR	PROVINCE CHINOISE DE TAIWAN	TW
LIECHTENSTEIN	LI		
LITUANIE	LT		
LUXEMBOURG	LU		
LIBYE	LY		
MACAO, CHINE	MO	QATAR	QA
MACÉDOINE DU NORD	MK	RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	SY
MADAGASCAR	MG	RÉPUBLIQUE DE CORÉE	KR
MALAISIE	MY	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	CD
MALAWI	MW	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	LA
MALDIVES	MV	RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	MD
MALI	ML	RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	KP
MALTE	MT	RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	TZ
MARIANNES DU NORD, ÎLES	MP	ROUMANIE	RO
MAROC	MA		
MAURICE	MU		
MAURITANIE	MR		
MEXIQUE	MX		
MOLDOVA (voir République de Moldova)			
MONACO	MC		
MONGOLIE	MN		
MONTÉNÉGRE	ME		
MONTSERRAT	MS		
MOZAMBIQUE	MZ		
MYANMAR	MM		
NAMIBIE	NA		

Noms de pays et codes à deux lettres correspondants

ROYAUME-UNI	GB	TANZANIE (voir République-Unie de Tanzanie)	
RWANDA	RW	TCHAD	TD
		TCHÉQUIE (LA)	CZ
SAHARA OCCIDENTAL ⁽⁵⁾	EH	THAÏLANDE	TH
SAINTE-HÉLÈNE, ASCENSION ET		TIMOR-LESTE	TL
TRISTAN DA CUNHA	SH	TOGO	TG
SAINT-KITTS-ET-NEVIS	KN	TONGA	TO
SAINTE-LUCIE	LC	TRINITÉ-ET-TOBAGO	TT
SAINT-MARIN	SM	TUNISIE	TN
SAINT-MARTIN (partie néerlandaise)	SX	TURKMÉNISTAN	TM
SAINT-SIÈGE	VA	TURKS ET CAÏQUES, ÎLES	TC
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES (a, b)	VC	TURQUIE	TR
SALOMON, ÎLES	SB	TUVALU	TV
SAMOA	WS		
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	ST	UKRAINE	UA
SÉNÉGAL	SN	UNION EUROPÉENNE ⁽¹⁴⁾	EU
SERBIE	RS	UNION INTERNATIONALE POUR LA	
SEYCHELLES	SC	PROTECTION DES OBTENTIONS	
SIERRA LEONE	SL	VÉGÉTALES (UPOV) ⁽¹³⁾	XU
SINGAPOUR	SG	URUGUAY	UY
SLOVAQUIE	SK		
SLOVÉNIE	SI	VANUATU	VU
SOMALIE	SO	VATICAN, ÉTAT DE LA CITÉ DU	
SOUDAN	SD	(voir Saint-Siège)	
SOUDAN DU SUD	SS	VENEZUELA (RÉPUBLIQUE	
SRI LANKA	LK	BOLIVARIENNE DU).....	VE
SUÈDE	SE	VIET NAM	VN
SUISSE	CH		
SURINAME	SR	YÉMEN	YE
SYRIE (voir République arabe syrienne)			
		ZAMBIE	ZM
TADJIKISTAN	TJ	ZIMBABWE	ZW

[La section 2 suit]

Noms de pays et codes à deux lettres correspondants

ANNEXE I, SECTION 2

LISTE ALPHABÉTIQUE DES CODES REPRÉSENTANT LES ÉTATS, AUTRES ENTITÉS
ET ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES, AVEC
LES NOMS ABRÉGÉS CORRESPONDANTS

AD	Andorre	DE	Allemagne ⁽³⁾
AE	Émirats arabes unis	DJ	Djibouti
AF	Afghanistan	DK	Danemark
AG	Antigua-et-Barbuda	DM	Dominique
AI	Anguilla	DO	République dominicaine
AL	Albanie	DZ	Algérie
AM	Arménie	EA	Organisation eurasienne des brevets (OEAB) ^{(1) (13)}
AO	Angola	EC	Équateur
AP	Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) ^{(1) (13)}	EE	Estonie
AR	Argentine	EG	Égypte
AT	Autriche	EH	Sahara occidental ⁽⁵⁾
AU	Australie	EM	Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) ^{(13) (14)}
AW	Aruba	EP	Office européen des brevets (OEB) ^{(1) (13) (14)}
AZ	Azerbaïdjan	ER	Érythrée
BA	Bosnie-Herzégovine	ES	Espagne
BB	Barbade	ET	Éthiopie
BD	Bangladesh	EU	Union européenne ⁽¹⁴⁾
BE	Belgique	FI	Finlande
BF	Burkina Faso	FJ	Fidji
BG	Bulgarie	FK	Îles Falkland (Malvinas)
BH	Bahreïn	FO	Îles Féroé
BI	Burundi	FR	France
BJ	Bénin	GA	Gabon
BM	Bermudes	GB	Royaume-Uni
BN	Brunéi Darussalam	GC	Office des brevets du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (Office des brevets du CCG) ⁽¹³⁾
BO	Bolivie (État plurinational de)	GD	Grenade
BQ	Bonaire, Saint-Eustache et Saba	GE	Géorgie
BR	Brésil	GG	Guernesey
BS	Bahamas	GH	Ghana
BT	Bhoutan	GI	Gibraltar
BV	Île Bouvet	GL	Groenland
BW	Botswana	GM	Gambie
BX	Office Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) ^{(2) (13)}	GN	Guinée
BY	Bélarus	GQ	Guinée équatoriale
BZ	Belize	GR	Grèce
CA	Canada	GS	Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud
CD	République démocratique du Congo	GT	Guatemala
CF	République centrafricaine	GW	Guinée-Bissau
CG	Congo	GY	Guyana
CH	Suisse	HK	Hong Kong, Chine
CI	Côte d'Ivoire	HN	Honduras
CK	Îles Cook	HR	Croatie
CL	Chili	HT	Haïti
CM	Cameroun	HU	Hongrie
CN	Chine	IB	Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) ^{(4) (13)}
CO	Colombie	ID	Indonésie
CR	Costa Rica	IE	Irlande
CU	Cuba	IL	Israël
CV	Cabo Verde		
CW	Curaçao		
CY	Chypre		
CZ	Tchéquie		

Noms de pays et codes à deux lettres correspondants

IM	Île de Man	NZ	Nouvelle-Zélande
IN	Inde	OA	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ^{(1) (13)}
IQ	Iraq	OM	Oman
IR	Iran (République islamique d')	PA	Panama
IS	Islande	PE	Pérou
IT	Italie	PG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
JE	Jersey	PH	Philippines
JM	Jamaïque	PK	Pakistan
JO	Jordanie	PL	Pologne
JP	Japon	PT	Portugal
KE	Kenya	PW	Palaos
KG	Kirghizistan	PY	Paraguay
KH	Cambodge	QA	Qatar
KI	Kiribati	QZ	Office communautaire des variétés végétales (Union européenne) (OCVV) ^{(13) (14)}
KM	Comores	RO	Roumanie
KN	Saint-Kitts-et-Nevis	RS	Serbie
KP	République populaire démocratique de Corée	RU	Fédération de Russie
KR	République de Corée	RW	Rwanda
KW	Koweït	SA	Arabie saoudite
KY	Îles Caïmanes	SB	Îles Salomon
KZ	Kazakhstan	SC	Seychelles
LA	République démocratique populaire lao	SD	Soudan
LB	Liban	SE	Suède
LC	Sainte-Lucie	SG	Singapour
LI	Liechtenstein	SH	Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
LK	Sri Lanka	SI	Slovénie
LR	Libéria	SK	Slovaquie
LS	Lesotho	SL	Sierra Leone
LT	Lituanie	SM	Saint-Marin
LU	Luxembourg	SN	Sénégal
LV	Lettonie	SO	Somalie
LY	Libye	SR	Suriname
MA	Maroc	SS	Soudan du Sud
MC	Monaco	ST	Sao Tomé-et-Principe
MD	République de Moldova	SV	El Salvador
ME	Monténégro	SX	Saint-Martin (partie néerlandaise)
MG	Madagascar	SY	République arabe syrienne
MK	Macédoine du Nord	SZ	Eswatini (l')
ML	Mali	TC	Îles Turks et Caïques
MM	Myanmar	TD	Tchad
MN	Mongolie	TG	Togo
MO	Macao, Chine	TH	Thaïlande
MP	Îles Mariannes du Nord	TJ	Tadjikistan
MR	Mauritanie	TL	Timor-Leste
MS	Montserrat	TM	Turkménistan
MT	Malte	TN	Tunisie
MU	Maurice	TO	Tonga
MV	Maldives	TR	Turquie
MW	Malawi	TT	Trinité-et-Tobago
MX	Mexique	TV	Tuvalu
MY	Malaisie	TW	Province chinoise de Taiwan
MZ	Mozambique	TZ	République-Unie de Tanzanie
NA	Namibie	UA	Ukraine
NE	Niger	UG	Ouganda
NG	Nigéria	US	États-Unis d'Amérique
NI	Nicaragua	UY	Uruguay
NL	Pays-Bas	UZ	Ouzbékistan
NO	Norvège	VA	Saint-Siège
NP	Népal		
NR	Nauru		

Noms de pays et codes à deux lettres correspondants

VC	Saint-Vincent-et-les Grenadines	XN	Institut nordique des brevets (INB) ^{(1) (13)}
VE	Venezuela (République bolivarienne du)	XU	Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) ⁽¹³⁾
VG	Îles Vierges britanniques	XV	Institut des brevets de Visegrade (VPI) ^{(1) (13)}
VN	Viet Nam	YE	Yémen
VU	Vanuatu	ZA	Afrique du Sud
WO	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) (Bureau international de l') ^{(4) (13)}	ZM	Zambie
WS	Samoa	ZW	Zimbabwe

[L'annexe II suit]

Noms de pays et codes à deux lettres correspondants

ANNEXE II, SECTION 1

LISTE DES ÉTATS DONT LE CODE A CHANGÉ

Pays	Code utilisé avant le 1.1.1978	Nouveau code utilisé depuis le 1.1.1978
Albanie	AN	AL
Algérie	AG	DZ
Allemagne	DT	DE
Autriche	OE	AT
Bahreïn	BB	BH
Bangladesh	BA	BD
Barbade	BD	BB
Bénin	DA	BJ
Bhoutan	BH	BT
Birmanie (voir Myanmar)		
Botswana	BT	BW
Burkina Faso	UV	HV/BF ⁽⁶⁾
Cambodge	CD	KH
Cameroun	KA	CM
Chili	CE	CL
Chine	RC	CN
Congo	CF	CG
Égypte	ET	EG
El Salvador	SL	SV
Éthiopie	EA	ET
Finlande	SF	FI
Gambie	GE	GM
Guatemala	GU	GT
Guinée	GI	GN
Haïti	HI	HT
Honduras	HO	HN
Irlande	EI	IE
Japon	JA	JP
Kampuchéa démocratique (voir Cambodge)		
Koweït	KU	KW
Liechtenstein	FL	LI
Madagascar	MD	MG
Mali	MJ	ML
Malte	ML	MT
Maurice	MS	MU

Pays	Code utilisé avant le 1.1.1978	Nouveau code utilisé depuis le 1.1.1978
Mauritanie	MT	MR
Mongolie	MO	MN
Myanmar	BU	MM ⁽⁸⁾
Nicaragua	NA	NI
Niger	NI	NE
Nigéria	WN	NG
Oman	MU	OM
Panama	PM	PA
Papouasie-Nouvelle-Guinée	PP	PG
Paraguay	PG	PY
Pologne	PO	PL
République arabe syrienne	SR	SY
République centrafricaine	ZR	CF
République de Corée	KS	KR
République démocratique du Congo	CB	ZR/CD ⁽⁷⁾
République dominicaine	DR	DO
République populaire démocratique de Corée	KN	KP
République-Unie de Tanzanie	TA	TZ
Roumanie	RU	RO
Saint-Siège	CV	VA
Sierra Leone	WL	SL
Sri Lanka	CL	LK
Suède	SW	SE
Syrie (voir République arabe syrienne)		
Timor-Leste	TP	TL ⁽⁹⁾
Timor Oriental (voir Timor-Leste)		
Tchad	TS	TD
Togo	TO	TG
Tonga	TI	TO
Trinité-et-Tobago	TD	TT
Zaïre (voir République démocratique du Congo)		
Zambie	ZB	ZM

[La section 2 suit]

Noms de pays et codes à deux lettres correspondants

ANNEXE II, SECTION 2

LISTE DES ÉTATS OU ORGANISATIONS QUI EXISTAIENT
LE 1^{er} JANVIER 1978 ET QUI N'EXISTENT PLUS

Institut international des brevets	IB
République démocratique allemande	DL/DD ⁽¹¹⁾
Tchécoslovaquie	CS
Union soviétique	SU
Yémen démocratique	SY/YD ⁽¹⁰⁾
Yougoslavie/Serbie-et-Monténégro	YU ⁽¹²⁾

[L'annexe III suit]

ANNEXE III

PROCEDURE POUR LA REVISION DE LA NORME ST.3 DE L'OMPI

1. Le Bureau international réviserait la forme abrégée des noms d'États, de territoires et d'organisations intergouvernementales figurant dans la norme ST.3 de l'OMPI et informerait les membres du Comité des normes de l'OMPI (les membres du CWS) de cette révision de la manière suivante :

a) le Bureau international réviserait la norme ST.3 de l'OMPI en incorporant les modifications concernant la forme abrégée des noms d'États telle qu'elle figure dans la base de données terminologique de l'ONU (UNTERM). En ce qui concerne les noms de territoires ou lorsqu'il est nécessaire de ne pas reprendre les noms d'États figurant dans UNTERM, le Bureau international réviserait également la norme ST.3 de l'OMPI en incorporant les modifications nécessaires selon la pratique de longue date de l'OMPI répondant à des demandes officielles des États concernés. Pour ce qui est des noms d'organisations intergouvernementales, le Bureau international réviserait de la même manière la norme ST.3 de l'OMPI en incorporant les modifications recensées ou reçues des organisations intergouvernementales concernées;

b) le Bureau international publierait ensuite la norme ST.3 révisée sur le site Web de l'OMPI, suivie d'une notification informant les membres du CWS de la publication de la révision;

2. En ce qui concerne la révision de la norme ST.3 de l'OMPI à d'autres égards que les noms mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, par exemple des modifications des codes à deux lettres, le Bureau international devrait établir une proposition de révision pour examen et approbation par les membres du CWS comme suit:

a) le Bureau international élaborerait une proposition de révision de la norme ST.3 de l'OMPI. En particulier, en ce qui concerne les codes alphabétiques à deux lettres pour les États et les territoires, le Bureau international élaborerait une proposition de révision de la norme ST.3 de l'OMPI en incorporant les modifications déjà adoptées par l'Autorité de mise à jour de la norme internationale ISO 3166. Pour ce qui est des codes alphabétiques à deux lettres pour les organisations intergouvernementales, le Bureau international élaborerait une proposition de révision de la norme ST.3 de l'OMPI en incorporant un code à deux lettres approprié correspondant à l'organisation concernée;

b) le Bureau international diffuserait une circulaire invitant les membres du CWS à examiner la proposition et à répondre dans un délai de deux mois;

c) si un consensus se dégageait durant cette période de deux mois, le Bureau international publierait la version révisée de la norme ST.3 de l'OMPI;

d) si aucun consensus ne se dégageait, la proposition du Bureau international ainsi que les observations formulées seraient conservées en vue de la session suivante du CWS pour examen et décision finale.

[Fin de l'annexe III et de la norme]

-
- (1) Organisations intergouvernementales (offices régionaux de brevets) agissant pour certains États contractants dans le cadre du PCT (Traité de coopération en matière de brevets). Dans le cas de l'Office européen des brevets, il s'agit de l'organe opérationnel de l'Organisation européenne des brevets.
- (2) L'Office Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) (anciennement le Bureau Benelux des marques et le Bureau Benelux des dessins ou modèles) a remplacé les offices nationaux de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas en ce qui concerne les opérations relatives aux marques et aux dessins et modèles industriels.
- (3) Dans la base de données électronique du registre international des marques, le Bureau international de l'OMPI utilise les codes supplémentaires suivants, qui ne font pas partie des codes actifs de la norme ST.3 : "DD" pour désigner l'Allemagne à l'exception du territoire qui, avant le 3 octobre 1990, constituait la République fédérale d'Allemagne ; "DT" pour désigner l'Allemagne à l'exception du territoire qui, avant le 3 octobre 1990, constituait la République démocratique allemande.
- (4) Le code "WO" est utilisé en relation avec la publication internationale selon le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) des demandes internationales déposées auprès d'un office récepteur du PCT, ainsi qu'en relation avec la publication des dépôts internationaux de dessins et modèles industriels en vertu de l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels. On se reportera à cet égard au code INID (33) figurant dans les normes [ST.9](#) et [ST.80](#) de l'OMPI. Le code "WO" est également le code à utiliser en ce qui concerne l'enregistrement international des marques en vertu de l'Arrangement de Madrid et du Protocole de Madrid concernant l'enregistrement international des marques. Le code "IB" est utilisé en relation avec la réception des demandes internationales selon le PCT déposées auprès du Bureau international de l'OMPI en sa qualité d'office récepteur du PCT.

- (5) Nom provisoire.
- (6) Code BF adopté en 1984.
- (7) Code CD adopté en 1997.
- (8) Code MM adopté en 1989.
- (9) Code TL adopté le 20 mai 2002.
- (10) Code SY utilisé avant le 1.1.1978.
- (11)) Code DL utilisé avant le 1.1.1978.
- (12) À la suite du changement de nom de la "Yougoslavie" pour la "Serbie-et-Monténégro" qui a pris effet le 4 février 2003 et de la décision prise par l'Autorité de mise à jour de la norme internationale ISO 3166 d'utiliser ce nouveau nom de pays et le nouveau code à deux lettres "CS" (à la place de "YU") annoncée le 23 juillet 2003, le Groupe de travail sur les normes et la documentation du SCIT est convenu, à sa cinquième session, le 11 novembre 2004, de recommander de continuer à utiliser le code "YU" pour désigner la "Serbie-et-Monténégro" dans le domaine de la propriété industrielle en raison du fait que l'utilisation du code "CS", qui servait à désigner la "Tchécoslovaquie" jusqu'en 1993, posait certains problèmes.
- (13) Le sigle ou le nom abrégé d'une entité ne fait pas partie du nom de celle-ci.
- (14) Les codes à deux lettres "EP", "EM" et "QZ" doivent être utilisés pour indiquer l'office correspondant tel que défini dans la présente norme, tandis que le code "EU" doit être utilisé pour indiquer d'autres institutions de l'Union européenne. En outre, les codes doivent être utilisés dans les situations suivantes :
 - "EP" pour la documentation et les informations relatives aux brevets administrés par l'Office européen des brevets (OEB);
 - "EM" pour la documentation et les informations relatives aux marques de l'Union européenne et aux dessins et modèles industriels de l'Union européenne administrés par l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), ainsi que pour la désignation de l'Union européenne dans le cadre des systèmes de Madrid et de La Haye;
 - "QZ" pour la documentation et les informations relatives à la protection communautaire des variétés végétales administrée par l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV); et
 - "EU" pour la documentation et les informations relatives à d'autres droits applicables dans l'Union européenne et non couverts par les codes 'EP', 'EM' et 'QZ', telles que les autorisations de commercialisation approuvées par l'Agence européenne des médicaments ou les indications géographiques protégées en vertu de la législation de l'Union européenne.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus

Seuls les offices dont la loi nationale applicable contient des dispositions concernant les dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique sont énumérés dans ce tableau. Sauf indication contraire dans ce tableau, les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant ces offices peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt internationale reconnue en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (ces institutions sont indiquées plus loin dans cette annexe et les notifications y relatives peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/). De plus amples détails concernant les exigences des institutions de dépôt en vertu du Traité de Budapest sont disponibles à l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/guide/.

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13 <i>bis</i> .3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13 <i>bis</i> .3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
AL – Albanie Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie)	Aucun	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant la Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt spécialisée à cet effet.
AP – Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle ARIPO	Aucun	Lors du dépôt	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'ARIPO peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.
AT – Autriche Office autrichien des brevets	Avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, tous les renseignements importants se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
AU – Australie Office australien des brevets	Aucun	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Tout déposant peut faire une déclaration selon laquelle, avant la délivrance d'un brevet ou la déchéance, le rejet ou le retrait de la demande, un échantillon d'un micro-organisme ne peut être remis qu'à un expert n'ayant aucun intérêt dans l'invention (règle 3.25A(2)) du règlement d'exécution de la loi australienne sur les brevets). Le déposant doit en faire la déclaration directement auprès de l'Office australien des brevets avant que la demande ne soit accessible au public (normalement à la date de publication internationale).
BA – Bosnie-Herzégovine Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets auprès de l'Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (ces institutions sont indiquées plus loin dans cette annexe et les notifications y relatives peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/).
BG – Bulgarie Office des brevets de la République de Bulgarie	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme
BN – Brunéi Darussalam Office de la propriété intellectuelle du Brunéi Darussalam (BrulPO)	Aucun	Aucun	Aucune Le déposant peut demander qu'un échantillon soit mis à la disposition d'un expert uniquement avant la délivrance du brevet ou si la demande a été retirée, ou est considérée comme ayant été abandonnée, a été rejetée ou est considérée comme ayant été rejetée. Le déposant doit présenter de telles requêtes au Bureau international par écrit avant l'achèvement de la préparation technique de la publication de la demande internationale.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
BR – Brésil Institut national de la propriété industrielle (Brésil)	Aucun	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt autorisée par l'Institut.
BY – Bélarus Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)	Le nom de l'institution de dépôt et le numéro d'accession lors du dépôt (doivent être dans la description)	Aucun	Aucun Un dépôt aux fins de la procédure en matière de brevets auprès du Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus) peut être effectué au plus tard à la date de priorité de la demande internationale auprès de toute institution de dépôt internationale ou biélorussienne spécialisée à cet effet.
CA – Canada Office de la propriété intellectuelle du Canada	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Aucun	Aucune Si le déposant souhaite que, jusqu'à ce qu'un brevet canadien ait été délivré sur la base d'une demande ou que la demande ait été refusée ou encore ait été abandonnée sans pouvoir être rétablie ou jusqu'à ce qu'elle ait été retirée, le Commissaire aux brevets autorise la remise d'un échantillon d'une matière biologique déposée à laquelle il est fait référence dans la demande seulement à un expert désigné par ledit Commissaire, il doit en informer, par une déclaration écrite, le Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication de la demande internationale. Cette déclaration doit être distincte de la description et des revendications de la demande internationale et être de préférence effectuée en utilisant le formulaire PCT/RO/134 visé dans l'instruction 209 des Instructions administratives du PCT.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
CH – Suisse Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)	Aucun	Aucun	Aucune Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse) peuvent également être effectués auprès du FIB, de l'IFO et de l'IAM (www.ige.ch). La remise d'échantillons à des tiers peut être subordonnée à la condition que ceux-ci communiquent à l'institution de dépôt leurs nom et adresse à l'intention du déposant et s'engagent : a) à ne pas donner à d'autres personnes accès à la culture déposée ou à une culture qui en est dérivée; b) à ne pas utiliser celle-ci hors du champ d'application de la loi ; c) en cas de litige, à prouver qu'ils n'ont pas violé leurs engagements au sens des lettres a) et b).
CL – Chili Institut national de la propriété industrielle (Chili)	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme
CN – Chine Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)	Aucun	Aucun	Nom scientifique (accompagné de son nom latin) du micro-organisme, renseignements pertinents se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme, récépissé du dépôt délivré et preuve de la viabilité fournie par l'institution de dépôt en ce qui concerne un échantillon du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) peuvent être effectués auprès de la CGMCC, de la CCTCC ou de la GDMCC (voir plus loin dans la présente annexe) ou auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets. Les dépôts doivent être effectués aux fins de la procédure en matière de brevets avant la date de dépôt ou au plus tard à cette date (ou à la date de priorité si une priorité est revendiquée).
CO – Colombie Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
CU – Cuba Office cubain de la propriété industrielle	Le nom de l'institution de dépôt et le numéro d'accession lors du dépôt (comme partie de la demande)	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique
CZ – Tchéquie Office de la propriété industrielle de la République tchèque	Le nom de l'institution de dépôt et le numéro d'accession lors du dépôt (comme partie de la demande)	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique
DE – Allemagne Office allemand des brevets et des marques	Article 1.1), n° 3 et 3.2), de l'ordonnance sur le dépôt de matériel biologique [BioMatHintV] : Le nom et l'adresse de l'institution de dépôt lors du dépôt (comme partie de la demande) Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, le numéro d'accession, pas plus tard qu'une telle requête Lorsqu'il a été notifié au déposant que le droit de consulter les dossiers existe, le numéro d'accession, dans un délai d'un mois à compter d'une telle notification	Article 1.1), n° 2, de l'ordonnance sur le dépôt de matériel biologique : Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Article 1.1), n° 2, de l'ordonnance sur le dépôt de matériel biologique : Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements pertinents se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés				
<p>DE – Allemagne [Suite]</p> <p>Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office allemand des brevets et des marques peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (ces institutions sont indiquées plus loin dans cette annexe), ainsi qu'auprès de toute institution scientifiquement reconnue, qui est juridiquement, économiquement et structurellement indépendante du déposant de la demande et du déposant du matériel biologique et qui garantit de façon appropriée la conservation et la remise d'échantillons conformément à l'ordonnance sur le dépôt de matériel biologique.</p> <p>Le déposant peut demander que, jusqu'à la délivrance du brevet ou pendant 20 ans à compter de la date du dépôt si la demande est refusée ou retirée, un échantillon soit mis uniquement à disposition d'un expert indépendant désigné par lui. La requête à cet effet doit être faite auprès de l'Office allemand des brevets et des marques avant que la préparation technique de la publication de la demande internationale ne soit considérée comme achevée.</p> <p>Lors du dépôt, le déposant donnera à l'institution de dépôt l'autorisation sans réserve et irrévocable de remettre des échantillons conformément à l'ordonnance sur le dépôt de matériel biologique du 24 janvier 2005, et fournira des pièces prouvant que le déposant du matériel biologique a pris un engagement à cet effet, lorsque ledit matériel a été déposé par un tiers.</p>							
<p>DJ – Djibouti</p> <table border="1" data-bbox="151 1256 1434 1424"> <tr> <td data-bbox="151 1256 507 1424">Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)</td><td data-bbox="507 1256 780 1424">Aucun</td><td data-bbox="780 1256 1023 1424">Aucun</td><td data-bbox="1023 1256 1434 1424">Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme</td></tr> </table> <p>Un dépôt aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC) est exigé au plus tard à la date du dépôt de la demande internationale. Un récépissé du dépôt et de son acceptation, délivré par l'institution de dépôt auprès de laquelle le micro-organisme a été déposé, doit être présenté à l'ODPIC dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT.</p> <p>Lorsque le matériel biologique a été déposé par une personne autre que le déposant de la demande, la référence à ce type de dépôt doit contenir le nom et l'adresse du déposant du matériel biologique ainsi qu'une déclaration selon laquelle ce dernier a autorisé le déposant de la demande à se référer dans cette demande au matériel biologique déposé et a consenti sans réserve et de manière irrévocable à mettre le matériel déposé à la disposition du public.</p>				Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme
Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme				

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
DK – Danemark Office danois des brevets et des marques	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, tous les renseignements importants se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Le déposant peut demander que, jusqu'à ce que la demande ait été soumise à l'inspection du public (par l'Office danois des brevets et des marques), ou ait fait l'objet d'une décision définitive de l'Office danois des brevets et des marques sans avoir été soumise à l'inspection du public, un échantillon ne soit remis qu'à un expert en la matière. La requête à cet effet doit être faite par le déposant auprès de l'Office danois des brevets et des marques au plus tard au moment où la demande est mise à la disposition du public en vertu des articles 22.7) et 33.3) de la loi danoise sur les brevets et de l'article 24.1) de l'ordonnance danoise sur les brevets et les certificats de protection supplémentaire. Si une telle requête a été faite par le déposant, toute requête faite par un tiers pour la remise d'un échantillon doit indiquer l'expert en question. Celui-ci peut être toute personne figurant sur une liste d'experts reconnus que tient l'Office danois des brevets et des marques ou toute personne agréée en l'espèce par le déposant, article 24.1) de l'ordonnance danoise sur les brevets et les certificats de protection supplémentaire.
DO – République Dominicaine Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Pour de plus amples détails, il convient de se référer à l'article 13.3) et 4) de la loi n° 20-00 du 8 mai 2000 sur la propriété industrielle
EA – Organisation eurasiennne des brevets Office eurasienn des brevets (OEAB)	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office eurasienn des brevets peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
EC – Équateur Service national des droits intellectuels (SENADI) (Équateur)	Lors du dépôt en ce qui concerne la notification du fait qu'un dépôt de micro-organisme a été effectué à la date du dépôt de la demande ou avant cette date	Aucun	Aucune
EP – Organisation européenne des brevets Office européen des brevets (OEB)	Aucun	Lors du dépôt	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique
<p>Les dépôts auprès de la CNCM peuvent être effectués en vertu du Traité de Budapest ou, en ce qui concerne les dépôts des cultures de cellules, du mycoplasme et de rickettsiae, en vertu d'un accord avec l'OEB.</p> <p>Si le déposant désire que, jusqu'à la publication de la mention de la délivrance d'un brevet européen ou pendant 20 ans à compter de la date du dépôt de la demande, si cette dernière est rejetée, retirée ou réputée retirée, l'accessibilité au matériel biologique prévue à la règle 33(1) CBE ne soit réalisée que par la remise d'un échantillon à un expert désigné par le requérant (règle 32(1) CBE), il doit en informer, par une déclaration écrite, le Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication de la demande internationale lorsque ladite publication a lieu dans une des langues officielles de l'OEB (allemand, anglais ou français). Cette déclaration doit être distincte de la description et des revendications de la demande internationale et être de préférence effectuée en utilisant le formulaire PCT/RO/134 visé dans l'instruction 209 des Instructions administratives du PCT, disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/forms/ro/editable/ed_ro134.pdf</p> <p>Si la demande internationale n'a pas été publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB (allemand, anglais ou français), la déclaration visée à la règle 32(1) CBE peut encore être communiquée au cours de la phase européenne jusqu'à la fin des préparatifs techniques en vue de la publication de la traduction de la demande internationale conformément à l'article 153(4) CBE. Le choix de la solution de l'expert sera ensuite indiqué à la première page de la traduction publiée de la demande. Toute information visée à la règle 32(1) CBE reçue après la fin des préparatifs techniques en vue de la publication de la demande de brevet internationale – ou, le cas échéant, de la traduction de la demande conformément à l'article 153(4) CBE – ne saurait être prise en considération. En conséquence, la matière biologique sera accessible à toute personne conformément à la règle 13bis.6 du PCT et à la règle 33(1) CBE, sans qu'un expert agisse comme intermédiaire (voir le Communiqué de l'Office européen des brevets du 7 juillet 2010 relatif aux inventions qui comportent l'utilisation d'une matière biologique ou qui concernent une matière biologique, JO OEB 10/2010, page 498 et suiv.).</p>			

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir :		Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
	les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	

EP – Organisation européenne des brevets [Suite]

ATTENTION : Lorsque l'invention comporte l'utilisation d'un matériel biologique ou qu'elle concerne un matériel biologique auquel le public n'a pas accès à la date du dépôt de la demande et qui a été déposé par une personne autre que le déposant de la demande, la référence à ce type de dépôt doit contenir le nom et l'adresse du déposant du matériel biologique ainsi qu'une déclaration selon laquelle ce dernier a autorisé le déposant de la demande à se référer dans cette demande au matériel biologique déposé et a consenti sans réserve et de manière irrévocable à mettre le matériel déposé à la disposition du public, conformément à la règle 31(1)d) de la Convention sur le brevet européen (CBE). Si une de ces indications (le nom et l'adresse du déposant et la déclaration) n'est pas donnée dans la référence à du matériel biologique déposé qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, elle peut encore être communiquée au Bureau international dans un délai de 16 mois à compter de la date de dépôt de la demande internationale de brevet ou, si une priorité a été revendiquée, à compter de la date de priorité, ce délai étant réputé observé si l'indication parvient au Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale (règle 13bis.4.a) du PCT). Lorsque le déposant a présenté une requête en publication anticipée au titre de l'article 21(2)b) du PCT, les indications doivent être communiquées au Bureau international avant la fin des préparatifs techniques en vue de la publication internationale (règle 13bis.4.c) du PCT). On ne peut pas remédier à l'inobservation de ce délai lors de l'ouverture de la phase européenne en requérant le rétablissement des droits [*restitutio in integrum*] ou la poursuite de la procédure. Par conséquent, la demande peut être refusée en vertu de l'article 97(2) CBE durant la procédure d'examen lorsque l'exposé est insuffisamment clair et complet (article 83 CBE).

ES – Espagne

Office espagnol des brevets et des marques	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, deux mois à compter de la notification de l'office	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique
--	--	--	--

Un dépôt aux fins de la procédure en matière de brevets auprès de l'Office espagnol des brevets et des marques est exigé au plus tard à la date du dépôt de la demande internationale auprès de toute institution reconnue sur le plan juridique et, en tout état de cause, auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes (article 25.2.a) SPL).

Si le déposant souhaite que, jusqu'à la publication de la mention de la délivrance d'un brevet espagnol ou pendant 20 ans à compter de la date du dépôt de la demande, si cette dernière est rejetée ou retirée, l'accessibilité au matériel biologique prévue à l'article 45 SPL ne soit réalisée que par la remise d'un échantillon à un expert indépendant, il doit en informer, par une déclaration écrite, le Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication de la demande internationale. Cette déclaration doit être distincte de la description et des revendications de la demande internationale et être de préférence effectuée en utilisant le formulaire PCT/RO/134 visé dans l'instruction 209 des Instructions administratives du PCT.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
FI – Finlande Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, tous les renseignements importants se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique
<p>Le déposant peut demander que, jusqu'à la publication de la mention de la délivrance d'un brevet par l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH) ou pendant 20 ans à compter de la date du dépôt si la demande a fait l'objet d'une décision sans aboutir à la délivrance d'un brevet par l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH), un échantillon ne soit remis qu'à un expert en la matière. La requête à cet effet doit être faite par le déposant auprès du Bureau international avant l'expiration d'un délai de 16 mois à compter de la date de priorité (de préférence sur le formulaire PCT/RO/134). Si une telle requête a été faite par le déposant, toute requête faite par un tiers pour la remise d'un échantillon doit indiquer l'expert en question. Celui-ci peut être toute personne figurant sur une liste d'experts reconnus que tient l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH) ou toute personne agréée en l'espèce par le déposant.</p>			
GB – Royaume-Uni Office de la propriété intellectuelle ¹ (Royaume-Uni)	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Aucun	Aucune
<p>Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office de la propriété intellectuelle¹ (Royaume-Uni) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt en tout lieu du monde. Il incombe au déposant de choisir l'institution de dépôt auprès de laquelle il désire effectuer son dépôt et de s'assurer que les échantillons de la culture déposée seront accessibles conformément à la règle 13(1) et au barème 1 du règlement sur les brevets de 2007 du Royaume-Uni. Le déposant peut aviser le Bureau international par écrit, avant l'achèvement de la préparation technique de la publication de la demande internationale, qu'un échantillon ne peut être remis qu'à un expert en la matière.</p> <p>ATTENTION : Lorsque l'invention comporte l'utilisation d'un matériel biologique, ou qu'elle concerne un matériel biologique, auquel le public n'a pas accès à la date du dépôt de la demande et qui a été déposé par une personne autre que le déposant de la demande, celui-ci doit fournir, avant 16 mois à compter de la date de priorité (ou, si elle est antérieure, au plus tard à la date de la demande de publication anticipée), le nom et l'adresse du déposant du matériel biologique, et déposer une déclaration du déposant du matériel biologique autorisant le déposant de la demande à se référer dans cette demande au matériel déposé, et consentir sans réserve et de manière irrévocable à mettre le matériel déposé à la disposition du public, conformément au barème 1 du règlement sur les brevets de 2007.</p>			

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
GE – Géorgie Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)	Aucun	Aucun	Aucune
Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant le Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI) peuvent également être effectués auprès de toute institution scientifiquement reconnue, dans le pays et à l'étranger et cela comprend toutes les institutions publiées plus loin dans cette annexe.			
GT – Guatemala Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala)	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Aucun	Dans la mesure où elle est accessible au déposant, description des caractéristiques du micro-organisme ou autre matériel biologique
Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets auprès de l'Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala) peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (ces institutions sont indiquées plus loin dans cette annexe et les notifications y relatives peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/).			
HN – Honduras Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras)	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme
Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets auprès de la Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras) peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (ces institutions sont indiquées plus loin dans cette annexe et les notifications y relatives peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/).			

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
HR – Croatie Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 18 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest. Des échantillons peuvent, sur requête, être mis, entre la date de publication de la demande et la date de délivrance du brevet, à disposition de quiconque en fait la demande, ou, sur la demande du déposant, uniquement à disposition d'un expert indépendant, ou, après la délivrance du brevet, et nonobstant l'annulation ou la révocation de celui-ci, à disposition de quiconque en fait la demande. Les échantillons sont mis à disposition seulement si la personne qui en fait la demande s'engage, durant toute la durée de validité du brevet : 1. à ne pas mettre à disposition de tiers lesdits échantillons ou toute matière qui en est dérivée; 2. à ne pas utiliser les échantillons ou toute matière qui en est dérivée si ce n'est à des fins expérimentales ou de recherche, à moins que le déposant ou le titulaire du brevet, selon le cas, renonce expressément à ce qu'un tel engagement soit pris.
HU – Hongrie Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)	Lors du dépôt en ce qui concerne la notification du fait qu'un dépôt de micro-organisme a été effectué à la date du dépôt de la demande ou avant cette date	Aucun	Dans la mesure où elles sont accessibles au déposant, les caractéristiques du micro-organisme et une description taxonomique Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO) peuvent également être effectués auprès de "toute institution de dépôt internationalement connue, en cas de réciprocité".
ID – Indonésie Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où elle est accessible, description des caractéristiques du micro-organisme

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
IL – Israël Office des brevets d'Israël	Le nom de l'institution de dépôt, le numéro d'accession et la date du dépôt lors du dépôt (doivent être dans la description)	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme
IN – Inde Office indien des brevets	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets auprès de l'Office indien des brevets peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (ces institutions sont indiquées plus loin dans cette annexe et les notifications y relatives peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/). Voir aussi la Loi indienne sur les brevets, section 10(4)(d)(ii).
IS – Islande Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, tous les renseignements importants se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Le déposant peut demander que, jusqu'à ce qu'un brevet ait été délivré ou qu'une décision finale ait été prise par l'Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO) concernant une demande qui n'a pas donné lieu à un brevet, un échantillon ne soit remis qu'à un expert en la matière. La requête à cet effet doit être faite par le déposant auprès de l'Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO) au plus tard au moment où la demande est mise à la disposition du public en vertu des articles 22 et 33.3) de la loi islandaise sur les brevets. Si une telle requête a été faite par le déposant, toute requête faite par un tiers pour la remise d'un échantillon doit indiquer l'expert en question. Celui-ci peut être toute personne figurant sur une liste d'experts reconnus que tient l'Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO) ou toute personne agréée en l'espèce par le déposant.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
IT – Italie Office italien des brevets et des marques Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office italien des brevets et des marques peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (ces institutions sont indiquées plus loin dans cette annexe et les notifications y relatives peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/).	Aucun	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Dans la mesure où elle est accessible, description des caractéristiques du micro-organisme ou autre matériel biologique
JO – Jordanie Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement (Jordanie)	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, description des caractéristiques et renseignements concernant l'utilité du micro-organisme ou autre matériel biologique
JP – Japon Office des brevets du Japon (JPO)	Lors du dépôt (doivent être dans la description) (la remise de la date de dépôt du matériel biologique n'est pas nécessaire)	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique
KE – Kenya Institut kényan de la propriété industrielle	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
KR – République de Corée Office coréen de la propriété intellectuelle	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Aucun	Aucun Un dépôt aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office coréen de la propriété intellectuelle est exigé au plus tard à la date du dépôt de la demande internationale. Un récépissé du dépôt et de son acceptation, délivré par l'institution de dépôt auprès de laquelle le micro-organisme a été déposé, doit être présenté à l'Office coréen de la propriété intellectuelle dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT.
KZ – Kazakhstan Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.
LT – Lituanie Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie	Aucun	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant le Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.
LU – Luxembourg Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg)	Aucun	Aucun	Aucun
LV – Lettonie Office letton des brevets	Aucun	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
MA – Maroc Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Lors du dépôt	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Un dépôt du micro-organisme aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC) doit être effectué avant la date du dépôt de la demande internationale, auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des microorganismes (Article 34 de la loi n°17-97 relative à la protection de la propriété industrielle telle que modifiée et complétée par les lois 23-13 et 31-05).
MD – République de Moldova Office d'État pour la propriété intellectuelle (République de Moldova)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Le dépôt peut être effectué auprès d'une institution de dépôt désignée par le Gouvernement ou auprès d'institutions ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale, au plus tard à la date de dépôt de la demande internationale.
MK – Macédoine du Nord Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord)	Aucun	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord) peuvent aussi être effectués auprès de toute institution de dépôt reconnue par l'office (une liste de ces institutions est publiée dans le bulletin officiel de l'office). La remise d'échantillons à un tiers peut être subordonnée à la double condition selon laquelle ce tiers : a) a le droit d'exiger qu'un échantillon viable du matériel biologique ou microbiologique soit mis à disposition; b) s'oblige à faire en sorte que le déposant n'autorise pas l'accès à l'échantillon viable du matériel biologique ou microbiologique déposé à un tiers avant l'expiration de la durée de validité prescrite du brevet.
MX – Mexique Institut mexicain de la propriété industrielle	Aucun	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
NI – Nicaragua Registre de la propriété intellectuelle (Nicaragua)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, tous les renseignements importants se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique
NO – Norvège Office norvégien de la propriété industrielle	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, tous les renseignements importants se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme
Le déposant peut demander que, à partir du moment où la demande a été soumise à l'inspection du public par l'Office norvégien de la propriété industrielle jusqu'à la délivrance d'un brevet, ou lorsque la demande a fait l'objet d'une décision sans qu'un brevet n'ait été délivré, ou pendant une durée de 20 ans à compter de la date du dépôt si la demande est refusée ou retirée, un échantillon ne soit remis qu'à un expert en la matière. La requête à cet effet doit être faite par le déposant auprès de l'Office norvégien de la propriété industrielle au plus tard au moment où la demande est mise à la disposition du public en vertu de l'article 33.3) de la loi norvégienne sur les brevets. Si une telle requête a été faite par le déposant, toute requête faite par un tiers pour la remise d'un échantillon doit indiquer l'expert en question. Celui-ci peut être toute personne figurant sur une liste d'experts reconnus que tient l'Office norvégien de la propriété industrielle ou toute personne agréée en l'espèce par le déposant.			
NZ – Nouvelle-Zélande Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande	Aucun	Lors du dépôt (doit être dans le mémoire descriptif complet)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme
OM – Oman Département de la propriété intellectuelle, Ministère du commerce et de l'industrie (Oman)	Aucun	Aucun	Aucun
PA – Panama Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)	Aucun	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Copie du certificat de dépôt et autorisation d'inspecter le matériel biologique déposé

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
PE – Pérou Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Au moment du dépôt (soit dans la description, soit séparément)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets auprès de l'Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou) peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (ces institutions sont indiquées plus loin dans cette annexe et les notifications y relatives peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/).
PH – Philippines Office de la propriété intellectuelle des Philippines	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office de la propriété intellectuelle des Philippines peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.
PL – Pologne Office des brevets de la République de Pologne	Aucun	Aucun	Nom et adresse du déposant du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office des brevets de la République de Pologne peuvent également être effectués auprès des institutions nationales de dépôt "Institute of Agricultural and Food Biotechnology" et "Serum and Vaccine Research Laboratory".
PT – Portugal Institut national de la propriété industrielle (Portugal)	Aucun	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Un dépôt aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Institut national de la propriété industrielle (Portugal) est exigé au plus tard à la date du dépôt de la demande internationale auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.
QA – Qatar Département de la propriété intellectuelle (Qatar)	Aucun	Aucun	Aucun

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
RO – Roumanie Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, tous les renseignements importants se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme
RS – Serbie Office de la propriété intellectuelle (Serbie)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où elle est accessible, description des caractéristiques du micro-organisme
RU – Fédération de Russie Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant le Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.
SE – Suède Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Le déposant peut demander que, jusqu'à ce que le brevet soit délivré par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) ou si la décision finale n'a pas abouti à l'obtention du brevet, un échantillon ne soit remis qu'à un expert en la matière. Il en va de même des demandes rejetées ou retirées dans un délai de 20 ans à compter de la date de dépôt. La demande visant à limiter la fourniture d'un échantillon à un expert en la matière doit être présentée par le déposant à l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV), au plus tard, le jour où la préparation technique en vue de la publication de la demande est considérée comme achevée.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
SG – Singapour Office de la propriété intellectuelle de Singapour	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Aucun	Aucune
SK – Slovaquie Office de la propriété industrielle de la République slovaque	Le nom et l'adresse de l'institution de dépôt et le numéro d'accession lors du dépôt (comme partie de la demande)	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique
SV – El Salvador Centre national des enregistrements (CNR) (El Salvador)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, description des caractéristiques et renseignements concernant l'utilité du micro-organisme ou autre matériel biologique
TJ – Tadjikistan Centre national des brevets et de l'information auprès du ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme

Le déposant peut demander qu'un échantillon de micro-organisme ne puisse être remis qu'à un expert. Il doit déposer la requête à cet effet auprès du Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale de la demande.

Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets auprès du Centre national des enregistrements (CNR) (El Salvador) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.

Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant le Centre national des brevets et de l'information auprès du ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus [Suite]

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13bis.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
TM – Turkménistan Service d'état de la propriété intellectuelle du Ministère des finances et de l'économie du Turkménistan	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant le Service d'état de la propriété intellectuelle du Ministère des finances et de l'économie du Turkménistan, peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.
TR – Turquie Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)	Aucun	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.
UA – Ukraine Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)", peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.
UG – Ouganda Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)	Lors du dépôt (la remise de la date de dépôt du matériel biologique n'est pas nécessaire)	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du matériel biologique Lorsqu'un micro-organisme déposé n'est plus disponible dans l'institution auprès de laquelle il a fait l'objet d'un dépôt, en raison du fait qu'il n'est plus viable, ou lorsque, pour toute autre raison, l'institution de dépôt n'est plus en mesure de fournir des échantillons, et si le micro-organisme n'a pas été transféré à une autre institution de dépôt dans laquelle il continue d'être disponible, une rupture de disponibilité ne sera pas considérée comme telle si un nouveau dépôt du micro-organisme faisant l'objet du dépôt initial est effectué dans un délai de trois mois à partir de la date à laquelle la personne ayant effectué le dépôt est informée de la rupture de disponibilité par l'institution de dépôt et si une copie du récépissé relatif au dépôt délivré par l'institution, indiquant le numéro de la demande ou du brevet, est transmise au service d'enregistrement dans un délai de quatre mois à partir de la date du nouveau dépôt. Le nouveau dépôt devra être accompagné d'une déclaration signée par la personne effectuant le dépôt, indiquant que le micro-organisme faisant l'objet du nouveau dépôt est le même que celui qui faisait l'objet du dépôt initial.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Exigences des offices désignés et élus *[Suite]*

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir : les indications exigées dans la règle 13 <i>bis</i> .3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13 <i>bis</i> .3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
US – États-Unis d'Amérique Office des brevets et des marques des États Unis (USPTO)	Aucun	Lors du dépôt	Dans la mesure du possible, une description du matériel biologique déposé suffisante à l'identifier expressément et à permettre son examen Lorsque le dépôt initial est fait après la date de dépôt effective d'une demande de brevet, le déposant doit soumettre rapidement une déclaration d'une personne en mesure de corroborer le fait, indiquant que le matériel biologique qui est déposé est un matériel biologique expressément indiqué dans la demande telle que déposée (voir 37 CFR 1.804(b)). Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'USPTO peuvent également être effectués auprès de toute autre autorité de dépôt reconnue par l'office comme étant compétente (voir 37 CFR 1.803).
ZA – Afrique du Sud Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)	Aucun	Aucun	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant la Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt.

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Liste des institutions de dépôt

Note : Le présent tableau n'indique pas les types de micro-organismes ou d'autre matériel biologique qui peuvent être déposés auprès des institutions de dépôt et les taxes requises par ces dernières. Ces renseignements peuvent être obtenus directement auprès des institutions. Pour des renseignements concernant les institutions de dépôt qui ont acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, il convient de se référer au *Guide du dépôt des micro-organismes selon le Traité de Budapest* ou de consulter l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/.

AU – Australie

Lady Mary Fairfax CellBank Australia (CBA)²
214 Hawkesbury Rd
Westmead, N.S.W., 2145

The National Measurement Institute (NMI)²
1/153, Bertie Street
Port Melbourne, VIC 3207

BE – Belgique

*Belgian Coordinated Collections of
Microorganisms (BCCM)TM²*

Siège :

BCCMTM Coordination Cell
Service public de programmation politique
scientifique fédérale
231, avenue Louise
1050 Bruxelles

Collections :

BCCMTM/GeneCorner² Plasmid collection
Universiteit Gent
Vakgroep Biomedische Moleculaire Biologie
Technologiepark, 927
9052 Swynaerde

*BCCMTM/IHEM² Biomedical fungi and yeasts
collection*
Scientific Institute of Public Health
Service Mycology and Aerobiology
14, rue J. Wytsman
1050 Brussels

BCCMTM/LMG² Bacteria collection
Universiteit Gent
Laboratorium voor Microbiologie
K.L. Ledeganckstraat, 35
9000 Gand

*BCCMTM//MUCL² Agro-industrial fungi, yeasts
and arbuscular mycorrhizal fungi collection*
Université catholique de Louvain (UCL)
*Mycothèque de l'Université catholique de
Louvain*
Croix du Sud, 3 – boîte L7.05.06
1348 Louvain-la-Neuve

BG – Bulgarie

*National Bank for Industrial Microorganisms and
Cell Cultures (NBIMCC)²*
49 St Kliment Ohridski Blvd., Bldg. 3
1756 Sofia

CA – Canada

*Autorité de dépôt internationale du Canada
(ADIC)²*
Laboratoire national de microbiologie
Agence de santé publique du Canada
1015 Arlington Street
Winnipeg, MB
R3E 3R2

CH – Suisse

Culture Collection of Switzerland AG (CCOS)²
Einsiedlerstrasse 34
8820 Waedenswil

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Liste des institutions de dépôt [Suite]

CL – Chili

*Colección Chilena de Recursos Genéticos
Microbianos (CChRGM)²*
Avenida Vicente Méndez 515
Chillán, Region VIII

CN – China

*China Center for Type Culture Collection
(CCTCC)²*
Wuhan University
Wuhan 430072
*China General Microbiological Culture Collection
Center (CGMCC)²*
Institute of Microbiology, Chinese Academy of
Sciences
No. 1, West Beichen Road
Chaoyang District
Beijing 100101

*Guangdong Microbial Culture Collection Center
(GDMCC)²*
Guangdong Institute of Microbiology
No.59 Building, No.100 Xianliezhong Road
Guangzhou 510075

CZ – Tchéquie

Czech Collection of Microorganisms (CCM)²
Kamenice 5/building A25
625 00 Brno

DE – Allemagne

*Leibniz Institute DSMZ-German Collection of
Microorganisms and Cell Cultures²*
Inhoffenstr. 7B
38124 Braunschweig

ES – Espagne

Banco Español de Algas (BEA)²
Marine Biotechnology Center
University of Las Palmas, Gran Canaria
Muelle de Taliarte s/n
35214 Telde
Las Palmas

Colección Española de Cultivos Tipo (CECT)²
Edificio 3 CUE. Parc Científic Universitat de
Valencia
Catedrático Agustín Escardino, 9
46 980 Paterna (Valencia)

FI – Finlande

VTT Culture Collection (VTTCC)²
VTT Technical Research Centre of Finland
Tietotie 2
Espoo

FR – France

*Collection nationale de cultures de micro-
organismes (CNCM)²*
Institut Pasteur
28, rue du Dr Roux
75724 Paris Cedex 15

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Liste des institutions de dépôt [Suite]

GB – Royaume-Uni

*CABI BIOSCIENCE, UK Centre (IMI)*²
Bakeham Lane
Englefield Green
Egham, Surrey TW20 9TY

*Culture Collection of Algae and Protozoa (CCAP)*²
SAMS Ltd.
Scottish Marine Institute
Oban, Argyll PA37 1QA
Scotland

*European Collection of Cell Cultures (ECACC)*²
Health Protection Agency – Porton Down
Salisbury, Wiltshire SP4 0JG

*National Collection of Type Cultures (NCTC)*²
Culture Collections
Public Health England
Porton Down
Salisbury, Wiltshire SP4 0JG

*National Collection of Yeast Cultures (NCYC)*²
Quadram Institute Bioscience
Norwich Research Park
Norwich, NR4 7UAQ

*National Institute for Biological Standards and Control (NIBSC)*²
Blanche Lane
South Mimms
Potters Bar
Herts., EN6 3QG

*NCIMB Ltd.*²
Ferguson Building
Craibstone Estate
Bucksburn
Aberdeen AB21 9YA

HU – Hongrie

*National Collection of Agricultural and Industrial Microorganisms (NCAIM)*²
Institute of Food Science and Technology
Hungarian University of Agriculture and Life Sciences
Somlói út 14-16
1118 Budapest

IN – Inde

Microbial Culture Collection (MCC)
National Centre for Cell Science (NCCS)
University of Pune Campus, Ganeshkhind
Pune—411007, Maharashtra
*Microbial Type Culture Collection & Gene Bank (MTCC)*²
Institute of Microbial Technology (IMTECH)
Sector 39 A
Chandigarh 160 036 (Union Territory)

*National Agriculturally Important Microbial Culture Collection (NAIMCC)*²
ICAR-National Bureau of Agriculturally Important Microorganisms
Kushmaur
Maunath Bhanjan PIN 275 103
Uttar Pradesh

IT – Italie

*Collection of Industrial Yeasts (DBVPG)*²
Department of Applied Biology
Borgo XX Giugno, 74
06121 Perugia
*IRCCS Ospedale Policlinico San Martino*²
Interlab Cell Line Collection (Biotechnology Dept)
Largo Rossana Benzi, 10
16132 Genova

Istituto Zooprofilattico Sperimentale della Lombardia e dell'Emilia Romagna "Bruno Ubertini" (IZSLER)²
IZSLER Biobank of Veterinary Resource (IZSLER BVR)
Via Bianchi, 9
25124 Brescia

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Liste des institutions de dépôt [Suite]

JP – Japon

*International Patent Organism Depositary (IPOD)*²
National Institute of Technology and Evaluation (NITE)
#120, 2-5-8 Kazusakamatari
Kisarazu-shi
Chiba 292-0818

*Patent Microorganisms Depositary (NPMD)*²
National Institute of Technology and Evaluation (NITE)
#122, 2-5-8 Kazusakamatari
Kisarazu-shi
Chiba 292-0818

KR – République de Corée

*Korean Agricultural Culture Collection (KACC)*²
Agricultural Microbiology Division
National Institute of Agricultural Science
Rural Development Administration
166, Nongsaengmyeong-ro, Iseo-myeon
Wanju-gun, Jeollabuk-do 55365
*Korean Cell Line Research Foundation (KCLRF)*²
Cancer Research Institute
Seoul National University College of Medicine
103 Daehak-ro, Jongno-gu
Seoul 03080

*Korean Collection for Type Cultures (KCTC)*²
181, Ipsin-gil,
Jeongeup-si
Jeollabuk-do, 56212
*Korean Culture Center of Microorganisms (KCCM)*²
Yurim B/D
45 Hongjenae-2ga-gil, Seodaemun-gu
Seoul 03641

LV – Lettonie

Microbial Strain Collection of Latvia (MSCL)
Jelgavas str. 1
Riga, 1004

MA – Maroc

*Collections Coordonnées Marocaines de Microorganismes (CCMM)*²
Laboratoire de Microbiologie et Biologie Moléculaire (LMBM)
Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique (CNRST)
Angle avenue Allal El Fassi, avenue des FAR,
Quartier Hay Ryad
B.P. 8027 Nations Unies
10102 Rabat

MX – Mexique

*Colección de Microorganismos del CNRG (CM-CNRG)*²
Boulevard de la Biodiversidad n° 400
Col. Rancho las Cruces
Tepatitlán de Morelos, Jalisco, C.P. 47600

NL – Pays-Bas

Laboratorium voor Microbiologie (NLM)
Julianalaan 67a
Delft
Phabagen Collection (PC)
Rijksuniversiteit Utrecht
Vakgroep Moleculaire Celbiologie
Padualaan 8
3584 CH Utrecht

*Westerdijk Fungal Biodiversity Institute (CBS)*²
Uppsalalaan 8
3584 CT Utrecht
ou
P.O. Box 85167
3508 AD Utrecht

L

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

L

Liste des institutions de dépôt [Suite]

PL – Pologne

*Collection of Industrial Microorganisms*²
Institute of Agricultural and Food Biotechnology
(IAFB)
Ul. Rakowiecka 36
02-532 Warsaw

*Polish Collection of Microorganisms (PCM)*²
Institute of Immunology and Experimental
Therapy
Polish Academy of Sciences
Ul. Weigla 12
53-114 Wrocław

RU – Fédération de Russie

*All-Russian Collection of Industrial
Microorganisms (VKPM)*²
Research Centre “Kurchatov Institute”
State Research Institute “Genetika”
1-st Dorozhniy pr., 1
Moscow 117545

*Russian Collection of Microorganisms (VKM)*²
G.K. Skryabin Institute of Biochemistry and
Physiology of Microorganisms
Russian Academy of Sciences
Prospekt Nauki No. 5
Pushchino 142290 (Moscow Region)

SK – Slovaquie

*Culture Collection of Yeasts (CCY)*²
Institute of Chemistry
Slovak Academy of Sciences
Dúbravská cesta 9
842 38 Bratislava

US – États-Unis d'Amérique

*Agricultural Research Service Culture Collection
(NRRL)*²
1815 North University Street
Peoria, Illinois 61604

*American Type Culture Collection (ATCC)*²
10801 University Blvd.
Manassas, Virginia 20110-2209

*Provasoli-Guillard National Center for Marine
Algae and Microbiota (NCMA)*²
60 Bigelow Drive
East Boothbay, Maine 04544

¹ Office de la propriété intellectuelle est une dénomination opérationnelle de l'Office des brevets.

² Institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.